LES CONGRÈS SOCIALISTES INTERNATIONAUX

ORDRE DU JOUR ET RÉSOLUTIONS

LA MANIFESTATION DU 1er MAI

DIE INTERNATIONALE UND DER WELTKRIEG

MINKOFF REPRINT
GENÈVE
1976

Réimpression de l'édition de Gand, 1902
Réimpression de l'édition de Bruxelles, 1906
Réimpression de l'édition de Leipzig, 1916
ISBN 2 - 8266 - 0565 - 8 (série complète)
ISBN 2 - 8266 - 0568 - 2 (tome 3)

LES

Congrès Socialistes Internationaux

Ordres du jour et Résolutions

publié par

LE BUREAU SOCIALISTE INTERNATIONAL

DE BRUXELLES

GAND
Société coopérative « Volksdrukkerij », rue Hautport, 29
—
1902

Aux Partis Ouvriers Socialistes

Conformément à la résolution du Congrès socialiste international tenu à Paris en 1900, nous publions aujourd'hui le code des résolutions prises aux Congrès socialistes internationaux de Paris en 1889, de Bruxelles en 1891, de Zurich en 1893, de Londres en 1896, de Paris en 1900.

Nous donnons tout d'abord l'ordre du jour définitif de chacun de ces congrès, afin que nos camarades puissent se rendre compte facilement des questions qui y ont déjà été discutées. Nous avons cru indispensable de mettre aussi sous leurs yeux les conditions d'admission, formulées par les congrès.

Les résolutions ont été classées d'après la nature des objets traités et en suivant l'ordre chronologique afin de mieux indiquer les modifications successives qu'elles peuvent avoir subies.

*
* *

Le Congrès socialiste international de Paris a eu pour pensée en décidant la publication de ce code de fournir aux organisations ouvrières et aux travailleurs qui se réclament du socialisme, une direction précise et coordonnée de l'action socialiste dans tous les pays ; il a voulu par cette publi-

cation les renseigner exactement sur la solution que le socialisme international apporte aux questions politiques, économiques et morales que soulève la critique socialiste du monde capitaliste.

Le Secrétariat aurait voulu compléter ce code par la publication des résolutions votées par les congrès de l'Association internationale des Travailleurs depuis 1868, mais le peu de ressources dont il dispose l'a obligé à ajourner ce projet.

Pour le Secrétariat

VICTOR SERWY

secrétaire

I

Les Ordres du Jour

Congrès international ouvrier socialiste, organisé par la Fédération des Travailleurs Socialistes de France, juillet 1889.

1. Législation internationale du travail. — Réglementation légale de la journée. Travail de jour, de nuit, des jours fériés, des adultes, des femmes, des enfants, surveillance des ateliers de la grande et petite industrie, comme de l'industrie domestique. Voies et moyens pour obtenir ces revendications.
2. Des moyens les plus pratiques à employer pour établir des relations constantes entre les organisations ouvrières de tous pays, sans, pour cela, porter atteinte à leur autonomie.
3. Des coalitions patronales et de l'intervention des pouvoirs publics.
4. Fixation de la date et du lieu du prochain congrès. Règlement à adopter pour la convocation, son organisation et la tenue de ses séances.

Nations représentées : Allemagne, Angleterre, Autriche, Hongrie, Belgique, Espagne, Danemark, France, Hollande, Italie, Pologne, Russie, Suisse, Roumanie, Suède.

* * *

Congrès international de Paris, 14-21 juillet 1889.

1. Législation internationale du travail. Réglementation légale de la journée de travail. Travail de jour, de nuit, des adultes, des femmes, des enfants;
2. Surveillance des ateliers de la grande et petite industrie, ainsi que de l'in ustrie domestique;
3 Voies et moyens pour obtenir ces revendications;
4. Abolition des armées permanentes et armement du peuple.

Nations représentées : Allemagne, Angleterre, Autriche-Hongrie, Belgique, Espagne, France, Hollande, Italie, Pologne, Russie, Suisse, Danemark, Roumanie, Suède.

* * *

Congrès international ouvrier socialiste de Bruxelles, août 1891

1 *La Législation du Travail*

De l'état de la législation protectrice du travail, au point de vue national et international et des moyens à employer pour l'étendre et la rendre efficace.

Rapporteur : Emile Vandervelde (Belgique).

2. *La question juive*

Rapporteur : Jean Volders (Belgique).

3. *L'organisation, la coalition et l'agitation*

I. Du droit de coalition, de ses garanties, des grèves, du boycottage et du mouvement corporatif au point de vue international.

II. Organisation sérieuse et pratique : *a*) de la correspondance ouvrière internationale; *b*) de la statistique ouvrière universelle; *c*) de l'entente internationale entre les ouvriers de tous les métiers, par la création d'un comité syndical par nation et d'un comité syndical international; *d*) de

la communication régulière de renseignements divers, au moyen d'un almanach et d'un calendrier socialistes internationaux, traduits dans toutes les langues et paraissant annuellement; *e*) de la propagande et de l'agitation socialistes dans tous les pays.

Rapporteurs : Groussier (France) et Boch (Allemagne).

4. *Le militarisme*

De la position et des devoirs de la classe ouvrière vis à vis du militarisme.

Rapporteurs : W. Liebknecht (Allemagne) et Ed. Vaillant (France).

5. *De l'usage du parlementarisme et du suffrage universel au profit de la cause ouvrière socialiste, de la tactique à employer pour arriver à l'émancipation des travailleurs, et des moyens à mettre en œuvre pour la réaliser.*

La question fut retirée.

6. *De l'alliance des partis ouvriers socialistes avec les partis bourgeois.*

La question fut retirée.

7. *Le travail aux pièces et à forfait.*

De sa suppression.

Rapporteur : Louis Bertrand (Belgique).

8. *La question féminine.*

Rapporteur : Singer (Allemagne).

9. *Le Premier Mai.*

Célébration internationale du 1er mai, consacrée à la fois au principe des huit heures, à la règlementation du travail et à l'affirmation universelle du prolétariat pour le maintien de la paix des nations.

Rapporteur : Petersen (Danemark),

10. *Le titre uniforme du Parti.*

Adoption d'une désignation générale uniforme pour indiquer le groupement de tous les partis ouvriers du monde. Propositions : Parti socialiste international (Paris); Parti ouvrier socialiste international (Belgique).

Retirée de l'ordre du jour.

11. *Le prochain Congrès.*
Demande et proposition d'un congrès à Chicago, en 1893, et manifestation internationale en cette ville; désignation de la date et de l'époque du prochain congrès ouvrier socialiste international.
12. *Organisation des travailleurs de la mer.*

Nationalités représentées : Allemagne : 42 délégués; Angleterre : 23; Autriche : 11; Danemark : 3; France : 69; Norvège : 1; Suède : 1; Espagne : 1; Pologne . 7; Roumanie : 5; Suisse : 10; Italie : 4; Etats-Unis : 6; Hollande : 9; Belgique : 145.

* * *

Congrès international ouvrier de Zurich, avril 1893

1. *Mesures à prendre pour la réalisation internationale de la journée de huit heures.*
Rapporteur : Fauquez Suisse).
2. *Attitude de la démocratie socialiste en cas de guerre.*
Rapporteur : Plekhanoff (Russie).
3. *Le 1 Mai.*
Rapporteur : V. Adler (Autriche).
4. *Protection des ouvrières.*
Rapporteur : citoyenne Kautsky (Allemagne).
5. *La tactique politique des socialistes démocrates.*
a) Parlementarisme et agitation électorale.
b) Législation directe par le peuple.
Rapporteur : Em. Vandervelde (Belgique).
6. *La question agraire.*
Rapporteur : Jaclard (France).
7. *Formation nationale et internationale de syndicats professionnels.*
Rapporteurs : Allemane (France) et Volders (Belgique).
8. *Le Suffrage Universel.*
Rapporteur : Ellenbogen (Autriche).
9. *Immigration des ouvriers en Amérique et en Australie.*

10. *La question du Siam.*
11. *La grève générale.*
12 *Organisation internationale de la démocratie socialiste.*

Nationalités représentées : Angleterre : 65 délégués; Autriche : 39; Belgique : 17; Australie : 1; Bulgarie : 2; Danemark : 2; Etats Unis : 3; France : 38; Espagne : 2; Hollande : 6; Hongrie : 10; Italie : 23; Pologne : 10; Roumanie ; 5; Russie : 1; Serbie : 1; Norvège : 1; Suisse : 101.

* * *

Congrès international socialiste ouvrier de Londres, juillet 1896

1. *La question agraire.*
   Rapporteur : Em. Vandervelde (Belgique).
2. *Action politique.*
   Rapporteur : G. Lansbury (Angleterre).
3. *Education et développement physique.*
   Rapporteur : Sidney Webb (Angleterre).
4. *Organisation.*
   Rapporteur : C. A. Gibson (Angleterre).
5. *La guerre.*
   Rapporteur : E. Wurm (Allemagne)
6. *Action économique et industrielle.*
   Rapporteur : P. Brocklehurst (Angleterre).
7. *Atteintes aux libertés.*
   Rapporteur : Bruce Glasier (Angleterre).
8. *Conditions d'admission au prochain congrès.*
   Rapportenr : W. Liebknecht (Allemagne).

Nationalités représentées : Allemagne : 48 délégués; Australie : 1; Autriche : 6; Angleterre : 295; Belgique : 19; Bohème : 1; Bulgarie : 4; Etats-Unis : 7; Danemark : 7; France : 125; Espagne : 6; Hollande : 13; Hongrie : 2; Italie : 10; Pologne : 13; Portugal : 1; Roumanie : 1; Russie : 7; Suède 2; Suisse : 12.

* * *

Congrès socialiste international de Paris, 23 au 27 septembre 1900.

1. *Exécution des décisions du congrès.*
   Recherche et application des moyens pratiques pour l'entente, l'organisation et l'action internationales des travailleurs et des socialistes.
   Rapporteur : H. Van Kol (Hollande).
2. a) *Législation internationale du travail par la limitation de la journée de travail.*
   Rapporteur : Wurm (Allemagne).
   b *De la possibilité d'un minimum de salaire dans les divers pays.*
   Rapporteur : Gheude (Allemagne).
3. *Le Premier Mai.*
   Rapporteur : Boemelburg (Allemagne).
4. *Des conditions nécessaires de l'affranchissement du travail :*
   a) Constitution et action du prolétariat organisé en parti de classe.
   b) Expropriation politique et économique de la bourgeoisie;
   c) Socialisation des moyens de production.
   Rapporteur : Ellenbogen (Autriche).
5. *La conquête des pouvoirs publics et les alliances avec les partis bourgeois.*
   Rapporteurs : Em. Vandervelde (Belgique) et E. Ferri (Italie).
6. *La politique coloniale.*
   Rapporteur : H. Van Kol (Hollande).
7. *Paix internationale; militarisme; suppression des armées permanentes.*
   Rapporteur : Rosa Luxembourg (Allemagne).
8. *Organisation des travaillenrs maritimes.*
   Rapporteur : Störmer (Allemagne).
9. *La lutte pour le Suffrage Universel et la législation directe par le peuple.*
   Rapporteur : Pernerstosffer (Autriche),
10. *Socialisme communal.*
   Rapporteur : E. Vinck (Belgique).

11 *Les trusts.*

Rapporteur : Wibaut (Hollande).

12. *La grève générale.*

Rapporteurs : Legien (Allemagne) et A. Briand (France).

Nationalités représentées : Allemagne : 57 délégués ; Angleterre : 95 ; Autriche : 10 ; Belgique : 37 ; Bohême : 2 ; Bulgarie : 3 ; Danemark : 19 ; Espagne : 4 ; Etats-Unis : 6 ; France : 1073 ; Hollande : 9 ; Hongrie : 1 ; Irlande : 3 ; Italie : 15 ; Norvège : 1 ; Pologne : 20 ; Portugal : 1 ; République Argentine : 1 ; Russie : 24 ; Suède 3 ; Suisse : 10.

II

Organisation des Congrès — Conditions d'admission

Demande et proposition d'un Congrès à Chicago, en 1893, et manifestation internationale en cette ville, désignation de la date et de l'époque du prochain Congrès ouvrier socialiste international.

Il est décidé, sur la proposition du bureau, que le prochain Congrès international se tiendra en 1893, en Suisse, le choix de la ville étant laissé au parti ouvrier Suisse.

(Congrès de Bruxelles 1891.)

— Il est décidé que ne pourront *participer* au prochain Congrès de Zurich, que les associations acceptant ces deux principes : *l'intervention de l'Etat et l'organisation.*

(Congrès de Bruxelles 1891.)

— Sont admis au Congrès tous les syndicats professionnels ouvriers, ainsi que ceux des partis et associations socialistes qui reconnaissent la nécessité de *l'organisation ouvrière* et de *l'action politique.*

(Congrès de Zurich 1893.)

— Le Bureau du Congrès est chargé de rédiger l'invitation au prochain Congrès, en faisant exclusivement appel :

1. Aux représentants des groupements qui poursuivent la *substitution de la propriété et de la production socialiste, à la propriété et à la production capitaliste,* et qui considèrent *l'action législative et parlementaire* comme l'un des moyens nécessaires pour arriver à ce but;

2. Aux organisations purement corporatives qui, bien que ne faisant pas de politique militante, déclarent reconnaître la *nécessité* de *l'action législative et parlementaire.* Par conséquent, les *anarchistes sont exclus.*

La vérification du mandat des délégués sera faite par leur nationalité respective, sauf recours devant une commission spéciale, élue par toutes les nationalités représentées au Congrès.

Les mandats de toutes les nationalités représentées par moins de cinq délégués sont soumis à un Comité de vérification des mandats, ainsi que les mandats douteux.

(Congrès de Londres 1896.)

— Le Congrès décide que le prochain Congrès aura lieu en Allemagne pendant le courant de l'année 1899. En cas d'impossibilité de le tenir en Allemagne, il est résolu que le Congrès se réunira à Paris en 1900.

(Congrès de Londres 1896.)

1. Toutes les associations qui adhèrent aux principes essentiels du socialisme : *socialisation*

des moyens de production et d'échange; union et action internationales des travailleurs; *conquête socialiste des pouvoirs publics par le proletariat organisé en parti de classe*;

2. Toutes les organisations corporatives qui, se plaçant *sur le terrain de la lutte de classes* et déclarant reconnaître *la nécessité de l'action politique*, donc législative et parlementaire, ne participent cependant pas d'une manière directe au mouvement politique.

(Résolution de la Conférence de Bruxelles 1899, ratifiée par le Congrès de Paris 1900.)

Organisation socialiste internationale

a) *Le Titre uniforme du Parti*

Adoption d'une désignation générale uniforme pour indiquer le groupement de tous les partis ouvriers du monde. Le comité révolutionaire central de Paris propose Parti Socialiste International; Le Parti Ouvrier Belge : Parti Ouvrier Socialiste International.

Renvoi à un autre Congrès.

(Congrès de Bruxelles 1891.)

* * *

b) *Organisation internationale de la démocratie socialiste*

Considérant qu'il est désirable que les démocrates socialistes soient organisés internationalement sous un titre commun, mais attendu aussi que les restrictions imposées à la liberté d'association par les lois réactionnaires de plusieurs pays, sont un obstacle à la réalisation immédiate de ce désir ;

Le Congrès reconnaît comme membres du parti socialiste démocratique révolutionnaire

international, toutes les organisations et sociétés qui admettent la lutte des classes et la nécessité de socialiser les moyens de production et qui acceptent les bases des congrès internationaux socialistes.

Le Congrès recommande avec urgence aux membres des partis et à tous les membres des organisations politiques et économiques de travailleurs, de *lutter sans cesse pour obtenir l'abrogation de toutes les lois restrictives du droit d'association.*

Le Congrès émet le vœu que la première partie du programme des partis démocratiques socialistes de tous les pays, contenant la nécessité d'une révolution économique soit exprimé en termes identiques pour tous, et que la deuxième partie, contenant les moyens à employer soit rédigée dans chaque pays suivant leurs conditions économiques et politiques.

(Congrès de Zurich 1893)

En présentant son rapport au Congrès, la commission désire établir que, parmi les résolutions qu'on a envoyées, elle a présenté celles qui apparaissent d'une manière précise dans les rapports et qui expriment les désirs exprimés par la majorité des résolutions. Nous n'avons pu recommander la publication d'un journal international, comme le demandent les résolutions 7 et 8, surtout à cause du prix et du fait que beaucoup de journaux socialistes existant contiennent des nouvelles sur le mouvement social des autres pays.

1. Dans l'opinion de ce Congrès on doit s'efforcer de créer un *comité international* permanent avec un *secrétaire* responsable, comité qui siègerait dans la partie de l'Europe la plus propre à son action. (Londres fut choisi comme siège du secrétariat.)

2. Un comité restreint doit être nommé par le Congrès pour rédiger des propositions destinées à amener la réalisation du vœu présenté au n° 1, et pour en faire un rapport au Congrès.

3. Le comité en question doit avoir le pouvoir d'agir comme un *comité provisoire* pour le mouvement qui aura lieu entre la date actuelle et le prochain Congrès; toute nationalité qui n'est pas représentée au comité par voix élective dans ce Congrès peut envoyer un représentant pour agir jusqu'à la réunion du prochain comité.

4. Ce Congrès reconnaît la nécessité de plus en plus grande d'informations sur le mouvement économique international, et invite toutes les nationalités à faire tous leurs efforts pour réaliser les résolutions de Bruxelles et de Zurich, au sujet des *Bureaux internationaux d'informations*.

5. En raison des grandes émigrations d'Europe en Amérique et autres continents : ce qui donne à un capitalisme extrêmement concentré le moyen de réduire les salaires et de triompher des résistances des ouvriers à l'oppression et à la dégradation;

En vue aussi du fait que beaucoup d'émi-

grants qui étaient auparavant attachés aux partis ouvriers et aux organisations des pays d'où ils venaient, n'arrivent généralement pas (surtout à cause de leur ignorance de la langue anglaise) à entrer en relation avec des groupes ouvriers de leur pays d'adoption, de sorte que les forces perdues pour le mouvement européen par l'immigration sont de même complètement perdues pour le mouvement international;

Le Congrès recommande que l'on s'arrange entre l'Europe et l'Amérique et les continents transocéaniques pour la *distribution parmi les émigrants dans les ports européens et à bord des bateaux* pour les émigrants, de *bulletins* contenant les *informations* nécessaires, et aussi pour les agitateurs socialistes dont ces continents peuvent demander le concours, afin d'organiser la partie étrangère de leur prolétariat.

(Congrès de Londres, 1896.)

CONFÉRENCE INTERPARLEMENTAIRE

Une *conférence interparlementaire* a été créée. Elle se compose d'*un délégué* par nation. Elle a pour but d'*uniformiser le travail parlementaire* dans tous les pays. Les communications doivent être adressées au citoyen Edouard Vaillant.

(Congrès de Londres 1896.)

Exécution des décisions des Congrès. Recherche et application des moyens pratiques pour l'entente, l'organisation et l'action internationales des travailleurs et des socialistes.

Le comité permanent international et le secrétaire général siégeront à Bruxelles.

***

— Le Congrès international socialiste de Paris, considérant :

Qu'il importe aux Congrès internationaux, destinés à devenir le parlement du prolétariat, de prendre les résolutions qui guideront le prolétariat dans sa lutte de délivrance;

Que ces décisions, résultat de l'entente internationale, doivent être traduites en actes;

Décide de prendre les mesures suivantes :

1. Un *comité d'organisation* sera nommé aussi vite que possible par les organisations socialistes du pays où se tiendra le prochain congrès;

2. Un *comité permanent international* ayant un délégué pour chaque pays, sera formé et disposera des fonds nécessaires. Il arrêtera l'ordre du jour du congrès suivant et demandera des rapports à chaque nationalité adhérente au congrès;

3. Ce comité choisira un *secrétaire général* salarié chargé :

a) De procurer les informations nécessaires;

b) De rédiger un code explicatif des résolutions prises aux congrès antérieurs;

c) De distribuer les rapports sur le mouvement socialiste de chaque pays deux mois avant le nouveau congrès.

d) D'établir un aperçu général des rapports

présentés sur les questions discutées au congrès :

e) De publier de temps à autre des brochures et des manifestes sur les questions d'actualité et d'intérêt général, ainsi que sur les réformes importantes, et des études sur les graves questions politiques et économiques ;

f) De prendre les mesures nécessaires pour favoriser l'action et l'organisation internationale du prolétariat de tous les pays.

(Congrès de Paris 1900.)

***

— Le Comité socialiste international devra exiger des groupes socialistes parlementaires nationaux l'*organisation d'une commission* spéciale *interparlementaire* pour faciliter une action commune sur les grandes questions politiques et économiques internationales.

Cette commission sera adjointe au Comitè socialiste international.

(Congrès de Paris 1900.)

***

— Le secrétariat international siégeant à Bruxelles sera chargé de constituer les *archives internationales du socialisme* en centralisant les livres, documents, rapports qui concernent le mouvement ouvrier des différentes nations.

(Congrès de Paris 1900.)

IV

Action Economique et Action Politique de la classe ouvrière. Action internationale.

a) *Action économique et politique.*

Considérant que les rapports des délégués de tous les pays à ce Congrès ont démontré que la seule organisation économique du travail (Trade Unions et syndicats ouvriers) ne saurait suffire à l'émancipation de la classe laborieuse; d'autre part que l'agitation pour la réduction de la journée de travail, la limitation du travail des femmes et des enfants et des lois protectrices du travail, peut être considérée, à juste titre, comme un moyen de développer chez les travailleurs la conscience de classe, préliminaire nécessaire à l'émancipation de la classe ouvrière par elle-même;

Considérant que l'histoire du mouvement ouvrier montre que les appels à la bourgeoisie ne sont d'aucun effet pour les travailleurs et ne servent qu'à constituer un capital politique pour la classe régnante;

Considérant que la possession du pouvoir politique par la classe régnante lui a permis de maintenir son système exploiteur d'entreprise privée et de production capitaliste;

Considérant qu'au moyen du pouvoir politique, elle empêche le contrôle de l'industrie par l'Etat et le contrôle de l'Etat par le peuple;

Le Congrès international de Paris décide :

1. Que dans tous les pays où les prolétaires sont en possession de la franchise électorale, ils doivent entrer dans les rangs du parti socialiste, ne tolérant aucune compromission avec un autre parti politique, et par l'usage de leur bulletin de vote ils ont à poursuivre, sous l'empire de leur constitution respective, la conquête du pouvoir politique;

2. Que dans tous les pays où la franchise électorale et les droits constitutionnels sont refusés aux prolétaires, ceux-ci doivent lutter par tous les moyens possibles pour obtenir le droit de suffrage;

3. Que tout emploi de la force répressive de la part de la classe régnante pour entraver l'évolution pacifique de la société vers une organisation coopérative, à la fois industrielle et sociale, serait un crime contre l'humanité et soumettrait l'inhumanité des agresseurs aux châtiments infligés par des hommes qui luttent pour la défense de leur vie et de leur liberté.

(Congrès international ouvrier socialiste, Paris 14-21 juillet 1889.)

b) *La Tactique politique des socialistes démocrates*

I

Considérant que l'action politique n'est qu'un moyen pour arriver à l'émancipation économique du prolétariat.

Le Congrès rappelant les décisions du Congrès de Bruxelles au sujet de la lutte des classes,

Déclare :

1. Il est nécessaire que les ouvriers de tous les pays *s'organisent nationalement et internationalement, en associations syndicales* et autres, pour lutter contre leurs exploiteurs ;

2. L'action politique est nécessaire, tant au point de vue de l'agitation et de l'affirmation intégral des principes socialistes, qu'au point de vue de la réalisation des réformes d'intérêt immédiat. Il recommande, par conséquent, aux ouvriers de tous les pays, de conquérir leurs droits politiques et de s'en servir dans tous les corps législatifs et administratifs, pour réaliser les revendications du prolétariat et s'emparer des pouvoirs politiques, qui ne sont aujourd'hui que des instruments de domination capitaliste, pour les transformer en moyen d'émancipation du prolétariat;

3. La forme de la lutte économique et politique doit être déterminée, d'après les circonstances, pour les diverses nationalités. Mais, dans tous les cas, il importe de *mettre en première ligne le but révolutionnaire du mouvement socialiste*, qui poursuit la transformation intégrale de la société actuelle, au point de vue économique, moral et politique.

En aucun cas, l'action politique ne peut servir de prétexte à des compromissions ou à des alliances qui porteraient atteinte aux principes ou à l'indépendance des partis socialistes.

II

Considérant que, dans l'état actuel, les corps représentatifs ne reflètent pas exactement les tendances de leurs mandats;

Considérant que, dans la plupart des pays, le système actuel des circonscriptions et le régime majoritaire augmentent encore la désunion qui existe entre la volonté du peuple et les votes de ses représentants;

Le Congrès, pour assurer plus complètement la réalisation du principe de la souveraineté du peuple, se prononce en faveur du *droit d'initiative*, du *referendum populaire* et de la *représentation proportionnelle*.

(Congrès de Zurich 1893.)

c) *L'action politique.*

1. Le Congrès entend par *action politique* la lutte organisée sous toutes les formes, pour la conquête du pouvoir politique et son usage législatif et administratif, dans l'État et la commune, par la classe ouvrière, pour son émancipation;

2. Le Congrès déclare que la *conquête du pouvoir politique* est, pour les travailleurs, le moyen par excellence par lequel ils peuvent arriver à leur émancipation, à l'affranchissement de l'homme et du citoyen, par lequel ils peuvent établir la République socialiste.

Il fait appel aux travailleurs de tous les

pays et les invite à s'unir en un parti distinct de tous les partis politiques bourgeois et à revendiquer :

Le Suffrage Universel de tous les adultes;

Le droit de vote pour chaque adulte;

Le scrutin de ballotage;

Le droit d'initiative et le referendum, local et national;

3. Le Congrès déclare aussi que *l'émancipation de la femme* est inséparable de celle du travailleur, et il fait appel aux femmes de tous les pays à l'effet de s'organiser politiquement avec les travailleurs;

4. Le Congrès se déclare en faveur de *l'autonomie de toutes les nationalités*. Il exprime sa sympathie aux travailleurs de tous les pays, souffrant actuellement sous le joug du despotisme militaire ou national et de tout autre despotisme; et il fait appel aux travailleurs de tous les pays pour combattre côte à côte avec la classe ouvrière de tous les pays et s'organiser avec elle, afin de jeter bas le capitalisme international, et d'instituer la démocratie socialiste internationale;

5. Le Congrès déclare que, quel que soit le prétexte religieux ou soi-disant civilisateur, de la *politique coloniale*, elle n'est que l'extension du champ d'exploitation capitaliste dans l'intérêt exclusif de la classe capitaliste.

(Congrès de Londres 1896.)

d) *La Question économique et industrielle*

I

Dans l'opinion de ce Congrès, les ouvriers de toutes les nations doivent faire des efforts continus, comme classe, pour la *socialisation de tous les moyens de production, de transport, de distribution et d'échange;* le tout devant être contrôlé par une organisation complètement démocratique dans l'intérêt de la communauté toute entière, de manière à émanciper la classe ouvrière et le peuple tout entier de la domination du capitalisme. Ce Congrès considère que l'action nationale et internationale dans le sens du socialisme complet devient de jour en jour plus nécessaire, vu la disparition de la concurrence libre et la croissance rapide de monopoles nationaux et internationaux contrôlés par des organisations vastes de la classe capitaliste. L'huile de pétrole, le coton à coudre, certains minéraux, la fonte des métaux en grandes pièces, etc., sont aujourd'hui déjà contrôlés par des combinaisons de capitalistes qui aspirent à fixer et les prix et les salaires en ce qui touche ces articles. Des organisations tellement puissantes ne peuvent être utilement combattues par des syndicats ordinaires de travailleurs, ni par une action politique isolée. Une organisation plus complète des ouvriers est indispensable pour résister avec succès aux manœuvres de ces grandes compagnies; et ce

Congrès recommande que des mesures soient prises pour organiser une agence internationale chargée d'appeler l'attention sur les agissements de ces corporations, qui souvent ont recours à des intrigues politiques pour arriver à leurs fins, et insiste sur la nécessité d'amener la socialisation de ces entreprises par décrets nationaux et internationaux.

Dans d'autres directions, la puissance sans cesse augmentant de l'humanité, dans la production des denrées, au lieu d'être utilisée pour le bien de la communauté, se montre la cause de rengorgements de denrées, de crises commerciales, nationales et internationales. Les travailleurs du charbon, du fer, du cuir, du coton et d'autres industries sont dans tous les pays jetés sur le pavé et privés de leur emploi par suite de causes économiques qu'ils ont été jusqu'à présent dans l'impuissance de contrôler. Dans tous les pays civilisés, la nécessité absolue de la substitution de la propriété publique à un système tellement désordonné est reconnue; et les grandes mines houillères, les grandes fonderies et les usines chimiques, les chemins de fer et les usines principales, sont tous arrivés à un état où leur socialisation et leur nationalisation ne présentent aucune difficulté au point de vue économique.

Ce Congrès demande donc aux travailleurs du monde à mettre immédiatement tout en œuvre pour appuyer des mesures bien définies de *socialisation, de nationalisation et de communalisation*, dans leur pays, ayant soin dans chaque pays de

tenir au courant de leurs actions chacun des autres pays, afin que la tactique adoptée soit poursuivie autant que possible simultanément partout.

II

La *lutte économique et syndicale* des ouvriers est indispensable pour combattre la toute-puissance du capital et pour améliorer la situation des ouvriers dans la société actuelle. Pas de syndicats ouvriers, pas de salaires suffisants, pas de réduction des heures de travail. Mais cette lutte économique ne peut pas supprimer l'exploitation capitaliste, elle ne fait que l'adoucir. L'exploitation des ouvriers ne prendra fin que lorsque la société elle-même aura pris possession de tous les moyens de production, y compris le sol et les moyens de transport. Cette socialisation des moyens de production a comme condition *sine qua non* tout un système de mesures législatives. Ces mesures ne seront réalisées que si la classe ouvrière possède le pouvoir politique. Mais ce pouvoir politique ne peut être conquis qu'au fur et à mesure que la classe ouvrère sera organisée. Les syndicats constituent la classe ouvrière en puissance politique en organisant les ouvriers. L'organisation de la classe ouvrière est incomplète et insuffisante, tant qu'elle n'est organisée que politiquement.

Mais la *lutte syndicale* des ouvriers exige aussi *l'action politique* de la classe ouvrière.

Ce que les ouvriers ont conquis par la lutte syndicale contre leurs exploiteurs, ils doivent toujours l'assurer par des mesures législatives pour le maintenir définitivement. Dans d'autres cas, les réformes législatives conquises évitent des conflts économiques. Une entente et une action communes internationales de la classe ouvrière de tous les pays quant à la lutte économique et syndicale et quant à la législation protectrice du travail deviennent d'autant plus une nécessité que les relations économiques du marché international capitaliste se développent de plus en plus et, avec elles, en même temps, les conflits des industries des pays.

Dans l'avenir, une action internationale du prolétariat dans le sens suivant est de toute nécessité :

1. Suppression des droits douaniers et des octrois, des impôts sur les vivres et des primes d'exportation.

2. Mise en vigueur d'une législation internationale protectrice du travail.

En maintenant les résolutions respectives du Congrès international de Paris, le Congrès recommande de concentrer l'action tout d'abord sur la conquête des réformes suivantes :

a. La fixation légale de la journée de huit heures;

b. La suppression de sweating-system et la création d'une législation protectrice efficace en faveur des ouvriers et ouvrières de l'industrie domestique;

c. Le droit de coalition, d'association et de

réunion absolument libre pour les deux sexes.

La réalisation de ces réformes rend indispensable le concours de l'action syndicale et de l'action politique du prolétariat.

En conséquence le Congrès, en maintenant les résolutions du Congrès de Bruxelles et du Congrès de Zurich sur la question déclare :

L'organisation des ouvriers et des syndicats est de première nécessité pour la lutte émancipatrice du prolétariat. Il considère comme un devoir de tous les ouvriers, voulant l'émancipation du travail du joug capitaliste, qu'ils appartiennent au syndicat de leurs camarades de profession ;

Pour rendre possible et pour faciliter une action économique efficace, les organisations syndicales doivent se réunir en des *fédérations* s'étendant sur tous les pays. Tout éparpillement des forces par de petites organisations particulières est à rejeter. Dans la lutte économique la conviction politique des ouvriers ne doit pas constituer une raison de séparation, mais il est du devoir des organisations ouvrières — devoir résultant de la lutte de la classe prolétarienne — de *faire* de leurs membres *des socialistes convaincus*. De plus, c'est un devoir des syndicats, d'accepter comme membres les *femmes* travaillant dans leur industrie respective et d'aspirer à réaliser le principe du salaire égal à travail égal pour les deux sexes;

A côté de la lutte pour de meilleures conditions de travail et pour la hausse des salaires, les syndicats doivent surveiller l'*application des*

lois protectrices du travail; ils doivent s'efforcer à amener la suppression des méthodes industrielles nuisibles à la santé, du marchandage *(sweating)* et du truck-système.

Le Congrès considère que la *grève* et le *boycott* sont des moyens nécessaires à la réalisation des fins syndicales. Mais il ne voit pas la possibilité d'une grève générale internationale. La nécessité la plus urgente est l'organisation syndicale des masses ouvrières, car c'est de l'étendue de l'organisation que dépend l'étendue des grèves dans des industries entières et dans des pays entiers.

Pour rendre possible une *action syndicale internationale*, il est à créer dans chaque pays un *comité syndical central*. Ces comités doivent dresser dans la mesure du possible des statistiques concernant le marché du travail. Ils doivent se communiquer mutuellement ces statistiques, de même que des rapports réguliers sur tous les événements importants de leur pays pour la vie syndicale.

C'est surtout un devoir des syndicats de tous les pays de s'occuper de ce que les ouvriers *étrangers immigrants* adhèrent aux syndicats du pays où ils travaillent, et qu'ils ne travaillent pas à un salaire plus bas que les ouvriers indigènes.

En cas de *grève, de lock-out et de boycott* les syndicats de tous les pays ont le devoir de se soutenir mutuellement dans la mesure de leurs forces.

III

Le développement économique et industriel avance avec une telle rapidité qu'une crise peut avoir lieu dans un temps relativement court. Le Congrès insiste donc, auprès du prolétariat de tous les pays, sur la nécessité absolue d'apprendre, en citoyens conscients de leur classe, à administrer leur pays respectif dans l'intérêt commun.

Les amendements suivants ont aussi été admis : La législation industrielle interdira aux patrons d'employer les femmes six semaines avant ou après leur accouchement; elles recevront des secours et des fonds de l'État.

Le travail des enfants ne sera pas autorisé avant 16 ans.

Il est recommandé aux syndicats d'admettre dans leur sein les apprentis, de les organiser sous la dénomination de sections des adhérents et d'y poursuivre leur éducation professionnelle et socialiste.

(Congrès de Londres 1896.)

e) *Des conditions nécessaires de l'affranchissement du travail:* 1° *Constitution et action du prolétariat organisé en parti de classe;*
2° *Expropriation politique et économique de la bourgeoisie;*
3° *Socialisation des moyens de production.*

I. Le prolétariat moderne est le produit nécessaire du régime capitaliste de production

qui exige l'exploitation politique et économique du travail par le capital.

Son relèvement et son émancipation ne pouvant se réaliser qu'en entrant en antagonisme avec les défenseurs intéressés du capitalisme, lequel par sa constitution même doit aboutir inévitablement à la *socialisation des moyens de production*.

Devant la classe capitaliste, le prolétariat doit par conséquent se dresser en *classe de combat*.

Le socialisme qui s'est donné la tâche de constituer le prolétariat en armée de cette lutte de classe a pour devoir, avant tout, de l'initier par un *travail méthodique réfléchi et incessant* à la conscience de ses intérêts et de sa force et d'user à cet effet de toutes les armes que la situation politique et sociale actuelle met entre ses mains et que sa conception supérieure de la justice lui suggère.

Au nombre de ces *moyens* le congrès indique l'action politique, le suffrage universel et l'organisation de la classe ouvrière en groupes politiques, en syndicats, coopératives, caisses de secours, cercles d'art et d'éducation, etc. Il engage les militants socialistes à *propager* le plus possible ces moyens de culture et d'éducation qui augmentent la force de la classe ouvrière et la rendent capable d'exproprier politiquement et économiquement la bourgeoisie et de socialiser les moyens de production.

II. Les socialistes de tous pays s'engagent à intervenir afin que les étrangers, dans leur pays respectif, jouissent du même *droit de coalition*

que les nationaux, et à se servir de tous les moyens à leur disposition.

(Congrès de Paris 1900.)

f) *La lutte pour le suffrage universel et la législation directe par le peuple.*

I. Le *suffrage universel direct, unique et secret* dans le choix des dépositaires de la puissance publique constitue, pour la démocratie ouvrière, l'un des moyens essentiels et la condition primordiale de l'émancipation polititique et sociale.

II. Le congrès invite les peuples privés de représentation parlementaire, ou chez lesquels cette représentation repose encore sur les fondements de principes quelconques, à entreprendre la lutte pour la conquête du suffrage universel, organisée jusqu'à sa complète réalisation.

Le congrès considère le combat pour l'introduction du *suffrage universel* aussi bien que l'exercice de ce droit du peuple comme de puissants *moyens d'éducation* du prolétariat à la vie publique.

III. Considérant que sur le terrain de la politique socialiste, la femme et l'homme ont des droits égaux, le congrès proclame la *nécessité du suffrage universel pour les deux sexes.*

IV. Le congrès déclare que dans les pays de suffrage universel, le devoir des socialistes est d'en régulariser l'exercice par l'application du système de la *représentation proportionnelle.*

V. Considérant que le peuple est souverain et que la *législation directe* par le peuple constitue un attribut de cette souveraineté.

Le congrès proclame la nécessité de garantir l'exercice de cette souveraineté par la conservation des *droits* populaires d'*initiative* et de *referendum*.

VI. Le congrès déclare que le combat pour la perfection du *suffrage universel* est l'un des meilleurs moyens pour préparer intellectuellement et moralement les masses à la conquête de la souveraineté politique et économique, de les pénétrer du sentiment de la lutte de classe et de les habituer au gouvernement de l'État socialiste à venir.

(Congrès de Paris 1900.)

g) *La conquête des pouvoirs publics et les alliances avec les partis bourgeois.*

I. *Alliances.* — Le Congrès rappelle que la lutte de classes interdit toute espèce d'*alliance* avec une fraction quelconque de la classe capitaliste.

Étant admis même que des circonstances exceptionnelles rendent nécessaires par endroits des coalitions (bien entendu, sans confusion de programme et de tactique), coalitions, que le Parti doit s'attacher à réduire à leur minimum, jusqu'à complète élimination, ne sauraient être tolérées qu'autant que leur nécessité aura été reconnue par l'organisation régionale ou nationale dont relèvent les groupes engagés.

II. *Conquête des pouvoirs publics.* — Dans un état démocratique moderne, la *conquête du pouvoir politique* par le prolétariat ne peut être le résultat d'un coup de main, mais bien d'un *long et pénible travail d'organisation prolétarienne sur le terrain économique et politique*, de la *régénération physique et morale de la classe ouvrière et de la conquête graduelle des municipalités et des assemblées législatives.*

Mais dans les pays où le pouvoir gouvernemental est centralisé, il ne peut être conquis fragmentairement.

L'*entrée d'un socialiste isolé* dans un gouvernement bourgeois ne peut pas être considérée comme le commencement normal de la conquête du pouvoir politique, mais seulement comme un expédient forcé, transitoire et exceptionnel.

Si, dans un cas particulier, la situation politique nécessite cette expérience dangereuse, c'est là une question de tactique et non de principe; le Congrès international n'a pas à se prononcer sur ce point; mais, en tous cas, l'entrée d'un socialiste dans un gouvernement bourgeois ne permet d'espérer de bons résultats pour le prolétariat militant que si le parti socialiste, dans sa grande majorité, approuve un pareil acte et si le ministre socialiste reste le mandataire de son parti. Dans le cas, au contraire, où le ministre devient indépendant de ce parti, ou n'en représente qu'une portion, son intervention dans un ministère bourgeois menace d'amener la désorganisation et la

confusion pour le prolétariat militant; elle menace de l'affaiblir, au lieu de le fortifier et d'entraver la conquête prolétarienne des pouvoirs publics, au lieu de la favoriser.

En tout cas, le congrès est d'avis que, même dans ces cas extrêmes, un socialiste doit quitter le ministère, lorsque le parti organisé reconnaît que ce dernier donne des preuves évidentes de la partialité dans la lutte entre le capital et le travail.

(Congrès de Paris 1900.)

V

Organisation nationale et internationale de la classe ouvrière

Des moyens pratiques à employer pour établir des relations constantes entre les organisations ouvrières de tous les pays, sans, pour cela, porter atteinte à leur autonomie.

Le congrés déclare :

1. Que des *relations permanentes* doivent être établies entre les organisations socialistes des différents pays; mais que dans aucun cas et sous aucune pression, ces relations ne pourront porter atteinte à l'autonomie des groupements nationaux, ceux-ci étant seuls les meilleurs juges de la tactique à employer dans leur propre pays;

2. Qu'une invitation sera adressée aux chambres syndicales et groupes corporatifs pour qu'ils se *fédèrent nationalement et internationalement;*

3. Que la création *d'un bulletin international* rédigé en plusieurs langues sera proposée à l'étude des partis socialistes des différents pays;

4. Qu'il y a lieu de demander à chaque organisation ouvrière de délivrer à ceux de ses membres qui changent de résidence, une *carte*

destinée à les faire reconnaître par leurs frères de tous les pays ;

5. Que, dans les différents pays, des *comités nationaux* soient établis, s'il n'en existe pas, pour entretenir des relations internationales dans l'ordre corporatif et dans l'ordre politique et social ;

6. Que, chaque année, et pour l'année seulement, le comité national d'un pays, fera office *d'organe central international* de correspondance, et qu'on interdise à ce comité de prendre une décision quelconque sortant du rôle qui lui est dévolu.

Article additionnel. — Le ou les comités auront mission de recevoir, traduire et faire parvenir aux parties intéressées toutes les *communications* qui leur seront adressées concernant les conditions sociales et industrielles des travailleurs.

Une copie de cette résolution sera envoyée au secrétaire du comité parlementaire du Congrès des Trade-Unions avec invitation de la porter devant le Congrès annuel qui se tiendra à Dundée en septembre 1889.

(Congrès de Paris 1889.)

*
* *

Du droit de coalition, de ses garanties, des grèves, du bycottage et du mouvement corporatif au point de vue international.

Organisation sérieuse et pratique : a) *de la correspondance ouvrière internationale;* b) *de la statistique ouvrière universelle;* c) *de l'entente internationale*

entre tous les ouvriers de métiers, par la création d'un comité syndical par nation et d'un comité syndical international; d) *de la communication régulière de renseignements divers, au moyen d'un almanach et d'un calendrier socialistes internationaux, traduits dans toutes les langues et paraisant annuellement;* e) *de la propagande et de l'agitation socialistes dans tous les pays.*

Le Congrès :

Considérant, que dans l'état économique actuel, et à la suite des efforts des classes maîtresses pour amoindrir de plus en plus les droits politiques et aggraver les conditions économiques de la classe ouvrière, les *grèves* et les *mises en interdit* (boycottages) sont une arme indispensable aux travailleurs soit pour repousser les attaques de leurs adversaires tendant à empirer leur situation économique et politique, soit pour améliorer leur situation politique et sociale, autant que cela est possible dans la société actuelle;

Considérant, de plus, que les *grèves* et les *mises en interdit* sont des *armes à deux tranchants* qui, employées mal à propos, seraient plus nuisibles qu'utiles aux intérêts de la classe ouvrière;

Le Congrès recommande aux travailleurs de bien examiner les circonstances dans lesquelles ils doivent user de ces armes, ainsi que la façon dont ils doivent s'en servir.

Le Congrès considère, surtout comme absolument nécessaire l'*organisation corporative* de la classe ouvrière, afin que, par sa masse et

par les ressources dont elle dispose, elle puisse engager la lutte avec certitude de la victoire.

En conséquence :

Le Congrès recommande à tous les travailleurs de soutenir de toute leur énergie les *organisations corporatives* et, il proteste contre toutes les tentatives gouvernementales et patronales faites pour entraver, de quelque façon que ce soit, le *droit de coalition* des travailleurs.

Pour assurer le droit de coalition, le Congrès réclame *l'abrogation de toutes les lois* qui y portent atteinte directement ou indirectement, et fait aux travailleurs un devoir de poursuivre ce but de tous leurs efforts.

Et comme, — si désirable que soit une organisation centrale des forces ouvrières internationales — celle-ci se heurte, pour le moment à des difficultés de toute nature, le Congrès, décidé à fournir à la solidarité ouvrière des divers pays un moyen commun de manifester, recommande, partout où la chose est possible, la *constitution nationale, dans chaque pays d'un secrétariat du travail*, afin que dès qu'un conflit se produira quelque part entre le capital et le travail, les travailleurs des différentes nationalités puissent en être avertis et mis en mesure d'aviser.

(Congrès de Bruxelles 1891.)

— Il est proposé ensuite et adopté que les *Secrétariats* du *Travail* s'occuperont non seulement de statistique corporative, mais égale-

ment de la correspondance et des renseignements socialistes politiques.

(Congrès de Bruxelles 1891.)

***

Formation nationale et internationale des syndicats professionnels.

Le Congrès :

Maintenant les résolutions relatives à l'*organisation syndicale* adoptées au Congrès de Bruxelles et affirmant le devoir pour la classe ouvrière de s'organiser en groupements de métiers.

Déclare que les travailleurs industriels, agricoles et maritimes ont pour obligation.

1. De *se grouper en associations de métier*, afin de pouvoir défendre leurs intérêts professionnels, sauvegarder leurs salaires et résister à l'exploitation capitaliste.

2. De réunir, partout où c'est possible, en *fédérations nationales*, les syndicats des mêmes métiers qui ont des intérêts identiques.

3. De former, par l'entente des fédérations nationales, une *fédération internationale* des professions organisées, afin d'unir dans un même faisceau les organisations des différents pays;

4. D'*organiser régionalement, nationalement* et *internationalement*, partout où c'est possible, les *associations syndicales* de toutes les professions, afin d'avoir, dans la lutte pour le salaire, la cohésion et l'entente entre les travailleurs de toutes les corporations;

5. De communiquer de pays à pays, par le *secrétariat du travail*, décidé au congrès de Bruxelles, dont le fonctionnement doit être assuré et au besoin par le secrétariat international chargé de transmettre aux fédérations nationales les renseignements concernant spécialement les corporations;

6. D'établir partout où il n'en existe pas, par l'initiative des travailleurs ou par l'intervention des pouvoirs publics, des *bourses de travail* où les ouvriers pourront obtenir plus facilement de la besogne et où ils pourront adhérer plus aisément aux syndicats professionnels;

7. D'avoir, pour chaque profession des *congrès internationaux* afin de débattre les questions spéciales aux diverses fédérations.

8. De *grouper*, dans une masse compacte, *les ouvriers de toutes les organisations*, sans distinction de races, de professions, afin d'avoir, pour l'action politique, dans la lutte contre les capitalistes, une force suffisante pour assurer l'émancipation intégrale du prolétariat.

***

En ce qui concerne plus spécialement l'*Amérique* et l'*Australie :*

Considérant que le développement du capitalisme dans ces grands pays a atteint un degré où l'*organisation purement économique* de leurs travailleurs, doit bientôt devenir absolument impuissante, si elle n'est pas promptement appuyée par l'*action politique*, d'après les principes du mouvement socialiste international.

Considérant en outre que leur importance croissante dans l'économie du monde, ainsi que le caractère cosmopolite de leurs populations soulève des questions vitales concernant les conditions d'existence du prolétariat européen et le progrès de la révolution sociale, le congrès demande instamment que les organisations ouvrières de l'Amérique et de l'Australie non seulement se mettent au plus tôt en relation directe avec les organisations, correspondantes européennes suivant le plan ci-dessus élaboré, mais surtout que, répudiant enfin les partis politiques bourgeois qui les trahissent et les oppriment, elles se constituent aussi en un grand parti ouvrier socialiste, marchant avec leurs frères d'Europe vers l'affranchissement des classes travailleuses.

***

Préoccupé de l'influence déprimante exercée sur l'organisation ouvrière et socialiste de différents pays, par l'*immigration* et *la concurrence d'ouvriers étrangers* non-syndiqués, amenant l'abaissement des salaires, troublant les grèves et provoquant parfois de fâcheux conflits le Congrès, sur la proposition de l'Italie, engage les partis socialistes et les fédérations ouvrières des pays où cette « concurrence déloyale » est constatée à étendre parmi les travailleurs immigrés la *propagande socialiste*, où tout au moins l'esprit de la résistance ouvrière, et offre de son côté tout aide que les socialistes italiens pourront donner,

soit par des renseignements sur l'immigration italienne, soit par des brochures de propagande rédigées dans la langue maternelle des émigrés, soit par une propagande spéciale à faire dans les principaux centres d'où part leur émigration.

***

Le congrès, visant la question au point de vue général décide :

Il y a lieu, pour les partis socialistes et les fédérations syndicales des nations, où se produisent les maux dérivant de la *concurrence d'ouvriers immigrants non-syndiqués* de travailler à étendre parmi ceux-ci la propagande de l'organisation ouvrière et de la solidarité internationale.

Les partis socialistes et les fédérations syndicales des dites nations s'adresseront pour toutes sortes de renseignements et d'aides, soit directement, soit par l'organe des secrétaires nationaux du travail où ils existent, aux représentations centrales des fédérations et partis similaires des pays d'où part l'émigration.

(Congrès de Zurich 1893.)

VI

Organisation des travailleurs de la mer

Le congrès engage tous les partis ouvriers du monde à favoriser l'organisation des travailleurs de la mer, ainsi qu'à faire de la propagande pour le Congrès maritime international qui aura lieu en 1892 à Bordeaux.

(Congrès de Bruxelles 1891.)

Les membres de cette commission ont considéré l'organisation des *travailleurs maritimes* dans le sens le plus large, et ils y ont compris les ouvriers de *l'industrie des transports*.

Comme ces sections de travailleurs, par la nature de leurs emplois, sont mises plus directement en contact avec celles des autres contrées, avec les salariés employés dans d'autres sections ou branches d'industries, la commission est d'avis que l'organisation de ces travailleurs, et le remède à leurs griefs immédiats par voie législative doivent recevoir l'attention des partis socialistes unis internationalement.

Les mauvaises conditions dans lesquelles ces deux sections de travailleurs exercent leurs emplois, n'ont pas besoin d'être rappelées : elles sont connues de tous. En même temps, il est nécessaire de montrer que les partis bourgeois de tous les pays ont manifestement

manqué à faire quoi que ce soit en vue de porter remède aux maux signalés.

La commission considère donc, étant donné qu'il y a des lois spéciales dans tous les pays sur la marine marchande, que c'est le devoir tout spécial des partis socialistes organisés, tant que le régime capitaliste durera, de veiller à ce que toutes les lois réglant l'emploi et le travail dans cette industrie soient aussi parfaites et aussi bien administrées que possible.

En même temps, la commission est d'avis que les marins naviguant doivent s'organiser en syndicats et groupes politiques, reconnaître la lutte de classes et employer leur vote à obtenir une représentation socialiste qui ne cessera pas de lutter pour leurs intérêts.

Reconnaissant les difficultés spéciales d'arriver à une complète organisation des marins, le congrès devrait insister auprès de tous les syndicats ouvriers et des partis socialistes pour qu'ils aident les marins à s'organiser dans les contrées où, jusqu'à présent, il n'y a pas d'organisation séparée de marins; d'autre part, les syndicats d'ouvriers de transports devraient essayer de décider les marins à se joindre à eux.

Les revendications immédiates des marins, sur lesquelles on devrait presser les divers parlements d'aboutir, sont les suivantes :

1° Abolition des placeurs maritimes et établissement de bureaux d'embauchement gratuits dans tous les ports de mer, sous le contrôle des organisations ouvrières;

2° Etablissement d'hôtels et de maisons de

marins sous la direction combinée des organisations ouvrières et des autorités municipales, et dans lesquels les marins ne seront influencés d'aucune façon ;

3° Etablissement de tribunaux spéciaux comprenant des travailleurs comme juges, en vue de régler les différends qui ont pu s'élever pendant le voyage;

Le pouvoir des officiers-marins d'infliger des punitions et des amendes sera réduit;

4° Fixation d'un maximum d'heures pour la journée de travail, comportant des heures supplémentaires à des taux spéciaux de salaire;

Le travail indispensable seul sera fait le dimanche et les jours de fête;

5. Il sera assuré une indemnité proportionnée au préjudice des marins qui seront blessés et mis dans l'impossibilité de travailler par suite de leur emploi; en cas de mort accidentelle, il sera complètement pourvu à l'existence de ceux qui dépendent de la victime:

6. Fixation d'un minimum de salaire pour tous les marins naviguant;

7. Vote d'une législation qui assurera une inspection complète et impartiale en vue de prévenir les accidents spécialement; un cahier des charges convenable sera adopté pour tous les navires naviguant; ceux-ci seront équipés d'une façon suffisante tant au point de vue du nombre et de la capacité des hommes embarqués, qu'à celui de la connaissance des langues, pour que les marins puissent comprendre les commandements;

8. Législation assurant un traitement convenable aux marins en ce qui concerne la nourriture, les aménagements du logement, et spécialement pour que toutes les précautions sanitaires et d'hygiène désirables soient prises :

9. Aucun marin ne pourra contracter d'engagements en dehors de ces lois, sous n'importe quels contrats ou contrats spéciaux.

10. Il sera nommé un nombre suffisant d'inspecteurs-visiteurs en vue de visiter complètement chaque navire quittant le port, ayant les pouvoirs nécessaires de retenir tout navire où ces conditions ne seraient pas satisfaisantes et où la loi serait transgressée d'une façon quelconque.

Pour les travailleurs des transports nous ajoutons :

1. Une indemnité, proportionnée au préjudice; en cas d'accidents, aucune partie de la prime d'assurance ne sera payée par les travailleurs; aucune distinction ne sera faite, quant à la responsabilité des employeurs, que le navire soit dans un dock ou dans une rivière, l'indemnité sera payée pour tous les accidents.

2. Visite complète de tout le gréement et de l'outillage en vue de prévenir les accidents.

3. Les gages ne seront jamais payés dans les cafés, hôtels ou chez les placeurs maritimes.

4. Établissement de bureaux de travail dans tous les ports, de bureaux de travail pour l'embauchage des travailleurs de cette section.

5. Fixation d'un maximum d'heures pour la journée de travail et d'un minimum de salaire.

Augmentation des gages pendant les heures de nuit et du dimanche.

Dans le but de faire passer les présents vœux dans les faits, le congrès recommande que tous les *syndicats de marins, de pêcheurs et d'ouvriers du port adhèrent à la Fédération internationale des travailleurs des ports ;* parce moyen ils seront en continuelles et étroites relations, et imposeront leurs diverses revendications par une action d'ensemble aux différentes autorités publiques.

(Congrès de Paris 1900.)

VII

Manifestation Internationale du 1er Mai

Il sera organisé une grande *manifestation internationale à date fixe,* de manière que, dans *tous les pays* et dans *toutes les villes à la fois, le même jour convenu,* les travailleurs mettent les pouvoirs publics en demeure de réduire légalement à *huit heures la journée de travail,* et d'appliquer les autres résolutions du Congrès international de Paris.

Attendu qu'une semblable manifestation a déjà été décidée pour le 1er Mai 1890 par l'*American Federation of Labour,* dans son Congrès de décembre 1888 tenu à Saint-Louis, cette date est adoptée pour la manifestation internationale.

Les travailleurs des diverses nations auront à accomplir cette manifestation dans les conditions qui leur sont imposées par la situation spéciale de leur pays.

(Congrès intern. Ouv.-soc., Paris, 14-21 juillet 1889.)

* * *

Sous le titre de « La journée de huit heures », il sera publié, avec le concours des partis socialistes représentés au Congrès International de

Paris, un *organe hebdomadaire* destiné à centraliser les renseignements sur le mouvement international en vue de la réduction légale de la journée de travail. Recommandation est faite à tous les délégués de faire une démonstration dans tous les centres ouvriers d'Europe et d'Amérique, en faveur de la fixation de la journée à huit heures de travail.

(Congrès de Paris 1889.)

* * *

Célébration internationale du 1er Mai, consacrée à la fois au principe des Huit heures, à la réglementation du travail et à l'affirmation universelle du prolétariat pour le maintien de la paix entre nations.

Le congrès,

Afin de conserver au Premier Mai son véritable caractère économique de revendication de la journée de huit heures et d'affirmation de la lutte des classes;

Décide,

Qu'il y a lieu d'avoir *une démonstration unique* pour les travailleurs de tous les pays.

Que cette démonstration aura lieu le 1er Mai;

Recommande le *chômage* partout où cela n'est pas impossible.

(Congrès de Bruxelles 1891.)

La démocratie socialiste de chaque pays a le devoir de faire tout ce qu'elle peut pour parvenir à la *réalisation du chômage* et pour

encourager toute tentative faite dans ce sens par les différentes organisations locales.

Le congrès décide aussi :

La manifestation du 1er Mai pour la journée de huit heures doit en même temps affirmer en chaque pays l'énergique volonté de la classe ouvrière, d'espérer la *transformation sociale* et d'amener *la paix nationale.*

(Congrès de Zurich 1893.)

* * *

Mesures à prendre pour la réalisation internationale de la journée de 8 heures.

Le congrès déclare :

La journée de 8 heures est une des conditions préalables les plus importantes de l'affranchissement définitif de la classe ouvrière du joug du capital ; elle est aussi la démarche la plus importante pour l'amélioration de sa position.

Par la journée de 8 heures, le *chômage* diminuera, la *capacité de travail* augmentera, les *salaires* deviendront plus élévés et la *capacité d'achat* du peuple-travailleur sera plus forte.

Par la journée de 8 heures, la *vie de famille,* troublée par le capitalisme prendra un nouvel essor ; il sera possible de se vouer avec plus de sollicitude à l'éducation des enfants.

Par la journée de 8 heures, *la santé, la force, l'intelligence* et *la moralité* des peuples s'élèveront.

Par la journée de 8 heures, la classe ouvrière pourra consacrer plus de temps à *l'organisation* et à *l'activite syndicale et politique.*

La lutte pour la journée de 8 heures doit être engagée dans tous les pays, car seule *l'exécution légale internationale* de la journée de 8 heures peut assurer sa durée et son efficacité bienfaisantes.

Comme *moyen* de réalisation internationale de la journée de 8 heures, le congrès recommande :

L'organisation syndicale et politique sur la base *nationale et internationale* de la classe ouvrière et *l'agitation* et la *propagande,* en faveur de la journée de 8 heures par cette organisation.

L'agitation en faveur de la journée de 8 heures doit être poursuivie de toutes manières : au moyen de feuilles volantes, par des conférences, par la presse socialiste, par des démonstrations au sein des assemblées et corps politiques, dans les Parlements et au sein des autorités de l'État et des communes. Dans la presse socialiste, on ouvrira une rubrique permanente « Journée de 8 heures. » dans laquelle seront recueillis tous les faits et toutes les manifestations se rapportant à cette revendication.

Les représentants des ouvriers au sein des corps politiques, devront de temps à autre et dans les circonstances appropriées, présenter des propositions ayant trait à une réduction de la journée de travail, notamment en faveur des ouvriers occupés par l'Etat et les communes.

Les représentants socialistes, au sein des parlements nationaux devront s'entendre en vue d'une action commune pour l'introduction internationale, par la législation, de la journée de 8 heures. L'organisation syndicale des

ouvriers doit poursuivre, en dehors de la lutte politique, une action libre avec les entrepreneurs et patrons en faveur de la journée de 8 heures et d'une introduction légale de la journée de 8 heures, en faveur de la classe ouvrière toute entière.

(Congrès de Zurich 1893.)

Le congrès international adhère, quant à la manifestation du 1er mai, aux décisions des congrès internationaux antérieurs; il estime que la manifestation du 1er mai est une *démonstration efficace pour la journée de 8 heures*; il est d'avis que le *chômage* est la forme la plus efficace de cette démonstration.

(Congrès de Paris 1900.)

VIII

Législation Internationale du Travail

Législation internationale du travail. Réglementation légale de la journée. Travail du jour, de nuit, des jours fériés, des adultes, des femmes, des enfants. Surveillance des ateliers de la grande et de la petite industrie, ainsi que de l'industrie domestique.

Le Congrès international ouvrier socialiste de Paris,

Après avoir affirmé que l'émancipation du travail et de l'humanité ne peut sortir que de l'action internationale du prolétariat organisé en parti de classe, s'emparant du pouvoir politique pour l'expropriation de la classe capitaliste et l'appropriation sociale des moyens de production;

Considérant :

Que la *production capitaliste* dans son rapide développement envahit successivement *tous les pays;*

Que ce progrès de la production capitaliste implique *l'exploitation croissante de la classe ouvrière* par la bourgeoisie;

Que cette exploitation, de plus en plus intensive, a pour conséquence l'*oppression politique* de la classe ouvrière, son *asservissement économique* et sa *dégénérescence* physique et morale;

Que, par suite, il est du devoir des travailleurs de tous les pays de lutter, par tous les moyens à leur disposition, contre une organisation sociale qui les écrase et menace en même temps, le *libre développement de l'humanité*; mais que, d'autre part, il s'agit avant tout de *s'opposer à l'action destructive du présent ordre économique;*

Décide :

Une *législation protectrice et effective du travail* est de nécessité absolue dans tous les pays où sévit la production capitaliste.

Comme bases de cette législation, le Congrès réclame :

a) Limitation de la *journée de travail* à un maximum de huit heures pour les adultes;

b) Interdiction du *travail des enfants* au-dessous de 14 ans, réduction de la journée à six heures pour les jeunes gens des deux sexes au-dessous de 18 ans;

c) Suppression du *travail de nuit*, à l'exception de certaines branches d'industrie dont la nature exige un fonctionnement ininterrompu;

d) Interdiction du *travail des femmes* dans toutes les branches d'industrie qui affectent plus particulièrement l'organisme féminin;

e) Suppression du *travail de nuit* pour les femmes et les ouvriers de moins de 18 ans;

f) *Repos ininterrompu* de 36 heures au moins, par semaine, pour tous les travailleurs;

g) Interdiction de certains genres *d'industrie* et de certains modes de fabrication *préjudiciables* à la santé des travailleurs;

h) Suppression du *marchandage*

i) Suppression du *paiement en nature*, ainsi que des *coopératives patronales*;

j) Suppression des *bureaux de placement*;

k) *Surveillance* de tous les ateliers et établissements industriels, y compris l'industrie domestique, par des *inspecteurs* rétribués par l'Etat et élus, au moins pour moitié, par les ouvriers eux-mêmes.

Le Congrès déclare que toutes ces mesures d'hygiène sociale doivent faire l'objet de *lois* et de *traités internationaux*, que les prolétaires de tous les pays sont invités à imposer à leurs gouvernants. Ces traités, obtenus de la façon qu'ils jugeront la plus efficace, — ils auront à en surveiller l'application.

Le Congrès déclare en outre qu'il est du devoir des ouvriers d'admettre les *ouvrières* dans leurs rangs, sur le pied d'égalité, et de faire prévaloir le principe : à travail égal, salaire égal pour les travailleurs des deux sexes et sans distinction de nationalité.

Pour cela, de même que pour l'émancipation complète du prolétariat, le Congrès considère comme essentielle l'organisation des travailleurs sur tous les terrains et réclame, en conséquence, la liberté absolue d'association et de coalition.

(Congrès int. ouv. soc. Paris, 14-21 Juillet 1889.)

*
* *

Voies et moyens pour faire triompher ces revendications

Le congrès international ouvrier socialiste de Paris invite les organisations ouvrières et les partis socialistes de tous les pays, à se mettre immédiatement à l'œuvre et à user de tous les moyens (réunions, journaux, pétitions, manifestations, etc.), pour amener leurs gouvernements respectifs :

1° A adhérer à la *conférence de Berne,* proposée par le gouvernement suisse ;

2° A soutenir dans cette conférence les résolutions du Congrès international de Paris.

Dans tous les pays qui comptent des élus socialistes, ces derniers devront, sous la forme de vœux dans les *conseils municipaux,* sous la forme de dispositions législatives dans les *parlements,* saisir les assemblées dont ils font partie des résolutions du Congrès de Paris.

Dans toutes les *élections,* tant municipales que législatives, ces mêmes résolutions devront figurer au programme des candidats socialistes. Il est créée une *commission exécutive* des résolutions du Congrès de Paris, en ce qui concerne la *législation internationale* projetée par la République Helvétique.

Cette commission composée du bureau du Congrès, est chargée de transmettre directement à la conférence de Berne les bases sur lesquelles les organisations ouvrières et les partis socialistes d'Europe et d'Amérique, réunis à Paris du 14 au 16 juillet, ont jugé

indispensable d'asseoir une législation internationale du travail.

Cette commission reçoit en outre le mandat de convoquer le prochain Congrès international dans une localité de la Suisse ou de la Belgique à désigner ultérieurement.

(Congrès de Paris 1889)

*
* *

Législation internationale du travail

1. *Journée maximum* de 8 h. de travail fixée par une loi internationale.

2. Un jour de *repos* par semaine et point de travail les jours fériés.

3. Abolition du *travail de nuit,* autant que possible pour les hommes, entièrement pour les femmes et les enfants.

4. Suppression du *travail des enfants* avant l'âge de 14 ans et protection de l'enfance jusqu'à l'âge de 18 ans.

5. *Education* intégrale, générale, technique et professionnelle.

6. Les *heures supplémentaires* ne pourront excéder 4 heures par vingt-quatre heures et seront payées double.

7. *Responsabilité* civile et criminelle des employeurs en cas d'*accident.*

8. Nomination par les ouvriers d'un nombre suffisant d'*inspecteurs* capables, payés par l'Etat ou par la commune, avec pleins pouvoirs d'entrer à tous moments dans les ateliers, ouvroirs, maisons de commerce, et de visiter les apprentis dans leurs propres demeures.

9. Création d'*ateliers* par les ouvriers avec subvention des municipalités ou de l'Etat.

10. Le travail des *workhouses* et des *prisons* soumis aux mêmes conditions que le travail libre et consacré autant que possible à de grandes travaux publics.

11. Aucun *travailleur étranger* ne pourra accepter un emploi et aucun patron ne pourra employer des ouvriers étrangers au-dessous du prix fixé par la chambre syndicale de leur profession.

12. Fixation d'un *minimum de salaire* dans chaque contrée en rapport avec le coût de tout ce qui est raisonnablement indispensable à l'existence.

13. *Abrogation* de toutes les *lois* contre l'organisation internationale des travailleurs.

14. *Salaire égal* et *facilité de travail égale* en faveur des hommes et des femmes pour un *égal travail.*

Comme complément à ces mesures :

1° Interdiction de l'emploi industriel de certains *produits toxiques* qui, comme la céruse et le phosphore rouge, peuvent être remplacés facilement;

2° Création d'un corps d'*inspecteurs internationaux de travail,* qui auront le droit d'entrer, en tout pays, dans les ateliers et magasins. Ceci est plus pratique qu'on ne croit : des commissions d'inspection internationale existent déjà pour les pêcheries.

(Congrès de Paris, 1889)

De l'état de la législation protectrice du travail, au point de vue national et international et des moyens employés pour l'etendre et la rendre efficace.

Le Congrès,

Se plaçant sur le terrain de la lutte des classes et dans la conviction qu'il ne peut être question de l'émancipation de la classe ouvrière aussi longtemps qu'il y a des classes dirigeantes, déclare :

Que les *lois et décrets* promulgués dans les différents pays depuis les Congrès Internationaux de Paris en 1889, ne répondent aucunément aux aspirations légitimes du Prolétariat;

Que si la *conférence de Berlin,* de l'aveu même de ceux qui l'ont convoquée, a été réunie sous la pression des Congrès socialistes, — et doit être dans ce sens considérée comme une concession importante — ses délibérations ont démontré que les gouvernements actuels ne veulent pas réaliser les réformes nécessaires;

Que d'autre part, les *résolutions de la conférence de Berlin* ont servi de prétexte à certains gouvernements, pour enrayer le développement de leur législation protectrice du Travail en invoquant les décisions prises à Berlin, et la défectuosité de la législation des nations concurrentes;

En outre, le congrès constate que la *législation* actuelle n'est pas seulement *défectueuse* en elle-même, mais *exécutée et appliquée* d'une manière dérisoire. Par conséquent, le Congrès adjure la classe ouvrière de lutter avec toute l'énergie et tous les moyens d'agitation et de

propagande dont elle dispose, pour la réalisation du programme des Congrès de Paris, — cette agitation dût-elle n'avoir pour le moment d'autre résultat que d'établir que la classe des dirigeants et des exploiteurs est l'ennemie de toute protection efficace du travail.

De plus, considérant qu'il est nécessaire d'imprimer une direction commune au mouvement socialiste international, spécialement en ce qui concerne la protection du travail, invite les organisations et partis ouvriers :

1. A organiser dans chaque pays une *enquête permanente* sur les conditions du travail et la situation des classes ouvrières;

2. A *échanger* les *renseignements nécessaires* pour le développement et l'unification de la législation ouvrière;

Enfin, le congrès recommande aux salariés du monde entier de *réunir leurs efforts* contre la domination des capitalistes et partout où ils jouissent de leurs droits politiques, de refuser de s'en servir pour s'émanciper de la servitude du salariat.

(Congrès de Bruxelles, 1891)

* * *

De la suppression du travail aux pièces et à forfait.

Le Congrès considérant :

Que le travail aux pièces et à forfait se généralise de plus en plus;

Que cette forme de salaire augmente constamment l'*exploitation de la force de travail* et par conséquent la pauvreté et la misère des travailleurs;

Qu'elle réduit de plus en plus l'ouvrier à l'*état de machine;*

Qu'elle diminue le *taux des salaires* par suite de la concurrence acharnée que les ouvriers se font entre eux, — la production des ouvriers d'élite étant prise comme unité;

Que ce système est une cause perpétuelle de *conflits* entre patrons et ouvriers et entre les ouvriers eux-mêmes;

Enfin qu'il tend à généraliser dans un grand nombre de professions le *travail à domicile* en lieu et place du travail à l'atelier, de nuire ainsi à l'*esprit d'association*, d'empêcher la *coalition* des ouvriers et de rendre impossible l'*application des lois* protectrices du travail.

Le Congrès est d'avis que cet abominable *système de surmenage* est une conséquence nécessaire du régime capitaliste et ne disparaîtra qu'en même temps que celui-ci;

Qu'il n'en est pas moins du devoir des organisations ouvrières de tous les pays de s'opposer par tous les moyens au développement de ce système;

Que le système du marchandage *(sweating system)* produit également des conséquences désastreuses et doit être combattu pour les mêmes motifs.

(Congrès de Bruxelles 1891.)

Protection des ouvrières

Considérant que certain mouvement féministe bourgeois repousse toute législation protectrice en faveur des ouvrières, comme portant

atteinte à la liberté de la femme et à l'égalité de ces droits vis-à-vis de l'homme.

Qu'il laisse ainsi, hors de compte, d'une part, le caractère de notre société actuelle, qui est basée sur l'exploitation de la classe ouvrière, de la femme aussi bien que de l'homme par la classe capitaliste ; que d'autre part, il méconnaît le rôle assigné à la femme sur la différenciation même des sexes, et son rôle de mère, si important pour l'avenir de la société.

Le Congrès international de Zurich déclare qu'il est du devoir des représentants des tra-travailleurs de tous les pays d'insister sur la protection législative des ouvrières en revendiquant l'application des mesures suivantes :

1. Une *journée maximum* de 8 heures pour les femmes et celle de 6 heures pour les filles au-dessous de 18 ans.

2. Cessation de *travail interrompu* de 36 h. par semaine.

3. Suppression du *travail de nuit.*

4. Interdiction du travail des femmes dans toutes les *industries nuisibles* à la santé.

5. Interdiction du travail des *femmes enceintes* 2 semaines au moins avant et 4 semaines au moins après l'accouchement.

6. Nomination d'*inspectrices de travail* en nombre suffisant dans toutes les branches d'industrie où les femmes sont occupées.

7. Application des mesures ci-dessus *à toutes les femmes* occupées dans des usines, des ateliers,

des magasins, dans l'industrie domestique et dans l'agriculture.

(Congrès de Zurich 1893.)

***

— *Législation internationale du travail pour la limitation de la journée de travail. Discussion sur la possibilité d'un minimum de salaire dans les divers pays.*

I. Le Congrès, conformément aux décisions des Congrès internationaux antérieurs, considère que la *limitation de la journée de travail* doit continuer à faire l'objet des efforts incessants de tous les travailleurs, et déclare que la durée du travail journalier doit être fixée par la loi au maximum provisoire de huit heures pour les travailleurs de tous les pays et de toutes catégories;

Engage les organisations ouvrières à poursuivre l'obtention de cette réforme en agissant d'une manière progressive et en unissant l'action syndicale à l'action politique.

II. Le Congrès déclare que le *minimum de salaire* n'est possible que là où il peut être fixé par des syndicats fortement organisés, que ce minimum, dont le taux ne peut être fixé de façon générale et unique pour tous les pays, doit être en tout cas en rapport avec les nécessités de l'existence de la façon la plus large;

Engage les travailleurs à poursuivre l'exécution de cette réforme en cherchant les moyens les plus pratiques d'y arriver, lesquels seront

appropriés tant à la situation économique et industrielle qu'à la situation politique et administrative de chaque région;

Recommande en première ligne, pour obtenir ce résultat, la pression sur les pouvoirs et administrations publiques qui peuvent établir le minimum de salaire, soit en le payant directement pour les travaux publics, soit en l'imposant aux entrepreneurs, adjudicataires de travaux.

(Congrès de Paris 1900.)

IX

Militarisme

Abolition des Armées permanentes. — L'Armement général du Peuple.

Le Congrès international ouvrier socialiste de Paris,

Considérant :

Que l'*armée permanente* ou la *force armée* au service de la classe régnante ou possédante, est la négation de tout régime démocratique ou républicain, l'expression militaire du régime monarchique ou oligarchique et capitaliste, un instrument de coups d'Etat réactionnaires et et d'oppression sociale;

Que, résultat et cause du système de guerres agressives; danger constant de conflits internationaux, l'armée permanente et la politique offensive dont elle est l'organe, doivent faire place à la politique défensive et pacifique de la démocratie, à l'*organisation du peuple entier exercé, armé,* non plus pour le pillage et la conquête, mais pour la sauvegarde de son indépendance et de ses libertés;

Que l'*armée permanente,* cause incessante de guerre est, ainsi que l'histoire le démontre, incapable de défendre un pays contre les forces

supérieures d'une coalition et que sa défaite laisse le pays désarmé, à la merci des vainqueurs, tandis que la *nation préparée,* organisée, armée, serait inaccessible à l'invasion;

Que l'*armée permanente* est la désorganisation de toute vie civile, enlevant à chaque nation pour l'encaserner, la démoraliser, sa meilleure jeunesse, à la période d'apprentissage, d'études, de plus grande activité et d'action;

Qu'ainsi le travail, la science et l'art se trouvent stérilisés, arrêtés dans leur essor; le citoyen, l'individu, la famille atteints dans leur existence, dans leur développement;

Qu'au contraire dans l'*armée* vraiment nationale, ou *nation armée,* le citoyen poursuit dans la vie nationale le développement de ses aptitudes, de ses facultés, exerce ses fonctions militaires comme un attribut nécessaire de sa qualité de citoyen;

Considérant :

Que l'*armée permanente,* par les charges incessamment accrues de la dette de guerre, par les impôts et emprunts toujours aggravés qu'elle motive, est une cause de misère et de ruine;

Répudie hautement les *projets belliqueux* entretenus par des gouvernants aux abois;

Affirme la *paix* comme condition première et indispensable de toute émancipation ouvrière;

Et réclame, avec la *suppression des armées permanentes,* l'*armement général* du peuple sur les bases suivantes :

L'armée nationale ou la nation armée formée de tous les citoyens valides, organisés par

région, de telle sorte que chaque ville, chaque canton ait son bataillon, composé de citoyens qui se connaissent, réunis, armés, équipés et prêts à marcher, s'il le faut, dans les vingt-quatre heures. A chacun, son fusil et son équipement à domicile, comme en Suisse, pour la défense des libertés publiques et de la sécurité nationale.

Le Congrès déclare en outre que la *guerre,* produit fatal des conditions économiques actuelles, ne disparaîtra définitivement qu'avec la disparition même de l'ordre capitaliste, l'émancipation du travail et le triomphe international du socialisme.

(Congrès int. ouvr. soc. de Paris, 14-21 Juillet 1889.)

***

De la position et des devoirs de la classe ouvrière vis-à-vis du militarisme.

Le Congrès,

Déclare que le *militarisme,* qui pèse sur l'Europe est le résultat fatal de l'Etat permanent de guerre ouverte ou latente, imposée à la société par le régime d'exploitation de l'homme par l'homme et la lutte de classe qui en est la conséquence;

Affirme que toutes les tentatives ayant pour objet l'*abolition du militarisme* et l'*avénement* de *la paix* entre les peuples — quelque généreuses qu'en soient les intentions — ne sauraient être qu'utopiques et impuissantes, si elles n'atteignent pas les *sources économiques* du mal;

Que seule, la création d'un *ordre socialiste* mettant fin à l'exploitation de l'homme par l'homme, mettra fin au militarisme et assurera la paix définitive;

Que, par suite, le devoir et l'intérêt de tous ceux qui veulent en finir avec la *guerre* est d'entrer dans le *Parti Socialiste International* qui est le véritable et unique PARTI DE LA PAIX.

En conséquence, le Congrès,

En présence de la situation, chaque jour, plus menaçante de l'Europe et des excitations chauvines des classes gouvernantes dans les différents pays, fait appel à tous les travailleurs pour protester par une *agitation incessante* contre toutes les *velléités de guerre* et les *alliances* qui les favorisent, et pour hâter, par le développement de l'organisation internationale du prolétariat, le triomphe du socialisme;

Déclare que c'est le seul moyen capable de conjurer la catastrophe d'une *guerre générale,* dont les travailleurs auraient à supporter tous les frais.

Et entend, dans tous les cas, rejeter, devant l'histoire et l'humanité, sur les classes dirigeantes, la responsabilité de tout ce qui pourrait survenir.

(Congrès de Bruxelles 1891.)

***

La position des ouvriers *en cas de guerre* est définie d'une façon précise par la résolution du Congrès de Bruxelles sur le militarisme. La démocratie socialiste internationale révolution-

naire, dans tous les pays, doit s'élever de toutes ses forces contre les appétits chauvins des classes dirigeantes, elle doit consolider toujours plus étroitement les liens de la *solidarité* entre les ouvriers de tous les pays; elle doit travailler, sans relâche, à vaincre le capitalisme qui divise l'humanité en deux grands camps ennemis et provoque les peuples les uns contre les autres. Avec la suppression de la domination des classes, la *guerre* disparaîtra également. La chute du *capitalisme* signifie la *paix* universelle. Les mandataires du parti ouvrier dans les assemblées délibérantes doivent repousser tous les crédits militaires; ils doivent sans cesse protester contre les *armées permanentes* et réclamer le *désarmement*. Tout le parti socialiste doit prêter son appui à toutes les *associations* qui ont pour but la *paix universelle*.

(Congrès de Zurich 1893.)

***

En période capitaliste, les *causes principales des guerres* ne sont pas les différences religieuses ou nationales, mais les *antagonismes économiques* auxquels les classes dirigeantes des divers pays sont poussées par le mode de production. De même que le capitalisme sacrifie sans cesse la vie et la santé des travailleurs sur le champ de bataille du *travail*, il n'éprouve aucun scrupule de faire couler leur sang en vue de nouveaux profits à obtenir par la conquête de nouveaux débouchés.

La classe laborieuse de tous les pays a donc le devoir de s'élever contre *l'oppression militaire* au même titre que contre toutes les autres formes d'exploitation dont elle est victime de la part de la classe possédante.

Dans ce but, elle doit conquérir la *puissance politique* pour abolir le mode de production capitaliste et refuser, simultanément dans tous les pays, aux gouvernements, instruments de la classe capitaliste, *les moyens de maintenir* l'ordre des choses actuel.

Les *armées permanentes* dont l'entretien épuise déjà les nations en temps de paix et dont les frais sont supportés par la classe ouvrière, accroissent le danger de guerre entre les nations et elles favorisent surtout l'oppression toujours plus brutale des travailleurs de chaque pays. C'est pourquoi le cri : « *A bas les armes !* », n'est pas plus entendu que les autres appels aux sentiments humanitaires de la classe capitaliste.

La classe prolétarienne seule peut avoir la volonté sérieuse et le pouvoir de réaliser la paix du monde.

Elle réclame :

1. La suppression des *armées permanentes* et l'organisation de la *nation armée*;

2. L'institution de *tribunaux arbitraux* chargés de régler pacifiquement les conflits entre nations;

3. La décision définitive sur la question de guerre ou de paix laissée directement au *peuple* pour le cas où les gouvernements n'accepteraient pas la *sentence arbitrale*.

Et elle proteste contre le système des *traités secrets*.

Mais la classe prolétarienne ne pourra en cette matière comme en n'importe quelle autre revendication ouvrière arriver réellement à son but qu'en conquérant une action maîtresse sur la législation et en s'alliant au socialisme international seul à même d'assurer la paix et d'amener la véritable fraternité des peuples.

(Congrès de Londres 1896.)

*
* *

Paix internationale. Militarisme. Suppression des armées permanentes.

I. Le Congrès déclare qu'il y a lieu de redoubler, dans tous les pays, de zèle, d'énergie, de vigueur, dans la lutte quotidienne contre le militarisme, qu'il y a lieu surtout d'opposer à l'*alliance* de la bourgeoisie et des gouvernements impérialistes, l'alliance des prolétaires de tous les pays.

Le Congrès indique comme moyens d'action :

1. Les différents partis socialistes sont engagés à poursuivre avec soin, l'*éducation* et l'*organisation de la jeunesse,* en vue de combattre le militarisme;

2. Les députés socialistes, dans tous les pays, s'engagent à voter *contre toute dépense militaire* et toute dépense pour la *flotte* et les expéditions militaires *coloniales*;

3. La commission socialiste internationale permanente sera chargée d'entamer et de régler,

dans tous les cas d'importance internationale, un *mouvement de protestation et d'agitation anti-militariste uniforme et commun* dans tous les pays;

Le Congrès proteste contre les soi-disantes *conférences de la paix* comme celle de La Haye qui, dans la société actuelle, ne peuvent aboutir qu'à des déceptions fâcheuses, comme l'a démontré dernièrement la guerre du *Transvaal.*

II. 1. Le Congrès international socialiste de Paris flétrit avec indignation la politique sauvage d'oppression du *tsarisme russe* envers le *peuple polonais et finlandais* et engage les prolétaires de toutes nationalités, souffrant sous le joug du régime absolu, à se réunir pour la lutte commune contre cet ennemi commun de la démocratie et du socialisme.

2. Le Congrès condamne les atrocités du gouvernement anglais envers les *Boers* de l'Afrique du Sud.

Le Congrès socialiste international de Paris, affirmant une fois de plus les sentiments de sympathie fraternelle qui doivent unir tous les peuples, s'élève avec indignation contre les violences, les cruautés, les massacres commis en *Arménie,* dénonce aux travailleurs des deux mondes, la criminelle complicité des différents gouvernements capitalistes, engage les groupes parlementaires socialistes à intervenir à chaque occasion en faveur du peuple arménien, odieusement opprimé, auquel le Congrès adresse l'assurance de son étroite et ardente solidarité.

(Congrès de Paris 1900.)

X

La grève générale

Considérant que les grèves ne peuvent être entreprises avec succès que dans des circonstances spéciales et dans un but spécial, qui ne peuvent pas être déterminés d'avance;

Qu'une *grève universelle* n'est déjà praticable à cause du développement économique si différent dans les divers pays, mais que, dès qu'elle est praticable, elle n'est plus nécessaire; considérant de plus que même une grève générale restreinte à un seul pays ne peut avoir de résultat, lorsqu'elle est faite pacifiquement, parce que d'abord les grévistes seraient les premiers à souffrir de la faim et contraints de capituler et qu'une grève violente par contre serait écrasée impitoyablement par les classes dirigeantes;

Le Congrès déclare :

Que dans les conditions politiques et sociales actuelles, tout au plus une *grève générale* d'industrie spéciale pourrait être pratiquée avec succès; les grèves en masse peuvent, il est vrai, dans certaines conditions être une arme très efficace, non-seulement dans la *lutte économique*, mais aussi dans la *lutte politique*. D'ailleurs c'est une arme qui, pour être maniée efficace-

ment, suppose une puissante *organisation syndicale et politique* de la classe ouvrière.

Le Congrès recommande en conséquence aux partis socialistes de tous les pays de poursuivre avec la plus grande énergie cette organisation, et passe, sur la question des grèves universelles, à l'ordre du jour.

(Congrès de Zurich, 1893.)

***

Le rapport de la minorité de la « commission de l'action économique et industrielle » relatif à la *grève générale* fut *rejeté* à une énorme majorité.

Voici les considérants de ce rapport :

Considérant qu'en France, dans plusieurs congrès nationaux, à Marseille (1892), Paris (1893), Nantes (1894), et Limoges (1895), les travailleurs syndiqués se sont prononcés en faveur de la grève générale de tous les métiers, comme étant un moyen d'affranchissement ;

Qu'en Belgique, une grève générale, même imparfaitement organisée, a beaucoup aidé à arracher le droit de vote à la bourgeoisie ;

Que la Suède et l'Autriche, luttant pour obtenir le même droit, ont préconisé le même moyen ;

Que si, à priori, la grève générale internationale ne paraît pas possible, il peut en être différemment d'une grève générale nationale;

Mais que, actuellement, la question de la grève générale n'a pas été, dans tous les pays, l'objet d'une étude suffisante ;

Le Congrès invite les travalleurs de toutes les nations, et en particulier les syndicats, à étudier cette importante question, qui pourra être résolue dans un prochain congrès international.

(Congrès de Londres, 1896.)

* * *

Le mouvement croissant de la concentration des capitaux, le désordre économique irréductible par des moyens politiques résultant de leur concurrence, et, par suite, l'aggravation incessante de la situation des travailleurs ne rendent-ils pas inévitable un conflit direct entre le travail et le capital, qui prendra la forme d'une grève générale?

Le Congrès, tenant compte des résolutions des Congrès internationaux de Paris et de Zurich, rappelle la résolution votée au Congrès international de Londres en 1896, qui traite de la grève générale ; cette résolution est ainsi conçue :

Le Congrès est d'avis que les *grèves* et les *boycots* sont des moyens nécessaires pour réaliser la tâche de la classe ouvrière, mais il ne voit pas la possibilité actuelle d'une grève générale internationale.

Ce qui est immédiatement nécessaire, c'est l'organisation syndicale des masses ouvrières, puisque de l'extension de l'organisation dépend l'extension des grèves à des industries entières ou à des pays entiers.

(Congrès de Paris 1900.)

XI

La Politique Coloniale.

Question de Siam

« Considérant les efforts faits par la presse française pour provoquer l'hostilité entre les deux peuples sur la *question de Siam;* considérant de plus que la création d'un puissant parti ouvrier est la meilleure garantie contre les agressions de la classe dirigeante qui cherche des débouchés pour les produits de l'industrie capitaliste;

« Le Congres envoie ses vœux cordiaux de succès aux camarades français qui ont engagé la lutte électorale et qui représentent les principes de l'émancipation complète du travail et de la domination du capital. »

(Congrès de Zurich 1893.)

***

Le Congrès socialiste international de Paris,

Considérant,

Que le développement du capitalisme mène fatalement à l'*expansion coloniale*, cette cause de conflits entre les gouvernements;

Que l'*impérialisme* qui en est la conséquence

excite le *chauvinisme* dans tous les pays et force à des dépenses toujours grandissantes au profit du militarisme;

Considérant,

Que la politique coloniale de la bourgeoisie n'a d'autre but que d'élargir les *profits* de la *classe capitaliste* et la *maintien du système capitaliste* tout en épuisant le sang et l'argent du prolétariat producteur, et en commettant des crimes et des cruautés sans nombre envers les races indigènes des colonies conquises par la force des armes,

Le Congrès déclare,

Que le prolétariat organisé doit user de tous les moyens en son pouvoir pour combattre l'expansion coloniale de la bourgeoisie et flétrir en toutes circonstances et de toute sa force les injustices et les cruautés qui nécessairement en découlent dans toutes les parties du monde, livrées aux convoitises d'un capitalisme sans honte et sans remords;

Dans ce but, le Congrès préconise plus particulièrement les mesures suivantes :

1. Que les divers partis socialistes mettent à l'*étude, la question coloniale* partout où les conditions économiques le permettront;

2. Encourager d'une façon spéciale la *formation de partis socialistes coloniaux* adhérents aux organisations métropolitaines;

3. Créer des *rapports* entre les partis socialistes des différentes colonies.

(Congrès de Paris 1900.)

XII

Les Libertés

Atteintes à la liberté

Le Congrès affirme le droit imprescriptible de la *liberté de conscience, d'opinion et de presse,* ainsi que le *droit d'association et de manifestation* publique, dans tous les pays, pour tous les travailleurs et pour toutes les sections de la communauté.

Le Congrès engage les travailleurs de tous les pays à faire des efforts les plus énergiques pour obtenir l'amnistie des prisonniers politiques, exprime son mépris pour le système de provocation policière souvent employée dans le but d'arriver à la répression de mouvements avancés et engage les travailleurs à faire tout leur possible pour exposer publiquement et flétrir tous les actes de provocation de ce genre.

Le fait de mettre en rapport les salariés avec les employeurs ne saurait faire l'objet d'aucune spéculation ni d'aucun commerce.

(Congrès de Londres 1896.)

XIII

La question agraire

Le congrès affirme le *droit de la communauté au sol et au sous-sol.*

Le Congrès déclare qu'un des devoirs les plus impérieux pour la démocratie socialiste dans tous les pays est d'*organiser les travailleurs agricoles* aussi bien que les *travailleurs industriels* et de les incorporer dans les rangs de la grande armée du socialisme universel.

Le Congrès décide que toutes les nationalités présenteront au prochain Congrès un rapport sur les progrès de la *propagande dans les campagnes* et en général, sur la *situation agraire* dans leurs pays respectifs. Les rapports indiqueront notamment quelle *attitude,* quels *moyens* et quelle *méthode* de *propagande* les socialistes considèrent comme les mieux appropriés à la situation agraire dans leur pays, à l'égard des différentes catégories de travailleurs agricoles salariés, petits propriétaires, métayers, etc.

Le congrès décide que la question agraire, en raison de son importance capitale et de l'attention insuffisante qui lui a éte accordée jusqu'ici dans les congrès internationaux, figurera à l'ordre du jour du prochain Congrès, et en tête de cet ordre du jour.

(Congrès de Zurich, 1893.)

Les maux toujours croissants que l'exploitation capitaliste de l'agriculture entraîne pour le cultivateur du sol et pour la société toute entière ne disparaîtront complètement que dans une société où le *sol* aussi bien que les *autres moyens de production* appartiendront à la *collectivité*, qui les fera exploiter dans l'intérêt commun en employant les procédés de culture les plus perfectionnés.

La condition économique et la division en catégories de la population agricole dans les différents pays présentent une diversité trop grande pour qu'il soit possible d'adopter *une formule générale* qui imposerait à tous les partis ouvriers les mêmes moyens de réalisation de leur idée commune et qui serait applicable à toutes les classes qui ont intérêt à cette réalisation.

Mais il y a, pour chaque parti ouvrier, une tâche essentielle et primordiale : l'*organisation* du *prolétariat rural* contre ceux qui l'exploitent.

En conséquence,

Le Congrès déclare qu'il y a lieu de laisser aux différentes nationalités le soin de déterminer les *moyens d'action* les mieux adaptés à la situation de chaque pays;

D'établir des *relations internationales* entre les *commissions d'études* créées ou à créer dans les différents pays, afin de centraliser les documents statistiques et autres travaux se rapportant à la question agraire.

(Congrès de Londres, 1896.)

XIV

La question féminine

Le Congrès invite les partis socialistes et ouvriers de tous les pays à affirmer énergiquement dans leurs programmes l'*égalité complète* des deux sexes et à demander d'abord ce qui suit :

Abrogation de toutes les lois qui mettent la femme en dehors du droit commun et public.

(Congrès de Bruxelles, 1891)

XV

Education et développement physique

En présentant son rapport au Congrès, la commission d'éducation et de développement physique désire exprimer son avis quant à l'importance énorme qu'elle attache à cette question, soit au point de vue du mouvement socialiste, soit au point de vue du bien-être des classes travailleuses du monde entier.

Dans le système actuel d'exploitation capitaliste, les *enfants* des masses ouvrières sont arrêtés dans leur croissance physique, dépourvus de tout loisir, — condition expresse d'un développement harmonieux, enfin privés de toute accession à l'éducation et aux connaissances scientifiques, héritage commun de toute la race humaine.

Dans les circonstances actuelles, les *parents* de la classe prolétarienne luttent en vain pour assurer à leurs enfants les conditions de nourriture et autres sans lesquelles ne sont possibles ni la vie de famille, ni une société bien organisée.

En outre, l'emploi par le patron-capitaliste, du *travail des enfants et des adolescents,* dans le but de remplacer le travail des adultes, est une menace sérieuse aux conditions d'existence des

ouvriers, même les mieux organisés, parce que, en réduisant le taux des salaires, il n'en résulte aucun avantage même pour les familles que cela concerne.

Enfin, considérant que le bien-être futur de la société dépend de la *découverte* constante de nouvelles *vérités scientifiques* surtout dans le domaine de l'organisation économique, industrielle et sociale, les socialistes de tous les pays sont invités à appliquer leurs meilleurs efforts à promouvoir des recherches et des investigations scientifiques de la plus haute portée. Ils sont aussi invités à demander que les moyens nécessaires à semblable travail proviennent des fonds publics.

Les résolutions sont admises :

1. Le Congrès, tout en reconnaissant pleinement la *valeur de l'expérimentation individuelle* en matière d'éducation, déclare qu'il est du devoir primordial des pouvoirs publics de chaque pays d'établir un *système complet d'enseignement et d'éducation physique, scientifique, artistique, technique* (travaux manuels) depuis le *jardin d'enfants* jusques et y compris l'*université*.

Ces établissements seraient absolument *gratuits,* et les pouvoirs publics se chargeraient de l'entretien, afin que ces institutions soient accessibles à toutes les classes de la société.

2. L'organisation scolaire comprend un repas en commun par jour, ainsi que cela se fait dans les *cantines scolaires* sans distinction individuelle entre riches et pauvres; des organisations similaires, tenant compte des meilleures méthodes,

sont instituées pour l'entretien intégral et l'éducation, selon les meilleures méthodes, de tous les orphelins et de tous les enfants abandonnés.

3. L'*âge minimum* auquel les enfants seront exemptés de toute présence à l'école et légalement autorisés à être employés dans les fabriques de la petite industrie, comme aussi dans l'industrie domestique sera porté, graduellement, aussi vite que possible et dans tous les pays, à 16 ans accomplis.

4. L'emploi de *jeunes gens* au-dessous de 18 ans sera absolument et légalement interdit dans toute profession malsaine ou dangereuse et pour le travail de nuit.

5. Dans le but de continuer l'éducation de l'enfant et pour resteindre l'usage illégitime par les capitalistes du *travail infantile,* il ne sera permis à aucun employeur de se servir d'un garçon ou d'une jeune fille de moins de 18 ans, ni dans les manufactures, ni dans l'industrie domestique, pendant plus de 24 heures par semaine (système du demi-temps.)

L'enseignement *complémentaire* sera obligatoire.

6. En ce qui concerne les enfants, en tous cas, la *législation industrielle* de tous les pays devrait être fixée uniformément par voie d'*entente internationale.*

Le Congrès constate que les divers gouvernements n'ont nullement tenu les engagements solennellement pris par eux à la Conférence de Berlin en 1891, le gouvernement britannique

en particulier, puisqu'il autorise encore le travail des enfants depuis l'âge de 11 ans.

7. Pour la protection et l'éducation des enfants dans les centres industriels, il est absolument nécessaire que le *travail industriel* fait à *la maison* soit inspecté effectivement et réglé autant que le travail fait dans les manufactures.

Si un *employeur* capitaliste pour échapper à la législation industrielle donne à faire du travail au dehors, le Congrès déclare que celui-ci doit être *responsable* légalement, de ce que ce travail soit fait dans les conditions sanitaires ou autres, au même titre que si le travail était fait dans sa propre manufacture.

***

Le Congrès décide que cette commission continuera à subsister et que les commissaires, chacun dans son pays, étudieront la question de la réalisation des décisions adoptées.

Tous les renseignements et tous les rapports seront centralisés par un *secrétaire général,* d'où ils seront renvoyés de nouveau à tous les commissaires. Ceux-ci devront donc envoyer tous leurs travaux au nombre de vingt exemplaires.

(Congrès de Londres 1896.)

XVI

Socialisme Communal

Attendu que par « *Socialisme municipal* », on ne peut entendre un socialisme spécial, mais seulement l'*application des principes généraux* du socialisme à un domaine spécial de l'activité politique;

Attendu que les réformes qui s'y rattachent ne sont pas et ne sauraient être présentées comme devant réaliser la société collectiviste, mais qu'elles sont présentées comme s'exerçant dans un domaine que les socialistes peuvent et doivent utiliser pour préparer et faciliter l'avénement de cette société;

Considérant que la *commune* peut devenir un excellent *laboratoire* de vie économique décentralisée et en même temps une formidable forteresse politique à l'usage des majorités socialistes locales contre la majorité bourgeoise du pouvoir central, une fois qu'une autonomie sérieuse sera réalisée;

Le Congrès international de 1900 déclare :

Que tous les socialistes ont pour devoir, sans méconnaître l'importance de la politique générale, de faire comprendre et apprécier l'activité municipale, d'accorder aux réformes communales l'importance que leur donne leur rôle

« d'embryons de la société collectiviste » et de s'appliquer à faire des services communaux : *transports urbains, éclairage, eaux, distribution de la force motrice, bains, lavoirs, magasins communaux, boulangeries municipales, service alimentaire, enseignement, service médical, hôpitaux, chauffage, logements ouvriers, vêtement, police, travaux communaux,* etc., etc. ; de faire de ces services des institutions modèles tant au point de vue des intérêts du public que de la situation des citoyens qui les desservent ;

Que les communes trop faibles pour procéder à elles seules à la réalisation de ces applications doivent s'attacher à former des *fédérations communales* ;

Que dans les pays où l'organisation politique ne permet pas aux communes d'entrer dans cette voie, tous les élus socialistes ont pour devoir d'user de tous leurs pouvoirs, en vue de fournir aux organismes communaux la *liberté et l'indépendance* suffisantes pour réaliser ces desiderata ;

Le Congrès socialiste international de Paris décide qu'il y a lieu de convoquer un *Congrès international* des conseillers municipaux socialistes ;

Ce Congrès aurait un double but :

a. Faire connaître toutes les *réformes réalisées* sur le terrain municipal et les avantages moraux et financiers obtenus ;

b. Constituer un *bureau national* dans chaque pays et un bureau international chargés de centraliser tous les renseignements et docu-

ments relatifs à la vie municipale, de façon à faciliter l'étude des questions d'intérêt communal, par la communication des documents et renseignements;

Le soin de la convocation de ce Congrès est laissé au bureau permanent international.

(Congrès de Paris 1900.)

XVII

Des coalitions patronales et financières

Des Trusts

« Considérant que nous ne verrons la véritable fin des *coalitions patronales et financières, nationales et internationales,* que le jour où le prolétariat universel sera assez fortement organisé pour s'emparer des forces productives et organiser, au mieux des intérêts de la collectivité humaine, la production et l'échange des produits;

« Considérant, d'autre part, que cette organisation ouvrière réclamera de longs efforts et qu'il convient d'aviser au plus tôt;

« Le Congrès décide :

Les organisations ouvrières de chaque pays devraient mettre en demeure les pouvoirs publics de s'opposer, en vertu des lois existantes où à élaborer, à toutes coalitions ou rings, ayant pour but d'accaparer, soit la matière première, soit les objets de première nécessité, soit le travail.

(Congrès de Paris, 1889.)

***

Les Trusts

Les *trusts partiels* sont les coalitions des exploitants de l'industrie et du commerce dans l'intérêt de leur profit individuel.

Ces coalitions sont la conséquence inévitable de la concurrence dans un système de production et de distribution dont le but n'est pas de produire, mais exclusivement le profit pour les maîtres de la production. L'extension des moyens de production créant les moyens d'obtenir une masse de produits bien plus grande qu'il n'était possible aux détenteurs de moyens de production de vendre, devait rendre la concurrence l'ennemi du profit, devait donc dans le système actuel, éliminuer la concurrence, la remplacer par l'entente et la coopération des maîtres de la production. Ainsi les trusts sont inévitables. Ils sont en partie une forme plus haute de la production, pour autant qu'ils rendent la production avec le profit pour but et la distribution plus rationnelle, plus économique, évitent le gaspillage de la surproduction, mènent à une réduction des frais de production, réalisent une diminution des frais de transport, des frais de réclame et de vente, en général, des frais d'intermédiaires.

Mais, d'un autre côté, les trusts ont la tendance de faire à la longue la hausse des prix partout et toujours où l'intérêt des capitalistes coalisés le demande, d'empêcher la baisse des prix qui proviendrait d'une production améliorée. Ils ont, en outre, sinon comme but,

souvent pour effet, d'augmenter l'oppression des travailleurs, en opposant à leurs unions et leurs tentatives d'organisation, la puissance compacte des patrons unis.

Les *pools* et les *coalitions* n'ont absolument pas le caractère d'une organisation impérieuse des *trusts* et *cartels,* mais opèrent uniquement l'élévation des prix des nécessités de la vie; ils sont tout spécialement désastreux pour l'intérêt général de la population et méritent d'être rigoureusement dénoncés.

Toutefois, en démontrant aux travailleurs la pression à laquelle les trusts les assujettissent, le Congrès socialiste international ne recommande pas d'essayer d'empêcher la formation de ces coalitions, leur formation étant le résultat logique du système de production, — une législation répressive pouvant tout au plus en modifier la forme, mais ne pourrait sérieusement en entraver l'action. Les partis socialistes, toutefois, ne s'opposent pas à ce que les lois rendent obligatoires aux trusts la publicité de leur façon d'opérer et de leurs résultats financiers.

La seule issue réelle de l'oppression actuelle de ces coalitions doit être la nationalisation et dans un stade consécutif, la régularisation internationale de la production dans telles branches où les trusts internationanx auront atteint leur plus haut développement.

L'action pratique du prolétariat doit donc être d'améliorer une organisation de classe, politiquement et économiquement, — ces deux

actions étant renforcées par l'action coopérative, afin de préparer et de rapprocher l'époque de l'expropriation publique des grandes branches de production, complètement organisée par les trusts, sera devenue possible.

Ainsi se transformera graduellement la production privée, ayant le profit comme but, en production sociale, qui aura pour objet le produit.

(Congrès de Paris, 1900.)

XVIII

La question Juive

De l'attitude que les travailleurs organisés de tous les pays doivent prendre concernant la question juive.

Le Congrès :

Considérant que les partis socialistes et ouvriers de tous les pays ont toujours affirmé qu'il ne pouvait y avoir pour eux d'antagonisme ou de combats *de races ou de nationalités* mais seulement la *lutte de la classe des prolétaires* de toutes les races contre les capitalistes de toutes les races ;

Considérant que pour les *populations ouvrières de langue juive,* il n'y a pas d'autre moyen d'émancipation que leur union avec les partis ouvriers ou socialistes de leurs pays respectifs;

Tout en condamnant les *excitations anti-sémitiques et philosémitiques,* comme une des manœuvres par lesquelles la classe capitaliste et la classe gouvernementale cherchent à faire dévier le mouvement socialiste et à diviser les travailleurs ;

Décide, qu'il n'y a pas lieu de traiter la question proposée par la délégation des groupes socialistes américains de langue juive et passe à l'ordre du jour.

(Congrès de Bruxelles 1891.)

TABLE DES MATIÈRES

Pages

Aux partis ouvriers socialistes. 5

I. *Les ordres du jour des congrès*. 7

II. *Organisation des Congrès. — Conditions d'admission* 15

III. *Organisation socialiste internationale*. . de 19 à 24

Organisation de la démocratie socialiste au point de vue international.
Comité socialiste international.
Bureaux internationaux d'informations.
Bulletin d'informations pour les émigrants.
Conférence interparlementaire.
Secrétariat international.
Exécution des décisions des congrès.
Siège du comité socialiste international permanent.
Ses attributions.
Titre du parti.

IV. *Action économique et action politique de la classe ouvrière. — Action internationale.* de 25 à 42

Action économique.
Tactique politique.
Action politique.
La question industrielle.
Conditions nécessaires à l'affranchisse- du travail.
Lutte pour le suffrage universel; législation directe par le peuple.
Conquête des pouvoirs publics.
Alliances.

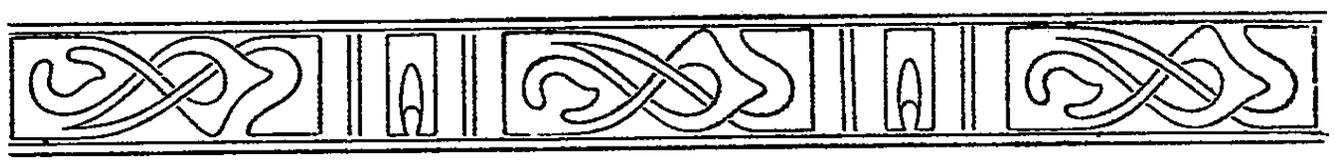
V. *Organisation nationale et internationale de la classe ouvrière.* . . . . . de 43 à 50
Etablissements des relations entre les organisations.
Fédérations nationales et internationales.
Bulletin international.
Carte internationale.
Comités nationaux.
Organe central international.
Correspondance.
Statistique.
Communications.
Grèves.
Boycotts.
Coalitions.
Congrès professionnels internationaux.
Bourses de travail.
Immigration.

VI. *Organisation des travailleurs de la mer* . . 51

VII. *Manifestation internationale du 1er Mai.* de 57 à 62
Sa signification.
La journée de huit heures.
Moyens.

VIII. *Législation internationale du travail.* de 63 à 74
Réglementation légale de la journée.
Travail du jour, de nuit, des jours fériés; des adultes, des femmes, des enfants.
Surveillance des établissements industriels.
Repos.
Salaire.
Bureaux de placement.
Accidents.
Travail des prisons.
Travailleurs étrangers.
Minimum de salaire.
Industries insalubres.

Voies et moyens pour faire triompher ces revendications.
Conférence de Berlin.
Enquête permanente.
Protection des ouvrières.
Du travail aux pièces et à forfait.
IX. *Militarisme.* . . . . . de 75 à 82
Abolition des armées permanentes.
Armement général du peuple ou nation armée.
Des devoirs de la classe ouvrière.
Causes principales.
Paix internationale.
Agitation anti-militariste.
Conférences de la paix.
X. *La grève générale* 83
XI. *La politique coloniale* . . . . . de 87 à 88
Siam, Transvaal, Arménie.
XII. *Les Libertés.* — Atteintes aux libertés . . 89
XIII. *La question agraire* 91
XIV. *La question féminine* 93
XV. *Education et développement physique* . . de 95 à 98
Organisation de l'enseignement public.
Cantines scolaires.
Travail infantile.
Travail domestique.
XVI. *Socialisme communal* . . . . de 99 à 102
Services communaux.
Fédérations communales.
Congrès international de conseillers.
Bureau national et bureau international.
XVII. *Des coalitions patronales et financières.* de 103 à 106
Trusts, pools, coalitions.
XVIII. *La question juive* 107



BUREAU SOCIALISTE INTERNATIONAL

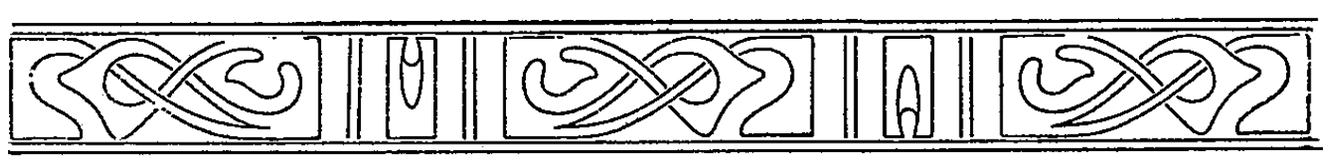
La Manifestation Internationale du 1er Mai

INTERNATIONALES SOZIALISTISCHES BUREAU

Die Internationale Kundgebung am 1en Mai

INTERNATIONAL SOCIALIST BUREAU

The International Demonstration of the 1st of May



Bruxelles. — Imprimerie Brismée, rue de la Prévôté. 11
1906

BUREAU SOCIALISTE INTERNATIONAL

La Manifestation Internationale du 1er Mai

Proclamation du B. S. I. pour l'année 1906

SUIVIE D'UNE SÉRIE DE BREFS

Rapports de 14 Partis Affiliés

sur la journée de HUIT HEURES

Proclamation, p. 1. — *Rapports* : Allemagne, p. 5. — Autriche, p. 9. — Belgique, p. 10. — Bohême, p. 11. — Danemark, p. 13. — Etats-Unis, p. 14. — France, p. 19. — Grande-Bretagne, p. 21. — Hollande, p. 23. — Hongrie, p. 24. — Italie, p. 25. — Serbie, p. 27. — Suède, p. 27. — Suisse, p. 29.

INTERNATIONALES SOZIALISTISCHES BUREAU

Die Internationale Kundgebung am 1en Mai

Aufruf des I. S. B. für das Jahr 1906

MIT EINEM ANHANG

Kurzgefasster Berichte von 14 der angeschlossenen Parteien

über den ACHTSTUNDENTAG

Aufruf, s. 30. — *Berichte* : Belgien, s. 35. — Böhmen, s. 36. — Dänemark, s. 38. — Deutschland, s. 39. — Frankreich, s. 43. — Grossbritanien, s. 46. — Holland, s. 48. — Italien, s. 49. — Oesterreich, s. 51. — Serbien, s. 52. — Schweiz, s. 53. — Schweden, s. 54. — Ungarn, s. 56. — Vereinigte Staaten, s. 57.

INTERNATIONAL SOCIALIST BUREAU

The International Demonstration of the 1st of May

Proclamation of the I. S. B. for the year 1906

FOLLOWED BY A SERIES OF SHORT

Reports of 14 affiliated Parties

on the EIGHT HOURS'DAY

Proclamation, p. 63. — *Reports* : Austria, p. 67. — Belgium, p. 68. — Bohemia, p. 69. — Denmark, p. 71. — France, p. 72. — Germany, p. 74. — Great Britain, p. 78. — Holland, p. 79 — Hungary, 81. — Italy, p. 82. — Servia, p. 85. — Sweden, p. 83. — Switzerland, p. 85. — United-States, p. 86.

BUREAU SOCIALISTE INTERNATIONAL
SIÈGE : MAISON DU PEUPLE, BRUXELLES

Aux Travailleurs de tous les Pays !

Le Socialisme international a choisi le 1er Mai pour faire, chaque année, dans tous les pays où le prolétariat a pris conscience de ses intérêts de classe, une démonstration dont la forme la plus nette, la plus efficace, est le chômage.

Cette démonstration constitue, pour le capitalisme, un avertissement périodique : les travailleurs lui signifient leur volonté indéfectible de poursuivre leur affranchissement intégral, sans se laisser détourner par les dérivatifs sanglants de guerres entre nations.

C'est l'unité même de ce mouvement, dont le triomphe n'est possible que par le rapprochement de tous les prolétariats, qui fait de la classe ouvrière la force capable de donner au monde la liberté et la paix.

Les travailleurs organisés de tous les pays ont estimé que l'une des conditions essentielles de leur émancipation, c'est, par l'action syndicale et par l'action législative, la réduction du temps de travail, l'établissement de la journée légale maximum de huit heures.

Pour réaliser cette réforme fondamentale, ils ont le droit de compter, non seulement sur leurs propres efforts, mais sur

les conséquences révolutionnaires de l'expansion mondiale du capitalisme.

De plus en plus, l'essor de la grande industrie rend cette limitation des heures de travail à la fois nécessaire et possible, en agglomérant les travailleurs, en intensifiant leur travail, en unifiant les conditions mêmes de la production.

De plus en plus, on reconnaît que la journée de huit heures est indispensable pour assurer la reconstitution normale des forces ouvrières, arrêter la dégénérescence de la race, faire participer les masses prolétariennes à la vie morale et intellectuelle de l'humanité.

Et, contre les résistances égoïstes qui s'opposent encore à cet affranchissement partiel des exploités du capitalisme, condition préalable de leur affranchissement complet, le Socialisme mobilise, dans tous les pays, des armées toujours plus nombreuses et plus combatives.

En Russie, le prolétariat apparaît comme le facteur décisif et la suprême espérance de la révolution. En Autriche, en Hongrie, dans la plupart des états de l'Allemagne, le suffrage universel est à la veille de vaincre. En France, le socialisme unifié puise, dans le rapprochement fraternel de ses militants, de nouvelles énergies. Les organisations des Etats-Unis se préparent à la fusion. Le Labour Party de Grande Bretagne s'oriente vers le socialisme.

Partout les anciens pouvoirs fléchissent. Partout les travailleurs s'unissent contre ceux qui les dominent et les exploitent. Partout la classe ouvrière se rend compte de la nécessité de traduire sa solidarité internationale en actes, pour toutes les fins utiles et par tous les moyens, dans le but de maintenir la paix entre nations et de déjouer les complots belliqueux des gouvernements capitalistes.

Le 1er Mai 1906 symbolise une année glorieuse, féconde par ses résultats, plus féconde encore par les espérances qu'elle engendre.

En participant aux démonstrations qui se préparent, les

travailleurs affirmeront leur volonté de faire que ces espérances deviennent des réalités.

Chômez le 1er Mai !

Manifestez le 1er Mai !

Gloire au travail !

Le Bureau Socialiste International

Allemagne :	A. BEBEL.
	P. SINGER.
Argentine :	A. CAMBIER.
	M. UGARTE.
Australie :	H. DIERKS.
Autriche :	Dr. V. ADLER.
	F. SKARET.
Bohême :	A NEMEC.
	F. SOUCUP.
Bulgarie :	Y. SAKASOFF.
	G. KIRKOW.
Danemark :	P. KNUDSEN.
	C. M. OLSEN.
Espagne :	P. IGLESIAS.
	F. MORA
Etats-Unis :	D. DE LEON.
	M. HILLQUIT.
Finlande :	J. K. KARI.
	Y. SYROLA.
France :	J. JAURÈS,
	E. VAILALNT.
Grde-Bretagne:	H. HYNDMAN.
	J. KEIR HARDIE.
Hollande :	P. TROELSTRA.
	H. VAN KOL.
Hongrie :	J. WELTNER.
	E. GARAMI
Italie :	E. FERRI.
	F. TURATI.
Japon :	S. KATAYAMA.
Luxembourg :	Dr WELTER.
Norwège :	O. KRINGEN.
	Dr A. ERIKSEN.
Pologne :	Dr H. DIAMAND.
	K. KAUTSKY.
Russie :	N. LENINE.
	E.ROUBANOVITCH
Serbie :	N. STOJANOWITSCH
Suède :	H. BRANTING.
	C. WICKMANN.
Suisse :	O. RAPIN.
	J. SIGG.

LE COMITÉ EXÉCUTIF (*Belgique*) :

Edouard ANSEELE. EM. VANDERVELDE.

Camille HUYSMANS, *secrétaire*.

Rapports des Partis Affiliés

SUR

la journée de 8 heures

ALLEMAGNE

LÉGISLATION. — Les lois qui règlent en Allemagne la durée du travail sont :

1° Le code industriel ;
2° La loi protégeant les enfants employés dans l'industrie ;
3° Le code maritime ;
4° La loi sur les mines, en vigueur dans les différents états ;
5° Les ordonnances du Conseil fédéral, basées sur les lois de réglementation des professions.

La vieille loi prussienne sur les professions contenait déjà une interdiction de l'emploi des enfants. Les enfants de moins de douze ans ne pouvaient être employés dans les fabriques, mines, carrières et salines. Les enfants de plus de douze ans, qui étaient encore obligés de fréquenter les écoles publiques, et n'avaient pas dépassé la quatorzième année, ne pouvaient être employés au travail plus de *six heures* par jour. Les jeunes gens de 14 à 16 ans ne pouvaient être employés plus de *dix heures* par jour, et pour ceux-là aussi, l'autorité centrale pouvait réduire la journée à *six heures*, si l'ouvrier était obligé de suivre les cours de l'école.

Ce fut le cas dans le Schleswig-Holstein, où les garçons devaient fréquenter l'école publique jusqu'à l'âge de 14 ans accomplis, les filles jusqu'à l'âge de 15 ans révolus.

Nos camarades réclamaient continuellement une nouvelle limitation de la durée du travail. Déjà en 1869, le Dr J.-B. von Schweitzer, avait, lors de l'examen de la réglementation du travail, demandé une journée normale pour tous les ouvriers. En 1877, nos camarades déposèrent un projet de protection ouvrière dans lequel ils demandaient, — outre l'interdiction du travail du dimanche —, la journée de travail de dix heures.

Les partis bourgeois et principalement le gouvernement s'opposèrent à cette réforme. Bismarck représentait dans les questions

ouvrières le point de vue manchestérien le plus absolu La seule initiative prise pendant son gouvernement, qui dura jusqu'au printemps de 1890, a été une enquête sur le travail du dimanche.

Pour le surplus, sa politique ouvrière se borna à une persécution de la socialdémocratie et au rescrit relatif aux trois législations d'assurance : maladie, accidents et invalidité.

En 1884, nos camarades déposèrent de nouveau un projet de loi de protection ouvrière très étendu, et le Centre se résolut alors également à demander l'extension des lois sociales. Le congrès international de 1889 donna une impulsion particulière à cette question, et, quand il eût rédigé le programme des revendications ouvrières, on remarqua qu'il y avait quelque chose à faire.

Le 4 février 1900 parurent les ordonnances impériales, dans lesquelles il était dit : « Cet examen (de la situation des ouvriers) doit partir de ce principe, qu'il appartient à l'Etat de régler la durée et la nature du travail de telle manière que la conservation de la santé, les préceptes de la moralité, les besoins économiques des ouvriers et leur prétention à l'égalité devant la loi, restent garantis.» Mais, quand on fut obligé de transformer ces propositions en textes législatifs, il y eut une vive opposition de la part des capitalistes, et la royauté sociale capitula devant les rois de l'industrie.

L'amendement au code industriel, qui fut présenté au Reichstag le 6 Mai, se bornait à demander l'interdiction du travail du dimanche, la journée de 11 heures pour les ouvrières et une stipulation d'après laquelle le Conseil fédéral aurait le droit de fixer un maximum d'heures de travail dans les métiers où, par suite d'un labeur trop prolongé, la santé des ouvriers pourrait être menacée. L'enquête du citoyen Bebel, sur la durée du travail dans les boulangeries contribua fortement à faire voter cette résolution (§ 120, e., de la *Gewerbe Ordnung*).

Le travail du dimanche fut réduit à ce point, que les magasins publics ne pouvaient plus être ouverts que pendant cinq heures, les dimanches et jours fériés. Les hôtels et les cafés, ainsi que l'industrie du transport ne sont pas soumis à cette loi. En outre, le travail est autorisé dans les exploitations dont la nature exige un travail ininterrompu, c'est-à-dire lorsque le chômage peut occasionner des pertes disproportionnées, et en outre, dans les entreprises dont l'exercice comporte, comme force motrice, une force hydraulique irrégulière ou bien le vent.

L'autorisation de faire travailler le dimanche est accordée, pour les industries citées nominativement dans la loi, par décision

du Conseil fédéral, les autres exceptions par l'autorité centrale de chaque Etat, et, pour une durée de quelques jours, par la police.

Dans les autres cas, le travail de dimanche est interdit et l'interdiction est assez bien appliquée. Mais toute la législation de protection ouvrière n'englobe que l'Industrie, le Commerce et le Transport. L'Agriculture n'y est pas soumise.

Le travail dans les fabriques est interdit aux enfants de moins de *treize* ans ; pour les femmes, on admet la journée de 11 heures, mais on leur interdit tout travail de nuit, ainsi qu'aux jeunes personnes.

Le Conseil fédéral n'a fait qu'un usage très restreint du droit que lui accorde l'ordonnance de réduire la durée du travail journalier. Le 4 mars 1896, il parut une ordonnance par laquelle la journée de travail pour les boulangers a été fixée à 12 heures, et respectivement à 11 et 10 heures pour leurs apprentis. Le 26 avril suivit une ordonnance identique, applicable aux moulins à blés. Ici, l'on prescrivait un repos quotidien de 8 heures. Alors suivit une semblable réglementation pour les garçons et cuisiniers dans les hôtels et débits de boissons, par laquelle il leur est accordé huit heures de repos par jour et un jour de congé par quinzaine.

Une quantité d'ordonnances concernent particulièrement les industries insalubres dans lesquelles, dans certains cas, la durée du travail est réduite.

Dans les fours Thomas, la durée du travail ne peut dépasser 10 heures, si le travail est interrompu par des repos, et 8 heures s'il n'est pas interrompu. Dans les salles de vulcanisation des fabriques de caoutchouc, le travail ne peut, d'après une ordonnance du 1er mars 1902, dépasser deux fois deux heures par jour, lorsque dans la vulcanisation on emploie du sulfure de carbone.

Dans les carrières et les ateliers pour la taille de pierre, la durée de travail ne peut dépasser 10 heures pour le travail d'extraction et 9 heures pour la taille.

Dans les fabriques de couleurs de plomb, la durée de travail ne peut dépasser 12 heures.

Dans les fabriques d'accumulateurs, les ouvriers occupés au mélange et à l'enduit des matières nécessaires au remplissage ne peuvent travailler plus de 8 heures, quand le travail est interrompu de repos, et de 6 heures lorsqu'il n'y a pas de repos.

Une série d'ordonnances ne concernent que des prescriptions sur les ateliers, sur la disposition des établissements, les méthodes de travail, etc., mais elles négligent la durée du travail. De telles ordonnances ont été promulguées pour les fabriques de cigares, les fabriques d'alcali et de chromate, les usines de zinc, les

verreries, etc. Le 9 juillet 1900, les stipulations des § 135 à 139 b (interdiction du travail des enfants, la journée de 10 heures pour les jeunes gens de 14 à 16 ans, la journée de 11 heures pour les hommes et l'interdiction du travail de nuit pour les jeunes ouvriers) ont été également étendues aux ateliers dans lesquels on emploie des moteurs. Plus tard, ces prescriptions ont été également mises en vigueur dans les ateliers de confection et lingerie.

Par un amendement au code industriel du 30 juin 1900, il a été ordonné que les magasins publics devront être fermés le soir à 9 heures, et que les employés de ces maisons avaient droit, dans les communes de 20,000 habitants et plus, à un repos de 11 heures, et dans les communes plus petites, à un repos de 10 heures.

Une loi du 23 mars 1903 limite le travail des enfants dans toutes les exploitations industrielles, ainsi que le travail des enfants employés comme garçons de course dans les exploitations de commerce et de transport.

Le code maritime, dans sa rédaction en vigueur depuis 1903, stipule que sur les steamers transatlantiques il doit y avoir 3 équipes de quart pour le chauffage et les machines, et que le travail aux machines et à la chaudière ne peut dépasser deux fois quatre heures par jour. Quand le navire est à l'ancre dans le port, les marins ne peuvent être employés plus de 10 heures, et sous les tropiques, pas plus de 8 heures. Un travail plus long doit être considéré comme supplémentaire et rémunéré extraordinairement. Le dimanche, le marin ne peut être employé qu'à des travaux indispensables.

Il n'est pas possible, malheureusement, de déterminer, si et dans quelle mesure les associations professionnelles ont inscrit dans leurs prescriptions destinées à éviter les accidents, une limitation des heures de travail. Ces prescriptions doivent, il est vrai, être approuvées par l'Office des Assurances de l'Empire et ne peuvent être mises en vigueur, sans le consentement de cet organisme. Elles sont publiées également par les associations professionnelles, mais il n'existe pas de codification de ces documents.

Les stipulations protectrices du code industriel sont applicables aux mineurs, de même que la majeure partie de la législation sur les assurances. Mais les questions principales sont réglementées par les lois minières de chaque état fédéral. Et ici de nouveau, c'est la Prusse et la Saxe qui entrent surtout en ligne de compte. Dans les autres états, il n'est que des lignites et des calis. Le nombre de personnes, employées dans les charbonnages, dans les salines et dans les tourbières s'élevait en 1895, sur 567,753

recensés, à 487,024 en Prusse, à 32,458 en Saxe. La loi sur les mines en Prusse stipule que dans les exploitations où la température dépasse régulièrement 28 degrés C., le travail ne peut durer plus de 6 heures.

Le Comité Directeur du Parti Socialdémocrate d'Allemagne.

AUTRICHE.

La loi du 8 mars 1885 stipule que dans les entreprises industrielles, exploitées en fabriques, la durée du travail, non compris le repos, ne peut dépasser 11 heures sur 24 heures pour les ouvriers adultes. Il n'existe pas de limitation légale de travail dans la petite industrie (exploitations de moins de 20 ouvriers et sans machine).

La durée de travail, pour les jeunes apprentis entre 12 et 14 ans révolus, ne peut dépasser quotidiennement 8 heures. La loi stipule en outre que les jeunes apprentis et les femmes ne peuvent être employés à des travaux industriels réguliers pendant la nuit, c'est-à-dire entre 8 heures du soir et cinq heures du matin. Cependant le ministre du commerce, d'accord avec le ministre de l'intérieur, peut autoriser les fabriques de faire travailler la nuit les jeunes apprentis de 14 à 16 ans accomplis ainsi que les femmes. Ces prétendues exceptions ne sont pas seulement fréquentes: elles constituent la règle.

Depuis 1885 on n'a pas réglé légalement la durée du travail, excepté pour les ouvriers employés dans les charbonnages. C'est la grande grève des mineurs du commencement de l'année 1900, qui obligea le gouvernement à présenter au parlement un projet concernant cette catégorie de travailleurs. Ce projet stipule, notamment, que la durée de la tâche quotidienne, pour les ouvriers des charbonnages travaillant dans la fosse, ne peut dépasser *neuf* heures, y compris la descente et la remonte. Cette loi a été adoptée par le parlement le 24 mai 1901.

Nous ne possédons malheureusement pas de statistiques suffisantes sur la durée du travail dans les exploitations industrielles. La journée de travail la plus fréquente s'élève à *10 heures*. La journée de *11 heures et plus* ne se rencontre plus que dans les petites communes de province, et là même, les organisations ouvrières — spécialement pendant ces dernières années — ont soutenu des luttes couronnées de succès pour la réduction des heures de travail.

Dans les fabriques de Gratz, la durée de travail oscille entre *8 3/4 heures* et *9 heures* maximum. La réduction des heures de

travail à *9 heures* par jour a été obtenu également dans quelques autres professions. Mais ici aussi, ce fait ne s'est produit que dans les grands centres industriels, grâce à l'organisation syndicale et grâce aux luttes économiques menées par elle. La journée de 8 heures n'existe que dans quelques exploitations isolées.

SKARET
(au nom du Parti Ouvrier Socialdémocrate d'Autriche)

BELGIQUE.

Législation. — La loi du 13 Décembre 1889, sur le travail des enfants et des femmes âgées de moins de 21 ans, fixe la durée maximum du travail des personnes protégées à 12 heures, dans les mines, manufactures, fabriques, etc. Le gouvernement peut, par arrêté royal, limiter plus étroitement la durée du travail. C'est ainsi que, par une série d'arrêtés, postérieurs à la loi, la durée maximum du travail a été fixée à 11 heures par jour dans l'industrie du lin, du chanvre et du jute; à soixante-six heures par semaine, dans l'industrie du coton (1904); à onze heures et quart dans l'industrie lainière (1892); à dix heures dans les papeteries (1903); à dix heures 1/2 dans les fabriques d'allumettes (1892); à douze heures dans les briqueteries, etc.

Aucune disposition légale ne limite la durée du travail des hommes et des femmes adultes, sauf la loi qui entrera en vigueur le 1er juillet 1906, interdisant le travail du dimanche, pour les ouvriers, et donnant une demi-journée de repos aux employés de commerce.

Des propositions de loi limitant la durée du travail des adultes ont été admises, en principe, par la Section centrale de la Chambre des représentants, mais le gouvernement oppose sa force d'inertie à toutes les tentatives de les faire discuter.

Durée de travail. — Les derniers chiffres officiels nous sont fournis par le recensement industriel du 31 Décembre 1896, publié par le gouvernement en 1902.

D'après ce document, dont on peut trouver une analyse détaillée dans la *Revue d'Economie politique* (1902, p. 576 et s.), sur 600,000 ouvriers industriels (chiffres ronds) dont la durée de travail (repos déduits) a pu être déterminée, c'est-à-dire pour les neuf dixièmes de la population ouvrière belge :

70,000 soit un peu plus du dixième travaillaient moins de 10 h.
215,000 soit un peu plus du tiers travaillaient 10 heures environ

95,000 soit environ le sixième travaillaient 10 heures 1/2
100,000 soit environ le sixième » 11 heures
125,000 soit un peu plus d'un cinquième travaillaient plus de 11 heures.

La journée la plus fréquente, toutes industries réunies, était donc la journée de 10 heures. La journée de huit heures s'appliquait à 27,000 ouvriers, soit à 4 p.c. de l'ensemble. La journée supérieure à 11 heures n'était point rare; elle était la règle pour plus du cinquième des ouvriers.

D'après le dernier recensement, quelques réductions ont été obtenues par l'effort syndical. Les diamantaires d'Anvers, par exemple, ont imposé aux patrons la journée de dix heures; il en a été de même pour les ouvriers des grands tissages à façon de Verviers; à la suite d'une grève de treize semaines (1905), les fileurs de coton gantois ont obtenu une légère réduction. Le Congrès syndical du 25 décembre 1905 a décidé d'organiser un mouvement dans tout le pays pour la réduction des heures de travail, par l'action combinée de la loi et des associations ouvrières.

EM. VANDERVELDE
(au nom du Parti Ouvrier Belge.)

BOHÊME

LÉGISLATION. — Dans les *fabriques*, on a introduit la journée de *11 heures* et dans les *mines* la journée de *9 heures*. Les heures de travail supplémentaire ne sont tolérées dans les exploitations industrielles et minières que dans les cas urgents et avec l'assentiment de l'autorité. Pendant les heures de travail, il doit y avoir des pauses d'au moins une heure et demie dont une heure, si possible à midi. Le ministre du commerce peut admettre des diminutions de ces repos dans certaines exploitations, et, surtout là, où l'interruption du travail n'est pas possible.

Il est interdit d'employer aux travaux industriels réguliers les enfants âgés de moins de douze ans révolus. Entre douze et quatorze ans, ils ne peuvent être employés que pour autant que le travail ne nuise ni à leur santé, ni à leur développement corporel, ni à la fréquentation scolaire. Mais en aucun cas, la durée de travail ne peut excéder huit heures par jour. Dans les fabriques, le travail des enfants est totalement interdit.

Le ministre du commerce et le ministre de l'intérieur sont obligés de dresser la liste des travaux industriels dangereux et

nuisibles, dans lesquels les ouvriers n'ayant pas plus de seize ans et les femmes ne peuvent être employés ou peuvent l'être seulement à certaines conditions.

Les femmes ne peuvent être employées au travail que quatre semaines après leur accouchement.

Les jeunes ouvriers, âgés de moins de 16 ans, ne peuvent être employés directement à des occupations industrielles la nuit. Le ministre du commerce a autorisé certaines fabriques, en vertu du droit que lui accorde la loi, d'employer les jeunes ouvriers pendant la nuit. Il a agi de même en ce qui concerne le travail de nuit des femmes. La durée totale de travail des personnes, dont le travail de nuit est autorisé par le gouvernement, ne peut dépasser onze heures sur vingt-quatre.

On a introduit aussi, légalement, *le repos dominical*, dont un petit nombre seulement d'industries et d'exploitations ne bénéficient pas, par exemple, l'industrie des comestibles, les industries où l'interruption de travail occasionnerait de grandes pertes, et les industries où les ouvriers travaillent en deux équipes. Dans les exploitations où les ouvriers travaillent le dimanche plus de trois heures, on doit leur donner un autre jour ou à deux jours différents, chaque fois six heures de repos : c'est ce qu'on appelle le *repos compensatoire*. Le repos dominical a été introduit en principe dans toutes les entreprises industrielles ; il doit commencer au plus tard à 6 heures du matin et avoir une durée d'au moins 24 heures. Les jours fériés, le travail doit être réglé de telle façon, que les ouvriers puissent assister, le matin, aux offices religieux de leur culte.

Dans les exploitations commerciales de Prague et dans le rayon de police comme dans les communes limitrophes de Vysocan et de Radlitz, le repos du dimanche complet a été introduit par une ordonnance du Gouverneur de Bohême.

Seuls les magasins alimentaires 'es marchands de victuailles, les bouchers, et les charcutiers, peuvent rester ouverts jusque 9 heures avant-midi ; en province, les magasins peuvent rester ouverts jusque 11 heures du matin.

La durée de travail est encore réglée en Bohême d'une manière extra légale, c'est-à-dire, par la force même des organisations ouvrières. Bien que la journée normale et légale de travail dans les fabriques soit de 11 heures et soit illimitée dans la petite industrie, les ouvriers ont conquis la journée de 10 heures dans presque toutes les fabriques. Il en a été de même, dans une mesure considérable, dans les petites exploitations. Dans de nombreuses industries, la durée de travail est encore plus courte.

Les ouvriers de la petite industrie ont la journée de travail la plus longue. Elle s'élève à *onze* heures et elle est souvent plus longue encore, par exemple, chez les cordonniers, les tailleurs, les charcutiers dans de nombreuses boulangeries, etc., de même que chez les employés de commerce. Il n'existe pas de statistique officielle sur la durée de travail des différentes catégories ouvrières en Bohême.

D'après des relevés privés, environ 200 plafonneurs et modeleurs de Prague ont obtenu la journée de *huit* heures ; plus de 9000 ouvriers des ateliers de construction de Prague et alentours ont conquis la journée de *neuf* heures. En outre, 2600 ouvriers du livre pour toute la Bohême, environ 700 lithographes de Bohême, 1000 ébénistes de Prague, ainsi que 51,000 mineurs de Bohême ont la journée de *neuf heures*. Les relieurs de Prague et alentours, au nombre de 2148, ont la journée de 9 1/2 h.

Le nombre d'ouvriers travaillant quotidiennement 10 heures, 11 heures et plus n'est pas établi par la statistique.

ANTON NEMEC. FRANZ SOUKUP
(au nom de la Socialdémocratie Tchéco-Slave.)

DANEMARK

La durée du travail était la suivante :

	En 1872	En 1884	En 1899	En 1903
Plus de 11 heures	30.9	17,7	8.05	4,3
Plus de 10 heures	93,8	69.3	7,53	8
10 heures.	5,7	26,5	70,70	60,6
Moins de 10 heures . . .	0,5	4,2	13,72	27,1

Pour plus de détails, concernant la situation de 1903-1904, on peut s'en référer à l'Inspection ouvrière, dont l'enquête officielle, englobant 76,706 ouvriers et répartis en 4,504 entreprises, a relevé ce qui suit :

3292	ouvriers,	soit 4,3	sur 100,	travaillaient	11 heures	ou plus par jour.
6173	»	8	»	»	10 1/2	par jour.
46448	»	60,6	»	»	10	»
7602	»	9,9	»	»	9 1/2	»
8963	»	11,7	»	»	9	»
4228	»	5,5	»	»	8 1/2	ou moins par jour.

Le plus grand nombre des travailleurs doivent travailler *dix heures ou moins*. La petite minorité seulement travaille plus de dix heures.

Quant aux industries, la plus favorisée au point de vue des courtes journées est l'*imprimerie*.

La moins favorisée est la verrerie et les industries connexes.

(D'après une note d'OLSEN, délégué de la *Démocratie Socialiste* de Danemark.

ETATS-UNIS

D'après le rapport du Bureau Fédéral du Travail, il est des lois sur les huit heures de travail dans 31 des 45 états de l'Union, en outre dans divers territoires et dépendances et dans les Etats-Unis eux-mêmes. Mais ces lois ne sont ni uniformes ni complètes, comme on pourrait le croire à première vue. Voici un relevé officiel relatif à la question :

«ARIZONA. — Les huit heures de travail sont imposées dans toutes les mines et exploitations souterraines.

ARKANSAS. — Huit heures constituent une journée normale dans les travaux relatifs aux voies publiques, aux chaussées et aux ponts.

CALIFORNIE. — Les huit heures de travail sont considérées comme journée légale, excepté quand le contrat entre parties stipule expressément le contraire. Le temps de travail, pour tous les artisans, ouvriers et mécaniciens employés dans les travaux publics de l'Etat ou exécutés pour lui ou pour toute autre subdivision politique de l'Etat, — que ce travail soit exécuté par contrat ou autrement, — est limité à huit heures par journée de 24 heures, et une stipulation qu'aucun artisan, ouvrier ou mécanicien employé par le contractant ou sous-contractant, ne pourra être forcé ni avoir la permission de travailler plus de huit heures par jour, excepté dans les cas d'urgence, sera prévu dans tous les contrats dans lesquels l'Etat ou une subdivision politique de cet état intervient comme partie.

COLORADO. — Les huit heures de travail constituent une journée normale pour tous les ouvriers employés par l'Etat, par les comtés, par les juridictions urbaines, par les districts scolaires, par les municipalités, par les villes incorporées, ainsi que pour les ouvriers occupés dans les mines et travaux souterrains, de même que dans les hauts-fourneaux et dans les raffineries.

CONNECTICUT. — Huit heures de travail constituent la journée légale, à moins que les contrats n'en disposent autrement.

DELAWARE. — Huit heures de travail constituent une journée légale de travail pour les employés municipaux dans la ville de Wilmington.

DISTRICT DE COLOMBIE. — Huit heures de travail constituent une journée normale pour tous les ouvriers et mécaniciens employés par le district de Colombie ou au nom de celui-ci.

HAWAÏ. — Huit heures de présence réelle constituent une jour-

née normale pour tous les mécaniciens, commis, ouvriers et autres employés aux travaux publics ou dans les bureaux publics.

IDAHAO. — Huit heures de travail réel constituent une journée légale dans tous les travaux relevant de l'Etat, des comtés ou des municipalités.

ILLINOIS. — Huit heures de travail constituent une journée légale dans tous les établissements où l'on fait usage de machines, excepté dans les fermes et à moins que les contrats ne stipulent le contraire ; cette stipulation ne s'applique pas au travail payé à la journée, à la semaine ou au mois, et elle ne peut empêcher de contracter pour des prestations d'heures plus longues. Huit heures constituent une journée normale pour les personnes employées au travail sur les voies publiques.

INDIANA. — Huit heures de travail constituent une journée légale pour toutes les catégories de mécaniciens, artisans et ouvriers, excepté pour ceux qui sont occupés aux travaux agricoles ou domestiques. Le sur-travail par consentement et pour une rémunération extraordinaire est autorisé. Il est absolument interdit d'employer au travail plus de huit heures par jour des personnes âgées de moins de 14 ans.

IOWA. — Huit heures de travail constituent une journée normale sur les voies publiques.

KANZAS. — La journée de huit heures est appliquée à tous les ouvriers mécaniciens ou autres personnes employées par l'Etat, le comté, la circonscription urbaine, la municipalité, ou au nom de ceux-ci.

MARYLAND. — Il est interdit de faire travailler plus de huit heures les mécaniciens ou ouvriers employés par ou au nom de la ville de Baltimore.

MASSACHUSETTS. — Huit heures de travail constituent une journée normale pour tous les artisans, ouvriers et mécaniciens employés par les cités et villes de la communauté, ou en leur nom, à condition que ce statut soit accepté par une majorité d'électeurs présents et votant sur cette question à une élection générale.

MINNESOTA. — Huit heures de travail constituent une journée normale pour tous les ouvriers, artisans et mécaniciens employés par ou au nom de l'Etat, que le travail soit exécuté par contrat ou autrement.

MISSOURI. — Huit heures de travail constituent une journée de travail légale. Mais cette loi n'empêche pas de contracter pour un

travail plus long ou plus court, et elle ne s'applique pas aux ouvriers et gens de service occupés par les fermiers ou autres exploitants agricoles. Il est illégal, pour les employeurs, de faire travailler plus de huit heures par jour les personnes qu'ils emploient dans les mines.

MONTANA. — Huit heures constituent une journée légale pour les personnes engagées pour faire manœuvrer ou pour manier une machine à mouvement direct ou une machine à engrenage ou mouvement indirect dans les mines employant aux travaux souterrains quinze hommes ou plus, lorsque la tâche du chauffeur est accomplie par la personne engagée dans ces conditions ; il en est de même pour le mécanicien, dirigeant une machine fixe à 50 chevaux et plus. quand cet homme doit surveiller ou contrôler une ou des chaudières outre ses autres occupations. La loi s'applique seulement au matériel d'exploitation mû à la vapeur lorsque celui-ci est à travail continu ou bien est en mouvement 16 heures et plus sur 24 heures ; elle ne s'applique pas non plus aux personnes occupées à une machine plus de huit heures sur 24 pour remplacer un autre employé dans les cas de maladie ou pour des causes imprévues. Huit heures constituent une journée de travail sur les routes et les chaussées.

NEBRASKA. — Huit heures constituent une journée de travail sur les voies publiques et dans les travaux publics ressortissant des villes de première classe.

NEVADA. — La journée de travail est de huit heures dans les travaux sur voies publiques, dans les mines souterraines, dans les fonderies, et dans toutes les entreprises dépendant de l'Etat, des comtés ou des gouvernements municipaux ou subsidiées par eux.

NEW-MEXICO. — La journée de huit heures est appliquée aux travaux des voies publiques et des chaussées.

NEW-YORK. — Huit heures constituent une journée de travail pour toutes les catégories d'ouvriers employés, excepté dans les travaux de fermes ou dans les travaux domestiques.

Le sur-travail est permis contre paiement supplémentaire, excepté dans les travaux exécutés par ou pour le compte de l'Etat ou par une corporation municipale ou par les contractants ou sous-contractants des corps prémentionnés. La loi s'applique aux travailleurs occupés par l'Etat ou par les municipalités ou par les personnes contractant pour un travail d'Etat, et chaque contrat, dans lequel l'Etat ou la corporation municipale est une des parties, contiendra une stipulation d'après laquelle aucun artisan, ouvrier ou mécanicien occupé par le contractant ou le sous-contractant, ne

pourra travailler ni être forcé de travailler plus de huit heures par jour de 24 heures, excepté dans les cas d'urgence extraordinaire.

Ohio. — Huit heures constituent une journée de travail dans tous les contrats, dans les entreprises d'usines, de fabriques et de mines, à moins qu'il n'en soit expressément stipulé autrement dans la convention.

Oklahoma. — Huit heures constituent une journée de travail sur les voies publiques.

Oregon. — Les huit heures constituent une journée de travail sur les voies publiques.

Pennsylvanie.—Huit heures de travail sont considérées, comme journée légale dans tous les travaux et services payés à la journée où il n'y a pas d'entente ou de contrat stipulant le contraire. Ceci ne s'applique pas au travail agricole ou aux gens de services payés à l'année, au mois ou à la semaine. Huit heures sur 24 constituent une journée de travail pour tous les mécaniciens, artisans, et ouvriers employés par l'Etat ou par les corporations municipales ou engagés d'une autre manière en vue de travaux publics ; cette stipulation s'applique aux mécaniciens, artisans, ou ouvriers employés par l s personnes qui contractent avec l'Etat ou avec les corporations municipales pour l'exécution d'un travail public.

Portoricco. — Aucun ouvrier ne pourra être forcé de travailler plus de huit heures par jour dans les travaux publics.

Dakota Méridional. — La journée de travail est fixée à huit heures sur les voies publiques.

Tennessee. — idem.

Texas. — idem.

Utah. — Huit heures constituent une journée de travail dans tous les travaux publics, dans toutes les mines et tous les travaux souterrains, dans les fonderies et dans tous les autres établissements transformant ou épurant le minerai.

Virginie Orientale. — Huit heures de travail constituent une journée de travail pour tous les ouvriers artisans et mécaniciens employés par ou au nom de l'Etat.

Washington. — Huit heures sur 24 constituent une journée normale dans tous les travaux exécutés pour le compte de l'Etat, des comtés ou des municipalités ; dans le cas d'urgence extraordinaire, le sur-travail est autorisé à condition que l'on paie un sur-salaire.

WISCONSIN. — Dans tous les contrats de travail des manufactures ou établissements mécaniques, où il n'y a pas de stipulation contraire, la journée de travail est fixée à huit heures ; mais la loi ne s'applique pas au contrat de travail, quand ce dernier est rémunéré à la semaine, au mois ou à l'année. — Dans toutes les fabriques, usines ou autres établissements destinés à des travaux mécaniques ou à des manufactures, les enfants âgés de moins de dix-huit ans et les femmes ne peuvent être forcés de travailler plus de huit heures par jour. — Huit heures constituent une journée de travail sur les voies publiques.

WYOMING. — Huit heures de travail réel constituent la journée légale dans toutes les mines et dans tous les travaux de l'Etat et des municipalités.

ETATS-UNIS. — Huit heures constituent la journée de travail pour tous les artisans, ouvriers et mécaniciens employés par ou au nom des Etats-Unis. »

Comme on le remarquera par la lecture de ce relevé, dans un grand nombre de cas, si pas dans tous, les deux parties contractantes, employeur et employé, peuvent insérer dans leurs conventions des stipulations qui ne cadrent pas avec la loi. Ce trait caractéristique, partout où il se trouve, rend la loi virtuellement inopérante.

Quant à la réduction des heures de travail, considérée comme résultat de grèves, il serait assez aventureux d'en parler.

Dans mon rapport annuel de 1905, publié récemment par le Bureau, j'ai esquissé les faits qui concernent les rapports du capitalisme avec l' « American Federation of Labour ». Comme complément de ce que je disais alors, j'ajouterai que souvent il est presque impossible de déterminer quelle a été l'issue d'une grève en faveur de la réduction des heures de travail. Les lieutenants de la classe capitaliste organisent souvent des grèves en exécution d'ordres d'employeurs, qui désirent faire du tort à un concurrent. Et l'on proclame souvent comme « victoire » ce qui a été en réalité une « défaite ».

En général, j'estime que la journée de neuf heures est la journée la plus fréquente. Dans de nombreuses industries, la journée est plus longue ; dans quelques-unes seulement, elle a été fixée normalement à huit heures.

Daniel DE LEON

(pour le *Socialist Labor Party* des Etats-Unis)

FRANCE

I. — Législation. — La loi du 2 novembre 1892, modifiée par celle du 30 mars 1900, s'applique aux usines, manufactures, mines, minières, carrières, chantiers, ateliers et leurs dépendances et fixe à *dix heures*, la durée maximum de la journée de travail des enfants et des femmes qui y sont occupés, ainsi que celle des hommes adultes qui travaillent dans les mêmes locaux que ces enfants ou ces femmes.

Des décrets permettent de nombreuses dérogations à cette règle, notamment pour une cinquantaine de professions où la durée peut être prolongée par autorisation de l'inspecteur divisionnaire.

La loi du 9 septembre 1848 fixe à *douze heures* la durée maximum de la journée du travail des hommes adultes dans les manufactures et usines qui n'occupent ni enfants, ni femmes.

La loi du 29 juin 1905 fixe la durée maximum de la journée des ouvriers employés à l'abatage dans les travaux souterrains de combustibles à *neuf heures* jusqu'au 2 janvier 1908, ensuite à *huit heures et demie* jusqu'au 2 janvier 1910, puis à *huit heures* à partir de cette dernière date.

Des arrêtés concernant le personnel des chemins de fer fixent la durée maximum de la journée de travail à *dix heures* pour les mécaniciens, chauffeurs et agents des trains et à *douze heures* pour les agents des gares et le personnel de la voie.

Des arrêtés concernant les ouvriers de l'Etat fixent la durée de la journée de travail à *huit heures* pour le personnel ouvrier des postes et télégraphes à Paris, et pour le personnel des arsenaux et établissements de la marine, à *neuf heures* dans tous les ateliers relevant du département de la guerre, à l'imprimerie nationale, etc.

La durée du travail n'est pas limitée pour les ouvriers des industries de l'alimentation, les ouvriers agricoles et tous les employés, quel que soit leur sexe ou leur âge.

II. — Durée du Travail. — D'après les rapports sur l'application des lois réglementant le travail en 1904 :

La durée de la journée de travail est limitée à *dix heures* pour 158,706 établissements comprenant :

	236.550	garçons ;
	244,812	filles ;
	673,706	femmes ;
	1,104,118	hommes adultes.
Soit	2,259,186	personnes

Elle est limitée à *douze heures* pour 36,481 établissements comprenant 324,383 hommes adultes.

Les mines et carrières comprennent 38,555 établissements occupant :

	Au jour	Au fond	Total
Garçons	11,020	14,615	25,635
Filles	3,128	»	3,128
Femmes	6,060	»	6,060
Hommes adultes	157,290	137,737	295,027
Ensemble	177,498	152,352	329,850

La durée légale du travail est de *neuf heures* pour les ouvriers du fond, *dix heures* pour ceux du jour, sauf quelques catégories qui ne se trouvent pas visées par les lois citées plus haut.

Il y a lieu de remarquer que 10,619 enfants travaillent la nuit dans les usines à feu continu.

En 1904 la durée du travail des femmes et des enfants a été prolongée jusqu'à 11 heures du soir dans 2,312 établissements, ayant pour conséquence 558,913 veillées.

De plus, les inspecteurs ont autorisé la prolongation du travail dans 6,209 établissements, augmentant ainsi la durée de :

	1,399,388	journées d'enfants ;
	3,491,651	» de femmes ;
	3,891,053	» d'hommes adultes ;
Soit un total de	8,782,092	» de travailleurs.

Les laboratoires, cuisines, caves et chais, magasins, boutiques, bureaux, entreprises de chargement et de dechargement et leurs dépendances (ainsi que les chantiers et ateliers qui occupent ni femmes ni enfants), forment 313,662 établissements soumis à la loi sur l'hygiène, mais comprenant :

64,516	garçons ;
21,527	filles ;
127,381	femmes ,
865,224	hommes adultes ;
1,078.598	

soit 1,078,598 personnes non protégées par la loi en ce qui concerne la durée du travail.

Si l'on compare le nombre de personnes protégées à l'ensemble de la population ouvrière recensée en 1901 qui, répartie dans 2,245,356 établissements (industrie, commerce, pêches, forêts,

agriculture), se compose de 3,222,754 travailleurs du sexe féminin et 7,433,104 travailleurs du sexe masculin, soit un total de 10,655,858 travailleurs, on constate que 28 p. c. du personnel féminin et 26 p. c. du personnel masculin se trouvent protégés ; en ne considérant que l'industrie, la proportion est de 77 p. c. pour le personnel féminin et 60 p. c. pour le personnel masculin.

III. — Action parlementaire et syndicale. — Les membres du groupe socialiste au Parlement ont déposé des propositions de loi tendant à l'institution de la journée de huit heures et d'un salaire minimum :

1° Pour tous les ouvriers et ouvrières et pour tous les employés et employées ;

2° Pour tous les ouvriers et ouvrières, employés et employées des travaux, emplois et services ded'Etat.

Une troisième proposition seulement relative à la limitation à huit heures de travail dans les mines.

La Confédération générale du travail à son Congrès de Bourges, tenu en septembre 1904, a décidé « d'organiser une agitation intense et grandissante à l'effet que le 1er mai 1906, les travailleurs cessent d'eux-mêmes de travailler plus de huit heures ».

Arthur GROUSSIER.
(au nom du *Parti Socialiste*,
section Française de l'Internationale ouvrière.)

GRANDE BRETAGNE

Le travail des femmes et des enfants est limité dans certaines catégories d'exploitations par diverses lois de fabrique.

Les enfants peuvent être employés au travail à demi temps dans les fabriques textiles à partir de 12 ans et à temps complet à partir de 13 ans, dans toutes les industries, les mines exceptées. Dans diverses exploitations, les enfants peuvent être employés sans limite légale en dehors des heures d'école.

Il est nécessaire de relever l'âge auquel les enfants sont tenus de se rendre à l'école, car cette durée de fréquentation en notre pays est une des plus restreintes de l'Europe.

Les fabriques textiles, qui exploient des femmes et des enfants, peuvent travailler entre 6 heures du matin et 6 heures du soir, ou entre 7 heures du matin et 7 heures du soir, mais seulement pendant 56 1/2 heures par semaine. Le sur-travail y est interdit.

Dans les fabriques non-textiles et dans les ateliers ordinaires,les femmes peuvent être occupées pendant 60 heures par semaine et le sur-travail y est toléré à certaines conditions. Les heures peu-

vent être distribuées entre 6 heures du matin et 8 heures du soir, ou, si l'on n'y emploie pas d'enfants, entre 6 heures du matin et 10 heures du soir.

Dans les lavoirs, l'unique limite légale est de portée générale et s'élève à 60 heures par somaine ou 14 heures par jour.

Dans les autres cas, il n'y a pas de restrictions.

En ce qui concerne le travail des hommes, il n'y a aucune restriction légale, mais celle-ci opère indirectement, quand les ouvriers travaillent dans les fabriques textiles qui emploient des femmes et des enfants.

L'administration a également le pouvoir d'intervenir en vertu du Railways Regulation Act de 1893, par lequel le ministère du commerce, s'il considère comme trop longues les heures de travail des ouvriers ou employés des chemins de fer, peut obliger la compagnie exploitante d'élaborer une autre distribution de besogne sous peine de fortes pénalités, pour cause d'insubordination. De cette façon, les heures de travail de plusieurs milliers de travailleurs ont été réduites.

Des essais ont été faits, pendant chaque session parlementaire depuis des longues année, pour obtenir la journée de huit heures pour les mineurs. Le mouvement a été conduit par les mineurs, ceux de Durham excepté. Mais ce sont les socialistes surtout qui ont défendu la fixation d'une journée générale et légale de huit heures.

En dehors de la législation, les grandes Trade-Unions, bien organisées, ont réussi par leur action syndicale, à obtenir une semaine de travail usuelle variant de 50 à 60 heures. Néanmoins, l'effet de ce mouvement en faveur de la journée de neuf heures a été neutralisé considérablement par l'exploitation du sur-travail.

Dans les petits ateliers, il n'y a, pratiquement, aucune limite. De même, les heures de travail des magasiniers, des ouvriers du railway, des conducteurs d'omnibus ou de tramways sont, dans de nombreux cas, d'une longueur inhumaine. Il a été évalué, en effet, que probablement la moitié de la population ouvrière de Londres travaille plus de 12 heures par jour.

Le journée de 8 heures est appliquée aux ouvriers travaillant, pour le compte du gouvernement, dans les usines du département de la guerre, sur les chantiers des docks et des ateliers dépendant des postes et télégraphes.

Certaines firmes privées ont également institué, dans leurs ateliers, la journée de huit heures.

En ce qui concerne la tendance générale, j'emprunte la note

suivante à la « Labour Gazette » de janvier 1906, éditée par le Board of Trade, et concernant les modifications des heures de travail pendant l'année 1905 : « Les changements qui se sont produits dans les heures hebdomadaires de travail en 1905 concernaient 92,000 ouvriers et la réduction nette de leur labeur s'est élevé, pour l'ensemble, à 65,000 heures par semaine. Les changements les plus considérables se sont produits dans les industries de la construction. »

J. Fred. Green
au nom de la Section de Grande-Bretagne.

HOLLANDE.

Législation. — La loi du 5 Mai 1889 (modifiée en 1895, en 1896 et en 1902) limite le travail des femmes et des adolescents en dessous de 16 ans à *onze* heures et stipule que le travail ne pourra commencer avant 5 heures du matin et devra être terminé à 7 h. du soir, excluant ainsi, pour les personnes protégées, le travail de nuit. Cette loi ne s'applique qu'au travail dans les fabriques et les ateliers. Encore admet-elle des exceptions à la règle, à ordonner par arrêté royal. Ces exceptions sont assez fréquentes.

La même loi défend le travail des enfants en dessous de *12* ans. Son application, à ce point de vue, manque de rigueur Les rapports des inspecteurs du travail prouvent que l'occupation salariée des enfants, le matin et le soir, avant et après les heures d'école, n'est pas rare.

L'agriculture, l'horticulture, les tourbières, et l'élevage du bétail notamment, ne tombent pas sous l'application de cette loi, tant pour les femmes et les adolescents que pour les enfants.

D'après les données de l'Inspection du travail, la durée du travail des personnes protégées dans les fabriques et ateliers visités, était pendant l'été :

De	9	heures ou moins	pour 19 %
»	9 1/2	heures	» 9 1/2 %
»	10	»	» 23 %
»	10 1/2	»	» 20 %
»	11	»	» 28 1/2 %

Ces chiffres sont les moyennes des années 1903 et 1904 et portent sur 93,491 personnes.

Aucune disposition légale ne limite la durée du travail des hommes adultes. D'après les données de l'Inspection du travail, la

durée du travail des hommes adultes dans les fabriques et ateliers visités, était pendant l'été :

de 9	heures ou moins	pour	4,6 p. c.
9 1/2	heures	»	5,2 »
10	»	»	21,3 »
10 1/2	»	»	16,1 »
11	»	»	27,4 »
11 1/2	»	»	8,1 »
12	»	»	10,4 »
12 1/2	»	»	2,3 »
13	»	»	2,6 »
13 1/2 et plus		»	2,0 »

Ces chiffres constituent également les moyennes des années de 1903 et 1904 et portent sur 220,974 ouvriers.

Il est à remarquer que ces chiffres ne donnent point un aperçu de la situation complète, car ils ont seulement rapport aux ateliers et fabriques, visités par les inspecteurs du travail.

Il résulte de ces chiffres que pour environ 31 p. c. de ces ouvriers, la durée du travail est de *10 heures et moins*, pour environ 69 p. c., de *10 1/2 heures et plus* et pour environ 17 p. c., de *12 heures et plus*.

Il n'est qu'un seul groupe d'ouvriers, les diamantaires d'Amsterdam, qui aient obtenu, par leur organisation, la journée de 9 *heures*. Dans toutes les autres industries, la journée de 9 heures est exceptionnelle, car elle n'est adoptée que dans quelques fabriques et ateliers isolés.

Notre prochain congrès est appelé à organiser une agitation en faveur de la journée de 10 heures au maximum pour les hommes adultes, comme mesure transitoire à une réduction plus efficace, — en faveur de l'interdiction du travail de nuit et en faveur de l'extension des mesures protectrices à l'égard des femmes, des adolescents et des enfants.

VAN KUYKHOF

(au nom du Parti Ouvrier Socialdémocrate de Hollande.)

HONGRIE

La législation Hongroise admet la journée de travail de *seize heures*. Pour les enfants en dessous de 16 ans, elle fixe la journée à *10 heures*, mais la surveillance de cette loi est très faible. Il est

bien en Hongrie des inspecteurs de fabriques, mais ceux-ci ne le sont que de nom. Les locaux des fabriques et des usines sont pour la plupart insalubres. Dans les mines Hongroises, il y a des situations déplorables.

D'après la statistique ouvrière, éditée en 1901 par notre ministère du commerce, il y a en Hongrie 2,642 fabriques, qui emploient 221,823 ouvriers. De ceux-ci gagnent : moins de *10 couronnes* par semaine, 74,356 ou 31.07 °/₀ des ouvriers; moins de *10-14 couronnes* par semaine, 53,597 ouvriers ou 22,34 °/₀; moins de *20 30 couronnes* 34,355 ou 14,32 pour cent.

D'après la statistique officielle de l'année 1901, la durée de travail était la suivante :

Dans	202	fabriques,	plus de 12	heures par jour
»	285	fabriques	12	»
»	714	»	11	»
»	688	»	10	»
»	227	»	9	»

En moyenne, on peut admettre que la durée de la journée de travail est de 11 heures.

Il faut cependant noter que le mouvement syndical Hongrois s'est développé rapidement pendant ces trois dernières années, et que c'est grâce à cela qu'environ 30,000 ouvriers ont obtenu la journée de *9 heures* et 100,000 la journée de *10 heures*.

Aussi les salaires ouvriers ont-ils haussé d'environ 20 °/₀ pendant ces trois dernières années. Mais les prix des aliments ainsi que les loyers ont augmenté dans les mêmes proportions.

La fête du 1er Mai a conquis à peu près droit de cité en Hongrie. C'est seulement au commencement des années 1890 que l'on a essayé d'empêcher l'organisation de cette fête.

BUCHINGER
(au nom du Parti Socialdémocrate de Hongrie)

ITALIE

LÉGISLATION.— La loi du 19 juin 1902, sur le travail des femmes et des enfants, fixe de la manière suivante la durée maximum des heures de travail pour les personnes protégées :

Enfants de 10 à 12 ans :		8	heures
Id.	de 12 à 15 »	11	»
Femmes de tout âge,		12	»

Le Ministre de l'Agriculture, de l'Industrie et du Commerce

peut autoriser d'une manière exceptionnelle, sur avis du Conseil provincial de Santé, que la durée du travail des enfants de 12 à 15 ans soit portée à 12 heures, lorsque cette prolongation est réclamée par des nécessités techniques ou économiques.

Aucune disposition légale ne limite la durée du travail des hommes, âgés de plus de 15 ans.

Durée du travail. — En Italie, il n'a pas été fait de recensement industriel jusqu'à présent et par conséquent, il n'est pas possible de dresser une statistique générale de la journée de travail. L'Office du Travail tâche de combler cette lacune regrettable, mais ses études sur cette matière sont encore arriérées. Néanmoins, voici quelques indications extraites du Bulletin du Travail :

Dans l'*industrie textile*, qui est la grande industrie la plus développée en Italie, l'Office avait obtenu des renseignements sur 64 localités et la journée était de 10 heures en 2 localités, de 10 1/2 heures en 4, de 11 heures en 2, de 11 1/2 heures en 53, de 12 heures en 3 localités.

Dans les *mines et carrières*, la journée la plus fréquente est de 8 heures pour les travaux d'extraction, tandis qu'elle est de 8 à 12 heures pour les travaux à l'extérieur et dans les ateliers.

Dans la *métallurgie*, la journée est de 10 à 12 heures et dans la notable majorité des cas, elle oscille entre 10 et 11 heures.

Dans l'*industrie des marbres*, qui a une grande importance en Italie, la journée est presque exclusivement de 10 heures.

Dans les *verreries* en général, un accord entre les patrons et les ouvriers a fixé la journée de travail à 8 et 9 heures, selon les catégories de travailleurs.

Dans les *industries du bois*, la journée est de 10 à 11 heures.

Dans les industries des cuirs et peaux, les renseignements, qui concernent un nombre limité de localités, donnent une journée uniforme de 10 heures.

Dans les *typographies*, la journée est de 9 à 10 heures.

Dans les *constructions en maçonnerie*, la journée est de 10 heures en 75 localités, de 10 1/2 heures en 18, de 11 heures en 23, de 12 heures en 3 localités.

Le Secrétariat du Parti socialiste italien.

SERBIE

Le développement industriel ne s'est implanté en Serbie que dans ces derniers temps. Ce n'est donc qu'assez tardivement qu'il s'est constitué et organisé un classe ouvrière moderne, ayant conscience de la nécessité de la lutte des classes. Les ouvriers non-organisés ont une journée de travail de *15 heures*. Quant aux ouvriers organisés, leur journée de travail moyenne est la suivante:

Les cigariers, 8 1/2 heures
Les typographes, 9 heures
Les relieurs, 9 1/2 heures
Les peintres, 9 1/2 heures
Les ouvriers du bois, 10 1/2 heures
Les métallurgistes, 10 1/2 heures
Les tailleurs, 10 1/2 heures
Les cordonniers, 11 heures

Le temps de travail est fixé par contrat et tarif, et pour en apprécier la portée, il importe de se rappeler qu'il y a quelques années, on imposait aux ouvriers 16 heures de travail.

Dans les exploitations de l'Etat, la durée de travail est de 10 heures. Jusqu'à présent, les syndicats ne sont pas encore parvenus à organissr ces travailleurs.

Notre pays n'a pas de législation protégeant le travail. Par ci par là, les lois contiennent des bouts de texte isolés favorables à la classe ouvrière, que les entrepreneurs ne respectent même pas. Cette situation s'explique. Notre parti n'a pas de représentants au Parlement, mais aux élections communales, nous avons pour la première fois participé à la lutte en 4 communes. A Belgrade, nous avons conquis 9 sièges sur 45; à Kragujewoz 5 sur 30; à Schaboz, 3 sur 30.

N. Stojanowitsch.
(au nom du *Parti Socialiste Serbe.*)

LA SUÈDE.

Législation. — La loi du 18 novembre 1881, concernant l'emploi des *personnes en bas-âge* aux travaux dans les fabriques, les métiers ou autres professions, — a pour but d'y prohiber l'emploi des *enfants* qui n'ont pas douze ans accomplis et qui ne possèdent pas les connaissances, stipulées pour l'examen de sortie de l'école publique communale, ou bien de ceux qui pourraient souffrir de

l'exécution de ces travaux, en raison de leur faible santé ou par suite d'infirmité.

Par « personnes en bas-âge », on entend celles qui n'ont pas 18 ans accomplis et par « enfants », ceux qui n'ont pas 14 ans révolus.

La même loi permet d'employer, au maximum par jour, aux travaux dans les fabriques, les « enfants » pendant *six* heures et les « personnes en bas-âge », pendant *dix* heures. Ces heures tomberont entre 6 heures du matin et 8 heures du soir. La loi défend d'employer les jeunes filles et les enfants aux travaux souterrains, dans les mines, ou dans les carrières. Cette loi a pourtant été illusoire jusqu'ici, car elle a été souvent violée sans que les peines, y stipulées, aient été appliquées.

Une loi complémentaire de la précédente a été promulguée le 17 octobre 1900 et elle ordonne que les enfants qui n'ont pas treize ans accomplis, ne peuvent être employés plus de *six* heures par jour aux travaux, dans les métiers industriels. Elle limite également à *dix* heures par jour les travaux des personnes, qui n'ont pas dix-huit ans accomplis. Ces heures tomberont entre six heures du matin et sept heures du soir.

Depuis la promulgation de la loi du 10 mai 1889, protégeant les travailleurs contre les périls des métiers et celle de l'annexe à la même loi en date du 13 décembre 1895, et enfin, depuis que l'on a introduit l'inspection des métiers, le prolétariat a plus de garanties que la législation sera dorénavant mieux observée.

La Suède ne possède pas encore de législation, relative à la durée du travail des ouvriers adultes. Mais à la suite de l'activité énergique, dont ont fait preuve les organisations ouvrières vigou reuses, les heures de travail ont été réduites constamment. Au commencement du mouvement ouvrier, en 1880, la durée de travail s'élevait à *douze* et même *quinze* heures par jour, tandis qu'à présent, en règle générale, la durée de travail est de *neuf* à *dix* heures. Dans tous les contrats de travail collectif, que l'on fait maintenant, la durée de travail est fixée à *60 heures par semaine*, au maximum. Dans certaines branches, cette durée a été réduite à *58, 56, 54* et même à *52* heures par semaine. Nous ne possédons pas encore de chiffres exacts concernant les divers métiers, mais l'enquête, qui se fait en ce moment, prouvera sans conteste que le mouvement pour la diminution des heures de travail n'a pas été vain en Suède, quoique la législation ne se soit pas occupée jusqu'ici des ouvriers adultes.

Les deux Chambres du « Riksdag » ont toutefois décidé cette année à l'unanimité, que le gouvernement serait chargé de lui soumettre un projet de loi, stipulant les conditions auxquelles les communes seraient autorisées à fixer une heure de fermeture des boutiques, ainsi qu'un projet amendant les lois en vigueur relatives au commerce des colporteurs. Cette proposition a pour but de limiter et de régler légalement le temps de travail des employés de commerce.

C.G.T.WICKMAN, Hj. BRANTING

(au nom du Parti Démocrate-Socialiste de Suède.)

LA SUISSE

La loi fédérale sur le travail dans les fabriques,du 23 mars 1877, fixe la durée du travail à 11 heures, en général, et à 10 heures le samedi. Mais,récemment, le Parlement a adopté une loi réduisant à 9 heures la journée de travail du samodi. La classe ouvrière de Suisse lutte depuis près d'un quart de siècle en faveur de la limitation légale de la journée de travail à 10 heures. Malheureusement,sans succès.Entretemps,dans un grand nombre d'entreprises, sous l'influence de la conjoncture de la production et sous la poussée du mouvement ouvrier, la journée de travail a été réduite en-dessous de la limite légale. Les statistiques des années 1895 et 1901 permettent de comparer ces réductions avec précision :

En 1895, l'on travaillait 65 heures par semaine dans 57 1 %, — 62 1/2 h. dans 9,3 %, — 54 h. dans 28,3 %, — 54 h. en 3,3 %, — et moins de 54 h. dans 1,5 % des entreprises.

En 1901, l'on travaillait 65 heures par semaine dans 41,7 %, — 62 1/2 h. dans dans 12,2 %, — 57 h. dans 38,1 %, — 54 h. dans 4,6 %, — et moins de 54 h. dans 3,4 % des entreprises.

Quand on compare la moyenne de ces données par ouvrier et par semaine, on obient pour 1885 exactement 62 heures et 51 minutes et pour 1901, exactement 62 heures et 3 minutes, ce qui fait une diminution quotidienne et moyenne de 8 minutes.

Ce résultat, quelque peu étonnant, s'explique par le fait que les industries (par exemple, les industries textiles et les industries de la pierre),qui occupent les plus grandes masses de travailleurs,imposent encore toujours la plus longue journée de travail.C'est ainsi que l'on travaille 65 heures par semaine dans 73 p. c. des entreprises de l'industrie cotonnière, — 56 p. c. de l'industrie de la soie

— 37 p. c. de l'industrie lainière, — 57 p. c. de l'industrie linière, — 69 p.c. de l'industrie de la pierre et de la céramique.Par contre, dans les ateliers de construction, on ne travaille 65 heures que dans 8.7 p. c. des établissements, — 57 heures dans 81 p. c., — 54 heures dans 5.7 p. c. et moins de 54 heures dans 0.4 p. c.

De toutes les industries de la Suisse, c'est la grande industrie cotonnière qui, quant à la durée du travail, présente la situation la plus défavorable, tandis que les ateliers de construction, industrie relativement petite, offre la conjoncture la plus favorable.

Le travail supplémentaire peut être permis par les autorités des communes, des districts et des cantons, et dans divers endroits il a été fait usage de cette exception dans une telle mesure que la journée normale légale n'est souvent qu'une fiction.

Les usines à travail continu sont obligées d'entretenir le travail par équipes, en général 3 équipes de 8 heures. La loi ne permet pas le système de deux équipes, mais elle tolère également des exceptions. Le travail de nuit des femmes et des enfants est néanmoins interdit, de même que le travail du dimanche. Les autorités compétentes permettent le travail supplémentaire de la nuit et du dimanche aux hommes adultes, âgés de plus de 18 ans.

(Note du *Parti Social-démocrate suisse*, d'après Dr J. HERTZ.)

INTERNATIONALES SOZIALISTISCHES BUREAU
SITZ : VOLKSHAUS, BRUESSEL

An die Arbeiter aller Laender !

Der internationale Sozialismus hat den I Mai erwählt, um jedes Jahr, in allen Ländern, wo das Proletariat das Bewusstsein seiner Klassenintressen besitzt, eine Demonstration zu veranstalten, deren deutlichste, tatkräftigste Form die Arbeitsruhe ist.

Diese Demonstration richtet an den Kapitalismus eine periodische Mahnung : die Arbeiter bekunden ihm ihren unerschütterlichen Willen, ihre unversehrliche Befreiungsbahn zu befolgen, ohne sich durch die blutige Digression der Kriege zwischen den Völkern vom Wege ablenken zu lassen.

Allein die Einheitlichkeit dieses Fortdrängens, dessen Triumph nur durch Annäherung aller Proletariervölker möglich ist, gibt der Arbeiterklasse die gedeihende Kraft, um der ganzen Welt Freiheit und Frieden zu bringen.

Die organisierten Arbeiter aller Länder erachten, dass es eine der wesentlichsten Bedingungen für ihre Befreiung ist, durch die gewerkschaftliche Aktion und durch die gesetzliche Schutzregelung, die Verkürzung der Arbeitszeit, die Festsetzung einer Maximalarbeitsdauer von acht Stunden zu erlangen.

Zur Verwirklichung dieser Grundreform können sie mit vollem Rechte nicht nur allein auf ihren Antrieb rechnen, sondern auch auf die revolutionären Folgen der allweltlichen Ausdehnung des Kapitalismus.

Mehr und mehr dringt der Aufschwung der Grossindustrie auf diese zugleich notwendige wie mögliche Beschränkung der Arbeitszeit, indem er die Arbeiter anhäuft, ihre Arbeitsanstrengung aufs Höchste spannt, indem er selbst die Produktionsbedingungen vereinheitlicht.

Mehr und mehr muss man anerkennen, dass der Achtstundentag unerlässlich notwendig wird, um die normale Wiederherstellung der Arbeiterkräfte herbeizuführen, um die Rassenentartung einzustellen, um die Teilnahme der Proletariermassen an dem moralischen und intellektuellen Leben der Menschheit möglich zu machen.

Und gegenüber den egoistischen Widerstandskräften, die sich noch dieser teilweisen Erlösung—Vorbedingung für die gänzliche Befreiung—der Opfer des kapitalistischen Ausbeutertums, widersetzen, mobilisiert der Sozialismus in allen Ländern fortwährend an Zahl und Streitfhähigkeit zunehmende Heeresscharen.

In Russland erscheint das Proletariat als der entscheidende Faktor und die erhabenste Hoffnung der Revolution. In Oesterreich, in Ungarn, in den meisten Bundesstaaten Deutschlands steht das allgemeine Wahlrecht bereits an der Siegespforte. In Frankreich schöpft der vereinigte Sozialismus neuen Kampfesmut in der brüderlichen Annäherung der Befreiungskämpfer. Die Organisationen der Vereinigten Staaten bereiten sich zur Einigung. Die *Labour Party* Grossbritaniens segelt zum Sozialismus.

Ueberall wanken die alten Gewalten. Ueberall vereinigen sich die Arbeiter gegen diejenigen, die sie beherrschen und sie ausbeuten. Ueberall ist sich die Arbeiterklasse der Notwendigkeit klar bewusst, die internationalen Solidaritätsbeziehungen in einer tatkräftigen Handlungsweise für alle notwendigen Ziele, durch alle anwendbaren Mittel auszudrücken, um den Frieden zwischen den Völkern zu bewahren und die kriegslustigen Verschwörungen der kapitalistischen Regierungen zu vereiteln.

Der 1 Mai 1906 symbolisiert ein ruhmvolles Jahr, frucht-

bar an Resultaten und noch mehr fruchtbar an Hoffnungsblüten, die es auskeimt.

Indem die Arbeitermassen an den bevorstehenden Demonstrationen teilnehmen, geben sie ihren Willen kund, dass diese Hoffnungen zu Wirklichkeiten werden.

Ruhet am I Mai!

Manifestiert am 1 Mai!

Ehre der Arbeit!!

Das Internationale Sozialistische Bureau:

Argentinien: A. Cambier. M. Ugarte.
Australien: H. Dierks.
Böhmen: A. Nemec. F. Soucup.
Bulgarien: Y. Sakasoff. G. Kirkow.
Dänemark: P. Knudsen. C. M. Olsen.
Deutschland: A. Bebel. P. Singer.
Finland: J. K. Kari. Y. Syrola.
Frankreich: J. Jaurès, E. Vaillant.
Grossbritanien: H. Hyndman. J. Keir Hardie.
Holland: P. Troelstra. H. van Kol.
Italien: E. Ferri. F. Turati.
Japan: S. Katayama.
Luxemburg: Dr Welter.
Norwegen: O. Kringen. Dr A. Eriksen.
Oesterreich: Dr. V. Adler. F. Skaret.
Polen: Dr H. Diamand. K. Kautsky.
Russland: N. Lenine. E. Roubanovitch
Schweiz: O. Rapin. J. Sigg.
Schweden: H. Branting. C. Wickman.
Serbien: N. Stojanowitsch
Spanien: P. Iglesias. F. Mora
Ungarn: J. Weltner. E. Garami
Vereinigte Staaten: D. De Leon. M. Hillquit.

DAS EXEKUTIVKOMITEE (*Belgien*):

Edouard Anseele. Em. Vandervelde.
Camille Huysmans, *Sekretär*.

Berichte der angeschlossenen Parteien

UEBER

den Achtstundentag

BELGIEN

LEGISLATION. — Das Gesetz vom 13 Dezember 1889, betreffend die Arbeit der Kinder und Frauen, die nicht das Alter von 21 Jahre erreicht haben, bestimmt die Dauer der Arbeit für die unter Schutznahme gestellten Personen bis auf ein Maximum von 12 Stunden in den Bergwerken, Manufakturen, Fabriken u. s. w.

Die Regierung kann, durch königliche Verordnung, die Dauer der Arbeit mehr beschränkend limitieren. — Bespielweise so ist, durch eine Reihe diesem Gesetze nachfolgender Beschlüsse, die höchste Dauer der Arbeitzeit in den Leinen-, Jute- und Hanfindustrien bis 12 Stunden festgesetzt worden; sechs und sechzig Stunden wöchentlich in der Baumwollenindustrie (1904); elf 1/4 Stunde in der Wollenindustrie (1902); zehn Stunden in der Papierfabrikation (1903); zehn 1/2 Stunden in Zündholzfabriken (1892); zwölf Stunden in den Ziegelbrennereien u. s. w.

Keine gesetzliche Anordnung beschränkt die Arbeitsdauer erwachsener Männer und Frauen, ausser dem Gesetze, das am 1 Juli 1906 in Kraft tritt, welches die Sonntagsarbeit für Handwerker untersagt und den Handelsgehilfen die Hälfte der Feiertagsruhe gewährt.

Gesetzvorlagen zur Beschränkung der Arbeitsdauer erwachsener Personen sind im Prinzip von der Zentralsektion der Repräsentantenkammer zugelassen worden, aber die Regierung widersetzt die volle Kraft ihrer Trägheit gegenüber jedem Versuche, diese zur Verhandlung zu bringen.

DAUER DER ARBEIT. — Die letzten offiziellen Ziffern sind uns durch die industrielle Zählung am 31 Dezember 1896, deren

Ergebnis die Regierung im Jahre 1902 veröffentlichte, geliefert worden.

Entsprechend diesem Dokumente, dessen eingehende Analyse in der *Revue d'Economie Politique* (1902, s. 576 u. f.) zu finden ist, sollen von 600,000 industriellen Arbeitern (Runde Ziffern), deren Arbeitsdauer (Ruhe abgezogen) festgestellt werden konnte d. h. für neun Zehntel der Arbeiterbevölkerung Belgiens :

70,000	oder	etwas weniger als 1/10	arbeiten unter	10 Stunden.
215,000	»	mehr als ein Drittel	ungefähr	10 —
95,000	»	etwa ein Sechstel		10 1/2 —
100,000	»	» » »		11 —
125,000	»	» mehr als ein Fünftel	über	11 —

Der meistvorkommende Arbeitstag in den sämtlichen Industrien war der Zehnstündige Arbeitstag. Der Achtstundentag bezieht sich nur auf 27,000 Arbeiter oder 4 p. c. des Ganzen. Der 11 Stunden übertreffende Arbeitstag war gar nicht selten; er galt als Regel für mehr denn ein Fünftel der Arbeiter.

Nach der neulichen Zählung, sind durch die gewerkschaftliche Bestrebung einige Herabsetzungen erzielt worden. Die Diamantarbeiter Antwerpens, z. B., haben ihren Arbeitgebern den zehnstündigen Arbeitstag aufgezwungen ; so auch die Arbeiter der grossen Stückwerkwebereien von Verviers ; infolge eines Ausstandes von dreizehn Wochen (1905), haben die Genter Baumwollenspinner eine geringe Herabsetzung erzielt.— Der Gewerkschaftskongress vom 25 Dezember 1905 hat den Beschluss gefasst, im ganze Lande eine Bewegung für die Herabsetzung der Arbeitszeit zu organisieren, vermittelst einer Verknüpfung der Tätigkeit der Gewerkschaften mit der parlementarischen Aktion.

EMILE VANDERVELDE
(Namens der Belgischen Arbeiterpartei)

BŒHMEN

SOZIALPOLITISCHE GESETZGEBUNG. — In den *Fabriksbetrieben* ist die 11 *stündige* Normalarbeitszeit, im *Bergbaue* die 9 *stündige* Arbeitszeit eingeführt. Ueberstunden dürfen in den Fabriksbetrieben, sowie beim Bergbaue nur in dringenden Fällen, und da nur mit behördlicher Bewilligung gemacht werden. Während der Arbeitstunden müssen mindestens 1 1/2 stündige Pausen sein, von

denen nach Möglichkeit eine Stunde auf die Mittagspause zu entfallen hat. Der Handelsminister kann für einzelne Gewerbe, besonders dort, wo die Unterbrechung des Arbeitsprozesses nicht möglich ist, eine angemessene Verkürzung dieser Pausen bewilligen.

Kinder bis zum zurückgelegten 12 Lebensjahre dürfen zu regelmässigen gewerblichen Arbeiten nicht verwendet werden. Zwischen dem 12 und 14 Lebensjahre dürfen sie nur insoferne verwendet werden, soweit ihre Arbeit ihrer Gesundheit und körperlicher Entwickelüng, sowie ihrem Schulbesuch nicht hinderlich ist. Ihre Arbeitszeit darf aber acht Stunden täglich nicht überschreiten. In Fabriken dürfen Kinder überhaupt nicht beschäftigt werden.

Der Handelsminister und der minister des Innern sind verplichtet, jene gefährlichen und schädlichen gewerblichen Arbeiten, in denen Arbeiter bis zum 16 Lebensjahre und Frauen überhaupt nicht, oder nur bedingungsweise verwendet werden dürfen, zu bezeichnen.

Wöchnerinnen dürfen erst 3 Wochen nach der Entbindung beschäftigt werden.

Zur *Nachtarbeit* dürfen jugendliche Arbeiter (bis zum 16 Lebensjahre) zu regelrechter gewerblicher Beschäftigung nicht verwendet werden. Der Handelsminister hat auf Grund der gesetzlichen Ermächtigung in einigen Gewerben die Nachtarbeit der jugendlichen Arbeiter bewilligt. Dessgleichen auch die Nachtarbeit der Frauen. Die Gesamtarbeit dieser Personen, deren Nachtarbeit von der Regierung zugelassen wurde, darf in 24 Stunden 11 Stunden nicht überschreiten.

Es wurde auch die *gesetzliche Sonntagsruhe* eingeführt, aus der nur einzelne Gewerbe und Betriebe ausgenommen sind, wie z. B. die Lebensmittelgewerbe und jene, in denen die Unterbrechung der Arbeit grosse Verluste bedingt, wo die Arbeiter in zwei Schichten arbeiten. In den Betrieben, wo die Arbeiter Sonntags über drei Stunden arbeiten, muss den Arbeitern an einem anderen Tage oder an zwei verschiedenen Tagen je 6 Stunden frei gegeben werden, der sogenannte *Ersatzruhetag*. Die Sonntagsruhe ist grundsätzlich für alle gewerblichen Unternehmungen eingeführt; sie hat längstens um 6 Uhr morgens zu beginnen und mindestens 24 Stunden zu dauern. An Feiertagen soll den Arbeitern ermöglicht werden, um ihren Glaubensbekenntnissen entsprechenden vormittägigen Gottesdienst besuchen zu können.

In den Handelsgewerben Prags, im Polizeirayone, sowie in den

angrenzenden gemeinden Vysocan und Radlitz wurde mittelst Statthaltereierlass in Böhmen die ganzlägige Sonntagsruhe eingeführt. Bloss die Lebensmittelgeschäfte : Greissler, Fleischer und Selcher dürfen bis 9 Uhre vormittags ihre Läden offenhalten. In der Provinz dürfen die Geschäfte Sonntags bis 11 Uhr vormittags geöffnet bleiben.

Die Arbeitszeit wurde in Böhmen auch auf aussergesetzlichen Wegen, d. i. durch eigene Kraft der organisierten Arbeiterschaft geregelt. Trotzdem die gesetzliche Normalarbeitszeit für Fabriksbetriebe 11 Stunden beträgt und in den Kleinbetrieben unbeschränkt ist, hat sich die Arbeiterschaft beinahe in allen Fabriks-Betrieben die 10 stündige Arbeitszeit errungen. Dasselbe geschah auch im bedeutendem Masse in den Kleinbetrieben. In manchen Gewerben ist die Arbeitszeit noch kürzer.

Die längste Arbeitszeit haben die kleingewerblichen Arbeiter und zwar eine 11 und noch mehrstündige, beispielweise die Schuhmacher, Schneider, Selcher, in manchen Bäckereien usw., sowie auch die Handelsangestellten. Irgend eine amtliche Statistik, welche Arbeitszeit diese oder jene Arbeiter in Böhmen besitzen, existiert nicht.

Nach privaten Angaben haben in Prag beiläufig 200 Stukkateure und Modelleure die 8 stündige Arbeitszeit, über 9,000 Arbeiter in den Maschinenfabriken Prags und Umgebung die 9 stündige Arbeitszeit. Ausserdem haben die neunstündige Arbeitszeit 2,600 Buchdrucker in ganz Böhmen, circa 700 Lithographen und Steindrucker Böhmens, 1,000 Tischler Prags, sowie 51,000 Bergarbeiter in Böhmen.Die Buchbinder in Prag und Umgebung (2,148 Personen) haben eine 9 1/2 stündige tägliche Arbeitszeit. Die Anzahl der Arbeiter, welche täglich 10, 11 und mehr Stunden arbeiten, ist statistisch nicht festgestellt.

ANTON NEMEC, FRANZ SOUKUP
(Namens der Tschechoslavischen Sozialdemokratischen Partei)

DÆNEMARK

Die Arbeitsdauer war wie folgt:

	In 1872	In 1884	In 1899	In 1903
Mehr als 11 Stunden . .	30.9	17.7	8.05	4.3
„ 10 „ . .	62.9	51.6	7.53	8
10 Stunden	5.7	26.5	70.70	60.6
Weniger als 10 Stunden .	0.5	4.2	13.72	27.1

Für eingehendere Bestimmungen, die auf die Situation in den Jahren 1903-04 Bezug haben, kann man sich auf die offiziellen Untersuchungsanstellungen der Arbeitsinspektion berufen, welche für 76, 706 Arbeiter, die in 4504 Unternehmungen verteilt sind, folgendes hervorheben :

3292	Arbeiter	oder	4.3	%	arbeiten	11	Stunden und mehr.
6173	»	»	8	»	»	10 1/2	»
46448	»	»	60.6	»	»	10	»
7602	»	»	9.9	»	»	9 1/2	»
8963	»	»	11.7	»	»	9	»
4228	»	»	5.5	»	»	8 1/2	»

Für eine überwiegende Zahl der Arbeiter ist also die Arbeitsdauer von *wenigstens* 10 *Stunden.* Nur eine kleine Minderzahl arbeitet mehr als 10 Stunden.

Von allen Industrien, ist hinsichlich der kürzesten Arbeitstunden die *Buchdruckereigewerbe* als die meist begünstigte hervorzuheben.

Die ungünstigste Arbeitsstundendauer ist in den Glashütten und verwandten Industrien üblich.

(Nach den Angaben von Olsen, Delegierte der dänischen Sozialdemokratie)

DEUTSCHLAND

Die Gesetze, welche in Deutschland für die Regelung der Arbeitszeit in Betracht kommen sind :

1. Die Gewerbeordnung;
2. Das Gesetz über den Schutz der im Gewerbe beschäftigten Kinder;
3. Die Seemanns Ordnung;
4. Die in Einzelstaaten bestehenden Berggesetze;
5. Die auf Grund der Gewerbeordnung erlassenen Verordnungen des Bunderrats.

Schon die alte preussische Gewerbeordnung hatte ein Verbot für Kinderarbeit.

Unter 12 Jahr alte Kinder durften nicht in Fabriken, Bergwerken, Brüchen und Salinen beschäftigt werden. Ueber 12 Jahre alte Kinder, die noch zum Besuch der Volksschule verpflichtet waren, und nicht das 14 Lebensjahr überschritten hatten, durften täglich nicht über 6 Stunden beschäftigt werden. Junge Leute im Alter

von 14 bis 16 Jahren durften nicht über 10 Stunden täglich beschäftigt werden. Auch für diese konnten die Zentralbehörden den Arbeitstag auf sechs Stunden abkürzen, wenn der Arbeiter zum Besuch der Schule verpflichtet war. In Schleswig-Holstein trat dieses ein, weil dort die Knaben bis zum vollendeten 16, die Mädchen bis zum vollendeten 15 Lebensjahr zum Besuch der Volksschule verpflichtet waren.

Wohl drängten unsere Genossen auf weitere Beschränkung der Arbeitszeit. Schon 1869 hatte Dr J. B. v. Schweizer bei Beratung der Gewerbeordnung einen Normalarbeitstag für alle Arbeiter verlangt. 1877 wurde von unseren Genossen ein Arbeiterschutzgesetzentwurf eingebracht, in welchem neben Verbot der Sonntagsarbeit der Zehnstundentag gefordert war.

Die Parteien und speziell die Regierung verhielten sich ablehnend. Bismarck vertrat in Arbeiterfragen den ödesten Manchesterstandpunkt. Das Ganze was unter seiner Herrschaft, die bis Frühjahr 1890 dauerte, geschah, war eine Enquête über die Sonntagsarbeit. Sonst beschränkte sich seine Arbeiterpolitik auf Verfolgung der Sozialdemokratie und Erlass der drei Versicherungsgesetze : Kranken-, Unfall- und Invalideneschutzversicherungsgesetze.

Unsere Genossen hatten einen umfangreichen Arbeiterschutzgesetzentwurf wieder eingebracht. Nun hatte sich auch das Zentrum entschlossen, in einer Resolution Ausdehnung des Arbeiterschutzes zu fordern.

Einen besondren Anstoss gab der internationale Kongress von 1889. Als hier das Programm für die Forderungen der Arbeiter festgesetzt war, sah man ein, dass irgend etwas zu geschehen habe. Am 4 Februar 1900 kommen dann die bekannten kaiserlichen Erlasse, in denen es hiess : « Diese Prüfung (die Prüfung der Lage der Arbeiter) hat davon auszugehen, dass es eine der Aufgaben der Staatsgewalt ist, die Dauer und die Art der Arbeit so zu regeln, dass die Erhaltung der Gesundheit, die Gebote der Sittlichkeit, die wirtschaftlichen Bedürfnisse der Arbeiter und ihr Anspruch auf gesetzliche Gleichberechtigung gewahrt bleiben. »

Als aber diese Sätze in Gesetzform gebracht werden sollten, kam starker Widerspruch der Kapitalisten und hier kapitulierte das soziale Königtum vor den Königen der Industrie.

Die Novelle zur Gewerbeordnung, die am 6 Mai dem Reichstage vorgelegt wurde, beschränkte sich darauf ein Verbot der Sonntagsarbeit zu fordern, für weibliche Arbeiter den Elfstundenag und eine Bestimmung, nach welcher in solchen Gewerben, wo

durch übermässige lange Arbeitszeit die Gesundheit der Arbeiter gefährdet wird, durch Beschluss des Bundesrates ein Maximalarbeitstag vorgeschrieben werden kann. Zu der letztgenannten Bestimmung (§ 120 e. der Gew. Ordn.), hatte eine Untersuchung des Genossen Bebel über die Arbeitszeit in den Bäckereien den Anstoss gegeben.

Die Sonntagsarbeit wurde so weit beschränkt, als offene Verkaufsstellen am Sonn- oder Festtag nur 5 Stunden geöffnet sein dürfen, Gast- und Schankwirtschaften und das Verkehrsgewerbe werden hiervon aber nicht betroffen. Ferner ist das Arbeiten erlaubt in Betrieben, wo die Natur des Gewerbes ununterbrochenen Betrieb erfordert, ferner zur Beaufrichtigung der Betriebe, wenn ein unverhältnismässiger Schaden durch die Ruhe entstehen würde und in Betrieben, die durch unregelmässige Wasserkraft oder Wind betrieben werden. Die Erlaubnis zur Sonntagsarbeit wird für die im Gesetz direkt genannten Gewerbe durch Beschluss des Bundesrates, andere Ausnahmen durch die Landeszentralbehörden und für einzelne Tage von der Polizei gegeben. Sonst ist die Sonntagsarbeit verboten und wird dieses Verbot auch ziemlich gut durchgeführt. Aber aller Arbeiterschutz erstreckt sich nur auf Gewerbe, Handel und Verkehr. Die Landwirtschaft wird davon nicht berührt.

Kindern von unter 13 Jahren wird die Arbeit in Fabriken verboten; für Frauen wurde der Elfstundentag bewilligt und Frauen und jugendlichen Personen die Nachtarbeit untersagt.

Von dem Recht des Erlasses von Verordnungen zur Beschränkung der täglichen Arbeitszeit machte der Bundesrat nur wenig Gebrauch.

Am 4 März 1896 kam eine Verordnung, in welcher für Bäcker die Arbeitszeit auf 12 Stunden, für Bäckerlehrlinge auf 11 resp. 10 Stunden festgesetzt wurde. Am 26 April folgte eine ähnliche Verordnung für Getreidemühlen. Hier wurde nur eine Ruhezeit von täglich 8 Stunden vorgeschrieben. Dann wurde eine solche Verordnung für Kellner und Köche in Gast- und Schankwirtschaften erlassen, durch welche diesen eine tägliche Ruhezeit von 8 Stunden und alle zwei Wochen ein freier Tag bewilligt wurde.

Eine Anzahl Verordnungen betreffen besonders gesundheitsschädliche Industrien, wobei dann auch in einzelnen Fällen die Arbeitszeit beschränkt wird.

In Thomasschlackenmühlen darf die Arbeitszeit zehn Stunden nicht übersteigen, wenn die Arbeit durch Pausen unterbrochen wird, und wenn kleine Pausen eintreten, — acht Stunden nicht übersteigen.

In Vulkanisierräumen, in der Gummifabriken dart, nach einer Verordnung von 1 März 1902, wenn beim Vulkanisieren Schwefelkohlenstoff angewendet wird, die Arbeitszeit täglich zwei Mal zwei Stunden nicht übersteigen.

In Steinbrüchen und Steinhauereien darf die Arbeitszeit beim Brechen der Steine zehn Stunden und bei der weitern Bearbeitung neun Stunden nicht übersteigen.

In Bleifarbenfabriken darf die Arbeitszeit zwölf Stunden nicht übersteigen.

Im Akkumulatorenfabriken dürfen die Arbeiter, die beim Mischen und Einstreichen der Füllmasse beschäftigt sind, acht Stunden, wenn die Arbeit durch Pausen unterbrochen wird, und nicht sechs Stunden übersteigen, wenn keine Pausen gewährt werden.

Eine Reihe Verordnungen treffen nur Vorschriften über Arbeitsräume, Einrichtung der Betriebsraüme, Arbeitsmetoden u. s. w. treffen aber keine Vorschriften über Arbeitszeit. Solche Verordnungen sind erlassen für Zigarrenfabriken, Alkali- und Chromatfabriken, Zinkhütten, Glashütten, u. s. w.

Am 9 Juli 1900 wurden die Bestimmungen der §§ 135 bis 139 b. (Verbot der Kinderarbeit, Zehnstundentag für junge Leute im Alter von 14 bis 16 Jahr, Elfstundentag für Frauen und Verbot der Nachtarbeit für jugendliche Arbeiter) auch auf Werkstätten, in denen Motore verwandt werden, ausgedehnt. Und ferner wurden diese Vorschriften auch auf Werkstätten der Kleider- und Wäschekonfektion ausgedehnt.

Durch eine Novelle zur Gewerbeordnung von 30 Juni 1900 wurde angeordnet, dass die offenen Verkaufhallen Abends 9 Uhr geschlossen sein müssen und den Angestellten in Orten mit 20,000 und mehr Einwohner eine Ruhezeit von elf Stunden, und in den kleinern Orten eine solche von zehn Stunden bewilligt werden muss.

Ein Gesetz von 23 März 1903 beschränkt die Kinderarbeit in allen Gewerbebetrieben und auch die Arbeit von Kindern als Laufburschen in Handels- und Verkehrsgewerben.

Die Seemansordnung in der seit 1903 geltenden Fassung schreibt vor, dass auf Dampschiffen in transatlantischen Fahrt, drei Wachen des Maschinenpersonals vorhanden sein müssen, also die Arbeit in Maschinen- oder Feuerraum zwei Mal vier Stunden am Tage nicht überschreiten darf. Wenn das Schiff im Hafen liegt, dürfen Seeleute nicht länger als zehn Stunden, in den

Tropen nicht länger als acht Stunden beschäftigt werden. Längere Arbeit muss als Ueberstunden extra bezahlt werden. Sonntags darf der Schiffsmann nur zu notwendigen Arbeiten herausgezogen werden.

Ob und in wieweit Berufsgenossenschaften in den Unfallsverhütungsvorschriften und Beschränkung der Arbeitszeit vorgeschritten haben, lässt sich schwer feststellen. Die Unfallverhütungsvorschriften bedürfen zwar der Zustimmung des Reichsversicherungsamt und können auch ohne dessen Zustimmung nicht geändert werden. Sie werden für die einzelnen Berufsgenossenschaften publiziert, aber eine Zusammenstellung aller Vorschriften gibt es nicht.

Für die Bergarbeiter gelten zwar die Schutzbestimmungen der Gewerbeordnung, der grösste Teil der Versicherungsgesetze, aber die Hauptsachen sind durch die Berggesetze der einzelnen Bundesstaaten geregelt. Hier kommen wieder hauptsächlich nur Preussen und Sachsen in Frage. Nur Braunkohlen und Kali kommen in anderen Bundesstaaten vor. Von den in Bergbau-, Hütten und Salinenwesen sowie Torfgräberei beschäftigten Personen waren von den 1895 gezählten 567753: 487024 in Preussen und 32458 in Sachsen. Das preussische Berggesetz schreibt vor, dass in Betriebsstätten, wo die Temperatur regelmässig 28 Grad C übersteigt, die Arbeit nicht länger als sechs Stunden dauern soll.

Die Parteidirektion der Sozialdemokratischen Partei Deutschlands

FRANKREICH

1. Gesetzgebung. — Das Gesetz von 2 November 1892, modifiziert durch das vom 30 März 1900, bezieht sich auf Fabriken, Werkstätten, Berg , Erz- und Steinbruchwerken, Werfte, Werkstuben und die damit zusammenhängenden Gewerben, und bestimmt für die dort beschäftigten Frauen und Kinder eine Arbeitsdauer von höchstens 10 *Stunden*. Eine gleichdauerdne Arbeitszeit wird auch für erwachsene Männer angeordnet, wenn sie in denselben Betrieben arbeiten, wo Frauen und Kinder tätig sind.

Gewisse Novellen gestatten viele teilweise Aufhebung dieser Veordnung, besonders für etwa fünfzig Gewerbebranchen, wo, durch Erlaubnis des Divisionsinspektors, die Arbeitsdauer verlängert werden kann.

Das Gesetz von 9 September 1848 bestimmt für erwachsene Män-

ner eine Maximaldauer der täglichen Arbeitszeit von zwölf Stunden in Fabriken und Betrieben, wo weder Frauen noch Kinder beschäftigt sind.

Das Gesetz von 29 Juni 1905 bestimmt für die in den unterirdischen Brüchen von Brennmaterial beschäftigten Arbeiter eine höchste Arbeitsdauer von *neun* Stunden bis am 2 Januar 1908, hierauf von *acht ein halb* Stunden bis am 2en Januar 1910 und hernach eine Arbeitszeit von *acht* Stunden.

Die Anordnungen, betreffend das Personal der Eisenbahnen, bestimmen für Maschinisten, Heizer und Zugangestellten eine tägliche Maximalarbeitsdauer von *zehn* Stunden und von *zwölf* Stunden für Stationangestellte und das Personal der Bahngeleise.

Die Anordnungen, betreffend die Staatsarbeiter bestimmen eine tägliche Arbeitsdauer von acht Stunden für das Arbeiterpersonal der Pariser Post- und Telegraphenämter und für das Personal der Arsenale und des Marinenamts, und eine Arbeitsdauer von *neun Stunden* in allen dem Kriegsdepartement unterordneten Anstalten, in der Nationaldruckerei, u. s. w.

Die Arbeitsdauer ist unbeschränkt für die in der Feldarbeit und Ernährungsmittelproduktion beschäftigten Arbeiter sowie für alle Gehilfen von jeglichem alter und Geschlecht.

II. Die Arbeitsdauer. — In den Berichten über die Anwendung der Gesetzverordnungen für die Regelung der Arbeitszeit im Jahre 1904 heisst es :

Die tägliche Arbeitsdauer ist auf *zehn Stunden* beschränkt, in 158,706 Betrieben und sind inbegriffen :

336,550 Knaben
244,812 Mädchen.
673,706 Frauen.
1,104,118 erwachsene Männer

Oder : 2,259,186 Personen.

Die Arbeitsdauer ist von *zwölf Stunden* in 36,418 Betrieben, die 324,383 erwachsene Männer zählen.

In den Steinbrüchen und Bergwerken sind in 38,555 Betrieben insgesamt beschäftigt :

	in den Aussenwerken	in den Gruben.	Total.
Knaben	11,020	14,615	25,635
Mädchen	3,128	»	3,128
Frauen	6,060	»	6,060
Erwachsene Männer	157,290	137,737	295,027
Im Ganzen	177,498	152,352	329,850

Die Gesetzliche Dauer der Arbeitszeit ist von *neun Stunden* für die Grubenarbeiter, von zehn Stunden für die der Aussenwerke, mit Ausnahme einiger Kategorien, die von den obenerwähnten Anordnungen nicht betroffen sind.

Es ist hier zu bemerken, dass etwa 10619 Kinder in Betrieben mit permanentem Feuer zur Nachtarbeit verwendet werden.

Anderweitig, haben die Fabriksinspektoren die Verlängerung der Arbeitszeit in 6,209 Betrieben zugelassen und somit die Dauer der Arbeitszeit erhöht :

um 1,399,388 Tage für Kinder.
» 3,491,651 » Frauen.
» 3,891,053 » erwachsene Männer.

Oder eine Gesamtzahl von 8,782.092 Arbeitstage.

Laboratorien, Küchen, Keller, Lagerhäuser, Geschäftstuben, Läden, Furhalterei und beigehörende Unternehmungen (sowie Werfte und Werkstätte, die keine Frauen und Kinder verwenden) betragen insgesamt 313,662 Betriebe, die dem Gesetze über Gesundheitsvorschriften unterordnet sind, und zwar sind dort beschäftigt:

64,516 Knaben.
21,527 Mädchen.
127,331 Frauen.
865,224 erwachsene Männer.

1,078,598

oder eine Gesamtzahl von 1,078,598 Personen, die hinsichtlich die Arbeitszeit vom Gesetze keinen Schutz erfahren.

Vergleicht man die Gesamtzahl der dem Arbeiterschutzgesetz unterstellten Personen mit der Gesamtheit der im Jahre 1901 aufgenommenen Arbeiterbevölkerung, welche in 2,245,356 Betrieben (Handel, Industrie, Fischfang, Forst- und Landwirtschaft) verteilt ist und aus 3,222,754 Arbeitern weiblichen Geschlechts, aus 7,433,104 Arbeitern männlichen Geschlechtes oder aus einer Gesamtheit von 10,655,858 Arbeitern besteht, so konstatiert man, dass das Arbeiterschutzgesetz sich auf 28 p. c. des weichlichen und 26 des männlichen Personals erstreckt; wenn man nur die Industrie in Anbetracht zieht, so ergibt sich daraus ein Verhältnis von 77 p. c. für das weibliche und 60 p. c. für das männliche Personal.

III. — Parlamentaere und gewerkschaftliche Aktion. — Die Mitglieder der Sozialistengruppe im Parlamente haben Gesetzvorlagen eingebracht, die den Achtstundentag und einen Minimallohn festzusetzen haben :

1° Für Arbeiter und Arbeiterinnen sowie für Hilfsarbeiter jeglichen Geschlechts.

2° Für alle im Dienste des Staates stehenden Arbeiter und Arbeiterinnen sowie für männliche oder weibliche Angestellte.

3s Eine dritte Vorlage forderte nur die Herabzetzung der Arbeitszeit in den Bergwerken bis auf acht Stunden.

Die *Confédération Générale du Travail*, hatte auf ihrem Kongresse zu Bourges im Jahre 1904 beschlossen, eine talkräftige und eingreifende Agitation anzuführen, damit seit Mai 1906 die Arbeiter selbst aurhören, mehr als acht Stunden zu arbeiten.

ARTHUR GROUSSIER
(Namens der *Sozialistischen Partei*,
Französische Sektion der Arbeiterinternationale)

GROSSBRITANIEN

Den verschiedenen Betriebsvorschriften gemäss, wird die Arbeit der Frauen und Kinder in gewissen Gewerben beschränkt.

Kinder im Alter von 12 Jahren dürfen in Textilfabriken nur für die Hälfte der Tagesarbeit verwendet werden, und zur vollen Arbeitszeit in jeglichen Gewerben und zwar auch in Bergwerken, wenn sie ein Alter von 13 Jahren erreicht haben. In vielen Gewerben können sie zur jeden Zeit, ausser den Lehrstunden, beschäftigt werden.

Die Dauer der Schulpflicht muss notwendigerweise erhöht werden, da sie als eine der geringsten in Europa zu betrachten ist.

Textilfabriken, die Frauen oder Kinder beschäftigen, dürfen nur zwischen 6 Uhr morgens und 6 Uhr abends (oder von 7 Uhr morgens bis 7 abends) arbeiten und nur 56 1/2 Stunden per Woche. Ueberzeitarbeit wird untersagt.

In nicht fabriksmässig betriebenen Textilindustrien und in gewöhnlichen Werkstätten, dürfen Frauen über 60 Stunden per Woche und bei gewissen Bedingungen Ueberzeit arbeiten. Die Arbeitstunden können in der Zwischenzeit von 6 Uhr morgens und 8 Uhr abends angeordenet sein, oder, wenn keine Kinder verwendet werden, von 6 Uhr morgens bis 10 Uhr abends. In Waschanstalten ist die einzige Beschränkung der durchschnittlichen Arbeitszeit auf 60 Stunden wöchentlich (14 Stunden täglich) festgezetzt worden.

In den übrigen Fällen, gibt es keine Beschränkung. Für Männer gibt es kein Arbeitsbeschränkungsgesetz, ausser den indirekten

Fällen, wenn sie in Fabriken arbeiten, wo Frauen und Kinder beschäftigt werden.

Auch verfügen, nach der Eisenbahngesetzregelung 1903, die Administrationsbehörden über das Recht, demzufolge das *Board of Trade* die Bahnkompagnie auffordern darf, wenn es die Arbeitsdauer der Bahnangestellten als zu hoch erachtet, eine neue Stundenaufnahme unter schwere Strafmassregel für Unbewilligung, einzuführen Die Arbeitsdauer tausender Arbeiter ist in dieser Weise verkürzt worden.

Verschiedene Versuche sind im Parlament gemacht worden, den Achtstundentag für Bergarbeiter einzuführen. Dieses wird von allen Bergarbeitern unterstützt, ausser den Bergarbeitern von tDurham. Die Befürworter einer Gesetzgebung für die allgemeine Einführung des Achtstundentags sind hauptsächlich nur Sozialisten.

Ausserhalb des Gestzes haben die gut organisierten Trade-Unions durch ihre Gewerkschaftliche Tätigkeit eine Wochenarbeitszeit von 50 bis 60 Stunden sichern können. Die Wirkung dieser Neunstundenbewegung ist durch die Ueberzeitarbeit beträchtlich vereitelt worden.

In den kleineren Werkstätten gibt es praktisch keine Arbeitsbeschränkung.

Auch ist die Arbeitszeit der Handelsgehilfen, Bahnbeamten, Wagen-und Tramwaykondukteure, in vielen Fällen, unmenschlich lang.

Man hatte angenommen, dass wahrscheinlich eine Hälfte der Arbeiterbevölkerung Londons mehr als 12 Stunden im Tage arbeitet.

Der Achtstundentag bewährt sich für Arbeiter der Staatsbetriebe und des Kriegesamtes, der Werfte und Post- und Telegraphenamtes.

Einige Privatunternehmungen haben ebenfalls in ihren Betrieben den Achtstundentag eingeführt. Bezüglich der allgemeinen Strömungen, mag folgender Auszug aus der *Labour Gazette* des Board of Trade fur Januar 1906 über die Aenderung der Arbeitzeit während 1905 zur Kenntnisnahme gebracht werden : « Die Aenderungen in der Wochenarbeitszeit, wie sie in 1905 aufgenommen wurden, betreffen 92.000 Arbeiter und hatten eine Verkürzung der Arbeitszeit zu einem Gesamtbetrag von ungefähr 65.000 Stunden wöchentlich zur Folge. Der grösste Teil dieser Verkürzung verfällt dem Baugewerbe. »

I. Fred. Green

(Namens der Sektion Grossbritaniens)

HOLLAND

GESETZGEBUNG. — Das Gesetz von 5 Mai 1889 (durch Novellen im Jahre 1895, 1896 und 1902 modifiziert), beschränkt die Arbeitsdauer von Frauen und jugendlichen Personen unter 16 Jahre auf *elf* Stunden, und bedingt, dass die Arbeit nicht vor 5 Uhr morgens begonnen und nicht später als um 7 Uhr abends beendet werden darf, wobei die unter Schutznahme dieses Gesetzes gestellten Personen von der Nachtarbeit ausgeschlossen werden. Dieses Gesetz bezieht sich nur auf die Arbeit in den Fabriken und Werkstätten. Noch lässt diese Regelung Ausnahmen zu, die durch Königlichen Erlass angeordnet werden dürfen. Solche Ausnahmen sind recht häufig.

Dasselbe Gesetz verbietet Kinder von unter 12 Jahre bei der Arbeit zu verwenden. Aber in diesem Punkte verfehlt die Anwendung streng zu sein. Die Berichte der Arbeitsinspektion bezeugen, dass die Lohnbeschäftigung von Kindern in der Tag-und Nachtarbeit, vor und nach den Schulstunden, gar nicht selten vorkommt.

In der Landwirtschaft, Viezucht, Torfgräberei und im Gartenbau werden diese Gesetzbestimmungen weder für Frauen und Minderjährige noch für Kinder beobachtet.

Nach den Angaben der Gewerbeinspektion, war während des Sommers die Arbeitsdauer der unter Schutz des Gesetzes gestellten Personen in den inspizierten Fabriken und Werkstätten :

Von	9	Stunden oder weniger	für	19	p. c.
»	9 1/2	»	—	9 1/2	»
»	10	»	—	23	»
»	10 1/2	»	—	20	»
»	11	»	-	28 1/2	»

Diese Ziffern sind die allgemeinen Angaben für 1903 und 1904 und beziehen sich auf 39,491 Personen.

Keine gesetzliche Anordnung beschränkt die Arbeitsdauer erwachsener Männer. Nach den Angaben der Gewerbeinspektion, war während des Sommers die Arbeitsdauer der erwachsenen Männer :

Von	9	Stunden oder weniger	für	4.6	p. c.
»	9 1/2	»	—	» 5.2	»
»	10	»	—	» 21.3	»
»	10 1/2	»	—	» 16.1	»
»	11	»	—	» 27.4	»

Von	11 1/2	Stunden oder	weniger für	8.1	»
»	12	»	— »	10.4	»
»	12 1/2	»	— »	2.3	»
»	13	»	— »	2.6	»
»	13 2/2	*und mehr*	»	2.0	»

Diese Ziffern sind ebenfalls durchschnittliche Angaben für die Jahre 1903 und 1904 und betreffen 220,974 Arbeiter.

Es ist hierbei zu bemerken, dass diese Ziffern absolut keine vollständige Darstellung der Lage angeben, da sie nur auf solche Werkstätte und Fabriken bezüglich sind, die von den Arbeitsinspektionen visitiert wurden.

Aus diesen Angaben resultiert, dass für ungefähr 31 p. c. dieser Arbeiter die tägliche Arbeitsdauer von *10 Stunden und weniger* ist, für ungefähr 69 p. c., — 10 1/2 *Stunden und mehr*, und für beiläufig 17 p. c. von 12 *Stunden und mehr*.

Nur eine einzige Arbeiterorganisation, die der Diamantarbeiter Amsterdams, hat den neunstündigen Arbeitstag erkämpft. In allen anderen Gewerben ist den 9 stündige Arbeitstag nur ausnahmsweise in einigen vereinzelten Fabriken und Gewerkschaften vorgekommen.

Unser nächste Kongress wird einberufen, um über die Anführung einer Agitation für die 10 stündige Arbeitsdauer für erwachsene Männer als vorläufige Massregel zu einer weiteren, mehr wirktätigeren Herabsetzung zu beraten; um den Verbot der Nachterbeit und die Ansdehnung der schützenden Massnahmen in Bezug auf Frauen, jugendliche Personen und Kinder durchzuführen.

VAN KUYKHOF

(Namens der Sozialdemokratischen Arbeiterpartei Hollands)

ITALIEN

GESETZGEBUNG. — Das Gesetz vom 19 Juni 1902, betreffend die Frauen- und Kinderarbeit, bestimmt in folgender Weise die höchste Dauer der Arbeitszeit für die unter Schutznahme gestellten Personen :

Kinder von 10 bis 12 Jahre arbeiten		6	Stunden.
Kinder von 12 bis 15	»	11	—
Frauen von jeglichem Alter . .		12	—

Bei vorhandener Notwendigkeit und ausnahmsweise, kann das Ministerium für Landwirtschaft, Gewerbe und Handel, im Ein-

vernehmen mit dem provinzialen Sanitätsrat, die Verlängerung der Arbeitsdauer für Kinder im Alter von 12 bis 15 Jahre bis zu 12 Stunden gutheissen, wenn diese Verlängerung durch die technischen und ökonomischen Bedürfnisse zu rechtfertigen ist.

Keine gesetzliche Anordnung beschränkt die Arbeitsdauer für Männer von über 15 Jahre.

Die Arbeitsdauer. — In Italien ist bis jetzt noch keine industrielle Zählung vorgenommen worden und folglich ist es unmöglich, die allgemeinen Ziffern betreffend die tägliche Arbeitszeit darzutun. Das Arbeitsamt bemüht sich zwar diese beklagenswerte Lücke auszufüllen, aber seine Arbeiten hierüber sind noch weit im Rückstand. Dennoch werden wir versuchen, hier einige Nachweisungen aus dem *Arbeitsbulletin* anzuführen.

In der Textilgewerbe, die in Italien eine der höchstentwickelten Industrien ist, hatte man die Angaben für 64 Lokalitäten und davon ist ein Arbeitstag von 10 Stunden in 2 Lokalitäten, — 10 1/2 Stunden in 4, — 11 Stunden in 2, — 11 1/2 Stunden in 53, — 12 Stunden in 3 Lokalitäten.

Bei den Ausziehungsarbeiten in den *Steinbrüchen und Bergwerken* ist grösstenteils ein Arbeitstag von 8 Stunden eingeführt worden, während in den Aussenwerken und Werkstätten die Arbeitszeit von 10 bis 12 Stunden andauert.

In der *Metallurgie* ist der Arbeitstag von 10 bis 12 Stunden, mit einer beträchtlichen Ueberwiegenheit von 10 und 11 Stunden.

Für die *Marmorindustrie*, die von einer beträchtlichen Wichtigkeit in Italien ist, kommt beinahe ausschliesslich der zehnstündige Arbeitstag in Betracht.

In den *Glashütten*, ist durch Uebereinkunft zwischen den Arbeitern und Arbeitsgebern, der Arbeitstag allgemein auf 8 und 9 Stunden festgesetzt, je nach den Arbeiterkategorien.

In der *Holzindustrie* ist die Arbeitszeit von 10 bis 11 Stunden.

In der *Leder-und Hautindustrie* erweisen die Angaben, die sich nur auf eine beschränkte Zahl von Lokalitäten beziehen, einen uniformen Arbeitstag von 10 Stunden.

In den *Druckereien* ist die tägliche Arbeitsdauer von 9 bis 10 Stunden.

In den Bauwerken ist der Arbeitstag von 10 Stunden in 75 Lokalitäten, — 10 1/2 in 18, — 11 Stunden in 23, — 12 Stunden in 3 Lokalitäten.

Das Sekretariat der Sozialistischen Partei Italiens.

OESTERREICH

Das Gesetz vom 8 März 1885 bestimmt, dass die Arbeitszeit in fabriksmässig betriebenen Gewerbeunternehmungen, ohne Einrechnung der Arbeitspausen, für Erwachsene nicht mehr als höchstens *11* Stunden innerhalb 24 Stunden betragen darf.

Bei kleingewerblichen Unternehmungen (Betrieben mit weniger als 20 Arbeitern und ohne Maschinen) findet eine gesetzliche Berschränkung der Arbeitszeit überhaupt nicht statt.

Die Dauer der Arbeitszeit der jugendlichen Hilfsarbeiter zwischen dem vollendeten 12 und 15 Jahre darf *acht* Stunden täglich nicht übersteigen. Weiter bestimmt das Gesetz, dass jugendliche Hilfsarbeiter und Frauen zur Nachtzeit, das ist, in den Stunden zwischen 8 Uhr abends und 5 Uhr morgens, zu regelmässig gewerblichen Arbeiten nicht verwendet werden dürfen. Jedoch kann der Handelsminister im Einvernehmen mit dem Minister des Innern verfügen, dass in Fabriken jugendliche Hilfsarbeiter zwischen dem vollendeten 14. und 16. Jahre sowie Frauen zur Nachtarbeit verwendet werden dürfen. Diese angeblichen Ausnahmen sind nicht nur nicht selten, sondern die Regel

Seit dem Jahre 1885 hat eine gezetzliche Regelung der Arbeitszeit, mit Ausnahme der beim Kohlenbergbau beschäftigten Arbeiter, nicht stattgefunden. Der allgemeine Bergarbeiterstreik zu Anfang des Jahres 1900, war es, der die Regierung nötigte, dem Parlemente einen Gesetzentwurf vorzulegen. Diese Gesetzvorlage bestimmte unter anderen, dass die Schichtdauer für die beim Kohlenbergbau in der Grube beschäftigten Arbeiter inclusive Ein- und Ausfahrt, *neun* Stunden täglich nicht übersteigen darf. Dieses Gezetz wurde am 24 mai 1901 vom Parlemente angenommen.

Ueber die Dauer der Arbeitszeit in den sonstigen gewerblichen Betrieben stehen uns leider keine zureichenden amtliche Daten zur Verfügung. Der am meisten vorkommende Arbeitstag beträgt 10 Stunden. Der *Elfstundentag* und darüber kommt zumeist nur noch in den kleineren Provinzorten vor und selbst da werden von den Gewerkschaften — insbesondere in den letzten Jahren — erfolgreiche Kämpfe zur Herabminderung der Arbeitszeit, geführt.

In den Grazischen Gewerben besteht eine Arbeitszeit von *8 3/4* Stunden bis Maximum *9* Stunden täglich. Auch wurde in einzel-

nen anderen Berufen, und hier wieder nur in den grösseren Industrieorten, kraft der gewerkschaftlichen Organisation und der von ihnen geführten wirtschaftlichen Kämpfe, die Herabsetzung der Arbeitszeit bis zu *9* Stunden täglich erzielt. Der Achtstundentag kommt nur in sehr vereinzelten Betrieben vor.

SKARET

(Namens der Sozialdemokratischen Arbeiterpartei Oesterreichs)

SERBIEN

Die industrielle Entwicklung wurde in Serbien nur in der ganz letzten Zeit bemerkbar. Eine moderne klassenbewusste und organisierte Arbeiterschaft entwickelte sich also ziemlich langsam.

Die nicht organisierten Arbeiter haben täglich 15 stunden zu Arbeiten. Die organisierte Arbeiter erkämpften im Durchschnitt folgende Arbeitsdauer :

Für Zigarrenarbeiter,	8 1/2	Stunden
» Typographen,	9	»
» Buchbinder,	9 1/2	»
» Maler,	9 1/2	»
» Metallarbeiter,	10 1/2	»
» Schneider,	10 1/2	»
» Schumacher,	11	»

Die Arbeitszeit wird durch Vertrag und Tarif festgezetzt, und um die Bedeutung dieses hervorzuheben, wollen wir daran erinneren, dass noch vor einigen Jahren man den Arbeitern eine 16 stundige Arbeitsdauer aufgezwungen hatte.

In den Staatsbetrieben ist die Arbeitsdauer von 10 stunden. Est ist uns bis hierher noch nicht gelungen, diese Arbeiter gewerkschaflich zu vereinigen.

In unserem Lande gibt es keine soziale Gesetzgebung. Zwar findet man hier und wieder einige isolierte Gesetzanordnungen, aber diese werden seitens der Unternehmer sehr selten beobachtet. Dieses ist erklärlich : unsere Partei hat keinen Vertreter im Parlament. Aber wir haben bei den Kommunalwahlen zum ersten Male an diesem Wahlkampf in 4 Gemeinden teilgenommen, wobei wir in Belgrad 9 Vertreter (von 45), in Kragujewoz 5 (von 30), in Schaboz 3 (von 30) erhielten.

MILAN STOYANOWITSCH

Namens der Serbischen Sozialdemokratischen Partei.

SCHWEIZ

Arbeitszeit. — Das Federalfabrikgesetz vom 23 März 1877 normiert den Maximalarbeitstag auf 11 Stunden, Samtags auf 10 Stunden ; seit einigen Monaten hat unser Parlament eine weitere Verkürzung um eine einzige Stunde in der Woche, nämlich Samstags auf 9 Stunden angenommen. Seit mehr als 27 Jahren kämpft die schweizerische Arbeiterschaft resultatlos um den zehnstündigen Normalarbeitstag. Inzwischen haben eine grosse Anzahl von Betrieben, durch Produktionsverhältnisse und durch die Arbeiterbewegung gedrängt, die Arbeitszeit unter die gesetzliche Norm herabgesetzt. Einen präzisen Vergleich hinsichtlich dieser Reduktionen gestatten die Statistiken der Jahre 1895 und 1901.

1895 arbeitete man 65 Stunden pro Woche in 57, 1 Prozent, — 62 1/2 Stunden in 9, 3 Prozent, — 57 Stunden in 28, 3 Prozent, — 54 Stunden in 3, 3 Prozent und — unter 54 Stunden in 1, 5 Prozent der Betriebe.

1901 arbeitete man 65 Stunden pro Woche, in 41, 7 Prozent,— 62 1/2 Stunden in 12,2 Prozent,—57 Stunden in 38,1 Prozent— und unter 54 Stunden in 3, 4 Prozent der Betriebe.

Berechnet man den Durchschnitt pro Arbeiter und Woche, so ergeben sich pro 1895 62 Stunden und 51 Minuten und pro 1901 62 Stunden und 3 Minuten, also eine effektive durchschnitliche tägliche Arbeitszeitverkürzung um 8 Minuten ! Diese etwas auffallende Erscheinung erklärt sich dardurch, dass insbesondere diejenigen Industriezweige (beispielsweise Textil-und Steinindustrie), welche die grossen Massen der Arbeiter beschäftigen, immer noch an der längsten Arbeitszeit festhalten. So kommen 65 Stunden pro Woche in der Baumwollenindustrie auf 73 Prozent der Betriebe, in der Seidenindustrie 56, in der Wollenindustrie 37, in der Leinenindustrie 57, in der Industrie der Steine und Erden 69. Dagegen haben in der Maschinenindustrie nur 8, 7 Prozent der Betriebe 65 Arbeitsstunden, — 81 Prozent 57 Stunden, — 5, 7 Prozent 54 Stunden und — 0,4 Prozent unter 54 Stunden.

Von allen Industrien in der Schweiz stellt sich bezüglich der Arbeitszeit die grosse Baumwollenindustrie am ungünstigsten und die relativ kleine Maschinenindustrie am günstigsten.

Ueberarbeit kann von Gemeinde-, Bezirks- und Kantonsbehörden bewilligt werden, und manchenorts wird davon so ausgiebig Gebrauch gemacht, dass die gezetzliche Norm nur auf dem Papier steht.

Werke mit permanentem Betrieb sind gezwungen, Schichtarbeit

einzuführen, in der Regel drei Schichten zu 8 Stunden; es dürfen nicht zwei Schichten nebeneinander stehen, aber auch hier erlaubt das Gesetz Ausnahmen. Die Frauen- und Kinderarbeit ist jedoch in der Nacht verboten, ebenso die Sonntagsarbeit; für erwachsene Männer (über 18 Jahren) können für Nacht- und Sonntagsarbeit Ueberzeitbewilligungen erteilt werden.

Notiz der Schweizerischen Sozialdemokratischen Partei, nach Dr J. Hertz

SCHWEDEN

Gesetzgebung. — Das Gesetz vom 16 November 1881 betreffend die Beschäftigung der minderjährigen Personen in Fabriken, Gewerben, Werkstätten und anderen Professionen, bezweckt das Zulassungsverbot von Kindern, die noch nicht zwölf Jahre alt sind und nicht die bedingten Kenntnisse einer kommunalen Volkschule besitzen, und auch für solche, für die man annehmen könnte, dass die in Frage kommenden Beschäftigungen ihnen schädlich sein könnten, sei es weil ihr Gesundheitszustand ungünstig ist oder weil ihnen etwaige Gebrechen eigen sind.

Als « Minderjährige » sind diejenigen Personen anzusehen, die nicht das achtzehnte Lebensjahr uberschritten haben und als « Kinder » solche, die noch keine 14 Jahr alt sind.

Dasselbe Gesetz erlaubt, die « Kinder » in der Fabrikarbeit für höchstens *sechs* Stunden und die « Minderjährigen » währerd 10 Stunden zu beschäftigen. Diese Arbeitsstunden sind zwischen sechs Uhr morgens und acht Uhr abends angeordnet. Das Gesetz untersagt minderjährige weibliche Personen und Kinder bei den unterirdischen Arbeiten in den Bergwerken und Steinbrüchen zu beschäftigen. Dieses Gesetz ist jedoch bisher nur illusorisch verblieben, da man sie häufig umgangen und übertreten hat, ohne die bedingen Strafen zu büssen.

Ein Nachtrag zu diesem Gesetze wurde am 17 Oktober 1900 verkündet, welcher anordnet, dass Kinder unter dreizehn Jahre nicht mehr als *sechs* Stunden täglich zur Fabrik- und Werkstättenarbeit verwendet werden dürfen. Es beschränkt ebenfalls auf *zehn* Stunden die Arbeitszeit von Personen, die nicht das 18te Lebensjahr erreicht haben. Diese Arbeitsstunden sind zwischen sechs Uhr morgens und sieben Uhr abends angeordnet. Seitdem die Verkündigung des Gesetzes vom 10 Mai 1898, betreffend die Schutznahme gegen gesundheitsfährdende Handwerke und der Anhang

an diesem Gesetze vom 13 Dezember 1896 erlassen wurden, und seitdem man die Gewerbeinspektion eingeführt hat, ist mehr Garantie erzielt worden, dass die erwähnten Anordnungen mehr Beobachtung finden werden.

Schweden besitzt noch keine Schutzesetzgebung in Bezug auf die Arbeitsdauer Erwachsener. Aber infolge der energischen Tätigkeit der mächtigen Arbeitersorganisationen, ist die Arbeitszeit allmählich verkürzt worden. Am Anfang der Arbeiterbewegung, war die Arbeitsdauer bis auf *zwölf* und zwar *fünfzehn* Stunden hochgetrieben, während jetzt der Regel nach nur *neun* bis *zehn* Stunden gearbeitet wird. In allen kollektiven Arbeitsverträgen, die gegenwärtig gemacht werden, ist die wöchentliche Maximalarbeitszeit bis auf 69 Stunden ausbedingt. In gewissen Branchen ist die Arbeitszeit auf 58, 56, 54 und zwar 52 Stunden wöchentlicher Arbeitszeit herabsetzt worden. Wir sind noch nicht im Besitze genauer Ziffern betreffend die verschiedenen gewerblichen Betriebe, aber die bisher angestellten Nachprüfungen geben unbestreitbare Zeugnis davon, dass in Schweden die Bewegung für die Herabsetzung der Arbeitsdauer nicht ohne Erfolg verblieben ist, wenn auch bis jetzt die Gesetzgebung den erwachsenen Arbeitern keinen Beistand leistete.

Die beiden Kammer des « Riksdag » haben dieses Jahr wohl einstimmig beschlossen, dass der Regierung der Auftrag gegeben werde, ihm eine Gesetzvorlage zu unterbreiten, durch welche den Gemeindebezirken erlaubt werde, eine Zeitbestimmung für das Schliessen der Läden in den betreffenden Gemeinden festzusetzen, sowie auch ein Verbesserungsprojekt zu den herrschenden gesetzlichen Vorschriften über das Hausiergewerb . Dieser Vorschlag bezweckt auch die gesetzliche Minderung und Regelung der Arbeitszeit für Handelsgehilfen.

C. G. T. Wickman, Hj. Branting

(namens der Sozialdemokratischen Partei Schwedens.)

UNGARN

Das ungarische Gewerbegesetz erlaubt eine 16-stündige Arbeitszeit. Für Kinder unter 16 Jahre bestimmt dieses Gesetz die zehnstündige Arbeitszeit, doch ist die Ueberwachung dieser Bestimmung eine sehr laue. Fabriksinspektoren gibt es wohl in Ungarn, aber dieselben sind es nur den Namen nach. Die Fabriks- und Werkstättenräumlichkeiten sind zum grossen Teil gesundheitsschädlich. In den ungarischen Bergwerken gibt es jämmerliche Zustände.

Laut der vom ungarischen Handelsministerium in Jahre 1901 herausgegebenen Arbeiterstatistik, gibt es in Ungarn 2642 Fabriken, welche zusammen 221,823 Arbeiter beschäftigen. Von diesen verdienen weniger als 10 Kronen pro Woche 74,556 (31,07 p. c.) Arbeiter, weniger als 10-14 Kronen 53,597 (22,34 p. c.), weniger als 20-30 Kronen 34,355 (14,32 p. c.).

Laut amtlicher Statistik vom Jahre 1901, war die tägliche Arbeitszeit :

In 202	Fabriken	mehr als 12	Stunden täglich
» 285	»	12	»
» 714	»	11	»
» 688	»	10	»
» 227	»	9	»

Im Durchschnitt kann angenommen werden, dass die Arbeitszeit 11 Stunden dauert.

Es muss jedoch hervorgehoben werden, dass die gewerkschaftliche Bewegung Ungarns in den letzten drei Jahren sich rapid entwickelt hat und dieser Entwicklung es zu verdanken ist, dass ungefähr 30,000 Arbeiter den Neunstundentag und 100,000 den Zehnstundentag errungen haben.

Auch die Arbeitslöhne sind in den letzten drei Jahren um ungefähr 20 Prozent gestiegen; doch sind in demselben Verhältnisse die Lebensmittel und Wohnungsmiethen teuerer geworden.

Die Feier des ersten Mai ist in Ungarn so ziemlich durchgeführt. Nur anfangs der neunziger Jahre hat man diese Feier verhindern wollen.

BUCHINGER

(Namens der Sozialdemokratischen Partei Ungarns)

VEREINIGTE STAATEN.

Laut dem Bericht des «Federal Bureau of Labor»,ist in 31 von 45 Staaten der Union der 8 stündige Arbeitstag gezetzlich eingeführt, sowie in einigen Territorien und deren Gebiete, als auch in den Vereinigten Staaten selbst. Jedoch sind diese Gesetze weder gleichförmig, noch sind sie im Vollpunkt wie es oberflächlich erscheinen mag. Man kann auf folgende offizielle Tabelle Bezug nehmen :

« Arizona. — Der Achtstundentag ist in allen Bergwerken und unterirdischen Arbeiten eingeführt.

Arkansas. — Der Achtstundentag ist für staatlichen Strassen-, Wege- und Brückenbau eingeführt worden.

Californien.— Der Achtstundentag ist eingeführt, es wäre denn dass in einem Vertrag besondere Bedingungen von den beiden Parteien übereingenommen werden. Arbeiter und Mechaniker, die in Staatsbetrieben oder im Auftrage des Staates, oder für eine staatliche Unterabteilung beschäftigt sind, ob auch die Arbeitsleistung durch Vertrag oder anderweise sich zu vollziehen hat, ist die Dienstzeit an jedem Kalendertag auf acht Stunden beschränkt und festgezetzt, und ein jeder Vertrag, in dem der Staat oder eine andere politische Unterabteilung einer der Kontrahenten ist, muss die Bedingung enthalten, dass keinem Arbeiter, Handwerker, Mechaniker im Dienste der Unternehmer erlaubt sein darf, mehr alt acht Stunden an jedem Kalendertage zu arbeiten, mit Ausnahme dringend eintretender Fälle.

Colorado.— Der Achstundendag ist für alle Arbeiter eingeführt, die in Staatsbetrieben, oder im Dienste der Stadt-, Dorf-, Schul-, Bezirks- oder Kreigsgemeinden beschäftigt werden,sowie für alle Arbeiter, die in unterirdischen Brüchen und Bergwerken, an Schmelzöfen oder Raffinerien verwendet werden.

Connecticut. — Der Achtstundendag ist hier die gesetzliche Arbeitszeit, es wäre denn, dass im Vertrag andere Bedingungen aufgenommen wurden.

Columbiabezirk. — Der achstündige Arbeitstag bewährt sich für alle Arbeiter oder Mechaniker, die durch oder für die Bezirksgemeinde Columbia beschäftigt sind.

Delaware. — Der Achtstundentag ist für alle Munizipalangestellte der Wilmingtoncity gesetzlich eingeführt.

Hawaï. — Die achtstündige Dienstzeit ist für alle Mechaniker,

Arbeiter, Gehilfen und Angestellte der staatlichen Unternehmungen oder Handelshäuser eingeführt.

Idaho. — Der Achtstundentag ist die gezetzliche Arbeitsdauer in allen Staats-, Gemeinde- und Munizipalunternehmungen.

Illinois. — Der Achtstundentag ist die gezetzliche Arbeitsdauer in allen mechanischen Betrieben, mit Ausnahme der Landwirtschaftlichen Betriebe und wo anderweise übereingenommen wurde. Es bezieht sich nicht auf die Tages-,Wochen- und Monatsbeschäftigung oder bei abgeschlossenem Vertrag, wo eine längere Arbeitszeit aufgenommen wurde. Der Achtstundentag ist für das Personal der öffentlichen Wegebauarbeiten eingeführt.

Indiana. — Der Achtstundentag ist als gesetzliche Arbeitszeit für alle Mechaniker, Arbeiter und Handwerker eingeführt, mit Ausnahme dieser Arbeiter, die in Lantwitschaftlichen Betrieben beschäftigt sind. Die acht Stunden übertreffende Arbeitsdauer ist für Kinder unter acht Jahre durchaus verboten.

Iowa. — Der Achtstundentag ist die Normale Arbeitszeit in öffentlichen Strassenbauunternehmungen.

Kansas.— Der Achtstundentag ist für alle Arbeiter, Mechaniker und andere Personen eingeführt, die für oder in Staatsbetrieben oder für irgend eine Bezirk-, Stadt- oder sonstige Munizipalitätsunternehmung arbeiten

Maryland. — Kein Arbeiter oder Mechaniker, der durch oder für die Stadtbehörden von Baltimore beschäftigt ist, darf mehr als acht Stunden arbeiten.

Massachussets. — Der Achtstundentag bewährt sich für alle Handwerker, Arbeiter und Mechaniker, die von oder für irgendwelche Stadt- oder Bezirksgemeinden der Republik beschäftigt sind, falls diese Satzung durch Abstimmung einer anwesenden Stimmenmehrzahl bei jeder Hauptwahl angenommen wird.

Minnesota. — Der Achtstundentag bewährt zich für alle Handwerker, Arbeiter und Mechaniker, die in oder für Staatsbetrieben beschäftigt werden,ob auch die Arbeitsbedingungen durch Vertrag oder sonst in irgend einer Weise festgesetzt sind.

Missuri. — Die gesetzliche tägliche Arbeitszeit ist von acht Stunden. Das hindert nicht den Vertragsabschluss für längere oder kürzere Arbeitsdauer und richtet sich nicht auf Tagelöhner und landwirtschafliche Arbeiter. Den Arbeitgebern ist es gesetzlich untersagt, in den Bergwerken die Arbeiter mehr als acht Stunden zu beschäftigen.

Montana. — Der Achtstundendag ist als gesetsliche Arbeitszeit eingeführt für Personen, die in Betrieben mit Motor- und Maschi-

nenwerken oder beim Schrauben oder Zurüstung der Hebezeuge in allen Bergwerken,wo bei unterirdischen Brüchen fünfzehn oder mehr Personen beschäftigt sind und wenn diese Personen auch als Heizer leisten ; ebenso auch Wachtingenieure, die bei Maschinenwerken mit fünfzig Pferdekräfte und mehr operieren, wenn solche Ingenieure nebst anderm Dienst noch mit der Aufsicht oder Besorgung von Dampfkesseln sich zu befassen haben. Das Gezetz bewährt sich nur in solchen Dampwerkbetrieben, in denen unaufhörlich oder sechszehn Stunden und mehr innerhalb 24 gearbeitet wird, und bezieht sich nicht auf Personen, die beim Treiben irgend welcher Hebezeuge mehr als acht Stunden innerhalb 24 Stunden tätig sind, wenn es sich um das Ablösen eines andern Angestellten krankheitshalber oder aus anderem unverhofften Umfall handelt. Die tägliche Arbeitszeit ist von acht Stunden für Weg- und Strassenbauarbeiten.

NEBRASKA. — Der Achtstundentag bewährt sich im Strassenbau und allen oeffentlichen Arbeiten in Städten ersten Ranges.

NEVADA. — Im amtlichen Wegbau, in unterirdischen Brüchen und Schmelzöfen, in allen Betrieben und Unternehmungen der Staats-, Bezirks-, oder Munizipalitätsbehörden und inderen Hilfsbetrieben, ist die Arbeitszeit auf 8 Stunden festgezetzt.

NEW-MEXICO. — Der Achtstundentag ist die erforderte Arbeitsdauer in öffentlichen Wege- und S rassenbauunternehmungen.

NEW-YORK. — Der Achtstundenta g ist eingeführt für Betriebe aller Art, mit Ausnahme der landwirtschaftlichen Arbeiter und Bedienten. Die Ueberarbeit für Extrazahlung ist überall erlaubt,mit Ausnahme von Staats- und Munizipalwerkstätten oder Unternehmungen in irgend einer Weise denen unterstellt. Das Gesetz bezieht sich auf solche Arbeiter, die im Dienste des Staates oder einer Munizipalbehörde stehen oder für Personen,die im Auftrage des Staates verwendet sind, und jeder Vertrag, dessen eine Kontrahent der Staat oder eine Munizipalität ist, muss die Bedingung enthalten,dass keinem Arbeiter,Handwerker,Mechaniker im Dienste des Kontrahenten oder Subkontrahenten u. s. w. mehr als eine achtstündige Arbeitszeit an jedem Kalendertage erlaubt oder auferlegt sein darf, mit Ausnahme nur von Umständen besonderer Zufälligkeit.

OHIO. — Die tägliche Arbeitszeit in allen mechanischen Betrieben, Werkstätten oder Bergwerken darf von acht Stunden sein, wenn jedoch nicht anderweise in einem Vertrag ausbedingt ist.

OKLAHOMA. — Der Achtstundentag bewährt sich in staatlichen Wegebauarbeiten.

Oregon. — Der Achtstundentag ist für öffentliche Strassenbauarbeiten eingeführt.

Pennsylvanien. — Der Achtstundentag darf sich als gesetzliche Arbeitszeit für alle Arbeiter und Tagelöhner bewähren, es sei denn dass anderweise in einem Vertrag übereingenommen wurde. Dies bezieht sich nicht auf landwirtschaftliche Arbeiter und Dienstboten auf Jahr, Monat oder Woche.

Eine Arbeitszeit von acht Stunden ist für alle Mechaniker, Arbeiter und Handwerker eingeführt, die in Dienste des Staates, einer Munizipalbehörde oder einer anderen amtlichen Unternehmung stehen. Dies muss sich auch bewähren für Mechaniker, Arbeiter und Handwerker, die mit einer staatlichen Behörde oder Munizipalität Vertrag schliessen, amtliche Arbeiten zu verrichten.

Porto-Rico. — Keinem Arbeiter in staatlichen Betrieben kann mehr als eine achtstündige Arbeitszeit auferlegt werden.

Sued Dakota.—Für alle in öffentlichen Wegebauwerken beschäftigten Arbeiter ist die Arbeitszeit auf acht Stunden festgesetzt.

Tennessee. — Der Achtstundentag bewährt sich in Wegebauwerken.

Texas. — Der Achtstundentag ist in öffentlichen Wegebauwerken eingeführt.

Utah. — Der Achtstundentag ist in allen öffentlichen Betrieben und in allen unterirdischen Brüchen oder Werkstätten, Schmelzen, und in allen übrigen Betrieben, wo Erz gereinigt und verarbeitet wird, eingeführt.

Washington. — Die Arbeitszeit darf von acht Stunden an jedem Kalendertag angeordnet werden für jede Arbeitsleistung im Auftrage des Staates oder einer Munizipalität. In hervortretenden Fällen, kann bei Extralohn die Arbeit auch die Achtstundendauer übertreffen.

West Virginia.—Der Achtstundentag darf für alle Handwerker, Arbeiter und Mechaniker bewährt sein, die durch oder für den Staat beschäftigt werden.

Wisconsin. — Eine Arbeitzeit von acht Stunden besteht in allen mechanischen Betrieben und Werkstätten, wenn im Vertrage nicht ausdrücklich andere Konditionen ausbedingt sind ; aber das Gesetz bewährt sich nicht bei wöchentlichem, monatlichem oder jährlichem Engagement. In allen Manufakturen, Werkstätten oder sonstigen Gewerben mit Maschinen- oder Handarbeit, dürfen Kinder unter achtzehn Jahre und Frauen nicht über acht Stunden

täglich arbeiten. Der Achtstundentag bewährt sich im Wegebauwerken.

WYOMING. — Der Achtstundentag ist die gesetzliche Arbeitszeit in allen Bergwerken, Staats- und Munizipalitätsarbeiten.

VEREINIGTE STAATEN. — Der Achtstundentag ist eingeführt für alle Handwerker, Arbeiter und Mechaniker, die durch oder für Betriebe der Vereinigte Staaten beschäftigt sind. »

So aus dem Ueberblick obiger Tabelle hervorgeht, ist es den Kontrahenten, Arbeitgebern und Arbeitern, erlaubt, durch Abschluss von Verträgen,das Gesetz zu übertreten. Dieser charateristische Zug,in allen Fällen wo er existiert,verschneidet gegenwärtig das Gesetz.

Was die Herabsetzung der Arbeitszeit durch Arbeitseinstellung anbetrifft,so wäre es gewagt,sich näher darüber auszulassen. In meinem jahrlichen Bericht für 1905, der neulich von dem Bureau veröffentlicht wurde, hatte ich einige Fakten, hinsichtlich der Beziehungen der Kapitalisten zu der *American Federation of Labor* skizziert. Zu den vorigen meiner Angaben, habe ich noch hinzuzufügen, dass es häufig beinahe unmoglich ist, den Ausfall eines Ausstandes fur die Verkürzung der Arbeitszeit zu bestimmen. Die Stellvertreter der Kapitalistenklasse organisieren diese Austände zwecks Ausführung einer Anweisung seitens der Arbeitgeber, die dahinzielen,einen Konkurrenten im Nachteil zu versetzen, und oft proklamiert man als «Sieg»,was i Wirklichkeit eine Niederlage war. Im allgemeinen glaube ich, ist der neustündige Arbeitstag am häufigsten. Aber in vielen Industrien ist der Arbeitstag ein längerer; nur in einigen ist die Arbeitsdauer normal auf acht Stunden festgesetzt.

Daniel De Leon.
Namens der Socialist Labor Party.

THE INTERNATIONAL SOCIALIST BUREAU

OFFICE : PEOPLE'S PALACE, BRUSSELS

To the Workers of all Countries !

International Socialism has chosen the First of May as the day, on which the class conscious workers of every country, should demonstrate by abstaining from work.

This form of demonstration constitues a periodical warning to Capitalism; by it, the working classes signify their firm intention of pursuing their liberation, without letting themselves be distracted by derivatives such as war between nations.

It is the unity of this movement, which can only triumph if the International proletariat draws together, which will enable the working classes to give to the world peace and liberty.

The organised workers of all countries have estimated, that one of the essential conditions of their liberation is the attainment of a legal, maximum working day of eight hours, to be conquered by the action of trade unions and by legislative measures.

To enable them to realize this fundamental reform, they have the right, not only to count on their own efforts, but also on the revolutionary consequences of the expansion of Capitalism throughout the world.

More and more, industrial development tends to make this limitation of working hours both necessary and possible, by consolidating the workers, by intensifying their work, by unifying the conditions of production.

It is becoming more and more evident, that only an eight hours ' day can reconstitute the working forces, can put a stop to the degeneration of the race, can be a means bywhich the proletarian masses will be able to participate in the moral and intellectual life of humanity.

To combat the resistance with which this partial attempt, preliminary to its complete liberation, is meeting, Socialism, in every country, is mobilizing its armies, daily more numerous and more combative.

In Russia,the proletariat appears to be the decisive factor and the supreme hope of the revolution. In Austria, Hungary and the majority of the States of Germany,universal suffrage is on the point of being accomplished. In France the united Socialist Party has been given a fresh impulse through the friendly working together of its members. The organisations in the United States are preparing to unite. The British Labor Party is turning towards Socialism.

Everywhere the established powers are giving way. Everywhere workers are uniting against those who dominate them. Everywhere the working classes recognize the necessity of putting into practice international solidarity, by all the means in their power and to all useful ends, in order to preserve peace among nations and to defeat the warlike schemes of the capitalistic governments.

The First of May, 1906, symbolises a year full of promise, fertile in results, more fertile still in the hope it engenders.

By participating in the demonstrations which are imminent, workers will affirm their will that this hope shall become reality.

Rest on the First of May !

Demonstrate on the First of May !

Hail to Labour !

The International Socialist Bureau :

Argentine :	A. CAMBIER.
	M. UGARTE.
Australia :	H. DIERKS.
Austria :	Dr. V. ADLER.
	F. SKARET.
Bohemia	A. NEMEC.
	F. SOUCUP.
Bulgary	Y. SAKASOFF.
	G. KIRKOW.
Denmark :	P. KNUDSEN.
	C. M. OLSEN.
Finland :	J. K. KARI.
	Y. SYROLA.
France :	J. JAURÈS.
	E. VAILLANT.
Germany :	A. BEBEL
	P. SINGER.
Great Britain :	H. HYNDMAN.
	J. KEIR HARDIE.
Holland :	P. TROELSTRA.
	H. VAN KOL.
Hungary :	J. WELTNER.
	E. GARAMI.
Italy :	E. FERRI .
	F. TURATI.
Japan :	S. KATAYAMA.
Luxemburg :	Dr WELTER.
Norway :	O. KRINGEN.
	Dr A. ERIKSEN.
Poland :	Dr H. DIAMAND.
	K. KAUTSKY.
Russia :	N. LENINE.
	E. ROUBANOVITCH
Servia :	N. STOJANOWITSCH
Spain :	P. IGLESIAS.
	F. MORA
Sweden :	H. BRANTING.
	C. WICKMAN.
Switserland :	O. RAPIN.
	J. SIGG.
United-States :	D. DE LEON
	M. HILLQUIT.

THE EXECUTIVE COMMITTEE (*Belgium*) :

Ed. ANSEELE. Em. VANDERVELDE.

Cam. HUYSMANS, *Secretary*.

Reports of the affiliated Parties

ON THE

Eight Hours' Day

AUSTRIA

The law of March 8, 1885 stipulates that, in industrial enterprises conducted as factories, hours of labour, for adult men, shall not exceed 11 hours in 24, hours of rest not included.

There is no legal limitation of hours of work in small industries (enterprises without machinery and employing less than 20 workers). Work-time for apprentices, between 12 and 14, shall not exceed 8 hours daily. Besides this, the law stipulates that apprentices and women shall not be employed at night at regular industrial work, viz from 8 in the evening till 5 in the morning. Nevertheless, the Minister of Trade, in agreement with the Minister of the Interior, may authorize factories to occupy apprentices, between 14 and 16, as well as women, at night.

These so-called exceptions are not only frequent, but they are the rule.

Since 1885, the duration of work has not been limited legally, excepting in the case of miners. It was the miners, general strike, in the beginning of 1900, which forced government to propose to Parliament a bill concerning this category of workers. This bill stipulated, that the daily work of miners shall not exceed 9 hours. This law was voted by Parliament ou May 24, 1901.

We unfortunately do not possess sufficient statistics on the hours of work in industrial enterprises. An 10 hours' day is the most frequent. The 11 hours' day is to be met with only in small provincial communes, and even there, especially in the last few years, the struggle for shorter hours of labour, supported by trade unions, has been succesful.

In the factories of Gratz, hours of labour oscillate between 8 3/4 and 9 hours, maximum. A reduction of labour-time to 9 hours daily, has also been obtained in a few other enterprises, but here also, only in larger industrial centres, through the influence of Trade-unions.

An 8 hours day exists only in a few isolated enterprises.

SKARET
(In the name of the Social-democratic Labour Party of Austria.)

BELGIUM

LEGISLATION. — The law of December 13 1889, on labour of children and women under 21 years, limits to 12 hours the maximum workday of protected persons in mines, manufacturies, factories, etc. Government may, by royal decree, limit the workday further still. As a matter of fact, by a series of decrees, published after the promulgation of the law, the maximum workday has been limited to 11 hours daily in the linen, hemp and jute industries; to 66 hours weekly in the cotton industry (1904); to 11 1/4 hours daily in the wool industry (1892); to 10 hours daily in paper mills (1903); to 10 1/2 hours in match-factories (1892); to 12 hours in brickmaking, etc.

There is no legal disposition limiting the workday of adult men and women, except a law which will be put in force on 1 July 1906, preventing workmen from working on Sundays and giving a half holiday to employees.

Propositions reducing adult work have been admitted in principle by the « Section centrale » of the Chamber of deputies, but government opposes its *Vis inertiae* to all endeavours to obtain discussion.

HOURS OF LABOUR. — The last official figures on the matter have been furnished by the industrial census of 31 December 1906, published by government in 1902.

According to this document, of which a circumstantial analysis has been published in the *Revue d'Economie politique* (1902, p. 576 and fol.) out of 600,000 industrial workers (taking a round number), whose hours of labour, without rest, it has been possible to determine, — that is to say, out of 9/10 of all the Belgian workers :

70,000 or, rather more than 1/10, worked less than 10 hours.
215,000 » » » 1/3, worked about 10 hours.
95,000 or, approximately 1/6, worked 10 1/2 hours.
100,000 or, » 1/6, worked 11 hours.
125,000 or, rather more than 1/5, worked more than 11 hours.

A ten hours' workday was, consequently, most frequent in all industries taken together; an eight hours' workday applied to 27,000 workmen, or 4% of the whole. A workday superior to 11 hours, was not rare; it was the rule for more than 1/5 of the workmen.

According to the last census, some reductions have been obtained by labour organisations. The diamond-cutters of Antwerp, for instance, have imposed the ten hours days to the employers; the same reform has been obtained by workers of the textile piece work industry in Verviers; in consequence of a strike of 13 weeks (1905), the cottonspinners of Ghent have obtained a slight reduction. The Syndical Congress of 25 December 1905 has decided to organize a movement for the reduction of hours of labour, in the whole country, by the combined action of law and trades unions.

EM. VANDERVELDE
(in name of the Belgian Labour Party)

BOHEMIA

LEGISLATION. — In *factories*, the eleven hours' day has been introduced and in mines the nine hours'day. Supplementary hours of labour are tolerated in industrial and in mining enterprises, but only in urgent cases and with the assentiment of the authorities. Between hours of labour, there must be a rest of at least 1-1/2 hours of which one, if possible, at midday. The Minister of commerce can allow diminutions of these hours of rest in certain enterprises, more especially there, where the interruption of labour is not possible.

It is forbidden to employ children under 12 in regular industrial enterprises. Between 12 and 14, they can only be employed as far as their work does not injure their health, nor their physical development and does not prevent their visiting school. In no case, hours of labour may exceed 8 per day. In factories, child labour is forbidden.

The Ministers of commerce and industry are required to draw up

a list of the industries where work is dangerous, and in which workers under 16 and women cannot be employed,or can only be employed under certain conditions. Women can only be employed 4 weeks after their confinement.

Young workmen, under 16, may not be employed in essentially industrial work. The Minister of commerce, by reason of a privilege accorded to him by law, has authorized certain factories, to employ young workmen during the night.This remark also applies to night work for women. The total length of hours of labour, for persons whom the government has authorized to do night work, may not exceed 11 hours out of 24. A whole holiday on Sundays has been introduced and only a few industries and enterprises do not benefit by it. For instance, the food trade, those industries where the interruption of work would occasion heavy losses, and the industries where the workmen are divided into two gangs. In those enterprises, where hours of labour are more than 3 on Sundays, workers have a right to another day or to two days of each time 6 hours of rest. This is called *compensatory rest.* In principle, the Sunday-holiday has been introduced in all industrial enterprises. It must begin at 6 o'clock in the morning at the latest, and last at least 24 hours. On Bank holidays, work must be regulated in such a way, that workers may be able to attend religious service.

In the commercial enterprises of Prague, and in the district depending on the police,as well in as in the neighbouring communes of Vysocan and of Radlitz, a complete day of rest has been introduced on Sundays by an ordonnance of the Governor of Bohemia.

Only shops where food is sold, can remain open till 11 o'clock in the morning.

Labour hours in Bohemia are still regulated in an extra legal fashion, that is to say, by the influence ot the labour organisations. Although the legal working day in factories is *eleven hours*, and is illimited in the small industries, workmen have, in nearly all factories, obtained a ten hours day. To a great extent, the same has taken place in small enterprises. In many industries, working hours are still shorter.

The workers in small industries have the longest hours of labour. They have an eleven hours day, which is often longer still for bookmakers and tailors,for bakers,etc. and for employees. No officiel statistics exist as to labour hours in the different categories of workmen in Bohemia.

According to private inquiries, about 200 plasterers and model-

lors of Prague have obtained an 8 hours day; more than 9000 workers of the engineering workshops of Prague and surroundings have conquered a 9 hours day. Besides this, 2600 printers and about 700 lithographers in the whole of Bohemia, 1000 cabinet-makers of Prague as well as 51,000 miners of Bohemia have a 9 hours day; 2148 bookbinders in Prague and surroundings have a 9-1/2 hours day; the number of workmen, whose daily labour hours amount to 10, 11 and more, is not established by the statistics.

ANTON NEMEC, FRANZ SOUCUP
(in name of the Tcheco-Slavonic Social-democratic Party.)

DENMARK

Hours of Labour are the following :

		In 1872	In 1884	In 1899	In 1903
More than 11 hours	%	30,9	17,7	8,05	4,30
» 10 hours	%	62,9	51,6	7,53	8,00
10 hours	%	5,7	26,5	70,70	60,60
Less than 10 hours	%	0,5	4,2	13,72	27,10

For more details concerning the situation in 1903-04, one can consult the reports of the Inspection of labour, whose official inquiry, including 76,706 workers and bearing upon 4,505 enterprises has given the following results :

3,292	workers, viz	4,3 %	are occupied	11	hours daily
6,173	»	8,0 %	»	10 1/2	»
46,448	»	60,6 %	»	10	»
7,602	»	9,9 %	»	9 1/2	»
8,963	»	11,7 %	»	9	»
4,228	»	5,5 %	»	8 1/2	»

The majority of Danish workers work 10 *hours or less*. A smal minority works more than 10 hours. Printers have the shortest hours, glass workers and connex industries, the longest.

(from a notice sent by OLSEN, delegate of the Danish Social-democratic Party).

FRANCE

1° Legislation.— The law of 2 November 1892, amended, by the law of 30 March 1900, is applicable to factories, manufactories mines, diggings, quarries, yards, workshops and dependencies and fixes a maximum workday of ten hours for children and women there occupied, aswell as for adult men working in the same buildings as the children and women.

The same decrees permit numerous derogations to this rule, notably to some fifty professions, whose hours of labour may be lengthened by authorisation of a divisionnary inspector.

The law of 9 September, 1848, limits to 12 hours the daywork of adult men in manufactories and factories, which occupy neither women nor children.

The law of 29 June 1905 fixes a maximum work day of 9 hours, till 2 January 1908, for workmen employed in extraction in underground fuelwork, after that an 8 1/2 hours day till 2 January 1910, finally an 8 hours day, from this date.

The decrees concerning railway servants fix a maximum work day of 10 hours for enginemen, stokers and guards, and of 12 hours for station and roadmen.

The decrees concerning workmen in the service of the State, grant an 8 hours working day to workmen in arsenals and dockyards, a 9 hours day to all those employed in the workshops belonging to the war office, « Imprimerie nationale », etc.

Hours of labour are not limited as regards workmen in the food industry, agricultural labourers or employees whatever their sex or age.

2° Hours of Labour.— According to reports on the application of the laws regulating labour in 1904, hours of labour were limited to ten hours in 158,706 enterprises, including :

	236,550	lads ;
	244,812	girls ;
	633,706	women ;
	1,104,118	adult men.
Together	2,259,186	persons.

Hours of labour are limited to 12 hours in 36,481 enterprises. including 324,383 adult men.

Mines and quarries include 35,555 enterprises, employing :

	Surface	Underground	Total
Lads	11,020	14.615	25,635
Girls	3,128	»	3,128
Women	6,060	»	6,060
Adult men	157,290	137,737	295,027
Together	177,498	152,352	329,850

Legal day work has been limited to 9 hours for underground workers, to 10 hours for surface workers,excepting for some categories of men who are not touched by the laws mentioned above.

It may be observed that 10,619 children are occupied, during the night in the factories in which work is continuous.

In 1904, hours of labour for children and women were prolonged to 11 o'clock at night in 2,312 entreprises, thus bringing night attendances to 558,913.

Besides this, the inspectors have authorized an increase of hours of labour in 6,209 enterprises, thus increasing the hours of work by :

1,399,388 days for children ;
3,491,651 days for women ;
3,891,053 days for adult men.

Together 8,782,092 days for all workers.

Laboratories, kitchens, cellars and wine-vaults, storehouses, shops, bureaux, entreprises of loading and unloading with dependencies (with yards and workshops occupying neither women nor children), constitute 313,662 enterprises submitted to the law relative to public health, and include :

64,516 lads ;
21,527 girls ;
127,331 women ;
865,224 adult men.

1,078,598

that is to say *1,078,598 persons*, who are not protected by the law relative to hours of labours.

If we compare the number of persons protected by law to the whole of the working class, (as numbered by the census of 1901), which, disseminated in 2,245,356 enterprises (industry, trade fishing, forests, agriculture) includes 3,222,754 female workers

and 7,433,104 male workers, forming a total of 10,655,858 workers, we remark that 28 °/₀ of the women and 26 °/₀ of the men are protected. If we consider industry only, the proportion is 77 °/₀ for women and 60 °/₀ for men.

4° PARLIAMENTARY AND SYNDICAL ACTION. — Members of the Socialist group in Parliament have brought in bills to establish an eight hours workday and a minimum wage :

1° For all workmen and workwomen, and for all employees of both sexes;

2° For all workmen and workwomen, and for employees of both sexes depending on the State.

3° A proposition relative only to the limitation of hours of labour in mines.

The « Confédération générale du Travail », in its Congress held at Bourges, in September 1904, has decided to organise an energetic movement, with the object that on May 1, 1905, workmen will themselves takes the initiative of working for not more than eight hours a day.

ARTHUR GROUSSIER
(in name of the Socialist Party, French section of the Internationale)

GERMANY

LEGISLATION.— The laws, which, in Germany, regulate hours of work, are the following :

1° The Industrial Code;
2° The law protecting children occupied in industry ;
3° The Maritime Code ;
4° The law on mines edicted by the different States;
5° The ordonnances of the Federal Council, based on the Industrial Code.

The ancient Prussian law on industries, already included an interdiction of child labour. It was forbidden, in factories, mines, quarries and salt-works to occupy children less than 12 years of age. Children over 12, who were still obliged to frequent the public schools and had not exceeded their 14th year, were not allowed to work more than 6 hours daily. Young men, of 14 and 16, were not permitted to be occupied for more than 10 hours daily, and for these, the authorities could reduce working hours to 6, if the worker still went to school.

This was the case in Schleswig-Holstein, where lads were obliged to go to school still after 14, and girls still after 15 years.

Our comrades continually demanded further limitations of hours of labour. In 1869 already, Dr J.-B. von Schweitzer at the time of the examination of labour regulations, had asked for a normal workday for all workers.In 1877, our comrades presented a bill on labour, protection in which they proposed, besides interdiction of Sunday labour, a workday of 10 hours.

The bourgeois parties and principally the government opposed this reform. On questions touching labour, Bismarck's views belonged to the Manchesterian school. Tho only initiative he took during his rule,which ended in the spring of 1890,was an inquiry on Sunday work.

His politics on the labour question were confined to persecution of Social democrats, and to the three insurance laws: on illness accidents and invalidity.

In 1884, our comrades presented a new bill on labour protection, and the Catholic Centre then resolved also to ask for an extension of Social legislation. The International Congress of 1889 gave a special impulse to this question, and, when it had formulated a programme of the demands made by the working classes, it was felt that there was something to be done.

On 4 February 1900 the Imperial ordonnance appeared,in which it was said : « This examination (of the situation of workers) must start from the principle,that it is for the State to regulate hours of labour and the nature of the work in such a manner,that the conservation of health, precepts of morality, the economic wants of the workers and their demands as to equality before the law, be guaranteed.However when these propositions were to be made into laws, they met with violent opposition on the part of the capitalists and the social kingdom capitulated before the kingdom of industry.

An amendment to the Industrial Code, presented to the Reichstag on 6 May, forbade work on Sundays, prescribed an eleven hours day for women and authorized the federal Council to fix a maximum work-day in industries where,in consequence of prolonged labour hours, the health of the workers might be in danger. An inquiry of comrade Bebel, on the hours of labour in bakeries, largely contributed to the vote of this resolution (§ 120 e. of the *Industrial Code*).

Sunday work has been reduced to such an extent, that shops are only allowed to be open during five hours on Sundays and

Bank holidays.Hotels and bars,as well as the transport industries, are not submitted to this law. Besides this, work is authorized in enterprises whose nature requires uninterrupted labour, that is to say, where stoppage may occasion losses, and also in enterprises dependent on hydraulic power or wind. Authorization to employ workers is given, in certain industries enumerated in the law, by a decision of the federal Council; other exceptions are admitted by the central authority of each State, and exceptions for a few days, by the police.

In all other cases, work on Sunday is not allowed, and this interdiction is fairly well observed. But the whole of the legislation on labour protection only applies to Industry, Trade and Transport. It does not apply to Agriculture.

Work in factories is forbidden to children, who are less than 13 years old. Women are allowed to work 11 hours by day. They are forbidden to work at night.

The federal Council has made but little use of the right it has been given by the law,to shorten hours of labor.On 4 March 1896,an ordonnance appeared, by which day work for bakers is reduced to 12 hours, and to 11 and 10 hours for apprentices. On 26 April, an ordonnance was published, which extends these limitations to mills and prescribes a daily rest of 8 hours. Later on, a regulation was made for waiters and cooks in hotels and public houses, by which they obtain a daily rest of 8 hours, and a day's holiday once a fortnight.

Other ordonnances apply particularly to unhealthy industries in which, in certain cases, hours of labour have been reduced.

In the « Thomas » ovens, hours of labour may not exceed 10, if work is interrupted by rest, and 8 if it is continuous. In the galvanisation workshops of rubber factories, labour shall not, according to an ordonnance of 1 March 1902, exceed twice two hours daily, if in the galvanisation, sulphuret of carbon is employed.

In quarries and workshops for cutting stones, hours of labour may not exceed 10 for extraction work and 9 for cutting.

In factories, where white of lead is used, hours of labour may not exceed 12 hours.

In factories where accumulators are made,workers, occupied in mixing,may not work for more than 8 hours, when work is interrupted by rest, and for 6 hours when labour is continuous.

A series of ordonnances concern Only regulations for workshops, the disposal of workshops, methods of labour etc., but they do

not refer to hours of labour. Ordonnances of this kind have been prescribed for cigar-, soda-, chromate-zinc-, and glass factories, etc.

On 9 July 1900 the stipulations of § 135 to § 139b (interdiction of childlabour, a 10 hours day for persons from 14 to 16 years, an 11 hours day for men and interdiction of nightlabour for young workers) have also been extended to workshops, where motors are employed. Later on, these prescriptions have been applied likewise to shops, where clothes are made.

By an amendment to the Industrial Code, published on 30 June 1900, it has been prescribed that shops shall be closed at 9 o'clock at night and that the employees of these have the right, in communes of 20,000 inhabitants and more, to a rest of 11 hours, and in the smaller communes to a rest of 10 hours.

A law of 23 March 1903, limits the labour of children employed as messengers in trade and transport enterprises.

The text of the Maritime Code, applied since 1903, stipulates that on transatlantic steamers, there shall be 3 gangs for firing and engines, and that engine men and stokers shall not work for more than twice 4 hours. When the ship is at anchor in ports, sailors shall not be occupied for more than 10 hours, and in the tropics, for not more than 8 hours. On Sunday, seaman shall only do work that is indispensable.

It is, unhappily, not possible to find out if, and in what measure, professional associations have inscribed, in their provisions against accidents, a limitation of hours of labour. These provisions require to be sanctioned by the Imperial Insurance Office, and may not be enforced till after its approval. They are also published by the professional organisations, but no collection of these acts exists. The protecting stipulations of the Industrial Code apply to miners, as does also the greater part of the legislation on insurance. But the more important questions concerning these are regulated by the mining laws of each federal State. This applies more especially to Prussia and to Saxony, as in the other States, there is only brown-coal and alkali. The number of persons, employed in mines, in saltworks and turf pits in 1895, came to 487,024 in Prussia and to 32,458 in Saxony, out of 567,753 workers numbered by the census. Mining laws in Prussia, stipulate that, in enterprises where the temperature regularly exceeds 28 degrees C., hours of labour shall not exceed 6.

The Central Committee of the German Social-democratic Party.

GREAT BRITAIN.

Under the various Factory Acts the labour of women and children is limited in certain kinds of employment.

Children may be employed as half-timers in textile factories from 12 years of age, and at 13 on full time in any industry, even in mines. In many occupations, they may be employed for any period outside schoolhours. The raising of the school age is very necessary, it being at present among the lowest in Europe.

Textile factories employing women or children may work only between 6 a. m. et 6 p. m. (or 7 am. et 7 pm.) and only 56 1/2 hours net per week & overtime is prohibited.

In non-textile factories and ordinary workshops, women may be worked 60 hours per week & overtime under certain conditions, & the hours may range from 6 am. to 8 pm., or if no children are employed, from 6 to 10 pm.

In laundries, the only limit is the general one of 60 hours per week (or fourteen in any one day).

In another cases, there is no restriction.

In the case of men, there is no restriction by legislation, except indirectly where they are working in textile factories where women and children are employed.

There is also administrative power of interference under the Railways Regulation Act, 1893 by which the Board of Trade, if it considers the hours of any railway servants too long, may require the railway company te prepare a new schedule of hours under heavy benalties for non-compliance. The hours of many thousands of workers have been shortened in this way.

Attempts have been made last session in Parliament for many years to obtain the Eight Hours Day for miners. This is supported by all the miners except those of Durham. The advocacy of the General Eight Hours Day by legislation is chiefly among the Socialists.

Apart from legislation, the large and well organised trades have been able by trade union action to secure a usual working week, varying from 50 to 60 hours. The effect, however, of this Nine Hours Movement has been considerably neutralised bv the working of overtime.

In smaller workshops, there is practically no limit.

The hours, too, of shop-assistants, railway men, omnibus and tramway men, are in many cases, inhumanly long.

It has been estimated that probably half the working population of London works more than 12 hours per day.

The Eight hours day is in operation for Government workmen in the factories of the War Office, dockyards and the Post Office telegraph factories.

Certain private firms have also instituted the Eight Hours Day in their factories.

As regards the general tendency, the following may be quoted from the Board of Trade Labour Gazette for January, 1906, on the changes in hours of labour during 1905 : « The changes in the weekly hours of labour reported during 1905 affected 92,000 workpeople, and resulted in a net reduction in their working time amounting in the agregate to nearly 65,000 hours per week. The bulk of these changes were in the building trades ».

J. Frd. GREEN.
(in name of the « British Socialist Committee of the International Socialist Congresses)

HOLLAND

LEGISLATION. — The law of May 5, 1889 (modified in 1895, 1896, and 1902) limits the work of women and adolescents, under the age of 16, to eleven hours, stipulating, that work shall not begin before 5 o' clock in the morning and must be terminated at 7 o'clock in the evening, thus excluding protected persons from night employment. The law applies only to labour in factories and workshops. It allows exceptions to this, to be prescribed by Royal decree. These exceptions are fairly frequent.

The same law forbids employment of children under 12. It is not applied rigorously on this point. The reports of the labour inspectors prove that the paid employment of children, in the morning and in the evening, before and after school hours, is not unusual.

Agriculture, horticulture, turf pits and cattle farming are not submitted to this law, as far as women, adolescents and children are concerned.

According to the figures given by the Labour inspection, labours hours for adult men were the following, in inspected factories and workshops, during the summer :

From	9	hours or less for	19 %
»	9 1/2	»	9 1/2 %
»	10	»	23 %
»	10 1/2	»	20 %
»	11	»	28 1/2 %

These figures are the average for 1903 and 1904, and they refer to 93,491 workers. We have no law limiting day work of adult men. According to information given by the Inspection of Labour, labour hours of adult men, in inspected factories and workshops, during the summer, were the following :

From	9	hours and less for	4,6 %
»	9 1/2	»	5,2 »
»	10	»	21,3 »
»	10 1/2	»	16,1 »
»	11	»	27,4 »
»	11 1/2	»	8,1 »
»	12	»	10,4 »
»	12 1/2	»	2,3 »
»	13		2,6 »
»	13 1/2 and more		2,0 »

These figures are also the average for 1903 and 1904. They refer to 220,974 workers.

It is to be noticed, that these figures do not give a complete idea of the situation, as they refer only to factories and workshops visited by labour inspectors.

It results from these figures, that hours of work are from 10 *hours and less* for nearly 31 % of these workers, *from* 10 1/2 *hours and more* for nearly 69 % and *from* 12 *hours and more* for about 17 % of workers.

Only one group of workers, the diamond-cutters of Amsterdam, have, by means of their organisation, obtained a 9 hours' day. In all other industries, a 9 hours' day is exceptional ; it has been introduced in only a few isolated factories and workshops.

Our next congress will be called upon to organise a movement in favor of a maximum ten hours' day for adult men, — as a passing measure to a more effective reduction, and in favour of the prohibition of nightwork and for the extension of protective measures concerning the employment of women, adolescents and children.

VAN KUYKHOF.

(for the Social-Democratic Labour Party of Holland)

HUNGARY

Hungarian legislation allows a 16 *hours* workday. For children under 16, it prescribes 10 *hours*, but this law is not strictly applied.

Factory-inspection in Hungary exists only in name. Factories in general are unhealthy. In the mines, the situation is lamentable.

According to labour statistics, published in 1901 by the Board of Trade, there are, in Hungary, 2642 factories, occupying together 221,823 workers. Thewages of these are the following : less than ten *Kronen* weekly : 74,356 or 31,07 °/₀ workers; less than 10-14 weekly : 53,597 workers or 22,34 °/₀; less than 20-30 : 34,355 workers or 14,32 °/₀.

According to official figures, published in 1901, hours of labour are the following :

In 202 factories	more than	12	hours	daily.
In 285	»	12	hours	daily.
In 714	»	11	»	»
In 688	»	10	»	»
In 227	»	9	»	»

On an average, the 11 hours'day predominates.

It is worth while to notice, however, that the trades-unionist movement has developed rapidly during the three last years; through this movement, nearly 30,000 workmen have obtained a 9 hours'day and 100,000 a 10 hours'day. In consequence, wages have increased by 20 °/₀ during the last three years; but the price of food and housing has augmented in the same proportion.

The celebration of the first of May has conquered cityright in Hungary. It was only in the beginning of 1890 that we met with opposition in organizing this demonstration.

BUCHINGER,

(in name of the Social-democratic Party of Hungary)

ITALY.

The law of June 19, 1902, on Women- and Child labour determines as follows the maximum workingday for protected persons:

Children from 10 to 12 years old. . . . 8 hours.
» » 12 to 15 years old. . . . 11 hours.
Women of every age. . . . . 12 hours.

The Minister of Agriculture, Industry and Trade may authorize temporarily and exceptionnally, on advice of the Provincial Health-Council,the employment of children from 12 to 15 years old during 12 hours, provided that this prolongation be claimed by technical or economic necessities.

There is no legal disposition limiting hours of labour for men, older than 15.

In Italy, government having not yet organised an industrial census, it is not possible to publish general statistics on working hours in our country.The Labour-Bureau tries to fill this regretable gap, but its studies on the matter are still backward. There are, not wisthanding,some figures published in the *Bollettino del lavoro*:

In the *Textile trade*, which is the most developed industry in Italy,the Bureau had received information concerning 64 localities and there was a 10 hours working day in 2 localities, a 10 1/2 h. one in 4, an 11 hours one in 2, an 11 1/2 hours one in 53 and a 12 h. one in 3 localities.

In *mines* and *quarries*, an eight hours day is the most frequent for extraction work while an 8 to 12 hours day is the most frequent for work in the open and in workshops.

For *metalworkers*, the working day is from 10 to 12 hours and in the majority of cases, it oscillates between 10 and 11 hours.

In the *marble industry*, which is of great importance in Italy, a 10 hours day is neary always the rule.

In the *glass industry*, an agreement between employers and workmen has limited hours of labour to 8 and 9, according to the categories of workers.

In the *wood industry*, the working day is from 10 to 11 hours.

In the *leather and skin trade*, the information which concerns a limited number of localities, gives a uniform 10 hours' day.

In the *printing trade*, the working day is from 9 to 10 hours.

In the building trade, the working day is 10 hours in 75 localities — 10 1/2 in 18 — 11 in 23 — 12 in 3.

The Secretary of the Italian Socialist Party.

SERVIA

Industrial development has only lately been introduced into Servia. Thus it is only recently that a modern working class, conscious of the necessity of class struggle, has been formed and organised. The non organised workers have a workday of 15 *hours*. As for the organised workmen, their average daytime is the following :

Cigarmakers	8 1/2 hours
Printers	9 hours
Bookbinders	9 1/2 hours
Painters	9 1/2 hours
Woodworkers	10 1/2 hours
Metalworkers	10 1/2 hours
Tailors	10 1/2 hours
Shoemakers	11 hours

Working hours are fixed by agreement and tariff, and in order to appreciate the advantages ensuing from this system, one must remember that, a few years ago, workers had a 16 *hours*' day.

In State enterprises, the working day lasts 10 hours. Up to now, trade unions have not succeeded in organising these workers.

Our country has no legislation for the protection of labour. Here and there, the laws contain an isolated text in favour of the working classes which, however, employers do not respect. This situation is explicable. Our party has no representatives in Parliament. We have recently, for the first time, taken part in the municipal elections where we gained 9 out of 45 seats in Belgrade, 5 out of 30 at Kragijewot and 3 out of 30 at Schaboz.

N. STOJANOVITSCH
(for the Servian Socialist Party)

SWEDEN

LEGISLATION. — The object of the law of November 18, 1861 concerning the employment of « persons in low age » in factories and workshops, tends to forbid the employment of children, who are not twelve years old and who do not possess the knowledge required for the examination which they have to pass on leaving the public schools and of those for whom the work is too hard by reason of bad health.

By « persons in low age » the law means persons who are not quite 18 and by « children » those who are not quite 14.

The same law permits the daily employment in factories of « children » during six hours maximum and of » persons in low age » during 10 hours. These hours shall fall between six o'clock in the morning and eight o'clock in the evening. The law forbids the employment of girls and children underground, in mines or in quarries. Up to now however, this law has been delusive, for it has often been violated without punishment ensuing.

A complemental law was promulgated on October 17, 1900. It prescribes, that children, who are not yet 13, shall not be employed for more than six hours daily, in industrial professions. Il also limits to 10 hours, daily, the work of persons who are not yet 18. These hours fall between 6 o'clock in the morning and 7 o'clock in the evening.

Since the promulgation of the law of May 10th 1889, concerning protection against professional dangers, and of the rider added to the law, dated December 13, 1895, and, finally, since the introduction of labour inspection, the Swedish proletariat has more guarantees that the law will be obeyed.

Sweden does not yet possess any legislation as regards the working hours of adult workmen. However, in consequence of the activity of strong labour organisations, hours of work have been steadily reduced.

In the beginning of the labour movement, in 1880, working hours were 12 and even 15 daily, while now, in general, they have been reduced to 9 and 10. In all the collective labour contracts, which are being contracted for at the present time, working hours, per week are 60, maximum. In certain branches, thev have been reduced to 58, 56, 54 and even 52. We do not yet possess exact figures concerning the different professions, but an inquiry, which the government is making, will prove, beyond all contestation, that the movement for diminishing hours of labour in Sweden has not been in vain, although legislation has not, till now, considered adult workers.

The two Chambers of the « Riksdag » have however resolved, unanimously, that government shall submit to Parliament a bill, stipulating conditions by which municipalities will be authorized to fix a closing hour for shops, and another bill improving existing laws regarding the trade of pedlars. The object of this resolution is to fix a legal working day for trade employees.

C. G. T. Wickman Hj. Branting.
(in name of the Socialdemocratic Party of Sweden)

SWITZERLAND

The federal factory law of 23 March 1877 prescribes a maximum day of 11 hours and of 10 hours on Saturdays, Since a few months, our Parliament has adopted a further reduction of one hour a week, on Saturdays. Since more than 27 years, the working class has fought,without result, for a ten hours day. Meanwhile,a large number of entreprises, forced by production and the labour movement, have reduced hours of labour below the legal limit. The statistics of 1895 and 1901 give a precise idea of these reductions :

In 1895, hours of labour were 65 a week in 57,1 °/₀, — 62 1/2 hours in 9, 3 °/₀, — 57 hours in 28, 3 °/₀, — 54 hours in 3, 3 °/₀ — and less than 54 hours in 1, 5 °/₀ of enterprises ; in 1901, hours of labour were 65 a week in 41, 7 °/₀, — 62 1/2 hours in 12 2 °/₀, — 57 hours in 38, 1 °/₀, — 54 hours in 4, 6 °/₀ and under 54 hours in 3, 4 °/₀ of enterprises.

If one calculates the average per workman and week, the result is, for 1895 : 62 hours and 51 minutes, and for 1901 : 62 hours 3 minutes, that is to say, an average daily shortening of labour by 8 minutes.

This somewhat extraordinary phenomenon is explainable by the fact that more especially those branches of industry (for instance textile and stone industries) which employ large masses of workmen, stil cling to the longest hours of labour. It follows that 65 hours per week are the rule in 73 °/₀ of the cotton trade, 56 °/₀ of the silk industry, 37 °/₀ of the wool industry, 57 °/₀ of the linen trade, 69 °/ of stone and ceramic industries. In the workshops for the construction of engines,. only 8, 7 °/₀ have 65 hours of labour, — 81 °/₀ 57 hours, — 5, 7 °/₀, 54 and 0, 4 °/₀ less than 54 hours.

As regards hours of labour in all the industries, taken together, in Switzerland, those in the cotton trade are the most unfavourable and those in the relatively little developed industry of engine construction, the most favourable.

Overtime can be allowed by the communal, district and cantonal authorities, and in several localities, it is granted so frequently that the legal hours are only a fiction.

Workshops, in which labour is continuous, are forced to introduce three gangs as a rule, working eight hours each. Law

forbids the system of 2 gangs, but here also admits exceptions. Women and child labour is however forbidden at night as well as work on Sundays. Overtime can be allowed to adult men, over 18, at night and on Sundays.

(notice of the Social-democratic Party of Switzerland, according to Dr J. Hertz)

UNITED STATES

According to the report of the Federal Bureau of Labor, there are 8 hour laws in 31 out of the 45 States of the Union, besides several territories and dependencies, also under the United States itself. These laws, however, are neither uniform, nor are they as thorough as may appear superficially. I refer to the below official table :

« ARIZONA. — Eight hours constitute a day's work in all mines and underground workings.

ARKANSAS. — Eight hours of labor constitute a day's work, unless it is otherwise expressly stipulated by the parties to a contract. The time of service of all labores, workmen, and mechanics employed upon any public works of, or work done for, the State, or for any political sub-division thereof, whether the work is to be done by contract or otherwise, is limited and restricted to eight hours in any one calendar day, and a stipulation that no workman, laborer, or mechanic in the employ of the contractor or sub-contractor shall be required or permitted to work more than eight hours in any one calendar day, except in cases of extraordinary emergency, shall be contained in every contract to which the State or any political sub-division thereof is a party.

COLORADO. — Eight hours constitute a day's work for all workingmen employed by the State, or any county, township, school district, municipality, or incorporated town, and for workingmen in all underground mines or workings and in smelting and refining works.

CONNECTICUT. — Eight hours of labor constitute a lawful day's work unless otherwise agreed.

DELAWARE. — Eight hours constitute a legal day's work for all municipal employés in the city of Wilmington.

DISTRICT OF COLUMBIA. — Eight hours constitute a day's work for all laborers or mechanics employed by or on behalf of the District of Columbia.

HAWAÏ. — For all mechanics, clercks, laborers, and other employés on public works and in public offices eight hour of actual service constitue a day's work.

IDAHO. — Eight hours' actual work constitute a lafwul day's work on all State, county, and municipal work.

ILLINOIS. — Eight hours are a legal day's work in all mechanical employments, except ou farms, and when otherwise agreed ; does not apply to service by the day, week, or month, or prevent contracts for longer hours. Eight hours constitute a day's labor for persons assessed to work on public highways.

INDIANA. — Eight hours of labor constitute a legal day's work for all classes of mechanics, workingmen and laborers, excepting those engaged in agricultural and domestic labor. Overwork by agreement and for extra compensation is permitted. The employment of persons under fourteen years of age for more than eight hours per day is absolutely prohibited.

IOWA. — Eight hours constitute a day's labor on public roads.

KANSAS. — Eight hours constitute a day's work for all laborers, mechanics, or other persons employed by or on behalf of the State or any county, city, township, or other municipality.

MARYLAND. — No mechanic or laborer employed by or on behalf of the city of Baltimore shall be required to work more than eight hours as a day's labor.

MASSACHUSETTS. — Eight hours shall constitute a day's work for all laborers, workmen, and mechanics employed by or on behalf of any city or town in the Commonwealth upon acceptance of the statute by a majority of voters present and voting upon the same at any general election.

MINNESOTA. — Eight hours constitute a day's labor for all laborers, workmen, and mechanics employed by or on behalf of the State, whether the work is done by contract or otherwise.

MISSOURI. — Eight hours constitute a legal day's work. The law dees not prevent an agreement to work for a longer or a shorter time and does not apply to laborers and farm hands in the service of farmers or others engaged in agriculture. It is unlawful for employers to work their employés longer than eight hours per day in mines.

MONTANA. — Eight hours constitute a legal day's work for persons engaged to operate or handle any first-motion or direct-acting hoisting engine, or any geared or indirect-acting hoisting engine at any mine employing fifteen or more men underground when the duties of fireman are performed by the person so

engaged; also for any stationary engine developing fifty or more horse-power when such engineer has charge or control of a boiler or boilers in addition to his other duties. The law applies only to such steam plants as are in continuous operation or are operated sixteen ore more hours in each twenty-four hours, and does not apply to persons running any engine more than eight hours in each twenty-four for th purpose of relieving another employé in case of sickness or other unforeseen cause. Eight hours constitute a day's labor upon roads and highways.

NEBRASKA. — Eight hours constitute a day's work on public roads and on all public works in cities of the first class.

NEVADA. — For labor on public highways, in underground mines and smelters, and on all works and undertakings carried on or aided by the State, county, or municipal governments, the hours of labor are fixed at eight per day.

NEW MEXICO. — Eight hours are required as a day's labor on public roads and highways.

NEW YORK. — Eight hours constitute a day's work for all classe of employés, except in farm or domestic labor. Overwork for extra pay is permitted, except upon work by or for the State or a municipal corporation, or by contractors or sub-contractors therewith. The law applies to those employed by the State or municipality, or by persons contracting for State work, and each contract to which the State or a municipal corporation is party shall contain a stipulation that no workman, laborer or mechanic in the employ of the contractor, sub-contractor, etc., shall be permitted or required to work more than eight hours in any one calendar day, except in cases of extraordinary emergency.

OHIO. — Eight hours shall constitute a day's work in all engagements to labor in any mechanical, manufacturing, or mining business, unless otherwise expressly stipulated in the contract.

OKLAHOMA. — Eight hours constitute a day's labor on public highways.

OREGON. — Eight hours constitute a day's labor on public roads.

PENNSYLVANIA. — Eight hours of labor shall be deemed and held to be a legal day's work in all cases of labor and service by the day where there is no agreement or contract to the contrary. This does not apply to farm or agricultural labor or service by the year, month, or week.

Eight hours out of the twenty-four shall make and constitue a day's labor for all mechanics, workmen, and laborers in the

employ of the State, or of any municipal corporation therein, or otherwise engaged on public works; this shall be deemed to apply to mechanics, workingmen, of laborers in the employ of persons contracting with the State or any municipal corporation therein, for the performance of public work.

PORTO RICO.—No laborer is compelled to work more than eight hours per day on public works.

SOUTH DAKOTO. — For labor on public high ways, day's work is fixed at eight hours.

TENNESSEE. — Eight hours shall be a day's work upon the highways.

TEXAS. — Eight hours constitue a day's work on public highways.

UTAH — Eight hours constitue a day's work upon all public works and in all underground mines or workings, smeltern das, all other institutions for the reduction or refining of ores.

WASHINGTON. — Eight hours in any calendar day shall constitute a day's work on any work done for the State, county, or municipality. In cases of extraordinary emergency, overtime may be worked for extra pay.

WEST VIRGINIA. — Eight hours shall constitute a day's work for all laborers, workmen, and mechanics who way be employed by or on behalf of the State.

WISCONSIN. — In all engagements to labor in any manufacturing or mechanical business, where there is no express contract to the contrary, a day's work shall consist of eight hours; but the law does not apply to contracts for labor by the week, month, or year. In all manufactories, workshops, or other places used for mechanical or manufacturing purposes, childern under eighteen years of age and women may mot be compelled to work over eight hours a day. Eight constitute a day's labor on public highways.

WYOMING. — Eight hours' actual work constitute a legal day's work in all mines, State and municipal works.

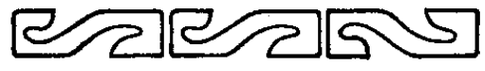
UNITED STATES. — Eight hours shall constitute a day's work for all laborers, workmen, and mechanies who may be employed by or on behalf of the United States. »

As you will be able to judge from a perusal of the above table, in many if not all the cases,the two contracting parties, employer and employé, may contract themselves out of the law. This

feature, in all cases where it exists, virtually, aye,actually emas culates the law.

As to the shortening of the hours of work as the result of strikes, it would be venturesome to speak. In my annual report for 1905, recently published by the Bureau, I sketched the facts concerning the capitalist connection of the A. F. of L. Connecting with what I said then,I will add now that it often is next to impossible to determine what the issue of a strike for shorter hours has been.The lieutenants of the capitalist class engineer these strikes with great frequency in obedience to orders from some employer who wishes to injure a competitor. As a result « victories » are often declared that are defeats in fact. On the whole I should say that 9 hours is the ordinary length of the day. In many industries the hours are longer ; in some they are normally 8.

Daniel De Leon
for the « Socialist Labor Party. »



ERRATA

P. 3, au lieu de VAILALNT, lire VAILLANT.

P. 13, l. 24, lire : plus de 10 heures *62,9* (en 1872) et *51,6* (en 1884)

P. 20, l. 8 (à partir du bas de la page), au lieu de 127,381, lire 127,331.

P.29, l. 15 (en comptant à partir du bas de la page),au lieu de 54 h.en 28,3 %, lire : 57 h. en 28,3 %.

P. 29, l. 27, lire *dans* au lieu de : dans dans.

IM DEUTSCHEN TEXT :

Seite 39, zeile 16, amstatt *Buchdruckereigewerbe*, richtig : *Buchdruckereibranche.*

DIE INTERNATIONALE UND DER WELTKRIEG

MATERIALIEN

GESAMMELT VON

CARL GRÜNBERG

ERSTE ABTEILUNG

VOR DEM KRIEGE UND WÄHREND DER ERSTEN KRIEGSWOCHEN

LEIPZIG
VERLAG VON C. L. HIRSCHFELD
1916

Inhaltsverzeichnis [1]).

Seite

Vorbemerkung 1

Erstes Kapitel. Die Internationale.

§ 1. Beschlüsse der Internationalen Sozialistischen Kongresse gegen den Krieg 1867—1910 5
§ 2. Internationale Kundgebungen in den Jahren 1911—1913 . . . 13
§ 3. Bei Kriegsausbruch 32, 295

Zweites Kapitel. Deutsches Reich.

§ 1. Vom September 1912 bis Juli 1914 44
§ 2. Unmittelbar vor Ausbruch des Krieges 48
§ 3. Unmittelbar nach Ausbruch des Krieges 63, 299

Drittes Kapitel. Österreich-Ungarn.

a) Österreich.

§ 1. Die Gesamtpartei im Jahre 1912 79
§ 2. Die deutsche Sozialdemokratie bis Ende 1913 84
§ 3. Die deutsche Sozialdemokratie unmittelbar vor Kriegsausbruch 86, 299
§ 4. Die deutsche Sozialdemokratie unmittelbar nach Kriegsausbruch 91
§ 5. Die italienische Sozialdemokratie 103
§ 6. Die polnische Sozialdemokratie 107, 304
§ 7. Die tschechische Sozialdemokratie 116, 313
§ 8. Die ukrainische Sozialdemokratie 116
§ 9. Die südslavische Sozialdemokratie 116

b) Ungarn.

§ 1. Im Jahre 1912 116
§ 2. Unmittelbar vor und nach Kriegsausbruch 120

Viertes Kapitel. Frankreich.

§ 1. Von 1912 bis Mitte Juli 1914 129
§ 2. Unmittelbar vor Kriegsausbruch 134
§ 3. Nach Kriegsausbruch 154

Fünftes Kapitel. Belgien.

§ 1. Unmittelbar vor Kriegsausbruch 161
§ 2. Nach Kriegsausbruch 164

Sechstes Kapitel. Großbritannien.

§ 1. Die Zeit von 1912 bis zum Frühjahr 1914 170
§ 2. Unmittelbar vor und nach Ausbruch des Krieges 176

Siebentes Kapitel. Rußland.

§ 1. Allgemeine Kundgebungen vor und unmittelbar nach Ausbruch des Krieges 188

1) Unter Einbeziehung der Nachträge S. 295/318.

Seite
§ 2. Die polnische Sozialdemokratie 190, 304
§ 3. Die übrigen sozialistischen Organisationen Rußlands 205

Achtes Kapitel. Serbien.
§ 1. Erklärungen aus den Jahren 1912—1913 206
§ 2. Bei Ausbruch des Weltkrieges 210

Neuntes Kapitel. Italien.
§ 1. Die Kongresse von 1912 und 1914 214
§ 2. Unmittelbar vor und nach Ausbruch des Weltkrieges 218

Zehntes Kapitel. Die Schweiz 235

Elftes Kapitel. Holland 239
§ 1. Die Socialdemokratische Arbeiderspartij 239
§ 2. Die Socialdemokratische Partij 252

Zwölftes Kapitel. Rumänien.
§ 1. Während des Balkankrieges 1913 263
§ 2. Unmittelbar vor und nach Ausbruch des Weltkrieges 266

Dreizehntes Kapitel. Schweden 283

Vierzehntes Kapitel. Amerika 293

Berichtigungen und Zusätze.

Seite 13 lies in der §Überschrift 1911—1913 statt 1911—1915.
„ 34 Nr. 24 Zeile 7 von oben lies contre l'Allemagne statt contre la France.
„ 34 Nr. 25 Zeile 9 von unten lies exprimant statt expriment.
„ 39 Zeile 2 von oben lies 1914 statt 1915.
„ 39 Anmerkung lies 28. VIII. 1914 statt 28. III. 1914.
„ 63. Vor Zeile 9 von oben ist einzufügen:
§ 3. Unmittelbar nach Ausbruch des Krieges.
„ 66 Anmerkung: Die Erzgebirgische Volksstimme ist nicht durch die Chemnitzer Volksstimme ersetzt worden, sondern erscheint nach wie vor als Kopfblatt der letzteren.
„ 98 Zeile 12 von oben lies 4. VIII. statt 4. VII.
„ 104 Nr. 77 Zeile 5 von oben lies Piccolo statt Piocolo.
„ 105/06 letzte resp. erste Zeile lies Francia statt Francier.
„ 116 Zeile 5 von unten lies Partei Ungarns statt Partei Ungarn.
„ 117 Zeile 1 von oben lies Lieferanten statt Spediteure.
„ 129 Anm. Zeile 3 lies La guerre sociale statt La guerre socialiste.
„ 137 Nr. 79 Zeile 21 lies c'est statt c'ést.
„ 141 Zeile 16 von unten lies Marcel Cachin statt Marchel Cachin.
„ 144 Zeile 3 von oben lies n'a statt na.

Vorbemerkung.

Der Weltkrieg und die Begleitumstände, unter denen er ausgebrochen ist, haben die Form, welche die proletarische Arbeiterbewegung vor einem halben Menschenalter sich als Ausdruck ihrer organischen Einheit geschaffen, die zweite Internationale, zerschlagen. Mochten auch manche, die sie hatten begründen helfen, in den ersten Kriegsmonaten diese Tatsache noch leugnen wollen: heute wird sie von keiner Seite mehr bestritten. Diese Reflexwirkung des Krieges hat ihrerseits wieder eine zweite gezeitigt. Nahezu überall, in den vom Krieg unmittelbar erfaßten Ländern ebensowohl wie in den neutralen, hat das Gefüge der sozialistischen Parteien eine schwere Erschütterung und Lockerung erfahren. Es ist dies die logisch notwendige Folge des von Sektion zu Sektion der zerstörten Internationale sowie innerhalb jeder einzelnen von ihnen mit steigender Verbitterung geführten Streites darüber: ob die Haltung der Arbeiterparteien und, wo zwiespältige Auffassungen in ihrer Mitte zu Tage getreten sind, der Mehrheiten und Minderheiten bei Ausbruch des Krieges und sodann in dessen Verlauf mit den Grundsätzen des Sozialismus überhaupt und den Beschlüssen der internationalen Kongresse insbesondere übereinstimme, sich mit ihnen vereinbaren lasse oder sich als offener Abfall von ihnen darstelle? Welche Folgen sich hieraus für ihre Beziehungen zu einander in Gegenwart und Zukunft ergeben? Wie sich fortan, bis zur Wiederkehr des Friedens und nachher, ihre Stellung zu den Regierungen sowie zu den anderen Klassen des eigenen Staates und des eigenen Volkes gestalten werde und solle, d. h. ob und inwieweit Änderungen des Programms wie der Taktik sich als nützlich, notwendig, unvermeidlich erweisen würden?

All das festzuhalten, seinen Ursachen nachzugehen, es in

seinen äußeren und inneren Verknüpfungen zu schildern und seine Bedeutung für die Weiterentwicklung der sozialistischen Theorie und Praxis zu würdigen, ist sicherlich eine Aufgabe von größtem wissenschaftlichem Reize. Nur daß sie freilich im gegenwärtigen Augenblick und wohl durch Jahre noch in gedeihlicher Weise unlösbar erscheint. Inmitten des gewaltigsten Geschehens mangeln Ruhe, innere Sammlung und Unbefangenheit, ja vielfach sogar der Wille zu ihr. Auch abgesehen hiervon läßt sich, was im Fluß der Entwicklung, nicht abschließend darstellen und beurteilen. Vor allem aber bedarf fruchtbringende wissenschaftliche Betrachtung einer genügend und möglichst vollständigen stofflichen Unterlage. Deren Beschaffung ist während des Krieges in höchstem Maße erschwert. Sie wird bei der örtlich außerordentlichen Zerstreutheit des Materials auch nach Wiederkehr des Friedens nicht leicht sein. Um so notwendiger ist es daher, jetzt schon mit ihr zu beginnen und so die Voraussetzungen für eine Geschichte der sozialistischen Internationale während des Krieges zu schaffen, wie sie — mit mir — gewiß manche Forscher planen oder später unternehmen werden.

Damit ist der Zweck der nachfolgenden Sammlung umschrieben.

Sie soll in erster Reihe die offiziellen Kundgebungen der politischen und gewerkschaftlichen Arbeiterorganisationen aller Länder bieten, die geeignet sind, deren Haltung zum Kriege vor und nach dessen Ausbruch zu charakterisieren; daneben aber auch gleichgeartete besonders wichtige Artikel aus der Arbeiterpresse, Äußerungen von Führern und Flugblätter. All das in ungekürztem Wortlaut, da nichts leichter mißzuverstehen und mißzudeuten ist als Fragmente. — Die deutschen, englischen, französischen und italienischen Materialien werden nur in der Ursprache wiedergegeben; den übrigen ist eine deutsche Übersetzung beigefügt, die — falls nichts anderes bemerkt ist — von mir herrührt. — Soweit, trotz aller meiner Bemühungen nach Vollständigkeit, Lücken unvermeidlich waren, werden sie nachträglich ausgefüllt werden. — Was die Stoffgliederung anbelangt, so enthält die vorliegende Erste Abteilung nur Materialien aus der Zeit vor dem Kriege und unmittelbar nach dessen Beginn, reicht also nicht über die zweite Hälfte des August 1914

hinaus. Die zweite wird den Stoff bis zum Eintritt Italiens in den Krieg (23. Mai 1915) umfassen; die dritte die spätere Zeit.

Mein Versuch wäre ohne die opferbereite Unterstützung Vieler nicht möglich geworden. Ihnen allen sage ich auch an dieser Stelle herzlichsten Dank [1]).

---

1) Insbesondere fühle ich mich verpflichtet den Herren DDr.: ADOLF DRUCKER, ROBERT SCHEU, SIGMUND SCHILDER, Sekretären und FRIEDRICH DÉRI, Konzeptsadjunkten des Wirtschaftspolitischen Archivs im k. k. österreich. Handelsmuseum in Wien; ferner den Herren: Dr. FRIEDRICH ADLER-Wien; Dr. WERNER AMMANN-Zürich; Dr. L. BARBAR, Advokaten in Sofia; Frau Dr. HELENE BAUER-LANDAU-Wien; E. BUCHINGER, Sekretär der Sozialdem. Partei Ungarns-Budapest; Dr. R. DANNEBERG-Wien; Dr. STANISLAUS DNISTRYANSKI, Professor an der Universität Lemberg; EUGEN ERNST-Berlin; Reichsratsabgeordneten GEORG GRIGOROVICI-Czernowitz; Dr. HENRYK GROSSMANN-Wien; ALFRED HENKE, Mitgl. d. Reichstags-Bremen; Dr. GUSTAV MAYER, Mitglied der polit. Abteilung beim Generalgouverneur in Belgien-Brüssel; Dr. FRANZ MEHRING-Berlin; Gewerkschaftssekretär HANS MUCHITSCH-Graz; cand. jur. L. PETSCHERSKI-Wien; OTTO POHL-Amsterdam; N. RJASANOFF-Zürich; Dr. C. RACOVSKI-Bukarest; Dr. ERWIN SZABÓ-Budapest; cand. jur. G. TSCHUDNOWSKI-Kopenhagen; D. J. WIJNKOOP-Amsterdam; endlich den Redaktionen der Bremer Bürgerzeitung, des Hamburger Echo, der Bergarbeiter-Zeitung; des Der Grundstein; der Holzarbeiter-Zeitung Metallarbeiter-Zeitung, Steinsetzer-Zeitung, des Der Textilarbeiter, des Der Zimmerer, der Die Gewerkschaft.

Erstes Kapitel.

Die Internationale.

§ 1. Beschlüsse der Internationalen Sozialistischen Kongresse gegen den Krieg 1867—1910[1]).

Nr. 1. II. Kongress der Internat. Arbeiter-Association von Lausanne (2.—8. IX; 1867).

Le Congrès de l'Association internationale des travailleurs, réuni à Lausanne,

Considérant: Que la guerre pèse principalement sur la classe ouvrière, en ce qu'elle ne la prive pas seulement des moyens d'existence, mais qu'elle l'astreint à verser le sang du travailleur; Que la paix armée paralyse les forces productives, ne demande au travail que des œuvres inutiles, et intimide la production en la plaçant sous le coup des menaces de guerre; Que la paix, première condition du bien-être général, doit à son tour, être consolidée par un nouvel ordre de choses qui ne connaîtra plus dans la société deux classes, dont l'une est exploitée par l'autre; Que la guerre a pour cause première et principale le paupérisme et le manque d'équilibre économique; Que pour arriver à supprimer la guerre, il ne suffit pas de licencier les armées, mais qu'il faut encore modifier l'organisation sociale dans le sens d'une répartition toujours plus équitable de la production,

Décide: D'adhérer pleinement et entièrement au Congrès de la Paix qui se réunira le 9 Septembre à Genève, s'il accepte la déclaration ci-dessus enoncée, de le soutenir énergiquement et de participer à tout ce qu'il pourrait entreprendre pour réaliser l'abolition des armées permanentes et le maintien de la paix, dans le but d'arriver le plus promptement possible à l'émancipation de la classe ouvrière et à son affranchissement du pouvoir et de l'influence du capital ainsi qu'à la formation d'une confédération d'États libres dans toute l'Europe.

---

[1]) Sie sind sämtlich wieder abgedruckt: dreisprachig, im Bulletin périodique du B(ureau) S(ocialiste) I(nternational). Ier Supplément au Nr. 9; sodann als Anhang zum Protokoll des Baseler Intern. Soz.-Kongr. von 1912. Berlin 1912. S. 43/52.

Nr. 2. III. Kongress der Internat. Arbeiter-Association von Brüssel (6.—13. IX. 1868).

Le Congrès, considérant que la justice doit être la règle des rapports entre les groupes naturels, peuples, nations, aussi bien qu'entre les citoyens; que la cause primordiale de la guerre est le manque d'équilibre économique, que la guerre n'a jamais été que la raison du plus fort et non pas la sanction du droit; Qu'elle n'est qu'un moyen de subordination des peuples par les classes privilégiées ou les gouvernements qui les représentent; Qu'elle fortifie le despotisme, étouffe la liberté (nous en donnons la preuve, les dernières guerres d'Italie et d'Allemagne); Que, semant le deuil et la ruine dans les familles, la démoralisation sur tous les points où les armées se concentrent, elle entretient et perpétue ainsi l'ignorance et la misère; Que l'or et le sang des peuples n'ont jamais servi qu'à maintenir entre eux les instincts sauvages de l'homme à l'état de nature; Que, dans une société fondée sur le travail et la production, la force ne peut être mise qu'au service de la liberté et du droit de chacun; qu'elle ne peut être qu'une garantie et non une oppression, fût-ce même pour un seul membre utile du corps social; Que, dans l'état actuel de l'Europe, les gouvernements ne représentent pas les intérêts légitimes des travailleurs; Que si la guerre a pour cause principale et permanente le manque d'équilibre économique et ne peut être par conséquent anéantie que par la réforme sociale, elle n'en a pas moins pour cause auxiliaire l'arbitraire qui résulte de la centralisation et du despotisme; Que les peuples peuvent donc diminuer dès maintenant le nombre des guerres en s'opposant à ceux qui les font ou les déclarent; Que ce droit appartient surtout aux classes ouvrières, soumises presqu'exclusivement au service militaire et qu'elles seules peuvent lui donner une sanction; Qu'elles ont pour cela un moyen pratique légal et immédiatement réalisable; Qu'en effet, le corps social ne saurait vivre si la production est arrêtée pendant un certain temps; qu'il suffit donc aux producteurs de cesser de produire pour rendre impossibles les entreprises des gouvernements personnels et despotiques;

Le Congrès de l'Association internationale des travailleurs réuni à Bruxelles déclare protester avec la plus grande énergie contre la guerre. Il invite toutes les sections de l'Association, chacune dans leurs pays respectifs, ainsi que toutes les sociétés ouvrières et tous les groupes d'ouvriers, quels qu'ils soient, à agir avec la plus grande activité pour empêcher une guerre de peuple à peuple, qui aujourd'hui ne pourrait être considérée que comme une guerre civile, parce que, faite entre producteurs, elle ne serait qu'une lutte entre frères et citoyens. Le Congrès recommande surtout aux travailleurs de cesser tout travail dans le cas où une guerre viendrait à éclater dans leurs pays respectifs. Le Congrès compte assez sur l'esprit de solidarité qui anime les travailleurs de tous les pays pour espérer que leur appui ne fera pas défaut à cette guerre des peuples contre la guerre.

Nr. 3. Internationaler Gewerkschaftskongress in London (6.—10. XI. 1888).

Considérant que les grands armements des gouvernements de l'Europe sont une menace permanente pour la paix du monde, et causent un grand préjudice à la classe ouvrière, le Congrès invite les démocraties des divers pays à donner mandat à leurs députés de substituer le principe de l'arbitrage à la guerre, pour résoudre les différends entre les gouvernements.

Nr. 4. I. Internationaler Sozialisten-Kongress in Paris (15.—20. VII. 1889).

Le Congrès international ouvrier socialiste de Paris, Considérant: Que l'armée permanente ou la force armée au service de la classe régnante ou possédante, est la négation de tout régime démocratique ou républicain, l'expression militaire du régime monarchique ou oligarchique et capitaliste, un instrument de coups d'Etat réactionnaires et d'oppression sociale; Que, résultat et cause du système de guerres agressives, danger constant de conflits internationaux, l'armée permanente et la politique offensive dont elle est l'organe, doivent faire place à la politique défensive et pacifique de la démocratie, à l'organisation du peuple entier exercé, armé, non plus pour le pillage et la conquête, mais pour la sauvegarde de son indépendance et de ses libertés; Que l'armée permanente, cause incessante de guerre est, ainsi que l'histoire le démontre, incapable de défendre un pays contre les forces supérieures d'une coalition et que la défaite laisse le pays désarmé, à la merci des vainqueurs, tandis que la nation préparée, organisée, armée, serait inaccessible à l'invasion; Que l'armée permanente est la désorganisation de toute vie civile, enlevant à chaque nation pour l'encaserner, la démoraliser, sa meilleure jeunesse, à la période d'apprentissage, d'études, de plus grande activité et d'action; Qu'ainsi le travail, la science et l'art se trouvent stérilisés, arrêtés dans leur essor; le citoyen, l'individu, la famille atteints dans leur existence, dans leur développement; Qu'au contraire dans l'armée vraiment nationale, ou nation armée, le citoyen poursuit dans la vie nationale le développement de ses aptitudes, de ses facultés, exerce ses fonctions militaires comme un attribut nécessaire de sa qualité de citoyen; Considérant: Que l'armée permanente, par les charges incessamment accrues de la dette de guerre, par les impôts et emprunts toujours aggravés qu'elle motive, est une cause de misère et de ruine.

Répudie hautement les projets belliqueux entretenus par des gouvernants aux abois; Affirme la paix comme condition première et indispensable de toute émancipation ouvrière; Et réclame, avec la suppression des armées permanentes, l'armement général du peuple sur les bases suivantes: L'armée nationale ou la nation armée formée de tous les citoyens valides, organisés par région, de telle sorte que chaque ville, chaque canton ait son bataillon, composé de citoyens qui se connaissent, réunis, armés, équipés et prêts à marcher, s'il le faut, dans les vingt-quatre heures. A chacun son fusil et

son équipement à domicile, comme en Suisse, pour la défense des libertés publiques et de la sécurité nationale.

Le Congrès déclare en outre que la guerre, produit fatal des conditions économiques actuelles, ne disparaîtra définitivement qu'avec la disparition même de l'ordre capitaliste, l'émancipation du travail et le triomphe international du socialisme.

Nr. 5. II. Internationaler Sozialisten-Kongress in Brüssel (16.—23. VIII. 1891).

Le Congrès, Déclare que le militarisme, qui pèse sur l'Europe est le résultat fatal de l'Etat permanent de guerre ouverte ou latente imposée à la société par le régime d'exploitation de l'homme par l'homme et la lutte de classe qui en est la conséquence; Affirme que toutes les tentatives ayant pour objet l'abolition du militarisme et l'avènement de la paix entre les peuples — quelque généreuses qu'en soient les intentions — ne sauraient être qu'utopiques et impuissantes, si elles n'atteignent pas les sources économiques du mal; Que seule, la création d'un ordre socialiste mettant fin à l'exploitation de l'homme par l'homme, mettra fin au militarisme et assurera la paix définitive; Que, par suite, le devoir et l'intérêt de tous ceux qui veulent en finir avec la guerre est d'entrer dans le Parti Socialiste International qui est le véritable et unique Parti de la Paix.

En conséqnence, le Congrès, en présence de la situation, chaque jour, plus menaçante de l'Europe et des excitations chauvines des classes gouvernantes dans les différents pays, fait appel à tous les travailleurs pour protester par une agitation incessante contre toutes les velléités de guerre et les alliances qui les favorisent, et pour hâter, par le développement de l'organisation internationale du prolétariat, le triomphe du socialisme; Déclare que c'est le seul moyen capable de conjurer la catastrophe d'une guerre générale, dont les travailleurs auraient à supporter tous les frais; Et entend, dans tous les cas, rejeter, devant l'histoire et l'humanité, sur les classes dirigeantes, la responsabilité de tout ce qui pourrait survenir.

Nr. 6. III. Internationaler Sozialisten-Kongress in Zürich (6.—12. VIII. 1893).

La position des ouvriers en cas de guerre est définie d'une façon précise par la résolution du Congrès de Bruxelles sur le militarisme. La démocratie socialiste internationale révolutionnaire, dans tous les pays, doit s'élever de toutes ses forces contre les appétits chauvins des classes dirigeantes, elle doit consolider toujours plus étroitement les liens de la solidarité entre les ouvriers de tous les pays; elle doit travailler, sans relâche, à vaincre le capitalisme qui divise l'humanité en deux grands camps ennemis et provoque les peuples les uns contre les autres. Avec la suppression de la domination des classes, la guerre disparaîtra également. La chute du capitalisme signifie la paix universelle. Les mandataires du parti ouvrier dans

les assemblées délibérantes doivent repousser tous les crédits militaires; ils doivent sans cesse protester contre les armées permanentes et réclamer le désarmement. Tout le parti socialiste doit prêter son appui à toutes les associations qui ont pour but la paix universelle.

Nr. 7. IV. Internationaler Sozialisten-Kongress in London (27.—31. VII. 1896).

En période capitaliste, les causes principales des guerres ne sont pas les différences religieuses ou nationales, mais les antagonismes économiques auxquels les classes dirigeantes des divers pays sont poussées par le mode de production. De même que le capitalisme sacrifie sans cesse la vie et la santé des travailleurs sur le champ de bataille du travail, il n'éprouve aucune scrupule de faire couler leur sang en vue de nouveaux profits à obtenir par la conquête de nouveaux débouchés.

La classe laborieuse de tous les pays a donc le devoir de s'élever contre l'oppression militaire au même titre que contre toutes les autres formes d'exploitation dont elle est victime de la part de la classe possédante. Dans ce but elle doit conquérir la puissance politique pour abolir le mode de production capitaliste et refuser, simultanément dans tous les pays, aux gouvernements, instruments de la classe capitaliste, les moyens de maintenir l'ordre des choses actuel.

Les armées permanentes dont l'entretien épuise déjà les nations en temps de paix et dont les frais sont supportés par la classe ouvrière, accroissent le danger de guerre entre les nations et elles favorisent surtout l'oppression toujours plus brutale des travailleurs de chaque pays. C'est pourquoi le cri: «A bas les armes!» n'est pas plus entendu que les autres appels aux sentiments humanitaires de la classe capitaliste.

La classe prolétarienne seule peut avoir la volonté sérieuse et le pouvoir de réaliser la paix du monde.

Elle réclame: 1° La suppression simultanée des armées permanentes et l'organisation de la nation armée. 2° L'institution d'un tribunal arbitral international, dont les décisions sont souveraines. 3° La décision définitive sur la question de guerre ou de paix laissée directement au peuple pour le cas où les gouvernements n'accepteraient pas la sentence arbitrale. Et elle proteste contre le système des traités secrets.

Mais la classe prolétarienne ne pourra en cette matière comme en n'importe quelle autre revendication ouvrière, arriver réellement à son but qu'en conquérant une action maîtresse sur la législation et en s'alliant au socialisme international seul à même d'assurer la paix et d'amener la véritable fraternité des peuples.

Nr. 8. V. Internationaler Sozialisten-Kongress in Paris (23.—27. IX. 1900).

Le congrès déclare qu'il y a lieu de redoubler, dans tous les pays, de zèle, d'énergie, de vigueur, dans la lutte quotidienne contre le militarisme,

qu'il y a lieu surtout d'opposer à l'alliance de la bourgeoisie et des gouvernements impériaux, l'alliance des prolétaires de tous les pays.

Le Congrès indique comme moyens d'action: 1° Les différents partis socialistes sont engagés à poursuivre avec soin l'éducation et l'organisation de la jeunesse, en vue de combattre le militarisme. 2° Les députés socialistes, dans tous les pays, s'engagent à voter contre toute dépense militaire et toute dépense pour la flotte et les expéditions militaires coloniales. 3° La commission socialiste internationale permanente sera chargée d'entamer et de régler, dans tous les cas d'importance internationale, un mouvement de protestation et d'agitation antimilitariste uniforme et commun dans tous les pays.

Le Congrès proteste contre les soi-disant conférences de la paix comme celle de La Haye qui, dans la société actuelle, ne peuvent aboutir qu'à des déceptions fâcheuses, comme l'a démontré dernièrement la guerre du Transvaal.

Nr. 9. VII. Internationaler Sozialisten-Kongress in Stuttgart (16.—24. VIII. 1907).

Le Congrès confirme les résolutions des précédents congrès internationaux concernant l'action contre le militarisme et l'impérialisme et rappelle que l'action contre le militarisme ne peut pas être séparée de l'ensemble de l'action contre le capitalisme.

Les guerres entre États capitalistes sont en général les conséquences de leur concurrence sur le marché du monde, car chaque état ne tend pas seulement à s'assurer des débouchés, mais à en acquérir de nouveaux, principalement par l'asservissement des peuples étrangers et la confiscation de leurs terres.

Ces guerres résultent de la concurrence incessante provoquée par les armements du militarisme, qui est l'un des instruments principaux de la domination de la bourgeoisie et de l'asservissement économique et politique de la classe ouvrière.

Les guerres sont favorisées par les préjugés nationalistes que l'on cultive systématiquement dans l'intérêt des classes dominantes afin de détourner la masse prolétarienne de ses devoirs de classe et de ses devoirs de solidarité internationale.

Elles sont donc de l'essence du capitalisme et ne cesseront que par la suppression du système capitaliste, ou bien, quand la grandeur des sacrifices en hommes et en argent exigée par le développement de la technique militaire et la révolte provoquée par les armements, auront poussé les peuples à renoncer à ce système.

La classe ouvrière, chez laquelle on recrute de préférence les combattants et qui principalement doit en supporter les sacrifices matériels, est l'adversaire naturelle des guerres parce que celles-ci sont en contradiction avec le but qu'elle poursuit: la création d'un nouvel ordre économique, basé sur la conception socialiste destinée à traduire en réalité la solidarité des peuples.

C'est pourquoi le Congrès considère qu'il est du devoir de tous les travailleurs et de leurs mandataires dans les parlements de combattre de toutes leurs forces les armements de terre et de mer, en signalant le caractère de classe de la société bourgeoise et les mobiles qui poussent au maintien des antagonismes nationaux, de refuser tout soutien pécuniaire à cette politique et, aussi, de s'appliquer à ce que la jeunesse prolétarienne soit élevée dans les idées socialistes de la fraternité des peuples et éveillée systématiquement à la conscience de classe.

Le Congrès voit dans l'organisation démocratique d'un système de milice, destiné à remplacer les armées permanentes, une garantie réelle rendant impossibles les guerres agressives et facilitant la disparition des antagonismes nationaux.

L'Internationale ne peut pas enfermer d'avance dans des formules rigides l'action nécessairement diverse, selon les temps et les milieux, des divers partis nationaux, mais elle a le devoir d'intensifier et de coordonner le plus possible les efforts de la classe ouvière contre le militarisme et contre la guerre.

En fait, depuis le Congrès International de Bruxelles, le prolétariat tout en poursuivant sa lutte incessante contre le militarisme par le refus des dépenses militaires et navales, par l'effort de démocratisation de l'armée, a recouru avec une vigueur et une efficacité croissantes aux moyens les plus variés pour prévenir les guerres ou pour y mettre un terme, ou pour faire servir à l'affranchissement de la classe ouvrière l'ébranlement communiqué par la guerre à toutes les couches sociales: ainsi, notamment, l'entente des trade-unions anglaises et des syndicats ouvriers français après la crise de Fachoda pour assurer la paix et rétablir les bons rapports entre la France et l'Angleterre; l'action du parti socialiste au Parlement français et au Parlement allemand dans la crise du Maroc; les manifestations populaires organisées à cet effet par les socialistes de France et d'Allemagne; l'action concertée des socialistes autrichiens et des socialistes italiens réunis à Trieste pour prévenir un conflit entre les deux États; l'intervention vigoureuse de la classe ouvrière de Suède pour empêcher une attaque contre la Norvège; enfin, les héroïques sacrifices et combats de masse des socialistes, des ouvriers et paysans de Russie et de Pologne pour empêcher la guerre déchaînée par le tsarisme, pour y mettre un terme et pour faire jaillir de la crise la liberté des peuples de Russie et du prolétariat; tous ces efforts donc attestent la puissance croissante de la classe ouvrière et son souci croissant de maintenir la paix par d'énergiques interventions. L'action de la classe ouvrière sera d'autant plus efficace qu'une propagande incessante aura préparé les esprits à un vigoureux effort et que l'action des divers partis nationaux sera plus fortement stimulée et coordonnée par l'Internationale. Le Congrès est convaincu en outre que sous la pression du prolétariat, la pratique sérieuse de l'arbitrage international se substituera, pour tous les litiges, aux pitoyables tentatives des gouvernements bourgeois, et qu'ainsi pourra être assuré aux peuples le bienfait du désarmement général qui permettra d'appli-

quer au progrès de la civilisation les immenses ressources d'énergie et d'argent dévorées par les armements et par les guerres. Le Congrès déclare: Si une guerre menace d'éclater, c'est un devoir de la classe ouvrière dans les pays concernées, c'est un devoir pour leurs représentants dans les parlements avec l'aide du Bureau International, force d'action et de coordination, de faire tous leurs efforts pour empêcher la guerre par tous les moyens qui leur paraissent les mieux appropriés et qui varient naturellement selon l'acuité de la lutte des classes et la situation politique générale.

Au cas où la guerre éclaterait néanmoins, ils ont le devoir de s'entremettre pour la faire cesser promptement et d'utiliser de toutes leurs forces la crise économique et politique créée par la guerre pour agiter les couches populaires les plus profondes et précipiter la chute de la domination capitaliste.

Nr. 10. VIII. Internationaler Sozialisten-Kongress zu Kopenhagen (28. VIII.—3. IX. 1910).

Le Congrès constate que dans ces dernières années, malgré les Congrès de la paix et les déclarations pacifistes des gouvernements, les armements ont été augmentés d'une façon considérable. En particulier, la concurrence des armements maritimes, dont la dernière phase est la construction des Dreadnoughts, entraîne non seulement un gaspillage insensé des deniers publics pour des buts stériles et est cause, par conséquent, du manque de ressources et de l'absence de dépenses pour les réformes sociales et pour la législation protectrice du travail; elle menace aussi d'épuiser matériellement toutes les nations, par les charges intolérables des impôts indirects et tous les Etats, par la ruine des finances publiques. En même temps ce sont ces armements précisément qui ont menacé dernièrement encore la paix du monde, comme ils en seront forcément la menace perpétuelle. En face de cette évolution, qui est un danger à la fois pour la civilisation humaine, pour la prospérité des peuples et pour l'existence des masses, le Congrès confirme les résolutions des Congrès antérieurs et en particulier celles du Congrès de Stuttgart et rappelle:

Que les travailleurs de tous les pays n'ont entre eux ni démêlés ni désaccord de nature à provoquer une guerre; que les guerres ne sont actuellement causées que par le capitalisme et particulièrement par la concurrence économique internationale des Etats capitalistes sur le marché du monde, et par le militarisme, qui est un des instruments les plus puissants de la domination bourgeoise à l'intérieur pour l'asservissement économique et politique du prolétariat. Les guerres ne cesseront complètement qu'avec la disparition de la société capitaliste. La classe ouvrière, qui supporte les charges les plus lourdes de la guerre et a le plus à en souffrir, est donc le plus intéressée à leur disparition. Le prolétariat socialiste organisé de tous les pays est donc le seul garant sûr de la paix du monde. C'est pourquoi le Congrès engage à nouveau les partis ouvriers à répandre la lumière sur les causes des guerres dans tout le prolétariat et en particulier dans la

jeunesse, et à éduquer cette dernière dans l'esprit de la fraternité des peuples. Le Congrès, en maintenant, pour les représentants socialistes dans les parlements, l'obligation, plusieurs fois répétée déjà, de combattre de toutes leurs forces les armements et de refuser pour cette destination toute dépense financière, attend de ces députations: a) Qu'elles réclament sans cesse la solution obligatoire de tous les conflits entre Etats par des cours d'arbitrage internationales; b) Qu'elles renouvellent constamment les propositions tendant au désarmement général et, d'abord et avant tout, les propositions de conclure des conventions limitant les armements maritimes et d'abolir le droit de prise maritime; c) Qu'elles réclament l'abolition de la diplomatie secrète et la publication de tous les traités existants et futurs entre gouvernements; d) Qu'elles réclament avec instance l'autonomie de tous les peuples et les défendent contre toute attaque belliqueuse et contre toute oppression. Le Bureau Socialiste International aidera tous les groupes parlementaires socialistes dans la lutte contre le militarisme, par l'envoi de documents, et tendra à amener une action commune de ces groupes. Pour les cas de complications guerrières, le Congrès confirme la motion antimilitariste du Congrès de Stuttgart, qui dit:

«Si une guerre menace d'éclater, c'est un devoir de la classe ouvrière »dans les pays concernés, c'est un devoir pour leurs représentants dans les »parlements avec l'aide du Bureau International, force d'action et de coor»dination, de faire tous leurs efforts pour empêcher la guerre par tous les »moyens qui leur paraissent le mieux appropriés et qui varient naturelle»ment selon l'acuité de la lutte des classes et la situation politique générale. »Au cas où la guerre éclaterait néanmoins, ils ont le devoir de s'entremettre »pour la faire cesser promptement et d'utiliser de toutes leurs forces la »crise économique et politique créée par la guerre pour agiter les couches »populaires les plus profondes et précipiter la chute de la domination capi»taliste.» Afin d'assurer l'exécution de ces mesures, le Congrès invite le Bureau Socialiste International à faire, pour les cas de conflits internationaux, entre les partis ouvriers des pays intéressés, l'entente pour une action commune, afin d'empêcher la guerre. En tous cas où il y aurait menace de conflit entre deux ou plusieurs pays, s'il y a hésitation ou retard de décision de leurs partis nationaux consultés, le secrétaire du B. S. I., sur la demande d'au moins un des prolétariats intéressés, convoquera d'urgence le B. S. I. et la Commission Interparlementaire qui devront aussitôt se réunir, soit à Bruxelles, soit en tout lieu qui, suivant les circonstances, paraîtrait mieux convenir.

---

§ 2. Internationale Kundgebungen in den Jahren 1911—1915.

Unmittelbar vor dem Ausbruch des Balkankrieges (18. X. 1912) übermittelte das J. S. B. in Brüssel mit Rundschreiben

vom 12. X. 1912[1]) allen affiliierten Sektionen das nachfolgende auf seine Initiative hin zustandgekommene

Nr. 11. *Manifeste des socialistes de Turquie et des Balkans*[2])[3]).

Au peuple travailleur des Balkans et d'Asie Mineure. —

A l'Internationale ouvrière! — A l'opinion publique!

La guerre est à nos portes. Quand ces lignes paraîtront, ella sera probablement un fait accompli.

Mais nous, les socialistes des pays balkaniques ainsi que du proche Orient que la guerre atteint plus directement, nous ne nous laisserons pas entraîner par la vague chauvine. Nous élevons plus énergiquement encore notre voix contre la guerre et nous invitons les masses ouvrières et paysannes avec toutes les démocraties sincères à se joindre à nous pour opposer à la politique des violences sanglantes, qui traîne derrière elles les conséquences les plus funestes, notre conception de la solidarité internationale.

Les prolétaires des Balkans n'ont rien à gagner à une aventure, car vaincus et vainqueurs verront également, sur des monceaux de cadavres et de ruines s'élever plus forts et plus arrogants encore le militarisme, la bureaucratie, la réaction politique et la spéculation financière avec leur cortège habituel de lourds impôts et de renchérissement de la vie, d'exploitation et de misère profonde.

La guerre aura, en outre, pour les pays balkaniques, d'autres conséquences qui résultent de leur situation politique et géographique.

Dans le cas où ils sortiraient vainqueurs du conflit et où l'empire ottoman deviendrait l'objet d'un partage, la part léonine, c'est-à-dire les régions économiquement les plus riches et les points stratégiques les plus importants deviendront la proie des grandes puissances capitalistes qui, depuis des siècles, s'arrachent les territoires d'Orient, lambeau par lambeau.

L'Autriche à Salonique, la Russie au Bosphore et en Anatolie orientale, l'Allemagne occupant le reste de l'Anatolie et l'Italie l'Albanie du sud — telle sera la carte probable de l'Orient après une débâcle éventuelle de l'empire ottoman.

Or, le jour où ils tomberont dans les griffes des puissances, il en sera fait de l'indépendance nationale des Etats balkaniques. Les libertés politiques et publiques des peuple seront anéanties par le militarisme et l'autocratie monarchique, qui, forts de leur victoire sur les Turcs, exigeront de nouveaux crédits pour leurs armées en même temps que de nouveaux privilèges pour les souverains. Et, après ces dures épreuves, les luttes nationales entre

---

1) Bulletin du B. S. J. IX, 4. 2) Ebenda IX, 5/7. 3) Vgl. dazu die gleichzeitigen Kundgebungen unter: Deutschland, Österreich-Ungarn, Frankreich (Kap. 2—4).

les peuples ne seront pas closes. Elles deviendront alors plus acharnées encore, les uns et les autres aspirant à l'hégémonie.

La Turquie victorieuse nous donnera une recrudescence du fanatisme religieux et du chauvinisme musulman — le triomphe de la réaction politique — la perte des quelques améliorations obtenues au prix de tant de sacrifices dans le gouvernement intérieur du pays. Elle amènera en outre le triomphe des impérialismes autrichien et russe, qui se poseront en sauveurs des puissances balkaniques battues, pour étendre leur protectorat intéressé à des peuples ruinés.

Pour justifier la guerre, les nationalistes des Etats des Balkans invoquent la nécessité de réaliser leur unité nationale ou du moins d'obtenir l'autonomie politique pour leurs nationaux qui se trouvent sous la domination turque.

Ce ne sont pas les partis socialistes qui s'opposeront à la réalisation de l'unité politique des éléments de chaque nation.

Le droit des nationalités à une vie autonome est la conséquence directe de l'égalité politique et sociale et de la suppression de tout privilège de classe, de caste, de race ou de religion, demandées par l'Internationale ouvrière. Mais cette unité sera-t-elle réalisée par le fait d'un partage des populations et des territoires de la Turquie entre les petits Etats balkaniques?

Les Turcs tombés sous la domination bulgare, serbe ou grecque, auront-ils leur unité nationale? Les Serbes de Novi-Bazar et de la Vieille-Serbie, les Bulgares, les Grecs, les Albanais de la Macédoine, qu'un partage mettrait éventuellement sous le joug de l'Autriche ou de l'Italie, les Arméniens et les Kurdes de l'Anatolie orientale, les Turcs, les Grecs, les Bulgares du vilayet d'Andrinople, qui peuvent devenir la proie de la Russie, réaliseront-ils leur unité nationale?

La bourgeoisie et le nationalisme sont impuissants à constituer une unité nationale véritable et durable. Ce qui aura été créé par la guerre, pourra être détruit par une autre guerre.

L'unité nationale, fondée par la subjugation d'éléments nationaux d'autres races, porte en elle un vice originel qui la menace sans cesse. Le nationalisme ne fait que changer le nom des maîtres et les degrés de l'oppression, mais il ne les supprime pas. Seule, la démocratie politique avec l'égalité réelle pour tous les éléments, sans différence de race, de religion et de classe, peut créer une véritable unité nationale.

L'argument nationaliste n'est, en réalité, qu'un prétexte pour les gouvernements balkaniques.

Le véritable motif de leur politique n'est que la tendance vers l'expansion économique et territoriale, qui caractérise tous les pays à production capitaliste. Les voisins de la Turquie cherchent chez elle les mêmes avantages que les grandes puissances, cachées derrière les petits Etats: ils veulent des marchés pour le placement de leurs marchandises, de leurs capitaux et de cet excès de personnel bureaucratique pour lequel il n'y a plus de place dans les bureaux de la métropole.

Mais si nous marquons la lourde responsabilité des Etats balkaniques dans la guerre en perspective aussi bien que dans le passé quand ils empêchaient la transformation intérieure de la Turquie, si nous accusons de duplicité la diplomatie européenne qui n'a jamais voulu des réformes sérieuses en Turquie, nous ne voulons nullement diminuer la responsabilité des gouvernements turcs eux-mêmes Nous les dénonçons aussi au monde civilisé, au peuple de l'empire et particulièrement aux masses musulmanes avec l'appui desquels ils ont pu maintenir leur domination. Nous reprochons au régime turc une absence complète de liberté réelle et d'égalité pour les nationalités — un manque absolu de sécurité et de garantie pour la vie, les droits et les biens des citoyens — l'inexistence d'une justice et d'une administration bien organisées ou impartiales. Il a maintenu un système d'impôts des plus lourds et des plus vexatoires. Il est resté sourd à toutes les demandes de réformes pour les ouvriers et paysans musulmans et non musulmans. Il n'a soutenu que les féodaux et les tribus nomades, armées contre les agriculteurs sans défense.

Par leur inertie proverbiale, les gouvernements turcs n'ont fait que provoquer et entretenir la misère, l'ignorance, l'émigration et le brigandage, les massacres en masses en Anatolie et en Roumélie, en un mot l'anarchie qui sert aujourd'hui de prétexte à des interventions et à la guerre.

L'espoir que le nouveau régime mettrait fin au passé en inaugurant une politique nouvelle a été déçu. Les gouvernements „jeunes-turcs" successifs n'ont pas seulement continué les errements du passé: Ils ont usé de l'autorité et du prestige d'un semblant de parlementarisme octroyé à la Turquie, pour appliquer un système de dénationalisation et d'oppression avec un centralisme bureaucratique excessifs, étouffant les droits des nationalités et les revendications des masses laborieuses.

Les hommes du nouveau régime ont même, sous certains rapports, dépassé l'ancien qui avait élevé à la hauteur d'un système de gouvernement l'assassinat systématique des adversaires politiques.

Mais nous reconnaissons aux peuples — et aux peuples seuls — le droit de disposer de leur sort. A la guerre que nous répudions de toutes nos forces, comme moyen de résoudre les problèmes politiques et sociaux, nous opposons l'action des masses conscientes et organisées.

A l'idéal sanglant des nationalités de disposer du sort des peuples par la guerre et de marchander leurs droits et leurs territoires, nous répondrons par l'affirmation de la nécessité impérieuse, déjà proclamée à la Conférence interbalkanique et socialiste de Belgrade de 1909, d'unir étroitement, sous la forme la plus démocratique, tous les peuples des Balkans et du proche Orient, sans distinction de race ou de religion.

En dehors de cette Fédération des peuples de l'Europe orientale, il n'y a pas d'unité nationale possible et durable pour eux. Il n'y aura pas de progrès économique et social rapide, car leur développement sera continuellement menacé par des retours perpétuels de la réaction intérieure et de la domination étrangère.

En ce qui concerne plus spécialement l'empire ottoman, nous considérons qu'une réforme radicale dans ses rapports intérieurs peut seul rétablir la paix et la vie normale, éloigner les interventions étrangères et les dangers de guerre, et enfin, rendre possible la Fédération démocratique des Balkans.

Ce n'est pas en essayant de ranimer des projets vieux d'un demi-siècle, hérités d'une bureaucratie à courte vue, que le gouvernement turc pourra résoudre le problème des nationalités.

C'est en accordant l'égalité réelle par l'octroi de l'autonomie complète aux nationalités pour leurs institutions cultuelles — écoles, églises, etc. — et en établissant le gouvernement local (le selfgovernment) par régions, cantons et communes, avec la représentation porportionnelle des éléments ethniques et des partis, avec l'égalité des langues.

Seule, une administration, dans laquelle les divers éléments ethniques de l'empire seront représentés, donnera les garanties nécessaires d'impartialité.

Seule, la réforme agraire, la réforme des impôts, une législation sociale et des garanties pour les droits d'association et de réunion donneront aux masses ouvrières et paysannes musulmanes ce minimum de satisfaction qui les attachera au régime nouveau.

Ces réformes peuvent contrarier la bureaucratie turque, c'est-à-dire les quelques milliers d'individus attachés à leurs privilèges. Mais elles seront profitables au plus haut degré au peuple turc que le régime actuel réduit aux fonctions exclusives de soldat et de gendarme, courant à toutes les frontières et dans toutes les provinces pour combattre les calamités amassées sur ce pays par l'incapacité de l'oligarchie turque.

La solution des grands problèmes qui agitent les populations de l'empire ottoman garantira la sécurité nationale des musulmans et leur permettra de s'appliquer en tout repos à leur développement économique, politique et social.

Voilà le programme pour la réalisation duquel nous faisons appel, non seulement au concours du prolétariat des Balkans, mais aussi à celui du socialisme international.

Nous, les socialistes des Balkans et du proche Orient, nous avons la haute conscience du double rôle qui nous incombe à l'égard du prolétariat mondial et envers nous-mêmes.

Remontant le courant belliqueux déchaîné par les gouvernements et par la presse chauvine, luttant contre les sentiments enracinés et nourris par une éducation faussée, destinée à favoriser la lutte entre nationalités et la domination des classes, nous accomplirons, sans défaillance, notre devoir de solidarité internationale. En fait, nous nous trouvons simplement aux avants-postes, car la guerre des Balkans porte en elle un danger imminent pour la paix générale. En réveillant tous les appétits capitalistes des grands Etats, en donnant la prépondérance dans la vie politique aux éléments impérialistes, avides de conquêtes, elle peut provoquer, non seulement le conflit entre nations, mais encore la guerre civile. Et, comme les gouvernements capitalistes de plusieurs pays sont acculés par les victoires successives du

prolétariat, dans leurs derniers retranchements, ils ne manqueront pas de saisir l'occasion qui leur sera offerte pour noyer dans le sang des masses ou d'étrangler par une législation restrictive, notre mouvement d'émancipation, de civilisation et de progrès humain.

Depuis des semaines et des mois, nous menons une campagne contre la guerre. Mais c'est sourtout en ce moment que nous élevons le plus fortement notre protestation. Nous exprimons notre volonté ferme de soutenir de toutes nos forces la lutte du prolétariat mondial contre la guerre, contre le militarisme, contre l'exploitation capitaliste, pour la liberté, pour l'égalité, pour l'émancipation des classes et des nationalités, en un mot, pour la paix.

A bas la guerre!

Vive la solidarité internationale des peuples!

Les Socialistes de Turquie et des Balkans.

Am 20. X. 1912 veröffentlichte die Labour Party folgendes von allen ihren Mitgliedern im englischen Unterhause und den Mitgliedern der sozialdemokratischen Fraktion des Deutschen Reichstages unterzeichnete

Nr. 12. Manifesto[1]).

To the working people of Germany and England!

The parliaments of both Germany and England have again decided to grant the naval demands of their governements and enormously increase the burden of armaments. The representatives of the working classes of both countries, the members of the Socialdemocratie Party in Germany, and the Labour Party in England, have fought against this increase and voted against it. But they are not yet strong enough in ther Parliaments to prevent the acceptance of the Military and Naval budgets. Consequently the competition in armaments continues its fateful and fatal course, putting on the shoulders of the people, at a time of a general rise in prices for all commodities, a new and heavy burden, and at the same time aggravating the danger of a dreadful war.

The working classes of all civilised countries begin to understand more and more clearly that those increases in armaments are made in the interests of a minority, which is never content with the riches it has accumulated, whereas the masses of the population, especially the workmen, live mostly on the border of pauperism.

The workmen of Germany do not entertain any hostile feelings for England, nor do English workmen for Germany. They do not desire to

---

1) Bulletin du B. S. I. X, 21; Vorwärts, 20. X. 1912.

add to those sacrifices of life and health wich they are forced to undergo in factory and mine every day in the compulsory service of capitalism the further sacrifice of battles of land and sea.

Most determinedly they stand against all those who incite to war in both countries. They do not demand an increase in the capitalistic competition in armaments, but its abolition; not an incitement to war, but a mutual understanding between both nations.

A war between England and Germany would lead to such a catastrophe as history has never yet seen. All those who cause such a danger commit an infamous crime on humanity. The possibility of preventing this catastrophe lies in the hands of the working classes of both our countries.

We, as representatives of the organised classconscious workmen in both countries, therefore urge the whole body of workmen both in Germany and Great Britain to join our organisations to prevent civilisation and culture being pulled down into the abyss and numberless human lives annihilated.

Workmen of England and Germany! whereever you meet, you must always remember that you have a historical part to play, and the general welfare of the nations to advance. Agitate and organise for the mutual understanding of peoples for peace.

Am 28.—29. X. 1912 fand eine Sitzung des I. S. B. in Brüssel statt, in welcher — nach ausführlicher Debatte, an der VIKTOR ADLER, VAILLANT, HAASE, JAURÈS, ROSA LUXEMBURG, KAUTSKY, TROELSTRA, VANDERVELDE teilnahmen — gegen die Stimmen der Engländer beschlossen wurde: die Vertagung des ordentlichen Wiener Intern. Soz. Kongresses von 1913 auf 1914 sowie der möglich baldigste Zusammentritt eines außerordentlichen Kongresses auf Schweizer Boden mit der Tagesordnung: „Die Internationale Lage und die Vereinbarung für eine Aktion gegen den Krieg!“

Zugleich faßte das Bureau am 29. X. folgende

Nr. 13. Resolution gegen den Krieg[1]).

Le Bureau Socialiste International exprime son horreur profonde pour les massacres effroyables qui se perpètrent à cette heure dans la région balkanique et il envoie son salut le plus cordial aux socialistes des Balkans qui, avec un courage héroïque, sont restés fidèles aux principes du parti dans les circonstances les plus difficiles.

---

1) Bulletin du B. S. I. IX, 3.

Il reconnaît la force des raisons qui animent les peuples des Balkans à revendiquer leur indépendance et des garanties nécessaires pour tous les éléments de la péninsule, mais il est convaincu que ce grand objet aurait pu être atteint sans guerre, sans effusion de sang, et sans ruines économiques, si le problème n'avait pas été faussé par les ambitions dynastiques des chefs des Etats des Balkans, comme par les intrigues et les manœuvres des grands Etats qui ont paralysé perfidement les efforts de régénération de la Turquie et qui n'ont d'autre but que de réduire les peuples balkaniques sous leur vasselage.

C'est donc dans la démocratisation progressive et dans l'union intime de tous les Etats des Balkans, y compris la Turquie, c'est dans la lutte contre l'oligarchie agraire que les classes ouvrières de la péninsule ont vu la solution du problème.

Mais par le développement des convoitises et des brutalités de l'Europe, par les coups de force et de traîtrise du Maroc, de Bosnie-Herzégovine, de Tripoli, de Perse, par le jeu alternatif ou combiné des intrigues du tsarisme russe et des ambitions de la monarchie autrichienne, la guerre a été déclarée dans les Balkans. De cette guerre, peut sortir à toute heure un conflit général. Le devoir de tous les prolétaires, de tous les partis de l'Internationale, est plus grand et plus pressant que jamais. Il faut qu'à la lumière sinistre des événements, ils fassent comprendre aux plus réfractaires les causes profondes du régime d'insécurité, de brutalité et de rapines qui sévit sur de monde.

Il faut qu'ils hâtent de tout leur effort l'avènement du socialisme, qui, seul, fera pénétrer un ordre durable et vrai dans les relations internationales livrées à l'anarchie capitaliste, aux convoitises financières, aux fureurs chauvines, aux sournoiseries diplomatiques et aux violences réactionnaires. Mais aussi, il faut que dès maintenant, ils s'opposent de toute leur force à toute extension de la guerre, toute intervention intéressée et égoïste qui l'élargirait. Que le prolétariat se dresse contre la politique de guerre par toute la force de son organisation, par toute son action de masse, qu'il crie par toutes ses voix, qu'il signifie par tous ses actes qu'il ne se laissera pas jeter à des conflits stupides et sanglants. C'est pour donner à la protestation et à l'action contre la guerre le plus d'unité possible et d'efficacité que le Bureau Socialiste International a décidé la convocation dans le plus bref délai d'un Congrès international extraordinaire. La meilleure préparation de ce Congrès sera une agitation méthodique et intense de tous les groupements socialistes et ouvriers contre les fauteurs de conflits. Les heures prochaines seront pleines sans doute d'épreuves et de responsabilités pour le parti socialiste et pour le prolétariat. Il saura les affronter avec le courage dont ont fait preuve nos camarades engagés au centre même du conflit. Mais que les gouvernants sachent bien qu'il y aurait sans doute péril pour eux aussi à jouer avec le feu. Ce n'est pas impunément qu'ils allumeraient dans toute l'Europe un formidable incendie.

A bas la guerre! Vive l'Internationale!

Mit Rundschreiben vom 9. XI. 1912 wurde sodann als Kongreßort Basel bestimmt und zugleich beschlossen, am 17. XI. 1912 in allen Großstädten Europas internationale Meetings gegen den Krieg zu organisieren.

Außerordentlicher Internationaler Sozialistenkongreß zu Basel.

24. und 25. XI. 1912 [1]).

Derselbe beschloß einhellig nachfolgendes

Nr. 14. Manifeste [2]).

L'Internationale a formulé, dans ses congrès de Stuttgart et de Copenhague, les règles d'action du prolétariat de tous les pays pour la lutte contre la guerre:

(Folgt der vorletzte und letzte Absatz des Stuttgarter Beschlusses; siehe oben S. 12, 13).

Plus que jamais les événements font une loi au prolétariat international de donner à son action concertée toute la vigueur et toute l'énergie possibles. D'une part, la folie universelle des armements, en aggravant la cherté de la vie, a exaspéré les antagonismes de classe et créé dans la classe ouvrière un intolérable malaise. Elle veut mettre un terme à ce régime de panique et de gaspillage. D'autre part, les menaces de guerre qui reviennent périodiquement sont de plus en plus révoltantes. Les grands peuples européens sont constamment sur le point d'être jetés les uns contre les autres, sans qu'on puisse couvrir ces attentats contre l'humanité et contre la raison du moindre prétexte d'intérêt national. La crise des Balkans, qui a déjà causé tant de désastres, deviendrait, en se généralisant, le plus effroyable danger pour la civilisation et pour le prolétariat. Elle serait, en même temps, un des plus grands scandales de l'histoire par la disproportion entre l'immensité de la catastrophe et la futilité des intérêts qu'on invoque. — C'est donc avec joie que le Congrès constate la pleine unanimité des partis socialistes et des syndicats de tous les pays dans la guerre contre la guerre. Partout les prolétaires se sont élevés en même temps contre l'impérialisme, chaque section de l'Internationale a opposé au gouvernement de son pays la rési-

---

1) Bulletin du B. S. I. X, 9/12.

2) Dasselbe wurde bereits einmal — in der deutschen Originalfassung — in diesem „Archiv" V, 306/311 veröffentlicht. Seine Wiederholung an dieser Stelle erweist sich jedoch als notwendig: nicht bloß um der Vollständigkeit und Übersichtlichkeit des vorgelegten Materials willen, sondern auch im Hinblick auf die nunmehrige Ergänzung des letzteren.

stance du prolétariat et mis en mouvement l'opinion publique de sa nation contre toutes les fantaisies guerières. Ainsi s'est affirmée une grandiose coopération des ouvriers de tous les pays, qui a déjà contribué beaucoup à sauver la paix du monde menacée. La peur des classes dirigeantes devant une révolution prolétarienne, qui serait la suite d'une guerre universelle, a été une garantie essentielle de la paix. — Le Congrès demande aux partis socialistes de continuer vigoureusement leur action par tous les moyens qui leur paraitront appropriés. Pour cette action commune, il assigne à chaque parti socialiste sa tâche particulière. — Les partis socialistes de la péninsule des Balkans ont une lourde tâche. Les grandes puissances de l'Europe ont contribué, par l'ajournement systématique de toutes les réformes, à créer en Turquie un désordre économique et politique et une surexcitation des passions nationales qui devaient conduire nécessairement à la révolte et à la guerre. Contre l'exploitation de cet état de choses par les dynasties et par la classe bourgeoise, les socialistes des Balkans ont dressé, avec un admirable courage, la revendication d'une fédération démocratique. Le Congrès leur demande de persévérer dans leur admirable attitude. Il compte que la démocratie socialiste des Balkans mettra tout en œuvre après la guerre pour empêcher que les résultats acquis au prix de si terribles sacrifices soient confisqués et détournés par les dynasties, par le militarisme, par une bourgeoisie balkanique avide d'expansion. Le Congrès demande particulièrement aux socialistes des Balkans de s'opposer avec force, non seulement au renouvellement des anciennes inimitiés entre Serbes, Bulgares, Roumains et Grecs, mais à toute oppression des peuples balkaniques qui se trouvent à cette heure dans un autre camp: les Turcs et les Albanais. Les socialistes des Balkans ont le devoir de combattre toute violence faite au droit de ces peuples et d'affirmer, contre le chauvinisme et les passions nationales déchainées, la fraternité de tous les peuples des Balkans, y compris les Albanais, les Turcs et les Roumains. — Les socialistes d'Autriche, de Hongrie, de Croatie et Slavonie, de Bosnie et d'Herzégovine, ont le devoir de continuer de toute leur force leur opposition énergique à toute attaque de la monarchie du Danube contre la Serbie. C'est leur devoir de résister comme ils l'ont fait jusqu'ici à la politique qui tend à dépouiller la Serbie, par la force des armes, des fruits de la guerre, à la transformer en une colonie autrichienne et, pour des intérêts dynastiques, à impliquer les peuples de l'Autriche, et avec eux toutes les nations de l'Europe, dans les plus graves périls. Les socialistes d'Autriche-Hongrie doivent lutter aussi dans l'avenir pour que les fractions des peuples sudslaves, dominés maintenant par la maison des Habsbourg, obtiennent à l'intérieur même de la monarchie austro-hongroise le droit de se gouverner eux-mêmes démocratiquement. Les socialistes d'Autriche-Hongrie, comme les socialistes d'Italie, donneront une attention particulière à la question albanaise. Le Congrès reconnait le droit du peuple albanais à l'autonomie, mais il n'entend pas que, sous prétexte d'autonomie, l'Albanie soit sacrifiée aux ambitions austro-hongroises et italiennes. Le Congrès voit là non seulement un péril pour l'Albanie elle-même, mais encore, dans un temps peu éloigné, une

menace pour la paix entre l'Autriche-Hongrie et l'Italie. C'est seulement comme membre autonome d'une fédération démocratique des Balkans que l'Albanie peut mener vraiment une vie indépendante. Le Congrès demande donc aux socialistes d'Autriche-Hongrie et d'Italie de combattre toute tentative de leurs gouvernements d'envelopper l'Albanie dans leur sphère d'influence. Il leur demande de continuer leurs efforts pour assurer des relations pacifiques entre l'Autriche-Hongrie et l'Italie. — C'est avec une grande joie que le Congrès salue les grèves de protestation des ouvriers russes. Il y voit une preuve que le prolétariat de Russie et de Pologne commence à se remettre des coups que la contre-révolution tsariste lui a portés. Le Congrès voit dans cette action ouvrière la plus forte garantie contre les criminelles intrigues du tsarisme qui, après avoir écrasé dans le sang les peuples de son empire, après avoir infligé des trahisons innombrables aux peuples des Balkans, livrés par lui à leurs ennemis, vacille maintenant entre la peur des suites qu'une guerre aurait pour lui et la peur d'un mouvement nationaliste que lui-même a créé. Quand donc maintenant le tsarisme s'essaie à paraître comme un libérateur des nations balkaniques, ce n'est que pour reconquérir, sous un hypocrite prétexte et par une guerre sanglante, sa prépondérance dans les Balkans. Le Congrès compte que le prolétariat des villes et des campagnes de Russie, de Finlande et de Pologne, usant de sa force accrue, déchirera ces voiles de mensonge, s'opposera à toute aventure guerrière du tsarisme, à toute entreprise soit sur l'Arménie, soit sur Constantinople et concentrera toutes ses forces dans un nouveau combat de libération contre le despotisme tsariste. Le tsarisme est l'espérance de toutes les puissances de réaction de l'Europe, le plus terrible ennemi du peuple russe. L'Internationale considère qu'amener sa chute est une de ses tâches principales. — Mais la tâche la plus importante dans l'action internationale incombe aux travailleurs d'Allemagne, de France et d'Angleterre. En ce moment, les travailleurs de ces pays doivent demander à leurs gouvernements de refuser tout secours à l'Autriche-Hongrie et à la Russie, de s'abstenir de toute immixtion dans les troubles balkaniques et de garder une neutralité absolue. Si entre les trois grands pays qui guident la civilisation humaine une guerre éclatait pour la querelle serbo-autrichienne au sujet d'un port, ce serait une criminelle folie. Les travailleurs d'Allemagne et de France n'acceptent pas que des traités secrets puissent jamais leur faire une obligation d'entrer dans le conflit des Balkans. — Si, dans la suite, l'effondrement militaire de la Turquie ébranlait la puissance ottomane en Asie-Mineure, c'est le devoir des socialistes d'Angleterre, de France et d'Allemagne de s'opposer de toutes leurs forces à une politique de conquête en Asie-Mineure, qui mènerait droit à la guerre universelle. Le Congrès considère comme le plus grand danger pour la paix de l'Europe l'hostilité artificiellement entretenue entre la Grande-Bretagne et l'empire allemand. Il salue les efforts de la classe ouvrière des deux pays pour apaiser cet antagonisme. Il estime que le meilleur moyen à cet effet sera la conclusion d'un accord sur la limitation des armements navals et sur l'abolition du droit de prise mari-

time. Le Congrès demande aux socialistes d'Angleterre et d'Allemagne d'intensifier leur propagande en vue de cet accord. L'apaisement des antagonismes entre l'Allemagne d'un côté, la France et l'Angleterre de l'autre, écarterait le plus grand péril pour la paix du monde. Il ébranlerait la puissance du tsarisme qui exploite cet antagonisme. Il rendrait impossible toute attaque de l'Autriche contre la Serbie et il assurerait la paix universelle. Tous les efforts de l'Internationale doivent tendre vers ce but. — Le Congrès constate que toute l'Internationale socialiste est unie sur ces idées essentielles de la politique extérieure. Il demande aux travailleurs de tous les pays d'opposer à l'impérialisme capitaliste la force de la solidarité internationale du prolétariat. Il avertit les classes dirigeantes de tous les pays de ne pas accroître encore, par des actions de guerre, la misère infligée aux masses par le mode de production capitaliste. Il demande, il exige la paix. Que les gouvernements sachent bien que dans l'état actuel de l'Europe et dans la disposition d'esprit de la classe ouvrière, ils ne pourraient sans péril pour eux-mêmes déchaîner la guerre. Qu'ils se souviennent que la guerre franco-allemande a provoqué l'explosion révolutionnaire de la Commuue, que la guerre russo-japonaise a mis en mouvement les forces de révolution du peuple russe. Qu'ils se souvienent que le malaise provoqué par la surenchère des dépenses militaires et navales a donné aux conflits sociaux en Angleterre et sur le continent une acuité inaccoutumée et déchaîné des grèves formidables. — Ils seraient fous, s'ils ne sentaient pas que la seule idée d'une guerre monstrueuse soulève l'indignation et la colère du prolétariat de tous les pays. Les travailleurs considèrent comme un crime de tirer les uns sur les autres pour le profit des capitalistes ou l'orgueil des dynasties ou les combinaisons des traités secrets. Si les gouvernements, supprimant toute possibilité d'évolution régulière, acculent le proletariat de toute l'Europe à des resolutions désespérées, c'est eux qui porteront toute la responsabilité de la crise provoquée par eux. L'Internationale redoublera d'efforts pour prévenir la guerre par sa propagande toujours plus intense, par sa protestation toujours plus ferme. Le Congrès charge à cet effet le Bureau Socialiste International de suivre les événements avec un redoublement d'attention, et de maintenir, quoi qu'il advienne, la communication et le lien entre les partis prolétariens de tous les pays. — Le prolétariat a conscience que c'est sur lui que repose à cette heure tout l'avenir de l'humanité et il emploiera toute son énergie pour empêcher l'anéantissement de la fleur de tous les peuples, menacés de toutes les horreurs de massacres énormes, de la famine et de la peste. — Le Congrès fait appel à vous, prolétaires et socialistes de tous les pays, pour que, dans cette heure décisive, vous fassiez entendre votre voix. Affirmez votre volonté sous toutes les formes et partout. Elevez de toute votre force votre protestation unanime dans les parlements; unissez-vous dans des manifestations et actions de masse; utilisez tous les moyens que l'organisation et la force du prolétariat mettent en vos mains, de telle sorte que les gouvernements sentent constamment devant eux la volonté attentive et agissante d'une classe ouvrière résolue à la paix. Opposez ainsi au

monde capitaliste de l'exploitation et du meurtre des masses le monde prolétarien de la paix et de l'union des peuples.

* * *

Es ist nicht ohne Bedeutung, aus der Rede, in der VAILLANT die Zustimmung der französischen Delegation zum Ausdruck brachte, folgende Bemerkungen hervorzuheben:

Nr. 15 [1]).

„Dans la commission qui a élabore le manifeste tous les membres, ont déclaré qu'ils le voulaient animer du même esprit qui animait les résolutions du Congrès national français [2]). *Il était dans cette résolution des termes auxquels, beaucoup d'entre nous tenaient le plus, qui ne pourraient sans danger ou inconvenient pour quelques sections, être admis dans le manifeste. Mais n'ont été exclues ni la pensée, ni la volonté de la Grève Générale et de l'insurrection comme recours suprême contre la guerre. — La gréve insurrectionelle en Russie a été, en 1905, l'arme par excellence de la Révolution. Elle recommence aujourd'hui et c'est par elle que déjà sont tenues en échec les intrigues et les entreprises belliqueuses du tsarisme. — Mais le langage de l'Internationale ne peut être celui d'une section nationale. L'Internationale fait appel à l'action contre la guerre de toutes les sections nationales et elle fait confiance à chacune d'elles dans la certitude que chacune fera tout son devoir et agira dans toute la mesure des possibilités et de ses forces et de toute son energie pour rendre la guerre impossible. — La section française saura ne démériter ni de son histoire ni de son esprit révolutionaire.*

* * *

Und vor VAILLANT schon hatte JAURÈS in seiner Befürwortung des Manifestentwurfes festgestellt:

Nr. 16 [3]).

«... Si pour l'énorme diversité de toutes les éventualités notre résolution ne prévoit pas de mode spécial d'action, il n'en exclut aucun non plus. Elle donne un avertissement aux gouvernements et elle attire clairement leur attention sur le fait qu'ils créeraient facilement une situation révolutionnaire, oui, la plus révolutionnaire que l'on puisse imaginer».

Als im Frühjahr 1913 die deutsche und die französische Regierung neue Heeresvorlagen ausarbeiteten, erließen die Sozialdemokratien der beiden Länder ein:

1) Bulletin du B. S. I. X, 15. 2) Vgl. Viertes Kapitel: Frankreich.
3) Bulletin du B. S. I. X, 12.

Nr. 17. Manifeste germano-français contre l'accroissement des armements. 1. III. 1913[1]).

Au moment où, en Allemagne et en France, les gouvernements se préparent à déposer de nouveaux projets de loi qui vont encore accroître les charges militaires déjà formidables, les socialistes français et les socialistes allemands estiment que c'est leur devoir de s'unir plus étroitement que jamais pour mener ensemble la bataille contre ces agissements insensés des classes dirigeantes.

Les socialistes français et les socialistes allemands protestent, unanimement et d'une même voix, contre les armements incessants qui épuisent les peuples, les contraignent à négliger les plus précieuses œuvres de civilisation, aggravent les défiances réciproques, et au lieu d'assurer la paix, suscitent des conflits qui conduisent à une catastrophe universelle et qui aboutissent à la misère et à la déstruction des masses.

Les socialistes des deux pays ont le droit de se regarder comme les interprètes, tout à la fois du peuple allemand et du peuple français, quand ils affirment que la masse des deux peuples, à une majorité écrasante, veut la paix, et qu'elle a horreur de la guerre. Ce sont les classes dirigeantes qui, d'un côté et de l'autre de la frontière, provoquent artificiellement, au lieu de les combattre, les antagonismes nationaux, attisent l'hostilité réciproque, et détournent ainsi les peuples, dans leur pays, de leurs efforts de civilisation et de leur bataille émancipatrice.

Pour assurer tout à la fois le maintien de la paix, l'indépendance des nations et le progrès dans tous les domaines de la démocratie des deux Etats, les socialistes réclament que tous les conflits entre les peuples soient réglés par des traités d'arbitrage; car ils estiment que les résoudre par la voie de la violence n'est que barbarie et honte pour l'humanité.

Ils réclament qu'à l'armée permanente, qui constitue pour les nations une permanente menace, soient substituées des milices nationales, établies sur des bases démocratiques et n'ayant pour objet que la défense du pays.

Et si enfin, en dépit de leur opposition passionnée, de nouvelles dépenses militaires sont imposées aux peuples, les socialistes des deux pays lutteront de toute leur énergie pour que les charges financières retombent sur les épaules des possédants et des riches.

Les socialistes d'Allemagne et de France ont déjà, par leur conduite dans le passé, démasqué le double jeu, le jeu perfide des chauvins et des fournisseurs militaires des deux pays, qui évoquent aux yeux du peuple, en France, une prétendue complaisance des socialistes allemands pour le militarisme, et en Allemagne une prétendue complaisance des socialistes français pour le même militarisme.

La lutte commune contre le chauvinisme, d'un côté et de l'autre de la frontière, l'effort commun pour une union pacifique et amicale des deux nations civilisées doivent mettre fin à cette artificieuse duperie.

---

1) Ebenda XI, 1/2.

C'est le même cri contre la guerre, c'est la même condamnation de la paix armée qui retentissent à la fois dans les deux pays. C'est sous le même drapeau de l'Internationale — de l'Internationale qui repose sur la liberté et l'indépendance assurées à chaque nation — que les socialistes français et les socialistes allemands poursuivent avec une vigueur croissante leur lutte contre le militarisme insatiable, contre la guerre dévastatrice, pour l'entente réciproque, pour la paix durable entre les peuples.

Interparlamentarische Verständigungskonferenz in Bern.

11. V. 1913 [1]).

Die Einladung zu ihr war von Mitgliedern verschiedener Parteien des schweizerischen Nationalrates, darunter den Sozialdemokraten Greulich, Grimm, Jean Sigg, an sämtliche Abgeordnete des deutschen Reichstags und des französischen Parlaments ergangen. Es nahmen an ihr im ganzen 155 Parlamentarier teil: 34 Deutsche und 121 Franzosen (wovon 16 Senatoren). Auf deutscher Seite gehörten bloß 6, auf französischer 83 (einschl. 12 unabhängigen Sozialisten) bürgerlichen Parteien an. Die Konferenz beschloß einhellig folgende:

Nr. 18. Resolution [2]).

La première conférence de parlamentaires allemands et français, réunie à Berne, le 11 mai 1913, répudie énergiquement toute solidarité dans les détestables campagnes d'excitations chauvines de toutes sortes et les coupables spéculations qui menacent des deux côtés de la frontière d'égarer le bon sens et le patriotisme des populations.

Elle sait et elle proclame que les deux pays, dans leur immense majorité, sont fermement attachés à la paix, condition absolue de tout progrès.

Elle s'engage à une action incessante pour dissiper les malentendus, prévenir les conflits, et elle remercie de tout cœur les représentants d'Alsace-Lorraine d'avoir facilité, par leurs nobles déclarations, votées à l'unanimité, le rapprochement des deux pays comme une œuvre commune.

Elle invite ses membres à faire tous leurs efforts pour amener les gouvernements des grandes puissances à modérer leurs dépenses navales et militaires.

---

1) Internationales Jahrbuch f. Politik und Arbeiterbewegung. Berlin 1913. S. 306, 491 f. 2) Bulletin du B. S. I. XI, 2 f.

La conférence appuie chaleureusement la proposition de M. Bryan, sous-secrétaire d'Etat aux Etats-Unis, relative aux traités d'arbitrage.

Elle demande que les conflits qui pourraient s'élever entre les deux pays et qui ne seraient pas réglés par la voie diplomatique, soient déférés à l'arbitrage du tribunal de La Haye et elle compte sur ses membres pour engager une action énergique et soutenue.

Elle estime qu'un rapprochement de la France et de l'Allemagne facilitera l'entente des deux grands groupes européens et préparera, par là l'établissement durable de la paix.

Elle décide que son bureau sera constitué en comité permanent; il se complètera par cooptation, dans les deux pays.

Elle lui donne mandat de convoquer périodiquement la conférence ou de la réunir d'urgence si les circonstances l'exigeaient.

In gleichem Sinne erfolgten Kundgebungen der russischen und der österreichisch-ungarischen Sozialdemokratien.

Nr. 19. Schreiben der sozialdem. Fraktion der russischen Duma an die deutsche Sozialdemokratie in Österreich und die Sozialdem. Partei Ungarns (undatiert)[1].

Chers Citoyens, Nous les quelques députés socialdémocrates de la quatrième Douma d'Empire, nous vous tendons, à vous les représentants des masses ouvrières d'Autriche-Hongrie — par dessus les têtes de la clique réactionnaire bureaucratique et de l'opposition libérale-chauvine, comme contrepoids des manifestations patriotiques slavophiles, — la main avec l'expression de notre solidarité fraternelle et avec nos salutations socialdémocratiques.

Grâce à l'œuvre de la diplomatie internationale et en premier lieu des diplomaties russe et autrichienne, la sombre menace d'une conflagration générale sanglante et d'abord d'un choc russo-autrichien plane encore toujours sur l'Europe.

Les questions de l'accès de la Serbie à l'Adriatique, de l'autonomie de l'Albanie, de Scutarie, etc., ne servent qu'à masquer la lutte entre la Russie et l'Autriche pour l'hégémonie dans la péninsule balkanique.

Dans le conflit roumano-bulgare nous trouvons également les excitateurs austro-hongrois et russes qui firent métier d'aiguillonner les appétits des petits Etats pour fonder sur les dissensions et l'inimitié de ceux-ci des plans de nouvelles intrigues impérialistes.

---

1) Ebenda XI, 3 f.

Et chacune de ces questions secondaires au sujet desquelles les diplomates responsables et irresponsables tentent de faire une épreuve de force, peut devenir le départ d'un nouveau chapitre sanglant de l'ignominie de l'histoire européenne.

Si toute tentative tendant à jeter deux peuples l'un contre l'autre est, comme l'a dit le Congrès socialiste international de Bâle, un attentat contre l'Humanité et la Raison, une guerre entre la Russie et l'Autriche — guerre qui serait une sauvage mêlée des nations et des races — serait une véritable incarnation de la folie.

Les peuples de Russie ne connaissent pas de motif qui pourrait donner une ombre de sens à pareil crime.

Les masses paysannes de Russie n'ont rien à chercher aux Balkans. Elles ont besoin de réformes agraires et de l'impôt dans leur propre pays.

La classe paysanne russe, ruinée et affamée, n'est pas un soutien de l'impérialisme, elle n'est que sa victime. Et il en est de même des masses de la petite bourgeoisie des villes, qui sont écrasées par le militarisme.

Quant au prolétariat russe, il peut d'autant moins devenir le soutien de l'impéralisme d'aventures qu'il forme la classe la plus préjudiciée par le régime actuel de l'illégalité politique, de l'arbitraire policier et des bacchanales nationalistes.

De même que la diplomatie austro-hongroise lui dénie le droit de décider, dans l'intérêt des cliques féodales et capitalistes, du sort des peuples des Balkans, nous déclarons également: La diplomatie pétersbourgeoise n'a rien à chercher aux Balkans et les peuples balkaniques n'ont rien à attendre des chancelleries diplomatiques de Pétersbourg. Les peuples de l'Orient doivent s'organiser, par leurs propres forces sur leur territoire, sur la base d'une fédération démocratique indépendante de la Russie aussi bien que de l'Autriche-Hongrie.

Ce point de vue nous réunit avec vous de même qu'avec les partis frères des Balkans. Nous vous prions, chers camarades, de ne pas douter du fait que le prolétariat russe, lequel s'est réveillé depuis l'engourdissement où l'a plongé la contrerévolution, a conscience de sa valeur et de son devoir et qu'il saura, au moment décisif, obliger les puissants de ce monde à tenir compte de sa volonté.

Dans notre lutte pour la paix, de même que dans notre action commune, nous nous sentons et nous nous voyons unis à vous par l'unité indéfectible des devoirs et du but. Nous avons des ennemis et des amis communs.

Cette solidarité socialiste que rien ne trouble fortifie notre courage et notre confiance au milieu du terrible déchaînement des passions chauvines.

Nous repoussons avec mépris l'agitation antiallemande et antiautrichienne du libéralisme russe parce que celui-ci tente d'affubler du masque du progrès la sauvage excitation du peuple russe contre les Allemands et tout ce qui est allemand. C'est avec fierté que nous nous déclarons les fidèles elèves du socialisme allemand.

Vive la paix et la fraternité des peuples! Vive le prolétariat d'Autriche

et de Hongrie! Vive l'indépendante Fédération démocratique des Balkans! Vive le socialisme international!

Salutations fraternelles,

La fraction socialdémocrate de la quatrième Douma.

* * *

Nr. 20. Antwort der Deutschen Sozialdemokratie in Österreich. 29. IV. 1913[1]).

Werte Genossen! Mit Freude und Genugtuung haben wir, haben Hunderttausende österreichischer Arbeiter Euren Brief gelesen.

Unzerreissbare Bande verknüpfen uns mit Euch: nicht nur die Bande, die die Gemeinschaft des Zieles knüpft, auch die Bande gemeinsamer Geschichte, gemeinsamer Erinnerung.

Mit Euch haben wir die grossen, heldenmütigen Kämpfe der Jahre 1905 und 1906 durchlebt. Eure grossen Kämpfe haben unter den Arbeitermassen Österreichs jene leidenschaftliche Entschlossenheit ausgelöst, die sie zum Siege im Wahlrechtskampf geführt hat. Mit Euch haben wir gelitten, als feindliche Gewalten Euch besiegten. Mit Euch jubeln wir über alle Zeichen der Wiederbelebung der russischen Arbeiterklasse: über die grossen Massenstreiks, über die Erfolge bei den Dumawahlen, über die prächtige Entwicklung Eurer Presse. In Eurem Aufstieg, in Eurem furchtlosen Kampfe gegen den panslavistischen Chauvinismus sehen wir eine der festesten Bürgschaften der europäischen Demokratie und des europäischen Friedens.

Wie Ihr erblicken auch wir die Lösung der Balkanfrage nur in der demokratischen Selbstbestimmung der Balkanvölker selbst, nur in der demokratischen Föderation der Nationen des Balkans, die gleich frei sein soll von den Einflüssen der Wiener und der Petersburger Herrschaftsgelüste.

Wie Ihr weisen auch wir mit leidenschaftlichem Abscheu jeden Gedanken an die furchtbare Katastrophe eines Krieges zwischen Österreich und Russland zurück. Wie Ihr setzen auch wir seit Monaten alle Kraft in dem Kampfe gegen alle kriegerischen Gelüste ein. Wie Ihr haben auch wir nie einen Feldzug mit grösserer Leidenschaft geführt als den Krieg gegen den Krieg.

Euren Bedrückern gilt unser unversöhnlicher Hass. Die Völker Russlands aber sind uns verbündet durch das unzerreissbare Band des gemeinsamen Kampfes um die Freiheit und den Frieden.

Für den Parteivorstand der deutschen Sozialdemokratie in Österreich:

Ferdinand Skaret. *Dr. Victor Adler.*

* * *

1) Ebenda XI, 4 f.

Nr. 21. Antwort der Sozialdem. Partei Ungarns. 1. V. 1913 [1]).

Chers Citoyens! Le Comité Central de la Socialdémocratie hongroise envoie son salut fraternel aux députés socialdémocrates de la Douma d'Empire et au prolétariat russe qui, malgré le déchaînement du chauvinisme et de l'absolutisme, brandit fièrement le drapeau de la solidarité internationale et de la liberté des peuples.

A l'heure grave où nous devons compter avec la possibilité de voir les intrigues de diplomates incapables et la rapacité de cliques capitalistes et militaristes aller jusqu'à déchaîner une guerre mondiale, nous sentons le besoin de vous dire que la population hongroise n'a pour le peuple russe que des sentiments de fraternité et qu'elle proteste de toutes ses forces contre une guerre qui ne serait pas une guerre voulue par les peuples mais bien par les dynasties, les capitalistes et les bureaucrates.

Le peuple hongrois a parfaitement conscience du fait que ce n'est point à l'étranger mais bien dans son propre pays que l'on met obstacle à son développement. Il est convaincu que ce n'est pas par une guerre mais seulement en livrant une lutte de classe ininterrompue que la classe ouvrière peut revendiquer ses vrais intérêts. Les travailleurs hongrois ont appris à considérer comme leurs frères les opprimés et les exploités de toutes les nations et de toutes langues, et comme leurs ennemis jurés les exploiteurs et les oppresseurs, y compris ceux de leur propre pays.

Aucun gouvernement, aucune classe dirigeante n'a le droit de s'attribuer le rôle de protecteur de la liberté d'un peuple étranger et surtout pas alors que les revendications les plus élémentaires de la démocratie et de la liberté sont foulées aux pieds dans leur propre pays. Nous remarquons bien, en lisant votre lettre, que derrière le masque de l'enthousiasme pour la liberté des peuples balkaniques, vous voyez bien les vraies grimaces du tzarisme russe. Nous vous assurons qu'à l'exception de la petite sphère de dirigeants il n'y a, en Autriche-Hongrie, personne qui admette pour la monarchie austro-hongroise le droit de se poser en mandataire de l'autonomie nationale et de la liberté d'un peuple et notamment du peuple albanais. Et il n'est personne non plus qui croirait que ce sont les principes de la liberté nationale et non la poursuite d'intérêts dynastiques, agrariens et cléricaux qui pousseraient la diplomatie austro-hongroise sur une voie mettant en danger la paix mondiale.

Si le gouvernement hongrois veut travailler pour la libération nationale, il n'a pas besoin de s'occuper de l'Albanie: l'oppression nationale de dix millions de citoyens n'appartenant pas à la nation hongroise fournirait à ce vif désir de libération, s'il existait, un large terrain d'action. S'il veut travailler pour la liberté, il n'a non plus besoin d'aller en Albanie: il a dans son propre pays des millions de prolétaires industriels et agricoles qui

---

1) Ebenda XI, 5 f.

ne portent qu'en murmurant les chaînes que sont pour eux l'absence de droits politiques et la misère économique.

Les événements de l'année dernière n'ont pas seulement enlevé tout soupçon de pudeur au soi-disant constitutionnalisme hongrois, mais ils ont également rompu les derniers liens de connexion entre le prolétariat et les classes dirigeantes. Ce n'est que par l'appel permanent à la force armée, par l'absolutisme agissant ouvertement dans les pays habités par les slaves du nord et par l'absolutisme opérant sous le masque en Hongrie, que le gouvernement et la clique dirigeante se soustraient à une terrible justice populaire. Non seulement le gouvernement de pareil pays n'a pas le droit, mais nous voulons espérer aussi qu'il n'a pas non plus le courage de provoquer une guerre dont nul ne peut prévoir l'issue. Nous faisons tout ce qui est en notre pouvoir pour combattre l'ardeur guerrière des dirigeants en leur opposant l'armée du prolétariat socialdémocrate. Et notre action ne reste pas absolument sans résultat. Nous vous prions d'informer le prolétariat russe et l'opinion publique russe tout entière que sur la moitié la plus étendue du territoire austro-hongrois, en Hongrie, ce n'est pas seulement le parti socialdémocrate, mais la population tout entière qui combat une guerre avec la Russie ou avec un des pays balkaniques. Dans notre lutte contre les chauvins, votre lettre nous rend le meilleur service, car à l'aide de vos arguments nous pouvons réfuter éfficacement la légende propagée dans la presse officieuse au sujet de l'ardeur guerrière de toute la société russe. Nous vous crions donc, au nom de la grande lutte commune du socialisme:

Vive la fraternité des peuples! Vive la socialdémocratie internationale! A bas les puissances du capitalisme et du militarisme! A bas l'absolutisme et le chauvinisme!

Salutations fraternelles,

Le Comité Central du Parti Socialdémocrate de Hongrie:
E. Buchinger, secrétaire.

---

§ 3. Bei Kriegsausbruch.

Sitzung des Internationalen Sozialistischen Bureaus in Brüssel. 29.—30. VII. 1914 [1]).

Sie fand statt nach Überreichung des österreichisch-ungarischen Ultimatums an Serbien (23. VII. 1914) und dem Abbruch der

1) Le Peuple. Organe quotidien de la démocratie socialiste. Bruxelles. 30. und 31. VII. 1914; L'Humanité (Paris). 30. und 31. VII. 1914.

diplomatischen Beziehungen zwischen beiden Staaten (25. VII.), auf den am 28. VII. die Kriegserklärung von Seite Österreich-Ungarns folgte.

Über die Sitzung wurden folgende Berichte ausgegeben[1]):

Nr. 22.

L'assemblée a examiné la situation politique créée par les derniers événements et elle a entamé l'exposé et la discussion des rapports des délégués venant des pays où la guerre sévit ou ménace de sévir. A l'unanimité il a été décidé de ne pas ajourner le congrès qui aurait dû se tenir à Vienne le 23 août, mais au contraire d'en rapprocher la date. Sur proposition des délégués allemands et avec la vive adhésion des délégués français, ila été décidé de réunir le congrès à Paris le 9 août, de maintenir l'ordre du jour de Vienne et de mettre en tête l'examen de la question «La guerre et le prolétariat».

* * *

Nr. 23.

Le B. S. I. a entendu aujourd'hui en sa séance du 30. Juillet les délégués de toutes les nations menacées par la guerre mandiale, exposer la situation politique dans leur pays respectifs. — À l'unanimité, il fait une obligation aux prolétaires de toutes les nations intéressées, non seulement de poursuivre, mais encore d'intensifier leurs démonstrations contre la guerre, pour la paix et pour le règlement arbitual du conflit austro-serbe. — Les prolétaires allemands et français feront sur leur gouvernement une pression plus energique que jamais afin que l'Allemagne exerce sur l'Autriche une action modératrice et que la France obtienne de la Russie qu'elle ne s'engage pas dans le conflit. Les prolétaires de Grande-Bretagne et d'Italie, de leur côté, appuieront ses efforts de toutes leurs forces. — Le congrès, convoqué d'urgence à Paris sera l'expression vigoureuse de cette volonté pacifique du prolétariat mondial.

Le B. S. I. félicite chaleureusement le prolétariat russe de son attitude révolutionnaire et l'invite à persévérer contre le tsarisme dans ses efforts héroiques qui constituent une des garanties les plus efficaces contre la menace de la guerre mondiale.

* * *

Internationales Meeting gegen den Krieg in Brüssel. 29. VII. 1914[2]).

Auf demselben sprachen: VANDERVELDE (als Vorsitzender), HAASE (in deutscher Sprache), MORGARI, KEIR-HARDIE (in englischer Sprache), RUBANOWITSCH, TROELSTRA, JAURÈS.

1) Le Peuple (Bruxelles), 30. VII. 1914; Vgl. auch L'Humanité, 30. VII. 1914. 2) Ebenda.

HAASE erklärte: Osterreich allein sei an dem Kriege schuld, und fügte hinzu:

Nr. 24.

L'Autriche semble vouloir compter sur l'Allemagne, mais les socialistes allemands déclarent que les traités secrets n'engagent pas le prolétariat. Le prolétariat allemand dit que l'Allemagne ne doit pas intervenir, même si la Russie intervient. La bourgeoisie allemande déclare au contraire que l'Allemagne devrait intervenir parceque l'Autriche a attaqué la Serbie. Et, par conséquence non moins logique et non moins odieuse non plus, les bourgeois français pensent aussi que la France devrait intervenir contre la France. — Les prolétaires français pensent comme nous. — Que nos ennemis prennent garde. Il se pourrait, que les peuples indignès de tant de misère et d'oppression, s'éveillent enfin et établissent la société socialiste. Hier, à Berlin, des milliers et des milliers de prolétaires ont protesté contre la guerre aux cris de «Vive la paix! À bas la guerre!

JAURÈS kritisierte die Diplomatie, speziell Österreichs und Deutschlands, und fuhr sodann fort:

Nr. 25.

Nous, socialistes français, notre devoir est simple; nous n'avons pas à imposer à notre gouvernement une politique de paix. Il la pratique. Moi qui n'ai jamais hésité à assumer sur ma tête la haine de nos chauvins, par ma volonté obstinée et qui ne faillira jamais, de rapprochement franco-allemand, j'ai le droit de dire qu'à l'heure actuelle le gouvernement français veut la paix et travaille au maintien de la paix. — Le gouvernement français est le meilleur allié de paix de cet admirable gouvernement anglais qui a pris l'initiative de la conciliation. Et il donne à la Russie des conseils de prudence et de patience. — Quant à nous, c'est notre devoir d'insister pour qu'il parle avec force à la Russie de façon qu'elle s'abstienne. Mais si, par malheur, la Russie n'en tenait pas compte, notre devoir est de dire: «Nous ne connaissons qu'un traité, le traité qui nous lie à la race humaine.»

Voilà notre devoir et, en l'exprimont, nous nous sommes trouvés d'accord avec les camarades d'Allemagne qui demandent à leur gouvernement de faire que l'Autriche modère ses actes. Il se peut que la dépêche dont je vous parlais tantôt[1]) *provienne en partie de cette volonté des prolétaires allemands. Fût-on le maitre auguste, on ne peut aller contre la volonté de quatre millions de consciences éclairées. — Voilà ce qui nous permet de dire qu'il y a déjà une diplomatie socialiste qui s'avère au grand jour et qui n'agit pas pour déchirer les cœurs ni troubler les consciences.*

Aussi, citoyens, toute à l'heure, dans la séance du B. S. I., nous avons

1) ... dépêche ... disant que l'Autriche avait promis de ne pas annexer la Serbie et que moyennant cette promesse la Russie pourrait attendre ..." (ebenda).

eu la grande joie de recevoir le récit détaillé des manifestations socialistes, par lesquelles 100 000 hommes berlinois, malgré les étudiants chauvins aux balafres prophétiques, malgré la police, ont affirmé leur volonté de paix. La bàs, malgré le poids qui pèse sur eux et qui donne plus de mérite à leurs efforts, ils ont fait preuve de courage en accumulant sur leur tête, chaque année, des mois et des années de prison, et vous me permettiez de saluer encore la femme vaillante Rosa Luxemburg qui fait passer dans le cœur du prolétariat allemand la flamme de sa pensée. Mais jamais les socialistes allemands n'auront rendu service plus grand à la cause de l'humanité que dans la journée d'hier. Et quel service ils ont rendu hier, à nous, socialistes français!

Nous les avons entendus, nos chauvins, dire mainte fois: Ah, comme nous serions tranquilles si nous avions en France des socialistes allemands modérés et calmes. Et bien, hier, les socialistes français furent à Berlin et au nombre de cent mille manifestèrent. Nous enverrons de socialistes français en Allemagne où on les réclame et les Allemands nous enverront les leurs, puisque les chauvins français les réclament. Savez-vous ce que c'est que le prolétariat: c'est des masses d'hommes qui ont collectivement l'amour de la paix et l'horreur de la guerre. Les chauvins, les nationalistes, ce sont des hommes, qui ont collectivement l'amour de la guerre et du carnage. Mais quand ils sentent sur leur tête la menace des conflits, des guerres qui faucheront pêle-mêle des existences bourgeoises et ouvrières, alors ils se souviennent qu'ils ont des amis et cherchent à apaiser l'orage. Mais pour les maîtres absolus le terrain est miné. Si dans l'entraînement mécanique et dans l'ivresse des premiers combats, ils réussissent à entrainer les masses, à mesure que le typhus achèverait l'œuvre des obus, à mesure que la mort et la misère frapperaient, les hommes dégrisés se tourneront vers les dirigeants allemands, français, russes, italiens, demanderont quelles raisons ils peuvent donner de tous ces cadavres. Et alors, la révolution déchaînée leur dirait: «Va t'en et demande pardon à Dieu et aux hommes!». Mais si nous évitons l'orage, alors, j'espère que les peuples n'oublieront pas et qu'ils diront: Il faut empêcher que le spectre sorte de son tombeau tous les six mois pour effrayer le monde.

Hommes humains de tous les pays, voilà l'œuvre de paix et de justice que nous devons accomplir.

Le prolétariat déjà a le sentiment de sa force, et, avec une fierté plus grande, des millions et des millions de prolétaires, par l'organe de leurs délégués, viendront à Paris affirmer leur volonté de justice et de paix.

Kundgebungen der Gewerkschaftsinternationale.

Bei der Generalkommission der deutschen Gewerkschaften liefen folgende Telegramme ein[1][2]):

1) Vorwärts (Berlin), 2. VIII. 1914.

2) Diese Kundgebungen scheinen Antworten auf eine von KARL LEGIEN

Nr. 26.

Mailand, 31. Juli.

Das italienische Prolatariat wendet sich einmütig gegen die Gefahr eines europäischen Zusammenstosses. Es verlangt von der Regierung sich im serbisch-österreichischen Konflikt neutral zu verhalten. Es wird seine volle Pflicht tun, einen Krieg zu verhindern.

Rigola.

Nr. 27.

Paris, 31. Juli.

Der französische Generalverband der Arbeit wendet sich entschieden gegen einen Krieg und fordert das internationale Proletariat auf, einen Druck auf seine Regierungen auszuüben, um eine Lokalisation des Konflikts durchzusetzen. Der Friede muss erhalten werden und triumphieren, wenn die international organisierten Arbeiter einig in dem Gedanken bleiben, jedem kriegerischen Zusammenstoss zu widersprechen. Der Friede liegt in den Händen der internationalen Arbeiterklasse, wenn sie der Grösse der Gefahr gewachsen ist. Hier erfolgt eine Friedenskundgebung nach der anderen, denn wir sind fest entschlossen, den Krieg zu vermeiden.

Jouhaux.

Nr. 28.

Brüssel, 31. Juli 1914.

In Belgien waren die Delegierten der Gewerkschaftsorganisationen am 26. oder 27. Juli zu einem Kongress vereinigt, der folgende Tagesordnung annahm:

---

als Sekretär des Internationalen Gewerkschaftsbundes gegebene Anregung zu sein. Wenigstens veröffentlicht die Bataille syndicaliste (Paris) vom 1. VIII. 1914 u. d. T. „Action ouvrière internationale" das JOUHAUXsche Telegramm (Nr. 27) in folgender Form:

Nr. 27 a.

«En réponse à un télegramme du camarade Legien, secrétaire du secrétariat international, demandant l'avis de la C. G. T. sur la situation présente, le bureau confédéral lui a adressé le telegramme suivant: Confédération Générale du Travail française résolument contre la guerre, demande prolétariat international intervenir par pression sur gouvernements pour obtenir localisation du conflit. — La paix reste possible, doit triompher, si travailleurs organisés internationalement restent unis dans même pensée: opposition a toute conflagration. — Cette paix est entre les mains de la classe ouvrière internationale si elle sait être à la hauteur du péril. — Ici manifestations se poursuivent. Nous croyons fermement à la paix car sommes energiquement résolus à éviter la guerre. — A bas la guerre. Vive la paix garantie par Internationale ouvrière.

Die fremdsprachigen Originalkundgebungen der übrigen Nationen sind mir — abgesehen von der belgischen (s. unter Belgien, Kap. 5) — zur Zeit noch unzugänglich.

Der Kongress der Gewerkschaftskommission der Arbeiterpartei und der unabhängigen Gewerkschaften ist der Überzeugung, dass die fortwährenden Rüstungen der europäischen Länder, auf denen das System des bewaffneten Friedens lastet, vermehrt durch die Treibereien der bürgerlichen Presse die Entwickelung des Chauvinismus begünstigt haben. Tief ergriffen von der Nachricht, dass neue Metzeleien durch den serbisch-österreichischen Krieg entfesselt werden, Metzeleien, die das Einschreiten der anderen Mächte und damit einen allgemeinen Zusammenstoss zur Folge haben, versichert der Gewerkschaftskongress seinen unerschütterlichen Widerstand gegen den Krieg. Der Kongress richtet einen Alarmruf an das internationale Proletariat, um dieses Verbrechen an der Menschlichkeit zu verhindern.

Die belgische Arbeiterklasse ist entschlossen, ihren Protest gegen die Schrecken des Krieges mit dem der Arbeiter aller Länder zu vereinen. Die belgischen Arbeiter, die schon schwer in ihrem wirtschaftlichen Leben geschädigt sind, drücken den lebhaften Wunsch aus, dass der Konflikt zwischen Serbien und Österreich lokalisiert und in kürzester Zeit durch eine friedliche Lösung beseitigt werde.

Einzig und allein die Arbeiterklasse erstrebt die Aufrechterhaltung des Friedens unter den Völkern, setzen daher trotz der tragischen Situation ihr Vertrauen auf die Zukunft, in der die Verständigung des internationalen Proletariats alle Greuel des Krieges unmöglich machen wird.

Corn Mertens.

Nr. 29.

London, 31. Juli.

In atemloser Spannung sehen alle Klassen hier mit Schaudern auf die Möglichkeit eines europäischen Krieges, der Hinopferung von vielen Tausend Menschenleben und vielen Millionen Kapitals, um eine Grenze wiederherzustellen, deren Wiederaufrichtung um nichts, aber auch gar nichts die soziale und ökonomische Lage derjenigen verbessert, die Wunden und Tod auf sich nehmen müssen. Im Hinblick auf die Sinnlosigkeit eines solchen Beginnens bleibt eine geringe Hoffnung, dass der europäische Friede doch noch erhalten werden kann. Jedenfalls werden wir alles tun, um alle Bemühungen der deutschen Genossen auf Erhaltung des Friedens zu unterstützen.

Appleton.

Nr. 30.

Amsterdam, 31. Juli.

Die Niederländische Gewerkschaftszentrale „Nederlandsch verbond van vakvereenigungen“ hält es für die Pflicht der Regierungen, die Lage der arbeitenden Bevölkerung zu verbessern und nicht zu verschlimmern; sie ist überzeugt, dass der Krieg zwischen den Grossmächten einzig und allein der Gewaltpolitik der Kapitalisten dient, den Interessen der Arbeiter aber schaden, ihr Leben und Eigentum vernichten und die Kultur töten muss. Sie erklärt sich einig mit dem Proletariat aller Länder und fordert

den internationalen Gewerkschaftsbund auf, das möglichste zu tun, um den Krieg zu verhindern. *Oudegeest.*

Nr. 31.

Bern, 31. Juli.

Der Schweizer Gewerkschaftsbund erklärt sich mit der Arbeiterschaft aller Kulturländer solidarisch in der Verurteilung des Krieges, durch den die wichtigsten Lebensinteressen der Arbeiterklasse, die Existenz und die Kulturerrungenschaften der Völker Europas bedroht werden. Die organisierte Arbeiterschaft der Schweiz ist bereit, im Verein mit den Arbeiterorganisationen der anderen Länder nach besten Kräften für den Frieden zu wirken. Sie ersucht dringend den Bundesrat der Schweizerischen Eidgenossenschaft, sich unverzüglich und eifrig bei den Grossmächten für den Frieden zu verwenden. Der Gewerkschaftsbund sendet den österreichischen und serbischen Arbeitern den Ausdruck wärmster Sympathie und Teilnahme. Sie hofft, dass sie mit Mut und im Bewusstsein ihrer hehren Aufgabe zum Wohl der Menschheit die schweren Schicksalsschläge ertragen, die sie heimsuchen. Nieder mit Krieg und Kriegsgreueln! Hoch der Weltfriede und die Völkerverbrüderung! *Schneeberger. Huggler.*

Nr. 32.

Christiana, 31. Juli.

70000 organisierte Arbeiter in Norwegen senden im Auftrage der ganzen norwegischen Arbeiterklasse einen flammenden Protest gegen den Krieg, der jetzt die ganze Welt in Brand zu setzen droht. Wir richten die dringendste Aufforderung an die Arbeiter in den Ländern, die die Entscheidung in ihrer Hand haben, ihr Äusserstes zu tun, um den Weltkrieg zu verhindern. Ein Meer von Leiden wird über die Arbeiterklasse hereinbrechen. Unmessbare Werte werden zugrunde gerichtet werden und ein verderblicher Abbruch der Kulturentwicklung wird die Folge sein. Dieser Lage gegenüber ist es eine heilige Pflicht für die Arbeiterklasse, den Weltkrieg zu hindern zu suchen durch alle zur Verfügung stehenden Mittel. Die organisierten Arbeiter Norwegens stehen selbstverständlich mit ihren Klassengenossen in den übrigen Ländern bei jeder Aktion gegen den Krieg solidarisch.

Das Sekretariat der fachlichen Landesorganisation der Arbeiter Norwegens. *Ole O. Lian.*

Nr. 33.

Washington, 31. 7.

Fluch allen Kriegen! Verdammung auch dem österreichisch-serbischen Krieg! Recht und gut jedes ehrenhafte Bemühen, ihn zu beenden!

Gompers.

Aussprache zwischen der deutschen und der französischen Partei. 1. VIII. 1915.

Noch im letzten Augenblick, am 1. VIII., fand in Paris zwischen dem Mitgliede des deutschen Parteivorstandes als dessen Delegierten, HERMANN MÜLLER, und der französischen Partei ein Gedankenaustausch statt. Hierüber ist bisher — im Verfolg einer Polemik gegen eine Mitteilung des Reichstagsabgeordneten ALBERT SÜDEKUM über diesen Besuch MÜLLERS, im Mailänder „Secolo" vom 9. II. 1915 — nachfolgendes berichtet worden. Der französische Deputierte PIERRE RENAUDEL erzählt in einem Artikel:

Nr. 34. *La voix de Londres* [1]).

Cette visite se produisit le lendemain même de la mort de Jaurès (que Muller apprit en arrivant à Paris). Premier point faux! Muller ne venait point pour les obsèques de notre ami, mais bien parceque le Parteivorstand était inquiet sur la gravité de la situation. Sudekum prétend que Muller fut reçu «d'une façon inouie». Muller fut reçu avec cordialité. J'imagine qu'il pourrait le dire lui-même. Sa démarche, à l'heure où nous étions, ne pouvait que nous émouvoir par l'affirmation de solidarité internationale qu'elle marquait. Muller affirma que la socialdémocratie, dans les votes des crédits au Reichstag, voterait contre, ou s'abstiendrait si les socialistes français s'abstenaient eux-mêmes. Certains d'entre nous firent remarquer à Muller que si la France était attaquée, envahie, pas un socialiste ne se soustrairait au vote des crédits. Muller déclara que la question de savoir qui était l'aggresseur était une question théorique toujours difficile à vider. Ce qui restait, c'était le principe: ne pas voter les crédits militaires nécessaires à la guerre, et il répéta que deux courants seulement s'étaient manifestés parmi les socialistes allemands: ceux-ci voteraient contre ou, au plus, s'abstiendraient. Sudekum a trompé les socialistes italiens, en leur contant autre chose.

Du moins ne pourra-t-on dire que les socialistes allemands avaient été trompés par nous. Loyalement, nous leur avons dit que l'aggression dicterait notre attitude. On sait le reste: la guerre déclarée, la Belgique et la France envahies, les socialistes français à leur devoir national, après avoir tout fait pour éviter la catastrophe, et sûrs que leur gouvernement avait voulu, jusqu'au bout, chercher la solution pacifique.

* * *

Die Darstellung bestätigt und ergänzt HENRI DE MAN, attaché, à Bruxelles du B. S. I., der in dieser Eigenschaft und als Über-

1) L'Humanité (Paris), 26. II. 1915.

setzer MÜLLER nach Paris begleitet hatte, in einem Briefe an RENAUDEL. Derselbe erschien u. d. T.:

Nr. 35. *Une confirmation*[1]).

Le 28 février 1915.

Mon cher Renaudel, Je vois par l'Humanité d'avant-hier qu'un récit inexact de la visite de Muller à Paris, le 1er août, colporté par Südekum en Italie, t'a forcé à mettre les schoses au point.

J'ai malheureusement dû détruire les notes dont je me suis servi pour remplir mes fonctions d'interprète pendant les deux entrevues que Muller eut avec le groupe socialiste du Parlement. Mais avant que mes souvenirs s'obscurcissent je tiens à corroborer, en y ajoutant quelques précisions, ton récit de la visite de Muller. Tu feras de ma lettre tel usage que tu jugeras utile.

Muller avait, en effet, été envoyé par le Parteivorstand non pas pour assister aux obsèques de Jaurès, dont il n'apprit la mort qu'en cours de route (à Bruxelles), mais dans un but d' «information mutuelle», pour employer sa propre formule. Le Parteivorstand tenait à informer les camarades français de l'état des choses et des esprits en Allemagne et voulait en même temps se renseigner sur l'attitude probable du groupe socialiste français lors du vote sur les crédits de guerre. Il désirait ces renseignements en vue de la séance du Reichstag annoncée pour le mardi suivant, et qui devait être précédée par une séance du groupe social-democrate où celui-ci fixerait son attitude à l'égard des crédits pour la guerre.

Muller fut reçu, non pas «d'une façon inouïe», comme le dit Südekum, mais avec une cordialité extrême, que les circonstances tragiques du moment rendirent particulièrement émouvante.

Aussitôt que nous fûmes entrés en séance, Muller précisa la portée de sa mission et des déclarations qu'il allait faire en disant que, comme ni le Parteivorstand, ni le groupe parlementaire social-démocrate n'avaient encore discuté la question de leur attitude à l'égard, des crédits de guerre, et que d'ailleurs la situation pouvait encore se modifier avant qu'ils n'aient à le faire, il se bornerait à exposer aussi objectivement que possible la situation du Parti socialiste en Allemagne au moment de son départ de Berlin. Il ajouta qu'au surplus, les socialistes allemands désiraient, avant de prendre attitude eux-mêmes, se renseigner sur l'attitude probable des socialistes français, pour pouvoir, si possible, suivre une ligne de conduite semblable à la leur.

Muller déclara ensuite, de la façon la plus formelle et à plusieurs reprises, qu'un vote du groupe social-démocrate en faveur des crédits de guerre ne se produirait certainement pas. «Dass man für die Kriegskredite stimmt, das halte ich für ausgeschlossen», furent ses

1) Ebenda, 4. III. 1915.

propres termes. Il n'y avait, déclara-t-il, parmi les dirigeants du Parti et les membres du groupe social-démocrate, que deux courants appréciables d'opinion: l'un en faveur du vote contre les crédits de guerre, l'autre préconisant l'abstention. Les partisans du vote contre semblaient d'ailleurs, ajouta-t-il, devoir être plus nombreux que ceux de l'abstention.

Un député socialiste français ayant fait observer qu'une agression brutale et subite de la part de l'un des pays intéressés dans le conflit pourrait entre temps créer un cas de légitime défense pour le ou les pays attaqués, Muller déclara qu'à l'avis des socialistes allemands, la distinction entre l'Etat agresseur et l'Etat attaqué, que des socialistes se plaisaient naguère, à considérer comme essentielle, était devenue surannée. Le conflit actuel, dit-il, découle de causes générales qui se résument dans la notion de l'impérialisme capitaliste, et sa responsabilité retombe sur les classes dirigeantes de tous les pays intéressés. Muller déclara donc considérer comme hautement improbable l'hypothèse où les événements feraient apparaître un pays comme le seul agresseur (comme si, par exemple, l'armée russe faisait soudainement irruption dans les provinces orientales de l'Allemagne), la seule hypothèse, ajouta-t-il, où les socialistes d'un pays pourraient considérer celui-ci comme étant en état de légitime défense.

C'était précisément parce qu'une telle hypothèse était peu vraisemblable, ajouta-t-il, qu'il était désirable que les socialistes aient une attitude à peu près identique dans tous les pays, et surtout de part et d'autre des Vosges.

L'échange de vues qui s'ensuivit ayant établi que les socialistes français étaient convaincus que le gouvernement de la République voulait sincèrement le maintien de la paix et que par conséquent, si la guerre éclatait malgré la France, ils n'auraient à choisir qu'entre deux alternatives: le vote en faveur des crédits de guerre, et l'abstention, Muller finit par se rallier à l'opinion exprimée par le président de la séance, que l'abstention dans les deux pays serait le seul moyen d'assurer l'unité d'action des partis socialistes de France et d'Allemagne. Toutefois, il resta bien entendu qu'aucun engagement ne pouvait être pris à cet égard, et que l'échange de vues qui venait d'avoir lieu n'aurait d'autre but que d'éclairer mutuellement les décisions, qu'au moment décisif, chacun des deux partis prendrait de son côté, en pleine autonomie mais avec le désir de sauvegarder autant que possible l'unité internationale d'action du prolétariat.

En somme, les déclarations de Muller laissaient cette impression fort nette: 1° que la majorité du groupe social démocrate allemand était favorable au vote contre les crédits militaires; 2 que si malgré cela les partisans de l'abstention devaient l'emporter, ce serait surtout pour sauvegarder l'unite d'action avec les socialistes français; 3° que la seule hypothèse à ne pas envisager était celle d'un vote des socialistes allemands en faveur des crédits de guerre.

Pour qu'aucun doute ne soit possible quant à la portée de mes déclarations, j'ajouterai que je suis convaincu que la bonne foi de mon ami Muller était entière, et que d'ailleurs ses déclarations traduisaient très pro-

bablement d'une façon exacte l'état d'esprit des dirigeants de la social-democratie allemande jusqu'aux derniers jours de juillet.

Je profite de cette occasion, mon cher Renaudel, pour te dire toute mon admiration pour la façon courageuse et nette dont l'Humanité, surtout depuis la Conférence de Londres, défend le point de vue socialiste dans la lutte que nous menons contre le militarisme prussien. On peut dire des socialistes belges qui se trouvent actuellement sous les armes — en grande partie comme engagés volontaires — la même chose que de leurs camarades français, c'est qu'ils ne se battraient pas comme ils le font, s'ils ne savaient que l'enjeu de la lutte n'est ni la conquête de territoires germaniques, ni la déstruction de l'unité nationale allemande, mais au contraire la libération de toutes les nationalités, la réduction à merci du Junkertum prussien, la fin même des guerres et du militarisme.

Cordialement à toi. *H. de Man.*

* * *

MÜLLER selbst veröffentlichte hierzu nachfolgende

Nr. 36. Erklärung[1]):

Im „Bayrischen Courier vom 17. III. 1915 befindet sich eine aus der „Süddeutschen Konservat. Korrespondenz" übernommene indirekte Mitteilung, die, auf einen Bericht der „Humanité" gestützt, Angaben über meinen Pariser Besuch vom 1. VIII. 1914 macht. Diese Mitteilungen der „Südd. Korresp." geben nur einzelne Teile des Berichtes der „Humanité" wieder und diese zum Teil stark gekürzt und frei übersetzt. Übrigens ist auch der Bericht der „Humanité" zum Teil ungenau und gibt kein vollständiges Bild des Verlaufes jener Besprechungen. So verschweigt der im „Bayr. Courier" wiedergegebene Bericht einen in der „Humanité" vom 4. III. 1915 wiedergegebenen Passus, in dem ausdrücklich festgestellt wird, dass „keine Bindung vorgenommen werden konnte und dass der Meinungsaustausch, der in der Frage der Abstimmung über die Kriegskredite stattgefunden habe, keinen anderen Zweck hatten, als den der gegenseitigen Aufklärung, und dass die Entscheidungen, die bei der Beschlussfassung zu treffen seien, jede der beiden Parteien in voller Selbständigkeit zu treffen haben würde".

Der Zweck meines Pariser Besuches war, den französischen Genossen mitzuteilen, dass es nach Auffassung des deutschen Parteivorstandes angesichts der ausserordentlich gespannten internationalen Lage unmöglich sei, den in der Sitzung des Intern. Sozialist. Bureaus vom 29. VII. beschlossenen und auf den 9. VIII. nach Paris einberufenen ausserordentlichen internationalen Sozialistenkongress abzuhalten.

---

1) Vorwärts (Berlin), 28. III. 1914.

Bei dieser Gelegenheit möchte ich gleich auf einige Bemerkungen des Genossen Renaudel in der „Humanité“ vom 26. II. 1915 zurückkommen, der gegenüber einer Behauptung des «Secolo» feststellte, dass ich in Paris nicht in einer unerhörten Weise empfangen worden sei. Ich darf daran erinnern, dass ich, nachdem ein ausländisches Parteiblatt ähnliche Bemerkungen gemacht hatte, bereits am 4. XI. 1914 im „Vorwärts“ festgestellt habe[1]*: „Alle französischen Genossen, mit denen ich anlässlich meines kurzen Aufenthalts in Paris kurz vor Kriegsausbruch zusammen war, sind mir in der gleichen herzlichen Weise entgegengekommen wie in früheren Jahren“.*

Berlin, den 20. März 1915.

Hermann Müller.

---

1) Die betreffende Feststellung (Vorwärts, 5. XI. 1914) lautet:

Nr. 36. a. *Erklärung.*

In „Örebro Kurieren“, einem schwedischen Parteiblatt, vom 30. X. finden sich in einem Artikel: „Die deutsche Sozialdemokratie und der Krieg“ Mitteilungen über eine Mission von mir in Paris, die in jeder Beziehung unwahr sind; das geht am deutlichsten daraus hervor, dass bei den angeblichen Verhandlungen deutscherseits ein französisch-deutscher Streik gegen die Mobilmachung vorgeschlagen sein soll. Die deutsche Sozialdemokratie hat die Erklärung des Generalstreiks zur Verhinderung der Mobilmachung stets abgelehnt. Wenn weiter in jenem Artikel behauptet wird, dass die französischen Genossen mir anlässlich meiner Anwesenheit in Paris — es war an dem Tage nach der Ermordung von Jaurès — unfreundlich und deutschfeindlich entgegengetreten seien, so ist das unwahr (hier folgt der letzte Satz der Erklärung im Text).

Berlin, den 4. November 1914.

Hermann Müller.

Zweites Kapitel.

Deutsches Reich.

§ 1. Von September 1912 bis Juli 1914.

Parteitag der Sozialdemokratischen Partei Deutschlands zu Chemnitz. 15.—21. IX. 1912[1]).

Angenommen wurde mit allen gegen 3 Stimmen, bei 2 Stimmenthaltungen, folgende vom Referenten HAASE vertretene Resolution über den:

Nr. 37. Imperialismus.

Die unter Verkümmerung der Lebenshaltung des ausgebeuteten Proletariats gewaltig entwickelte Produktion treibt zur Erweiterung der Märkte, die riesige Anhäufung des Kapitals drängt nach neuen Anlagegebieten und Verwertungsmöglichkeiten. — Mit der zunehmenden Ausfuhr von Waren und Kapital, von Produktion und Transportmitteln wird der Weltverkehr immer mehr gesteigert und die Weltwirtschaft ausgebreitet. Die durch das Schutzzollsystem mächtig geförderten Organisationen der Unternehmer, Kartelle und Trusts, die das Wirtschaftsleben in steigendem Masse beherrschen, nutzen ihren Einfluss auf die Regierung ihres Staates aus, um die staatlichen Machtmittel ihren Expansionsbestrebungen dienstbar zu machen, von dem Wirtschaftsgebiet der Welt grosse Teile ihrer Einfluss- und Machtsphäre zu unterwerfen und fremde Konkurrenten auszuschliessen. Zu diesem Zweck ist die brutalste Gewalt willkommen, wenn sie Erfolg verspricht. Eine skrupellose Raub- und Eroberungspolitik, deren volksfeindlichen Charakter bereits der PT. in Mainz i. J. 1900 gebrandmarkt hat, ist die Folge dieser imperialistischen Ausdehnungsbestrebungen. Um Beutezüge siegreich durchzuführen und den Raub in Sicherheit zu bringen, werden die Mordwerkzeuge in unerhörter Weise vermehrt und vervollkommnet.

Zwischen den Staaten, deren Kapitalistenklasse dasselbe Expansionsbedürfnis hat und zu seiner Befriedigung dasselbe Ziel verfolgt, entstehen schwere Verwicklungen und scharfe Gegensätze, die wiederum den Antrieb

1) Protokoll über die Verhandlungen des Parteitages. Berlin, Buchhandlung Vorwärts 1912.

für bis zum Wahnwitz vermehrte und verstärkte Rüstungen geben. — Die dadurch erzeugte Gefahr eines verheerenden Weltkrieges wird noch verschärft durch die schamlose Hetze der Kapitalmagnaten und Junker, die an der Lieferung von Kriegsmaterial, an der Vergrösserung des Beamtenapparats und der leitenden Stellen in Heer und Marine besonderes Interesse haben. — Der Imperialismus stärkt die Macht der Scharfmacher, gefährdet das Koalitionsrecht und hemmt die Fortentwicklung der Sozialpolitik. Die Rüstungsausgaben bürden den Massen des Volkes unerträgliche Lasten auf, während die Teuerung aller Lebensmittel die Gesundheit untergräbt.

Die bürgerlichen Parteien sind durchweg in den Bann des Imperialismus geraten, sie bewilligen widerstandslos alle Forderungen für Heer und Marine. Die Sozialdemokratie bekämpft auf das nachdrücklichste imperialistische und chauvinistische Bestrebungen, wo immer sie sich zeigen mögen, pflegt dagegen mit aller Entschiedenheit die internationale Solidarität des Proletariats, das nirgends feindselige Gefühle gegen ein anderes Volk hegt.

Wenn auch der Imperialismus, der ein Ausfluss der kapitalistischen Wirtschaftsweise ist, nur mit dieser vollständig überwunden werden kann, so darf doch nichts unterlassen werden, um seine gemeingefährlichen Wirkungen zu mildern.

Der PT. bekundet den entschlossenen Willen, alles aufzubieten, um eine Verständigung zwischen den Nationen herbeizuführen und den Frieden zu hüten. — Der PT. verlangt, dass im Wege internationaler Vereinbarungen dem Wettrüsten ein Ende gemacht wird, das den Frieden bedroht und die Menschheit einer furchtbaren Katastrophe entgegentreibt. — Der PT. fordert an Stelle beutegieriger Eroberungspolitik die Freiheit des Weltverkehrs und die Beseitigung des nur der Bereicherung von Kapitalmagnaten und Grossgrundbesitzern dienenden Schutzzollsystems. — Der PT. erwartet, dass die Parteigenossen ihre ganze Kraft unermüdlich für den Ausbau der politischen, gewerkschaftlichen und genossenschaftlichen Organisation des klassenbewussten Proletariats einsetzen werden, um mit verstärkter Wucht den gewalttätigen Imperialismus zu bekämpfen, bis er niedergerungen ist. Ist es doch die Aufgabe des Proletariats, den auf die höchste Stufenleiter gebrachten Kapitalismus in die sozialistische Gesellschaft überzuführen und so den Frieden, die Selbständigkeit und die Freiheit der Völker dauernd zu sichern.

Ferner beschloß der PT., es sei dem I. S. B. in Brüssel: als Tagesordnungs-Gegenstand „Der Imperialismus“ vorzuschlagen.

Angesichts der Verwicklungen auf dem Balkan erließ die Partei einen

Nr. 38. Aufruf 15. X. 1912[1]).

Parteigenossen! Die Besorgnis, dass aus dem Balkankrieg leicht ein Weltbrand entstehen könnte, lastet schwer auf den Völkern Europas. Die

1) Vorwärts, 15. X. 1912.

Diplomatie, deren Unfähigkeit und Unaufrichtigkeit gerade jetzt wieder vor aller Welt blossgelegt sind, kann mit der Versicherung, mit dem Einvernehmen der Grossmächte sei dafür gesorgt, dass sie durch den Krieg auf dem Balkan nicht in Mitleidenschaft gezogen würden, sondern dass der Krieg lokalisiert werden würde, keinen Glauben finden. Unsere Parteipresse hat von vornherein auf die Gefahr des Weltkrieges hingewiesen und die Regierung davor gewarnt, sich in kriegerische Verwicklungen hineintreiben zu lassen. Das Proletariat kann durch keine Künste in eine kriegerische Stimmung hineingehetzt werden. Das Proletariat aller von der Kriegsgefahr bedrohten Länder ist vielmehr eines Sinnes: es verabscheut den Krieg und ist entschlossen, mit aller Kraft seine Ausdehnung zu verhindern. Das Internationale Bureau wird dieser Auffassung, in der das internationale Proletariat völlig einig ist, entschiedenen Ausdruck geben. Im Hinblick auf den Ernst der Situation haben wir beantragt, dass das Bureau, dessen Sitzung auf den 28. d. anberaumt ist, wenn irgend möglich, schon früher zusammentritt. Unsere Parteigenossen müssen auf der Hut sein und jede Gelegenheit ergreifen, um in wuchtigen Demonstrationen für den Weltfrieden einzutreten. Im ganzen Reiche sind zu diesem Zwecke Massenversammlungen sofort zu veranstalten. Wie das Proletariat über den ländergierigen, bluttriefenden Imperialismus urteilt, wird bereits in den Versammlungen, die am kommenden Sonntag in Preussen stattfinden, zum entschiedensten Ausdruck gelangen. Die Knochen auch nicht eines einzigen Proletariers dürfen geopfert werden! Unsere Parole lautet klar und entschieden: Nieder mit dem Krieg!

Der Parteivorstand.

Der ausgegebenen Parole gemäß fanden sodann in der Zeit vom 18.—27. X. 1912 in Berlin, Hamburg, Bremen, Chemnitz, Leipzig, München, Nürnberg und zahlreichen anderen Städten Demonstrationsversammlungen gegen (Wahlentrechtung, Teuerung und) Krieg statt[1]).

Parteitag der Sozialdemokratischen Partei Deutschlands zu Jena.

14.—20. IX. 1913[2]).

Angenommen wurde[3]) ein Resolutionsantrag Kolmar i. Els. über:

---

1) Vgl. auch Nr. 12—13.

2) Protokoll über die Verhandlungen des Parteitags. Berlin, Buchhandlung Vorwärts 1913.

3) Ohne Angabe des Stimmenverhältnisses.

Nr. 39. Die Stellung Elsaß-Lothringens im Rahmen des Deutschen Reichs.

Der PT. spricht seine Freude über das Zustandekommen der Berner Konferenz[1]) *deutscher und französischer Parlamentarier aus, in der er den ersten Schritt zu einer sympathischen und direkten Verständigungsaktion der europäischen Parlamente erblickt. Der PT. erwartet, dass die äusserst zahlreiche Beteiligung französischer Parlamentarier beider Kammern und aller republikanischen Parteien an der Berner Konferenz von dem deutschen Volk ihrer Bedeutung entsprechend als Beweis für die Friedensliebe und den Willen der Verständigung des französischen Volkes gewürdigt wird. Er hofft deshalb, dass Regierung, Bundesrat und Reichstag Elsass-Lothringen endlich die von seiner Bevölkerung verlangte volle republikanische Autonomie und staatsrechtliche Gleichberechtigung mit den übrigen Bundesstaaten gewähren und dadurch die im Interesse des Weltfriedens notwendige Annäherung zwischen Frankreich und Deutschland erleichtern.*

Landesparteitag der Sozialdemokratischen Partei Elsaß-Lothringens zu Straßburg. 4.—5. VII. 1914[2]).

Es wurde einstimmig beschlossen: 1. einen Delegierten zum Internat. Sozial.Kongreß nach Wien zu entsenden; 2. folgende, von den Kolmarer Genossen eingebrachte Resolution.

Nr. 40.

Der LPT. der els.-lothr. Soz.Dem. würde es begrüssen, wenn auf die Initiative der deutschen und französischen Genossen der Internationale sozialistische Kongress in Wien in Übereinstimmung mit dem Jenaer Parteitag von 1913 erklären würde, dass durch die Gewährung der republikanischen Autonomie an Elsass-Lothringen im Rahmen des Deutschen Reiches die günstigste Basis geschaffen würde zu der im Interesse des Weltfriedens gebotenen deutsch-französischen Annäherung[3])[4]).

---

1) Vgl. auch Nr. 18.

2) Protokoll des Landesparteitags Straßburg, Volksdruckerei P. Singer 1914.

3) Aus Anlaß der Pariser Massenversammlungen gegen das Wettrüsten hatte die sozialdemokratische Landtagsfraktion Elsaß-Lothringens an dieselben am 16. III. 1913 eine Kundgebung gerichtet, in der ausgeführt wurde:

Nr. 40 a.

dass die Elsass-Lothringer durchaus keinen Krieg wünschen, trotz der tiefen Liebe, die sie für die revolutionären Traditionen Frankreichs und seiner republikanischen Einrichtungen empfänden. Elsass-Lothringen wolle keine Rückeroberung, sondern Autonomie und republikanische Konstitution im

§ 2. Unmittelbar vor Ausbruch des Krieges.

Nr. 41. Krieg[1]).

Ultimatum.

Sie wollen den Krieg, die gewissenlosen Elemente, die in der Wiener Hofburg Einfluss haben und Ausschlag geben. Sie wollen den Krieg — aus dem wilden Geschrei der schwarz-gelben Hetzpresse klang es seit Wochen heraus. Sie wollen den Krieg — das österreichische Ultimatum an Serbien macht es deutlich und aller Welt offenbar.

Es ist, als wollten die k. k. Machthaber, die man in all den Krisen der letzten Jahre wegen ihrer hin- und hertaumelnden Politik der Bluffs und Blamagen getadelt und verspottet hat, einmal zeigen, dass sie keine politischen Phäaken sind, dass Ernst und Energie ihnen nicht fremd ist, dass sie handeln können, und da schlagen sie denn mit der gepanzerten Faust auf den Tisch, dass das Porzellan klirrt und Europa entsetzt emporfährt. Denn so unmittelbar vor dem grossen blutigen Chaos haben wir in den Verwickelungen, die dem Balkankrieg folgten, nie gestanden als in den zweimal vierundzwanzig Stunden, die Berchtolds Regierung dem serbischen Ministerium als knappe Frist lässt, um seine Drohnote zu beantworten. Und wenn es Sonnabend 6 Uhr geworden ist, und die serbische Regierung keine Antwort erteilt oder es für unter ihrer Würde erklärt hat, auf dieses Papier zu antworten, was dann? Dann bombardieren die österreichischen Donaumonitore Belgrad, dann marschieren die österreichischen Regimenter über Save und Drina, dann hebt, selbst, wenn der Konflikt „lokalisiert" bleibt, ein Menschenwürgen an, gegen das der Balkankrieg ein Kinderspiel war. Weil das Blut Franz Ferdinands und seiner Gattin unter den Schüssen eines irren Fanatikers geflossen ist, soll das Blut Tausender von Arbeitern und Bauern fliessen, ein wahnwitziges Verbrechen soll von einem weit wahnwitzigeren Verbrechen übergipfelt werden! Aber sprechen einmal die Kanonen, so ist die Hoffnung auf die „Lokalisierung" des Konflikts ausserhalb der Redaktionsstube der „Norddeutschen Allgemeinen Zeitung" sehr schwach:

Rahmen des Reiches. An der Ausnahmestellung Elsass-Lothringens trügen aber auch jene Franzosen mit Schuld, deren Aktion gewissen, zur Hetze stets bereiten Elementen Deutschlands erlaube, Frankreich noch Revanchegedanken zuzuschreiben. — Als Feinde Elsass-Lothringens (hiess es weiter) betrachten wir ebensogut jene Deutschen, die uns die Autonomie verweigern, als jene Franzosen, die uns so heiss an das Herz drücken möchten, dass das Blut von ganz Europa dabei verspritzt wird.

(Bulletin périodique du Bureau Soc. Internat. XI, 21).

4) Vgl. ferner unten Kap. 4 (Frankreich) und speziell die Ausführungen VAILLANTS und HERVÉS auf dem französischen Parteitag von 1913 (Compte-rendu sténographique, S. 244, 257/58).

1) Vorwärts, Berliner Volksblatt. Zentralorgan der soz.dem. Partei Deutschlands. 25. VII. 1914.

mit Serbien verbündet ist Griechenland und Montenegro, die nicht Gewehr bei Fuss zusehen werden, wenn auf dem Belgrader Konak die Flagge mit dem österreichischen Doppeladler aufgezogen wird, und mischt sich gar der russische Zarismus ins Spiel, der um seiner „eigennützigsten Zwecke willen" den Protektor der Balkanslawen macht, dann vollzieht sich ganz von selbst der Aufmarsch von Dreibund gegen Dreiverband in fürchterlicher Kampffront — das österreichische Ultimatum an Serbien kann der Fidibus sein, mit dem Europa an allen vier Ecken in Brand gesteckt wird!

Denn dieses Ultimatum ist in seiner Fassung wie in seinen Forderungen derart unverschämt, dass eine serbische Regierung, die demütig vor dieser Note zurückwiche, mit der Möglichkeit rechnen muss, von den Volksmassen zwischen Diner und Dessert davongejagt zu werden. Wohlverstanden: wenn die grossserbische Bewegung auch ein Stück der bürgerlichen Revolution des Südslawentums ist und derart dem Haufen organisierter Verwesung gegenüber, den das Habsburger Reich darstellt, alles historische Recht für sich hat — denn der Zerfall der Nationalitätenstaaten und die Bildung von Nationalstaaten liegt nun einmal auf der Linie der geschichtlichen Entwicklung —, so kann der Sozialismus doch nichts übrig haben für eine Propaganda von serbischer Seite, die alle üblen Instinkte des Chauvinismus aufpeitscht, und erst recht nicht für eine Agitation, die mit Bomben und Brownings arbeitet. Solange die österreichisch-ungarische Regierung Herrn Paschitsch nur ersucht, nach den Mitschuldigen für die Mordtat von Serajewo auf serbischem Boden zu spüren und sie zur strengen Verantwortung zu ziehen, ist sie ohne Zweifel in ihrem guten Recht. Wie der serbische Ministerpräsident eben erst erklärt hat, würde einem solchen Verlangen auch von den Belgrader Behörden in weitestgehender Weise entsprochen werden.

Aber weil die Kriegshetzer in Wien eine friedliche Lösung nicht wünschen, deshalb schlägt die Note Berchtolds ganz andere Töne an. In ein paar Sätzen erklärt sie es für bewiesen, dass der Plan zu dem Anschlag auf Franz Ferdinand in Serbien gefasst, die Waffen in Serbien geliefert, die Attentäter aus Serbien über die Grenze geschmuggelt seien. Die Beweise dafür? Beweise gibt es nicht, es sind halt „Feststellungen" der k. k. Untersuchungsrichter und Polizeispitzel, die Europa gutgläubig hinzunehmen hat. Aber wer da weiss, wie in dem Agramer Hochverratsprozess vor dem Gericht die merkwürdigsten „Feststellungen" aufkamen, wird sich angesichts der neuerlichen „Feststellungen" eines gesunden Misstrauens nicht erwehren können, und es ist schon so, wie unser Wiener Parteiblatt schreibt:

„Es gibt nur eine Beweisführung, gegen die kein Einwand erhoben werden kann, der der durchschlagende Charakter sicher ist, deren Eindruck sich niemand entziehen können und auch nicht entziehen wollen wird: das ist die öffentliche Gerichtsverhandlung gegen die Attentäter! In der öffentlichen Verhandlung wird die Wahrheit kund, da sieht gleichsam das ganze Europa die Mitschuld Serbiens, und dann kann keiner mehr die Forderungen, die wir an Serbien zum Schutze unserer Sicherheit erheben, unbe-

rechtigt oder unbillig schelten! Wenn es wahr ist, dass die Untersuchung gegen die Attentäter für die Mitschuld Serbiens „untrügliche Beweise" geliefert habe, wenn es so wahr ist, als es bestimmt behauptet wird: dann heraus mit den Beweisen! Dann würde ja der Prozess gegen die Attentäter zu dem Prozess gegen die serbische Regierung! Deshalb gibt es nur eine vernünftige und logische Politik: ohne Verzug an die öffentliche Gerichtsverhandlung heranzutreten, ohne weiteres Lärmen sie vor Europa aufzurollen!"

Ein Zeichen für die üble Brüchigkeit seiner Gründe ist es, dass Herr Berchtold es unterlässt, sich derart, durch unzweifelhafte Beweisführung, in den Augen Europas eine moralische Rechtfertigung für sein Vorgehen zu holen und statt dessen dräuend mit der Hand an den Säbelgriff fährt. Um so ungeheuerlicher erscheint, in diesem Lichte gesehen, das Wesen des Ultimatums. An ein Land, das, durch einen unglücklichen Krieg zerschmettert, aus tausend Wunden blutend am Boden liegt, kann man Forderungen stellen, wie Wien sie von Belgrad heischt, aber nicht an ein Volk, das durch berauschende kriegerische Erfolge und bedeutenden Gebiets- und Machtzuwachs in seinem nationalen Selbstgefühl erheblich gestärkt ist. Soweit die Forderungen des österreichischen Ministeriums nicht in ihrer Wirkung sehr platonischer Natur sind — auch mit dem besten Willen könnte die Belgrader Regierung die grossserbische Bewegung so wenig unterdrücken wie Bismarcks Regierung in Deutschland die sozialistische Bewegung zu unterdrücken vermochte — bedeuten sie diesem gesteigerten nationalen Selbstgefühl einen Faustschlag ins Gesicht. Ein Staat, der einwilligt, dass auf seinem Gebiet Organe einer anderen Regierung zur Unterdrückung irgendwelcher subversiven Bestrebungen tätig sind, begibt sich aus freien Stücken seiner Selbständigkeit und scheidet aus der Reihe der Länder aus, mit denen zu rechnen ist. Nichts Geringeres aber verlangt, wider alles geschriebene und verbriefte Völkerrecht, der Punkt 5 der Berchtoldschen Forderungen, und die Hofräte in den Schreibstuben des k. k. Ministeriums müssten seltsame Rosaseher sein, wenn sie glaubten, dass Serbien dazu Ja sagen würde. Aber sie wollen ja, wie betont, den Krieg, die fanatischen Treiber der schwarz-gelben Kriegspartei, und es geht für sie gar nicht um Rechtsfragen, sondern um Machtfragen: das Attentat von Serajewo war nur ein beiläufiger Anlass und es handelt sich hier lediglich um ein Stück jener tolldreisten imperialistischen Balkanpolitik Österreich-Ungarns, die nach so viel Niederlagen endlich einmal einen Erfolg buchen will: entweder soll das verhasste Serbien sich bis in den Staub demütigen, oder aber in einem glorreichen Kriege zerschmettert werden.

Ein Frevel der chauvinistischen Presse Deutschlands war es, den teuren Bundesgenossen in seinen Kriegsgelüsten auf das Äusserste anzustacheln, und sonder Zweifel hat auch Herr v. Bethmann-Hollweg Herrn Berchtold seine Rückendeckung zugesagt. Aber in Berlin spielt man dabei ein genau so gefährliches Spiel wie in Wien. Denn bei einer Abenteuerpolitik weiss man immer nur, wie sie anfängt, aber nicht, wie sie aufhört, und

wenn es zu dem grossen europäischen Zusammenstoss kommt, könnten höchst unerwünschterweise Dinge dabei in die Binsen gehen, die auch in Deutschland zu den „heiligsten Gütern" gezählt werden. Wie darum die Arbeiterklassen aller Länder vor der drohenden Weltkriegsgefahr sofort in Bereitschaft treten müssen, sollte die deutsche Regierung, wenn anders ihr an der Erhaltung des Friedens gelegen ist, den tobenden Berserkern in Wien noch in zwölfter Stunde sänftigend in den Arm fallen.

Das und nichts anderes ist, angesichts des schwarz umdüsterten Horizonts, der Wille des deutschen Volkes!

Nr. 42. Aufruf[1]).

Noch dampfen die Äcker auf dem Balkan von dem Blute der nach Tausenden Hingemordeten, noch rauchen die Trümmer verheerter Städte, verwüsteter Dörfer, noch irren hungernd arbeitslose Männer, verwitwete Frauen und verwaiste Kinder durchs Land, und schon wieder schickt sich die vom österreichischen Imperialismus entfesselte Kriegsfurie an, Tod und Verderben über ganz Europa zu bringen.

Verurteilen wir auch das Treiben der gross-serbischen Nationalisten, so fordert doch die frivole Kriegsprovokation der österreichisch-ungarischen Regierung den schärfsten Protest heraus. Sind doch die Forderungen dieser Regierung so brutal, wie sie in der Weltgeschichte noch nie an einen selbständigen Staat gestellt sind, und können sie doch nur darauf berechnet sein, den Krieg geradezu zu provozieren.

Das klassenbewusste Proletariat Deutschlands erhebt im Namen der Menschlichkeit und der Kultur flammenden Protest gegen dies verbrecherische Treiben der Kriegshetzer. Es fordert gebieterisch von der deutschen Regierung, dass sie ihren Einfluss auf die österreichische Regierung zur Aufrechterhaltung des Friedens ausübe, und falls der schändliche Krieg nicht zu verhindern sein sollte, sich jeder kriegerischen Einmischung enthalte. Kein Tropfen Blut eines deutschen Soldaten darf dem Machtkitzel der österreichischen Gewalthaber, den imperialistischen Profitinteressen geopfert werden.

Parteigenossen, wir fordern Euch auf, sofort in Massenversammlungen den unerschütterlichen Friedenswillen des klassenbewussten Proletariats zum Ausdruck zu bringen. Eine ernste Stunde ist gekommen, ernster als irgend eine der letzten Jahrzehnte. Gefahr ist im Verzuge! Der Weltkrieg droht! Die herrschenden Klassen, die Euch im Frieden knebeln, verachten, ausnutzen, wollen Euch als Kanonenfutter missbrauchen. Überall muss den Gewalthabern in die Ohren klingen: Wir wollen keinen Krieg! Nieder mit dem Kriege! Hoch die internationale Völkerverbrüderung!

Berlin, den 25. Juli 1914. *Der Parteivorstand.*

---

1) Vorwärts, 25. VII. 1914, Extraausgabe.

Nr. 43. Der Auftakt zum Weltkrieg[1]).

Die österreichische Kriegserklärung.

Was man bis zur letzten Stunde für unmöglich gehalten, ist nun zur Tatsache geworden. Die österreichische Regierung hat durch ihren Gesandten in Belgrad die diplomatischen Beziehungen zu Serbien abbrechen lassen, weil die serbische Regierung eine „ungenügende" Antwort auf die österreichisch-ungarische Note gegeben hat. Das bedeutet nach allen Formen des Völkerrechts die Kriegserklärung.

Die eisernen Würfel sollen nun rollen! Die Kriegsbestie soll nun wüten! Wo der Brand enden wird, weiss einstweilen kein Mensch. Nach den letzten Nachrichten in der Abendpresse schien es, als ob das Abenteuer eine günstigere Wendung nehmen wollte. Wurde doch mitgeteilt, dass Serbien, wenn auch unter Protest und Vorbehalt, sich den furchtbaren Demütigungen und für einen wehrhaften Staat unannehmbaren Bedingungen Österreichs fügen wolle. Hervorragende österreichische Staatsmänner, so versicherten „Lokalanzeiger" und andere Blätter, seien der Meinung, dass damit die Kriegsgefahr vermieden sei. Und wahrscheinlich bestand auch auf Serbiens Seite der ernste Wille, Österreich nach Möglichkeit entgegenzukommen. Aber Österreich bestand unerbittlich auf seinem Schein. Es wollte die letzte Formalität seiner Bedingungen erfüllt wissen. Und als der serbische Ministerpräsident diesen absoluten Kotau nicht auf sich zu nehmen vermochte, vollzog der österreichische Gesandte den Abbruch der diplomatischen Beziehungen.

Dieser diplomatische Akt, der sich im fernen Belgrad vollzogen, kann ganz Europa erschüttern. Denn dass in der Tat der Krieg auf den Balkan lokalisiert werden wird, dafür vermag niemand irgendwelche Bürgschaft zu übernehmen. Welche Haltung zunächst und im weiteren Verlaufe des Kriegsabenteuers Russland, Frankreich und England einnehmen werden, ist noch gar nicht abzusehen. In welche Verwickelungen Deutschland durch die skandalöse Überrumpelung durch Österreich geraten wird — denn dass das österreichische Ultimatum auf eigene Verantwortung und ohne Hinzuziehung der deutschen Regierung erlassen wurde, ist ja inzwischen, wie unser folgender Artikel „Ein Skandal" des näheren darlegt, von den deutschen Offiziösen selbst zugestanden worden — steht völlig dahin. Den einzigen Trost vermag die friedliebende Bevölkerung und die deutsche Arbeiterklasse darin zu sehen, dass ja einstweilen die deutsche wie die österreichische Regierung ostentativ betont, dass Österreichs Vorgehen seine eigene Sache sei. Das deutsche Proletariat wird freilich darauf dringen müssen, dass diese momentane Auffassung auch die dauernde bleibt und dass Deutschland es mit aller Entschiedenheit ablehnen muss, Österreich etwa später aus seiner Patsche zu befreien, in die es sich selbst ohne Verständigung mit der deutschen Regierung, geschweige denn im Einverständnis mit dem deutschen Volke gestürzt hat!

---

1) Vorwärts, 26. VII. 1914.

Die deutsche Regierung bestreitet durch das offizielle Depeschenbureau, dass sie die Bedingungen des österreichischen Ultimatums an Serbien „vereinbart" habe. Dass diese Bedingungen die furchtbarste Demütigung, ja geradezu die Abdankung Serbiens als selbständiger Staat bedeuten, ist selbst von den kriegsbegeisterten Blättern Deutschlands zugestanden worden. Wenn nun auch die deutsche Regierung keine Kenntnis von der endgültigen Formulierung des Ultimatums, dieses „Kriegsvorwandes", wie die „Rheinisch-Westfälische Zeitung" es nannte, gehabt hat, so musste sie doch wenigstens von der österreichischen Regierung von deren Absichten in allgemeinen Umrissen unterrichtet worden sein. Dass dann aber die deutsche Regierung nicht von vornherein gegen die österreichischen Absichten eingeschritten ist, die nichts anderes als die von Anbeginn beschlossene Kriegserklärung bedeuteten, das ist ein furchtbar schwerer Vorwurf, der gegen sie erhoben werden muss. Einen Skandal nannte es die „Rheinisch-Westfälische Zeitung", ein Blatt, das doch sonst an Patriotismus wahrlich nichts zu wünschen übrig lässt.

Was wird nun werden? Dass die Gefahr des furchtbarsten Völkerbrandes vorliegt, ist auch dem Uneingeweihtesten klar. Die amtliche Presse ist gerade in den letzten kritischen Stunden äusserst wortkarg geworden. So liegt z. B. darüber, ob die russische Regierung noch einmal in Wien zugunsten Serbiens vorstellig geworden ist, keinerlei amtliche Nachricht vor. Doch versichern die bürgerlichen Blätter, dass der russische Botschafter einen solchen Versuch gemacht und Österreich die Verlängerung der Beantwortungsfrist seines Ultimatums nahegelegt habe. Diese russische Anregung sei „ebenso höflich wie energisch zurückgewiesen" worden. Ob sich Russland mit dieser kühlen Ablehnung seiner Intervention zufrieden geben wird, ob die Auslandsmächte wirklich passive Zuschauer dabei bleiben werden, wenn das grosse Österreich das kleine Serbien abwürgt? Oder ob nicht in der Tat diese Neuauflage des Balkankrieges ganz Europa in seinen Wirbel ziehen wird?

Die Gefahr internationaler Verwicklungen ist um so grösser, als seit einer Reihe von Jahren der militärische Wettstreit des Rüstungswahnsinns alle europäischen Völker ergriffen hat. Ja, wenn zurzeit die internationalen Beziehungen der Nationen friedliche wären, wäre am Ende noch die Hoffnung gerechtfertigt, dass in der Tat das ungleiche Duell zwischen Österreich und Serbien lokalisiert bleiben könnte. Aber die ungeheuerlichen deutschen Rüstungen haben ja England, Frankreich und nicht zuletzt auch Russland derartig in Mitleidenschaft gezogen, die Staatsfinanzen derartig angespannt und den Missmut der Steuerzahler derartig provoziert, dass die Entladung der von Jahr zu Jahr explosiver werdenden elektrischen Spannung nur zu sehr zu befürchten ist.

Wie sich unsere deutschen Kriegshetzer sagen, dass der Ausbruch der kriegerischen Spannung nun doch einmal unvermeidlich ist, so werden sich auch die anderen Nationen das gleiche vergegenwärtigen, und ob dann die deutsch-österreichische Koalition (denn auf Italien ist ja kaum zuverlässig

zu bauen) der Gegenkoalition der von den deutschen Chauvinisten so oft provozierten europäischen Gegner gewachsen ist, das ist eine ganz andere Frage!

Wie man auch die Situation betrachten mag, die furchtbarste Gefahr ist im Verzug, der europäische Völkerkrieg steht vor der Tür.

Und weshalb? Weil die österreichische Regierung, die österreichische Kriegspartei, die eine ebenso kleine Schicht darstellt, wie Deutschlands Chauvinisten, sich endlich einmal durch den Gewaltstreich Luft machen wollen! Als ob durch einen solchen Gewaltakt die aus Österreichs nationalen Zerwürfnissen naturnotwendig herauswachsenden Verlegenheiten beseitigt werden könnten!

Selbst den günstigsten Fall angenommen, den Fall nämlich, dass es Österreich gelingen würde, Serbien für den Augenblick und die nächsten paar Jahre völlig zu Paaren zu treiben, so würde damit den slavischen Bestrebungen keineswegs der Boden abgegraben sein. Wohl aber würde zu erwarten sein, dass das gewaltsame Vorgehen Österreichs nicht nur unter allen slavischen Elementen des Balkans, sondern auch bei allen Mächten Europas einen solchen Grad der Empörung und Beunruhigung hervorrufen würde, dass der Rückschlag gegen den vermeintlichen Erfolg Österreichs kaum einige Jahre auf sich warten lassen dürfte. Der slavische Ansturm gegen Österreich und in seiner Folge der europäische Krieg würden nur die Frage von einigen Jahren sein!

Für das deutsche und das internationale Proletariat liegen danach die Verhältnisse völlig klar. Es hat auch in diesem Augenblick, wo auch ihm das Schicksalslos fällt, keinerlei Ursache, die Hände in den Schoss zu legen. Es hat sich vielmehr aller Konsequenzen, die sich aus der jetzigen Lage ergeben, völlig bewusst zu sein. Wenn es je der deutschen Arbeiterklasse mit der Absicht ernst gewesen ist, den Völkerfrieden zu erhalten und bedrohliche internationale Konflikte zu verhüten, so hat es jetzt auf dem Posten zu sein!

Um so mehr, als in Deutschland wieder einmal die Zügel vollends am Boden zu schleifen scheinen. Hat doch der deutschen Politik offensichtlich jede Führung gefehlt. Ein paar Stunden später, nachdem man durch die ganze Presse die angeblichen Erklärungen des deutschen Botschafters in Paris, des Herrn v. Schön, verbreiten liess, brachte das offizielle Depeschenbureau ein ostentatives Dementi, in dem es wiederum zu beschwichtigen und abzuwiegeln versuchte. Das beweist die völlige Direktionslosigkeit der deutschen Regierung. Offensichtlich sind wiederum die widerstrebenden Elemente an der Arbeit. Es ist ja nicht das erstemal, dass bei uns eine Kriegspartei und eine Friedenspartei miteinander kämpfen. Und die Tatsache, dass die wildesten Kriegstreiber des Marokkokonfliktes, die „Post“ und ihre Hintermänner, diesmal von dem Kriegsabenteuer nichts wissen wollen, und dass diesmal die liberale Presse mit vollen Backen in die Kriegstrompete bläst, beweist nur um so deutlicher, dass für die Erhaltung des Friedens und die Vermeidung bösartigster und verhängnisvollster Völkerkonflikte das

Proletariat seine ganze politische Reife und seine ganze organisatorische Macht in die Wagschale zu werfen hat!

Die internationale Lage ist so verworren wie je. Die Regierungen neigen mehr denn je der Va-banque-Politik zu. Die österreichische Regierung ist aller Besinnung beraubt und stürzt sich in ihrer Verzweiflung in das serbische Abenteuer. Auch die deutsche Regierung ist offensichtlich uneinig, gespalten und direktionslos. Wer weiss, welche Konflikte hinter den Kulissen zwischen Wilhelm dem Älteren und Wilhelm dem Jüngeren und ihren Getreuen gespielt haben. In dieser Zeit des allgemeinen Bangens und der absoluten Verwirrung ist die proletarisch-sozialistische Politik für die werktägigen Massen des Volkes der einzige Leitstern des Handelns. Das Volk will keine Kriegsabenteuer, will keine Zettelung, will keine Desperado- und Prestige-Politik, sondern einzig eine Politik, die den Frieden für absehbare Zeit zu garantieren vermag. Alle Chauvinistenhetze, alle imperialistischen Phantasien beantwortet sie mit dem kategorischen Imperativ: Wir wollen nichts als freie Bahn für die freie politische, wirtschaftliche und kulturelle Entwicklung. Jeder Krieg ist der Todfeind dieser Entwicklung. Darum ist die Arbeiterklasse der geschworene Feind jeder Kriegspolitik.

Noch steht selbst Österreich vor der Entscheidung, noch sind seine Regimenter nicht auf dem Marsche. Mögen sich die österreichischen Gewalthaber und mögen sich alle ihre offenen und geheimen Helfer vor Augen halten, dass jeder Fehlschlag ihrer Glücksspielerpolitik eine ungeahnte Volksbewegung entfesseln kann, die aller Desperado- und imperialistischen Va-banque-Politik ein endgültiges Ziel setzt!

Im gleichen Sinn lautet der Artikel des Vorwärts vom 27. VII. 1914: *„Immer wieder gegen den Krieg!“* in dem zugleich Massen-Protestaktionen für den darauffolgenden Tag (Dienstag) angekündigt wurden und der durch eine Bekanntgabe der Versammlungslokalitäten ergänzt wurde[1]) im folgenden

Nr. 44. Aufruf[1]).

Nieder mit dem Kriege!

In furchtbar ernster Stunde ertönt an das Proletariat, an die ganze Bevölkerung dieser Ruf! Es gilt Front zu machen gegen die unverantwortlichen und verantwortlichen Kriegshetzer, die nicht davor zurückscheuen, einen Weltenbrand zu entflammen.

In 27 Versammlungen soll Gross-Berlin sich erheben gegen die unheilvoll drohende Gefahr, soll das Volk seinen einheitlichen Willen zeigen, für

---

1) Vorwärts, 27. VII. 1914.

den Frieden einzutreten. Keiner, Mann oder Frau, darf fehlen bei diesen bedeutungsvollen Kundgebungen. Jeder werbe zum Massenbesuch!

Der Dienstagabend der 27 Versammlungen muss den Machthabern zeigen, muss der Welt beweisen, dass die breiten Massen sich einig fühlen mit den Brüdern und Schwestern jenseits der Grenze. Friede, Verständigung, nicht aber Völkermord und Völkerhass, das ist der Wille des Volkes.

Diesen Versammlungen präludierte der Vorwärts am 28. VII. 1914 mit dem Artikel: Krieg oder Frieden? Das Volk hat das Wort!" in dem neuerlich „diplomatische Vorstellungen" und wuchtigste Volksproteste gefordert wurden.

Nr. 45.

Erfreulicherweise — heisst es dann weiter — hat England die Initiative zur Erhaltung des Friedens, zur Dämpfung des verderbendrohenden Konflikts ergriffen. Die vier neutralen Mächte England, Frankreich, Deutschland und Italien sollen nach Englands Absichten das Vermittler- und Schiedsrichteramt übernehmen. Das ist ein für alle Teile billiger Vorschlag. Jede berechtigte Beschwerde Österreichs darf unter diesen Umständen auf Befriedigung rechnen. Darauf darf es bei Deutschlands und Italiens Mitwirkung zuversichtlich rechnen. Will also Österreich nicht den Krieg um jeden Preis, sondern nur sein Recht und Garantien für die Zukunft, so kann es die Vermittlung unmöglich ablehnen. Dass es sich dabei nicht um eine Verschleppung und Versumpfung des Konflikts handeln könnte, liegt ebenso klar auf der Hand. Denn die vier europäischen Staaten, die ja alle aus nur zu berechtigtem Bangen vor den unabsehbaren Folgen eines Völkerkrieges ernstlich den Frieden wollen, müssten im ureigensten Interesse bemüht sein, wenigstens für absehbare Zeit einen erträglichen Zustand zu schaffen!

Die Voraussetzung dieser Mittlertätigkeit der Mächte ist aber der Sieg der Vernunft in Wien, Belgrad und Petersburg. Jedes frivole Heraufbeschwören neuer Konflikte, jeder blutige Zusammenstoss muss die Gefahr verschärfen, den Völkerkrieg heraufbeschwören . . .

Unsere russischen Genossen haben dem Zarismus ihre Ansicht drastisch genug zu verstehen gegeben und sie würden ihm böse einheizen, wenn er sich tollwütig wie in Ostasien in ein noch schlimmeres kriegerisches Abenteuer stürzen wollte. Aber es ist doch allzu gewagt, lediglich im Vertrauen auf die revolutionäre Aktion die trotz alledem gewaltige Macht des Zarismus und Panslavismus dadurch aufs äusserste zu reizen, dass man Österreich ermutigt, auf dem Wege der wildesten Provokation vorwärts zu taumeln.

Nicht der Zarismus ist in diesem Augenblick die schlimmste Kriegsgefahr, sondern das übelberatene Österreich ...

Die 27 — nach dem Bericht des Vorwärts stärkstbesuchten — Demonstrationsversammlungen vom 28. VII. beschlossen nachstehende

Nr. 46.

Resolution.

Österreich hat mit seinem brutalen Ultimatum Serbien der Krieg erklärt. Mit unheimlicher Klarheit erkennen jetzt die Völker Europa die Gefahr, in welche sie durch die verderbliche Politik der ohne ihre Zustimmung abgeschlossenen Geheimbündnisse geraten sind.

Droht doch die Kriegsflamme augenscheinlich nach den anderen Ländern hinüberzuschlagen, ganz Europa in Brand zu setzen, unsägliche Leiden über das Menschengeschlecht zu bringen, alles zu vernichten, was in Jahrzehnten mühsamer Kulturarbeit errichtet worden ist.

Diese Katastrophe mit aller Kraft zu verhindern, erachtet das klassenbewusste Proletariat aller beteiligten Länder, eingedenk der Beschlüsse der internationalen Kongresse in Stuttgart, Kopenhagen und Basel, im gegenwärtigen Augenblick als seine dringendste heiligste Aufgabe.

Heldenhaft hat das russische Proletariat dem blutdürstigen Zarismus das drohende Menetekel vor Augen geführt. Es lässt sich weder widerstandslos ausbeuten, noch als willenloses Werkzeug zaristischer Gewaltpolitik missbrauchen.

Durch flammenden Protest haben das deutsche wie das französische Proletariat den Abscheu vor dem verbrecherischen Treiben der Kriegshetzer zum energischsten Ausdruck gebracht.

Auch das nächstbeteiligte österreichische Proletariat hat mit Entschlossenheit jede Verantwortung für das Verhalten seiner Regierung abgelehnt.

Es ist also nicht wahr, dass die grossen Massen dieser Länder sich in kriegerischer Stimmung befinden. Sie wollen vielmehr allen Chauvinisten zum Trotz den Frieden der Welt.

Die Kriegshetzer sollen wissen, dass, wenn der Weltkrieg ausbricht mit allen seinen Leiden und Greueln, die durch ihn verursachten politischen und wirtschaftlichen Krisen mit unerbittlicher Logik dahin führen, die durch den Imperialismus verblendeten Volksschichten aufzurütteln und der Sozialdemokratie in die Arme zu führen, die Entwickelung der kapitalistischen Gesellschaftsordnung zum Sozialismus mächtig zu beschleunigen.

Trotzdem setzt das Proletariat im Namen der Menschlichkeit und Kultur seinen Friedenswillen mit Leidenschaft allen Kriegshetzern entgegen.

Ebenso wie das Proletariat der übrigen beteiligten Länder verlangen auch wir mit aller Entschiedenheit, dass unsere Regierung sich nicht nur jeder kriegerischen Einmischung enthält, sondern alles tut, um die Kriegs-

furie zu bannen, und zu diesem Zweck gemeinsam mit den anderen Regierungen sofort dahin wirkt, dass der verderbenschwangere Konflikt schleunigst beseitigt wird.

Die Gefahr ist gross! Es ist keine Zeit zu verlieren!

Gerade wie die französischen haben auch die deutschen Arbeiter in diesem Augenblick die besondere Aufgabe, durch Einwirkung auf ihre Regierungen zu verhüten, dass die Völker dieser Länder österreichischer oder russischer Prestige- oder Eroberungspolitik geopfert werden.

Nieder mit allen Kriegshetzereien! Hoch die internationale Völkerverbrüderung!

* * *

Gleichzeitige Demonstrationen und Protestkundgebungen fanden in der Zeit vom 26.—30. VII. in allen großen Städten und Industriezentren des Reiches statt: in Barmen, Breslau, Braunschweig, Chemnitz, Danzig, Düsseldorf, Duisburg, Elberfeld-Barmen, Essen, Frankfurt a. M., Freiburg i. B., Gotha, Halle, Hamburg, Hannover, Jena, Kiel, Köln, Königsberg, Ludwigshafen, Mannheim, München, Nürnberg, Stettin, Stuttgart und Cannstatt u. a. O.[1]).

Landesparteitag der Sozialdemokraten Württembergs zu Esslingen.

25.—26. VII. 1914[2]).

Derselbe resolvierte auf Antrag KLARA ZETKINS einhellig:

Nr. 47.

Die gegenwärtig drohende Kriegsgefahr kann jederzeit in das greuelvollste Völkermorden verwandelt werden. Angesichts dieser ernsten Lage erinnert die L.V. d. Soz.Dem. Württembergs die werktätigen Massen daran, dass die Besitzenden und Herrschenden — insofern sie nicht unmittelbar oder mittelbar Kriegsinteressenten und Kriegshetzer sind — sich zum mindesten als ohnmächtig erweisen, den Frieden und die Wohlfahrt der Völker zu wahren. Sie mahnt diese Massen daran, dass die kraftvolle und rücksichtslose Betätigung ihres Brüderlichkeitsgefühls mit den Ausgebeuteten aller Länder und ihres unerschütterlichen Friedenswillens die einzige sichere Bürgschaft dafür ist, dass die frivole Hetze kriegslüsterner Cliquen und Schichten keinen Weltbrand entzündet.

Die Vertreter der Soz.Dem. Württembergs geloben, die Massen auf dem Boden des revolutionären Klassenkampfes zu sammeln und zu schulen, da-

1) Berichte im Vorwärts, 27.—31. VII., 1. VIII. 1914.

2) Ebenda, 28. und 30. VII. 1914.

mit sie bereit seien, opferfreudig ihre volle wirtschaftliche und politische Macht zur Aufrechterhaltung des Friedens einzusetzen. Sie begrüssen das heldenhafte revolutionäre Proletariat Russlands, das aufs neue im Kampf für das wirtschaftliche und politische Recht der Ausgebeuteten die Waffe des Massenstreiks erprobt. Sie begrüssen es als einen starken Hort des Friedens in dieser verhängnisschweren Zeit. Indem das russische Proletariat durch den Massenstreik den Zarismus, einen der gewissenlosesten Kriegstreiber, lähmt, beweist es durch die Tat, welch starke Macht eine kühne, opferbereite Arbeiterklasse in dem Kampf für Freiheit und Frieden einzusetzen vermag.

Mit Bezug auf die erwähnten Demonstrationen und die am 28. VII. erfolgte Kriegserklärung Österreichs-Ungarns an Serbien wurde im Artikel des Vorwärts vom 29. VII.: „Die Kriegserklärung gegen Vernunft und Volk“, die Forderung nach Intervention der Mächte wiederholt und sodann ausgeführt:

Nr. 48.

Die deutsche Ausrede gegenüber England: ja wir sind für internationale Schlichtung, aber nur, wenn Österreich nichts dagegen einzuwenden hat, ist direkt unsinnig. Wenn Deutschland als Verbündeter Österreichs alle Unbesonnenheiten Österreichs in einem Meer von Blut ausbaden soll, so ist Deutschland doch kein Statist, sondern vollberechtigter Kontrahent!

Und was soll es anders heissen, wenn Deutschland dem Gedanken zur Konferenz mit der Anreguug begegnet, dass es besser wäre, wenn die Kabinette selbst sich an Russland und Österreich wendeten, als dass die unheilvolle Affäre verschleppt und kompliziert werden soll!

Solche Verschleppung der Ausgleichsverhandlungen ist aber ein Verbrechen angesichts Österreichs erneutem Auftrumpfen, angesichts der bereits losgegangenen Gewehre im Grenzgebiet, angesichts der Mobilisationen, die den Völkern schon allein ruinöse Opfer auferlegen!

Österreichs Kriegsproklamation erklärte erneut aller politischen Vernunft den Krieg. Und wenn das trotz aller Warnungen den herrschenden Klassen noch immer nicht aufdämmert, dann ist es Sache der Schlachtopfer dieser Wahnsinnspolitik, dem Verständnis der Regierungen auch ferner ganz energisch nachzuhelfen!

Auf die Mobilisierung der Mächte gibt es nur die eine Antwort: die dauernde Mobilisation des Volkes!

Ganz auf der gleichen Linie bewegten sich die Vorwärts-Artikel vom 30. VII.: „Vor der Katastrophe“, und 31. VII.: „Völkerwürgen oder Völkerverständigung“.

In demjenigen vom 30. VI. speziell wurde neuerdings nachdrücklichst betont:

Nr. 49.

Schon ertönt es in Frankreich, wo man so heiss wie irgendwo die Erhaltung des Weltfriedens ersehnt, dass nunmehr kein Mensch mehr Russland, sondern einzig Österreich und seinen Verbündeten Deutschland als den Anstifter zum Weltbrand, den wirklichen Störenfried betrachten müsse. — Und in England ist die Auffassung ganz allgemein, dass als ausschlaggebender Faktor der Deutsche Kaiser in seiner Eigenschaft als Verbündeter und Berater Österreichs aus den Falten der Toga die Losung Krieg oder Frieden schütteln könne. — Und England hat Recht. Wie die Dinge liegen, fällt von Wilhelm II. die Entscheidung.

So unverschleiert prinzipielle Gegner der Monarchie wir allezeit gewesen sind und sein werden, so erbitterten Kampf wir häufig gegen den temperamentvollen Träger der Krone führen mussten, so unumwunden erkennen wir, heute ja nicht zum ersten Male, an, dass Wilhelm II. sich durch seine Haltung, namentlich in den letzten Jahren, als aufrichtigen Freund des Völkerfriedens bewährt hat. Sofern es menschlicher Fähigkeit und gutem Willen überhaupt gegeben wäre, souverän die Geschicke von vielen Millionen im Sinne der Menschlichkeit und der Vernunft zu entscheiden, brauchten die Befürchtungen in der augenblicklichen Lage nicht gross zu sein. Aber auch der tatkräftigste Mensch ist Einflüssen nicht unzugänglich. Und leider sind die Beweise dafür mit Händen zu greifen, dass die Kamarilla der Kriegstreiber wieder mit äusserster Skrupellosigkeit am Werke ist, um alle Aktionen der Regierung zu durchkreuzen und das Ungeheuerliche durchzusetzen: den Völkerkrieg, den Weltbrand, die Verwüstung ganz Europas.

Wir sind Demokraten und Republikaner. Aber trotz dem prahlendsten Nationalisten hat die deutsche Sozialdemokratie das feinste Gefühl für deutsche Ehre und deutsches Interesse. Den schamlosen Lügen der Kriegshetzer gegenüber sei auch dies Selbstverständliche noch einmal betont. Aber hier handelt es sich nicht um Deutschlands Ehre und Gedeihen, sondern um ein sinnloses Kriegsabenteuer, dem schleunigst ein Ende gemacht werden muss.

Die Einwirkung Deutschlands auf Österreich ist deshalb das erste Gebot! — Erst die Waffenruhe vermag vernünftigen, ausgleichenden Verhandlungen freie Bahn zu schaffen Wer skrupellos zu fernerem Dreinhauen rät, ist ein Verbrecher am eigenen Volke, wie er gegen die Kulturgemeinschaft aller zivilisierten Völker verbrecherisch frevelt.

Das sozialistische Proletariat lehnt jede Verantwortung für die Ereignisse ab, die eine bis zum Aberwitz verblendete herrschende Klasse heraufbeschwört. Es weiss, dass gerade ihm neues Leben aus den

Ruinen blühen wird. Alle Verantwortung fällt auf die Machthaber von heute. Für sie handelt es sich um Sein oder Nichtsein! Die Weltgeschichte ist das Weltgericht!

In gleicher Weise wie das politische Zentralorgan beurteilte auch das gewerkschaftliche die Lage in dem Artikel:

Nr. 50. Die Kriegsgefahr[1]).

Die Spannung, die zwischen den europäischen Mächten leider seit Jahren in unheilvoller Weise sich bemerkbar macht, droht in schwerem Konflikt die Kriegsgefahr in unheimliche Nähe zu rücken.

Die Gewerkschaften können an dieser ernsten Situation nicht achtlos vorübergehen, denn die Frage des Krieges geht nicht nur die politischen Machthaber an, sondern vor allem die Arbeiterklasse, die alle Leiden, die Opfer an Gut und Blut in höherem Masse und schwerer zu tragen hat, als irgendeine andere Gesellschaftsschicht. Was uns aber vom engeren Standpunkt der Gewerkschaft besonders veranlasst, gegen das Heraufbeschwören des Krieges Front zu machen, das sind die entsetzlichen wirtschaftlichen Verwüstungen, die bei einem künftigen Kriege drohen. Schon jetzt steigert sich in der politischen Unruhe der wirtschaftliche Rückgang, der Geschäftsverkehr wird unsicher, das Heer der Arbeitslosen wächst von Tag zu Tag. Die Industrien, die für den Krieg arbeiten, können nicht die Arbeitermassen aufnehmen, die durch das Brachliegen anderer Industriezweige hinausgedrängt wurden. Der Krieg würde unser gesamtes Erwerbsleben in Industrie und Handel, mit Ausnahme der Rüstungsindustrie, lahmlegen; dieser Krieg wird uns den Aussenhandel unterbinden, einen Mangel an Nahrungsmitteln, eine masslose Teuerung aufbürden. Deutschland ist auf die Zufuhr von Nahrungsmitteln angewiesen, kein Zweifel, dass mit dem Krieg nach drei Fronten die Zufuhr abgeschnitten ist. Zu der Öde des inneren wirtschaftlichen Zusammenbruchs die vollständige Absperrung nach aussen. Eine Situation, wie wir sie bisher bei keiner kriegerischen Aktion zu verzeichnen hatten. Dazu die Riesensummen, die der Krieg verschlingt. Die 4—5 Millionen wehrfähiger Männer, die heute Deutschland auf die Beine bringt, die Unterhaltung der Flotte und Ausrüstung der Armee erfordern für jeden Tag der Mobilmachung 30—40 Millionen Mark. Unsummen werden erforderlich, wenn der Feldzug viele Monate sich hinzieht. Wer wird diese Lasten wieder aufbringen? Wer wird die mittellos zurückgelassenen Frauen und Kinder der zum Kriege eingezogenen Mannschaften versorgen und wer hilft den Erwerbslosen, die der Krieg auf die Strasse geworfen hat? Ganz zu schweigen, wenn das blutige Ringen im

---

1) Korrespondenzblatt der Generalkommission der Gewerkschaften Deutschlands. Berlin. 1. VIII. 1914.

eigenen Lande über blühende Dörfer und Städte sein Vernichtungswerk vollzieht. Der Krieg von 1870 und 71 wird als bedeutungslos verschwinden, wird keinen Vergleich aushalten mit dem, was uns an Verwüstung von wirtschaftlichen, kulturellen Werten und Menschenleben der kommende Krieg in drohende Aussicht stellt. Wir können uns das Bild, das die zerrüttende Wirkung zeigt, wenn die Kriegsfurie dahinrast, nicht vollständig in seinen düsteren Farben vorstellen, es wird ein Bild des Jammers und Entsetzens sein, wie es die Weltgeschichte noch nicht gesehen hat.

Mit der ganzen Schwere trifft der Schrecken des Krieges die Arbeiterklasse, sie vor allem wird den harten Druck empfinden. Wir bedauern die Toren, die sich von den nationalen Phantastereien fortreissen lassen; in der Arbeiterschaft sollte dafür kein Raum sein, denn sie wird den Leidenskelch bis zur Neige lehren müssen.

Und aus welchem Streitgegenstand soll dieses entsetzliche Ringen angefacht werden? Wir verstehen es, wenn Deutschland und Österreich im Hinblick auf die politische auswärtige Konstellation im engen Kontakt bleiben, aber wir müssen Verwahrung einlegen, dass wir für die Eroberungspolitik der österreichischen Imperialisten Vorspann leisten sollen und Österreichs Balkanpolitik, die fortgesetzt uns an den Rand kriegerischer Verwickelungen gebracht hat, unterstützen. Wir verabscheuen das verbrecherische Attentat gegen den österreichischen Thronfolger und finden es berechtigt, wenn es wahr ist, dass in serbischen Offizierskreisen die Leute sitzen, die das Verbrechen eingeleitet haben, dass Österreich verlangt, dass die Schuldigen zur Rechenschaft gezogen werden. Aber wer eines Verbrechens beschuldigt wird, muss auch die Zeit haben, die Anklage zu prüfen, das kann nicht in 48 Stunden geschehen. An der Hetze der gross-serbischen Agitation trägt die österreichische Regierung das vollgerüttelte Mass der Schuld. Die wirtschaftliche Drangsalierung Serbiens, die Stellungnahme Österreichs in der Auseinandersetzung auf dem Balkan, um Serbien den für seine wirtschaftliche Entfaltung notwendigen Ausgang zum Adriatischen Meere unmöglich zu machen, mussten die nationalen Leidenschaften bis zur Siedehitze steigern. Nach allen bisherigen Erfahrungen glauben wir aber auch nicht, dass die österreichische Regierung nur ein gesittetes Betragen des serbischen Nachbars erzwingen will. In dem ganzen Balkankonflikt ist Österreich immer auf eine Gebietserweiterung hinausgegangen, der Vorwand scheint jetzt den österreichischen Imperialisten günstig, um das Vorhaben zur Ausführung zu bringen.

Die Arbeiterschaft wird von unserer deutschen Regierung verlangen müssen, dass sie ihren Bundesgenossen zur Mässigung anhält und alles vermeidet, was geeignet wäre, die kriegerische Verwicklung weiter zu treiben, vielmehr jeden Versuch, den Krieg, den Österreich mit Serbien jetzt begonnen hat, durch eine Verständigung oder Ausgleich zu beenden, unterstützt.

Wir sind überzeugt, dass unsere russischen und französischen Freunde auch in ihren Ländern alles aufbieten werden, um den Frieden zu propagieren, damit nicht zu dem österreichischen Verbrechen noch das russische

hinzugefügt werde. Den Krieg zu verhüten ist eine Aufgabe, die alle angeht, es ist eine Sache, die den Menschen in seinem Tiefinnersten erfasst, ihn herausreissen muss aus seinem Gleichmut, auch wenn er dem politischen Leben fernsteht.

Viel, ungeheuer viel steht für die Arbeiterklasse auf dem Spiel, deshalb erheben wir unsere Stimme gegen die verbrecherische Kriegshetze und wollen mit unseren Freunden im Ausland alle Kräfte einsetzen, um dem Frieden zu dienen und die Gefahr des Krieges zu bannen.

Am 31. VII. 1914 wurde vom Kaiser und vom König von Bayern das ganze Reichsgebiet in Kriegszustand erklärt. Damit wurden auch die Bemühungen, die Berliner Arbeiterschaft zu weiteren Kundgebungen für den Frieden zu vereinen, vereitelt. Einer für den 2. VIII. geplanten öffentlichen politischen Versammlung unter freien Himmel im Treptower Park wurde am 31. VII. die behördliche Genehmigung versagt, u. zw. mit der Motivierung: „Die „Versammlung richtet sich gegen den Krieg. Daher ist aus ihrer „Abhaltung in den gegenwärtigen ernsten Zeiten, in der Deutsch„land vor einer der folgenschwersten Entscheidungen steht, eine „Gefahr für die öffentliche Sicherheit zu befürchten."

Der Versuch, den gewollten Zweck am 2. VIII. durch 39 Volksversammlungen zu erreichen, mißlang ebenfalls. Endlich untersagte das Polizeipräsidium 17 Volksversammlungen mit der Tagesordnung „Für den Frieden! Gegen den Krieg!", die für den 4. VIII. angemeldet wurden, und andere in den Berliner Vororten[1]).

Nach erfolgter Verhängung des Kriegszustandes erschienen die folgenden Aufrufe[2]):

Nr. 51.

Parteigenossen!

Der Kriegszustand ist erklärt. Die nächste Stunde schon kann den Ausbruch des Weltkrieges bringen. Die schwerste Prüfung wird damit nicht bloss unserem Volke, nein, unserem ganzen Weltteil aufgezwungen.

Bis zur letzten Minute hat das internationale Proletariat seine Schuldigkeit getan, diesseits und jenseits unserer Grenzen, und alle Kraft angespannt, um den Frieden zu erhalten, den Krieg unmöglich zu machen. Waren unsere ernsten Proteste, unsere immer wiederholten Bemühungen erfolglos, sind die

---

1) Vorwärts 1. u. 2. VIII. 1914. 2) Vorwärts 1. VIII. 1914.

Verhältnisse, unter denen wir leben, noch einmal stärker gewesen als unser und unserer Arbeitsbrüder Wille, so müssen wir jetzt dem, was kommen mag, mit Festigkeit ins Auge sehen.

Die fürchterliche Selbstzerfleischung der europäischen Völker ist die grausame Bestätigung dessen, was wir seit länger als einem Menschenalter den herrschenden Klassen mahnend, wenn auch vergeblich, zugerufen haben.

Parteigenossen! Nicht mit fatalistischem Gleichmut werden wir die kommenden Ereignisse durchleben. Wir werden unserer Sache treu bleiben, werden fest zusammenhalten, durchdrungen von der erhabenen Grösse unserer Kulturmission.

Die Frauen insbesondere, auf welche die Schwere der Ereignisse doppelt und dreifach lastend fällt, haben in diesen ernsten Zeiten die Aufgabe, im Geiste des Sozialismus für die hohen Ideale der Menschlichkeit zu wirken, auf dass die Wiederholung dieses namenlosen Unglücks verhütet wird, dieser Krieg der letzte ist.

Die strengen Vorschriften des Kriegsrechts treffen mit furchtbarer Schärfe die Arbeiterbewegung. Unbesonnenheiten, nutzlose und falsch verstandene Opfer schaden in diesem Augenblick nicht nur dem Einzelnen, sondern unserer Sache.

Parteigenossen! Wir fordern Euch auf, auszuharren in der unerschütterlichen Zuversicht, dass die Zukunft trotz alledem dem völkerverbündenden Sozialismus, der Gerechtigkeit und der Menschlichkeit gehört.

Berlin, den 31. Juli 1914.

Der Parteivorstand.

* * *

Nr. 52.

An unsere Leser!

Arbeiter, Parteigenossen! Die Verhängung des Kriegszustandes und der damit verbundene Übergang grosser Machtvollkommenheiten an die Militärbehörde hebt die für Friedenszeiten geltenden Bestimmungen über Press-, Versammlungs- und Vereinsrecht auf oder schränkt sie erheblich ein.

Die Entscheidung über Inhalt der Zeitungen wie über Versammlungsrecht usw. liegt jetzt in den Händen der Militärbefehlshaber. Das ist für Berlin und für die Provinz Brandenburg, das heisst für das Verbreitungsgebiet unseres Blattes, der Oberbefehlshaber in den Marken.

Die Verordnungen, die von dieser Militärbehörde erlassen sind, zwingen uns Einschränkungen auf und bedrohen den Bestand unserer Zeitung. An unserer Überzeugung und prinzipiellen Haltung wird selbstverständlich nichts geändert.

Wir erwarten von der Schulung und Überzeugunstreue unserer Genossen, dass sie die Zwangslage, in die unser Blatt versetzt worden ist, verstehen und ihm in diesen schweren Tagen die Treue bewahren. Sie werden die

Zeitereignisse im Lichte ihrer sozialistischen Erkenntnis betrachten und trotz der unheilschwangeren Situation ihre Zuversicht auf den Sieg unserer Sache aufrechterhalten.

Die Redaktion des „Vorwärts“.

* * *

Zugleich veröffentlichte die Redaktion des Vorwärts am 1. VIII. eine Warnung:

Nr. 53.

An die Parteigenossen.

Die veränderte politische Situation, die an anderer Stelle unseres Blattes eingehend dargelegt wird, erfordert auch in dem persönlichen Verkehr eine gewisse Vorsicht. Schon in den letzten Tagen haben sich bei vielen Zusammenkünften von Genossen zahlreiche Spitzel bemerkbar gemacht, und es steht zu erwarten, dass in Zukunft noch mehr als bisher auf Auslassungen unserer Freunde geachtet wird. Es ist geboten, dass unsere Genossen unter selbstverständlicher Festhaltung an ihrer politischen Überzeugung in mündlichen Äusserungen die Vorsicht üben, die der Sachlage entspricht.

An demselben Tage noch forderte das Zentralorgan in seinem Artikel: „Europas Schicksalsstunde“ [1]), Fortsetzung der Verhandlungen, um den Frieden zu erhalten, durch Formulierung von Ausgleichsbedingungen, „auf die Österreich sowohl wie Rußland eingehen könnten“ und die „den nun einmal politisch gegebenen Verhältnissen Rechnung tragen und Rußlands Rolle in der Politik nicht unberücksichtigt lassen (müßten)“. Der vom Lokal-Anzeiger gemeldete Umstand: der Kaiser habe „noch in letzter Stunde akzeptable Ausgleichsbedingungen bei Rußland vergeblich durchzusetzen gesucht“ und dieses „habe vielmehr mit der Mobilisierung seiner gesamten Armee geantwortet, stünde dem nicht entgegen. Dann heißt es weiter:

Nr. 54.

Niemand kann wissen, ob nicht Russland nur deshalb seine Kriegsbereitschaft in forziertem Tempo fortzusetzen für notwendig hielt, weil der Lokal-Anzeiger durch sein eigentümliches Versehen fälschlicherweise die deutsche Mobilisation publizierte. Aber auch Russlands Mobiliserung braucht Deutschland noch nicht nervös zu machen, weil ja Russland wegen seiner Heeresorganisation und der Weitläufigkeit seines Landes unendlich viel

1) Vorwärts, 1. VIII. 1914.

längere Zeit zur Mobilisierung gebraucht wie Deutschland .... Heute in der allerletzten, entscheidendsten Stunde, handelt es sich nur noch um die eine Frage: Wie kann der Krieg trotz alledem noch vermieden werden? .... Sollte dennoch das Ungeheuerliche Wirklichkeit werden, ... eines ist sicher: die Sozialdemokratie trägt keinerlei Verantwortung an den kommenden Ereignissen.

* * *

Von den Ausführungen der Provinzblätter an diesem Tage sei die folgende wiedergegeben:

Nr. 55.

Der Krieg im Land! Europa in Flammen[1]*!*

So ist denn der Krieg im Land! Was die Einsichtigen unseren Volksgenossen seit zehn Tagen predigten und was niemand glauben wollte, weil für den modernen Menschen der Gedanke des gewaltigen europäischen Massenmordes einfach unbegreiflich war, ist Tatsache geworden: Der Kriegszustand ist proklamiert, Mobilmachung und Kriegserklärung folgen. Deutschland steht neben Österreich-Ungarn gegen Serbien, Russland und Frankreich. Italien und England sind unmittelbar beteiligt: ihr Eingreifen in den Krieg und der Umfang ihrer Mitwirkung sind noch nicht bekannt. Doch werden sie schwerlich bis zum Kriegsschluss neutral bleiben. Auf dem ganzen Balkan glimmt und glüht das Kriegsfeuer. Nicht lange und es schlägt in hellen Flammen empor. Japan überlegt, ob nicht die Zeit gekommen sei, von Russland zu holen, was diesem 1905 im fernen Osten noch geblieben ist. Auch China wird sich nicht lange der Einsicht verschliessen, dass es jetzt den russischen Raub zurückholen kann. Freilich stehen beide ostasiatischen Mächte unter starkem Einfluss englischen Goldes. In Indien und Ägypten lauschen die eingeborenen Nationalisten auf den Kriegslärm, der vom alten Europa herüberschallt. Ist die Stunde gekommen, in der sie ihre Freiheit erobern können? Sie werden lauschen und lauern und, sobald es angeht, zuschlagen. Mit England ziehen Kanada, Australien, Südafrika in den Krieg. Alle Erdteile, unsere ganze Welt geht in Kriegsflammen auf. Vergessen alle Kulturarbeit! Der Mord ist höchstes Gesetz. Mars, der Krieg, und Mors, der Tod, regieren die Stunde.

Wir prinzipiell durchgebildeten Sozialdemokraten haben das Unheil kommen sehen. Das Wettrüsten und der Ausdehnungsdrang aller grossen Nationen mussten den Krieg erzeugen. Die gesteigerten Rüstungen zogen den Kriegsblitz an und lenkten ihn nicht ab.

---

1) Erzgebirgische Volksstimme. Organ für das arbeitende Volk des 20. und 21. sächsischen Reichstags-Wahlkreises. Chemnitz, 1. VIII. 1914. (Seit dem 3. VIII. 1914 erscheint das Blatt u. d. T. Volksstimme. Organ f. d. arbeitende Volk des 10., 15., 16., 17. und 19. sächs. Reichstags-Wahlkreises. Chemnitz).

Wir sparen uns heute müssige Vorwürfe gegen irgendeine Macht. Russland hat gemein und hinterlistig gehandelt, versichern die halbamtlichen deutschen Blätter. Und Österreich konnte nicht anders gegen die Serben vorgehen, versichern sie. Wir glauben alles gern. Aber es wäre auch nicht anders, wenn es umgekehrt wäre. Denn alles Betrachten über Schuld und Unschuld wird überflüssig, wenn die Kanonen sprechen, um Sieg und Niederlage brüllen.

Wir Sozialdemokraten haben in Friedenszeiten alles getan, um das furchtbare Schicksal des Völkermordes abzuwenden.

Bis zum letzten Augenblick standen wir auf der Friedenswacht. Umsonst! Die kapitalistischen Gegensätze und die Kinnladen der verfluchten Kriegshetzer haben den Frieden zerrieben. Wir werden an jedem neuen Kriegstage an unser hehres Friedensziel denken. Aber die Arbeit für den Völkerfrieden ruht jetzt. Andere Sorgen drängen.

Uns alle beherrscht jetzt nur die eine Frage: Wollen wir siegen?

Und unsere Antwort lautet: Ja! Diese Antwort ist für den Sozialdemokraten keineswegs in allen Ländern selbstverständlich. Es kann Situationen geben, in denen die Frage nach Sieg oder Niederlage des Volkes gleichgültig wird gegenüber der höheren Aufgabe der Zertrümmerung einer unerträglichen Gewaltherrschaft.

Dies ist die Lage unserer russischen Genossen, die ohne jede Rücksicht auf den Krieg vor allem den Kampf gegen den Zarismus fortsetzen werden. Mögen sie bald die Fahne der Republik auf dem zerschlagenen Zarenthron hissen. Das wäre der Weltfriede! Wir Deutschen sind nicht in der gleichen Lage. Wohl müssen auch wir darüber klagen, dass man uns vielfach die politische Gleichberechtigung vorenthalten, die soziale Gerechtigkeit versagt hat. Man hat uns geächtet und verfolgt und als vaterlandslose Gesellen hingestellt, während wir im heissesten und ehrlichsten Bemühen das Wohl Deutschlands anstrebten.

Aber was man immer uns angetan hat, in diesem Augenblick empfinden wir alle die Pflicht, vor allem anderen gegen die russische Knutenherrschaft zu kämpfen. Deutschlands Frauen und Kinder sollen nicht das Opfer russischer Bestialitäten werden, das deutsche Land nicht die Beute der Kosaken. Denn wenn der Dreiverband siegt, wird nicht ein englischer Gouverneur oder ein französischer Republikaner, sondern der Russenzar über Deutschland herrschen. Deshalb verteidigen wir in diesem Augenblick alles, was es an deutscher Kultur und deutscher Freiheit gibt, gegen einen schonungslosen und barbarischen Feind. Nicht mit Hurra und nicht mit Hass gegen den russischen Arbeiter, nicht mit Gott für den König, aber für die deutsche Freiheit und die Unabhängigkeit des deutschen Volkes werden unsere Genossen in den Kampf ziehen, entschlossen, sich in ihrer Pflichterfüllung gegen das Vaterland von keinem der bisherigen Wortpatrioten übertreffen zu lassen.

Den Zurückbleibenden aber erwächst eine ebenso grosse Aufgabe. Es gilt die Partei einig zusammenzuhalten und für den Kampf nach dem

Friedensschluss stark zu machen. Die Genossen im Felde werden dafür kämpfen, dass Deutschland weiter bestehen kann, denn die Niederlage Deutschlands bedeutete seine Zertrümmerung und seine Vernichtung. Die übrigen werden alle Kräfte anspannen, um unsere Organisationen und unsere Presse über die schwere Zeit des Krieges hinwegzubringen. Grosse Lücken entstehen nun bald in unseren Reihen, aber Kopflosigkeit darf nicht eintreten. Unser Kommando muss lauten: Schliesst die Reihen! Jede Kritik einer freien Presse hört jetzt auf, nicht weil der Kriegszustand verhängt ist, sondern weil jetzt jede Kritik an den Personen zu schweigen hat, welche Deutschlands Zukunft in ihren Händen halten. Aber nach dem Kriege stehen wir vor einer neuen Lage und neuen Aufgaben. Wir dürfen nicht unserer eigenen Zukunft entsagen.

Wir dürfen keine unserer bisherigen Waffen fallen lassen, damit nicht der ganze Freiheitskampf des Volkes von neuem beginnen muss. Der Sieg im Kriege soll uns nur die Möglichkeit schaffen, unseren grossen Kampf für eine wahrhaft menschliche Gesellschaft fortzusetzen, die keinen Krieg und keine Ausbeutung mehr kennt.

In diesem Geiste tue jeder seine Pflicht! Die Welt steht in Flammen. Wir wollen versuchen, aus dem Feuer an Freiheits- und Kulturgütern zu retten, was noch zu retten ist, und den Brand so rasch wie möglich zu löschen. Hoffend richten wir den Blick auf die russische Revolution, dass es ihr gelingen möge, den blutigen Zaren zu überwältigen, In diesem Augenblick müsste der ehrenvolle Friede geschlossen werden.

In Treue zum Lande, das einst unser Boden werden soll, in Treue zur Partei und den Arbeiterorganisationen, die uns in diesen Tagen doppelt wertvoll, die unser letzter Rettungsanker sind, wollen wir miteinander versuchen, Europas Unglücksstunde zu überdauern und Europas Zukunft zu retten.

Ebenfalls am 1. VIII. fand in Berlin eine Konferenz der Zentralvorstände der Gewerkschaftsverbände statt, an der auch deren Hauptkassiere teilnahmen und die „insbesondere der Frage der Unterstützung arbeitloser und in Not geratener Mitglieder und deren Familien“ galt. Sie beschloß auch die Erlassung des nachstehenden Aufrufs:

Nr. 56 [1]).

An die Mitglieder der Gewerkschaften!

Alle Bemühungen der organisierten Arbeiterschaft, den Frieden aufrecht zu erhalten, den mörderischen Krieg zu bannen, sind vergeblich gewesen.

1) Vorwärts, 3. VIII. 1914; Korrespondenzblatt d. Generalkommission, 8. VIII. 1914, S. 486.

Der Krieg mit seinen Verwüstungen des wirtschaftlichen Lebens, mit seinen unermesslichen Opfern an Gut und Blut ist über die Kulturnationen hereingebrochen. Unzählige werden als Opfer auf den Schlachtfeldern bleiben. Schwer wird die Arbeiterklasse diese Last zu tragen haben, Arbeitslosigkeit, Not und Entbehrung wird in nie gekanntem Umfang hereinbrechen.

In dieser ernsten Stunde richtet die Generalkommission der Gewerkschaften Deutschlands im Auftrage der heute tagenden Konferenz der Vertreter der Vorstände den Appell an die Mitglieder der Gewerkschaften ihrer Organisation treu zu bleiben, um die dringend notwendige Fortsetzung der Tätigkeit der Gewerkschaften zu sichern.

Die Gewerkschaften werden alle Mittel in den Dienst ihres Aufgabenkreises stellen. Aber dauernd können sie diese Verpflichtungen nur erfüllen, wenn diejenigen, die in Arbeit stehen, nach wie vor es als ihre Pflicht betrachten, durch die Beitragsleistung es zu ermöglichen, dass die Unterstützungen an die Hilfsbedürftigen weitergezahlt werden. Die Gewerkschaften werden bestrebt sein, soweit es in ihren Kräften steht, die bitterste Not der Mitglieder und ihrer Angehörigen zu mildern.

Wir erwarten aber auch in dieser schicksalsschweren Stunde, dass nicht diese wirtschaftliche Schwächung der Arbeiterklasse ausgenützt wird, um die Löhne herabzudrücken und unwürdige Anforderungen an die Arbeiterschaft gestellt werden.

Wir hoffen, dass die Arbeiterschaft zu ihren Organisationen steht und sie über eine Zeit der schwersten Prüfung lebensfähig erhält und die Solidarität der Arbeiterschaft in alter Treue bewährt.

Berlin, den 2. August 1914.

Die Generalkommission der Gewerkschaften Deutschlands!

Da der Reichstag für den 4. VIII. einberufen worden war, so trat die soz.dem. Fraktion am Tage zuvor, den 3. VIII. Vorm., zu einer Sitzung zusammen, die den Beschluß faßte, „für die „von der Regierung geforderten Kredite zu stimmen (und) durch „Abgabe einer Erklärung ihren Beschluß (zu) begründen“ [1]).

* * *

Über die einschlägigen Verhandlungen in dieser Sitzung liegen von zwei Teilnehmern an denselben, EDUARD BERNSTEIN und KARL KAUTSKY, sowie von dritter, ungenannter, Seite, ziemlich detaillierte Mitteilungen vor [2]).

1) Vorwärts, 4. VIII. 1914.

2) Vgl. BERNSTEIN, Die Internationale der Arbeiterklasse und der europäische Krieg. Tübingen, Mohr 1915. (S. A. aus „Arch. f. Sozialw. u. Sozial-

BERNSTEIN erzählt:

Nr. 57.

In Deutschland war folgendes die Sachlage. Es stand fest, dass Russland mindestens mit der offiziellen Mobilisierung vorangegangen war, und die offizielle Mobilisierung ist Kriegsdrohung. Auf das an Russland gerichtete Ultimatum der Deutschen Regierung, dessen Frist bis auf den 1. VIII. Nm. 5 Uhr verlängert war, hatte, laut dem Weissbuch, das die Reichsregierung am 3. VIII. veröffentlichte, die russische Regierung überhaupt nicht geantwortet, auf das an Frankreich gerichtete Ultimatum nach demselben Bericht die französische Regierung die in den Ohren von Sozialisten wenig ansprechend klingende Antwort gegeben, Frankreich werde tun, was seine Interessen ihm geböten. Frankreich und Russland erschienen als diejenigen, welche durch militärische Handlungen die Feindseligkeiten eröffnet hatten. Im Osten und im Westen standen laut offiziellen Berichten Soldaten der nunmehrigen Feinde auf deutschem Gebiet.

Diese Dinge vor Augen hatte am 4.[1]) *VIII. die Reichstagsfraktion der deutschen Sozialdemokratie darüber zu entscheiden, ob sie die von der Regierung für die Kriegführung geforderten Kredite bewilligen solle oder nicht. Ich glaube mich keiner unerlaubten Indiskretion schuldig zu machen, wenn ich bemerke, dass in der Beratung über diese Frage der Streitfall Österreich-Serbien, der doch den Anstoss zur Kriegssituation gegeben hatte, kaum noch berührt wurde. So sehr hatten die Mobilisierungen und die Berichte über Eröffnung der Feindseligkeiten alle anderen Gesichtspunkte in den Hintergrund gedrängt. Für die grosse Mehrheit der Fraktion handelte es sich jetzt nur noch darum, sich klar zu werden, ob in einem Zeitpunkt, wo Feinde schon einen Fuss ins Land gesetzt hatten und der Hauptfeind obendrein Russland hiess, eine Partei, welche ein Drittel des deutschen Volkes vertritt, denjenigen, die nun einmal die Verteidigung des Landes zu führen haben, die Mittel zur Verteidigung und zur Fürsorge für die Krieger und deren Angehörige versagen dürfe. Dies schien denen, welche sich die Frage so stellten, eine Unmöglichkeit. Umgekehrt fragte sich eine Minderheit, ob es angängig sei, die Mittel zu einem Kriege zu bewilligen, über dessen unmittelbare Vorgeschichte man nur erst einseitigen Bericht habe und der obendrein der Ausfluss eines politischen Systems sei, gegen welches die Sozialdemokratie stets mit grösster Energie angekämpft habe. Die Mittel für einen solchen Krieg bewilligen, hiess nach ihr für die Sozialdemokratie, sich mit sich selbst in Widerspruch setzen, und würde auf die Arbeiter anderer Länder den schlechtesten Eindruck machen, in der Internationale der Arbeiter die grösste Verwirrung stiften.*

Diese letztere Ansicht konnte indess bei der Abstimmung in der Fraktion

---

pol.“ II. Kriegsheft), S. 19/20; KAUTSKY, Die Sozialdemokratie im Weltkrieg („Die Neue Zeit“, 11. VI. 1915, S. 322/324); P., Die Zersetzung der Reichstagsfraktion („Die Internationale“, April 1915. S. 49.) Vgl. auch oben Nr. 34/36.

1) Das ist ein Schreibfehler: BERNSTEIN meint den 3. VIII.

nur zwizchen 1/8 und 1/7 der Abstimmenden für sich gewinnen. 6/7 der Fraktion stimmten dem Antrage zu, der sich für die Bewilligung der Kriegskredite aussprach, und da vorher beschlossen worden war, im Reichstag selbst auf jeden Fall einheitlich zu stimmen, konnte dieser am 4. VIII. 1914 das Schauspiel bieten, dass mit den bürgerlichen Parteien die Sozialdemokratie der Forderung eines Kredits von 5 Milliarden Mark für Kriegszwecke zustimmte und die Vertretung des deutschen Volkes so dem feindlichen Ausland eine einheitliche Front zeigte.

* * *

KAUTSKYS Darstellung lautet:

Nr. 58.

Die Abstimmungen über die Kriegskredite waren keine einfache Sache, am allerwenigsten die vom 4. VIII.... Dass die Regierung die geforderten Milliarden erhielt, das stand fest. Von der Abstimmung unserer Fraktion hing dabei gar nichts ab. Dagegen musste die Abstimmung den tiefsten Eindruck auf die proletarischen Massen machen. Aber welchen? Das lag nicht ohne weiteres klar zutage. Es war ebenso möglich, dass sie die Bewilligung der Kriegskredite als einen Bruch mit unseren bisherigen Grundsätzen auffassten, wie auch das Gegenteil eintreten konnte. Man mochte aus einer Ablehnung die Gleichgültigkeit gegen Niederlage und feindliche Invasion mit allen entsetzlichen Folgen, ja sogar den Wunsch darnach herauslesen. Das war natürlich nicht der Gedankengang der Minderheit, die die Kriegskredite ablehnen wollte. Der ging in anderer Richtung. Sie stimmte jenem Satze der Fraktionserklärung zu, der sagt:

[s. unten Nr. 62, Abs. I.]

Die Minderheit meinte, die logische Folge dieser Ablehnung der Verantwortung sei auch die Ablehnung der Kriegskredite. Mit der Bewilligung nehme man vor dem Volk die Verantwortung für den Krieg und auch für die Kriegführung und Kriegsziele einer Regierung auf sich, der unsere Partei bisher jedes Vertrauen verweigert habe.

In der Tat konnte man die Zustimmung zu den Kriegskrediten so auffassen, und das hätte sicher bedeutet, dass wir über Nacht unsere bisherige Politik in ihr Gegenteil verkehrten. Doch war das nicht die einzige mögliche Deutung. Die Fraktionserklärung fuhr fort:

[s. unten Nr. 62, Abs. II.]

Legte man den Nachdruck auf diesen Satz und fügte man noch hinzu die Verurteilung des Eroberungskriegs, die in der Erklärung später folgte, dann braucht die Bewilligung ... nicht als Kundgebung des Vertrauens zu der Regierung zu gelten, nicht als Versprechen, ihre Politik während des Krieges moralisch zu unterstützen, sondern nur als Ergebnis einer Zwangslage, einer Notlage, wobei unsere Haltung als Partei unversöhnlicher Opposition in keiner Weise eine Änderung erfahren sollte.

So konnte man die Bewilligung deuten. Aber es musste nicht geschehen, Wie immer wir uns entscheiden mochten, ... wir mussten damit rechnen, dass unser Verhalten die extremste, für uns ungünstigste Deutung erfuhr, nicht nur bei den Gegnern, die alles missdeuten, was wir tun, sondern bei dem Proletariat selbst.

Dieser Schwierigkeit konnten wir meines Erachtens am besten entgehen, wenn wir uns an das Vorbild Bebels und Liebknechts i. J. 1870 hielten, die Stimmenthaltung übten. Dem wurde von beiden Seiten entgegengehalten, dass eine Fraktion von 110 Mann anders handeln müsse als eine von 2 Mann. Dem war zu entgegnen, wenn aus der grösseren Macht grössere Pflichten entspringen, dann gebraucht wenigstens Eure Macht, macht Eure Abstimmung davon abhängig, dass die Regierung Garantien für die Ziele ihrer Kriegführung gibt. Sind wir die stärkste Partei, dann dürfen wir uns doch nicht jedes Einflusses auf das Kriegsziel begeben. Es wäre widersinnig, sollte gerade unsere Stärke uns verpflichten, die Regierung völlig unabhängig von unserer Kontrolle zu machen. — Darauf wurde erwidert, dass für die Wechselfälle des Krieges und der Regierungen keine Garantie gegeben werden könnten. Die Regierung möge beim Ausbruch des Krieges keine Eroberungsabsichten haben. Ein überwältigender Sieg über die Gegner würde solche Absichten unwiderstehlich machen und die Regierung hinwegfegen, die sich ihnen widersetzte.

Das ist richtig, wäre jedoch ein Einwand nur dann, wenn es sich bei der Abstimmung um materielle und nicht um moralische Wirkungen gehandelt hätte. Wollten wir einen unübersteiglichen Wall gegen auftauchende Eroberungsgelüste haben, dann freilich wurde er durch blosse Versicherungen der Regierung nicht gebildet. Indess wäre ein solcher Wall beim Ausbruch des Krieges auch auf keine andere Weise aufzubauen gewesen. Wir erreichten schon viel, wenn wir durch Festsetzung von Bedingungen für die Abstimmung den Eindruck nicht aufkommen liessen, als seien wir gewillt, fortan der Regierung bedingungslose Gefolgschaft zu leisten. Unsere Friedenspropaganda wäre uns später sehr erleichtert worden. Und die Gegnerschaft des Auslandes gegen Deutschland sehr abgeschwächt.

Näher lag jedoch eine andere Möglichkeit. Es war zu erwarten, dass die Regierung es ablehnte, von vornherein jede Eroberung von sich zu weisen. — Dann wären wir durch die Festlegung unserer Bedingungen verpflichtet gewesen, gegen die Kredite zu stimmen, konnten es jedoch in vorteilhafterer Position tun als bei unbedingter Ablehnung, da wir uns bereit erklärt hätten, sie für einen Kredit zu bewilligen, der bloss der Abwehr diente.

Die bedingungslose Bewilligung der Kredite wurde mit grosser Mehrheit beschlossen ....

* * *

Aus der dritten Mitteilung endlich erfahren wir:

Nr. 59.

„... am 3. VIII. (1914) ... entschied sich die Fraktion mit 78 gegen 14 Stimmen für die Bewilligung (der ersten Kriegsanleihe von 5 Milliarden)

... Von einem Teil der Bewilliger, etwa 20 oder 30 Mann ist später bekannt geworden, dass er ein Separatvotum abgegeben haben würde, wenn die Mehrheit der Fraktion die Kredite verweigert hätte .... Nach ihrer Bewilligung stand nunmehr die Minderheit, die darin eine Zertrümmerung der Parteigrundsätze sah, vor der Frage eines Separatvotums. Wenn sie darauf verzichtete, so hatte sie unzweifelhaft sehr gewichtige Gründe für ihre Zurückhaltung. Bei Beurteilung der ganzen Sachlage war man noch viel mehr auf Gerüchte als auf sichere Nachrichten angewiesen; es war möglich, dass, dem Umfall der Mehrheit zum Trotze, schwere Konflikte mit der Regierung bevorstanden; so glaubte man alles vermeiden zu sollen, was nach einer Spaltung der Partei aussähe. Der erste Vorsitzende des Parteivorstandes (Haase), der zur Minderheit gehörte, fügte sich der Fraktionsdisziplin sogar so weit, dass er sich, wenn auch erst nach langem Sträuben, bereit finden liess, die Erklärung der Fraktionsmehrheit öffentlich zu verlesen.

Am Tage der Fraktionssitzung, dem 3. VIII., hatte das Zentralorgan den Artikel veröffentlicht[1]):

Nr. 60.

Der Kampf gegen den Zarismus.

In den herrschenden Kreisen weiss man sehr gut, wie wichtig bei der Führung eines Krieges die Volksstimmung ist. In den Werken unserer Militärliteratur steht darüber manches sehr schöne und wahre Wort. Und auch der Reichstag soll dazu benutzt werden, auf den Gemütszustand des Volkes einzuwirken. Für unsere politischen Verhältnisse ist es in höchstem Masse charakteristisch, dass der Gedanke, die Volksvertretung einzuberufen, von der konservativ-patriotischen Presse mit Hohn und Spott behandelt wurde. Für sie besteht das deutsche Volk noch immer aus einer Schaar von Untertanen, die nicht erst zu fragen haben, weshalb man in den Weltkrieg ziehen soll, denen man den Patriotismus befiehlt und die dann eben auf Befehl Patrioten sind. Allein so thöricht ist der Reichskanzler nicht. Er weiss als alter Kavallerist sehr gut, dass man einem Pferde, das die letzten, die äussersten Kräfte hergeben soll, vorn in den Zügeln etwas Freiheit geben muss. Und das deutsche Volk, das jetzt in den Weltkrieg gehen soll gegen Frankreich und Russland und wohl auch noch gegen England, kann man in dieser Situation nicht nach dem Rezept der Junker behandeln: mit Sporn und Peitsche. Im Gegenteil: man klopft ihm freundlich den starken Nacken und redet ihm gut zu.

Und nicht bloss in der Behandlung des deutschen Volkes im allgemeinen, sondern auch in der des arbeitenden Volkes im besonderen, der Sozialdemokratie, rückt man von der Junkermethode ab. Während die konser-

---

1) Vorwärts, 3. VIII. 1914.

vative Presse die stärkste Partei des Reiches zum Gaudium des Auslandes als Hochverräter beschimpft, sucht man auf der anderen Seite umgekehrt der Sozialdemokratie klarzumachen, dass der Krieg, der jetzt bevorstehe, eigentlich eine alte sozialdemokratische Forderung sei. Der Krieg gegen Russland, der Krieg gegen den blutbefleckten, und, wie er seit einigen Tagen in der früher knutenbegeisterten Presse genannt wird, gegen den treulosen Zarismus — ist er nicht eine alte sozialdemokratische Forderung seit Anbeginn? Hat nicht Bebel sogar den Kuhfuss noch auf die Schulter nehmen wollen, wenn es gegen Russland ging? Und haben nicht Lassalle, Engels, Marx ihrer Zeit den Krieg gegen Russland direkt verlangt? Also: Hurra, es lebe der Krieg gegen Russland, der Leib- und Magenkrieg der Sozialdemokratie! —

So argumentiert man tatsächlich in einem Teile, und zwar in dem gescheiteren Teile der bürgerlichen Presse und beweist damit nur, wie grosses Gewicht man auf die Stimmung auch desjenigen Teiles des deutschen Volkes legt, der hinter der Sozialdemokratie steht. Deswegen heisst es jetzt nicht mehr: russische Trauer ist deutsche Trauer, sondern: nieder mit dem Zarismus!

Freilich ist, seitdem einst die genannten Führer der Sozialdemokratie den demokratischen Krieg gegen Russland verlangten, Russland keineswegs mehr bloss der Hort der Reaktion, sondern auch der Herd der Revolution geworden. Den Zarismus zu stürzen, ist jetzt die Aufgabe des russischen Volkes im allgemeinen und des russischen Proletariats im besonderen geworden, und wie rüstig gerade die russische Arbeiterklasse jetzt diese ihr durch die Geschichte gewordene Aufgabe anpackt, des sind gerade die letzten Wochen wieder Zeuge gewesen. Erst vorgestern meldete die Presse, dass in 35 Städten Russlands die Revolution ausgebrochen sei. Mag das übertrieben oder verfrüht sein: dass Väterchen auf einem glühenden Vulkan sitzt, das weiss niemand besser als er selber. Und alle nationalistischen Hetzversuche der echtrussischen Leute, den Hass der Massen von dem Zarismus abzuwenden und eine reaktionäre Hetze gegen das Ausland, vor allem gegen Deutschland, zu entfesseln, sind bis jetzt fehlgeschlagen. Zu gut weiss das russische Proletariat, dass sein Feind nicht jenseits der Grenzen, sondern im eigenen Lande sitzt. Nichts war den nationalistischen Hetzern, den Echtrussen und Panslavisten, unangenehmer, als die Nachricht von den grossen Friedensdemonstrationen der deutschen Sozialdemokratie. O, wie hätten sie aufgejubelt, wenn das Gegenteil der Fall gewesen wäre, wenn sie dem revolutionären russischen Proletariat hätten sagen können: was wollt Ihr? Die deutsche Sozialdemokratie steht an der Spitze der Kriegshetze gegen Russland! Und Väterchen in Petersburg hätte alpbefreit aufgeatmet: Das war die Nachricht, die ich brauchte! Jetzt ist der russischen Revolution, meinem gefährlichsten Feinde, der Rücken gebrochen! Die internationale Solidarität des Proletariats ist zerrissen! Jetzt kann ich die nationalistische Bestie entfesseln! Ich bin gerettet.

Als charakteristische Stimme aus der Provinzpresse sei angeführt der Artikel:

Nr. 61.

Die Waffen sprechen[1]*!*

Der Weltbrand ist entfacht. Was wir alle schon längst befürchteten, wogegen wir nach Kräften gewirkt haben, es ist zur Tatsache geworden: Der Krieg ist da. Gegen Russland ist er schon seit Sonntag ganz, gegen Frankreich ist er heute entbrannt. Was sonst noch werden wird — wir wissen es nicht. — Aber wir ahnen, dass Deutschland seine ganze Kraft, das deutsche Volk den letzten Mann aufbieten muss in einem Ringen, das über Sein oder Nichtsein entscheidet. Wir haben es nicht verhindern gekonnt, dieses furchtbare. Nun heisst es Durchhalten!

Gegen die Heere des Zaren, die unser Land zu überfluten drohten, richtete sich die erste Rüstung, der erste Vorstoss. Im Osten wird gekämpft, auf der See und auf dem Land. Die ersten eingedrungenen Russen sind zurückgeworfen worden, russische Grenzstädte sind von deutschen Soldaten in rasch erfolgendem Gegenstoss genommen und besetzt worden. Die deutschen Schiffe sind in rasender Fahrt an Russlands Küsten geeilt und kämpfen. Was im einzelnen vorgegangen ist, werden die vielleicht noch einlaufenden Depeschen berichten. — Und nun ist die Westgrenze bedroht. Frankreich hat nach der amtlichen Meldung angegriffen, seine Truppen versuchen, durchzubrechen nach Elsass-Lothringen, nach Süddeutschland, nach der Rheinprovinz. Der Kampf ist da!

Jetzt ist keine Zeit, zu erörtern und zu forschen, wo der innere Grund der furchtbaren Katastrophe liegt. Wir stehen vor Tatsachen. — Trauernd nehmen wir Abschied vom Frieden, so unsicher, so schwankend er von je war. Trauernd sehen wir das Elend hereinbrechen und über Europa die Kriegsfurie ziehen mit Brand und Mord. Die Menschheit verhüllt ihr Antlitz. — Aber wir sind nun nicht mehr frei zu wählen. Wir müssen hinein in den furchtbaren Wirbel, wir müssen das Vaterland schützen. Gegen Ost und West ist die Front, gegen die Schaaren, die der Zar auf uns loslässt, gegen jene Franzosen, die der Revanchedurst zu Werkzeugen des russischen Despoten gemacht hat. Und wenn das Schlimmste zum Schlimmen kommt, wenn noch mehr Feinde uns erwachsen, wir müssen die Zähne zusammenbeissen und uns wehren. Anderes gibt es nicht.

Unschuldig sind wir an dem Fürchterlichen. Wir haben zum Frieden, zur Verständigung gemahnt. Es ist anders gekommen. Jetzt entscheidet das Eisen! Jetzt entscheidet die Macht! Deutchlands Volk muss sich verteidigen!

Noch ein Wort der Mahnung in letzter Stunde! Ernste Entschlossenheit zeigen alle. Die einberufenen Männer stellen sich, man könnte sagen,

---

1) Hamburger Echo, 4. VIII. 1914.

geräuschlos, und die armen Frauen und Kinder tragen still den Schmerz. Man hört auch, und das ehrt unser Volk, kaum ein Wort des Hasses gegen jene, zu deren Bekämpfung die Wehrmacht aufgeboten wird. Diese Männer werden die ihnen obliegenden Pflichten erfüllen, sie werden treu und tapfer die Waffen führen gegen die einbrechenden Krieger. Aber sie werden Menschen bleiben, werden nicht vergessen, dass sie dem deutschen Namen keine Schande machen dürfen in einem Ringen, das für Kultureuropa zur Schicksalswende werden kann.

Der Verteidigung unsere Kraft!

In der I. Sitzung des deutschen Reichstages vom 4. VIII. 1914 schilderte der Reichskanzler die Lage. In der eine Stunde späteren II. Sitzung ergriff in der Debatte über die Kriegs- und speziell die Kreditvorlagen — als einziger Redner — im Namen der sozialdemokratischen Fraktion der Parteivorsitzende HUGO HAASE das Wort zu folgender

Nr. 62.

Erklärung[1]).

Wir stehen vor einer Schicksalsstunde. Die Folgen der imperialistischen Politik, durch die eine Aera des Wettrüstens herbeigeführt wurde und die Gegensätze zwischen den Völkern sich verschärften, sind wie eine Sturmflut über Europa hereingebrochen. Die Verantwortung hierfür fällt den Trägern dieser Politik zu, wir lehnen sie ab. Die Sozialdemokratie hat diese verhängnisvolle Entwicklung mit allen Kräften bekämpft und noch bis in die letzten Stunden hinein hat sie durch machtvolle Kundgebungen in allen Ländern, namentlich im innigen Einvernehmen mit den französischen Brüdern für die Aufrechterhaltung des Friedens gewirkt. Ihre Anstrengungen sind vergeblich gewesen.

Jetzt stehen wir vor der ehernen Tatsache des Krieges. Uns drohen die Schrecknisse feindlicher Invasionen. Nicht für oder gegen den Krieg haben wir heute zu entscheiden, sondern über die Frage der für die Verteidigung des Landes erforderlichen Mittel.

Nun haben wir zu denken an die Millionen Volksgenossen, die ohne ihre Schuld in dieses Verhängnis hineingerissen sind! Sie werden von den Verheerungen des Krieges am schwersten getroffen. Unsere heissen Wünsche begleiten unsere zu den Fahnen gerufenen Brüder ohne Unterschied der Partei.

---

1) Vorwärts, 5. VIII. 1914.

Wir denken auch an die Mütter, die ihre Söhne hergeben müssen, an die Frauen und Kinder, die ihres Ernährers beraubt sind, denen zu der Angst um ihre Lieben die Schrecken des Hungers drohen. Zu ihnen werden sich bald Zehntausende verwundeter und verstümmelter Kämpfer gesellen. Ihnen allen beizustehen, ihr Schicksal zu erleichtern, diese unermessliche Not zu lindern, erachten wir als zwingende Pflicht.

Für unser Volk und seine freiheitliche Zukunft steht bei einem Siege des russischen Despotismus, der sich mit dem Blute der Besten des eigenen Volkes befleckt hat, viel, wenn nicht alles, auf dem Spiel. Es gilt, diese Gefahr abzuwehren, die Kultur und die Unabhängigkeit unseres eigenen Landes sicherzustellen. Da machen wir wahr, was wir immer betont haben: wir lassen in der Stunde der Gefahr das Vaterland nicht im Stich. Wir fühlen uns dabei im Einklang mit der Internationale, die das Recht jedes Volkes auf nationale Selbständigkeit und Selbstverteidigung jederzeit anerkannt hat, wie wir in Übereinstimmung mit ihr jeden Eroberungskrieg verurteilen.

Wir fordern, dass dem Kriege, sobald das Ziel der Sicherung erreicht ist und die Gegner zum Frieden geneigt sind, ein Ende gemacht wird durch einen Frieden, der die Freundschaft mit den Nachbarvölkern ermöglicht. Wir fordern dies nicht nur im Interesse der von uns stets verfochtenen internationalen Solidarität, sondern auch im Interesse des deutschen Volkes.

Wir hoffen, dass die grausame Schule der Kriegsleiden in neuen Millionen den Abscheu vor dem Kriege wecken und sie für das Ideal des Sozialismus und des Völkerfriedens gewinnen wird.

Von diesen Grundsätzen geleitet, bewilligen wir die geforderten Kredite.

Am 5. VIII. gab der Parteivorstand die Verschiebung des — am 30. VII. 1914 — für den 13. IX. 1914 nach Würzburg einberufenen Parteitags auf unbestimmte Zeit bekannt[1]).

Nr. 63.

Aufruf an die Arbeiterjugend[2]).

Jugendgenossen und -genossinnen! Eine furchtbare Zeit ist über das deutsche Volk und damit über die deutsche Arbeiterklasse hereingebrochen. Seit Jahrzehnten, seitdem die Sozialdemokratie die Volksmassen zur Herbeiführung einer Gesellschaft der Gesittung und der allgemeinen Wohlfahrt zu sammeln begann, hat sie als unumgängliche Voraussetzung aller Kultur und alles Fortschrittes den Völkerfrieden verkündigt.

---

1) Vorwärts, 6. VIII. 1914.

2) Vorwärts, 12. VIII. 1914 (Nach: die Arbeiter-Jugend. Berlin).

In unzähligen Reden und Schriften ist von unseren Wortführern insbesondere die ungeheure Gefahr bekämpft worden, die in der steigenden Kriegsrüstung der Regierung liegt. Vergeblich!

Jetzt ist es nicht an der Zeit, über den Krieg Worte zu machen. An die Stelle der Ermahnungen und Beschwörungen sind die harten Tatsachen getreten. Unsere junge Generation erhält über das, was hier so oft in Wort und Bild verkündigt wurde, einen Anschauungsunterricht, dessen furchtbare Lehren sich jedem Bewusstsein unvertilgbar einhämmern werden.

Jugendgenossen und -genossinnen! Auch von unseren eigenen Kameraden, von den Anhängern unserer Jugendbewegung, den Lesern der „Arbeiter-Jugend", von den Leitern unserer Bildungsveranstaltungen und Wanderungen sind Tausende unter die Waffen gerufen worden.

Den Jugendgenossen als Soldaten gilt unser Gedenken!

Dass sie wohlbehalten in unsere Mitte zurückkehren mögen, ist unser heissester Wunsch. Und wir hoffen zuversichtlich, dass sie im Feld die Erziehung zur Menschlichkeit und Menschenwürde, die ihnen unsere Jugendbewegung gegeben hat, nicht verleugnen werden.

Unseren zurückbleibenden Kameraden aber und den Mädchen rufen wir zu: Seid hilfreich, furchtlos und treu! Haltet die Ideale, die Euch die proletarische Jugendbewegung vermittelt hat, fest in Eurem Sinn und in Eurem Herzen umschlossen! Ihr seid der Fels, Ihr die Hoffnung und die Zukunft der Arbeiterklasse. Die Botschaft der Menschenliebe und des Völkerglücks sollt Ihr durch Not und Grauen in die Zukunft tragen, auf dass die Hochziele, die Eure Väter und Brüder in hartem Geisteskampf errungen haben, nicht verloren gehen, sondern als sicherer Besitz des jungen Arbeitergeschlechts in hellere Tage hinübergerettet werden.

Haltet untereinander treue Kameradschaft und Solidarität, wie Ihr es in der freien Jugendbewegung gelernt habt! Nach wie vor werden Euch die Pforten unserer Jugendheime offen stehen, damit Ihr eine Stätte der kameradschaftlichen Sammlung habt.

Wer von Euch arbeitslos und von anderen Verpflichtungen frei ist, soll sich unverzüglich bei den von den Gewerkschaften eingerichteten Stellen zur Einbringung der deutschen Ernte melden und sich zu Diensten der werktätigen Menschenliebe den Samariterabteilungen anschliessen.

Die „Arbeiter-Jugend" wird weiter erscheinen und Euch auch fernerhin die Wege zur Erkenntnis und zu freiem, aufrechtem Menschtum führen.

Und nun haltet den Kopf hoch und die Herzen tapfer, all Ihr Arbeiterjungen und Arbeitermädchen, bis dass der Tag kommt, an dem auch die proletarische Jugend wieder ihr Recht auf Frohsinn und Sonne beanspruchen kann.

Die Zentralstelle für die arbeitende Jugend Deutschlands.

Drittes Kapitel.

Österreich-Ungarn.

a) Österreich.

§ 1. Die Gesamtpartei im Jahre 1912.

Unmittelbar vor Ausbruch des Balkankrieges (18. X. 1912) erließ die Gesamtexekutive der österreichischen Sozialdemokratie, angesichts der Gefahr einer Einmischung der Monarchie in die Balkanwirren und des Übergreifens des Kriegs auch auf Österreich-Ungarn, den nachfolgenden Aufruf[1]):

Nr. 64.

An das arbeitende Volk aller Nationen in Österreich!

Bulgarien und Serbien, Griechenland und Montenegro stehen in Waffen gegen die Türkei. Die Fürsten der Balkanhalbinsel haben den Mann aus den Armen seines Weibes, den Vater von seinen Kindern losgerissen, sie in ihre Uniformen gesteckt und auf das Schlachtfeld geschickt. Schon sausen die todbringenden Geschosse durch die Luft. Schon streuen die Maschinengewehre die Garben des Todes. Schon zerstören Schrapnells und Granaten in furchtbarem Zündschlag Menschenleben und Menschenfleiss. Tausende werden auf dem Schlachtfeld fallen, Tausende im Feldlager der Cholera, dem Typhus erliegen, Tausende nach unsäglichem Leiden verkrüppelt zu Weib und Kind zurückkehren. Während der Tod auf dem Schlachtfeld erntet, darben daheim, des Ernährers beraubt, Mütter, Frauen, Kinder! Not und Hunger, Jammer und Verzweiflung überall! So enden die Menschlichkeit, das Christentum, die Kultur des kapitalistischen Zeitalters in den Greueln des Krieges!

Aber so furchtbar die Schrecken des Balkankrieges sind, droht uns noch viel schrecklichere Gefahr. Die Wirren im Südosten haben in ganz Europa kriegerische Gier geweckt. Die Staatsmänner der Grossmächte

1) Arbeiter-Zeitung. Zentralorgan der deutschen Sozialdemokratie in Österreich. Wien, 13. X. 1912.

spielen mit dem Feuer Nie war die Gefahr eines Weltkrieges grösser als in diesen Tagen! Wenn es den Völkern nicht gelingt, die Staatsmänner der Grossmächte zum Frieden zu zwingen, dann kann der Balkankrieg in einem Krieg der Grossmächte enden: in einem Kriege, der die Millionenheere Österreichs, Deutschlands und Italiens, Russlands, Frankreichs und Englands in Bewegung setzen, über alle Völker Europas das furchtbarste Elend heraufbeschwören, die europäische Zivilisation in einem Weltbrand vernichten würde.

Der Erb- und Todfeind der europäischen Kultur, der russische Zarismus, rüstet zum Kriege. Eben erst blutbefleckt aus dem Vernichtungskrieg gegen die Völker des eigenen Landes zurückgekehrt, bedroht er jetzt den Frieden Europas. Der Zarismus, der die besten Söhne des russischen Volkes auf seinen Richtstätten, in seinen Kerkern, in den Einöden Sibiriens, gemordet hat; der Zarismus, der Polens nationales Leben erwürgt, der Ukraina das heilige Recht auf die Muttersprache geraubt, Finnlands verbriefte Rechte zerrissen, Persien geknechtet und zerstückelt hat — er wagt es nach alledem, sich als Befreier und Beschützer der südslavischen Nationen zu gebärden, ihre jugendliche Volkskruft in seinen Dienst zu stellen und ganz Europa in Flammen zu setzen, um sich die Herrschaft am Bosporus zu erorbern!

Mit dem russischen Zarismus teilt der italienische Imperialismus die Blutschuld. Mitten im Frieden hat er die wehrlose Türkei überfallen. Mit Blut und Eisen, mit Galgen und Folter hat er die europäische Kultur nach Tripolis getragen! Sein Raubzug hat den Zwergstaaten des Balkans die ersehnte Gelegenheit zum längst geplanten Eroberungskrieg geschaffen.

Zwischen Russland und Italien in der Mitte, hat aber auch Österreich-Ungarn sich mit schwerer Verantwortung belastet. Dieses Reich, das seine Völker in dem Zeitalter der Teuerung vor der bittersten Not nicht zu schützen vermag; das den verheerenden Bürgerkrieg seiner Nationen nicht beenden kann; das Ungarn mit der brutalen Gewalt der Tisza und Lukacs, Kroatien und Slavonien mit der Diktatur des Cuvaj beherrscht; das in Bosnien und Herzegowina noch immer nicht das vor vierunddreissig Jahren gegebene Versprechen erfüllt hat, die christlichen Bauern vom türkischen Feudalrecht zu befreien — dieses Reich schickt sich heute an, als hätte es im eigenen Lande nicht genug zu tun, am fernen Balkan als Richter und Ordner aufzutreten!

Die Völker Österreichs haben nur ein Interesse am Balkan: friedlichen Warenaustausch mit den Balkanvölkern! Unsere Industrie will in Serbien und Bulgarien ihre Waren absetzen. Dafür wollen wir von den serbischen und bulgarischen Bauern Vieh und Getreide kaufen. Dass dieser Warenaustausch seit vielen Jahren erschwert und gestört worden, ist nicht die Schuld der Serben und der Bulgaren. Es ist die Schuld der Agrarier in Österreich und in Ungarn. Um die Viehpreise in Österreich-Ungarn, von fremdem Wettbewerb ungestört, in die Höhe treiben zu können, haben die reichen Viehzüchter und Viehmäster es durchgesetzt, dass dem serbischen

und bulgarischen Vieh unsere Grenzen gesperrt wurden. Kaufen wir von den Agrarstaaten des Balkans kein Vieh, dann sperren sie natürlich den Erzeugnissen unserer Industrie ihre Märkte. Das ist das Hindernis unseres Handels auf dem Balkan! Aber dieses Hindernis zu beseitigen, müssen wir keine Soldaten an die Grenze schicken. Es fällt, wenn wir die Macht der Agrarier in Österreich und Ungarn brechen, wenn wir ihre Zollmauern abtragen. Nicht Krieg gegen Serbien, sondern Kampf gegen die agrarische Hungerpolitik — das ist die Balkanpolitik, die wir brauchen!

Die Kriegshetzer — die Wiener christlichsoziale Presse an ihrer Spitze — wollen uns einreden, Österreich müsse in den Sandschak einmarschieren, wenn Serbien dort Eroberungen machen wollte. Aber was mit dem unwirtlichen Bergland geschieht, ist nicht unsere Sorge. Wir wünschen den Eroberungsgelüsten der Balkankönige keinen Erfolg. Aber wir wollen auch nicht das Blut unserer Soldaten vergiessen, um dem verrotteten türkischen Feudalismus die Herrschaft über slavische Bauern zu sichern. Wer im Sandschak herrschen soll, mögen sich Türken und Serben untereinander ausmachen! Die Interessen der Völker Österreichs werden dadurch nicht berührt. Und das kleine Serbien, das nicht mehr Bewohner zählt als die Stadt Wien allein, wird der stolzen Grossmacht wohl auch dann keine Gefahr sein, wenn es um ein paar armselige Dörfer vergrössert wird! Der ganze Sandschak ist nicht die Knochen eines österreichischen Arbeiters wert.

Das ist nicht nur unsere Ansicht. Die Herrschenden selbst haben erst vor vier Jahren ausdrücklich und feierlich vor ganz Europa bekundet, dass Österreich-Ungarn keine Eroberungen auf dem Balkan will. Wohl hat der Berliner Kongress im Jahre 1878 Österreich-Ungarn das Recht eingeräumt, Truppen im Sandschak zu halten. Aber im Jahre 1908 hat Österreich-Ungarn auf dieses Recht verzichtet und seine Truppen aus dem Sandschak abberufen. Es wäre der helle Wahnsinn, mit blutigen Opfern erobern zu wollen, was wir selbst freiwillig und aus eigenem Antrieb vor vier Jahren aufgegeben haben!

Darum hat Österreich keinen Grund, sich in die Balkanhändel zu mengen. Um des Sandschaks willen den Arbeiter aus seiner Werkstatt, den Bauern vom Pfluge zu reissen, das Blut unserer Brüder und Söhne zu opfern, in Zehntausende Familien Not, Jammer und Verzweiflung zu bringen, unserer Volkswirtschaft die schwersten Wunden zu schlagen, wäre ein beispielloses, ein unverantwortliches, ein unsühnbares Verbrechen!

Österreich-Ungarn hat an dem armen, zerstückelten südslavischen Volke schon schwer genug gesündigt. Es weiss die Südslaven, die seiner Herrschaft unterworfen sind, nur mit der militärischen Diktatur zu regieren. Es hat die Bauern Serbiens durch seine grossagrarische Wirtschaftspolitik zur Verzweiflung getrieben. Wenn es jetzt auch noch das Blut seiner Söhne vergiessen wollte, um die Herrschaft türkischer Feudalherren über serbische Bauern zu beschützen; wenn es den serbischen Bauern, denen es selbst ihre Waren nicht abnimmt, verwehren wollte, sich den Zugang zu anderen Absatzmärkten zu erkämpfen, dann würde es die Südslaven selbst

in die Arme des russischen Zarismus treiben. Gerade weil wir Todfeinde des Zarismus sind, gerade weil wir in jeder Ausdehnung der Macht des Zaren die grösste Gefahr für die europäische Kultur erblicken, fordern wir, dass Österreich-Ungarn den südslavischen Nationen nicht mit der Waffe in der Hand entgegentrete, dass es die Entfaltung ihrer Volkskraft nicht hemme.

In allen Ländern der Welt erhebt die Arbeiterklasse ihre Stimme gegen den Krieg, für den Frieden! Unsere Genossen in Russland und in Polen setzen, die furchtbarsten Opfer nicht scheuend, ihren Kampf gegen den völkermordenden Zarismus fort. Unsere Genossen in Italien haben gegen den Raubkrieg in Tripolis protestiert. In Serbien und in Bulgarien haben sich die Vertreter der Arbeiterschaft in den Parlamenten mannhaft und tapfer der Kriegshetze widersetzt. In Deutschland, in Frankreich, in England demonstriert die Arbeiterklasse für die Sache des Friedens! So steht den Kriegshetzern aller Länder und aller Nationen einig und geschlossen als stärkste Macht des Friedens die internationale Sozialdemokratie gegenüber. In ihrem Geiste erfüllen auch wir in Österreich unsere Pflicht. Auch wir erheben unsere Stimme, zu mahnen und zu warnen. Auch für die Völker Österreichs kann es in diesen Tagen der Gefahr nur einen Feldruf geben: Keine Einmengung in den Balkankrieg! Nur eine Losung: Der Balkan den Balkanvölkern! Nur eine Parole: Erhaltung des Friedens!

Die Gesamtexekutive der sozialdemokratischen Arbeiterpartei in Österreich:
Für die deutsche Sozialdemokratie:
Viktor Adler, Ferdinand Skaret.
Für die polnische Sozialdemokratie:
Ignaz Daszynski, Hermann Diamand.
Für die tschechische Sozialdemokratie:
Edmund Burian, Rudolf Merta.
Für die italienische Sozialdemokratie:
Valentino Pittoni.
Für die südslavische Sozialdemokratie:
Michael Čobal.
Für die ukrainische Sozialdemokratie:
Semen Wityk.

* * *

Tags darauf, am 14. X. 1912, fand in Wien eine Massen-Protestversammlung statt. Dieselbe beschloß — nach Referaten der Reichsratsabgeordneten VIKTOR ADLER, PETER CINGR, VALENTINO PITTONI und KARL SEITZ — einhellig die nachstehende Resolution [1])

1) Arbeiter-Zeitung, 15. X. 1912.

Nr. 65.

Die am 14. Oktober im Hotel Wimberger tagende Versammlung erhebt gegen die Staatsmänner der kapitalistischen Grossmächte Europas die Anklage, dass ihre Ränke und ihre Eifersüchteleien den blutigen Krieg am Balkan herbeigeführt und die Gefahr eines Krieges zwischen den Grossmächten heraufbeschworen haben.

Die Versammlung sendet der sozialdemokratischen Arbeiterschaft in Serbien und Bulgarien, in Russland und Italien, in Deutschland, Frankreich und England ihren brüderlichen Gruss. Sie stellt mit Genugtuung fest, dass sich die Sozialdemokratie in allen Ländern der Kriegshetze der herrschenden Klassen und ihrer Regierungen mit aller Macht widersetzt.

Dieser hohen Sendung der internationalen Sozialdemokratie treu, protestieren auch wir dagegen, dass die Regierung unseres Landes dazu beiträgt, die allgemeine Beunruhigung zu verschärfen. Wir protestieren dagegen, dass der Minister des Äussern Europa durch Reden beunruhigt, die den Eindruck erwecken, als wollte Österreich angebliche Interessen in den verkarsteten Bergen im Sandschak oder in armseligen Dörfern Altserbiens selbst um die Gefahr eines Weltkrieges verteidigen. Wir protestieren dagegen, dass die gefahrdrohende Stunde dazu missbraucht wird, neuerlich Hunderte Millionen für den Militarismus zu vergeuden. Wir protestieren gegen jede Einmengung Österreichs in den Balkankrieg.

Die Interessen der Völker Österreichs heischen den Frieden. Wir wollen nicht um der elenden Felsennester des Sandschaks willen Hunderttausende Menschenleben opfern, über Millionen das furchtbarste Elend heraufbeschwören, unsere ganze Volkswirtschaft für Jahrzehnte zerrütten. Wir fordern von der Regierung: Keine Einmengung in den Balkankrieg! Der Balkan den Balkanvölkern! Erhaltung des Friedens!

* * *

Gleichartige Versammlungen wurden auch in anderen größeren Städten abgehalten [1]), wie auch die tschechoslavische Sozialdemokratie eine solche am 12. X. 1912 in Prag veranstaltet hatte [2]).

Ferner nahmen die Vertreter der deutschen Sozialdemokratie in den Delegationen (am 7., 14., 15., 22. und 28. X. 1912) gegen die drohende Kriegsgefahr Stellung und bekämpften auch im österreichischen Abgeordnetenhause die Heeresforderungen der Regierung [3]).

1) Bericht der Parteivertretung d. deutsch. Soz.Dem. in Österreich an d. Parteitag von 1913. Wien 1913, S. 2 ff.

2) Bulletin périodique du B. S. I. XI, 28.

3) Die Tätigkeit der soz.-dem. Abgeordneten i. österr. Reichsrat, XII. Legislaturperiode. Wien, Volksbuchhandlung 1913/14. III. Heft, S. 4 f., 9 f., 19—26; IV. Heft, S. 6 ff., 34 ff.

§ 2. Die deutsche Sozialdemokratie bis Ende 1913.

Parteitag der Deutschen Sozialdemokratischen Arbeiterpartei in Österreich zu Wien 31. X.—4. XI. 1912 [1]).

Auf demselben wurde, nach einem Referat VIKTOR ADLERS, dem eine lebhafte in gleichmäßig übereinstimmenden Gedankengängen sich bewegende Debatte folgte, einhellig die nachstehende Resolution angenommen:

Nr. 66.

Der Krieg und die Internationale.

Der PT. weist mit Abscheu und Entrüstung jeden Gedanken an eine Einmengung Österreichs in den Balkankrieg zurück. Er betrachtet jeden, der eine solche Einmengung unter welchem Vorwand immer fordert, als einen Todfeind der Völker Österreichs. Er fordert die Erhaltung des Friedens unter allen Umständen und um jeden Preis.

Den Beschlüssen der Internationale entsprechend, fordert der PT. alle Parteiorganisationen auf, die Agitation gegen die Kriegsrüstung und Kriegshetze in die breitesten Volksmassen zu tragen. In der allernächsten Zeit, insbesondere aber am 10. XI., sind in allen grösseren Städten und Industriezentren, wo die örtlichen Verhältnisse dies gestatten, grosse Massenkundgebungen gegen die Einmengung Österreichs in den Balkankrieg zu veranstalten.

Österreich hat weder im Sandschak noch in Albanien etwas zu suchen. Wir haben auf dem Balkan keine anderen Interessen als die, in freundnachbarlichem Verhältnis mit den Balkanvölkern zu leben und unsere Waren mit ihnen friedlich auszutauschen. Keine Einmengung in den Balkankrieg! Der Balkan den Balkanvölkern! Erhaltung des Friedens!

* * *

Am 10. XI. 1912 fand sodann in Wien und den anderen größeren Städten und Industrieorten Österreichs ein Demonstrationstag statt und in sämtlichen Versammlungen wurden Resolutionen in vorstehendem Sinne gefaßt; (desgleichen am 1. V. 1913, nachdem die Monarchie gegen die Besetzung Skutaris durch die Montenegriner Widerspruch erhoben hatte [2]); ebenso in der durch die tschechoslavische Sozialdemokratie am 10. X. 1912 veranstalteten Versammlung in Prag.

Vgl. auch oben Nr. 19/21.

1) Protokoll über d. Verhandlungen d. Parteitags. Wien, Volksbuchhandlung 1912. 2) Bericht usw. S. 7f.

Parteitag der Deutschen Sozialdemokratischen Arbeiterpartei Österreichs zu Wien. 31. X.—4. XI. 1913[1]).

Nach einem Referat des Abgeordneten KARL LEUTHNER wurde debattelos und einstimmig angenommen die nachstehende Resolution über:

Nr. 67.

Die auswärtige Politik und die Militärforderungen.

Der PT. spricht in Entrüstung und Abscheu sein Urteil über die Balkanpolitik des Wiener Kabinetts, die, ziellos schwankend und herausfordernd zugleich, Österreich-Ungarn im Laufe des letzten Jahres wiederholt an den Rand des Krieges gedrängt, die, begleitet von einer dreisten, bedenkenlosen Kriegshetze und mit ihrem Gefolge von Mobilisierungen, das wirtschaftliche Leben aufs tiefste erschüttert, den Kredit verwüstet und mit alledem Geschäftsstockungen und eine Arbeitslosigkeit über das Reich, ja in weiten Gebieten des Reiches einen beispiellosen Notstand heraufbeschworen hat.

Österreich-Ungarns Balkanpolitik ist ausschliesslich bestimmt durch die törichte Furcht vor dem grossserbischen Gedanken, dessen vorgebliche Gefahren zu bannen die Herstellung verfassungsmässiger Zustände in Kroatien und der Ausbau der Autonomie Bosniens die wirksamsten Mittel wären. Statt mit plumpen Intriguen und mit beschämendem Misslingen in die Streitigkeiten der Balkanstaaten sich einzumengen und den Hass und das Misstrauen aller zu ernten, müsste eine vernünftige Politik Österreich-Ungarns auf dem Balkan vielmehr wirtschaftliche Vorteile für seine Völker in einer sorgsamen und vorausschauenden Handelspolitik suchen, die bisher die verblendete Habsucht der Agrarier unmöglich gemacht hat. Österreich-Ungarn hat auf dem Balkan keine anderen als wirtschaftliche Interessen. Es darf daher keine protektoratähnliche Stellung in Albanien ansprechen, womit bloss eine Quelle beständiger Kriegsgefahren eröffnet würde, auch nicht in der Form einer Mitherrschaft mit Italien, eines Kondominiums, das uns notwendig in einen feindlichen Wettstreit und Gegensatz mit dem Nachbarstaat brächte, mit dem freundschaftliche Beziehungen zu unterhatten für uns ein Gebot des Friedens und der Kultur ist.

Der PT. erhebt Protest gegen die geplante neue Erhöhung der Heeres- und Landwehrkontingente, die durch gesetzwidrige Zurückbehaltung der Ersatzreservisten vorwegzunehmen die Kriegsverwaltung kühn genug war. Die ungeheuren, auf 400 Millionen geschätzten Kosten der Mobilisierung, die Fortsetzung der Geschützreform, die angekündigte Aufstellung eines zweiten Dreadnoughtgeschwaders bedrohen die Völker Österreich-Ungarns mit einer ausserordentlichen Mehrbelastung von weit über einer Milliarde. Der Militarismus hat von dem Staate vollständig Besitz ergriffen, er zerrüttet seine

---

1) Protokoll über die Verhandlungen des Parteitags. Wien, Volksbuchhandlung 1913.

Finanzen, gräbt die Quellen der Steuerkraft ab und entzieht den sozialen und kulturellen Reformen alle Mittel, drückt die breiten Schichten des arbeitenden Volkes ins tiefste Elend und treibt sie über das Meer. Der Militarismus ist zum einzigen Inhalt unseres Staatslebens, unserer Staatstätigkeit geworden. Der PT. fordert daher die gesamte Arbeiterklasse auf, ihren Kampf gegen den Militarismus mit leidenschaftlicher Entschlossenheit zu führen und alle, die ihn stützen, als Feinde der Volkskraft und Zerstörer der Volkswirtschaft tatkräftigst zu bekämpfen.

---

§ 3. Die deutsche Sozialdemokratie unmittelbar vor Kriegsausbruch.

Am 23. VII. 1914 überreichte der österreich-ungarische Gesandte in Belgrad der serbischen Regierung ein auf 48 Stunden befristetes Ultimatum. Hierüber äußerte sich das Wiener Zentralorgan im Artikel:

Nr. 68.

Das Ultimatum an Serbien[1]).

Der Schritt ist getan; und über die furchtbaren Folgen, die aus ihm entspringen können, ist keine Täuschung mehr möglich. Graf Berchtold hatte heute der serbischen Regierung die Forderungen Österreich-Ungarns unterbreitet, und wenn auch die wörtliche Bezeichnung in der Note vermieden ist, so spricht es aus jeder einzelnen dieser vielen, allzuvielen Forderungen mit fürchterlicher Klarheit: es ist ein Ultimatum an Serbien, jenes letzte Wort, das immer blutig-schwere Dinge verkündigt. Am Samstag um 6 Uhr soll die serbische Regierung ihre Antwort geben, die Antwort. dass sie alles tun und erfüllen will, was in dieser Note, die in der Geschichte unserer Zeit kein Beispiel findet, von ihr geheischt wird. Und wenn sich Serbien der Erfüllung weigert, wenn es sich auflehnt, die Unterwerfung auszusprechen und zu vollziehen! Dann nimmt das Verhängnis seinen Lauf und das blutige Ringen hebt an! Der Tag, da Österreich-Ungarn dieses Ultimatum stellt, wird ein Tag sein, der der österreichischen Menschheit in ewig schmerzlicher Erinnerung bleiben wird.

Es ist wahr: die serbischen Regierungskreise haben schwer gefrevelt an menschlicher Gesittung, haben Menschen- und Völkerrecht arg verletzt, Sie haben nach der Annexion Urfehde geschworen und sich verpflichtet, Ruhe und Frieden zu halten, und sie haben mit dem heimlichen und offenen Wühlen gegen die Monarchie nicht innegehalten. Wenn alles wahr ist, was die Note als Feststellungen der Untersuchung gegen die Attentäter angibt,

---

1) Arbeiter-Zeitung, 24. VII. 1914.

so hat die Serajewoer Mordtat ihren Ursprung in Belgrad und für die Mitschuld serbischer Regierungsorgane besteht wenigstens ein starker Verdacht. Österreich-Ungarn ist also befugt und ist im Recht, die strafgerichtliche Verfolgung der Mitschuldigen zu begehren, und es ist wohl auch berechtigt, von der serbischen Regierung eine gewisse Bürgschaft dafür zu verlangen, dass es mit der Duldung der Bestrebungen, deren letztes Ziel die Sprengung des österreichischen Staatenverbandes ist, ein Ende mache, dass es sich zur Respektierung der österreichischen Grenzen verpflichte. Hätte Österreich-Ungarn auf diese Forderungen, zu denen es das Recht hat und die im Interesse seiner staatlichen Ruhe auch notwendig sein mögen, sich beschränkt, so wäre ihm die Zustimmung des ganzen zivilisierten Europa sicher und Serbien könnte es nicht wagen, seinen moralisch begründeten Forderungen Widerstand entgegenzusetzen. Dann wäre der Konflikt friedlich geschlichtet worden, ohne Einbusse an Ehre für Österreich-Ungarn, und mit der Sicherheit, dass nichts unterlassen worden ist, was dem gekränkten Recht die erforderlichen Sühne, was den gefährdeten Interessen des Reiches den erforderlichen Schutz verschafft. Aber bleiben die Forderungen Österreich-Ungarns in dem Rahmen des Berechtigten und Notwendigen? Europa wird darauf die Antwort geben.

Derartige Forderungen hat ein Staat an den anderen noch niemals gestellt. Wir sind überzeugt, dass kein Bewohner des Reiches fähig gewesen wäre, all das nur auszudenken, was Graf Berchtold in dieser Note von Serbien, das doch noch immer ein selbständiges Staatswesen ist, zu fordern für nötig und angemessen findet. Und jede dieser Forderungen ist mit äusserster Härte formuliert, wird in einer Weise geheischt, die das Selbstgefühl des serbischen Staates aufs äusserste aufzureizen nur allzusehr geeignet ist; jede dieser Forderungen ist eine Verneinung der Unabhängigkeit Serbiens! Die serbische Regierung soll am nächsten Samstag[1]*) eine feierliche Erklärung abgeben, mit der sie sich selbst richtet, um nicht zu sagen, hinrichtet; für die Erklärung wird nicht nur der Tag des Erscheinens, sondern auch der Platz in dem amtlichen Blatt bestimmt; fehlt nur noch, dass auch die Schrift angeordnet werde, in der die Erklärung zu veröffentlichen sei! Die Erklärung soll auch der König in einem Tagesbefehl an die Armee abgeben und kundmachen! Dann wird das ganze Arsenal der Unterdrückungen, das etwa in dem österreichischen Gesetz enthalten ist, wonach die staatsgrundgesetzlich gewährleisteten Freiheiten suspendiert werden können, auf Serbien ausgedehnt; sozusagen über Serbien der österreichische Ausnahmezustand verhängt. Also Suspension der Pressfreiheit und Vereinsfreiheit in den Beziehungen zu Österreich-Ungarn! Nun folgt die österreichische Überwachung des Schulunterrichtes in Serbien, die Massregelung von Beamten und Offizieren, und dafür, wohl zum Ersatz, die Bekleidung österreichisch-ungarischer Beamten mit obrigkeitlicher Gewalt in Serbien! Wohlgemerkt, Graf Berchtold begnügt sich nicht mit der Forde-*

---

1) d. h. am 25. VII. 1914.

rung, dass bei der gerichtlichen Untersuchung gegen die Mitschuldigen an dem Attentat österreichisch-ungarische Beamte mittun, obwohl auch das schon keine Kleinigkeit wäre, sondern österreichisch-ungarische „Organe" sollen „bei der Unterdrückung der gegen die Monarchie gerichteten unterwühlenden Bestrebungen mitwirken", also soll wohl Serbien dauernd unter österreichischer Kontrolle gehalten bleiben! Die Völker in Österreich werden nicht gefragt, da ein Schritt unternommen wird, dessen Einsatz ihr Gut und Blut werden kann; aber wir möchten den Grafen Berchtold und all die Verantwortlichen für diese Note doch fragen, ob sie wirklich meinen, dass Serbien diese Forderungen anerkennen kann, ob sie wirklich erwarten, dass Serbien sie erfüllen wird! Denn wenn sie dieser Meinung nicht sind, so haben sie die Forderungen nicht gestellt, weil sie auf ihre Erfüllung rechnen, so haben sie sie derart gestaltet, sie deshalb in dieser beispiellosen Härte verfasst, damit sie nicht angenommen werden! In jedem „Punkte" dieser Note des Grafen Berchtold schimmert es wie von Blut, von dem Blute, das vergossen werden soll in einer Sache, für die alle Möglichkeiten einer zuverlässigen und ehrenvoll-friedlichen Erfüllung gegeben waren! Es wird niemandem leicht fallen, diesen Schritt zu verantworten, und keinem wird die Verantwortung erspart bleiben!

An dem dünnen Faden, dass sich Serbien diesen Forderungen unterwirft, hängt heute allein der Friede. Es steht in dem Konflikt nicht wenig auf dem Spiele auch für die Serben, deren innere und äussere Lage für das Königreich die schwersten Gefahren enthält. Vielleicht ist auch die Hoffnung noch nicht zur Gänze abzuweisen, dass ein vernünftiger und rückhaltloser Schritt der serbischen Machthaber den Weg zu einer gewissen Verständigung, zu einem Verhandeln über die einzelnen Punkte eröffnen könnte, obwohl der ganze Ton der Note, in seiner ausgesuchten Schroffheit, in der Wahl der bitteren Worte die Hoffnung, dass die österreichischen Machthaber den Weg zum Frieden in ihrem inneren Bewusstsein noch nicht verlassen haben, sehr gering erscheinen lässt. Vielleicht auch, dass sich das übrige Europa, über das der österreich-serbische Konflikt die schwersten Bedrohnisse breitet, zu irgend einer Vermittlung aufraffen werde. Aber all das ist unsicher und zerfliesst vor dem entsetzten Blick in Nebel. Was gewiss ist, was schreckliche Wahrheit, ist dieses Dokument, das einen Krieg in eine Nähe rückt, die wir nur schauernd empfinden. Drohend erhebt sich die Gefahr vor unserem Blicke und eine Zukunft eröffnet sich, in der Gut und Blut der Völker im Abgrund versinken. Im Namen dieser, die leiden und darben, schieben wir die Verantwortung für das Unheil, das im Zuge ist, denen zu, die diesen Schritt unternommen, der uns ins schrecklich Bodenlose führt.

Am darauffolgenden Tage erschien der nachfolgende Aufruf:

Nr. 69.

Arbeiter, Parteigenossen[1]*!*

In furchtbar ernster Zeit richten wir, Parteigenossen, heute das Wort an euch! Die Gefahr einer kriegerischen Verwicklung mit Serbien rückt in immer unheimlichere Nähe, und bevor der Tag um ist, an dem euch unser Wort erreicht, kann der Krieg schon ausgebrochen sein! Die österreich-ungarische Regierung hat in Belgrad ein Ultimatum überreichen lassen, ein letztes Wort, das an diesem Samstag um sechs Uhr abends seine Erfüllung finden muss, wenn die blutige Entscheidung durch die todbringenden Waffen vermieden werden soll. An einem dünnen Faden hängt die Erhaltung des Friedens und wenn der Faden reisst, wenn Serbien die Bedingungen, die ihm Österreich-Ungarn diktiert, nicht hinnimmt und annimmt, so ist der Krieg da, der Krieg mit dem Schrecken und Jammer, mit dem Leid und Kummer, die er im Gefolge hat! Und da es vor allem die breiten Massen sind, die seine furchtbaren Lasten tragen, so ist die Entscheidung, die sich da nun vorbereitet, der Einsatz an Gut und Blut dez Volkes!

Musste es so kommen? Auch wir Sozialdemokraten, die Vertreter des werktätig schaffenden Volkes, verschliessen unser Auge nicht vor dem schweren Unrecht, das die serbischen Machthaber an Österreich begangen haben. Wie wir, aus unseren prinzipiellen Auffassungen heraus, die alle schnöden Gewalttaten zurückweisen, die Mordtat von Sarajevo verurteilen, so verurteilen wir auch alle die, die an ihr Mitschuld tragen. Wir erkennen an, dass Österreich-Ungarn im Rechte ist, wenn es von der serbischen Regierung die strafgerichtliche Verfolgung der Mitschuldigen begehrt; wir verstehen es, dass Österreich-Ungarn von Serbien Bürgschaften verlangt, dass dem unterirdischen Wühlen gegen die Sicherheit und Ruhe des österreichischen Staatenverbandes Einhalt getan werde, dass mit der fördernden Duldung, die die Machthaber in Serbien dieser Lossreissungsbewegung entgegenbringen, gebrochen werde. Aber wir sind überzeugt, dass die serbische Regierung diesen Forderungen Österreich-Ungarns, die durch das Völkerrecht sanktioniert sind, keinen Widerstand entgegensetzen hätte können, keinen Widerstand auch entgegengesetzt hätte. Wir sind überzeugt, dass für alles, was Österreich-Ungarn im Interesse des Schutzes seiner Staatlichkeit begehrt, die Erfüllung im Frieden zu erreichen war und immer noch wäre, und dass keine staatliche Notwendigkeit, keine Rücksicht auch auf ihr Ansehen die Grossmacht zwingt, die Bahnen der friedlichen Verständigung zu verlassen. Deshalb erklären wir im Namen der arbeitenden Klasse, erklären es als die Vertreter der deutschen Arbeiter in Österreich,

---

1) Arbeiter-Zeitung, 25. VII. 1914.

Die eingeklammerte und durch Sperrdruck hervorgehobene Stelle wurde beschlagnahmt und ist nach dem Abdruck im Berliner „Vorwärts“ vom 25. VII. 1914 wiedergegeben.

dass wir für diesen Krieg die Verantwortung nicht übernehmen, dass wir für ihn und für alles, was aus ihm an furchtbar ernsten Folgen entspriessen mag, denjenigen die Verantwortung zuschieben, die den verhängnisvollen Schritt, der uns vor den Krieg stellt, ersonnen, unterstützt und gefördert haben!

Zu dieser Feststellung und Erklärung sind wir umsomehr verpflichtet und gedrängt, als die Völker in Österreich seit vielen Monaten ihrer verfassungsmässigen Rechte beraubt sind und der Tribüne entbehren, von der aus sie ihren Willen künden könnten.

(Angesichts der Gefahr eines Krieges, der von allen Angehörigen des Staates die volle Hingabe von Gut und Blut in Anspruch nimmt, erscheint die planmässige Vergewaltigung des Volkswillens, wie sie in der Ausschaltung des Parlaments liegt, um so erbitternder und aufreizender! Wie, es sollte nicht jeden aufrechten Mann in diesem Staate erbittern, dass sich selbst in diesem Schicksalsaugenblicke, da uns ein Ringen auf Tod und Leben droht — denn wer kann es ermessen, was dem Kriege mit Serbien noch alles nachfolgt! — der Absolutismus einer volksfremden Bureaukratenregierung breitmachen darf und alles unterlassen wird, was die Völker in Österreich einander näher bringt und ihnen die Möglichkeit gemeinsamer, schöpferischer Arbeit im Dienste des Volkswohles bietet! Blicket doch auf Ungarn und vergleichet die Achtung vor dem Parlament, die dort geübt wird, mit dem geringschätzenden Hohn, der in Österreich der Vertretung des Volkes gewidmet wird! Deshalb erheben wir, die gewählten Abgeordneten des deutschen Proletariats, in diesem Augenblicke des schwersten Ernstes unsere Stimme feierlich zum Protest! Wir protestieren gegen ein Regierungssystem, das keine Achtung vor den grundsätzlich[1]) verbürgten Rechten des Volkes hat; wir protestieren gegen eine Regierungstätigkeit, die die Nationen mit Unmut, das Volk mit Verzweiflung erfüllt! Mit dem stärksten Nachdruck erheben wir die Forderung, dass auch dem Volke gegeben werde, was dem Volke gehört, dass die verfassungswidrige, staatsverwüstende und volksschädliche Herrschaft der Regierung Stürgkh, die Gesetz und Verfassung zu Boden tritt, ein Ende nehme!)

Wir wollen ein freies, fortschreitendes Österreich, das sich aufbaut auf der Selbstregierung aller Nationen in diesem Staate, das allen die Möglichkeit kultureller Entwicklung bietet; wir wollen ein Österreich, das wirklich ein Bund freier Völker ist. Wir sind der Ansicht, dass ein Staat in unserer Zeit nur in Freiheit gedeihen, nur durch Gerechtigkeit bestehen kann.

---

1) Soll wohl heißen: grundgesetzlich.

Und als die Vertreter der Enterbten dieser Gesellschaftsordnung streben wir nach einem Staatswesen, das dem Befreiungskampf der Arbeiterklasse, auf den die Hoffnung dieser Welt sich gründet, durch soziale und kulturelle Reformen zu Hilfe kommt; vertreten wir den demokratischen Fortschritt auf allen Gebieten, weil nur durch ihn diesem Nationalitätenstaat Bestand und Festigkeit verliehen wird. Wir fühlen es tief, wie die aufbauende und festigende Kraft der demokratischen Entfaltung durch jede Störung des Friedens aufs tiefste erschüttert wird. Wir wissen, wie entsetzlich gross durch die so lange dauernde wirtschaftliche Krise die Not gestiegen ist; wir wissen, in welch weiten Schichten sich das Elend niedergelassen hat; wir wissen, in welcher düsteren Lage sich die breiten Massen des Volkes befinden und welche verzweifelte Stimmung sich ihrer bemächtigt hat. Darum erheben wir unsere Stimme laut zur Mahnung, rufen an zur Besonnenheit, zur gewissenhaften Erwägung aller Notwendigkeiten, die aus den Lebensbedürfnissen der Völker entspringen!

Dem Volke ist es nicht gegeben, über Krieg und Frieden zu entscheiden. Das Parlament, durch das es wirkt und spricht, ist stumm. Der politischen Freiheit in den Versammlungen und in der Presse sind Fesseln angelegt. In dem Bewusstsein der schicksalsschweren Stunde soll noch einmal unser Mahnruf laut werden: Der Friede ist das kostbarste Gut der Menschen, das höchste Bedürfnis der Völker!

Wir lehnen jede Verantwortung für diesen Krieg ab; feierlich und entschieden beladen wir mit ihr diejenigen, die ihn, hüben wie drüben, angestiftet haben und entfesseln wollten! Und wir wissen uns darin einig mit den klassenbewussten Arbeitern der ganzen Welt und nicht zum wenigsten mit den Sozialdemokraten Serbiens! Feierlich bekennen wir uns zu der Kulturarbeit des internationalen Sozialismus, dem wir ergeben bleiben im Leben und verbunden bis zum Tode.

Die deutschen sozialdemokratischen Abgeordneten in Österreich.

---

§ 4. Die deutsche Sozialdemokratie unmittelbar nach Kriegsausbruch.

Am 25. VII. 1914 brach Österreich-Ungarn die diplomatischen Beziehungen zu Serbien ab und der Gesandte der Monarchie verließ Belgrad. Da in Österreich der Reichsrat zu einer Kriegstagung nicht einberufen wurde, so hatte die österreichische Sozialdemokratie überhaupt und die deutsche insbesondere auch keine Gelegenheit, sich im Abgeordnetenhause über ihre Stellung zum Krieg, erst mit Serbien und sodann zum Weltkriege, zu

äußern. Ihre Haltung wird durch die nachstehend angeführten Kundgebungen der Parteivertretung und der Presse gekennzeichnet.

Nr. 70.

Arbeiter und Arbeiterinnen! Parteigenossen[1]*!*

Die Völker Österreichs stehen an der Schwelle gewaltiger Ereignisse. Österreich steht vor dem Beginn eines Krieges mit aller seiner Gewalt.

Die sozialdemokratische Arbeiterpartei in Österreich hat seit sechs Jahren vor dieser furchtbaren Gefahr gewarnt. Sie hat seit sechs Jahren alles, was in ihren Kräften stand, getan, um den Völkern das grosse Gut des Friedens zu erhalten. Heute sehen wir, dass die Kräfte, die zum Kriege drängten, stärker waren als wir.

In diesem Augenblick gilt unser erster Gruss unseren Soldaten, unser heissester Wunsch den Arbeitern, die zur Fahne berufen sind. Noch hoffen wir, dass das Schlimmste ihnen erspart bleiben wird. Mit der ganzen Leidenschaft unserer Herzen wünschen wir ihnen, dass es ihnen beschieden sein möge, bald und unversehrt in unsere Mitte zurückzukehren, zurückzukehren in unsere Reihen; zu dem Kampfe der Arbeiterklasse um ihre Befreiung.

Unser zweites Wort aber gilt euch, Genossen und Genossinnen, die ihr im bürgerlichen Leben geblieben seid.

Die Geschichte lehrt, dass kriegerischen Ereignissen immer grosse Veränderungen im inneren Leben der Staaten und Völker folgen. Der Krieg wird ein neues Österreich schaffen. Er wird unsere Kampfbedingungen wesentlich verändern. Gerüstet zu sein und gerüstet zu bleiben für die Zeit nach dem Kriege ist heute unsere wichtigste Aufgabe.

Darum ist es eure Pflicht in dieser Stunde, unsere Organisationen aufrecht zu erhalten. Die Zerstörung unserer Organisationen würde uns nach dem Kriege der Übermacht unserer wirtschaftlichen und politischen Gegner ausliefern. Wohl setzt der Ausnahmszustand, den die Regierung über ganz Österreich verhängt hat, unserer Tätigkeit enge Grenzen. Aber unser Vereinsleben wird, sofern es sich an die durch den Ausnahmszustand eingetretenen gesetzlichen Bestimmungen hält, durch ihn keineswegs berührt. Unsere Vereine müssen in Wirksamkeit bleiben. Die Vertrauensmänner müssen ihre normale Tätigkeit fortsetzen. Wo ein Vertrauensmann einberufen ist, muss sofort ein Ersatzmann für ihn gestellt werden. Alles, was den Behörden einen begründeten Anlass oder Vorwand zur Unterdrückung oder Behelligung unserer Organisationen geben könnte, ist zu vermeiden. Die auf Grund des Ausnahmszustandes erlassenen behördlichen Verfügungen, insbesondere die Verfügungen über die Anmeldung von Vereinsversammlungen, sind sorgfältig zu beachten. Die Genossen sind zu ermahnen, dass sie jedes unvorsichtige Wort, das schwere Opfer kosten könnte, vermeiden und sich vor Naderern und Spitzeln hüten.

---

1) Arbeiter-Zeitung, 28. VII. 1914.

Eine besonders schwere Aufgabe ist unserer Presse gestellt. Der Ausnahmszustand setzt der freimütigen Kritik, die sie sonst zu üben gewohnt ist, sehr enge Schranken. Desto wichtiger ist es, dass unsere Genossen treu zu unserer Presse stehen, damit dieses wichtigste Werkzeug täglicher Verbindung zwischen uns unversehrt bleibe.

Genossen und Genossinnen! In guten Zeiten ist es leicht, zu unserer Sache zu stehen. Erst in schwerer Zeit offenbart sich unsere innere Kraft. Da muss sich unsere Treue, unsere Opferwilligkeit bewähren. Zeigt, dass es auch in unseren Reihen keine Fahnenflucht gibt! Dass auch die Männer des Klassenkampfes bis zum letzten Atemzug zu ihren Fahnen stehen!

Eine besondere Mahnung gilt unseren Vertrauensmännern. Von ihrer Einsicht, ihrer Klugheit, ihrer Männlichkeit, ihrer Beharrlichkeit hängt jetzt die weitere Entwicklung der Arbeiterklasse ab.

Arbeiter und Arbeiterinnen! Lasst euch nicht entmutigen! Bleibt treu eurer Sache, treu der Sache des arbeitenden Volkes! Dann werden wir nach dem Kriege stark genug sein, dafür zu sorgen, dass das neue Österreich, das aus den weltgeschichtlichen Ereignissen des Augenblicks erwachsen soll, werde, was es sein soll: eine Heimstätte freier Völker, ein fruchtbarer Boden für die befreiende Arbeit des Proletariats!

Hoch die Sozialdemokratie!

Die Parteivertretung der deutschen sozialdemokratischen Arbeiterpartei in Österreich.

Nr. 71.

Der Krieg[1]).

Der Krieg ist erklärt. Obwohl noch überall von Vermittlungen geredet wird, so stand es schon lange fest, dass es zum Kriege kommen wird, stand es schon fest, als Österreich-Ungarn seine Note nach Belgrad schickte. Dennoch wirkt die Kriegserklärung als eine Tatsache von unerhörter Wucht. Durch fünf Jahre stand die Möglichkeit dieses Krieges der Monarchie mit Serbien vor uns, bald mit unmittelbarer Gefährlichkeit, bald wieder in nebelhafte Ferne gerückt. Aber obwohl wir dem Kriege schon zweimal sehr nahe waren, uns ihm gleichsam auf Schussweite genähert hatten, so erschien das den Menschen doch immer nur als eine theoretische Möglichkeit, so blieb der schroffe Gegensatz zu Serbien doch immer nur eine Frage für die Politiker und Diplomaten; so möglich auch der Krieg schon immer war, so dachte und glaubte doch niemand, dass wir seinen furchtbaren Ernst erleben werden. Deshalb wirkt die Kriegserklärung, die doch nur ausspricht, was wir seit ernstschweren Tagen schon als unwiderrufliche Gewissheit empfanden, mit dieser bedrückenden Macht, mit der Gewalt eines geschichtlichen Ereignisses,

---

1) Arbeiter-Zeitung, 29. VII. 1914.

das alles überragt und weit zurücklässt, was sonst der Inhalt der Sorgen im Staate Österreich ist. Nun der Krieg ausgebrochen, nun das ganze Leben der Gesamtheit und jedes einzelnen von uns von ihm erfasst ist, nun wäre alles Nachdenken, ob es so kommen musste, ohne Wirkung. Nun kann man nur den heissen Wunsch aussprechen, dass das kriegerische Unternehmen mit der möglichst geringsten Zahl von Opfern abschliesse, dass sein Ausgang der Sache der Entwicklung der Völker in diesem Reiche fromme, dass die Umwälzungen, die das blutige Ringen in den Geschicken des Volkes mit Naturgewalt herbeiführt, wohltätige werden und der Aufstieg der Menschheit zur reicheren Kultur, zur erhöhten Wohlfahrt durch den Krieg nicht gehemmt werden möge, aus ihm vielmehr neue Antriebe erfahre. Krieg und Kriegszustand sind harte Zeiten; wir wollen sie als freie und aufrechte Männer überstehen.

Der Ernst des Krieges breitet sich über die Lande: und in jede Familie, in alle Beziehungen der Staatsbürger greift er mit seiner Eisenfaust hinein. Dennoch hat man das Gefühl, dass der Krieg mit Serbien, der lokalisierte Kampf mit dem kleinen Balkanstaat, im Geflecht unserer Sorgen zurücktritt, dass die eigentliche und Hauptsorge darin besteht, ob das Ringen auf diesen Krieg beschränkt bleiben wird. Was wir da sehen, ist folgendes: Alle Grossmächte sind darum bemüht, Russland zur Ruhe zu mahnen, Russland von der Einmischung in den Krieg, den wir mit Serbien führen, zurückzuhalten. Darüber besteht keine Meinungsverschiedenheit zwischen den Mächten des Dreibundes und denen des Dreiverbands; man kann sagen, dass Frankreich vor dem Weltkrieg ebenso graut wie Deutschland, dass England der Begrenzung des Krieges ebenso leidenschaftlich das Wort redet wie Italien. Dass das Zarenreich den Druck von allen Seiten spüren wird, ist unzweifelhaft, dass der ausnahmlose Wunsch aller Grossmächte, dem Überspringen des Funkens vom Balkan auf Europa zu wehren, ohne Wirkung bleiben könnte, ist nicht anzunehmen. Die grosse Frage bleibt aber, ob Russland dauernd, bis zum Abschluss der „Auseinandersetzung" mit Serbien, zur Seite stehen wird, und diese Frage kann heute niemand beantworten, niemand bejahen. Und sie ist es nun, die wie eine schwere Gewitterwolke über uns hängt, und weiter hängen wird. Möge es gelingen, den Krieg wenigstens zu begrenzen, möge auch die österreichisch-ungarische Politik alles, was die Lokalisierung fördern kann, dazu in ehrlichem Wollen beitragen, alles auch unterlassen, was den Brand weiter und weiter trägt! Das ist der zweite Wunsch, der sich heute jedem auf die Lippen drängt, der sich des furchtbaren Ernstes eines Krieges bewusst ist und seine Schwere nicht in leerem Klang vertändeln lassen will!

Nun sind die Würfel gefallen und kein bängliches Zagen soll sich uns nahen. Eingedenk der Pflichten gegen die Arbeiterklasse, die wir alle freudig erfüllen, werden wir die ernsten Tage, die nun nahen, tapfer durchschreiten und die Zuversicht nicht verlieren, dass die Zeit fruchtbarer schöpferischer und weithin wirkender Arbeit wieder kommen wird.

Nr. 72.

Der Weltkrieg des Zaren[1]).

Das Schicksal hat gesprochen. Nur ein Wunder könnte seine Entscheidung wenden. Die auf zwölf Stunden befristete Aufforderung Deutschlands an Russland, seine kriegerischen Massnahmen einzustellen, die Anfrage Deutschlands an Frankreich, wie es sich bei einem russisch-deutschen Kriege zu verhalten gedenke, bedeutet den Krieg Deutschlands und Österreichs gegen Russland und Frankreich, bedeutet den Weltkrieg. Was seit Jahrzehnten wie ein Gespenst des Grauens vor uns stand, die alles in den Strudel des Verderbens hinabziehende Weltkatastrophe, beginnt vor unseren erstarrten Blicken ihre Schrecken zu entfalten. Aus der Veröffentlichung der „Norddeutschen Allgemeinen Zeitung" spricht die eherne Stimme der Geschichte. Der Vorhang wird abgezogen von dem frevlen Spiele der zarischen Politik. Kaiser Nikolaus hat sich an Kaiser Wilhelm um Hilfe gewendet, damit er durch seine Vermittlung den Frieden rette. Kaiser Wilhelm hat die Vermittlung übernommen und seine Bemühungen mit denen Englands vereinigt. Doch während dieses Friedenswerk im Gange war, hat derselbe Zar, der die Vermittlung angerufen, dreiundzwanzig Armeekorps auf den Kriegsfuss zu stellen befohlen. Er machte gegen Österreich-Ungarn mobil, zwischen dem und Russland der deutsche Kaiser Frieden stiften sollte. Und als eine Depesche Kaiser Wilhelms den Zaren beschwor, von einer Massnahme abzustehen, die notwendig das Friedenswerk vereiteln müsse, ordnete der Zar die Mobilmachung seiner gesamten Streitkräfte zu Land und zur See an und zückte also das Schwert gegen den zur Hilfe aufgeforderten Vermittler selbst.

Nichts kann diese Handlungsweise des Zaren, die den Weltkrieg herausfordert, rechtfertigen. Wie auch immer Nikolaus II. sein Verhältnis zu Serbien und den Wert und die Pflichten seiner Schutzherrlichkeit auf dem Balkan abwägen mag: weder Österreich-Ungarn noch gar Deutschland, das sich aller kriegerischen Vorkehrungen enthielt, haben auch nur das mindeste getan, das sich unmittelbar gegen Russland, seine Sicherheit und Ehre kehrte; keine Rüstung, keine Kriegsmassregel geschah an der russischen Grenze. Aus seinem eigenen Entschluss, durch nichts und niemanden genötigt, hat der Zar selbst den Kriegszustand geschaffen, die furchtbarste Kriegsgefahr über Europa verhängt, in dem Augenblick, in dem sein Telegramm an Kaiser Wilhelm von Friedensbereitschaft und Friedensrettung sprach. Russland hat ein doppeltes Spiel gespielt: mag es berechnende Tücke sein, mag der Kampf der kriegerischen und der friedlichen Strömung am Hofe das treulose Schwanken verursacht haben: es zieht den Weltteil mit in einen Strom von Blut. Aber ist es wirklich wahr, dass Frankreich, dass gar England an dem schrecklichen Werke der allgemeinen Vernichtung teilnehmen müssen, weil es die Untreue oder die Schwäche der zarischen Politik so gebietet? Es ist ein grauenhaft lächerlicher Gedanke, dass dieses Frankreich der Demokratie und der bürgerlichen Freiheit, das niemals so friedliebend war wie in den letzten Jahren,

1) Arbeiter-Zeitung, 2. VIII. 1914.

das in diesen Tagen der Krise so deutlich wie nur das deutsche Volk selbst den Abscheu vor dem Kriege bekundete, nun Hekabomben von Menschen darbringen und schlachten soll, bloss damit sich der Zar seines Protektorats über Serbien ungestört freue. Vierundvierzig Jahre hat es den Schmerz um Elsass-Lothringen verbissen, der Gedanke der Revanche für Sedan wurde blässer und blässer und nun soll um des halbbarbarischen Serbien willen der Vernichtungskrieg entfesselt werden zwischen den edelsten Kulturvölkern des Kontinents. Über allen Wahnsinn ist dieser Wahnsinn.

Ward je in solcher Laune ein Krieg geführt? Frankreich und Deutschland überschütten einander mit Höflichkeiten, Englands Schiffe sind kaum heimgekehrt von der Kieler Bucht, wo Deutschland sie mit freundschaftlichen Ehrenbezeugungen umgab. Nichts ist indessen unter diesen Völkern vorgefallen, nichts, das ihren Zorn erhitzen, ihren Argwohn wecken, ihre Beängstigung wachrufen könnte, und sie sollen aufeinander losstürzen wie wilde Tiere, weil sich der Zar den Herren Paschitsch und Genossen als gnädiger und mächtiger Schützer zeigen will. Kriege können Leidenschaften entspringen oder einen Vorteil verfolgen. Welcher Vorteil winkt den Engländern, wenn sie ihre Flotte gegen Hamburg dampfen lassen, um den Zaren zum Herrn und Schiedsrichter in Europa zu erheben? Wer wird Russland, wenn das Gegengewicht der Zentralmächte geschwächt ist, hemmen, den Weg durch den Hellespont, den Weg zum Persischen Golf, den Erobererweg nach Indien zu ziehen? Sollen Englands Dreadnoughts die Nordsee mit Trümmern und Leichen füllen, um den Kosaken die Tore zum Industal zu öffnen? Und Frankreich, diese Wiege der Freiheit und der Volksherrschaft in Europa, sind seine Söhne, die Erben der Revolution, wirklich bereit, moskowitischem Despotenübermut und sarmatischer Unkultur die Bahn in das Herz Europas zu graben? Das Bündnis der Republik mit dem nordischen Absolutismus war eine Verbindung wider die Natur; es wird zur Sünde an der Menschheit und löscht alle Verdienste des französischen Volkes um die Kultur aus, wenn es sich in Blutarbeit im Dienste des Zaren verwirklicht.

Doch was sollen Worte? Der Wahnsinn siegt. Dieser Krieg, entsprungen dem Mechanismus der Verträge und den Berechnungen der Generalstäbe, erscheint kaum noch abwendbar. Ein grossherziger Entschluss der Franzosen würde dem Zaren das Schwert aus der Hand nehmen und dem Erdteil den dauernden Frieden sichern. Allein der Stumpfsinn veralteter Staatsverträge ist stärker als die Stimme der Kultur und das Gebot der Vernunft. Ein Erdteil muss in Flammen aufgehen, die Früchte hundertjähriger Kulturarbeit müssen in Kot und Blut niedergetreten werden, damit an irgend einem Flusse des Balkans, dessen Namen kein Kulturmensch auszusprechen vermag, der Wille des Zaren aller Reussen sich als unüberwindlicher Schutz- und Grenzherr offenbare. Das Leben für den Zaren — Frankreich, England, die ganze Kulturmenschheit führen die opernhafte Handlung als blutige Weltgroteske auf!

Nr. 73.

Der Tag der Deutschen Nation[1]).

Die Sitzung des Reichstags.

Diesen Tag des vierten August werden wir nicht vergessen. Wie immer die eisernen Würfel fallen mögen — und mit der heissesten Inbrunst unseres Herzens hoffen wir, dass sie siegreich fallen werden für die heilige Sache des deutschen Volkes —; das Bild, das heute der deutsche Reichstag, die Vertretung der Nation, bot, wird sich unauslöschlich einprägen in das Bewusstsein der gesamten deutschen Menschheit, wird in der Geschichte als ein Tag der stolzesten und gewaltigsten Erhebung des deutschen Geistes verzeichnet werden. Und dem gesamten Europa, von dem sich ein so beträchtlicher Teil zu dem Vernichtungskampf wider das Deutsche Reich rüstet, wird dieser Tag zum Bewusstsein bringen, dass in dem Kampfe um seine staatliche Unabhängigkeit, in dem Kampfe um seine nationale Ehre Deutschland einig ist und einig bleiben wird bis zum letzten Blutstropfen. Ob die Diplomatie richtig gehandelt, ob es so kommen musste, wie es gekommen, das mögen spätere Zeiten entscheiden. Jetzt steht das deutsche Leben auf dem Spiel und da gibt es kein Schwanken und kein Zagen! Das deutsche Volk ist einig in dem eisernen, unbeugsamen Entschluss, sich nicht unterjochen zu lassen, und nicht Tod und Teufel wird es gelingen, dieses grosse, tüchtige Volk, unser deutsches Volk, unterzukriegen! Diese Sitzung des Reichstages, in der es aufsprüht von Mut und Kraft, zeigt den Feinden, dass sie in ihrem listigen Unterminieren der Sicherheit des Staates auf ein ganzes Volk stossen, auf ein Volk voll eiserner Kraft und erzerner Ausdauer!

Mann für Mann haben die deutschen Sozialdemokraten für die Anleihe gestimmt. Wie die gesamte internationale Sozialdemokratie ist auch unsere reichsdeutsche Partei, dieses Juwel der Organisation des klassenbewussten Proletariats, die heftigste Gegnerin der Kriege, die leidenschaftlichste Anhängerin der Eintracht und Solidarität der Völker. Und sie hat auch nichts unversucht gelassen, was diesen Weltkrieg, der nun vor allem der Krieg gegen deutsches Wesen ist, hätte abwenden können, was der Menschheit diese furchtbare Erschütterung des gesamten Erdenbaues erspart hätte. Ihre Schuld ist es wahrlich nicht, wenn das Deutsche Reich und mit ihm die ganze europäische Welt die Kriegsgeissel verspürt. Aber da das deutsche Vaterland in Gefahr, da die nationale Unabhängigkeit des Volkes bedroht, tritt die Sozialdemokratie schützend vor die Heimat hin, und die „vaterlandslosen Gesellen", die „rote Rotte", wie sie der Kaiser einst schmähte, weiht dem Staate Gut und Blut der arbeitenden Massen. Die Arbeiter denken nicht an die schnöde Behandlung, die ihnen der preussische Junkerstaat zufügt, nicht des tausendfältigen Unrechts, des Hohnes, der Verfolgungen, die ihnen Tag um Tag werden; sie denken nur an das geliebte deutsche Volk, das in Not ist und das die Kraft der Arbeiter braucht; und furchtlos und mutig stellen sie sich an seine Seite.

1) Arbeiter-Zeitung, 5. VIII. 1914.

Sie mäkeln nicht und feilschen nicht; nie hat eine Partei grösser und erhebender gehandelt als diese deutsche Sozialdemokratie, die sich des überernsten Augenblicks wert und würdig gezeigt hat.

Und so zieht das deutsche Volk einig in den Kampf um die Bewahrung seines staatlichen und nationalen Daseins. Auf der anderen Seite elende Spekulationen. Schacherkoalitionen, denen jede sittliche Idee fehlt. Hier ein einig kraftvoll bewegtes Volk; die Weltgeschichte müsste den Lauf rückwärts nehmen, wenn den Deutschen nicht ihr Recht würde!

* * *

Am 9. VIII. 1914 gab die Arbeiter-Zeitung unter der Überschrift: „Für die Unabhängigkeit des eigenen Landes und den Völkerfrieden" die Erklärung HAASES vom 4. VII.[1]) neuerdings wieder und fügte bei,

Nr. 74.

dass sie auch ganz im Geiste und Sinne der deutschen Sozialdemokratie in Österreich verkündet ist.

Vgl. auch unten Nr. 78a.

Nr. 75.

An die gewerkschaftlichen Vertrauensmänner in Österreich[2]).

Der Kriegszustand, in welchem sich Österreich-Ungarn gegenwärtig befindet, und die in dessen Gefolge in Österreich erfolgte Verhängung des Ausnahmszustandes hat auch für die Gewerkschaften eine überaus ernste Situation geschaffen. Eine Reihe sehr wichtiger gesetzlicher Bestimmungen, auf denen die Tätigkeit unserer Organisationen beruht, ist suspendiert und durch die freien, durch keine gesetzlichen Schranken behinderten Verfügungen der Behörden ersetzt. Die Verfassung ist ausser Kraft gestellt, desgleichen die Gesetze über das Vereins- und Versammlungsrecht, über das Briefgeheimnis und die Pressfreiheit.

Wenn nun auch offenkundig der Ausnahmszustand lediglich nur als Folge des Krieges zu betrachten ist und deshalb voraussichtlich nicht dazu verwendet werden wird, um die gesetzmässige Tätigkeit unserer Organisationen zu erschweren oder gar zu unterbinden, so ist es doch die Pflicht der Ver-

---

1) s. oben Nr. 62.

2) Die Gewerkschaft, Organ der Gewerkschaftskommission Österreichs. Wien, 4. VIII. 1914.

trauensmänner, mit der so gründlich geänderten Situation zu rechnen und ihre Tätigkeit darnach einzurichten. Eine beabsichtigte und aus der Verhängung des Ausnahmszustandes abzuleitende Behinderung unserer organisatorischen Tätigkeit ist schon deshalb nicht anzunehmen, weil insbesondere die Gewerkschaften in derart ernsten Zeiten, wie es die gegenwärtigen sind, eine Reihe von Aufgaben erfüllen, die sie in nicht zu verachtendem Umfang der Staatsverwaltung abnehmen. Ohne die Unterstützungstätigkeit der Gewerkschaften würden die ohnehin nur allzu berechtigten Ansprüche der durch die Kriegsereignisse besonders in Mitleidenschaft gezogenen Arbeiterbevölkerung an die Staatsverwaltung noch eine erhöhte Berechtigung erfahren, welcher nicht Rechnung zu tragen dieser nur sehr schwer möglich wäre.

Trotz dieser Annahme jedoch ist immerhin die strikteste Aufmerksamkeit am Platze, weil in derart aufgeregten Zeiten mancherlei Zwischenfälle nicht ausserhalb des Bereiches der Wahrscheinlichkeit liegen. So wenig aber anzunehmen ist, dass die Absicht besteht, mit Hilfe der durch den Ausnahmszustand gesteigerten behördlichen Macht die gewerkschaftliche Organisationsarbeit systematisch zu behindern, so sehr muss mit der Wahrscheinlichkeit gerechnet werden, dass dies in einzelnen Fällen versucht werden wird. Um alle diese etwaigen Versuche nun im vorhinein unwirksam zu machen, ist die genaueste Beachtung der gesetzlichen Bestimmungen und der behördlichen Verfügungen dringendst zu empfehlen. Nebst diesem natürlich aber auch die strengste Befolgung der behördlich genehmigten Statuten. Unsere Zentral- und Zweigorganisationen sollen streng im Rahmen der ihnen zukommenden Arbeiten bleiben und sich um nichts kümmern, was ausserhalb dieses Rahmens liegt. Die Versammlungen sollen genau nach den Bestimmungen des Gesetzes bei der Behörde angemeldet und möglichst öffentlich abgehalten werden, wie überhaupt die ganze Organisationstätigkeit sich im zulässigsten Umfang vor der Öffentlichkeit abspielen soll. Die Gewerkschaften haben nie und auch jetzt nicht die Kontrolle der Öffentlichkeit zu fürchten, und je mehr sie diese zum Zeugen ihrer Tätigkeit aufrufen, umsomehr sind sie vor unliebsamen Störungen ihrer gegenwärtig mehr denn je gemeinnützigen Tätigkeit geschützt.

Als selbstverständlich erachten wir es, dass alle unsere gewerkschaftlichen Organisationen ihre bisherige Tätigkeit in aller Ruhe fortsetzen. So ernst auch die Zeit sein mag und so sehr sie auch die grössten Anforderungen an die Opferwilligkeit eines jeden einzelnen von uns stellt: ein Grund etwa für die freiwillige Einschränkung unserer Tätigkeit darf sie nicht sein! Im Gegenteil: je ernster die Zeit, je grösser die Opfer, die sie von uns gebieterisch fordert, um so grösser für uns die Pflicht, an die Zukunft zu denken, die mehr denn je starke und leistungsfähige Gewerkschaften für die Arbeiterklasse nötig haben wird.

Inwieweit die Tätigkeit der einzelnen Gewerkschaften im bisherigen gewohnten Umfang in den verschiedenen Tätigkeitszweigen fortgeführt werden wird, hängt wohl von den einschlägigen Verhältnissen ab. Ob die Agitationstätigkeit, so wie bisher fortzusetzen ist; ob das Unterstützungswesen keine

Einschränkung erfahren muss, um den so ausserordentlich gesteigerten Ansprüchen gerecht werden zu können; inwieweit es möglich ist, bereits in Angriff genommene Lohnbewegungen fortzusetzen: Dies alles und noch so manche andere interne Organisationstätigkeit wird wohl in den einzelnen Verbänden je nach den Verhältnissen geregelt werden. Bloss bezüglich der Lohnbewegungen glauben wir unsere Ansicht dahin aussprechen zu müssen, dass die gegenwärtige Zeit für solche am allerungünstigsten ist und deshalb die Einleitung und Fortführung von solchen möglichst unterlassen bleiben soll.

* * *

Genossen! Eine überaus ernste Zeit ist es, die vor uns liegt. Ihre Überwindung und die Sicherung unserer gewerkschaftlichen Kraft wird nur durch die sorgsamste Gewissenhaftigkeit und die weitestgehende Opferwilligkeit aller unserer Mitglieder, hauptsächlich aber unserer Vertrauensmänner ermöglicht werden. Besonders schwierig gestaltet sich die Sachlage auch deshalb für uns, weil wir ganz ohne jede Erfahrung in die Ereignisse eintreten. Seitdem es in den Industriestaaten eine Gewerkschaftsbewegung in der heutigen Art und in dem heutigen Umfang gibt, hat noch keiner vor diesen einen Krieg solcher Art geführt, wie er gegenwärtig uns heimsucht. Wir haben demnach keine eigenen Erfahrungen, auch nicht solche ausländischer Bruderorganisationen, die uns etwa als Gradmesser dafür dienen könnten, was alles uns noch bevorsteht.

Umsomehr müssen wir alles daransetzen, um die österreichische Gewerkschaftsbewegung ungeschwächt in eine bessere Zukunft zu retten. Alles Heil, aller Fortschritt der österreichischen Arbeiterklasse in der Zukunft hängt davon ab, inwieweit uns diese so überaus wichtige und, wie wir sehr gern zugeben, auch schwierige Aufgabe gelingt. Wir erwarten von dem proletarischen Pflichtbewusstsein unserer Vertrauensmänner, dass jeder einzelne von ihnen sein bestes Wissen und Können dafür einsetzt, um dieses wichtige und bedeutungsvolle Ziel zu erreichen.

Es lebe die österreichische Gewerkschaftsbewegung!

Für die Reichsgewerkschaftskommission:
Anton Hueber, Sekretär.

Als bedeutsam für die Auffassungen der Deutschen Sozialdemokratie in Österreich sei endlich noch der folgende Artikel wiedergegeben:

Nr. 76.

Die Sozialdemokratie und der europäische Krieg[1]).

Unsere Stellung zum Krieg im Prinzip haben wir wiederholt an allen zuständigen Stellen gekennzeichnet. Wir betrachten ihn als einen Ausdruck

1) Volkstribüne. Organ für die Interessen des arbeitenden Volkes. Wien. (Wochenblatt.) 12. VIII. 1914.

des Eifersuchtsverhältnisses der kapitalistischen Staaten, die miteinander um die Beherrschung des Weltmarktes streiten. Auch die nationalistische Note, die dieses Verhältnis der Staaten zueinander gegenwärtig angenommen hat, täuscht uns darüber nicht, und wir sind uns keinen Augenblick darüber im unklaren, dass die serbische Mord- und Komitatschipolitik nicht nur ein Ausdruck des wirtschaftlichen und nationalen Ausdehnungsbedürfnisses der Serben, sondern in noch höherem Grad des kapitalistischen Expansionsverlangens Russlands ist, das Serbien und die Balkanstaaten überhaupt als Figuren in seinem Schachbrett benützt und die Unruhepolitik gegen Österreich-Ungarn als ein Mittel seiner Machtvergrösserung betreibt.

Und wenn sich aus dem Sarajevoer Attentat in rasender Eile der ungeheure Brand des europäischen Krieges entwickelt hat, so sind wir dadurch nicht überrascht, da wir vielmehr unzähligemal vorausgesagt haben, dass die furchtbaren Rüstungen, die alle kapitalistischen Staaten in den letzten Jahrzehnten betrieben haben, die Spannung der Feindseligkeit auf eine solche Höhe gebracht haben, dass der leiseste Anlass zu einer Explosion führen musste. Nicht die Sühne des Verbrechens von Sarajevo ist die Ursache des europäischen Krieges; solche Auffassungen von weltgeschichtlichen Ereignissen wären kindische Oberflächlichkeit. Sondern es handelt sich um die Weltvormachtstellung der Deutschen, der Engländer oder der Russen. Es ist der Entscheidungskampf zwischen dem deutschen, dem englischen oder dem russischen Imperialismus. Es ist also ein Krieg der bürgerlich-kapitalistischen Klassen der verschiedenen Staaten, den ihre Wirtschaftsordnung und die Gesetze ihres Produktionsmechanismus notwendig gemacht haben.

Das internationale Proletariat hat diesen Krieg nicht gewünscht, nicht hervorgerufen, es ist für ihn nicht verantwortlich und nicht für seine Folgen.

Nun ist aber der Krieg da. Ohne unser Zutun, ohne unsere Verantwortung. Und unsere Aufgabe ist nun, unsere Stellung zu der gegebenen Tatsache zu präzisieren. Und wie immer, wenn man ohne eigene Wahl in eine Situation des Zwanges versetzt wird, müssen auch wir die Richtung unserer Auffassung und unseres Handels nach der Frage des verhältnismässig grössten Übels und des für das Proletariat verhältnismässig grössten Vorteils bestimmen.

Und da ist das Entscheidende für uns, dass der grösste, der Hauptgegner in diesem Krieg zugleich sein eigentlicher Urheber Russland ist. Nicht das russische Volk hat diesen Krieg gewünscht, das russische Proletariat hegt mit dem österreichischen gleiche Bedürfnisse des Friedens. Und wer weiss, ob nicht das russische Proletariat seine Gegnerschaft gegen diesen Krieg und seine Urheber in einer sehr deutlichen und wirksamen Weise noch zum Ausdruck bringen wird. Wohl aber ist es der russische Zarismus, diese blutigste und grausamste aller Herrschaftsformen, der in seiner unersättlichen Machtgier vor keinem Verbrechen zurückschreckt, um seine Gewalt zu vermehren. Die Ermordung Stambulows und Franz Ferdinands sind beide in letzter Linie russische Machenschaften, die Ermordung Jaurès entspringt zumindest ihrem Geist. Und diesem barbarischen Ungeheuer verschlägt es nichts, die ganze Menschheit in das grauenvolle Elend eines Weltkrieges zu stürzen, wenn seine

kalte Rechnung einen Profit dabei herauszuschlagen glaubt. Ohne die anderen kapitalistischen Staaten damit etwa besser machen zu wollen als sie sind, muss man doch sagen, dass der russische Zarismus der gefährlichste, unaufhörliche, gewissenloseste Störer des Weltfriedens ist, weil er keine Schranken kennt, kein noch so scheussliches Mittel ihm zu schlecht ist.

Aber für das europäische Proletariat bedeutet der Zarismus noch mehr als den Friedensstörer. Er ist der Hort, der Schutzwall der gesamten europäischen Reaktion. Was an Fortschrittsfeindlichkeit in dem übrigen, fortgeschritteneren Europa vorhanden ist, das baut und hofft auf den Zarismus. Die europäische Demokratie schreitet vorwärts, durch die Entwicklung gefördert. Aber in allen Staaten, auch den republikanischen, stellt sich ihr bald brutaler, bald vorsichtiger die Reaktion der herrschenden Klassen, hier geschlossen, dort geteilt, gegenüber, überall aber gedämpft durch einen mehr oder minder dichten Schleier von Zivilisation, durch Rücksicht auf öffentliche Meinungen und politische Machtverhältnisse. Nur in Russland waltet die Reaktion in ihrer schamlosesten Form, nackt, unverhüllt, mit allen Instinkten roher barbarischer Grausamkeit, wie sie eben nur ein entmenschter Absolutismus hervorbringt. Und die europäische Reaktion, welchen Namen sie immer haben möge, flüchtet sich in ihren Kämpfen gegen den Fortschritt, in ihrem Hass gegen die Entwicklung, wenn sie sich in ihrer Macht bedroht sieht, immer wieder als zu ihrem ideellen Mittelpunkt zum Zarismus. In ihm sieht sie, wenn alle Stricke reissen, das letzte Mittel der Besiegung der Volksrechte und Volksansprüche. So ist der Zarismus der furchtbarste Feind der Völkerfreiheit, seine Niederlage ist ein Sieg des Aufsteigens der breiten Volksmassen, seine Überwindung bedeutet die Eröffnung der freien Bahn für die Entwicklung der europäischen Demokratie.

Was aber würde ein Sieg des Zarismus bedeuten? Man muss sich, um das zu begreifen, nur vor Augen halten, was des Zaren Herrschaft in seinem eigenen Land bedeutet. Man muss sich die bestialischen Folterqualen der russischen Freiheitskämpfer, das ganze blutbefleckte, von tierischer Grausamkeit erfüllte System der Katorga vorstellen, man muss an Sibirien denken. An die in Ketten schmachtenden politischen Gefangenen in den Bergwerken, an die Auspeitschungen, an die Vergewaltigungen weiblicher Gefangener; an den grässlichen Tiefstand der russischen Volksbildung; an die Verwahrlosung ungeheurer Gebiete; an die alles in der Welt überbietende russische Korruption; an die furchtbare Fäulnis des ganzen russischen Staatswesens; an die schamlose Verfolgung der grössten russischen Geister, vor allem Tolstois usw. Und man wird begreifen, dass ein Sieg des Zarismus eine Verödung Europas bedeuten würde. Die russischen Kosaken würden die hochentwickelte deutsche Kultur niederstampfen, und nach ihr die übrige europäische. Ein geistiges Leichenfeld würde Europa darstellen. Auf Jahrzehnte wäre jede Regung des europäischen Proletariats unmöglich. Europa wäre ein Grab der Völkerfreiheit. Die unmenschlichen Qualen, die heute das russische Proletariat erdulden muss, würden das Schicksal aller Völker Europas sein. Das System des Progroms wäre die Antwort auf alle Regungen der Völker.

Dieser Gefahr kann auch das österreichische Proletariat nicht gleichgültig gegenüberstehen. Und es muss gesagt werden, dass auch das französische und englische Proletariat, vom russischen ganz abgesehen, sie in ihrer vollen Grösse erkennt, und dass daher diese gemeinsame Erkenntnis über alle Gegnerschaft der Staaten im Krieg hinweg die Proletariate geistig vereinigt. Und darum gilt heute von uns österreichischen Sozialdemokraten noch immer dasselbe, was der alte Bebel einst gesagt hat: wenn es gegen Russland gehe, sei er der erste, der das Gewehr auf die Schulter nehme. In diesem Krieg, welches immer seine Ursachen sein mögen und wie wenig sie mit den Interessen des Proletariats sonst zu tun haben, werden die Proletarier ihre Pflicht tun. Es gilt die europäische Kultur, die europäische Freiheit, es gilt die Entwicklung und den Fortschritt des internationalen Proletariats, und wir wissen, dass wir mit diesem Kampf dem russischen Volk, dem russischen Proletariat den grössten Dienst erweisen.

W(ilhelm) E(llenbogen).

---

§ 5. Die italienische Sozialdemokratie.

Auf der gleichen Linie wie die Deutsche Sozialdemokratie Österreichs bis zum Kriegsausbruch hielt sich auch die italienische[1]). Am 25. VII. 1914 urteilte das Blatt im ersten Leitartikel: *„Il gravissimo conflitto:*

... E forse una posta disperata quella che il mondo ufficiale austro-ungarico giuoca in questo momento. Va banque.

Und der Inhalt des zweiten Leitartikels: *„La pazzia politica austriaca giudicata da una rivista italiana“* ergibt sich schon aus der Überschrift. Die italienische Partei änderte jedoch ihre Stellung nach Kriegsausbruch nicht. Aus dem Triester Parteiblatt ist dies allerdings zunächst nur mittelbar zu ersehen: durch die Konfiskation von 2 Artikeln[2]). In der nächsten Nummer aber heißt es im Anschluß an die Übersetzung des Artikels „Der Tag der deutschen Nation“ aus der Wiener Arbeiter-Zeitung vom 5. VIII. 1914[3]):

---

1) Il Lavoratore. Giornale dei socialisti italiani in Austria. Trieste (erschien bis zum 31. VII. 1914 zweimal wöchentlich und erscheint seither täglich).

2) Il Lavoratore, 1. VIII. und 5. VIII. 1914.

3) Vgl. oben Nr. 73.

Nr. 77.

I deputati socialisti e „l'Arbeiter-Zeitung“ [1]).

Gli scrittori dell' „Arbeiter-Zeitung“ come già abbiamo detto, approvano con entusiasmo l'attegiamento dei deputati socialisti al Reichstag nella discussione del credito di cinque milliardi per la guerra. Lo approvano in due articoli, uno dei quali [2]) *è tradotto nel „Piocolo della sera“ di giovedì 6 corr., il che ci dispensa dal riportarlo a nostra volta. Ci riserviamo però di commentarlo ampiamente — e, non occorre dirlo, di commentare ampiamente il voto dei socialisti germanici e le loro dichiarazioni — quando potremo farlo liberamente .... Una settimana prima di questo voto al Reichstag, il medesimo deputato Haase, in un grande Comizio internazionale a Bruxelles contro la guerra diceva, fra altro: „... i socialisti tedeschi dichiarano che i tratatti segreti non impegnano il proletariato. Il proletariato tedesco dice che la Germania non deve intervenire neanche nel caso d'un intervento russo. I proletari francesi pensano come noi* [3]).“

Eine Übersetzung des Artikels der „Arbeiter-Zeitung“ vom 7. VIII.: „Krieg mit Rußland“, wird mit folgendem Protest begleitet [4]):

Nr. 78.

„Nel medesimo articolo, l'Arbeiter-Zeitung“, parlando della guerra in corso, si dà l'aria di poter parlare per „tutti i socialisti“ [5]). *Trascuriamo questa parte dell' articolo, osservando soltanto — una volta per sempre — che queste pretese dell' „Arbeiter-Zeitung“ sono molto arbitrarie e punto leali. I redattori dell' „Arbeiter-Zeitung“ approfittano davvero troppo largamente della libertà che a loro, ma non a tutti è concessa, di esprimere i propri sentimenti“.*

Der Übersetzung der Art. der Arbeiter-Zeitung vom 13. VIII. 1914: „Die Völker und der Krieg“ gehen folgende Bemerkungen voraus [5]):

---

1) Il Lavoratore, 7. VIII. 1914. 2) Gemeint ist der Artikel: „Der Weltkrieg des Zaren“, s. oben Nr. 72. 3) Vgl. oben Nr. 24.

4) Il Lavoratore, 15. VIII. 1914.

5) Die betreffende Stelle lautet:

Nr. 78 a.

„... Von welchem Stamme wir auch alle sind, die wir dieses Reich bewohnen: unter die Räder des zarischen Despotismus wollen wir keiner geraten, unsere staatliche Unabhängigkeit wollen wir alle wahren und bewahren .... Deshalb werden sich gegen den Feind alle wehren, mit eiserner Ent-

Nr. 79.

Innegabilmente, l'immane tragedia che si viene svolgendo in Europa è grave d'insegnamenti per molti di noi, socialisti, anche per quanto riguarda immediatamente e strettamente il nostro partito.

Quà e là prima della guerra, e dappertutto dopo scoppiata la guerra, il modo di sentire dei rappresentanti il nostro partito (deputati, organizzatori, giornalisti) in generale risulta diverso da quello che per tanti anni era potuto o dovuto parere; e proprio sulla questione della guerra, magarì sull' idea di ‚patria'. E come il modo di sentire, così il linguaggio e gli atteggiamenti. Forse, tutta questa gente, finora, non conosceva se stessa; era avvezzata a considerare l'eventualità d'una guerra come una mere ipotesi, come una creazione momentanea della fantasia, e perciò le era facile, di fronte a quell' ipotesi, immaginarsi un comportamento suo proprio, spiccatamente diverso da quello del ‚patriottismo' borghese? O forse, invece, tutti quei socialisti che oggi nel loro paese o nel quadro della loro nazione agiscono, parlano, scrivono su per giù come la loro borghesia, erano sempre stati, nel loro intimo, quali oggi li vediamo alla prova, e soltanto non erano riusciti a farsi comprendere da una parte, più o meno grande, dei loro stessi compagni?

Comunque, ripetiamo, si tratti, d'una trasformazione o d'una rivelazione, certo è che oggi, sostanzialmente, l'abisso che divideva o sembrava dividere la morale socialista dalla morale borghese di fronte alle guerra è superato, d'un balzo, da una gran parte di quella che ancora si chiama, l'Internazionale socialista'. In Austria, per esempio, basta guardare all' ‚Arbeiter-Zeitung', da noi più volte dovuta ricordare in questi giorni. Nel giornale dei socialisti tedeschi in Austria, le espressioni ‚patria', ‚nemico, ‚stato' hanno oggi il medesimo significato che nei giornali delle classi e dei ceti dirigenti; il lavoratore chiamato a combattere secondo l' ‚Arbeiter-Zeitung', non va soltanto a far il suo dovere di socialista; la ‚solidarietà del lavoro che non conosce confini' si concreta anche nel combattere gli uni contro gli ltri con ‚risoluto volere'; l'internazionalismo della coltura splende anche allorchè i socialisti soldati della Germania e i socialisti soldati della Fran-

---

schlossenheit den Einbruch des Kosakengeistes abwehren, der sich über uns ergiessen will und alle Keime moderner Entwicklung zertreten würde, die die zivilisatorische Kraft aller Nationen in Österreich zum Entfalten doch bringen muss. Und wir deutschen Sozialdemokraten wissen uns in der Abschätzung der Gefahr, die uns von der russischen Autokratie droht, einig mit unseren slavischen Brüdern, nicht zuletzt mit den tschechischen Proletariern: einig auch in dem festen Bewusstsein, dass wir nun alle, wo immer wir stehen und in diesen Tagen wirken, alles daran setzen müssen, der Zarisierung unseres Lebens, unserer Kultur Einhalt zu gebieten; einig in dem unbeugsamen Willen, auf unserer Erde frei zu bleiben von dem erdrückenden Zarenjoch und im innigen Zusammenhange mit den Arbeitern aller Länder die Tätigkeit für die Befreiung der Arbeiterklasse fortzusetzen.

cier ecc. ripetono in coro il vecchio credo del patriottismo borghese: ‚Quando la guerra c'è'. Il medesimo credo era proclamato, se ben ricordiamo, dai riformisti in Italia, due anni or sono, per la guerra di Tripoli; e allora, se ben ricordiamo, nè il ‚Vorwaerts' nè ‚l'Arbeiter-Zeitung' mostravano rispettarlo.

Al tempo della guerra italo-turca, erano i nazionalisti italiani a dire che la guerra ‚spiana la via al perfezionamento intellettuale e morale dell' ‚umanità'; adesso anche il giornale dei socialisti tedeschi in Austria è di quel parere, e lo esprime senza riguardi.

‚L'umanità', del resto, come sappiamo, è divisa dall' ‚Arbeiter-Zeitung', oggi, in due categorie: ‚l'umanità tedesca' e quell' altra.

In Anknüpfung an eine Zuschrift aus dem Publikum über die Mitteilung der Arbeiter-Zeitung vom 16. VIII. 1914: daß die belgischen Sozialisten ebenfalls am 4. VIII., also am gleichen Tage wie die deutschen, die Kriegskredite bewilligt hätten, verzichtet zwar Il Lavoratore auf Vorbehalte gegen die Genauigkeit dieser bürgerlichen Blättern entnommenen Nachricht, fügt aber hinzu:

Nr. 80[1]).

Noi rinunziamo, invece, al diritto di constatare che l'‚Arbeiter-Zeitung', se avesse voluto fornire ai suoi lettori tutti i necessari elementi di confronto fra l'atteggiamento dei socialisti germani e l'atteggiamento dei socialisti belgi, avrebbe dovuto rilevare la situazione in cui si trovava il Belgio, quando quei socialisti votavano per le spese militari. A quell' ora, nel Belgio l'invasione delle milizie germaniche non era più una minaccia o una supposizione o uno spauracchio di governanti. Era, anche materialmente, un fatto compiuto. — Queste date, queste circostanze, noi crediamo senz' altro, che il nostro compagno non le conoscesse e non le ricordasse già più, per quanto siano storia di ieri. Si vive così in fretta, e si dimentica così precipitosamente, anche nel campo dell' Internazionale socialista, ormai!

I cinque miliardi di spese militari sono stati votati dai socialisti germanici in odio allo czarismo e al panslavismo minaccianti — si sente ripetere da molte parti, in questi giorni. E forse, a furia di sentirlo ripetere, c'è il caso che molti finiscano addiritura per credere che Liegi sia la capitale della Russia.

In quanto alla provvisoria assunzione di un socialista a ministro, il gesto del Governo clericale e del rè liberale in Belgio è senza dubbio elegante. Ma è giustizia riconoscere che la situazione del Belgio, anche da questo lato, è diversa da quella della Germania. Alla camera belga i socialisti

---

1) Il Lavoratore, 19. VIII. 1914.

son pochi, e la nomina di uno di loro può essere anche troppo. In Germania, invece, a rigor di giustizia, sarebbe stato necessario nominarne ministri una mezza dozzina.

---

§ 6. Die polnische Sozialdemokratie.

Die Stellung der polnischen Sozialdemokratie in Österreich geht aus den drei nachfolgenden Kundgebungen hervor.

Nr. 81 [1] [2].

Towarzysze! Towarzyski! Robotnicy Polacy! Zbliża się chwila epokowa dla naszego kraju i narodu, chwila zaczecia walki z odwiecznym

---

1) Naprzód. Organ centralny polskiej partyi socyalno-demokratycznej. Krakau. 2. VIII. 1914. — Die Übersetzung von Nr. 81/83 verdanke ich Herrn Dr. Henryk Grossmann in Wien.

2) Genossen! Genossinnen! Polnische Arbeiter! Es naht für unser Land und unser Volk der geschichtliche Augenblick, in dem wir den Kampf mit unserem Jahrhunderte alten Feinde Polens, der Freiheit und der europäischen Zivilisation beginnen, der Augenblick des Kampfes mit dem Zarismus. Die Schrecken des Krieges, den der volksmörderische Zarismus in jedem Moment Österreich aufdrängen kann, hängt über unserer Erde und über Millionen unserer Brüder.

Wir haben diesen Krieg nicht herausgefordert und wir wissen wohl, daß er mit schwerster Wucht auf den Schultern des arbeitenden Volkes lasten wird. Wir stellen uns auch den Krieg mit dem Zarismus nicht als etwas Leichtes vor, nicht als etwas, was ohne blutigste Opfer sich durchführen ließe. Wir wollen nicht etwa leichtsinnig auch nur ein einziges erobertes Recht verlieren, auch nur eine einzige eroberte Stellung der Arbeiter aufgeben. — Allein der Krieg mit dem russischen Zarismus ist ein Kampf mit der grausamsten Volksbedrückung, es ist der Kampf mit dem Tyrannen Polens, dem Feinde der Freiheit und unserer Entwicklung. Dieser Kampf ist unsere heiligste Pflicht, wenn wir eine lichte Zukunft der polnischen Arbeiterklasse wünschen, wenn wir eine freie Nation, ein würdiges Glied der großen Völkerfamilie sein wollen.

Indem wir uns zum Kriege gegen den Zarismus vorbereiten, erfüllen wir eine Pflicht nicht nur uns, sondern auch der ganzen Arbeiterklasse Europas gegenüber und in erster Reihe gegenüber jenen Millionen des arbeitenden Volkes in Rußland, die in den letzten Tagen so nachdrücklich mit ihren Ketten auf den Straßen der russischen Städte geklirrt haben! ...

Niemand in der Welt, der menschliches Recht und menschenwürdige Verhältnisse in Osteuropa wünscht, kann und wird uns wegen dieser Bereitschaft zum Kampf gegen den Zarismus verurteilen. Schande dagegen und

wrogiem Polski, wolności i cywilizacyi europejskiej — walki z caratem! Groza wojny, którą mordujący narody carat narzucić każdej chwili może Austryi, zawisła nad naszą ziemią, nad milionami naszych braci.

Wojny tej nie prowokowaliśmy i wiemy dobrze, że najcięższem brzemieniem spadnie ona na barkiludu pracującego. Nie przedstawiamy też sobie wojny z caratem, jako coś łatwego, coś co bez najkrwawszych ofiar możnaby przepraradzić. Nie chcemy lekkomyślnie utracić ani jednego zdobytego prawa, ani jednej placówki robotniczej.

Ale wojna z caratem rosyjskim to walka z najokrutniejszym gnębicielem ludów, walka z tyranem Polski, wrogiem wolności i rozwoju naszego. Walka ta jest naszym świętym obwiązkiem, jeżeli chcerny jasnej przysłości klasy pracującеż polskiej, jeżeli chcemy być narodem wolnym, godnym członem wielkiej rodziny narodów.

Gotując się do wojny z caratem spełniamy obowiązek nietylko wobec siebie, lecz wobec całej klasy pracującej Europy, a w piewszym rzędzie wobec tych milionów ludu rboczego w Rosyi, które w ostatnich dniach wstrząsały tak wymownie swojemi kajdanami na ulicach miast rosyskich!...

Fluch jenen Polen, die im Augenblick, da die Schicksalslose für unser Volk fallen, sich an die Seite der Unterdrücker, der zarischen Armee stellen! Der Krieg mit Rußland ist in der Geschichte des europäischen Ostens ein historischer Wendepunkt und Polen muß in diesem Kriege beweisen, daß es lebt, daß es sich entwickeln will, daß es nicht länger den Fußschemel für den Zaren abzugeben entschlossen ist!

Die zarischen, leider polnischsprechenden Agenten, möchten diesen Lebensdrang Polens ersticken und die Freiheitsbewegung der Polen mit niederträchtiger Verleumdung unterdrücken. Sie sprechen von „slavischer" Gegenseitigkeit zwischen Polen und Russen und maskieren die zarische Beute mit den unendlichen Versprechungen, der Zarismus werde das Halsband unserer Knechtschaft lockern. Laßt uns verachtungsvoll auf derartige Bemühungen freiwilliger Lakaien des Zaren blicken und uns zu den notwendigen Taten vorbereiten, um dem Zarismus eine möglich schwerste Niederlage zu bereiten, Bewahren wir die Einheit und Solidarität in den Reihen der polnischen Soz.-dem. Partei, gehorchen wir den Weisungen unserer gewählten Körperschaften und ihren Vertrauensmännern!

Mögen leerer Alarm und Gerüchte uns in kühler Überlegung finden, möge unser Schatz das klare und unbetrübte Vertrauen bleiben, mit dem wir die Parteiorganisationen umgeben.

Durch Solidarität stark, durch die Größe und Heiligkeit unserer Sache kampfbegeistert, harren wir der Zukunft!

Das Exekutiv-Komitee der Poln. Soz.Dem. Partei
in Galizien und Schlesien.

Nikt w świecie nie może i nie zechce potępić tej naszej gotowości do walki z caratem, kto tylko chce ludzkiego prawa, godnych ludzi stosunków na Wschodzie Europy.

Raczej hańba i przekleństwo tym Polakom, którzy w chwili waże nia się losów naszego narodu, stanęli po stronie jego gnębicieli, po stronie wojsk carskich!

Wojna z Rosyą to w historyi Wschodu Europy zwrotny punkt dziejowy, a Polska w tej wojnie musi złożyć świadectwo, że Polska żyje, że chce się rozwijać, że Polska nie chce być dłużej podnóżkiem cara!

Agenci carscy po polsku niestety mówiący, chcą stłumić ten poryw życiowy Polski, chcą zdławić podłeni oszczerstwem ruch wolnościowy Polaków; obicują „słowianską" wzajemność Polaków, z Rosynami i maskują knut carski jakimis metnemi przyrzeczeniami, że carat zwolni obrożę na naszej szyi.

Z pogarolą patrząc na te zabiegi zdrajców i lokajów dobrowolnych cara, gotnjmy się do czynów, które trzeba zrobić, aby zadać jak najwięcej klęsk caratowi.

Zachowajmy jedność i solidarność w szeregach Polskiej Partyi Socyalno-Demokratycznej; słuchajmy wskazówek jej ciał wybrawych i jej mężów zaufania.

Puste alarmy i pogłoski niechaj nas zastaną ludźini zimnej rozwagi; skarbem naszym niechaj pozostani zaufanie jasne i niezmącone, którem otaczamy organizacyę partyjną.

Solidarnością silni, zogrzarri do boju wielkością i świętością naszej Sprawy czekamy przysłosci!

Komitet Wykonawczy Polskiej Partyi Socyalno-Demokratycznej Galicyi i Slązká.

Nr. 82.

Do broni![1])[2])

W bój z caratem!

W sto lat po huraganowej napoleońskiej burzy — powstaje odrazu z zawrotną szybkością wojna, która poruszy więcej ludów i światów, niśli zdołał to zdziałać impet wojenny.

---

1) Naprzód, 7. VIII. 1914. — Der Aufruf ist nicht gefertigt, rührt also von der Redaktion her.

2) Zu den Waffen! Zum Kampf mit dem Zarismus!

Hundert Jahre nach dem orkanartigen napoleonischen Sturm — entwickelt sich mit einem Male mit betäubender Schnelligkeit der Krieg, der mehr Völker und Welten aufrütteln wird, als es der damalige Kriegsruf vermocht

Nietylko cała niemal Europa zajeży się bagnetami. Ani Stany Zjednoczone, ani tem bardziej Japonia nie utrzymają się dłużej w neutralnej bierności.

Puls wojenny wszędzie zatętni — od Atlantyku do Spokojnego oceanu!

Dla niejednego z państw, zgłaszających się z różnych stron do tego turnieju wszechświatowego, decydującym będzie powodem obawa, by nie dać

---

hat. — Nicht bloß fast ganz Europa wird unter die Waffen gerufen: auch die Vereinigten Staaten, und erst recht Japan werden nicht länger in neutraler Passivität verharren können. — Der Puls des Krieges wird überall schlagen — vom Atlantischen bis zum Stillen Ozean!

Für manchen der Staaten, die sich von überallher zu diesem Weltturniere melden, wird der entscheidende Grund die Furcht sein: es könnte ihm ein Rivale zuvorkommen und Länderzuwachs erwerben. In der Tat, welche Änderungen wird die Karte Europas (wenn wir uns zunächst bloß auf dieses beschränken) aufweisen, wenn die Rauchwolken des Krieges auseinanderflattern und eine neue Sonne die neuen Verhältnisse und Grenzen beleuchten wird! — Indem aber wir zum Kampfe mit dem Zarismus rufen, erstreben wir etwas hundertfach Größeres, Heiligeres: freien Atem für die polnische Brust, die Freiheit für die mit moskovitischen Ketten klirrenden Arme! Unser Kampf gilt nicht den Grenzpfählen, er gilt unserer Auferstehung!

Die Nation wird den Beweis ihrer Auferstehung nicht durch ihre Lethargie, sondern durch eine Tat geben, die zeigen soll, daß in uns Leben und Tüchtigkeit ist, daß das Grab der polnischen Sache nicht Totenasche unter dem Bahrtuche birgt, sondern Sprengpulver, und daß Europa einsehen muß, daß es inmitten der stärksten Rivalitäten keine Fortdauer von „Friedhöfen" gibt für lebendige Menschen, die nicht als Leichen gelten wollen, während sie nach dem Leben lechzen!

Wir müssen aber den Beweis erbringen, daß die polnische Nation in einer Lage, da ihr Boden den Ausgangspunkt des europäischen Krieges bildet, auf der Wagschale mehr wiegt als viele — unabhängige Staaten zweiten Ranges und daß sie ein größeres Recht auf Existenz hat als diese. Denn heute, während des Weltringens, entscheidet über dieses Recht die Art, wie der Kampf durchgeführt wird. — Bei der Pazifikation Europas aber, wiederholen wir, wird notwendig die Frage auftauchen: Wie zu erreichen sei, den über Tausende mit Blut getränkter Schlachtfelder sich erhebenden Frieden dauernd so zu fundamentieren, daß er fähig werde, neuen Stürmen für lange Zeit vorzubeugen!

Während des gegenwärtigen Sturmes aber möge immer stärker, immer weiter der Ruf erschallen: Zu den Waffen! Und zum Kampf mit dem Zarismus!

się jakiemuś rywalowi wyprzedzić, by nie uzyskał on zwiększenia obszaru. Jakże sie bowiem zmieni mapa Europy (że do niej się tylko tu ograniczymy), gdy rozpełzną się dymy wojenne i nowe słońce nowym stosunkom i granicom przyświeci!

My, gdy z caratem na bój wzywamy, szukamy czegoś stokroć większego, świętszego: oddechu wolnego dla piersi polskiej, swobody dla rąk brzęczących kajdanami moskiewskiemi! Nie o miedzę graniczną nam się spierać przychodzi, ale o zmartwychwstanie!

Naród nie da znaku zmartwychwstania letargiem, jeno czynem, któryby dowiódł, że są wśród nas żywi i dzielni, że grzebanie polskiej sprawy jest przykrywaniem całunem prochów — nie zmarłych, lecz prochów polnych, a Europa po idących w bezlik stratach w ludziach i środkach pieniężnych przejrzeć musi, że pośrodku najsilniejszych rywalizacyj nie można zostawiać „cmentarzyska" — z ludzi żywych, jeśli między trupy zaliczeni być nie chcą, jeśli rwą się do życia!

Musimy jednak wykazać, że naród polski tak sytuowany, że jego teren był punktem wyjścia wojny europejskiej, zaważył na szali więcej od wielu — niezależnych państw wtórorzędnych. Że ma większe od nich prawo do bytu. Bo dziś podczas tego światowego konfliktu o tem prawie decyduje jakość dokonanej walki.

A przy pacyfikacyi Europy, powtarzamy, wyłoni się z konieczności pytanie: jak sprawić, by pokój, rozsiadły na krwią przepojonych tysiącach pobojowisk — miał fundamenty trwałości, na czas długi zażegnywującej nowe burze!

A w czas dzisiejszej burzy niech coraz silniej, coraz szerzej rozlega się hasło: Do broni!

I w bój z caratem!

Nr. 83.

Zgoda[1])[2])*!*

Sobotnie i niedzielne obrady w Krakowie między kołem polskiem a Komisyą Skonfederowanych Stronnictw Niepodległościowych doprowadziły

---

1) Naprzód, 17. VIII. 1914.

2) Eintracht!

Die Samstag und Sonntag*) in Krakau zwischen dem Polenklub und der K. S. S. N. (Kommission der konförderierten Unabhängigkeitsparteien) stattgefundenen Beratungen haben zur Eintracht geführt, deren Ausdruck die Errichtung des „Obersten Nationalkomitees" ist, in dessen Verband die Vertreter aller polnischen Parteien in Galizien entsendet wurden.

Das Komitee übernimmt die Verwaltung des von der K. S. S. N. ins Leben gerufenen Nationalen Heeres und des Polnischen National-

*) d. i. 14. und 15. VIII. 1914.

do zgody, której wyrazem jest powołanie do życia „naczelnego komitetu narodowego“, w skład którego weszli przedstawiciele wszystkich stronnictw polskich w Galicyi.

---

schatzes, die fortan das Organ der ganzen Nation bilden und unter Aufsicht der Repräsentanten der gesamten Nation sich betätigen werden.

Jeder Pole wird diese in den gegenwärtigen historischen Tagen so notwendige Eintracht freudig begrüßen. Ohne auf die eigenen Programme zu verzichten, treten alle polnischen Parteien solidarisch in den Kampf um das allen voranleuchtende Ziel, um die Befreiung der Nation. Angesichts dieser Eintracht, angesichts der Arbeit Aller, angesichts der Opferwilligkeit der Gesamtheit, kann die Erreichung dieses Zieles nicht ausbleiben!

Sonntag abends wurde über Antrag der aus den Vertretern aller polnischen Parteien gebildeten Kommission, folgender Beschluß gefaßt:

In diesem bedeutenden geschichtlichen Augenblicke wurden wir alle durch die tiefe Überzeugung geeinigt, daß der Zusammenschluß aller polnischen Parteien zur Zeit des wütenden Weltkrieges notwendig sei. Nur die Einheit ganz Polens, das gegenwärtig die Stimme zu erheben in der Lage ist, kann alle waffenfähige Polen zu einem siegreichen Kampfe gegen Rußland sammeln. Nur der Einigkeit wird es gelingen, die zur Organisation der polnischen bewaffneten Macht, die in die unterdrückten polnischen Gebiete eindringen wird, um sie vom zarischen Joche zu befreien, erforderlichen materiellen Mittel aufzubringen.

Um diesen Gedanken der nationalen Einheit in eine Tat umzuwandeln, vereinigen sich die bisher getrennten Organisationen: das Zentrale Nationalkomitee und die Kommission der Konförderierten Unabhängigkeitsparteien sowie die zu keiner von diesen Organisationen gehörigen Gruppen und bilden das „Oberste National-Komitee“, indem sie dieses Komitee als die höchste Instanz in Fragen der militärischen, finanziellen und politischen Organisation der polnischen bewaffneten Macht anerkennen.

Jede dieser Gruppen erklärt ausdrücklich und öffentlich, daß mit der Errichtung des Obersten Nationalkomitees die am 3. August 1914 eingesetzte National-Regierung zu existieren aufhört, und daß die Gruppen künftig keinem derartigen Geheimverbande angehören werden, der ohne Verständigung des Obersten Nationalkomitees mit den Organisationen in Russisch-Polen errichtet würde.

Entscheidungen über politische Fragen Russisch-Polens können nur im Einvernehmen mit der Organisation Russisch-Polens zustande kommen, die auf ähnlichen Prinzipien wie die gemeinsame Organisation in Galizien aufgebaut ist.

Polnische Legionen.

Auf Grund dieser Einigung wird an die Errichtung von vorläufig 2 polnischen Legionen, je in West- und in Ostgalizien, unter

Komitet ten obejmuje w zarząd powołane przez Komisyę S. S. N. do życia Wojsko Narodowe i Polski Skarb Narodowy, które odtąd

---

polnischem Kommando und unter Anlehnung an die schon existierenden bewaffneten polnischen Organisationen geschritten. Die polnischen Abteilungen sollen für den Kampf gegen Rußland in polnischen Gebieten im Zusammenhange mit der österreichisch-ungarischen Monarchie verwendet werden. Sämtlichen in den Reihen der polnischen Abteilungen Kämpfenden sind die Rechte von Kombattanten zuzuerkennen und soll die Bewaffnung sowie Ausrüstung der regulären Truppen zuteil werden. Die Abteilungen haben alle Waffengattungen zu umfassen.

Das oberste Komitee hat sich mit der Regierung der österr.-ungar. Monarchie sowie mit dem Obersten Militärkommando der österreichischen Armee behufs Errichtung eines Oberkommandos der Legionen und behufs Besprechung des Grades und der Art ihrer Abhängigkeit vom Oberkommando der österr.-ungarischen Armee zu verständigen.

Die gegenwärtig bestehenden Abteilungskommanden der polnischen Truppen in Russisch-Polen sowie der in der Organisierung begriffenen Abteilungen in Galizien bleiben in Kraft bis zur definitiven Entscheidung des Obersten Nationalkomitees.

Der polnische Militärschatz.

Die bisher bestehenden Finanzinstitute, unter Aufsicht des Obersten Nationalkomitees, werden zu dem fortan einzigen „Polnischen Heeresschatz“ zusammengefaßt.

Die Zusammensetzung des Obersten Nationalkomitees.

Dem Obersten Nationalkomitee gehören, unter dem Vorsitz des Obmannes des Polenklubs Dr. Julius Leo, als Vertreter aller politischen Gruppen an die Herren: (s. die Namen der Delegierten und daneben der Ersatzmänner im polnischen Text. Die gesperrt gedruckten sind die von Sozialdemokraten).

Die Organisation des Obersten Komitees.

Das Oberste Nationalkomitee, das in zwei Sektionen — die Krakauer und die Lemberger — zerfällt, deren jede autonom die organisatorische, militärische und finanzielle Abteilung verwaltet, wird einen Exekutivausschuß wählen.

In die Westsektion wurden gewählt: (s. die Namen im polnischen Text. Die gesperrt gedruckten sind die von Sozialdemokraten).

Die Sektion wählte: zum Obmann Prof. Jaworski, zu Stellvertretern Daszyński und Witos, zum Schriftführer K. Srokowski, zum Stellvertreter Prof. Rozwadowski.

stanowią organ całego Narodu i walczyć będą pod okiem reprezentantów całego Narodu.

Z radością każdy Polak powita tę zgodę, tak potrzebną w tych historycznych dniach. Nie wyrzekając się swych programów, wszystkie stronnictwa polskie solidarnie stają do walki o cel, który wszystkim przyświeca, o wyswobodzenie Narodu. Przy tej zgodzie, przy pracy wszystkich, przy ofiarności całego społeczeństwa cel ten musi być osiągnięty!

* * *

W niedzielę wieczór zapadła na wniosek komisyi złożonej z reprezentantów wszystkich stronnictw polskich następująca uchwała:

Połączyło nas wszystkich w tej doniosłej chwili dziejowej to głębokie przeświadczenie, że zjednoczenie wszystkich stronnictw polskich w czasie toczącej się wojny światowej, jest konieczne. Tylko jedność całej Polski, mogącej obecnie głos zabierać, zdoła skupić wszystkich Polaków, zdolnych do noszenia broni, do zwycięskiej walki z Rosyą. Tylko jedność zdoła zgromadzić zasoby materyalne, potrzebne do zorganizowania polskiej siły zbrojnej, która wkroczy na uciskane ziemie polskie, dla wyzwolenia ich z pod jarza carskiego.

Aby tę myśl jedności narodu w czyn wprowadzić, jednoczą się dotychczasowe odrębne organizacye: Centralny Komitet Narodowy i Komisya Skonfederowanych Stronnictw Niepodległościowych, oraz te grupy, które do żadnej z tych organizacyj nie należały, tworząc „Naczelny Komitet Narodowy“ i uznając ten Komitet za najwyższą instancyę w zakresie wojskowej, skarbowej i politycznej organizacyi zbrojnych sił polskich.

Każda z grup składa wyraźne, publiczne oświadczenie, że z chwilą utworzenia Naczelnego Komitetu Narodowego przestaje istnieć Rząd Narodowy, ogłoszony w dniu 3 sierpnia 1914 roku i że w przyszłości nie podda się żadnemu tego rodzaju tajnemu związkowi, nieutworzonemu z wspólnem porozumieniem Naczelnego Komitetu Narodowego z organizacyami w Królestwie.

Stanowienie o politycznych sprawach Królestwa Polskiego może nastąpić tylko w porozumieniu z organizacyą w Królestwie Polskiem, zbudowaną na podobnych zasadach, co organizacya wspólna w Galicyi.

Bei der Westsektion wurden folgende

Departements

errichtet:

1. Organisations-Departement (Vors. Prof. STROŃSKI, Vertr. Abgeord. MAREK);
2. Militär-Departement (Vors. Ing. SIKORSKI, Vertr. Dr. SURZYCKI);
3. Finanz-Departement (Vors. Dr. T. STARZEWSKI, Vertr. J. K. FEDEROWICZ).

Gesondert wurde die schlesische aus 5 Mitgliedern bestehende Sektion gewählt.

Legiony Polskie.

Na podstawie tego zjednoczenia przystępuje się do utworzenia na razie dru legionów polskich, jednego w zachodniej, drugiego we wschodniej Galicyi pod komendą polską, opierając się na istniejących już zbrojnych organizacyach polskich. Oddziały polskie użyte być mają do walki przeciw Rosyi na ziemlach polskich w związku z monarchią austro-węgierską. Wszyscy walczący w szeregach oddziałów polskich muszą mieć prawa kombatantów i muszą otrzymać uzbrojenie i wyekwipowanie wojsk regularnych, a oddziały obejmować winny wszystkie gatunki broni.

Komitet naczelny wejdzie w porozumienie z rządem monarchii austro-węgierskiej, oraz naczelną komendą wojskową armii austryackiej, celem utworzenia naczelnego dowództwa nad legionami i omówienia stopnia i jakósci ich zależności od komendy naczelnej armii austro-wę-gierskiej.

Istniejące obecnie komendy nad oddziałami wojsk polskich w Królestwie, oraz nad oddziałami organizującymi się w Galicyi pozostają w mocy aż do ostatecznej decyzyi Naczelnego Komitetu Narodowego.

Polski Skarb Wojskowy.

Dotychczas istniejące instytucye skarbowe zlewają sie w jeden „Polski skarb wojenny", pod zwierzchnictwem naczelnego komitetu narodowego.

Skład Naczelnego Komitetu Narodowego.

W skład Naczelnego Komitetu Narodowego wchodzą pod przewodnictwem prezesa koła polskiego dra Juliusza Leo z wszystkich grup politycznych pp.:

Cieński Tadeusz	*zastępca*	*dr. Stan. Kasznica*
W. ks. Czartoryski	„	*A. ks. Lubomirski*
Jan Dąbski	„	*An. Średniawski*
Ignacy Daszyński	„	*Dr. Zyg Marek*
dr. Ludomił German	„	*Wład. Stesłowicz*
Józef Hudec	„	*Artur Hausner*
dr. W. L. Jaworski	„	*dr. T. Starzewski*
ks. Zajchowski		
Józef Neuman	„	*Edmund Riedl*
Leon hr. Piniński	„	*Aleksander Vogel*
dr. J. Rozwadowski	„	*dr. Stan. Głąbiński*
Hipolit Śliwiński	„	*Wład. Sikorski*
Aleks. hr. Skarbek	„	*Stanisław Grabski*
Konstanty Srokowski	„	*dr. R. Krogulski*
dr. Ignacy Steinhaus	„	*Józef Sare*
dr. Stan. Stroński	„	*dr. Stefan Surzycki*
hr. Zd. Tarnowski	„	*hr. Stanisł. Badeni*
dr. Szymon Przybyło	„	*Franciszek Wójcik*
Wincenty Witos	„	*Władysław Długosz*
Edmund Zieleniewski	„	*Jan K. Federowicz.*

Organizacya Komitetu Naczelnego.

Naczelny Komitet Narodowy wybierze Wydział Wykonawczy. Naczelny Komitet Narodowy dzieli się na dwie sekcye: krakowską i lwowską, z których każda zarządza autonomicznie w działach organizacyjnym, wojskowym i skarbowym.

Do sekcyi zachodniej zostali wybrani: poseł Daszyński, Dąbski, prof. Jaworski, prof. Rozwadowski, dr. Przybyło, inż. Sikorski, K. Srokowski, poseł Steinhaus, prof. Stroński, hr. Zdzisław Tarnowski, poseł Witos i poseł Zieleniewski.

Sekcya wybrała: przewodniczącym prof. Jaworskiego, zastępcami pos. Daszyńskiego i Witosa, sekretarzem K. Srokowskiego, zastępcą prof. Rozwadowskiego.

Departamenta

przy sekcyi zachodniej ustanowiono następujące: 1. organizacyjny (przewodn. prof. Stroński, zastępca poseł Marek); 2. wojskowy (przewodn. inż. Sikorski, zastępca dr. Surzycki); 3. skarbowy (przewodn. dr. T. Starzewski, zastępca J. K. Federowicz).

Osobno wybrano sekcyę śląska, złożoną z pięciu członków.

---

§ 7. Die tschechische Sozialdemokratie.

Wird nachgetragen.

---

§ 8. Die ukrainische Sozialdemokratie.

Wird nachgetragen.

---

§ 9. Die südslavische Sozialdemokratie.

Das politische Organ der südslav. Soz.Dem. in Österreich „Zarja“ wurde unmittelbar nach Kriegsausbruch, am 26. VII. 1914, eingestellt[1]).

---

b) Ungarn.

§ 1. Im Jahre 1912.

Nr. 84.

Manifest der Soz.dem. Partei Ungarn. 5. X. 1912[2]).

Arbeiter, Genossen!

Verblendete nationale Leidenschaften, Schliche und Kniffe der hinter den Kulissen arbeitenden Diplomaten, auf schnelles Avancement spekulierende

1) Mitteilung des Herrn Michael Čobal. 2) Bulletin du B. S. I. IX, 27 f.

Soldaten, nach grossem Gewinn dürstende Geschäftsleute, Spediteure, Bankiers, politische Abenteurer und gewissenlose Spekulanten haben die Balkan-Halbinsel in Flammen gehüllt. Es kann sein, dass schon in den nächsten Tagen Proletarierblut und die Tränen der Waisen und Witwen den Boden der Nachbarländer düngen.

Die europäischen Grossmächte und in erster Linie die österreichisch-ungarische Monarchie hätte die Pflicht, ihren grossen Einfluss in die Wagschale zu werfen und noch in letzter Stunde das Blutvergiessen zu verhindern. Wenn sie es wollen, so können sie es auch tun, denn keiner der Balkanstaaten ist stark genug, um auf eigene Faust, gegen den Willen der Grossmächte Europas Krieg führen zu können oder zu wagen.

Die sozialdemokratische Arbeiterschaft fordert, dass die Regierungen zur Sicherung des Friedens alles tun sollen, was in ihrer Macht steht. Nicht nur deshalb fordert sie dies, weil die barbarische Institution des Krieges mit dem Geiste des zwanzigsten Jahrhunderts und mit jeder Forderung der menschlichen Kultur im Gegensatze ist, sondern weil der Krieg wirtschaftliches Elend für die Arbeiterklasse bedeutet, und weil jeder Krieg den Militarismus stärkt, seine Ansprüche erhöht.

Auf dem Balkan ist der Krieg noch nicht ausgebrochen, aber die zur nationalen Arbeitspartei gehörenden Politiker Ungarns fordern bereits laut, dass wir mobilisieren müssen und in den Krieg uns einmischen sollen.

Das Blut der Proletarier Ungarns, die Heller der ungarischen Arbeiter bieten die leitenden Männer der Arbeitspartei dem Kriegsminister dar.

Angesichts dieser infamen und unberechtigten Kriegshetze muss auch das Volk Ungarns seine Meinung äussern und erklären, dass in diesem Lande niemand den Krieg will, dass das arbeitende Volk den Frieden will, dass die wirkliche öffentliche Meinung des Landes sich überhaupt gar keine Gründe vorstellen kann, weshalb man bei uns mobilisieren und Krieg führen sollte.

Gegen den Krieg, gegen den Militarismus muss die Arbeiterschaft demonstrieren und die Grundprinzipien seiner Politik zum Ausdruck bringen:

Frieden gegen aussen und Klassenkampf gegen innen.

Damit diese unsere Ansicht und Forderungen jeder hören könne, veranstalten wir am 6. Oktober in Budapest und den grösseren Provinzstädten mit der Tagesordnung

Der Balkankrieg und Ungarn,

Volksversammlungen, in welchen wir für die Notwendigkeit des Friedens und den grossen Gedanken der internationalen Solidarität und gegen die internationalen Cliquen, die den Krieg wollen, demonstrieren werden.

Jeder Sozialdemokrat und jeder das Barbarentum verabscheuende Mensch sei bei diesen Versammlungen anwesend.

Mit Brudergruss,

Die sozialdemokratische Partei.

Nr. 85.

Manifest der Soz.dem. Partei Kroatien-Slavoniens. 18. X. 1912 [1]).

An das Volk der Arbeit in Kroatien-Slavonien!

Unter die Fittiche fremder Freiheit, aus Kroatien hinaus müssen wir flüchten, um zu Dir sprechen zu können, um in dieser furchtbar ernsten Stunde ein freies und männliches Wort sagen zu können.

Auf dem Balkan wird gekämpft! Serben, Bulgaren und Griechen führen den blutigen Kampf gegen die geschworenen Feinde von Freiheit und Recht, gegen die feudale und absolutistische Türkei. Die vertierten Völker zerfleischen sich gegenseitig im Kriegswahnsinn.

Warum?

Die bürgerliche Klasse der Balkanstaaten benötigt mehr Ellbogenfreiheit für ihre Ausdehnung; die eigenen Grenzen sind ihr zu enge, sie will dieselben ausdehnen. Damit es schöner klingt, nennt sie dies Befreiung der Balkanvölker vom Türkenjoche. In Wirklichkeit bedeutet dies jedoch Eroberung wirtschaftlicher Vorteile und Vergünstigungen um den Preis von Tausenden Menschenopfern und die furchtbare Last eines unermesslichen Jammers und Elends des Volkes.

Einerseits handelt es sich um den Klassenprofit der besitzenden Klassen des Balkans, andererseits ist auch dem Volke in der Türkei das Sklavenjoch unerträglich geworden. Das reaktionäre Regime der nationalen Unterjochung und Ausplünderung, des räuberischen Vernichtens und der barbarischen Rückständigkeit droht dem südslavischen und sonstigen Volke in der Türkei mit der schliesslichen Vernichtung, was dauernd nicht ruhig angesehen, noch viel weniger ertragen werden kann.

Das „kulturelle" Europa des Kapitalismus hat dies jedoch alles in Ruhe betrachtet, denn es zog daraus fette Profite. Dieses Europa hat das systematische Hinmorden der Menschen und Völker zugelassen, ohne mit der Wimper zu zucken. Ja, bei den Schandtaten der Unterdrückung selbst hat es tätig mitgeholfen! Der türkische Feudalismus und der europäische Kapitalismus haben gemeinsam die Kontributionen der armen Raja des Balkans eingetrieben, indem sie dieselbe in Elend, Not, Rückständigkeit und Wildheit mit eisernen Klammern niederhielten.

In einem solchen Momente ist es der bürgerlichen Klasse des Balkans leicht gemacht, sich als Befreierin der Balkansklaven darzustellen. Und dennoch, wir Sozialisten des Balkans und der Südslaven bestreiten der Bourgeoisie das moralische Recht, sich als Befreierin des Volkes zu brüsten, denn auch sie wird in ihrem unbezähmbaren Drange nach Profit dieses Volk nach der Befreiung aus dem Türkenjoche in die moderne Sklaverei der kapitalistischen Ausbeutung zwingen, es der Früchte seiner Arbeit und Mühen berauben, dessen Lebenssäfte aussaugen, wie sie dies mit dem schon längst vom Türkenjoche befreiten Volke getan hat und tut.

---

1) Bulletin du B. S. I. IX, 11/12.

Jedoch — der Balkankrieg ist da! Das Volk der Arbeit auf dem Balkan ist noch rückständig und zu wenig aufgeklärt, als dass es in friedlicher Weise das Balkanproblem lösen könnte. Das aufgeklärte und klassenbewusst-organisierte Proletariat weiss eine sehr gute Lösung des Balkanproblems. Auf der ersten sozialistischen Balkankonferenz im Januar 1910 haben die Vertreter der sozialistischen Parteien des Balkans einhellig für eine Föderation freier Balkanrepubliken manifestiert! Diese Lösung haben auch die südslavischen sozialistischen Parteien Österreich-Ungarns akzeptiert.

Indessen — den Völkern Europas droht wie ein furchtbares Gespenst ein allgemeiner Krieg aller Völker und Staaten untereinander! Der ganze menschliche Fortschritt, die gesamte Kultur und Zivilisation der Menschheit ist in Gefahr, in einem Wahnsinnsausbruch der Kriegsfurien vernichtet zu werden. Auf dem Balkan kreuzen sich die Interessen der ganzen kapitalistischen Welt. Alles, was zum Kapitalismus gehört, hat ein Interesse an der Unterjochung und Ausbeutung der südslavischen, der Balkanvölker; insbesonders Österreich-Ungarn und Russland führen nichts Gutes im Schilde. Deshalb ist auch die Kriegsgefahr für alle Völker Europas so gross!

Die Kapitalisten Europas zittern für ihre Absatzgebiete auf dem Balkan, für ihre Profite. Der kapitalistischen Interessen und des militaristischen Dranges nach kriegerischen Abenteuern wegen wird das arbeitende Volk alljährlich mit grösseren und schwereren Lasten für Heer und Flotte belegt. Die Annexion Bosniens und der Herzegowina hat allein 300 Millionen Kronen gekostet, danach folgten die neuen Militärforderungen unter dem Titel der Wehrreform und als dann das Schreckgespenst des Balkankrieges hervortrat, da verlangte die Kriegsverwaltung rasch noch einmal 420 Millionen, bekam aber nur 205 Millionen, denn die Minister selbst schreckten vor den Forderungen des nimmersatten Molochs zurück. Das Volk ächzt unter den Lasten des Militarismus, da fast alles für Heer und Mordwerkzeuge aufgeht; was übrig bleibt, das ist aber viel zu wenig für volkswirtschaftliche, kulturelle und soziale Zwecke.

Österreich-Ungarn kann die Welt nicht mehr betrügen, dass es auf dem Balkan irgend wen zu „retten" hätte. Kroatien-Slavonien, Bosnien und die Herzegowina und Dalmatien sind lebende Beispiele dieser „Retterei". Der nackte, infame Absolutismus in Kroatien, die Drohung mit dem Absolutismus in Bosnien, die Ankündigung einer Militärdiktatur für Kroatien, sind offenkundige Beweise dessen, dass die Völker Österreich-Ungarns noch sich selbst vor den Gewalttätigkeiten und Knebelungen der Machthaber zu befreien haben!

Was hat denn das arbeitende Volk Kroatien-Slavoniens, was haben die Kroaten und Serben auf dem Balkan zu suchen? Sollen sie im Sandschak Nowibasar ihre Stammesgenossen bekriegen? Sollen sie dieselben vom Türkenjoche befreien, um sie dann unter das Joch der österreichisch-ungarischen Monarchie zu zwingen? Sollen wir mit unserem Blute, mit unseren Knochen die Positionen derjenigen stärken, die uns als Volk und Klasse niederhalten und konsequent hindern, dass sich die Südslaven Öster-

reich-Ungarns auf eine höhere Kulturstufe emporschwingen können und politische Rechte und Freiheiten erlangen?!

Nein, tausendmal nein!

Das arbeitende Volk Kroatien-Slavoniens hat auf dem Balkan gar keine Eroberungen zu machen, es überlässt den Balkanvölkern, dass sie sich selbst befreien und retten; denn das arbeitende Volk Kroatiens muss zuerst das eigene Joch der allgemeinen Rechtlosigkeit abschütteln, es muss sich selbst aus den Fesseln des Absolutismus befreien!

Als einzige Vertreterin der Arbeiterklasse Kroatien-Slavoniens protestiert die sozialdemokratische Partei gegen die Kriegsunternehmungen Österreich-Ungarns auf dem Balkan; sie protestiert gegen des Blutvergiessen auf dem Balkan, protestiert gegen die Absichten jeder kapitalistischen Grossmacht, sich in die Balkankämpfe einzumengen. Die sozialdemokratische Partei protestiert aus denselben Gründen gegen die neuen Militärlasten; protestiert dagegen, dass auch nur ein Tropfen proletarischen Blutes vergossen, auch nur ein Heller aus den Steuergroschen des arbeitenden Volkes zu kapitalistischen Eroberungs- und Unterjochungszwecken verwendet werden!

Indem die sozialdemokratische Partei gegen den Krieg im allgemeinen, gegen die Eroberungsgelüste Österreich-Ungarns auf dem Balkan insbesonders protestiert, erhebt sie auch ihren energischen Protest gegen den Absolutismus in Kroatien-Slavonien, gegen die Unterjochung des serbo-kroatischen Volkes in der österreichisch-ungarischen Monarchie selbst!

Krieg dem Krieg!

Nieder mit dem Absolutismus in Kroatien!

Es lebe die Freiheit und die Brüderlichkeit unter den Völkern!

Hoch die internationale, völkerbefreiende und friedenbringende Sozialdemokratie!

Die Sozialdemokratische Partei Kroatien-Slavoniens.

Am 6. und 30. X. 1912 fanden Protestversammlungen in Budapest und in den grösseren Provinzstädten gegen jede Einmischung in die Balkanwirren statt[1]).

Vgl. ferner oben Nr. 16 und 18.

---

§ 2. Unmittelbar vor und nach Kriegsausbruch.

Nr. 86.

Ein Ultimatum haben sie an Serbien gerichtet[2])[3]).

Ein Ultimatum haben sie an Serbien gerichtet! Mit Absicht schreiben wir, haben sie gerichtet, weil wir schon jetzt, im ersten Augenblick des ver-

1) Ebenda IX, 28 f.; X. 35.

2) 1. Népszava. A magyarországi szociáldemokrata part központi

hängnisvollen Schrittes, ausrufen müssen, dass uns, dem Volke dieses Landes, dieses Beginnen, dieses Ultimatum ferne steht. Ja, sie und nicht wir, weil das Volk der Monarchie weder an dem Konzept, noch an dem Entschluss und an seiner Absendung Anteil nahm. Dieses Ultimatum ist das ausschliessliche Werk des diplomatischen Absolutismus und die darin enthaltenen Forderungen bedeuten nicht das Wohl, das Glück und die Freude des Volkes der Monarchie.

Sie haben also ein Ultimatum an Serbien gerichtet! Donnerstag Abend 6 Uhr haben sie es überreichen lassen und schon am Samstag Abend soll der in diplomatische Formen gehüllte Befehl erfüllt sein. 48 Stunden wurden Serbien Zeit gelassen, sich dem unerbittlichen, harten Befehl in seinem ganzen Umfange zu unterwerfen. 48 Stunden hat also Serbien Zeit, entweder die Niedertretung seiner staatlichen Selbständigkeit und seines nationalen Selbstbewusstseins ohne Widerrede zu dulden, oder es sieht die ganze Kriegsmacht des 50-Millionen Staates gegen sich gerichtet. Und 48 Stunden haben auch wir nur Zeit, uns all die Schrecknisse auszumalen, die für uns dieses Ultimatum bedeutet. 48 Stunden Zeit, um zu erkennen, zu begreifen und aufzufassen und damit zu rechnen, dass wir tatsächlich vor einem Krieg stehen. Wir stehen vor einer furchtbaren, unabsehbaren Katastrophe, unsagbarem Elend, vor einem grauenhaften Menschenmorden.

Ein Ultimatum haben sie an Serbien geschickt und haben damit die Gefahren des Krieges heraufbeschworen, u. zw. aus einem Grunde, der uns nichts angeht und der das Lebensinteresse des Volkes der Monarchie nicht berührt. Sie haben die Gefahren des Krieges heraufbeschworen und jetzt wollen sie mit Blutvergiessen und Mord all diese Fragen lösen, die sie mit ihrer Despotie, mit ihrer Unfähigkeit und ihrer volksfeindlichen Politik zu einem unentwirrbaren Knäuel zusammengeballt haben.

In diesen verhängnisvollen Stunden, in den entscheidenden Augenblicken des Ultimatums klagen wir den österr.-ung. Absolutismus an, dass er es ist, der die Gefahren des Krieges auf dem Gewissen hat. Der österr.-ung. Absolutismus war es, der mit der Okkupation Bosniens das Volk einer fremden Nation mit anderer Sprache durch Waffengewalt und blutigen Krieg der Monarchie einverleibte. Viele tausende Proletarier starben den Märtyrertod bei der Gewinnung Bosniens, für den Traum der Monarchie, die mit tragischer Schuld die Bazillen der südslavischen Frage der Monarchie

---

közlönye. Budapest (Tageblatt). — 2. Volksstimme. Zentralorgan der sozialdemokratischen Partei Ungarns. Budapest. (Erscheint 3mal wöchentlich.)

Die Übersetzung der Artikel Nr. 85/86 verdanke ich der Freundlichkeit des Herrn E. Buchinger, Sekretärs der Soz.dem. Partei Ungarns. — Ebendeshalb und mit Rücksicht darauf, daß die Übersetzung des Aufrufs Nr. 87 dem deutschen Zentralorgan der Partei entnommen ist, wird von der Wiedergabe des magyarischen Textes abgesehen.

3) Népszava, 24. VII. 1914.

einimpfte. Mit der Eroberung Bosniens wurde auch die österr.-ung. Monarchie ein südslavischer Staat, der dadurch in allen Krisen dieser Weltfrage mitverwickelt wurde. Mit der Annexion wurde dieser verhängnisvolle Schritt gekrönt. Sie machte die Macht zum Recht und drückte die Krise in starre Paragraphe. Zur Okkupation Bosniens war ein Krieg notwendig, zur Annexion eine Mobilmachung, die hunderte von Millionen kostete. Zur Zeit des Balkankrieges kamen die Südslaven in Bewegung, man musste um den Besitz Bosniens zittern, eine neuerliche Mobilmachung wurde notwendig, die Krise rüttelte ganz bedenklich den Körper der Monarchie. Und jetzt, gerade das viertemal steht die Monarchie vor dem Krieg. 5000 österreichische und ungarische Soldaten haben schon bluten müssen bei der Gewinnung Bosniens und jetzt — gibt es keinen Stillstand auf der abschüssigen Bahn — werden neuerdings Tausende und Zehntausende ihr Leben aufs Spiel setzen müssen, um Bosnien zu erhalten. Bosnien wurde durch die bewaffnete Gewalt erobert und nur die Gewalt vermag es zu behaupten. Die Herrschaft der Monarchie in Bosnien bedeutet bis heute eine Fremdherrschaft. Herrschsucht der Soldateska, Kleinlichkeit der Bürokratie, Aufblähung der erobernden Soldaten und Unverstand fremdsprachiger Beamten regierten bis heute in Bosnien. Zur Bürokratie und zum Militarismus warf sich als Retter und Dritter im Bunde der Klerikalismus auf. Der Soldat, der Beamte und der Jesuit, diese Dreieinigkeit ist das Zeichen der österr.-ung. Herrschaft in Bosnien. Das Land wurde der Herrschaft der fremden Beamten, der Ausbeutung des fremden Kapitals, der Umlauerung der fremden Pfaffen, der Unfähigkeit der fremden Herrschaft preisgegeben. Sein wirtschaftliches Leben wurde ebenso ausgeliefert wie sein religiöses und politisches. Die arbeitende Klasse wurde unterdrückt. Bis heute, bis zum 23. Juli 1914, bis zum Tage der Übergabe des Ultimatums an Serbien duldete man, dass der serbische Bauer in Leibeigenschaft schmachtet und man erlöste ihn nicht vom tausendjährigen Joche der mohammedanischen Grundherren. Sie erfanden tausenderlei Kniffe der Polizeiherrschaft, um das durch den Kapitalismus emporblühende nationale Leben des Serbentums in Bosnien zu unterdrücken. Mit aller Brutalität waren sie daran, die hoffnungsvolle, wenn auch junge Bewegung des Proletariats Bosniens niederzutreten und unter die Erde zu bringen. Sie hielten den Bauer in Sklaverei, drosselten das nationale Erwachen der serbischen Bourgeoisie und schikanierten die proletarische Organisation, sie machten sich bei den arbeitenden Klassen verhasst und hätschelten nur die reaktionärste Schichte des Landes — den mohammedanischen Feudalismus.

Das sind die Mittel, mit welchem der österr.-ung. Absolutismus Bosnien unter seiner Herrschaft behalten wollte. Und nun wundert er sich, dass diese Herrschaft ins Wanken gerät, dass dort Unzufriedenheit platzgreift, dass das Volk Bosniens die Fremdherrschaft nicht dulden mag. Der österr.-ung. Absolutismus sucht jetzt für seine eigenen Fehler den Sündenbock in Serbien. Er klagt die grossserbische Propaganda an, wiewohl er

selbst die Möglichkeiten der Ausbreitung derselben geschaffen. Er klagt Serbien an, dass es das bosnische Volk aufhetzt, wiewohl seine eigenen Taten die Unzufriedenheit des bosnischen Volkes bis zum Schäumen aufpeitschten. Er klagt Serbien an, dass es Bosnien von der Monarchie losreissen will, wiewohl er selbst durch seine Unterdrückung das Irrlicht der Losreissung in der Seele des bosnischen Volkes entfacht. Der österr.-ung. Absolutismus klagt Serbien an, dass es sich ausbreiten will, vergisst aber daran, dass er es ist, der durch eine wahnsinnige Zollpolitik Serbien zu dieser Politik zwingt. Er klagt Serbien an, dass es sich nach einem Grossserbien sehnt und verschweigt, dass er die Selbständigkeit eines Kleinserbiens durch Erdrosselung des wirtschaftlichen Lebens unmöglich macht. Die von den österr.-ung. Agrariern diktierte Zollpolitik machte den Bestand Serbiens in seiner heutigen Form unmöglich und die von der österr.-ung. Kriegspartei, diktierte auswärtige Politik wieder, dass es einen Ausweg zum Meer finde, der österr.-ung. Absolutismus treibt also Serbien künstlich dazu, falls es leben will, nur vom Zerfall der Monarchie seine Existenz zu erhoffen.

Nicht das Verhalten Serbiens, sondern alle Sünden der österr.-ung. Monarchie haben dieses Ultimatum heraufbeschworen. Wie sehr dem so ist, beweist am besten, dass der Inhalt des Ultimatums eine Form erhielt, die Serbien gar nicht annehmen kann. Dieses Ultimatum wurde nicht gestellt, damit Serbien die Bedingungen annehme, sondern gerade deshalb, damit es sie ablehne und so die langersehnte Gelegenheit zu seiner Vernichtung biete. Wäre dem anders, so würden sie nicht fordern, dass Serbien im Amtsblatt eine im Wortlaute vorgeschriebene feierliche Erklärung abgebe. Sie würden keinen Tagesbefehl der serbischen Armee fordern. Wäre dem nicht so, so würden sie nicht die Zensurierung der serbischen Presse und die Knebelung des serbischen Vereinsrechtes fordern. Wäre dem nicht so, so würden sie nicht verlangen, dass die Monarchie die Offiziere bezeichne, die Serbien aus seiner Armee auszustossen hat: nicht wegen Teilnahme an dem Attentat, sondern wegen Beteiligung an der grossserbischen Agitation. Wäre dem nicht so, würden sie nicht forden, dass Serbien dulde, dass österr.-ung. Organe in Serbien nachspüren sollen. Wäre dem nicht so, dann würden sie nicht fordern, dass Österr.-Ung. feindliche Erklärungen serbischer Politiker gesühnt werden sollen. Wäre dem nicht so, dann würden sie nicht uünschen, dass durch diese Verfügungen das österr.-ung. Statarium aus Bosnien einfach nach Serbien verpflanzt werde.

Der österr.-ung. Absolutismus will Krieg! Dieses Ultimatum mit seinen unbändigen Forderungen, mit der 48stündigen Befristung bedeutet die offene Erklärung der Kriegsabsicht. Der Absolutismus will den Krieg und die Vorbereitung zum Krieg ist dieses Ultimatum, von dem Tisza am Donnerstag Abend den Vertretern der Presse sagte, dass dies ein diploma-

tischer Schritt sei, der weder ein weiteres Schachern noch auch einen weiteren Meinungsaustausch zulasse.

Dieser verhängnisvolle Schritt bringt uns so nahe an den Abgrund des Krieges wie noch nie. Die Mächtigen wollen Krieg, die patriotischen Bankiers garantierten ihnen bereits ihre Untersützung, die herrschenden Klassen denken schon an einen politischen Frieden, Stefan Tisza appelliert bereits an den Patriotismus der Presse, doch die Arbeiterschaft ist nicht gewillt, dem Beispiel der Bankiers zu folgen, das Proletariat folgt nicht den herrschenden Klassen auf den Weg des Krieges, die sozialistische Presse will nicht teilnehmen an der Kriegshetze der „Patrioten".

An der Schwelle des Krieges erklären wir im Namen des ung. Proletariats, dass das Volk dieses Landes keinen Krieg will und dass es jene, die dieses tragische Schicksal heraufbeschwören, für volksvernichtende Verbrecher hält, die an den Schandpfahl der Geschichte gehören.

Nr. 87.

Der Krieg ist ausgebrochen[1]).

Serbien hat sich dem Befehle des Ultimatums Österreich-Ungarns nicht unterworfen. Der Gesandte der Monarchie hat den Abbruch der diplomatischen Beziehungen angemeldet und Belgrad verlassen. Serbien hat die Armee mobilisiert und hat in Erwartung des Angriffs die Hauptstadt Belgrad geräumt und den Sitz der Regierung in das Innere des Landes verlegt.

Das ist bisher geschehen, und diese wenigen knappen Sätze bedeuten dennoch den Schrecken aller Schrecken: den Krieg.

Was die Angst des Volkes seit Wochen ausmachte, wovor das ganze Land seit 48 Stunden zitterte, es ward nunmehr zur Wirklichkeit: die Kriegsfurien sind lossgelassen. Die Lawine kommt ins Rollen, vorläufig nur gegen Serbien. Doch wer weiss, wo sie Halt macht. Wer wagt vorauszusagen, welche Dimensionen sie annimmt.

Erschütterung und die Vision der zu erwartenden Schrecken schnüren uns die Kehle zu. Die österr.-ung. Monarchie hatte seit einer Generation keinen Krieg und die heute lebende weiss auch kaum, was ein Krieg bedeutet. Vielen ist er heute nur ein leerer Begriff und sie wissen nicht, welch Meer von Tränen, Schrecken, Mord und Schmutz er bedeutet.

Die Katastrophe des Krieges ist hereingebrochen. Heute können wir nichts mehr zu ihrer Verhinderung unternehmen. Die ung. Sozialdemokratie hat auf das Entschiedenste, vom ersten Moment der Kriegsgefahr an, gegen jede Kriegshetze protestiert. Von der ersten Minute der Krise angefangen haben wir ohne jegliche Vertuschung all die geheimen

---

1) Népszava, 26. VII. 1914.

und öffentlichen Triebfedern aufgedeckt, die die Monarchie in den Krieg hineinhetzten. Dieser Krieg hat die ganze Last der Ausnahmegesetze im Gefolge und gegen das Wort der Kanonen, gegen die Kraft der Bajonette muss vorläufig jede Kritik verstummen. Heute können wir nichts mehr tun als von den Ereignissen Notiz nehmen und das Material für die Geschichte aufbewahren. Doch wird die bittere Prüfungszeit vorüber gehen und dann werden wir über die Geschehnisse von Neuem offen und klar unsere Ansichten äussern und die rohe Materie der Geschichte unerschrocken und ohne Erbarmen kritisch verarbeiten.

Heute ist die Stimme der Sozialdemokratie die einzige im Lande, die auch in diesem letzten Momente noch gegen den Krieg protestiert. Stefan Tisza hat Recht, wenn er behauptet, dass gegenüber der Presse, die den Krieg will, „das Blatt der Sozialisten die einzige Ausnahme bildet" und sich mit dieser Tat aus der Gemeinschaft des patriotischen Zusammenfühlens der österr.-ung. Nation selbst ausgeschlossen hat. Wir anerkennen das: die einzige Ausnahme ist die Sozialdemokratie, und wir wollen stolz alle Lasten dieser leuchtenden Isoliertheit tragen. Und mit derselben Ruhe und mit demselben Stolze behaupten wir, dass wir uns in der Isoliertheit eines Sinnes wissen mit dem Proletariate der ganzen zivilisierten Welt. Stolz tragen wir den dornenvollen Ruhm dieser Vereinsammung, da wir wissen, dass wir uns damit mit den glänzendsten Traditionen der Geschichte der Sozialdemokratie in Solidarität befinden und dass eine Zeit kommen muss, da gerade die Tatsache, dass sich die Sozialdemokratie aus dem Heere jener, die den Krieg wollen, selbst ausgeschaltet hat, die grossen Massen der ung. Nation uns zuführen wird.

Erinnern wir uns daran, dass zur Zeit des deutsch-französischen Krieges Bebel und Liebknecht ebenfalls in Abgeschlossenheit standen gegen den Kriegswillen einer ganzen Nation und gegen das wilde Toben des Parlaments. Und zuletzt gab die deutsche Nation dennoch der isolierten Sozialdemokratie recht: heute sitzen 111 Sozialdemokraten im deutschen Reichstag und 4¼ Mill. Bürger stimmten für die Sozialdemokratie. Erinnern wir uns daran, dass zur Zeit des Tripolis-Feldzuges die Sozialdemokratie allein es war, die mitten in den Wogen des Chauvinismus felsenfest stand und gegen den Krieg protestierte. Und nun hat die italienische Nation der sozialdemokratischen Partei Recht gegeben. Nach dem Kriege ist die Sozialdemokratische Partei, vom Vertrauen einer Million italienischer Wahlbürger getragen, verdoppelt in die italienische Kammer eingezogen. —

Erinnern wir uns daran, dass zur Zeit des Balkankrieges ein einziger sozialdemokratischer Abgeordneter in der serbischen Skuptschina den Mut fand, gegen den Krieg seine Stimme zu erheben, und der Protest des Gen. Lapcsevits wurde vom Geheul eines ganzen Parlamentes überschrien. Und erinnern wir uns daran, dass in der bulgarischen Sobranje wieder nur ein einziger Sozialdemokrat den Mut hatte, gegen den Völkermord zu protestieren, und unser Gen. Sakaszov stand da mit der Entschiedenheit eines

ganzen Mannes, mit verkreuzten Armen gegen die Masse der Abgeordneten des Hurrapatriotismus. Und nun hat die bulgarische Nation dem sozialistischen Protest Recht gegeben: nach dem Kriege entsendete sie 40 sozialistische Abgeordnete in das Parlament der bulgarischen Nation.

Stolz und ruhigen Gewissens erwarten auch wir die Zeit des Abschlusses. Nicht nur das kommende Urteil der Geschichte, sondern schon die nahe Zukunft wird uns Recht geben, gerade so wie überall das gegen die Kriegsgreuel protestierende Proletariat Recht behielt.

Es kann niemand ahnen, was das Schicksal bringen wird. Wir stehen vielleicht am Rande des Abgrundes eines Weltkrieges und in dieser von Weh und Schreck erfüllten Stunde wollen wir laut ausrufen, dass die Sozialdemokratie mit ihrer ganzen Zähigkeit festhält an ihrem hehren Programm: an dem Weltfrieden.

Nr. 88.

An die organisierten Arbeiter[1]*!*

Seitdem Ungarns Arbeiterschaft zum Selbstbewusstsein erwachte und sich zu organisieren begann, haben wir noch nie so schwere Tage erlebt, als die gegenwärtigen.

Der Sturm grosser Ereignisse naht und wir selbstbewussten Arbeiter müssen auch in diesem Sturm mannhaft ausharren.

Wer in die Kaserne einberufen wird, muss wissen, was er unter solch ausserordentlichen Umständen tun muss, und was er nicht darf; man muss mannhaft ertragen alle Folgen der ausserordentlichen Lage. Der organisierte Arbeiter repräsentiert selbst unter diesen Umständen ganz gewiss einen höheren Wert als die unselbständigen menschlichen Maschinen, denn den organisierten Arbeiter beherrscht eine grössere moralische Kraft, die selbst inmitten der schwersten Bedrängnisse nicht versagt.

Noch haben wir einen Funken von Hoffnung, dass das Ärgste nicht eintreffen wird, dass die aus unserem Kreise abberufenen Brüder vom Rande des Abgrundes zurückkehren werden. Wenn wir dieses schwachen Hoffnungsschimmers endgiltig beraubt werden . . ., dann haben wir ausser unseren Abschiedsworten nur noch den Wunsch, dass unsere Brüder je eher in voller Zahl zu uns zurückkehren mögen!

Denjenigen aber, die daheim bleiben, rufen wir bittende, zur Pflichterfüllung ermahnende Worte zu, denn ihrer warten grosse und schwere Pflichten. In unserem grossen Kampfe im Interesse der Arbeiterklasse kann wohl momentan eine Pause eintreten, aber dem Kampf entsagen können wir um keinen Preis, was immer auch geschehen mag. Die Arbeiterschaft will leben und vorwärts streben im wirtschaftlichen und kulturellen Wohlstand,

---

1) Volksstimme, 30. VII. 1914. — Vgl. S. 492 Anm. 2. — Népszava, 29. VII. 1914; 30. VII. 1914.

im Frieden. Und wenn wir wahrhaft nach diesem Ziele streben, so müssen wir unsere Kampfeswaffen, die politischen und gewerkschaftlichen Organisationen, und unsere unentbehrlichste Waffe, die Presse, beschirmen.

Unsere Organisationen müssen wir aufrecht erhalten, denn wenn wir deren Schwächung zuliessen, so würden wir unserer Zukunft entsagen.

Grosse Lücken entstehen nun in unseren Reihen, aber Kopflosigkeit darf nicht eintreten . . . Unser Kommando muss lauten: Schliesst die Reihen! Das heisst, ihr sollt euch enger einander anschliessen, damit die Lücken ausgefüllt werden.

Und wenn dadurch die Reihen auch kürzer, die Abteilungen kleiner werden: so könnt ihr den Kampf besser bestehen. Ja, in vielen Fällen ist es möglich, die Lücken mit neuen Elementen auszufüllen, gibt es doch noch Hunderttausende unorganisierter Proletarier, und diese Tage sind hervorragend geeignet dazu, harte Schädel für unsere Lehren empfänglich zu machen. Wo ein Vertrauensmann, ein Leitungsmitglied sich entfernte, möge sofort ein anderer seine Stelle einnehmen, damit die organisatorische, belehrende Arbeit keine Unterbrechung erleide. Und vergessen wir keine Sekunde jene tausendfach bewährte Wahrheit, dass der belebende Geist der Arbeiterbewegung die sozialdemokratische Presse ist, die wir keinen Tag entbehren können und welcher wir zahllose wirtschaftliche und politische Siege verdanken und die wir eben deshalb um jeden Preis erhalten müssen inmitten den gegenwärtigen schweren und immer schwerer werdenden Verhältnissen. Unsere Presse ist jetzt in besonders schwieriger Lage. Das Lebenselement jedes sozialistischen Blattes ist die freie Kritik, die freie Propaganda, und unter den gegenwärtigen Zuständen müssen wir ihr entsagen.

Entsagen nicht nur deshalb, weil das Gesetz es so befiehlt, sondern weil wir in dieser Zeit der schweren Not, selbst durch die gerechteste Kritik die Arbeit der leitenden Faktoren nicht erschweren dürfen.

Arbeiterbrüder, Genossen! Wenn auch die Gegenwart traurig und die nächste Zukunft grauenvoll zu werden verspricht, so dürfen wir dennoch nicht verzweifeln.

Die Entwicklung der Menschheit ist, wenn auch keine ununterbrochene, so doch eine ewige. Es gibt Rückfälle, aber im Endergebnis führt unser Weg doch vorwärts, in die Höhe. Bereiten wir uns darauf vor, dass nach dem Kriege ein anderes Ungarn an Stelle des heutigen treten wird, denn welches Ergebnis auch der Krieg haben mag, er wird notwendigerweise grosse Veränderungen im politischen und wirtschaftlichen Leben des Landes hervorrufen.

Wir stehen nach dem Kriege einer neuen Lage und neuen Aufgaben gegenüber, und unter veränderten Verhältnissen werden wir für die wirtschaftliche und politische Befreiung des Proletariates kämpfen.

Wir dürfen also keine unserer bisherigen Waffen fallen lassen, damit wir nicht alles von vorne anfangen müssen. Grosse Ziele, hehre Ideale beseelen uns: Wir wollen aus diesem Land, so wie die Proletarier der ganzen Welt ihre Länder, ein Heim für ein freies und glückliches Volk machen,

damit, wenn die Zeit kommt, wir uns würdig in die Kulturgemeinschaft freier und friedlicher Völker einreihen können.

Arbeiter! Die Köpfe hoch! Blicken wir in die Zukunft! Hoch die Freiheit und die Kultur! Hoch die Sozialdemokratie!

Die Leitung der sozialdemokratischen Partei Ungarns.

* * *

Der ungarländische Gewerkschaftsrat seinerseits erließ nachfolgenden

Nr. 89.

Aufruf[1]).

Arbeiter! Genossen! Seitdem es in Ungarn Gewerkschaften gibt, hat die organisierte Arbeiterschaft noch nicht so schwere Zeiten durchlebt wie jetzt. Sie haben die durch die langwierige wirtschaftliche Krise hervorgerufenen Übel noch nicht überstanden, als Zehntausende der Arbeiter einrücken mussten und die Betriebe wegen Arbeitsmangels Tausende ihrer Angestellten entlassen. Aber selbst unter diesen traurigen Verhältnissen harrt der Gewerkschaften die grosse Aufgabe, dass sie einesteils die Familien der Eingerückten, andernteils jedoch die grosse Zahl der Arbeitslosen unterstützen. Es muss und kann dies auch erfüllt werden, wenn all jene, die unter den gegenwärtigen Verhältnissen arbeiten, ihren Organisationen treu bleiben und sich um diese scharen. Vor allem ersuchen wir die arbeitenden Genossen, dass sie die Beiträge an die Gewerkschaften pünktlich abliefern, weil sie hiedurch die Unterstützung der Arbeitslosen ermöglichen. Jeder zu Hause gebliebene Arbeiter halte treu zu seiner Organisation und trachte, dieser neue Mitglieder zuzuführen. Es ist ferner notwendig, dass die organisierten Arbeiter zur Unterstützung der Familien der Einberufenen separate Opfer bringen. Die ausserordentlichen Verhältnisse beanspruchen ausserordentliche Opferwilligkeit. Sei das Leben für den zu Hause gebliebenen Arbeiter noch so schwer, sei die Teuerung noch so unerträglich, die Kinder unserer eingerückten Brüder dürfen wir nicht hungern lassen. Die Steuer soll eine systematische sein, und zwar in der Weise, dass jeder in Arbeit Stehende einen gewissen Prozentsatz seines Verdienstes für die Entbehrenden spendet. Arbeiter! Genossen! Der Aufbau der Gewerkschaften erforderte eine lange, mühevolle Arbeit. Durch sie gelangten Zehntausende der Arbeiter zu höheren Löhnen und zu kürzerer Arbeitszeit. Wenn wir nicht wollen, dass all unsere Arbeit und all unsere Erfolge verloren gehen sollen, dann müssen wir die Gewerkschaften unter allen Umständen aufrechterhalten und die Entbehrenden unterstützen.

---

1) Volksstimme, 15. VIII. 1914.

Viertes Kapitel.

Frankreich [1]).

§ 1. Von 1912 bis Mitte Juli 1914.

Nr. 90.

Manifeste du Parti Socialiste de France. 18. X. 1912 [2]).

Une fois de plus, l'anarchie capitaliste déchaîne sur le monde les horreurs d'une guerre, qui n'a d'autre cause que des intérêts financiers et des ambitions dynastiques: seuls se sont dressés contre elle les socialistes des États balcaniques, serbes, bulgares et ottomans. Dans toute l'Europe, les grandes organisations socialistes et ouvrierès manifestent contre toute intervention des grandes puissances qui entraînerait la catastrophe d'une conflagration universelle.

La France n'a dans les Balkans qu'un intérêt. C'est de rétablir la paix sans retard. Mais nous n'avons pour cela aucune confiance dans la diplomatie, dont le rôle est de servir toujours et partout le capitalisme. Elle n'a pas su empêcher le conflit, elle se montrera aussi incapable de le localiser.

C'est au prolétariat international, seule puissance de paix, de l'imposer par son action.

Le P. S. et la classe ouvrière en France veulent par dessus tout la paix; leur premier devoir est de s'organiser pour la défendre. Sous aucun prétexte, à aucun prix, les travailleurs de notre pays ne veulent être entraînés dans les désastres incalculables et sanglants d'une guerre. La nation et ses représentants qui n'ont jamais été consultés sur les alliances et les traités ne sauraient les réconnaître. Il n'est pour la France républicaine d'obligations pui la lient pour la guerre au tsar, bourreau du peuple russe.

Nous souvenant des résolutions des Congrès de Stuttgart et de Copenhague, fidèles à la volonté de l'Internationale, nous saurons employer tous

1) L'Humanité, Journal socialiste. Directeur politique JEAN JAURÈS (bis zu seinem Tode, 31. VII. 1914) Paris. — La Bataille syndicaliste. Paris. — La guerre socialiste. Rédacteur en chef: GUSTAVE HERVÉ. Bis zum 6. VIII. 1914 Wochen-, seither Tageblatt.

2) Bulletin du B. S. I. IX., 10.

les moyens pour sauvegarder la paix du monde, condition essentielle de l'émancipation du prolétariat. Avec les socialistes organisés d'Allemagne, d'Angleterre, d'Autriche, d'Italie et de Russie, nous ferons tout notre devoir international. Par un effort concerté, réciproque et simultané, nous préviendrons jusqu'aux risques de guerre et assurerons la paix.

Vive l'Internationale ouvrière et socialiste.

Vergl. ferner oben Nr. 17.

10e Congrès national du Parti Socialiste tenu a Brest les 23, 24 et 25 Mars 1913[1]).

Einstimmig angenommen wurde folgende — von COMPÈRE-MOREL beantragte und auch von VAILLANT, MISTRAL, PRESSENSÉ und BRACKE empfohlene — Resolution:

Nr. 91.

La loi de trois ans et les armements.

Le 10e Congrès . . ., constatant que le développement des armements et le vote de la loi de trois ans seraient considérés par la nation et le monde comme les preuves évidentes et caractéristiques d'une politique nationaliste et chauvine;

Considérant que le seul moyen d'assurer la défense nationale est d'instaurer les milices par l'armement général du peuple et que toute diminution du service militaire est un pas dans cette voie, que le prolongement du séjour des jeunes soldats en caserne en est la négation:

Considérant que les charges provoquées par la paix armée, dangereuses pour le peuple et mortelles pour la vie économique et sociale des nations, ne peuvent diminuer qu'autant que l'arbitrage développé et consolidé réglera tous les différends internationaux dont la disparition est subordonnée à la disparition du régime capitaliste lui même;

Considérant que deux grands peuples comme l'Allemagne et la France peuvent donner le signal du désarmement parallèle et simultané par un accord loyalement et publiquement affirmé;

Le Congrès se félicite de l'action commune des partis socialistes allemand et français[2]), *et se solidarise avec les socialistes alsaciens-lorrains qui, traduisant le voeu de la population entière de l'Alsace-Lorraine, ont*

---

1) Compte rendu sténographique du 10e Congrès . . . Paris. Au siège du Conseil national 1913.

2) Vgl. oben Nr. 18.

affirmé ne vouloir à aucun prix d'une révanche qui mettrait la France et l'Allemagne aux prises [1]*;*

Donne mandat au groupe parlementaire et à la Commission administrative permanente de mener dans le Parlement et dans le pays l'action la plus énergique et la plus résolue pour l'entente franco-allemande, l'arbitrage international, les milices nationales et contre la loi de trois ans.

* * *

Seinerseits hatte HERVÉ — als *complément de la motion Compère-Morel* — einen besonderen Revolutionsantrag eingebracht. Derselbe lautete:

Nr. 92.

Considérant que le peuple français estime qu'une revanche, quelle qu'en soit l'issue, serait une catastrophe à la fois pour l'Alsace-Lorraine, pour la France, pour l'Allemagne et pour la civilisation toute entière;

Considérant que la question d'Alsace-Lorraine est la seule cause véritable de la tension franco-allemande et le seul obstacle à une réconciliation entre les deux nations;

Considérant que le peuple alsacien-lorrain, par la voix de ses trois partis politiques, vient de déclarer solennellement à Mulhouse qu'il condamne énergiquement toute pensée de vouloir détacher l'Alsace-Lorraine de l'Allemagne par une guerre de révanche;

Considérant que le peuple alsacien-lorrain déclare très clairement ne demander que sa pleine autonomie sous une constitution républicaine, c'est à dire le droit de se gouverner lui-même par des ministres responsables devant le Parlement alsacien-lorrain, et sa représentation au Conseil fédéral comme tous les États autonomes de l'Empire allemand;

Considérant que la constitution accordée à l'Alsace-Lorraine en 1911 en lui accordant un Parlement (Landtag) élu au suffrage universel peut être un acheminement vers cette constitution autonome et républicaine;

Considérant enfin qu'une telle solution de l'irritante question d'Alsace-Lorraine est conforme au droit révolutionnaire français, qui a proclamé le droit souverain des peuples à disposer librement d'eux mêmes, et que telle semble à l'heure la libre volonté du peuple alsacien-lorrain exprimée par la voix autorisée de ses élus du suffrage universel;

Le P. S., charge son groupe parlementaire, en réponse au projet de loi sur le service de trois ans, de demander au gouvernement français d'entamer des négociations avec le Gouvernement allemand pour conclure une entente avec lui sur les bases suivantes:

1° Rénonciation officielle à toute guerre de revanche, en échange d'une complète autonomie avec constitution républicaine pour l'Alsace-Lorraine, au sein de l'Etat fédéral allemand;

---

1) Vgl. oben Nr. 40 und 40a.

2° Limitation des armements;

3° Inscription dans la loi des deux pays de l'arbitrage obligatoire pour la solution de tous les conflits sans exception qui pourraient survenir désormais entre les deux nations;

Il décide de profiter de l'agitation contre les trois ans et en faveur des milices pour poser devant l'opinion publique française et devant l'opinion publique européenne tout entière la question d'Alsace-Lorraine et celle de l'entente franco-allemande qui est la clef du désarmement européen.

HERVÉ forderte — nach abgeführter Debatte, im Hinblick namentlich auf die von PRESSENSÉ geltend gemachten Bedenken gegen die Opportunität des von HERVÉ gewünschten Schrittes bei der deutschen Regierung — nur mehr bloß: sein Antrag solle der Commission administrative permanente und der Parlamentsfraktion zu weiterer Prüfung zugewiesen werden. Dies wurde denn auch beschlossen.

11e Congrès national du Parti Socialiste tenu à Paris
les 14, 15 et 16 Juillet 1914[1]).

Der Kongreß galt vor Allem der Vorbereitung des für den 23. VIII. nach Wien einberufenen Internationalen Sozialistischen Kongresses, bezw. der Stellungnahme zu der in Kopenhagen (1910) von VAILLANT und KEIR-HARDIE beantragten Ergänzung der damals beschlossenen Resolution über „Die Sicherung des Weltfriedens[2]), lautend:

Nr. 93.

Entre tous les moyens à employer pour prévenir et empêcher la guerre, le congrès considère comme particulièrement efficace: la grève générale ouvrière surtout dans les industries qui fournissent à la guerre ses instruments (armes, munitions, transports etc.), ainsi que l'agitation et l'action populaires sous leurs formes les plus actives[3])[4]).

Dieses Amendement war vom Kongreß einstimmig dem B. S. I. zum Studium und zur Berichterstattung über die von den Sek-

---

1) Vgl. den Bericht in L'Humanité vom 15.—17. VII. 1914.

2) Compte rendu analytique du VIIIe congrès socialiste international tenu à Copenhague. Gand 1911. S. 202.

3) Vgl. auch VAILLANTS Äußerungen auf dem Baseler Kongreß, oben Nr. 15.

4) Vgl. das Zitat unten im COMPÈRE-MORELschen Antrag, Nr. 95.

tionen der Internationale erhaltenen Vorschläge auf dem Wiener Kongreß zugewiesen worden.

Von den Teilnehmern an der Debatte während des französischen Parteitages vom Juli 1914 sprachen sich COMPÈRE-MOREL, DESLINIÈRES, GUESDE, HERVÉ, PAOLI gegen den VAILLANT-KEIR-HARDIEschen Gedanken aus; NOEL HARDY, PAUL LOUIS, RAPPOPORT, SEMBAT, JAURÈS für ihn. — Im Namen der Kommissionsmehrheit beantragte sodann JAURÈS: es solle die Kopenhagener Resolution derart ergänzt werden, daß zwischen den beiden Absätzen der in ihr zitierten Stuttgarter Resolution eingeschaltet werde:

Nr. 94.

Entre tous les moyens employés pour prévenir et empêcher la guerre et pour imposer aux gouvernements le recours à l'arbitrage, le Congrès considère comme particulièrement efficace la grève générale ouvrière simultanément et internationalement organisée dans les pays interessés, ainsi que l'agitation et l'action populaires sous les formes les plus actives.

Dieser Antrag wurde — bei 83 Enthaltungen — mit 1690 gegen 1174 Stimmen angenommen. Abwesend waren die Vertreter von 24 Mandaten.

* * *

Die 1174 Minoritätsstimmen entfielen auf folgenden Antrag COMPÈRE-MORELS

Nr. 95.

Considérant les résolutions votées à l'unanimité par les Congrès internationaux de Stuttgart et de Copenhague, résolutions confirmées au Congrès international de Bâle et portant ce qui suit: (I) «Si une guerre menace «d'éclater, c'est un devoir de la classe ouvrière dans les pays concernés, «c'est un devoir pour leurs représentants dans les parlements, avec l'aide «du B. S. J., force d'action et de coordination, de faire tous leurs efforts «pour empêcher la guerre par tous les moyens qui leur paraitront le mieux «appropriés et qui varient selon l'acuité de la lutte des classes et la situation «politique générale. (II) Au cas où la guerre éclaterait néanmoins, c'est «leur devoir de s'entremettre pour la faire cesse promptement et d'utiliser «de toutes leurs forces la crise économique et politique créée par la guerre «pour agiter les couches populaires les plus profondes et précipiter la chute «de la domination capitaliste».

Considérant qu'en déclarant «plus particulièrement efficace» la grève générale surtout dans les industries qui fournissent à la guerre ses instruments (armes, munitions, transports etc.), la proposition Keir-Hardie-

Vaillant, sans ajouter aux moyens d'action contre la guerre, ne peut que servir de prétexte à des lois d'exception contre tout ou partie des Travailleurs organisés, et qu'au cas où, par impossible, elle serait adoptée par le Congrès de Vienne, sa mise en pratique ne pourrait qu'assurer la défaite du pays dont le prolétariat sera le mieux organisé et le plus fidèle aux décisions de l'Internationale au bénéfice du pays le moins socialiste, le plus indiscipliné.

Le Congrès déclare s'en tenir aux résolutions des Congrès internationaux de Stuttgart, Copenhague et Bâle.

---

§ 2. Unmittelbar vor Kriegsausbruch.

Am 27. VII. 1914, unmittelbar vor der Kriegserklärung Österreich-Ungarns an Serbien brachte die Bataille syndicaliste folgende Aufforderungen:

Nr. 96.

Peuple de Paris, debout! Par ton attitude énergique, empêche la guerre! Pour ce soir sur les boulevards!

* * *

Nr. 97.

Nous ne voulons pas de guerre.

Les décisions des Congrès Confédéraux sur l'attitude de la classe ouvrière en cas de guerre déviennent exécutives à partir du moment où la guerre est déclarée.

... Le cas échéant, la déclaration de guerre doit être, pour chaque travailleur, le mot d'ordre pour la cessation immédiate du travail.

A toute déclaration de guerre, les travailleurs doivent, sans délai, répondre par la grève générale révolutionnaire.

Extraits de la Résolution votée par la Conférence extraordinaire des Bourses et fédérations (1er octobre 1911).

* * *

Nr. 98.

Réponse aux chauvins. — Ce soir sur les boulevards.

Tout n'est pas encore consommé; l'irrémédiable n'est pas accompli; mais, au point où en sont les choses, il ne suffit plus que d'une maladresse ou d'une imprudence pour que la catastrophe surgisse.

Quelqu'un oserait-il le souhaiter? Quelque monstre prendrait-il sur lui la responsabilité d'ouvrir les portes aux écluses de sang? — Nous rougissons de honte et nous crispons les poing à la pensée qu'un cœur humain

pourrait tendre ses désirs vers la guerre. — Cependant, devant l'imminence du péril il ne convient pas plus de se payer de mots que de se bercer d'illusions. En 1914, il se trouve encore des idiots pour acclamer le meurtre, la boucherie et la mort. — Les champs de carnage, l'assassinat des peuples, la ruine collective, la dévastation publique, l'anéantissement de la civilisation éveillent des aspirations sympathiques en de certaines âmes.

Les sauvages!

Depuis samedi, la foule hypnotisée se porte sur les grands boulevards et crie: «A Berlin! Vive la guerre»!

Vive la guerre! C'est à dire: vive le massacre, vive l'égorgement.

La guerre, c'est demain le foyer vide, l'activité nationale suspendue, l'atelier désert; c'est le champ labouré par les charges et les shrapnels, ensemencé de cadavres, arrosé par des fleuves d'infection. — C'est la laconique dépêche du bureau militaire ou d'un ami: «Enfant mort». — C'est le deuil partout, le déchirement dans les cœurs. — C'est le déchaînement de tous les instincts hideux, les plus sanguinaires, les plus vils, les plus misérables. Relisez les récits des correspondants des journaux sur les atrocités commises au cours de la dernière guerre balcanique. Rappelez-vous les femmes éventrées et violées, les vieillards et les enfants mutilés, les doigts et les oreilles coupés, les yeux crevés, l'incendie des villages et la décomposition des cadavres abandonnés sur place aux mouches et aux corbeaux.

Ces cadavres, ce seront les vôtres demain! Ces femmes, ces enfants, ces vieillards, ce sera vous demain! C'est la guerre! Et c'est cela que des bandits acclament depuis deux jours sur les boulevards. — Cela, entendez-vous bien, et uniquement parceque des paysans serbes et des soldats autrichiens se chicanent et vont en venir aux mains!

Eh bien! si nous ne sommes, nous, ni des insensés, in des lâches; si vous ne voulez pas voir dans quelques heures votre pays se lancer dans la pire aventure que l'on puisse imaginer; si tu ne veux, camarade, être arraché tout à l'heure brusquement aux tiens pour te voir conduire là bas, dans l'Est, sur la ligne de feu, il faut, il faut tout de suite que le Paris populaire se ressaisisse. C'est une nécessité pressante. Si ce soir il n'est pas imposé silence aux fous criminels qui crient: «Vive la guerre», c'en est fini. Demain, c'est la mobilisation!

C'est le devoir de tous nos lecteurs, de nos amis, des syndiqués de la Seine, de tous les partisans de la paix, de se trouver

ce soir, à partir de 9 heures

sur les grands boulevards en face de l'immeuble du «Matin». Tous, tous, au cri de «A bas la guerre».

Belleville, Ménilmontant, Saint-Antoine, Montparnasse, Montmartre, retrouvez votre belle tradition de jadis. Que le flot des faubourgs déferle ce soir sur les quartiers du centre, et vienne submerger les provocations imbéciles des chauvins.

C'est notre seul gage de paix, c'e . notre seul salut. C'est le dernier

espoir qui nous reste d'eviter la catastrophe: sauvons nous nous-mêmes, et à temps.

L'heure presse. A ce soir.

La Bataille syndicaliste.

* * *

Diese Auforderung zu Boulevard-Demonstrationen wurden unterstützt durch das Organ GUSTAVE HERVÉS[1]) und durch Spezialaufrufe der Pariser Gewerkschaftsorganisationen[2]). 1. Le bureau confédéral; 2. Union des syndicats de la Seine; 3. Fédération du bâtiment; 4. Fédération des ports et docks; 5. Fédération des cuirs et peaux; 6. Organisations parisiennes du bâtiment de la 18e région; 7. Terrassiers de la Seine; 8. Charpentiers en fer; 9. Maçonnerie-pierre; 10. Démolisseurs; 11. Chambre syndicale des briquetiers; 12. Serruriers; 13. Ébénistes. Ferner das Comité d'entente des Jeunesses socialistes. Die Organisationen 1, 3, 5 wiesen zugleich auf die Notwendigkeit hin: «*à se préparer, dès à présent, à appliquer à la lettre la décision des congrès confédéraux de la classe ouvrière en cas de guerre*». Erklärungen im gleichen Sinne gab in den darauffolgenden Tagen auch ab die Fédération nationale du sous sol[3]), und die Union des syndicats ouvriers du Rhône sowie die Section St-Ouen de la Maçonnerie-pierre gaben direkt und ausdrücklich die Parole des Generalstreiks aus[4]). Auch in der Provinz fassten zahlreiche Gewerkschaftsorganisationen gleichartige Beschlüsse wie die vorstehend genannten und ebenso fanden in Paris und Umgebung sowie in den großen Industriezentren und an anderen Orten Protestversammlungen gegen den Krieg statt[5]).

Am 28. VII. 1914 erschienen die nachfolgenden 3 Aufrufe der Partei und der Gewerschaftskommission.

---

1) La guerre sociale, 28. VII. 1914: Art. „La manifestation à faire".
2) La Bataille syndicaliste, 27. VII. 1914.
3) Ebenda 30. VII. 1914. 4) Ebenda 27. und 30. VII. 1914.
5) L'Humanité, 27. VII.—1. VIII. 1914; La Bataille syndicaliste, 28. VII.—3. VIII. 1914.

Nr. 99.

Manifeste[1]).

Citoyens, L'anarchie fondamentale du système social, les compétitions des groupes socialistes, les convoitises coloniales, les intrigues et les violences de l'impérialisme, la politique de rapine des uns, la politique d'orgueil et de prestige des autres, ont crée depuis dix ans, dans toute l'Europe, une tension permanente, un risque constant et croissant de guerre.

Le péril a été subitement accru par la démarche aggressive de la diplomatie austro-hongroise. Quels que puissent être les griefs de l'Etat austro-hongrois contre la Serbie, quels qu'aient pu être les excès du nationalisme panserbe, l'Autriche comme l'ont dit bien haut nos camarades autrichiens, pouvait obtenir les garanties nécessaires sans recourir à une note comminatoire et brutale qui a fait surgir soudain la menace de la plus révoltante et de la plus effroyable des guerres.

Contre la politique de violence, contre les méthodes de brutalité qui peuvent à tout instant déchaîner sur l'Europe une catastrophe sans précédent, les prolétariats de tous les pays se lèvent et protestent. Ils signifient leur horreur de la guerre et leur volonté de la prévenir. Les socialistes, les travailleurs de France font appel au pays tout entier pour qu'il contribue de toutes ses forces au maintien de la paix. Il savent que le gouvernement français dans la crise présente a le souci très net et très sincère d'écarter ou d'attenuer les risques du conflit. Ce qu'ils lui demandent, c'ést de s'employer à faire prévaloir une procédure de conciliation et de médiation rendus plus facile par l'empressement de la Serbie à accorder une grande partie des demandes de l'Autriche. Ce qu'ils lui demandent, c'est d'agir sur son alliée, la Russie, afin qu'elle ne soit pas entraînée à chercher dans la défense des intérêts slaves un prétexte à opérations aggressives. Leur effort correspond ainsi à celui des socialistes allemands demandant à l'Allemagne d'exercer auprès de l'Autriche son alliée une action modératrice.

C'est cette forte, c'est cette impérieuse volonté de paix que vous affirmerez, citoyens, dans les réunions que nous vous invitons à multiplier. C'est pour affirmer avec plus de vigueur et d'ensemble la commune volonté de paix du prolétariat européen, c'est pour concerter une vigoureuse action que l'Internationale se réunit demain à Bruxelles. En elle et avec elle, nous luttons, de toute notre énergie contre l'abominable crime dont le monde est menacé. La seule possibilité de ce crime est la condamnation et la honte de tout un régime.

A bas la guerre! Vive la république sociale! Vive la socialisme international!

Bauhard, Brœmer, Bracke, Camélinat, Compère-Morel, Dormoy, Dubreuilh, Ducos de la Haille, Gérard, Grandvallet, Groussier, Guesde, Héliès, Hervé, Jaurès, Maillet, Pédron, Poisson, Renaudel, Roland, Roldes, Sembat, Vaillant, Uhry.

* * *

1) L'Humanité, 28. VII. 1914.

Nr. 100.

Fédération de la Seine. — Conseil fédéral[1]).

Le Conseil fédéral décide, en vue de garantir la paix, d'engager tous ses groupes et ses sections à organiser, chacun dans leur ressort, des réunions et des meetings et de préparer, s'il y a lieu, les actions décidées par le Bureau Socialiste International et destinées à garantir définitivement la paix européenne.

La fédération de la Seine.

Tous les bureaux et commissions exécutives des sections et groupes sont invités à se réunir d'urgence ce soir, dans leur locaux respectifs, pour prendre connaissance des décisions du Conseil fédéral, qui leur seront communiquées par les délégués du Conseil fédéral.

* * *

Nr. 101.

Confédération Générale du Travail[2]).

Union des Syndicats de la Seine.

Aux Travailleurs.

Comme les éléments déchainés, les événements se précipitent, laissant entrevoir la possibilité d'une guerre....

Laisserons nous le crime abominable se commettre, sans avoir fait entendre notre protestation et sans avoir tout fait pour l'empêcher? Déjà les organisations centrales ont invité les syndicats à l'observation des décisions des congrès confédéraux.

Nous commenterons ces décisions et envisagerons leur application dans un

Grand Meeting

qui aura lieu le Mercredi 29 Juillet a 8 h. et demie du soir dans les 2 Salles Wagram Avenue de Wagram.

Orateurs:

Jouhaux, Dumoulin, Yvetot (C. G. T.);
Chauvin (Fédération du Bâtiment);
Merrheim (Fédération des Métaux);
Lefèvre (Fédération de la Bijouterie);
Bled, Minot, Caubiez (Union des Syndicats de la Seine).

Am selben Tage brachte das Organ GUSTAVE HERVÉS folgende zwei Artikel[3]):

1) L'Humanité, 28. VII. 1914.
2) La Bataille syndicaliste. 28. VII. 1914.
3) La guerre sociale, 28. VII. 1914.

Nr. 102.

Au bord de l'abîme.

Hélas! notre beau rêve de grève générale internationale contre la guerre, où est-il? Oui, nous avions rêvé de soulever les peuples contre les gouvernements pour les obliger à règler leurs conflits, tous leurs conflits, par l'arbitrage international; nous avions rêvé, par la menace d'une insurrection générale contre la guerre, de préserver l'humanité et la civilisation de l'horreur, au 20e siècle, d'une conflagration générale! Nous avions rêvé d'appeller tous les malheureux, tous les opprimés, le jour où on leur demanderait leur peau pour la défense des patries de privilège, à se battre, dans tous les pays, contre leurs maîtres pour fonder enfin la patrie internationale de justice et de beauté; nos ailes se sont brisées au choc des dures réalités, et nous voilà retombés sur le sol, chacun sur notre sol natal, avec la seule préoccupation pour le moment de le défendre comme firent nos aïeux, contre les brutalités de l'invasion.

Pour le malheur de l'humanité notre pauvre Internationale socialiste n'est pas encore capable de poignarder la guerre!

Oui, l'aigle un soir planait aux voutes éternelles,
Lorsqu'un grand coup de vent lui cassa les deux ailes.

C'est donc peut-être la guerre demain, la guerre avec son cortège d'horreurs, de souffrances, de saletés.

Et quelle guerre!

La guerre pour défendre un petit peuple brutalisé par un gros? Ce serait trop beau. Il y a longtemps que l'Europe est une vraie forêt de Bondy et il n'est pas une grande nation qui n'ait les mains pleines de sang.

Non pas la guerre pour défendre le petit peuple serbe, mais la guerre pour sauver le prestige de notre allié, le tzar.

L'honneur de notre allie! L'honneur du gouvernement russe! A ces seuls mots, Rabelais, Voltaire et Hugo doivent éclater de rire au fond de leur tombeau. Son honneur ne souffre pas qu'on touche aux Serbes! Honneur à l'éclipse. Il n'était pas si chatouilleux sur le chapitre de l'honneur, l'allié, lorsqu'il étranglait la Finlande, lorsqu'il mettait un baîllon à la Pologne, lorsqu'il lâchait ses bandes noires sur les Juifs de Kiew et d'Odessa!

Se battre pour sauver le prestige du tzar! Noble stimulant pour le peuple dont les ancêtres firent la grande Révolution! Quelle joie de mourir pour une si noble cause!

C'est donc cela l'alliance russe!

On nous avait conté, à nous, le peuple souverain — car nous sommes, paraît-il, souverains — le jour où l'on mit la signature de la France au bas du traité d'alliance franco-russe, qu'il s'agissait d'un traité d'alliance purement défensif.

Nous avions tous compris que si la Russie était attaquée directement, nous étions tenus — à charge de revanche — d'accourir à son secours.

Mais on ne nous avait pas dit qu'il nous faudrait marcher aussi, si un protégé de la Russie était attaqué; on ne nous avait pas dit que nous

devrions mobiliser s'il plaisait au tzar, pour sauver son prestige, d'attaquer l'Autriche!

On a raison de crier à l'Allemagne d'arrêter le bras de l'Autriche, dont l'aggréssion crapuleuse contre la Serbie sera la honte du vieux François-Joseph.

Mais ce n'est pas seulement à Berlin et à Vienne qu'il faut parler haut et ferme, c'est à Saint-Petersbourg surtout.

C'est là qu'il faut que nous, l'allié, nous disions bien haut, que nous sommes prêts à tenir nos engagements, mais que nous n'irons pas au delà de ce que nous avons promis et que nous n'avons jamais promis, jamais, de suivre la Russie dans les guerres d'aggression qu'il lui plaira d'entrependre pour la sauvegarde de son prestige.

Plutôt la rupture de notre alliance défensive avec la Russie que la honte de la suivre dans une guerre offensive contre l'Autriche!

Et pendant que la France entière vit dans l'angoisse, pendant que chacun de nous se demande si demain les êtres qui lui sont les plus chers ne vout pas aller crever sur un champ de bataille pour sauver le prestige du tzar, pendant que tout ce qu'il y a en France de gens civilisés s'apprête à porter le deuil de la civilisation, notre président de Vaudeville harangue les poissons de la Baltique.

Gustave Hervé.

* * *

Nr. 103.

La vérité sur l'attitude de l'Allemagne.

Que d'insanités, que d'injustices, que d'erreurs dans toute la presse française sur l'attitude de l'Allemagne et de son ambassadeur M. Schœn!

L'Allemagne belliqueuse, menaçante! Allons donc! En réalité, l'Allemagne est aussi embarassée de son allié que nous du nôtre.

Les démarches de l'ambassadeur d'Allemagne à Paris ont tout juste le sens opposé à celui que lui attribue Clémenceau dont la germanophobie, ces jours derniers, confine à la démence. — L'ambassadeur d'Allemagne est venu dire à celui qui remplissait, en France, à la fois les fonctions de président de la République, de président du Conseil et de ministre des affaires etrangères, à ce pauvre Bienvenu-Martin: »Je vous en supplie! Empêchez votre allié de faire de l'irréparable, pendant que nous, nous allons essayer de calmer le nôtre!«

Cela ne veut pas dire que la guerre n'éclatera pas. — Cela ne veut pas dire que si l'Autriche s'entête dans son attitude de bandit, l'Allemagne ne la soutiendra pas, par point d'honneur, liée qu'elle est par un traité, si l'Autriche est attaquée par la Russie, comme la France est capable de soutenir la Russie jusqu'au crime, si elle s'entête à mobiliser contre l'Autriche en faveur des Serbes.

Cela veut dire seulement que l'Allemagne n'est pas — jusqu'à preuve du contraire — le complice qui fait le guêt pendant que l'Autriche assassine

un voisin plus faible, mais la victime d'une alliance qui finira par lui peser autant qu'à nous l'alliance russe. — Cela veut dire surtout que si nous échappons cette fois à la catastrophe, la France et l'Allemagne, si elles sont sages, feraient bien, à la prochaine occasion, de lâcher l'une l'alliance russe et l'autre l'alliance autrichienne, pour réaliser cette entente cordiale franco-allemande, qui l'Angleterre et l'Italie aidant, serait le meilleur rempart de la paix européenne et de la civilisation.

Am 28. VII. 1914[1]) fand — unter PIERRE RENAUDELS Vorsitz — eine Konferenz der Parlamentsfraktion der Partei statt, an der 51 Deputierte teilnahmen, während die übrigen nicht mehr rechtzeitig die Einladung hatten erhalten können. Nach Erörterung der Lage beschloß die Fraktion:

Nr. 104.

que son bureau se mettra en rapport avec le gouvernement pour lui faire connaître la volonté de paix du pays et lui demander quelles sont ses intentions au sujet de la convocation des chambres.

In die Abordnung an den Ministerpräsidenten ad interim BIENVENU-MARTIN (VIVIANI weilte mit dem Präsidenten der Republik noch außer Landes) wurden gewählt: VAILLANT, GUESDE, JAURÈS, SEMBAT, GROUSSIER, DELORY, HUBERT-ROUGER; und als Ersatzmänner: ALBERT THOMAS, RENAUDEL, COMPÈRE-MOREL, MARCHEL CACHIN, BRACKE, A. BEDOUCE, P. CONSTANS.

Zugleich wurde die Veröffentlichung beschlossen der nachstehenden:

Nr. 105.

Déclaration du Groupe socialiste au Parlament[2]).

Le groupe socialiste au Parlement a examiné ce matin la situation internationale. Il donne sa pleine et unanime adhésion au manifeste publié au nom du Parti par la commission administrative permanente[3]).

Des dépêches, qui annonçaient l'invasion du territoire serbe par l'Autriche et qui marqueraient un progrès nouveau de la crise, l'ont amené à étudier les conséquences possibles de cet évènement. Il estime qu'une intervention armée de la Russie ne ferait qu'étendre le péril et aggraver le mal

---

1) L'Humanite, 29. VII. 1914.
2) L'Humanité, 29. VII. 1914.
3) Vgl. oben Nr. 99.

sans apporter la moindre garantie positive et durable à la malheureuse Serbie, qui serait en fait menacée de toutes parts dans son indépendance.

Il est convaincu que cette intervention ferait le jeu du germanisme impérialiste le plus agressif, qui semble avoir choisi son heure pour une entreprise de violence sans précédent et qui verra un jour se retourner contre lui l'abus qu'il fait de la force brutale.

Il pense que tout l'effort de la France et de l'Europe doit se concentrer maintenant sur le succès de la médiation proposée par l'Angleterre et que toute action armée de la Russie contrarierait ce sage et généreux dessein. Il ajoute que la France qui, depuis plus de quarante ans, a subordonné aux intérêts suprêmes de la paix sa revendication sur l'Alsace-Lorraine ne peut pas se laisser entraîner à un conflit dont la Serbie serait l'enjeu.

Il proclame bien haut que la France seule peut disposer de la France, qu'en aucun cas elle ne peut être jetée dans un formidable conflit par l'interprétation plus ou moins arbitraire de traités secrets et d'engagemens occultes et qu'elle doit garder toute sa liberté d'action pour exercer en Europe une influence pacificatrice.

Il charge son bureau de se mettre en rapport avec le gouvernement, de lui transmettre la ferme volonté de paix dont est animé le pays et de lui mander quelles sont ses intentione au sujet de la convocation des Chambres.

Albert Poulain, Albert Thomas, Aldy, Aubriot, Auriol, Barabant, Barthe, Basly, Bedouce, Bernard, Betoulle, A. Blanc, Bon, Bouisson, Bouveri, Bracke, Bras, Brenier, Bretin, Briquet, Brizon, Brunet, Buisset, Cabrol, Cachin, Cadenat, Cadot, Camelle, Claussat, Compère-Morel, Constans, Deguise, Dejeante, Delory, Doizy, Dubled, Dumoulin, Durre, Emile Dumas, Fourment, Ghesquière, Giray, Goniaux, Goude, Groussier, Guesde, Hubert Rouger, Inghels, Jaurès, Jobert, Lafont, Lamendin, La Porte (De), Lauche, Laurent, Lebey, Lecointe, Lefebure, Levasseur, Lissac, Lacquin, Longuet, Manus, Mauget, Mayéras, Mélin, Mistral, Morin, Nadi, Navarre, Nectoux, Parvy, Philbois, Poncet, Pouzet, Pressemane, Ellen Prévot, Raffin-Dugens, Ragheboom, Reboul, Renaudel, Ringuier, Roblin, Rognon, Rozier, Sabin, Salembier, Sembat, Sixte-Quenin, Sorriaux, Thivrier, Vaillant, Valette, Valière, Varenne, Veber, Vigne, Voilin, Voillot, Walter.

Ebenfalls am 28. VII. 1914 traten die Conseils syndicaux de l'Union des syndicats de la Seine zusammen und stimmten den Beschlüssen des Comité confédéral zu, wie sie niedergelegt erscheinen im nachfolgenden Aufruf[1]).

1) La Bataille syndicaliste, 29. VII. 1914.

Nr. 106.

Confédération Générale du Travail.

A la population! Aux travailleurs français!

Dans la grave situation présente, la C. G. T. rappelle à tous qu'elle reste irréductiblement opposée à toute guerre.

Que le devoir des travailleurs organisés est de se montrer à la hauteur des circonstances en évitant, par une action collective, consciente, harmonisée à travers tout le pays, internationalement et par dessus les frontières, le plus grave péril mondial de se réaliser.

La C. G. T. déclare que la guerre européenne peut, doit être évitée, si la protestation ouvrière, jointe à celle de tous les partisans de la Paix, est assez formidable, pour faire taire les clameurs guerrières.

Paris ouvrier, populaire, a déjà manifesté des sentiments pacifistes; que la province, que tous les centres ouvriers se joignent à lui.

L'heure est tragique, et nul n'a le droit de rester indifférent.

L'action du prolétariat doit venir renforcer celle de tous les hommes qui, comprenant le péril couru par l'humanité tout entière, veulent mettre leurs forces et leurs consciences au service de la civilisation contre la barbarie.

L'Autriche porte une lourde responsabilité devant l'histoire, mais la responsabilité des autres nations européennes ne serait pas moins lourde si elles ne s'employaient pas, activement, loyalement, pour que le conflit ne s'etende pas.

Dans cette action, les gouvernements de ces pays ont le peuple français avec eux, si comme on le dit, ils travaillent sincèrement pour la Paix.

C'est une force qui mieux que tous les traités secrets doit leur assurer le succès definitif.

La C. G. T. croit fermement que la volonté populaire peut empêcher le cataclysme effroyable que serait une guerre européenne.

Aussi rappellant la déclaration de l'Internationale: »Tous les peuples sont frères« et les déclarations de ses congrès nationaux: »Toute guerre n'est qu'un attentat contre la classe ouvrière, qu'elle est un moyen sanglant et terrible de diversion à ses révendications«, elle réclame de toutes les organisations ouvrières une attitude ferme, dictée qar le souci de conserver les droits acquis par le travail dans la paix.

La guerre n'est en aucune façon une solution aux problèmes posés, elle est et reste la plus effroyable des calamités humaines.

Faisons tout pour l'éviter. Que partout, dans les villes industrielles, comme dans les communes agricoles, sans aucun mot d'ordre, la protestation populaire s'élargisse, se fortifiant, s'intensifiant au fur et à mesure que les dangers deviendront plus pressants.

A bas la guerre! Vive la paix.

Le Comité confédéral.

Das für den 29. VII. von der C. G. T. organisierte Meeting wurde im letzten Augenblick von der Regierung untersagt, mit der Begründung daß: «*il na pas paru possible au gouvernement,* «*dans les circonstances actuelles, de tolérer une réunion où, si on* «*s'en réfère a la convocation, les orateurs devaient traiter des* «*moyens d'entraver la mobilisation*[1])»

Die Antwort auf die Maßregel war der nachfolgende Protest[2]):

Nr. 107.

A la dernière minute, alorsque nous pouvions compter sur une liberté complète de réunion, nous apprenons, que le gouvernement interdit nos meetings qui devaient se tenir salles Wagram.

Que craint-il? A-t-il peur de nos démonstrations pacifistes?

Cependant, ses déclarations d'adhésion à la proposition louable de médiation formulée par l'Angleterre nous autorisaient à croire qu'il serait tolérée notre manifestation, qui ne pouvait que renforcer la cause de la paix.

Ce soir le peuple ouvrier aurait clamé son opposition à toute guerre, affirmé son inébranlable attachement à la cause de l'humanité.

Il aurait déclaré qu'à cette heure grave, toute préoccupation autre que celle d'éviter la plus formidable des conflagrations guerrières, devait être écartée. — Qu'en face du péril, les partisans de la paix avaient le devoir de faire taire leurs dissentiments, pour opposer un bloc plus compact au danger guerrier.

Il aurait adressé aux travailleurs de tous les pays en général, et en particulier à ceux de l'Allemagne, d'Angleterre, d'Italie, d'Autriche-Hongrie, de Russie, de Serbie, un appel fraternel, pour que toutes les forces prolétariennes s'unissent par dessus les frontières pour peser d'un même poids sur la décision des gouvernements responsables.

Il aurait indiqué que le devoir des grandes puissances européennes est de s'opposer, par la médiation, à l'extension du conflit austro-serbe, et, en dernier ressort, de la localiser pour éviter un plus grand carnage.

Il aurait affirmé tout cela, en conformité de vues et de pensées avec le prolétariat international.

Le gouvernement ne l'a pas voulu, c'est une raison de plus pour que nous redoublions de vigilance.

Les chances suprêmes de paix internationale sont entre les mains de la classe ouvrière. — Nous avons confiance que toutes les organisations confédérées sauront être à la hauteur de la situation. — Que dans tout le pays, la protestation antiguerrière s'intensifie, que les clameurs en faveur de la paix se fassent plus véhementes, là est le salut. — Pas de panique, de l'énergie et du sangfroid!

La C. G. T. et l'Union des Syndicats de la Seine.

1) L'Humanité, 30. VII. 1914.

2) La Bataille syndicaliste, 30. VII. 1914.

Am 30. VII. fand eine Sitzung der Parlamentsfraktion statt [1]), in der nach einem Bericht von VAILLANT, JAURÈS, SEMBAT und LONGUET über die Sitzung der B. S. I. in Brüssel [2]) folgender Beschluß gefaßt wurde:

Nr. 108.

Le groupe décide — d'accord avec le secrétaire de la Fédération de la Seine — l'organisation d'une grande réunion des adhérents au parti dans la Seine, où sera exposée la situation internationale et l'action que le B. S. I. attend de la Section française et des autres sections nationales. Il décide également, en accord avec la C. A. P., l'organisation, en faveur de la Paix, d'une grande manifestation qui précedera les travaux du Congrès international. Cette manifestation aura lieu au Prè-Saint-Gervais.

Am Tage darauf erschienen die folgenden Aufrufe:

Nr. 109.

Confédération Générale du Travail [3]).
Union des syndicats de la Seine.
Manifeste à la classe ouvrière, aux Travailleurs.
Vigilance de Tous les instants.

Malgré les menaces de voir le conflit austro-serbe emporter dans son tourbillon fratricide les peuples de la triple-entente et de la triple-alliance, la Paix reste possible. Elle doit triompher! — La volonté froide, résolue, de tous ceux qui se dressent contre cette eventualité criminelle doit être la plus forte. — Dans ces moments d'angoisse, au cours desquels se jouent la vie de millions d'êtres humains, la voix de la raison doit avoir le dernier mot. — Nul ne peut penser sans un frisson d'épouvante aux conséquences effroyables que serait un choc armé entre les nations européennes.

Dans ces circonstances, critiques, mais non désespérées la classe ouvrière de tous les pays joue ses destinées. Son avenir risque de sombrer. — En face de ce péril, l'union de toutes les forces pacificistes est indispensable.

Les violences de la police ne parviendront pas a étouffer la liberté de parole. — À l'arbitraire, d'où qu'il vienne, la classe ouvrière doit y faire face. — La C. G. T., l'Union des Syndicats de la Seine, tout en protestant énergiquement contre les brutalités policières de mercredi dernier, pensent que l'interdiction du meeting de la salle Wagram ne peut être qu'une mesure

---

1) L'Humanité, 31. VII. 1914.
2) Vgl. oben S. 33 ff.
3) La Bataille syndicaliste, 31. VII. 1914.

d'affollement sans lendemain. — Le droit de manifestation en faveur de la Paix doit être inviolable.

Aussi, la C. G. T. et l'Union des Syndicats de la Seine se préoccupent-elles, dès maintenant, d'organiser une manifestation d'une importance et d'un retentissement plus considérables. — D'autre part, les Unions de Syndicats des grands centres: Lyon, Marseille, Toulouse, Bordeaux, Limoges, Nantes, Rennes, Le Havre, Rouen, Bourges, Amiens, Lille etc., etc. organisent de leur côté de grandes manifestations publiques identiques à celles de Paris. — D'un bout à l'autre du pays, la voix ouvrière doit s'élever, créant une même atmosphère de protestation contre la guerre.

La date de ces demonstrations sera décidée par le Comité confédéral, les deux sections réunies, qui aura lieu ce soir, vendredi, à 9 heures, 33, rue de la Grange-aux Belles.

Nous répétons à toutes les organisations que la période présente recommande le plus grand sang-froid. — Pas de décision précipitée, pas de panique, une vigilance de tous les instants, là est le salut.

Les bureaux de C. G. T. et de l'Union des Syndicats de la Seine.

* * *

Nr. 110.

Déclaration de la Fédération Nationale des J(eunesses) S(ocialistes)[1]).

A cette heure grave, l'action des J. S. se fonde dans l'action unanime et concertée de la Section française de l'Internationale ouvrière. Les J. S., comme leurs aînés et, à côté d'eux, participeront à l'effort simultané du prolétariat européen pour la sauvegarde de la paix. — Sans nervosité et dans la plénitude de leur sang froid, ils accompliront le devoir que toute l'Internationale se sera tracé.

En conséquence, le Comité national invite les Jeunesses à seconder toutes les manifestations en faveur de la paix, que ces manifestations soient organisées par le Parti socialiste et ses sections, ou qu'elles soient organisées par la C. G. T. et les Unions des Syndicats, organismes centraux.

* * *

Nr. 111.

Déclaration de la F(édération) N(ationale) de l'Industrie T(extile)[2]).

La Commission administrative de la F. N. T., réunie extraordinairement le 29 Juillet, émue du conflit austro-serbe ayant déchaîné la guerre, con-

1) L'Humanité, 31. VII. 1914.
2) Ebenda.

state une fois de plus quelle est la conséquence du régime économique et politique actuel.

Considérant que le monceau de cadavres qu'a fait la guerre des Balkans laissant encore échapper la vapeur du sang, les grandes puissances devraient réfléchir eux horreurs terribles d'une nouvelle guerre et utiliser tous les moyens efficaces auprès des pays en conflit pour obtenir que la paix soit conclue le plus rapidement possible et, en cas d'impossibilité de localiser le conflit, afin d'éviter une conflagration européenne qui, si elle devait éclater, pourrait livrer l'humanité à la plus horrible boucherie et produirait dans tous les pays un désastre non seulement de la vie commerciale et industrielle, mais la destruction de la vie de famille et de la civilisation.

Considérant que les guerres constitutent les plus horribles fléaux que peuvent rédouter les nations civilisées et plus particulièrement la classe ouvrière, que, vainqueur ou vaincu, c'est toujours la classe ouvrière qui supporte la majeure partie des frais en or et en sang.

Déclare: Comme l'a fait le VIIIe Congrès international des Travailleurs du textile qui s'est tenu à Amsterdam en 1911, que les intérêts des Travailleurs de tous les pays sont identiques et que les guerres entre nations ne peuvent en aucune façon leur venir en aide dans leur lutte contre l'oppression de la classe capitaliste, que toute guerre est un crime de lèse-humanité, et qu'en conséquence il y a une nécessité pour les Travailleurs de tous les pays de manifester leur volonté impérieuse de paix internationale et d'appuyer tous les mouvements pour la prompte solution des conflits internationaux par l'arbitrage.

Considérant qu'une conflagration européenne peut entraîner 20 millions d'hommes sous les armes et mettre en œuvre les plus terribles engins de meurtre ce qui coûterait 300 à 400 millions par jour estime que les gouvernements commettraient le crime le plus honteux s'ils ne prenaient pas toutes les mesures pour l'éviter.

Décide: Qu'il est du devoir des Travailleurs organisés à imposer leur volonté de paix en s'associant aux protestations de l'Internationale ouvrière tendant à éviter une guerre fratricide qui serait pour eux la ruine et le désastre, les invite à organiser réunions et conférences dans le plus bref delai possible. A bas la guerre! Vive la Paix!

Pour la Fédération Nationale Textile:
La Commission.

* * *

Nr. 112.

Protestation du groupe des femmes socialistes[1]).

Aux femmes! Camarades, la guerre, l'horrible guerre est à nos portes et demain, peut-être, vos fils, vos frères et vos maris seront aux prises avec leurs camarades d'au delà des frontières!

1) Ebenda.

Laisserez-vous s'accomplir ce monstrueux massacre? Non. Certes, vous vous dresserez en masse comme une barrière vivante contre la barbarie menaçante et meurtrière.

Unissez-vous au prolétariat socialiste du monde entier, qui se lève contre la guerre et venez au meeting organisé par le groupe des femmes socialistes, avec le concours des orateurs du Parti, le lundi 3 Août, à neuf heures du soir, Maison commune, 59, rue de Bretagne.

La secrétaire du Groupe: Saumoneau.

Über die angekündigte und tatsächlich am 31. VII. stattgefundene Zusammentretung wurde die folgende Mitteilung ausgegeben [1]).

Nr. 113.

Le Comité confédéral réuni le vendredi 31 Juillet, décide, en présence de la situation internationale, d'organiser, d'accord avec le Parti socialiste, une grande manifestation internationale contre la guerre, le 9 août; nomme une commission chargée de s'entendre avec celle du Parti socialiste; donne mission à cette commission de précipiter la manifestation, si les événements internationaux la nécessitent.

Pour le Comité confédéral Le Bureau:
L. Jouhaux, Yvetot, Dumoulin, Marck, Calveyrac.

Am Nachmittag des 31. VII. 1914 wurde JAURÈS von RAOUL VILAIN ermordert. Am Abend des darauffolgenden Tages erfolgte die Kriegserklärung Deutschlands an Rußland und an demselben Abend ordnete die französische Regierung die allgemeine Mobilisation an, wobei sie jedoch in ihrer Proklamation ausdrücklich erklärte: *„La mobilisation n'est pas la guerre. Dans les circonstances présentes, elle apparaît, au contraire, comme le meilleur moyen d'assurer la paix et l'honneur“* [2]).

Tags darauf erschien der nachfolgende Aufruf:

---

1) La Bataille syndicaliste, 1. VIII. 1914.
2) L'Humanité, 2. VIII. 1914.

Nr. 114.

La C. G. T. aux Prolétaires de France[1]).

Une heure grave vient de sonner!

Les forces mauvaises sont sur le point de triompher. Une lueur d'espoir perce encore, mais si faible qu'il faut envisager les pires eventualités.

Cependant qu'entraînés vers le gouffre, nous voulons conserver l'espoir d'une paix possible. — Jusqu'à cette heure, le Comité Confédéral est resté à son poste de combat, luttant pour la cause de la Paix. — Hier encore, il adressait à l'Internationale ouvrière un suprême appel. — Si ses efforts ne paraissent pas avoir donné ce que nous étions en droit d'attendre, ce que la classe ouvrière espérait, c'est que les événements nous ont submergé. C'est aussi, nous devons le dire à ce moment suprême, que le prolétariat n'a pas assez unanimement compris tout ce qu'il fallait d'efforts continus pour préserver l'Humanité des horreurs de la guerre.

Femmes, qui pleurez en ce moment, nous avons tout fait pour vous épargner cette douleur. Mais, hélas! nous ne pouvons aujourd'hui que déplorer le fait accompli.

Pouvions nous demander aux camarades un sacrifice plus grand?

Quoiqu'il nous en coûte, nous répondons: non!

Ce que nous réclamons de tous, c'est un inébranlable attachement au syndicalisme qui doit traverser et survivre la crise qui s'ouvre. — Aussi fermement qu'hier nous devons conserver l'intégralité de nos idées et la foi dans leur triomphe définitif.

L'Internationale ouvrière restera toujours le but de nos efforts. — Convergence de nos espoirs, nous ne voulons pas qu'elle soit anéantie dans la tourmente. — Car nous savons qu'un jour viendra, quand les Peuples lui auront fait plus de confiance et auront assuré sa force, où elle constituera l'unique sauvegarde de la Paix et de la Civilisation.

La Confédération Générale du Travail.

Die von der Partei als Auftakt zu den Arbeiten des Internationalen Sozialisten-Kongresses in Aussicht genommene Manifestationsversammlung[2]) fand bereits am Nachmittag des 2. VIII. 1914 in der Salle Wagram statt: offenbar einerseits infolge der sich überstürzenden Ereignisse und des Todes von JAURÉS wie mit Rücksicht darauf, daß sich inzwischen der Zusammentritt des Kongresses als unmöglich herausgestellt hatte und bereits am

1) La Bataille syndicaliste, 2. VIII. 1914.
2) Vgl. oben Nr. 108.

1. VIII. aufgegeben wurde. Jedenfalls erging bereits am 1. VIII. folgende Aufforderung:

Nr. 115[1]).

Les membres du Parti sont informés qu'une grande assemblée générale des adhérents aura lieu demain Dimanche 2 Août a 2 h. et demies de l'après midi à la Salle Wagram, 39 bis, avenue de Wagram.

Cette réunion a pour but d'entendre le compte-rendu de la délégation au B. S. J. Seuls les membres du Parti sur présentation de leur carte auront accès dans la salle.

Les membres de la Commission exécutive et de la Commission de contrôle sont très instamment priés de se trouver dès 2 h. précises.

Le secrétaire: Beuchard.

Über diese Versammlung, der die Abgeordneten DUBREUILH, CAMÉLINAT und HUBERT ROUGER präsidierten, brachte die Humanité folgenden Bericht:

Nr. 116[2]).

Dubreuilh se lève alors et d'une voix émue remercie les militants d'avoir répondu à l'appel de la C. A. P.

«Notre devoir, nous l'avons fait hier entier, en plein accord, avec l'In-«ternationale. De tout notre pouvoir, nous avons, par nos sections, par nos «fédérations, par notre groupe parlementaire, travaillé au maintien de la «paix. Nous y avons travaillé tous et, plus que nous tous, le grand homme «que nous pleurons en ce moment, notre camarade Jaurès, tombé en martyr «de la cause de la paix sous les coups d'un assassin. Fidèles aux engage-«ments qui furent toujours les nôtres, notre devoir est donc de protéger «l'indépendance et l'intégrité de notre France républicaine et pacifique si «elle est attaquée.»

«Mais nous n'oublierons pas d'autre part que nous sommes les membres «de l'Internationale ouvrière et socialiste. C'est une guerre de défense à «laquelle un sinistre destin nous accule. Nous la ferons, mais avec l'unique «objectif de garantir le droit à la vie de notre patrie française, sans pensée «de revanche et avec le ferme propos de respecter la patrie d'autrui. — «Restons donc debout, camarades, en ces heures sombres. Maintenons nos «organisations et serrons-nous pour l'œuvre d'aujourd'hui comme pour celle «de demain autour de notre parti.»

---

1) L'Humanité, 1. VIII. 1914.
2) L'Humanité, 3. VIII. 1914.

Vaillant à la tribune.

D'une voix que l'émotion étrangle, c'est également par l'évocation de Jaurès, de sa vie, de sa mort et de son exemple, que le citoyen Vaillant, accueilli par une indescriptible ovation, commence son discours. Dans un admirable parallèle le glorieux témoin de la guerre et de l'insurrection d'il y a quarante-trois ans, montre que les horreurs de la guerre de 1870 et l'ampleur du crime commis alors contre la civilisation, sont formidablement dépassées par l'état d'immense barbarie où nous entrons aujourd'hui. Alors les masses d'hommes en présence et en lutte, se comptaient par centaines de mille, elles se comptent aujourd'hui par millions. «Et il y a encore,» continue Vaillant, «une autre différence immense. Alors, en 1870, malgré un «premier développement d'organisation le parti révolutionnaire n'a pas été «capable de s'opposer avec efficacité aux événements et tout au moins de «diminuer l'étendue du désastre. Aujourd'hui le parti socialiste, français «et international, est capable, et il l'a puissamment montré dans la semaine «qui vient de s'écouler, d'un effort vigoureux en faveur du maintien de la «paix. Il fera tout pour elle, profitera de toutes les chances. Mais si la «paix est impossible, l'organisation socialiste devra quand même poursuivre «son action, se maintenir et grandir pour accomplir, à chaque occasion «possible, sa mission de paix. Les socialistes rempliront à la fois leur devoir «patriotique et le devoir socialiste: en présence de l'agression, ils accom-«pliront tout leur devoir, pour la patrie, pour la République et pour la «Révolution.»

Discours de Longuet.

Jean Longuet succède à Vaillant. Il ne peut faire l'exposé complet, qu'il avait projeté du travail accompli à Bruxelles par le Bureau socialiste international. Mais il tient à dire combien a été parfaite l'unanimité entre les délégués de toutes nations pour travailler d'un plein accord au maintien à tout prix de la paix. «Adler a montré que les socialistes «autrichiens avaient fait tout ce qui leur était humainement possible en ce «sens sous un régime d'autocratie dont les premières mesures étaient dirigées «contre les socialistes autant que contre les Serbes. Haase a montré l'élan «massif du prolétariat allemand, les manifestations de 80 à 100 mille «hommes, la réprobation complète de l'opinion allemande presque entière «pour une guerre qui serait dirigée contre la France, réprobation que la «duplicité gouvernementale a tenté d'éviter d'ailleurs, en évoquant la terreur «cosaque et en essayant de tromper jusqu'au bout l'opinion publique par la «déclaration de guerre à la Russie. — Il y a dans l'attitude des socialistes «allemands et dans celle de l'opinion allemande vis-à-vis de la France, un «immense espoir de réconciliation. Les socialistes français feront jusqu'au «bout leurs efforts pour le maintien ou le rétablissement de la paix. Mais, «si la France est envahie, comment ne seraient-ils pas les premiers à défendre «la France de la Révolution et de la démocratie, la France de l'Encyclo-

«pédie, de 1793, de juin 1848, la France de Pressensé, la France de Jaurès? «Ils savent, qu'en agissant ainsi, ce n'est pas contre le peuple allemand qu'ils «portent les armes, et ils reprendront la devise des volontaires de 93: ‚Paix «aux peuples! Guerre aux rois!'»

Discours de Cachin.

Cachin a été compagnon de Jaurès dans ses démarches ultimes auprès des ministres. Il veut rapporter les suprêmes paroles d'avertissement, passionné et clairvoyant, donné par le grand homme disparu aux ministres trop mous de la République. En termes qui déchaînent un tumulte d'enthousiasme, il montre Jaurès signalant aux ministres l'abîme ouvert où les a entraînés, et depuis peu avec plus de force que jamais, la plus aveugle politique européenne. «Il faut accomplir maintenant, comme l'a «proclamé Jaurès, tout notre devoir envers la patrie, mais comme des «hommes conscients et libres, amis des hommes de l'univers tout entier. «Nous promettons,» conclut solennellement Cachin, «de faire à la fois «tous nos devoirs de Français et des socialistes fidèles à l'Internationale.»

Discours de Compère-Morel.

Compère-Morel fait appel au prolétariat de tous les pays. «Comme l'a dit Vaillant, un examen de conscience est nécessaire. Ce qui se passe actuellement en Europe est criminel, et bien des crimes ont été commis. Mais la plus profonde cause du crime est dans l'inconscience insensée des prolétaires qui n'ont pas compris encore que le socialisme seul pouvait établir la paix sur la terre et qui vont nayer leur faute de leur sang et de l'épouvantable malheur des leurs. Il faut lutter plus que jamais pour le socialisme, toujours pour le socialisme.»

Discours de Marcel Sembat.

Sembat à son tour, prend la parole en ces termes:

«Si nous sommes ici c'est que Jaurès l'a voulu. Il s'est levé au «groupe socialiste du Parlement pour réclamer la réunion plénière de tous «les socialistes de Paris, afin de vous expliquer ce qui s'était passé au «Bureau socialiste international.

«Il vous aimait tant! Il avait si grande confiance en vous! — Et ils «l'ont tué! Et il nous défend de le venger! Comme ils savaient bien qu'en «le tuant ils tuaient en chacun de nous quelque chose d'essentiel!

«S'il était ici, que vous dirait-il?

«Il vous dirait, avec Vaillant, qu'avant tout il ne faut pas que la «guerre tue le Parti socialiste ni même suspende sa vie: chaque section, «chaque fédération doit continuer à se réunir, fût-ce avec les vieux et les «femmes, et à se tenir en rapport avec l'organe central. — Il vous aurait «dit encore que tant que nous ne nous sommes pas plongés en pleine guerre,

«nous continuons à lutter pour la paix. — Que dis-je là? même en pleine «guerre, vous devez rester fidèles à votre idéal de paix.

«Comment? Voici! Vous êtes contraints à la guerre par la violation «des territoires neutres du Luxembourg et par l'agression de l'Allemagne «impériale. Mais vous demeurez des socialistes! Vous ne vous battez ni «par ivresse de revanche ni par délire belliqueux. C'est ce qui vous distingue «des chauvins! Vous vous battez pour défendre la culture française et la «liberté des peuples. Vainqueurs, car il faut que vous soyez vainqueurs, «vous refuserez de violer le droit des autres. —

«Nous tenons à défendre la culture française: mais nous ne voulons «pas détruire la culture allemande! Si la Russie victorieuse avec nous «voulait dépecer l'Allemagne ou fouler sous les pieds des chevaux cosaques «ses glorieuses universités, nous ne le permettrions pas. Vainqueurs, nous «dirions à l'Alsace et à la Lorraine ce que n'ont pas dit les Allemands. «Nous dirions: ‚Frères d'Alsace-Lorraine, à vous la parole! Prononcez «sur votre sort! Que voulez-vous? Vous êtes libres! Voulez-vous redevenir «membres intégrants de la France ou garder votre autonomie?

«S'ils le veulent, ils formeront une République autonome, comme la Suisse: «alliée à la Suisse d'une part, au Luxembourg et à la Belgique de l'autre: «chaîne d'Etats tampons.

«Cette guerre, si nous y sommes condamnés, nous voulons du moins «qu'elle soit la dernière des guerres. — Vous combattrez comme les volon- «taires de 1793, non pas pour les droits de Français, mais pour les droits «de l'homme! pour le droit des nations!»

C'est au milieu de la plus intense émotion que Dubreuilh lit l'ordre du jour suivant, dont l'adoption unanime par les milliers de citoyens présents constitue, pour chacun, un pacte formel, un engagement solonnel de dévouement entier au Parti Socialiste, à sa tâche de paix, de révolution et de civilisation:

«Dans les terribles circonstances de l'heure présente, si cruel que soit «son deuil, le Parti Socialiste, tant qu'il peut y avoir un espoir, si faible «soit-il, de paix, doit manifester sa volonté de la sauvegarder. — En la «médiation anglaise, seule, existe aujourd'hui cet espoir de paix. Aussi «nous faut-il demander au gouvernement de lui donner le plus énergique «appui. — Nous ne voulons pas, jusqu'au dernier moment, désespérer de «la paix.

«Si abominable qu'ait été l'attentat de l'Autriche contre la Serbie, si «perfide et provocateur qu'ait été l'impérialisme allemand, déclarant la «guerre à la Russie, nous maintenons toutes nos réserves sur les obligations «de traités secrets que nous n'avons pas connus et que notre Parlement n'a «pas ratifiés.

«Mais, comme nous l'avons toujours indiqué, à l'agression contre la «France républicaine et pacifique menaçant la civilisation et l'humanité, «nous répondrons de toutes nos forces et de toutes nos énergies. — Malgré «les malheurs et les catastrophes de plus en plus menaçantes, le Parti So-

«cialiste ne s'abandonnera pas. Même pendant la période la plus angois-«sante, son devoir le plus impérieux est de resserrer son organisation et, «autant que les événements le lui permettront, de ne pas perdre le contact «avec l'Internationale.

«Il constate que c'est en plein accord avec les décisions du B. S. I. «que les socialistes français ont pesé de toutes leurs forces pour obtenir de «leur gouvernement toutes les mesures favorables au maintien de la paix et, «qu'au milieu même de la catastrophe qu'est la guerre, ils demeureront prêts «à cet idéal, hostiles à toute pensée de revanche, mais résolus à défendre «le droit des peuples, de l'indépendance des nations, de la vie et de l'inté-«grités françaises.»

---

§ 3. Nach Kriegsausbruch.

Am 3. VIII. 1914 — nach Bekanntwerden des Einmarsches der Deutschen in Luxemburg, der Verhängung des Kriegszustandes über Frankreich und der Einberufung der Kammern für den 4. VIII. 1914 — erschien in der Humanité der Artikel

Nr. 117 [1]).

Ou en sommes nous.

La journée d'hier, toute sécouée par la mobilisation, est-elle le prélude obligatoire de la guerre! Tout effort pour la paix est-il devenu inutile! Il semble en tout cas que notre gouvernement lui même ne l'ait pas cru. Il déclarait, en effet, dans son appel à la nation, qu'il continuait «ses efforts diplomatiques» et qu'il «espérait encore réussir». Ce qui fait le prix particulier de cette parole, c'est qu'au moment même où il l'écrivait, il connaissait la déclaration de guerre à la Russie.

La violation du Luxembourg, acte abominable au regard du droit des neutres, acte de menace intolérable au regard de la France, est-elle de nature à anéantir totalement l'espoir de la médiation proposée par l'Angleterre? — Les incidents de frontière eux-mêmes, si nombreux ou si graves soient-ils, comme celui de cet officier allemand qui a brûlé la cervelle d'un soldat français, et s'est ensuite vu infliger le même traitement, tout cela suffit-il à faire dire que l'Allemagne aurait «commencé les hostilités», ou bien n'est-ce là que menues actions de sous-ordres que l'Allemagne devrait désavouer au besoin si la médiation prenait tournure!

Qu'est-ce donc qui nous autorise à poser ces questions optimistes au milieu du déluge de nouvelles, vraies où fausses, qui tendent à faire croire que la guerre est à l'état de fait? Quoi donc? La présence de M. Schoen à Paris.

---

1) L'Humanité, 3. VIII. 1914.

Calcul ou attitude vraie, cette présence est la preuve que tout n'est pas dit.

Mais si elle est un calcul, si par là l'Allemagne veut montrer à son alliée hésitante, l'Italie, le soin qu'elle met à rester pacifique, si le germanisme impérialiste espère que les incidents de frontière suffiront à pousser la France hors des voies de la sagesse et à souffler aux Chambres, avec le vote des crédits, la déclaration qui ouvrirait la porte toute grande aux véritables actes de guerre, ce serait un piège où il y aurait péril à tomber, fournir à l'Allemagne ce prétexte pour dire à l'Italie: «C'est moi moi» — ce serait vraiment trop maladroit.

Cet avertissement nous le donnons avec la conscience de continuer l'effort à la fois patriotique et humain du maître disparu. Il nous permet de signaler aussi le danger d'une séance unique des Chambres qui devrait obligatoirement déclarer la guerre et précipiterait les événements en nous donnant — faussement — une attitude d'aggresseurs qui n'est pas, qui ne peut pas être celle de la France.

P(ièrre) R(enaudel).

Am selben Tage erfolgte die Kriegserklärung Deutschlands an Frankreich und sein Ultimatum an Belgien, die Ablehnung desselben und sodann in der Nacht vom 3. auf den 4. VIII. der Einmarsch deutscher Truppen in Belgien. Die durch diese Tatsachen ausgelöste Stimmung der Partei und der Gewerkschaftskommission äußerte sich in den folgenden Artikeln.

Nr. 118 [1]).

Après les provocations, les audacieuses violations du droit, voici la rupture. M. Schœn est parti en notifiant la déclaration de guerre. Aucun recours n'existe plus. Les Chambres, demain ou après-demain, auront à se prononcer en votant les crédits que leur demandera le gouvernement.

Ces crédits seront votés à l'unanimité.

Le germanisme impérialiste que dénonçait, il y a quelques jours, l'un des manifestes publiés par le Parti socialiste, s'est montré dans toute sa brutalité, et il semble que soit venue l'heure où l'Europe, sous peine de plier sous son joug, doit lui faire payer «l'abus qu'il fait de la force brutale».

L'affaire de l'Autriche et de la Serbie n'apparaît plus guère que comme l'occasion attendue pour l'Allemagne pour intervenir contre la France. — Il faut se demander si, quand elle a commencé son action, l'Allemagne avait vraiment calculé toutes les chances. — En tout cas la déclaration de neutralité d'Italie, l'intervention d'Angleterre mobilisant, dès la nuit dernière, ses armées de terre et de mer, pour fermer la mer du Nord, la courageuse petite Belgique se jetant de tout son cœur à la défense de son sol, ce sont

1) L'Humanité, 4. VIII. 1914.

là des faits qui peuvent augmenter la confiance dans l'issue du formidable conflit qui commence.

L'Allemagne a dressé contre elle toute l'Europe. — Attendons donc le jugement des armes en souhaitant qu'il nous soit favorable.

Et maintenant il faut souhaiter que notre gouvernement réprime d'une façon implacable les désordres déshonorants qui ont abouti au pillage et au sac d'un certain nombre de magasins et de boutiques. Ces actes procèdent des mêmes excitations anciennes qui ont armé, il y a quatre jours, le bras de l'assassin.

Et nous, socialistes, rappellons nous les paroles de nos orateurs à la salle Wagram, venons puiser dans l'adieu que nous apporterons à Jaurès[1]) *le courage que demandent les circonstances, le salut de la patrie et la foi dans l'Internationale qui, meurtrie, devra pourtant surgir plus vivante quand les horreurs de la guerre auront montré aux hommes du XXe siècle l'abominable cauchemar auquel il faudra enfin échapper.*

P(ierre) R(enaudel).

* * *

Nr. 119.

Contre le «droit du poing»[2]).

Le «Faustrecht»: le droit du poing. — Cette ultime et brutale raison de l'Allemagne monarchique, féodale, militariste a trouvé son heure. —

Le droit du poing, négation du droit — que la force prime — notion bismarckiene — mais soutenue tout de même par des gens qui n'ont ni la taille ni l'esprit du chancelier de fer — le droit du poing, pour lequel la raison et l'intelligence ne sont que des sentiments asservis, domine ce matin l'Europe et, ce soir, le monde.

Les événements, qui se précipitent comme les battements du pouls dans un accès de fièvre, ont étouffé en quelques heures les derniers soubresauts d'espoir. — Le fait brutal est là. L'Europe est en guerre. — Le cataclysme qui menaçait a fondu sur la civilisation, la culture, les droits si péniblement conquis par les peuples.

Inutile de remonter loin pour chercher les causes profondes du drame qui commence. C'est trop tard ou c'est trop tôt. — Mais le monde a jugé la cause. C'est l'Autriche qui a provoqué la crise; c'est l'Allemagne qui, par sa duplicité d'abord, par ses aggressions ensuite, a fait jaillir l'étincelle qui met l'Europe en feu. — C'est du moins la seule chose que nous puissions connaître en France.

La violation de la neutralité du Luxembourg a été suivie, à une trentaine d'heures d'intervalle, de la violation de la neutralité belge: — Evident

---

1) Am 4. VIII. wurde JAURÈS zu Grabe getragen.

2) La Bataille syndicaliste, 4. VIII. 1914.

aussi est notre rôle. Contre le droit du poing, contre le militarisme germanique, il faut sauver la tradition démocratique et révolutionnaire de la France.

B(ataille) S(yndicaliste).

In der Sitzung der Kammern vom 4. VIII. 1914 wurden die von der Regierung vorgelegten Kriegsgesetz-Entwürfe debattelos und einstimmig votiert.

Am Vormittag hatte das Begräbnis JAURÈS stattgefunden. Aus den am Grabe gehaltenen Reden seien folgende Stellen hervorgehoben:

Nr. 120.

Jouhaux: ... Jaurès a été notre réconfort dans notre action passionée pour la paix. Ce n'est pas sa faute ni la nôtre si la paix n'a pas triomphé. C'est la guerre qui surgit. Avant d'aller vers le grand massacre, au nom des Travailleurs qui sont partis, au nom de ceux qui vont partir et dont je suis, je crie devant ce cercueil toute notre haine de l'impérialisme sauvage qui soulève l'horrible crime .... Oui, Jaurès, ton souvenir impérissable nous guidera dans la lutte terrible où nous entrons. Il se dressera devant nous comme un flambeau que la tourmente ne pourra éteindre. Et je proclame hautement, avant de l'affronter, notre foi dans l'Internationale, notre résolution de conquérir de haute lutte toutes les libertés et de les donner aux autres.

Vaillant: ... Demandons nous, à cette heure tragique, ce qu'il nous dirait, ce qu'il nous conseillerait, s'il était présent. — Il nous dirait que devant cette catastrophe générale qui s'annonce, au moment où toutes les forces de barbarie, toutes les puissances du militarisme impérialiste se déchaînent contre nous, nous ne devons pas perdre, ni même laisser faiblir notre foi internationaliste, ni notre foi socialiste. Il nous recommanderait le sang-froid. Il nous montrerait les luttes qui suivront la grande lutte qui commence et nous ferait sentir qu'après l'issue, nous aurons encore à lutter contre l'esprit de réaction militairiste auquel le vainqueur pourra être tenté de céder. Voilà ce qu'il nous dirait. Donc, fortifions nous pour la lutte. Jurons de faire notre devoir jusqu'au bout, pour la Patrie, pour la République, pour la Révolution.

Dubreuilh: ... Jaurès a été vaincu dans cet effort (en faveur de la paix). Nous avons été vaincus avec lui: c'est la guerre qui se dresse. Nous en affronterons sans peur les hasards et les périls. — S'il était ici, il deviendrait le clairon de la bataille pour rallier, avec sa grande voix, toutes les forces vives du pays. Et il aurait comme nous, en défendant la France, la conviction de défendre le haut idéal de fraternité humaine de notre Parti.

Am 6. VIII. erließ der Deutsche sozialdemokratische Leseklub in Paris folgende Erklärung:

Nr. 121[1]).

A nos camarades français.

Camarades, Dans cette heure de tristesse, nous vous exprimons les sentiments les plus fraternels des socialistes allemands, qui préfèrent rester dans votre pays de liberté et qui se refusent à se battre contre leurs camarades français.

Nous tous, nous aimons notre patrie, mais nous ne pouvons plus aimer une patrie qui attaque un peuple pacifiste.

Nos sympathies s'adressent à vous, qui défendez le sol de la liberté. Allez à la victoire! Allez battre le gouvernement criminel de Berlin.

A bas les monarchies! Vive la France démocratique! Vive la république allemande!

Diese Kundgebung wurde kommentiert in den Artikeln:
Nr. 122.

Socialistes[2]).

Avez-vous lu la déclaration de nos camarades — je n'hésite pas devant le mot — de nos camarades socialistes allemands du Leseclub (Club de lecture). J'en ai éprouvé un frémissement de joie et de fierté. Relisons-la ensemble, voulez-vous.

[folgt der Wortlaut der obigen Erklärung].

Et savez-vous pourquoi l'attitude de nos amis m'a causé tant de joie? C'est qu'elle m'a paru un gage de notre victoire, le gage le plus certain. — Si les socialistes allemands d'Allemagne ont ce même sentiment, si les quatre millions de socialistes qui votèrent là-bas pour l'Internationale ont acquis cette conviction que leur empereur et son kronprinz les conduisent à une guerre d'aggression, si rien n'a réussi à obscurcir leur raison, si leur conscience leur dit tout bas qu'on leur fait commettre un crime contre la civilisation, s'ils ont la conviction que ce n'est point la patrie qu'ils défendent, mais je ne sais quelle bande de fous orgueilleux et brutaux qui n'ont pas su mesurer leurs rêves de domination et d'impérialisme sans scrupules, oui, voilà le gage certain de notre victoire. Car il y aura une imcomparable différence de niveau entre l'élan moral de nos soldats et des autres.

Mais je voudrais aussi ajouter que c'est la justification la plus haute de ceux qui, ne voulant point oublier l'humanité, au milieu même du plus grand désastre que la destinée lui impose, supplient nos troupes de penser

---

1) L'Humanité, 6. VIII. 1914. 2) L'Humanité, 7. VIII. 1914.

à l'idéal de cette France immortelle au nom de laquelle ils vont lutter. Si la victoire favorise nos armes, que nos soldats se montrent généreux et magnanimes. Qu'ils n'oublient pas que parmi ceux qu'on a placés et amenés devant eux, il en est beaucoup peut-être qui partagent les sentiments des socialistes allemands de Paris, mais qu'une inflexible discipline a réduits au silence, peut-être même au prix d'un crime que nous ignorons encore. Qu'ils n'oublient pas que ce serait mal lutter pour la liberté, mal préparer l'Allemagne elle-même à la République, que de poursuivre une guerre d'extermination où la France ne prendrait plus figure de libératrice, mais figure de bourreau. La République française doit être sereine, dans la victoire aussi bien que dans la défaite, confiante qu'elle est dans l'affirmation et dans l'éternité du droit.

Jouhaux le disait l'autre jour avec une force de langage à laquelle tous rendirent hommage, parce qu'il tenait le langage qui convenait à la nation française, ce n'est pas au peuple allemand que nous faisons la guerre, mais à l'impérialisme germanique.

Abattons l'impérialisme, mais épargnons le peuple.

P(ierre) R(enaudel).

* * *

Nr. 123.

Aux républicains allemands[1]).

On a lu l'adresse digne et mélancolique des républicains socialistes allemands à leur correligionaires français. Adresse constatant de quel côté sont le droit, la liberté et la civilisation et se terminant par ce cri d'alarme: «Vive la république allemande!»

C'est très bien et que cette république future soit ce qu'elle pourra être, radicale bourgeoise ou sociale prolétarienne, étatiste ou libertaire — ce qui est affaire de l'évolution à venir — nous faisons franchement écho à tel cri.

Mais il est quelque chose de mieux encore que d'acclamer la république allemande, c'est de la créer!

Nous n'avons jamais cru à son avènement par les moyens parlementaires, et le présent ne nous donne que trop de raison. Toutefois le soulèvement du prolétariat allemand dans un empire centralisé et militarisé à outrance était chose terriblement difficile. — Aussi ne pouvons-nous garder rancune aux socialdémocrates de n'avoir pu réussir la révolution chez eux. Qui sait! Peut-être y a-t-il eu quelques tentatives généreuses que nous ignorons encore? — Mais s'ils ne peuvent combattre l'Empire au dedans — tout au moins pour l'heure présente — qu'ils le combattent du dehors. — C'est chose possible et j'ajouterai, indispensable.

Après avoir mille fois dit et répeté que nous ne pouvons confondre et solidariser les Travailleurs révolutionnaires allemands avec le bandit

---

1) La Bataille syndicaliste, 9. VIII. 1914.

Guillaume II et ses hordes d'assassins, il faut que nous puissions montrer où sont, ce que font les fils intellectuels de Goethe, de Schiller, de Lassalle et de Karl Marx. — Assez de manifestes, de protestations verbales! Formez le corps de Volontaires de la liberté allemande, qui sauvera l'honneur et la vie future de votre pays en combattant aux côtés des Français, Anglais, Belges, Hollandais et Luxembourgeois, leurs frères en l'Humanité!

Nous sommes quelques-uns qui envisageons la formation de guérillas internationales, peu nombreuses peut-être, mais formées d'élements sérieux et solides comprenant des techniciens. Si nous ne pouvons résoudre les grosses difficultés d'équipement et de subsistance, nous ferons autre chose: il est aussi honorable et utile d'administrer un clystère à un blessé qu'un coup de fusil à un ennemi.

Que nos amis allemands ne s'en tiennent donc pas à leur seul cri de: «Vive la République!» Qu'ils soient eux, à côté de nous et en armes, cette république allemande en gestation, servant de phare et de ralliement à la masse de leurs compatriotes, le jour où aura commencé à osciller sur sa base le hideux, le sanglant régime impérial.

Charles Malato.

Fünftes Kapitel.

Belgien.

§ 1. Unmittelbar vor Kriegsausbruch.

XVIe Congrès syndical à Bruxelles. 25.—27. VII. 1914[1]).

Von Auslandsvertretern waren auf demselben erschienen: LEGIEN für die Generalkommission der Gewerkschaften Deutschlands; JOUHAUX und DUMOULIN für die französische C. G. T.; VAN ZUTPHEN für die holländischen, LLOYD für die englischen Gewerkschaften.

In der Begrüßungsrede, mit der der Vorsitzende SOLAU den Kongreß eröffnete, beantragte er folgenden — sofort einstimmig und mit Akklamation beschlossenen — Protest gegen den Krieg[2]).

Nr. 124.

Le Congrès et la Commission syndicale du Parti ouvrier et des Syndicats indépendants, considérant que les continuels armements, faisant fléchir l'Europe sous le régime de la paix armée aggravée des campagnes menées par la presse bourgeoise, ont préparé les voies au développement du chauvinisme et du militarisme; Profondément émus par la nouvelle des massacres qui determineront peut-être l'intervention d'autres pays et entraineront ainsi une conflagration générale; Le Congrès syndical affirmant l'irréductible opposition du prolétariat à la guerre, lance un cri d'alarme international et invite l'Internationale ouvrière à mettre tout en œuvre pour empêcher ce crime contre l'humanité et se solidarise dès à présent avec les travailleurs d'autres pays.

Von den Auslandsvertretern sprach in seiner Begrüßungsrede nur JOUHAUX über die Kriegsfrage. Der Bericht enthält hierüber folgendes:

Nr. 125.

Jouhaux: «... La lutte contre les armements s'étend et s'intensifie. Au moment où le chef du militarisme français rendait visite au Tsar rouge,

1) Le Peuple. Organe quotidien de la démocratie socialiste. Bruxelles, 27. und 28. VII. 1914. L'Humanité (Paris) 28. VII. 1914.

2) Vgl. hierzu oben Nr. 28.

le prolétariat russe se levait dans un mouvement de protestation qui a secoué le vaste empire. Il faut que nous soyons prêts à poser des gestes analogues. Il faut qu'au milieu de la barbarie, au milieu de la sauvagerie, nous tenions haut et fier, par-dessus les frontières, l'étendard de l'humanité et de la civilisation[1]).

Am 1. VIII. forderte die Partei zu einer auf den 3. VIII. anberaumten Kundgebung der Brüsseler Arbeiterschaft gegen den Krieg auf:

Nr. 126.

La Fédération bruxelloise du Parti Ouvrier à la Population[2])*!*

A bas la guerre!

Capitalistes et militaristes sont a l'œuvre!

Pour des buts que l'on ne peut discerner avec précision en ce moment la diplomatie officielle exaspère et affolle les populations. — On nous menace d'une guerre européenne qui pourrait résulter du conflit austro-serbe. — Gardons notre sang-froid, mais protestons avec énergie contre cet attentat à la paix du monde.

Travailleurs! En attendant que puissent s'établir les responsabilités, aidez-nous à réprouver et, si possible, à enrayer l'action dévastatrice de quelques êtres sauvages et inconscients, indignes de la civilisation moderne!

Et vous, femmes! Mères, épouses et fiancées auxquelles l'on vient d'arracher brusquement les hommes par le rappel sous les drapeaux; Vous toutes, dont les fils, les maris ou amis se trouvent encasernés et que les événements pourraient mener au massacre; Vous que l'on plonge dans l'anxiété, la douleur et la misère, vous abandonnant avec les enfants au foyer déserté involontairement; Joignez-vous à nous, venez avec vos filles et vos fils pour flétrir les financiers et militaristes qui ne rêvent que conquêtes de capitaux et de territoires, sans s'inquiéter des désastres qu'engendrent leur égoisme, leur rapacité et leur vaniteuse gloriole.

Femmes et hommes! Levez vous avec la Fédération bruxelloise du Parti ouvrier qui organise pour lundi 3 août une

Manifestation de protestation contre la guerre.

Réunion à 6 heures au boulevard de la Senne. — L'appel est particulièrement adressé aux femmes qui se grouperont avec leurs enfants et prendront la tête du cortège. — A l'issue de la manifestation, meeting à la Maison du Peuple.

Le comité fédéral.

---

1) La Bataille syndicaliste (Paris), 27. VII. 1914.
2) Le Peuple, 1. VIII. 1914.

Am 2. VIII. trat der Conseil général du Parti ouvrier im Volkshaus in Brüssel zu einer Sitzung unter LOUIS BERTRANDS Vorsitz zusammen, bei welcher neben Notstandsmaßnahmen und -Forderungen beschlossen wurde [1]):

der Verzicht auf alle Straßenmanifestationen, also auch auf die für den 3. VIII. angesagte;

die Erlassung eines von DE BROUCKÈRE, VANDERVELDE, ROYER und WAUTERS zu redigierenden Aufrufes an die Bevölkerung;

daß die sozialistischen Deputierten in der Kammersitzung vom 6. VIII. votieren sollten «*les crédits nécessaires à la mobilisation et à l'entretien des soldats et de la population civile*» und daß VANDERVELDE eine dahin abzielende Erklärung abzugeben habe.

* * *

Das hierauf erlassene Manifeste lautet:

Nr. 127 [2]).

A la population!

La guerre européenne est déclarée.

Dans quelques jours, dans quelques heures peut-être, des millions d'hommes qui demandaient à vivre en paix, vont être entraînés, sans leur aveu, dans la plus effroyable des tueries par des traités qu'ils n'ont pas consentis, par des volontés qui leur sont étrangères.

La démocratie socialiste n'a aucune responsabilité dans ce désastre.

Elle n'a reculé devant rien pour avertir les peuples, pour empêcher la folie des armements, pour conjurer la catastrophe qui va frapper la communauté européenne.

Mais aujourd'hui le mal est fait, et par la fatalité des événements, une pensée nous domine: bientôt peut-être aurons-nous à donner notre effort pour arrêter l'invasion de notre territoire.

Nous le ferons d'un coeur d'autant plus ardent qu'en défendant contre la barbarie militariste, la neutralité et l'existence même de notre pays, nous aurons conscience de servir la cause de la démocratie et des libertés politiques en Europe.

Nos camarades appelés sous les drapeaux montreront comment les travailleurs socialistes savent se comporter devant le danger. Mais quelles que soient les circonstances où ils se trouveront, nous leur demandons de ne jamais oublier, au milieu des horreurs qu'ils verraient commettre, qu'ils

1) Ebenda, 2. VIII. 1914.
2) Ebenda, 3. VIII. 1914.

appartiennent à l'Internationale ouvrière, et d'être, dans toute la mesure compatible avec leur légitime défense individuelle et celle du pays, fraternels et bons.

Le conseil général du Parti ouvrier belge.

---

§ 2. Nach Kriegsausbruch.

Am 4. VIII. 1914, nach dem Tags zuvor gestellten und von der belgischen Regierung abgelehnten deutschen Ultimatum, veröffentlichte Le Peuple nachfolgenden Artikel:

Nr. 128.

Pour le salut commun.

De toutes parts, tandis que le sentiment public s'enfièvre, s'exalte et tour à tour, il le faut bien dire, s'angoisse ou s'exaspère, de beaux jeunes gars, sans distinction de classe, ceux-ci de souche ouvrière, ceux-là d'origine bourgeoise réclament l'honneur d'être enrôlés comme volontaires.

Et nous, les farouches et les irréductibles antimilitaristes qu'on sait, nous qui n'avons cessé de lutter contre le monstre de la paix armée, sachant que, derrière lui, se profilait le spectre des plus abominables carnages, nous crions: «BRAVO!» du fond du coeur, à tous ceux qui s'offrent bravement à participer à la défense nationale.

Pourquoi?

Parceque ce n'est pas seulement notre sol, nos foyers, nos femmes et nos enfants, qu'il s'agit de protéger contre l'invasion des barbares; ce qu'il faut maintenir intact, au prix de notre sang, n'est ce pas encore et surtout, l'héritage de nos antiques franchises, le patrimoine des garanties modernes, la cause même de la civilisation et de la démocratie! Notre vieille terre de bravoure et de liberté, n'a-t-elle pas pour privilège, à cette heure historique, de concilier avec le salut du pays, la sauvegarde des plus chères et des plus hautes aspirations d'un prolétariat qui en est la force, l'espoir et l'avenir! L'inviolabilité de notre territoire se confond avec les clauses les plus imperscriptibles du droit des gens et l'intérêt le plus sacré de l'émancipation des travailleurs qui est l'âme même de notre temps.

Nous n'ignorons pas que ceux qui s'embrigadent à cet instant tragique, inaptes à prendre, d'emblée, place dans le rang de prémière ligne, en seront réduits à de modestes consignes subalternes et à d'humbles corvées accessoires. Qu'importe! N'est ce pas, nous, socialistes, qui proclamons qu'il n'y a pas de besognes inférieures et qu'on peut avec dignité et vaillance remplir son devoir à tous les degrés hierarchiques des tâches utiles et nécessaires!

Allez donc, fils d'ouvriers et de bourgeois, qui vous rencontrez au seuil des bureaux de l'état major, pour vous inscrire aux régistres des recrues, en

ces jours de péril et de catastrophe; ceux dont la barbe est grise ou les cheveux blanchis, ou qu'une infirmité, à défaut de l'âge, frappe d'impuissance, ceux qui sont condamnés à ne pouvoir offrir au salut commun, ni leurs bras, ni leurs poitrines, ceux-la vous envient comme ils vous admirent, et s'il le faut pourtant, plutôt que de subir la loi des Huns et des Vandales, ils vous imiteront, car mieux vaudrait mourir pour l'idée du progrès et de la solidarité humaine, que de survivre en un régime où la force brutale et la sauvage violence auraient écrasé le droit.

In der bereits am 4. VIII. vormittags zusammengetretenen Deputiertenkammer, in welcher der Ministerpräsident DE BROQUEVILLE den Vormarsch deutscher Truppen auf belgischen Boden bekannt gab und König ALBERT in einer Thronrede die feste Entschlossenheit zur Verteidigung des Landes mit den Waffen aussprach, votierte die Kammer 200 Mill. frcs. für diesen Zweck. Im Namen der sozialistischen Kammerfraktion erklärte VANDERVELDE:

Nr. 129[1]).

que le moment est venu où les socialistes accompliront leur devoir sans défaillance. Nous voterons tous les crédits que le gouvernement réclamera pour la défense nationale.

Und als der Ministerpräsident die Ernennung VANDERVELDES zum Staatsminister mitteilte, gab dieser seine Zustimmung mit den Worten: *J'accepte.*

Am 7. VIII. 1914 veröffentlichte Le Peuple die folgenden zwei Aufrufe:

Nr. 130.

Ouvriers Mineurs, du Charbon!

Ainsi donc le crime innomable est accompli!

Déloyalement, hypocritement, lâchement, après un ultimatum tellement révoltant de prétention qu'on ne voulait pas y croire, les Allemands ont

---

1) L'Humanité (Paris), 5. VIII. 1914. Die Nummer des Le Peuple von diesem Tage konnte ich nicht erlangen.

franchi notre territoire, violé notre neutralité qu'ils avaient par deux fois, solennellement, reconnue. Maintenant les barbares sont à Liège. Des batailles peut-être, se livrent meurtrières.

Et tous sont partis, tous ceux qui ont reçu la feuille de rappel sous les drapeaux: fils, fiancés, maris, pères ou frères. — L'amertume au coeur, avec la poignante pensée de ce qu'ils laissaient au village, dans la détresse, ils sont partis, courageusement, bravement et avec enthousiasme pourtant, le fusil sur l'épaule et la cartouchière bien garnie. — Une idée fixe les guide, les obsède, leur Devoir. Et ils ne raisonnent pas. — Et ils le feront leur Devoir, le Devoir qui leur est assigné, ils le feront jusqu'au bout. — Ces doux et paisibles hommes, soldats et volontaires, vont tuer parcequ'il le faut; parceque leur devoir est de tuer, de combattre à outrance l'envahisseur, de le refouler au-delà de ses frontières. Ils vont combattre comme les lions pour garder nos chères libertés si péniblement acquises.

Mais les autres? ...

Ceux qui sont restés au village, ceux qui n'ont pas reçu la feuille blanche de la mobilisation, et qui restent consternés d'un tel crime et d'un tel malheur, eux aussi ont un Devoir, UN GRAND DEVOIR, qu'ils doivent accomplir pour leur conscience — un Devoir aussi beau, aussi grand que celui du combattant, celui de travailler, d'extraire le charbon de la terre.

Abattus, le deséspoir dans l'âme, croyant que plus rien n'est à faire dans un tumulte aussi horrible, d'aucuns ont cessé le travail. — Ils ne retournent plus à la fosse. Certes, leur inaction se comprend; mais elle est un danger, un grand danger qui menace d'énerver, d'arrêter les efforts de notre armée.

Que se passera-t-il si le charbon vient à manquer?

Les navires défenseurs de nos côtes et de nos ports, privés de charbon, resteront inactifs, inutiles, comme de grandes choses inertes. — Le ravitaillement se fera plus difficilement: et là-bas, à front de bataille, nos troupes attendront les munitions et les vivres.

Allons, braves et vaillants compagnons mineurs, séchez vos yeux, secouez votre torpeur, pensez à vos enfants, à vos frères là-bas, qui demain peut-être se battront vaillamment, et qui ont juré de mourir plutôt que de laisser notre chère petite Belgique écrasée sous la botte des soudards prussiens. Mais il ne faut pas que votre détresse soit une entrave à l'accomplissement de votre devoir. — Comme les soldats, faites le vôtre, mais sans hésiter. DESCENDEZ A LA FOSSE, vous battre avec la terre, arracher ses richesses, extraire son charbon, nécessaire aujourd'hui comme le sang à la vie. — Vouz avez la haute mission d'aider ceux qui se battent. On connaît votre courage. Ne faites pas défaut à la patrie qui compte sur vous.

Pour le Comité de la Féderation boraine:

Arthur Bastien.

* * *

Nr. 131.

Aux Ouvriers des Services Publics.

Nos camarades appelés sous les drapeaux montreront comment les travailleurs socialistes savent se comporter devant le danger.

Camarades qui restez!

Autant que vos frères de travail rappelés, vous avez un devoir sacré à remplir! Ouvriers des services publics, vous assurez le bon fonctionnement d'industries indispensables à la santé, à l'ordre et à la tranquillité publics. La défense du pays ayant rappelé nombre de vos camarades, il vous appartient de suppléer au manque de forces et de capacités professionelles qui résultent de leur départ.

Votre comité syndical, connaissant vos sentiments de solidarité, est convaincu que vous vous associerez à cela. Mettez-vous à l'entière disposition de l'administration, répondez à toutes les réquisitions, à toutes les prestations avec l'unique préoccupation:

LA SAUVEGARDE DE NOTRE INDÉPENDANCE.

Haut les coeurs!

Camarades des services publics, faites votre devoir! Tout votre devoir!

L'Union Centrale belge des ouvriers des services publics.

Ferner veröffentlicht Le Peuple am 8. VIII. 1914 folgendes Gesuch der Telegraphen- und Telephonarbeiter an die Minister des Krieges, sowie der Eisenbahnen, Post und Telegraphen:

Nr. 132.

Au nom de nos collègues nous sollicitons la militarisation complète, pour la durée des hostilités, de tous les ouvriers des télégraphes et téléphones, sans aucune distinction d'âge. — M. le ministre de la guerre disposerait ainsi d'un effectif qui permettrait de combler les vides faits par l'ennemi dans les rangs des télégraphistes militaires.

Espérant que notre requête sera accueillie, nous prions, M. M. les ministres, d'agréer l'expression de nos sentiments pour la cause sacrée de la défense de la patrie.

Au nom de l'Association génerale des ouvriers des Télégraphes et Téléphones,

Le président, — *Le secrétaire-général,*
M. Deschrryver. — *Ch. Parente.*

Au nom de l'Union générale (chretienne) des Ouvriers des Télégraphes et Téléphones

Le président, — *Le secrétaire,*
M. Van Obergen. — *P. de Windt.*

Le Peuple vom 8. VIII. 1914 nach der Einnahme von Lüttich enthält folgenden (nicht signierten, also redaktionellen) Aufruf:

Nr. 133.

A la population!

L'admirable bravoure de nos troupes, à Liège, face à l'envahisseur, et l'unanime élan de nos populations dans la foi de la résistance et la lutte pour la liberté, sont le suprême réconfort des tragiques journées que nous vivons.

Persévérons dans notre incoërcible espoir de salut, notre indéfectible courage et notre imperturbable sang-froid!

Pas d'abattement et pas de panique!

Soyons dignes des valeureux soldats qui luttent héroiquement pour nous!

Ce qu'ils défendent avec autant d'entrain que de vaillance, ce n'est pas seulement notre indépendance et nos vieilles franchises en même temps que la sainteté des foyers et des destins du pays, c'est l'idée même du droit et de l'humanité!

Haut les âmes!

Que ceux à qui l'âge ou l'infirmité imposent le crève-coeur de ne pouvoir combattre, du moins, veillent sur l'ordre, la tranquillité et la dignité de notre vaste agglomération.

On l'a vu, toutes les mesures de ravitaillement sont arrêtées. Nous ne manquerons ni de pain, ni de denrées. — L'hygiène et la salubrité resteront sauves. — Les autorités civiles et militaires veillent. — Dans ces conditions, comme nos invincibles petits soldats qui tiennent en échec le plus formidable des ennemis, sachons d'un coeur stoique, faire front aux événements.

Quoi qu'il advienne, gardons confiance en l'avenir! — Nous avons à nos côtés, les deux plus grands peuples de lumière et de progrès, la France et l'Angleterre; notre cause est celle du monde civilisé; elle ne peut succomber, elle ne succombera point!

Anathème à la guerre!

Vive la Belgique indépendante!

Vive la sainte force de la paix et de la solidarité humaine!

Pas de défaillance, ni d'angoisse!

Nos troupes ardentes et magnifiques marchent au combat, en chantant; haussons nous au niveau de leur enthousiasme et de leur foi!

Le Droit est éternel, et cette atroce et sauvage guerre sera la dernière qui, jamais, fera couler encore le sang des peuples.

Le jour où l'Angleterre et la France, aidées par toutes les autres nations de conscience et de concorde, comme la nôtre, auront vaincu l'Allemagne impérialiste, elles ne chercheront à se venger autrement qu'en imposant au

peuple allemand, lui-même libéré de l'abominable régime de casque et du glaive, le respect inviolable de la paix et le règne final de la justice et de la fraternité dans la démocratie internationale.

Le Peuple vom 18. VIII. 1914 brachte den folgenden (nicht signierten, redaktionellen) Artikel.

Nr. 134.

La Haine.

Par dessus de l'horreur et les atrocités de la guerre, la boucherie des massacres, l'angoisse des femmes, le deuil des logis, le ravage des champs et la dévastation des cités, ce qu'ils nous ont apporté, en surcroît, les barbares, c'est la haine, la haine qui monte des nos plus obscurs instincts comme de l'éclatante révolte de nos consciences, la haine, qui jaillit du sang de nos veines comme de l'exaspération de nos âmes, la haine qui les châtie et qui nous venge, la haine qui les voue à l'exécration universelle comme à l'extermination implacable, la haine qui purifiera les airs, du souffle empeste de leur haleine, et délivrera le monde, du cauchemar d'une domination de morgue, d'astuce et de lâcheté.

Cette haine est féconde et légitime, comme celle qu'un jour, invoqua l'un des plus nobles fils de notre patrie, dont le coeur fut toute bonté et l'esprit, toute justice!

O suprême misère! Nous avons depuis près d'un demi-siècle, lutté non seulement contre la guerre entre les peuples mais encore contre la haine entre les races; et voici que leurs hordes sauvages nous font renier ce qui fût la lumière de notre ideal!

Entre tant d'autres crimes, n'est-ce point là leur attentat au sentiment même de la solidarité humaine?

Et rien, ni la parole d'un savant, s'élevant par dessus de la pléïade des graves docteurs dont l'Allemagne impériale affichait l'orgueil, ni le cri deséspéré d'un artiste ou d'un poète, en appelant aux mânes de Goethe et de Schiller, ni même le verbe stoïque d'un des cent et dix mandataires de la socialdémocratie, reprenant au nom des fameux quatre millions et demi d'affiliés, l'héroïque protestation de Bebel et du vieux Liebknecht, en 1870, rien, rien, rien ne se dresse pour laver l'abjection de tant de hontes et crier grâce à notre haine!

Eh bien, cette haine, le jour de l'inéluctable victoire finale des alliés, il faut sans miséricorde ni sensiblerie, qu'elle mette la race des teutons au ban de l'humanité et que cette race expie pendant plusieurs générations l'horrible forfait sous laquelle elle va succomber!

Sechstes Kapitel.

Großbritannien [1]).

§ 1. Die Zeit von 1912 bis zum Frühjahr 1914.

a) The L(abour) P(arty).

12th. Annual Conference. Birmigham, 24.—26. I. 1912 [2]).

Angenommen wurde folgende von J. BRUCE GLASIER (von der Indep. Lab. Party) eingebrachte und auch von T. SHAW (Textile Workers) befürwortete Resolution gegen Rüstungen und Krieg:

Nr. 135.

That this Conference, realising the menace to social progress and working-class welfare involved in War, and the terrible suffering, sacrifice of

---

1) An sozialistischen politischen Parteiorganisationen bestehen in England:

1. Die I(ndependent) L(abour) P(arty). Ihr offizielles Organ ist: Labour Leader. A Weekly Journal of Socialism, Trade Unionism and Politics. London. Außerdem wird sie neben anderen Blättern vertreten von dem Wochenblatte: Forward-Glasgow.

2. Die B(ritish) S(ocialist) P(arty), in welcher im Herbst 1911 die S(ocial) D(emocratic) P(arty) aufgegangen ist. (Vgl. dieses „Archiv" IV, 162/66). Ihr offizielles Organ ist das Wochenblatt: Justice, The Organ of Social-Democracy. London.

3. Die F(abian) S(ociety).

Diese drei Organisationen sind dem Brüsseler J. S. B. angeschlossen und bilden demgemäß die British Section of the International Socialist Bureau.

Die J. L. P. und die F. S. sind mit den gewerkschaftlichen Organisationen zu The L(abour) P(arty) zusammengeschlossen, deren — im Laufe des Krieges eingegangenes — Organ The Daily Citizen ist.

Dieses Blatt und Clarion sind mir seit Kriegsbeginn nicht mehr zugänglich gewesen.

2) Report of the ... Conference. London, The L. P. 1912.

life, and waste of material resources which it involves, hereby, as in previous years, expresses itself against the growing burden of armaments and protests against Militarism and Compulsory Military Service in all its forms;

and declares that national disputes should be settled by arbitration, and urges the workers of all lands to exert their utmost influence on behalf of peace and the brotherhood of nations. The Conference is also of opinion that the most effective means of accomplishing this pourpose is by increasing the Labour representation in the various countries so as to render it impossible for Governements to enter upon var[1]).

Ferner beantragte Bruce Glasier noch folgende Zusatzresolution:

Nr. 136.

The Conference, in addition, expresses its approval of the proposal to investigate and report on whether and how far a stoppage of work, either partial or general, in countries about to engage in war would be effective in preventing an outbreak of hostilities; commends the whole subject to the consideration of every section of the movement; and asks the Executive to take such action as may be necessary to secure a full report for next year's Conference.

T. Shaw (Textile Workers) bekämpfte diesen Antrag und erklärte sich mit Bezug auf den Generalstreik «*opposed to such an anarchistic proposal*» und forderte: es solle dem Intern. Soz. Bureau mitgeteilt werden: «*that the rank and file were so much opposed to the idea of a General Strike that it was considered unnecessary to make any further enquire*»; und A. Henderson gab im Namen der Exekutive der L. P. die Erklärung ab: diese unterstütze die Aufforderung des Int. Soc. Bureaus, er persönlich befinde sich jedoch «*very largely in agreement with the remarks of Mr. Shaw*». Doch meine er, daß vor einer Mitteilung ans J. S. B., wie Shaw sie wünsche, die Exekutive «*ought to have an enquiry*».

---

1) Abgelehnt wurde ein Antrag Egerton Wakes (aus der L. P. im Waffenfabriksort Barrow), nach dem ersten Absatz einzufügen:

Nr. 135 a.

declares that, in order to secure that a reduction of expenditure on armaments should not involve unnecessary hardship upon the workers in the industries affected, the establishment by statute of the Right to Work or Maintenance is essential.

Schließlich wurde die BRUCE GLASIERsche Resolution mit 1 323 000 gegen 155 000 vertretene Stimmen angenommen.

Außerdem wurden — auf Antrag von J. KEIR HARDIE (J. L. P.), resp. J. M. MACTAVISH (Portsmouth, Trades Council) — die Resolutionen beschlossen:

Nr. 137.

That this Conference, believing the anti-German policy poursued in the name of the British Government by Sir Edward Grey to be a cause of increasing armaments, international ill-will, and the betrayal of oppressed nationalities, protests in the strongest terms against it. The Conference is of opinion that this diplomacy has led the present Government to risk war with Germany in the interests of French financiers over Marocco, to condone the Italian outrage in Tripoli, the Russian theft in Mongolia, and, above all, to join hands with Russia in making an assault on the national independence and freedom of Persia. It places on record its deepest sympathy with and support of the Persian people, and calls upon the L. P. in Parliament to fight for a reversal of the present foreign policy.

Nr. 138.

The Conference declares its conviction there is no quarrel between the peoples of Germany and England, and believing that a wide expression of this conviction would be valuable at the present moment, directs that steps be taken to get all Labour groups or representatives on local bodies to move simultaneously a resolution conveying a fraternal greeting to the German people, and asking their co-operation in the maintenance of peace; copies of such resolution to be sent to responsible statesmen in each country.

* * *

Vgl. Nr. 12.

* * *

Am 17. XI. 1912 fand in London ein internationales Meeting gegen den Krieg statt, das beschloß:

Nr. 139.

That this meeting of the citizens of London, convened[1]) *under the auspices of the British Section of the Intern. Soc. Bureau, hereby endorses the Manifesto of the I. S. B.*[2]) *and sends fraternel greetings to all comrades and coworkers in all lands.*

* * *

1) Bulletin du B. S. I. X, 24. 2) Vgl. Nr. 13.

13th. Annual Conference. London, 29.—31. I. 1913 [1]).

Beschlossen wurde debattelos auf Antrag von MARION PHILIPPS (Women's Labour League):

Nr. 140.

That this Conference strongly protests against militarism in all its forms, and declares that it is in the interest of the workers throughout the world that they should bring every pressure to bear upon their respective Governments with a view to obtaining the settlement of disputes between nations by arbitration. It calls upon the wives and mothers of the working class to assist in this work by teaching their children the meaning of the international solidarity of the workers and the necessity of redirecting the national energies at present spent on militarism into the great work of raising the burdens of poverty from the workers of all lands.

* * *

14th. Annual Conference. Glasgow, 27.—31. I. 1914 [2]).

Angenommen wurde — ebenfalls auf MARION PHILIPPS Antrag — nachstehende Resolution:

Nr. 141.

That this Conference urges the Workers to resist the efforts of the great War Trusts to increase our expenditure on armaments, and calls upon parents to withstand the insidious attempts of the National Service League to introduce a system of conscription. It also wishes success to be called by the Parliamentary Committee of Trades Union Congress to consist of the Miners' Federation, the Transport Workers' Federation, and the National Union of Railwaymen, to consider joint action of the workers against war in this and other countries; and further urges the people to use their political power to democratise foreign policy and to replace our present system of armed peace by an alliance between all the workers of the world for the purpose of lifting the burdens of poverty which press upon them to-day.

* * *

Vorausgegangen war auf J. R. CLYNES' Antrag der einstimmige Beschluß:

Nr. 142.

That this Conference strongly condemns the enormous, ruinous, and unnecessary growth in naval expenditure, which in the present year is likely

1) Report of the . . . Conference. Ebda. 1913.

2) Report of the Special and Annual Conferences of the L. P. London 1914.

to exceed £ 50 000 000; and, believing that armaments are governed by policy, declares that as a first step towards a better understanding this country should abandon its policy of maintaining the right of capture of private property at sea in time, and should press by every means in its power for a peace federation including Britain, Germany and France.

---

b) The I(ndependent) L(abour) P(arty).

20th. Annual Conference. Merthyr, 27.—28. V. 1912 [1]).

Nr. 143.

That this Conference, viewing with grave misgivins the foreign policy of sir E. Grey and the Government and the present method of secret diplomacy, which produces international complications, protests against the secret methods of conducting our national foreign policy, and urges our members of Parliament to demand that all negociations with other Powers be brought into the full light of the House.

* * *

21th. Annual Conference of Manchester, 24.—25. III. 1913 [2]).

Einstimmig wurde auf J. BRUCE GLASIERS Antrag die Resolution angenommen:

Nr. 144.

That this Conference protests against the ever-increasing burden of militarism and armaments, and offers the utmost resistance to the efforts now being made to introduce compulsory military service into this country. The Conference further welcomes and associates itself with the splendid manifestation of solidarity displayed by our French and German comrades, and warmly endorses the proposal for a triple entente between Germany, France and Great Britain as an important step towards the guarantee of European peace.

* * *

„Coming-of-age" Conference. Bradford, 11.—14. IV. 1914 [3]).

Nr. 145.

That this Conference protests against the ever-increasing burden of armaments an preparations for war, welcomes the growing international solidarity of workers as a potent force for peace, expresses its opinion that

---

1) Report of the ... Conference. London, I. L. P. 1912. 2) Report ... Ebda. 1913. 3) Report .., Ebda. 1914.

national service of a military character cannot be of any good to the people and will ultimately lead to compulsory military service. It calls attention to the fact that cosmopolitan groups of financiers are engaged in unscrupulous efforts to create alarm, antagonism, and occasions of dispute, and that their immense wealth gives them a political power which no Government has yet dared to resist. The Conference requests the L. P. to press the Government to take immediate steps towards the setting up of all disputes between nations, and also to press for the abolition of the «right» of seizing private property in naval war.

In view of the fact that the Armaments Ring is being strengthened by the increased proportion of contracts granted by the Liberal Government to private firms, this Conference further urges the Labour members of Parliament to use their influence to secure the transference of shipbuilding for the Navy from private firms to the Government dockyards.

* * *

Nr. 146.

That the I. L. P. members of Parliament be instructed to vote against any increased expenditure on armaments, but emphasise the need for an complete and exhaustive survey of Government works (Harbours, Canals, Roads, Town Planning, and Re-afforestation) with a view to absorbing the displaced labour.

* * *

Nr. 147.

That this Conference condemns strongly all attempts to subvert the Army for political purposes, making it a means influencing legislation and a grave menace to civil liberty. It protests against the gross legal inequality which sends Trade-Unionists to prison for counselling soldiers not to shoot strikers, whilst permitting certain prominent heads of the Army and membres of Parliament to advise officers against maintaining law in Ulster.

It urges steady opposition to militarism, as being inimical to the highest forms of freedom inside the State.

---

c) B(ritish) S(ocialist) P(arty).

1st. Annual Conference. Manchester, 25.—27. V. 1912 [1]).

Mit 83 gegen 65 Stimmen wurde folgenden von H. Quelch entwickelten — jedoch nicht in Resolutionsform gebrachten — Thesen zugestimmt:

1) Official Report of ... the Conference. London, B. S. P. 1912.

Nr. 148.

Socialism and patriotism.

. . . they had heard a lot in the Socialist movement about anti-patriotism, anti-imperialism and anti-nationalism. There was an idea that these were synonymous terms. That was not his opinion. It had been truly said that they were Internationalists, not Anti-nationalists. He was a Socialist because he did not believe that Socialism meant the suppression of all individual liberty, but the establishment of a condition of things in which the fullest possible individual liberty would exist, and the greatest opportunities would be afforded for the development of the individual. So also International Socialism claimed the fullest possible liberty for every individual nationality. So far from Imperialism being the same thing as Patriotism, Imperialism was the very opposite to patriotism.

All rights and liberties depended ultimately upon force, and no nation could defend its rights that was not armed. Therefore, the International Socialist movement sought the abolition of all standing armies and the establishment of National Citizen Force in all countries, purely for purposes of national defence. This was not only compatible with anti-Imperialism, but was essential to it. National defence must be organised upon the basis of military training for all citizens, as one of their rights as well as one of their duties. So long as capitalism existed, there would always be a portion of the population at the disposal of the capitalist class to be organised into professional armies in the interests of capitalism. The more powerful would the capitalist class become so long as the bulk of the people were unarmed and untrained to the use of arms.

* * *

Second Annual Conference. Blackpool, 10.—12. V. 1913 [1]).

Nr. 149.

That this Conference congratulates our French and German comrades on their vigorous opposition to the increase of armaments in their respective countries, and pledges the B. S. P., as an integral part of the Intern. Soc. Party, bound by the resolutions on war of Stuttgart, 1907, and Basle, 1912, to poursue the same policy in Great Britain, with the object of checking the growth of all forms of militarism.

---

§ 2. Unmittelbar vor und nach Ausbruch des Krieges.

Am 30. VII. 1914 veröffentlichte das Organ der B. S. P. die Manifeste der österreichischen, deutschen und französischen Partei

1) Official Report of the . . . Conference. Ebda. 1913.

vom 25. resp. 25. und 28. VII.[1]) und zugleich folgende — am 27. VII.[2]) gefaßte —

Nr. 150[3]).

Resolution of the Executive Committee of the B. S. P.[3]).

The B. S. P. joins with its Socialist comrades throught the civilised world in denouncing the provocative note of Austria-Hungary to Servia, sent before fuller inquiry was made into the responsability of the Servian Government for the assassinations of Sarajewo. It heartly congratulates the Socialdemocrats of Vienna, Berlin, Paris, and other centres upon their vigorous efforts to prevent the outbreak of war, and pledges its members to do their utmost to support similar pacific efforts in Great Britain.

Die I. L. P. ihrerseits trat mit folgender Kundgebung hervor:

Nr. 151.

Down with the War[4])*!*

Workers of Great Britain, you have no quarrel with the workers of Europe. They have no quarrel with you. The quarrel is between the Ruling Classes of Europe. Don't make their quarrel yours.

One million Trade Unionists and Socialists of Austria have protested against the war. Don't desert them. — Three million Trade Unionists and Socialists of Germany have protested against the war. Don't desert them.

Workers of Great Britain, unite with the organised workers of France and Russia in saying that though our Governments declare war we declare peace. — Stand true in this hour of crisis. The flag of International Solidarity is greater than the flag of Britain, of Germany, of France, of Austria, of Russia. It wawes over all.

Why should you go to war? What have you to gain from war? What has war ever done for you? What did the last war — the Boer War — do for you? Twenty thousand workers were shot dead on the battlefield. You are still paying £ 12000000 every year in food taxes for it. The workers of South Africa are worse of than ever. The rich mine-owners alone benefited. — The workers never benefit by war.

This is not your war. It is not the war of the German working class, or of the French working class, or of the Austrian working class, or of the Russian working class. It is the war of the British Ruling Class, of the German Ruling Class, of the French Ruling Class, and of the Austrian Ruling Class. — It is their war, not yours. — Thit is a war of the Ruling Classes. But the Ruling Classes will not fight.

---

1) Vgl. oben Nr. 69, 42, 98. 2) Vgl. Vorwärts (Berlin), 29. VII. 1914.
3) Justice, 30. VII. 1914. 4) Labour Leader, 6. VIII. 1914.

They will call on you to fight. — Your fathers. your brothers, your sons will be called upon to shoot down the German workers. The German workers will be called upon to shoot down your fathers, your brothers, your sons. You have no quarrel. But you will have to suffer. Why should you?

You will have to pay for the war. You will hunger and starve. Your wives will hunger and starve. Your children will hunger and starve. Why should they?

Workers, even now you can stop this terrible calamity if you will! No Government can continue to engage in war if its people say with sufficient strength: There must be peace.

Say it! Say it in your thousands. March through the streets and say it. Gather together in your squares and market places and say it. Say it everywhere. Say it, and go on saying it until the Government heeds.

Workers, don't fail your comrades at this great moment. Stand by your fellow-workers here. Stand by your yellow-workers in Europe. Whoever else deserts the ranks, whatever you may have to face, stand firm. The future is dark, but in the solidarity of the workers lies the hops which shall, once again, being light to the peoples of Europe.

Down with the War!

Am 2. VIII. 1914 fand eine von der B. S. of the I. S. B. einberufene Demonstrationsversammlung gegen den Krieg auf dem Trafalgar-Square statt, auf der die B. S. P., I. L. P. und die Gewerkvereine vertreten waren. Nach Reden von HYNDMAN, J. KEIR HARDIE, GEORGE LANSBURY, dem Sekretär der Transport Workers' Union, ROBERT WILLIAMS, CUNNINGHAME GRAHAM u. a. gelangte zur Annahme folgende von dem Sekretär der British Section, ARTHUR HENDERSON, eingebrachte

Nr. 152.

Resolution[1] [2]).

This demonstration, representing the organised workers and citizens of London, views with serious alarm the prospects of a European war, into which every European Power will be dragged, owing the secret alliances and understandings which, in their origin, were never sanctioned by the nations, nor are even now communicated to them.

We stand by the efforts of the international working-class movement to unite the workers of the nations concerned in their efforts to prevent

---

1) Labour Leader, 6. VIII. 1914. 2) Justice, 6. VIII. 1914, enthält nur einen kurzen Auszug aus der Resolution.

their Governments from entering upon war, as expressed in the resolutions passed by the Intern. Soc. Bureau.

We protest against any step being taken by the Government of this country to support Russia either directly or indirectly or in consequence of any understanding with France, as being not only offensive to the political traditions of the country, but disastrous to Europe, and declare that as we have no interest direct or indirect in the threatened quarrels which may result from the action of Austria in Servia, the Government of Great Britain should rigidly decline to engage in war, but should confine itself to efforts to bring about peace as speedily as possible.

Zahlreiche andere Versammlungen im Lande resolvierten in gleichem Sinne[1]). Nach erfolgter Kriegserklärung Englands ans Deutsche Reich (4. VIII. 1914 abends) erschienen die folgenden Manifeste:

Nr. 153.

An Appeal to the British Working Class[2]).

(Manifesto by British Section of the International Socialist Bureau.)

The long threatened European War is now upon us. For more than a hundred years no such danger has confronted civilisation. It is for you to take full account of the desperate situation and to act promptly and vigorously in the interest of peace.

You have never been consulted about the war.

Whatever may be the right and wrongs of the sudden, crushing attack made by the militarist empire of Austria upon Servia, it is certain that the workers of all countries likely to be drawn into the conflict must strain every nerve to prevent their Governments from committing them to war.

Everywhere Socialists and the organised forces of Labour are taking this course. Everywhere vehement protests are made against the greed and intrigues of militarists and armament-mongers.

We call upon you to do the same here in Great Britain upon an even more impressive scale. Hold vast demonstrations against war in London and in every industrial centre. Compel those of the governing class and their Press, who are eager to commit you to co-operate with Russiandes; potism, to keep silence and respect the decision of the overwhelming majority of the people, who will have neither part nor lot in such infamy. The success of Russia at the present day would be or curse to the world.

---

1) Labour Leader, 6. VIII. 1914. 2) Labour Leader, 6. VIII. 1914; Justice, 6. VIII. 1914.

There is no time to lose. Already, by secret agreements and understandings of which the democracies of the civilised world know only by rumour, steps are being taken which may fling us all into the fray. Workers stand together, therefore, for peace. Combine and conquer the militarist enemy and the self-seeking Imperialists to-day once and for all.

Men and women of Britain, you have now an unexampled opportunity of showing your power, rendring a magnificent service to humanity and to the world. Proclaim that for you the days of plunder and butchery have gone by. Send messages of peace and fraternity to your fellows, who have less liberty than you.

Down with class rule! Down with the rule of brute force! Down with war! Up with the peaceful rule of the people!

Signed on behalf of British Section of International Socialist Bureau.

J. Keir-Hardie (Chairman).
Arthur Henderson (Secretary).

Nr. 154.

Manifesto of the National Council of the I. L. P.[1]).

It has long been earnestly urged by the I. L. P. that the diplomatic policies pursued by European rulers, including our own, and supported by the force of murderous armaments, would lead inevitably to universal war or universal bankruptcy — or both. That prediction, based upon facts and tendencies, has been only too swift, ly and tragically fulfilled.

The Cause of the War.

Instead of striving to unite Europe in a federation of States, banded together for peace, diplomacy has deliberately aimed at dividing Europe into two armed, antagonistic camps, the Triple Entente an the Triple Alliance. Diplomacy has been underground, secret, deceitful, each Power endeavouring by wile and stratagem to get the better of its neighbour. Diplomats have breathed the very air of jealousy, deception, an distrust. Each country, in turn, largely through the influence of its Jingo Press, has been stampeded by fear and panic. Each country hat tread to outstrip other countries in the vastness and costliness of its war machine. Powerful armament interests have played their sinister part, for it is they who reap rich harvest out of havoc and death. When all this has been done any start a conflagration like the present.

---

1) Labour Leader, 13. V. III. 1914. 2) Eine gute deutsche Übersetzung des Manifests in: Kriegsgegner in England. Nach englischen Quellen dargestellt von * * *. München, G. Birk & Co. 1915, S. 56/59.

It is difficult and perhaps futile to try to apportion at this moment the exact measure of responsibility and blame which the various countries must bear. It is just as untrue to say that British policy has been wholly white and German policy wholly black as to say that German policy has been entirely right and British policy entirely wrong. Simple undiscriminating people in both countries may accept unreservedly one or other of these alternatives, but, as past experience shows, history will tell a different story.

Secret Diplomacy.

For the present Sir Edward Grey issues his White Paper to prove Germany the aggressor, just as Germany issues a White Paper to prove Russia the aggressor, and Russia to prove Austria the aggressor. Even if every word in the British White Paper be admitted, the wider indictment remains. Let it be acknowledged that in the days immediately preceding the war, Sir Edward Grey worked for peace. It was too late. Over a number of years, together with other diplomats, he had himself dug the abyss, and wise statesmanship would have forseen, and avoided the certain result.

It was not the Servian question or the Belgian question that pulled this country into the deadly struggle. Great Britain is not at war because of oppressed nationalities or Belgian neutrality. Even had Belgian neutrality not been wrongfully infringed by Germany we should still have been drawn in. If France in defiance of treaty rights had invaded Belgium to get at Germany, who believes we should have begun hostilities against France? Behind the back of Parliament and people, the British Foreign Office gave secret understandings to France, denying their existence when challenged. That is why this country is now face to face with the red ruin and impoverishment of war. Treaties and agreements have dragged Republican France at the heels of despotic Russia, Britain and the heels of France. At the proper time all this will be made plain, and the men responsible called to account.

We desire neither the aggrandisement of German militarism nor Russian militarism, but the danger is that this war will promote one or the other. Britain has placed herself behind Russia, the most reactionary, corrupt, and oppressive Power in Europe. If Russia is permitted to gratify her territorial ambitions and extended her Cosack rule, civilisation and democracy will be gravelly imperilled. Is it for this that Britain has drawn the sword?

Tens of thousands of our fellow-workers are in the front of battle, knowing not if they will ever return again. Already many have fallen, and soon the death-roll will mount appallingly, and the wounded lie suffering on the battlefield, on the decks of ships, and in the hospitals. Among those who are bravely facing this fate are many of our Socialist comrades serving in the regular forces, the reserves, and the territorials.

Hardly less dread is the position of the women and children at home who are dependent on those who are under arms, and the countless workers and their families who are plunged into unemployment and destitution by

the war. Almost no conceivable effort — even if the food supply of the country holds out — will prevent the occurrence of fearful privation amongst them.

German Workers Our Comrades.

And what is true of the soldiers, and the workers and their families of our own country is no less true of those of France, Belgium, Germany, and other lands.

Is it not right that we should remember this?

To us are Socialists the workers of Germany and Austria, noless than the workers of France and Russia, are comrades and brothers; in this hour of carnage and eclipse we have friendship and compassion to all victims of militarism. Our nationality and independence, which are dear to us, we are ready to defend; but we cannot rejoice in the organised murder of tens of thousands of workers of other lands who go to kill and be killed at the command of rulers to whom the people are as pawns.

The war conflagration envelops Europe; up to the las moment we laboured to prevent the blaze. The nation must now watch for the first opportunity for effective intervention.

As to the future, we must begin to prepare our minds for the difficult and dangerous complications that will arise at the conclusion of the war.

The people must every where resist such territorial aggression and national abasement as will pave the way for fresh wars; and, throughout Europe, the workers must press for frank and honest diplomatic policies, controlled by themselves, for the suppression of militarism and the establishment of the United States of Europe, thereby advancing toward the world's peace. Unless these steps are taken Europe, after the present calamity, will be still more subject to the increasing domination of militarism, and liable to be drenched with blood.

Socialism Will Yet Triumph!

We are told that international Socialism is dead, that all our hopes and ideals are wrecked by the fire and pestilence of European war. It is no true.

Out of the darkness and the depth we hail our working-class comrades of every land. Across the roar of guns, we send sympathy and greeting to the German Socialists. They have laboured unceasingly to promote good relations with Britain, as we with Germany. They are no ennemies of ours but faithful friends.

In forcing this appalling crime upon the nations, it is the rulers, the diplomats, the militarists who have sealed their doom. In tears and blood and bitterness, the greater Democracy will be born, With steadfest faith we geet the future; our cause is holy and imperishable, and the labour of our hands has not been in vain.

Long live Freedom and Fraternity! Long live International Socialism!

The National Council of The Independent Labour Party.

Nr. 155.

Manifest of the B. S. P.[1]).

To the Workers of the United Kingdom.

Fellow Citizens, —

The great war, long threatened and feared, has suddenly come upon us. The attack made by Austria upon Servia has involved the nations of the Triple Alliance and those of the Triple Entente, and this country is drawn into the general struggle by the declaration of war upon Belgium by Germany on account of the refusal of that little State to forego its guaranteed neutrality in the interest of the attacking Power.

At this time of serious danger we are anxious you should thoroughly realise that this awful catastrophe, which will turn the greater part of Europe into a vast shambles, and send thousands to their death at sea, is the result of the alliances, ententes, and understandings entered into and «assurances» given by the Governments and Chancelleries of Europe without any reference whatsoever to the peoples themselves. It is not a war of the peoples. Be sure of that. The workers of Germany declared vehemently against war. No one knows to-day how many German Social-Democrats and trade unionists have been shot down or imprisoned for their opinions since martial law was proclaimed. At this moment of natural hatred of German aggression we appeal to you to distinguish soberly between the mass of the German people and the Prussian military caste which dominates the German Empire.

The misery and starvation which must accompany the present terrific military and naval struggle will fall most heavily upon you. You will be faced with rising prices of the necessaries of life on the one hand, and increasing unemployment on the other. The Government has moved quickly in naval and military mobilisation and in dealing with the purely financial situation. You must demand with no uncertain voice that the same activity shall be shown in safeguarding the food of the people. «Assurances» that there is no occasion for panic and high prices will be of no value to you if wholesalers and retailers raise the cost of your food.

Fellow Citizens, we of the British Socialist Party, recognising that the feeding and employment of the people are the supreme questions of the moment, urge the following proposals: —

a) The immediate passing of measures to secure the State and Municipal control of the purchase, storage, and distribution of the necessaries of life, and the fixing of maximum prices throughout.

b) The immediate adoption by local Education Authorities of the Education (Provision of Meals) Act, and its extension, as a matter

1) Justice, 13. VIII. 1914.

of immediate necessity, to the feeding and clothing of all children in the common schools.

c) Prompt exercise of compulsory powers by representative Health Committees for the supply of milk to nursing mothers, infants, young children and sick people.

d) Immediate application by the Government trough all channels now available (Development Commissions, Road Boards, Unemployed Workmen Act, etc.) of the powers to commence works of public utility by the State and municipality; together with the setting on foot forthwith of co-operative useful productive work for unemployed men and women at a high standard of life, the goods so produced being distributed communally outside of the competitive market.

e) We demand that the Insurance Act shall forthwith operate without any deduction from wages whatever.

f) We also insist that rent shall be included in the present and all future moratoriums and that all hire-purchase aoreements and tallymen's charges shall be placed on the same footing.

From the very first, and all through, the International Socialist Party has declared for peace, whilst always maintaining the right of nations to defend their national existence by force of arms. It is the working class in all lands who are called upon to bear the heaviest burden in this fratricidal conflict. Wives will lose their husbands and mothers their sons in tens of thousands before the power of Prussian militarism is broken and the German people themselves are freed from a crushing Imperialism. Hunger and starvation will be the lot of millions who do not fall by sword, shot or shell.

Never again must we entrust our foreign affairs to secret diplomacy. Never again must we regard foreign policy as being something with which we have no concern. The terrible period which we have yet to encounter and pass through must teach us a never-to-be-forgotten lesson. The war will break down the ententes, alliances and understandings made without our knowledge and consent. Then will come the opportunity for a genuine democratic agreement between the peoples themselves.

Such an agreement between the peoples of France, Germany and Great Britain will be a solid guarantee of peace and a powerful bulwark against the encroachments of Russian despotism, a result which may easily come of the present war. To that end we shall continuously work, and we appeal most earnestly to you to keep this bright hope for the future before you through all the coming days of darkness and death.

Away with War! Social-Democracy for ever!

The Executive Committee of the British Socialist Party.

21a, Maiden Lane, Strand, London, W.C.

August 12th, 1914.

Gleichzeitig mit diesem Aufruf erschien im Organ der B. S. P. der Artikel

Nr. 156.

The war, secret diplomacy and social-democracy[1]).

First and foremost, in considering the terrible war which has broken out in Europe, we are bound to take account of our own position as International Social-Democrats. That we have done our utmost to serve the cause of peace and to protest against the war cannot be denied. Our peace resolution was issued before that of any Socialist body. We of the B. S. P., that is to say, however completely some of us may have been convinced for years past of the detestable truculence of German militarism, were at one with the extremest of pacifists in our determination to avert war, it if was at all possible to do so. That is the reason why, as a party, we took our full share in the great peace demonstration in Trafalgar Square. That is why we joined with our comrades in every European country in their declarations against war, as injurious to the workers of the world.

But when the German military aggressionists deliberately tore up the treaties formally signed by their own country in regard to the neutrality of Belgium; when they declared war against and attacked that much ill-used and plucky little nation; when our comrade Emile Vandervelde, the chairman of the International Socialist Bureau, a man of peace if ever man of peace there were, was compelled by the Belgian Socialist Party, and Belgians at large, to join the Belgian Government in order to help to maintain the independence of his country; when the noble Jean Jaurès denounced the outrage committed by Germany and Austria upon civilisation; when the German Government made what Mr. Asquith justly calls its «infamous proposals», in order to secure the neutrality of Great Britain—then it was quite impossible for us to fail to recognise that, as a nation, we were bound, not by secret agreements and private understandings, but by solemn international treaties and international declarations at the Hague (which have never yet been denounced or condemned even by those Parliamentary pacifists who are now most vehement for neutrality) to declare war against the disturber of Europe, and the deliberate violator of his own undertakings.

It has been my own personal opinion for many years that, had we acted in the best interests of humanity, Great Britain would have kept up an overwhelming navy and etablished long ago a citizen army on democratic lines. The objects at which Germany was aiming were quite clear. Had we pursued this policy and refrained from any secret agreements, such as those to which the Czar referred in his letter, I am firmly convinced that peace would have been maintained, that we should not be calling, in semi-panic, for 500 000 untrained men, that we should not now be engaged in an offensive and defensive war in co-operation with Russia, and that we should have been in a very much better position than we are to-day to up-

1) Justice, 13. VIII. 1914.

hold our treaties, to defend the small Powers, and to prevent France from being crushed.

At is his, we cannot disguise from ourselves that, though everybody must eagerly desire the final defeat of Germany, in view of the crime committed in Belgium, nevertheless the success of Russia, which must inevitably follow, will be a misfortune to the civilised world. My wife and I felt this very strongly as we spoke at the funeral of our comrade Felix Volkhovsky on Wednesday, the 5th, in company with Kropotkin, Tcherkessy, J. F. Green and others.

But it is useless to repine. The most we can do, either as Social-Democrats or as Englishmen, at present is to exert all the influence we posses to bring about a reasonable peace as soon as possible; while not hampering in any way the efforts of the Government to win a speedy victory by vigorous action on land and on sea.

It may be that this will come sooner than was expected. Although too much importance must not be attached to the splendid resistance of the Belgians at Liége, it is already absolutely certain that the first repulses of the German invaders have not only gained time and immensely encouraged every man and woman in little Belgium, but have also intensified the ardour of the French. «If», they may well say, «the Belgians, upon whom the Germans have thus suddenly and unexpectedly swooped down, can hold them in check for days, with a comparatively small force, what may not we Frenchmen hope to do, who are far more numerous and have been making ready for this onslaught for years?»

Meanwhile, Germany has committed nearly every political blunder she could commit. She has set the whole world against her, and has compelled even one of her own allies to remain neutral. Fine diplomacy that! Moreover, it seems as if the Emperor and his advisers had overlooked the fact that the Germany of to-day is quite a different Germany from the Germany of forty-four years ago. Then the Fatherland was still an agricultural country, on much the same plane as that which France occupies to-day. The world-industry had only just begun for her. Consequently a great war could be conducted without a dangerous dislocation of her internal affairs, or a serious shortage of her supplies. This is no longer so.

Germany is now an important manufacturing nation. She is closely bound up in international finance. She is dependent for supplies of raw material, and even to a large extent for food, upon foreign countries which cannot help her in this way unless she smashes the British fleet; or upon other foreign countries which certainly will not furnish her with necessaries—namely, Russia, Servia, etc. Should the Kaiser and his armies, therefore, fail to win all their tabulated victories, according to their time schedule—which is very much more quickly than they appear likely to win them at the moment of writing—the whole population of Germany will have such urgent economic and social matters to deal with a home that their forces may be very badly needed elsewhere than in France. And this domestic position will quite probably be reached about a month hence, or just

at the time when Russia will be tumbling her hundreds of thousands, perhaps millions, of men on to Germany's six army corps stationed along the North-East frontier.

If the British fleet, therefore, succeeds in getting into touch with and beating the German fleet, the outlook is not very bright. The German General Staff, in fact, have miscalculated almost as seriously as the German Foreign Office. They did not know that Liége has been a first-class fortress for fully four years; they were not aware that the Belgians can fight; they have not learnt that to deploy when within only 700 yards of machine guns and rifle fire is fatal with modern weapons; and they forgot that all the favourable chances were with them, not against them, in 1870/71. Will the cry of «à Paris» have a similar result to that of the cry of «à Berlin» forty-four years ago? We hope so. And yet-Russia!

But why, apart even from the outrage on Belgium, is Great Britain obliged to take a hand in this war? Because we did not make adequate preparations to maintain peace; because our Liberal Foreign Minister entered into secret agreements and understandings which committed this nation to declare war without any authority from the people.

If the democracy had been told the real state of the case in regard to Germany by our Caucus Ministers I do not believe for a moment it would have refused to maintain our position by adequate armaments on land and on sea. If the masses of the people had understood that we were virtually bound to make war for Russia I am convinced a change of policy—by no means necessarily more favourable to Germany or less advantageous to France—would have been demanded. Sir Edward Grey brought us to the point where war could scarcely be avoided; Germany forced us into it by her «infamous proposals» and her action in Belgium; Russia moved because she knew she could rely upon Great Britain. And that is the result of the triumphant secret diplomacy of England! High time it should be put an end to for ever. This we British Social-Democrats have claimed since 1881.

And now, though war has only just been declared, we have what is virtually a forced paper currency; the nation has already given a credit through the House of Commons for £ 100000000, which it will cost £ 150000000 to raise; the army, which Lord Haldane so hopelessly failed to reorganise, lacks 500000 men; there is still grave doubt whether the German fleet will not be able to strike a heavy blow in the North Sea; and the Government, in order to save the people from wholesale starvation, finds that only Social-Democratic proposals are of any avail. This last truth is really important. The nation will learn in time of war a little of what it must threateningly demand in time of peace.

It is even possible that, as the war of 1870/71 grave France a Republic, the war of 1914 may secure for England the beginnings of a Co-operative Commonwealth. We sincerely hope so. That, at any rate, is worth figthing for. By far our worst enemies are the landlords and capitalists of Britain.

H. M. Hyndman.

Siebentes Kapitel.

Rußland[1]).

§ 1. Allgemeine Kundgebungen vor und unmittelbar nach Kriegsausbruch.

Vgl. Nr. 19.

In der Dumasitzung vom 26. VII./8. VIII. 1914, in welcher über eine Vertrauensresolution an die Regierung und die Kriegskredite verhandelt wurde, verlas der Abgeordnete CHAUSTOW im Namen der S.D. Fraktion und der Russischen S.D. Arbeiterfraktion[2]) eine Erklärung, worauf die Angehörigen der beiden Gruppen vor der Abstimmung den Sitzungssaal verließen[3]). Die Erklärung lautete:

---

1) Außer den nationalen — polnischen, finnischen, lettischen, grusinischen — Sozialdemokratien bestehen in Rußland folgende Organisationen:

1. P(artija) S(otschialistow)-R(evoljuzionerow) (Sozialisten-Revolutionäre);
2. R(ossijskaja) (S(otschial)-D(emokratitscheskaja) R(abotschaja) P(artija) (Russ. Soz.-Dem. Arbeiter-Partei);
3. Ogólno-Zydowski Związek Robotniczy na Litwie, w Polscie i Rosyi (Jüdischer Arbeiterbund in Litauen, Polen und Rußland), gemeinhin als Bund (Bund) bezeichnet.

Alle drei Organisationen sind dem I. S. B. angeschlossen. Vgl. die Einigungsverhandlungen in Brüssel vom 14. XII. 1913 im Bulletin du B. S. I. XI. Supplém. Vgl. auch G. TSCHUDNOWSKY, Schriften russischer Sozialisten über den Krieg, in diesem „Archiv" VII, 60 ff.

2) Die bereits früher in den Reihen der Russ. S.D. bestandene Spaltung hatte an der Wende von 1912 auf 1913 auch auf die soz.dem. Dumavertretung übergegriffen, indem die 5 Abgeordneten „bolschewistischer" Richtung eine besondere, eben die Russ. S.D. Arbeiterfraktion gebildet hatten.

3) Dem Exodus schlossen sich auch die demokratischen Arbeiter-Abgeordneten, die „Trudowiki" an.

Nr. 157 [1]) [2]).

Ot imeni S.D. frakzii i rossisijskoj S.D. rabotschej frakzii ja upolnomotschen sajawitj sledujuschtee:

Straschnoe, nebywaloe bedstwie obruschilossj na narody wsewo mira. Milliony rabotschich otorwany ot mirnawo truda, rasoreny i broscheny w krowawyj wodoworot; milliony semej obretscheny na golod. Wojna natschalassj. Kogda prawitelstwa gotowilissj k wojne, jewropejskij proletariat, wo glawe s germanskim wystupil s drushnym protestom protiw podgotowlaemoj prawjaschtimi krugami wojny. Rjad sloshiwschichsja obstojatelstw pomeschal rabotschim rossii wystupitj otkryto s tem she protestom protiw wojny. No w momenty grandiosnych demonstrazij jewropejskawo proletariata protiw wojny serdza russkich proletariew bilissj wmeste s ich serdzami. Nastojaschtaja wojna poroshdena politikoj sachwatow, jawlaetsa wojnoj, otwetstwennostj sa kotoruju nessut prawjaschtie wsech wojujuschtich teperj stran. Proletariat — postojannyj saschtitnik swobody i interessow naroda, wo wsjakij moment budet saschtischtjatj kultuurnyja blaga naroda ot wsjakich possjagatelstw, otkuda by oni ne izchodili. Sosnatelnyj proletariat wojujuschtich stran nemog pomeschatj wosniknoweniju wojny i tomu rasgulu war-

---

1) Rjetsch (Petersburg), 27. VII./9. VIII. 1914.

2) Ein schreckliches und noch nie dagewesenes Unglück hat sich auf alle Völker herabgesenkt. Millionen von Arbeitern sind aus der Arbeit gerissen, werden in das Blutbad geworfen und müssen zugrunde gehen; Millionen von Familien sind zum Hunger verurteilt... Der Krieg ist ausgebrochen. Als die europäischen Regierungen sich zum Kriege vorbereitet hatten, protestierte das europäische Proletariat mit dem deutschen an der Spitze gegen den Krieg, den die herrschenden Schichten führen wollten. Die russischen Arbeiter wurden durch verschiedene, allen bekannte Verhältnisse verhindert, offen gegen den Krieg zu protestieren; doch schlagen die Herzen des russischen zusammen mit den Herzen des europäischen Proletariats.

Der Krieg ist die Folge der imperialistischen Politik der herrschenden Klassen; die Verantwortung müssen die Regierungen aller Länder, die jetzt den Krieg führen, tragen. Das Proletariat — der ständige Verteidiger der Freiheit und der Volksinteressen — wird immer die Kultur vor jedem Angriff verteidigen. Das klassenbewußte Proletariat der Länder, die jetzt den Krieg führen, konnte leider den Krieg nicht verhindern. Wir sind aber tief überzeugt: in der internationalen Solidarität aller Arbeiter werden wir die Mittel finden, um dem Krieg und dem Greuel ein baldiges Ende zu setzen... Möge der Friedensvertrag nicht von den Diplomaten, sondern von den Völkern abgeschlossen werden!

Außerdem sind wir tief überzeugt, daß der Krieg den breiten Volksmassen aller Länder endlich die Augen öffnen wird über die wirkliche Quelle der Herrschaft und Ausbeutung und daß der jetzige Ausbruch der Barbarei der letzte sein wird.

(Die Übersetzung nach dem Züricher „Volksrecht", 4. IX. 1914.)

warstwa, kotoryj ona s ssoboj nessjot. No my gluboko ubeshdeny w tom, tschto w meshdunarodnoj solidarnosti wsech trudjaschtichsja mass wsego mira proletariat najdjot sredstwa k skorejschemu prekraschteniju wojny. I pustj uslowija mirnawo dogowora budut prodiktowany ne diplomatami, a ssamim narodom. Wmeste s tem, my wyskasywaem glubokoe ubeshdenie, tschto eta wojna okontschatelno raskrojet glasa narodnym massam Jewropy na dejstwitelnyj istotschnik nassilij i ugnetenij, ot kotorych onje stradajut, i tschto tepereschnjaja wspyschka warwarstwa budet w to she wremja i poslednej wspyschkoj.

---

§ 2. Die polnische Sozialdemokratie[1] [2].

Während des Monats August 1914 erschienen in Russisch-Polen nachfolgende Flugblätter und Aufrufe:

---

1) Zum Verständnis der im folgenden vorkommenden Parteibezeichnungen ist festzuhalten, daß zurzeit in Russisch-Polen fünf Organisationen tätig sind. Aus der bis 1906 einheitlichen P(olska) P(artja) S(ocjalistyczna) [Poln. Sozialist. Partei] entstanden in diesem Jahre die:

1. P. P. S. Lewica (Linke) und 2. P. P. S. Frakcya Rewolucyjna (Revolut. Fraktion).

Ebenso spaltete sich 1912 die S(ocjal)-D(emokracya) K(rólestwa) P(olskiego) i L(itwy) [Soz.-Dem. Polens und Litauens] in die:

3. S.-D. K. P. L. Grupa Zarządu Głównego (Gruppe des Hauptvorstandes) und 4. S.-D. K. P. L. Grupa Zarządu Krajowego (Gruppe des Landesvorstandes).

Hierzu kommt noch 5. der bereits (S. 188 Anm. 1) erwähnte Bund.

Mit Ausnahme der P. P. S. Frakcya Rewolucyjna (2) stehen gegenwärtig alle übrigen Organisationen (1, 3, 4, 5) auf gemeinsamem Boden und haben sich zu Beginn des Krieges zu gemeinsamen Aktionen zusammengeschlossen. Ihr politisches Programm gipfelt in der Forderung einer demokratischen Republik für Rußland und der Autonomie für Polen im Rahmen des russischen Staates. Die P. P. S. Fr. Rev. hingegen fordert die Unabhängigkeit Polens und erwartet deren Verwirklichung vom Siege der Zentralmächte; sie steht jetzt in engem Zusammenhang mit verschiedenen bürgerlichen Organisationen und beteiligt sich an der Bildung der — im Anschluß an die österreichisch-ungarische Armee tätigen — Polnischen Legion. (Vgl. auch Nr. 82—84 und unten im Nachtrag.)

2) Die Beschaffung der Materialien Nr. 158—162 sowie deren Übersetzung verdanke ich der Güte einiger Mitglieder der Polnischen Sozialdemokratie.

Nr. 158.

Do Proletaryatu Polski! [1]).

Towarzysze Robotnicy! Krwawa łuna wojny europejskiej groźnie zawisła nad światem. Minął krótki czas od rozpoczęcia wojny austrjacko-serbskiej, a jesteśmy świadkami rozpoczynającego się boju między Niemcami a Rosją. Niechybnie z przerażającą koniecznością staniemy wobec ogólnej rzezi europejskiej.

---

1) An das Proletariat Polens. Arbeiter! Genossen! Die blutigen Flammen eines europäischen Krieges drohen, sich über die Welt auszubreiten. Vor kurzem brach der österreichisch-serbische Krieg aus, jetzt sind wir Zeugen des beginnenden Kampfes zwischen Deutschland und Rußland. Mit entsetzlicher Notwendigkeit muß es zu einem europäischen Blutbad kommen.

Vor dem Altar des Krieges werden die Volksmassen unzählige Menschenopfer bringen müssen, Millionen des Arbeitervolkes sollen dem Hunger und der Not ausgeliefert werden; allen Errungenschaften der Zivilisation droht Vernichtung.

Die verbrecherische Politik der jetzigen Regierungen ebnet mit Blut und Eisen die Wege des Kapitals, das neue Ausbeutungsgebiete sucht. Die egoistischen Interessen der besitzenden Klassen, das räuberische Bestreben, die Herrschaft des Kapitals auf neue Länder auszubreiten, führen zu furchtbaren Kämpfen um die Beute. Das Blut von Hunderttausenden von Söhnen des Volkes soll in Gold für die Unterdrücker verwandelt werden.

Der jüngste Krieg zwischen den Balkanstaaten barg in sich den Keim zu dem mörderischen Weltbrande. Seither hat die Rüstungswut die Gegensätze zwischen den Staaten noch mehr zugespitzt. Der „bewaffnete Friede" war aufgebaut auf Milliardenausgaben für Heer und Marine, während die Arbeiter um jede noch so geringe Verbesserung ihrer Lage ganze Jahre kämpfen müssen. Dieser „bewaffnete Friede" ward jetzt gebrochen. Der Kriegsgott tritt die Herrschaft an.

Nicht die Verteidigung der Volksinteressen, nicht der Kampf um die Freiheit des Volkes und der Nationen, nicht Rassengegensätze verursachten den Ausbruch dieses Krieges. Die gegensätzlichen Interessen der Kapitalisten der europäischen Staaten, die imperialistische Eroberungspolitik der bürgerlichen Regierungen — das sind die verhängnisvollen Kräfte, durch welche die Völker zu gegenseitiger Vernichtung getrieben werden.

Das internationale Proletariat behütet den Frieden, behütet die Kulturwelt vor Vernichtung. Das Proletariat der ganzen Welt ist sich dessen bewußt, daß seine Reihen es sind, die vor allem durch die gegenwärtige Kriegskatastrophe bedroht erscheinen, daß Verzweiflung und Not in erster Linie die Familien des arbeitenden Volkes treffen. Die Arbeiterklasse weiß, daß der Krieg das mächtige Gebäude ihrer Organisation, dieser wirksamsten Waffe des Proletariats zertrümmert, daß er die Frucht ausdauernder, unermüdlicher Arbeit am Bau einer besseren Gesellschaftsordnung vernichtet.

Na ołtarzu wony masa ludowa ma złożyć niezliczone ofiary w ludziach, miliony ludu pracującego będą wydane na pastwę głodu i nędzy, zniszczenie grozi dobytkowi świata cywilizowanego.

Nieder mit dem Krieg! — dies ist der Ruf, den Millionen demonstrierender Arbeiter aller Länder und Nationen ertönen lassen. Der Politik des Krieges aller gegen alle stellt das Proletariat die internationale Solidarität entgegen, die auf der Brüderlichkeit des revolutionären Geistes, auf dem gemeinsamen Streben nach Beseitigung des heutigen Ausbeutungs- und Unterdrückungssystems und nach Einführung der sozialistischen Ordnung beruht. Das Proletariat erklärt den Krieg seinen Regierungen, seinen Unterdrückern. Die Arbeiterrevolution ist im Anzug; ertönen wird der mächtige Marsch der revolutionären Arbeiterbataillone gegen die Verschanzungen der heutigen kapitalistischen Ordnung.

Arbeiter! Ihr seid ein Glied der großen proletarischen Familie. In dem nun eingetretenen historischen Augenblick müssen wir uns unserer revolutionären Pflicht bewußt werden, um mit aller Kraft als Teil der internationalen revolutionären Armee aufzutreten.

Der nun beginnende Krieg des Zarismus gegen Deutschland und Österreich zieht in erster Linie unser Land in den Wirbel der Kriegsereignisse. Schon sind Hunderttausende von Arbeitern ihren Werkstätten entrissen und zahlreiche Arbeitsstätten lahmgelegt, die besitzlosen Klassen sehen sich dem Hunger preisgegeben, die Hungersnot steht vor der Tür.

Das Proletariat hat nicht die Kraft, den Ausbruch des Krieges zu verhindern. In den heutigen Staaten sind Krieg und Frieden sowie das Schicksal von Millionen von der Handvoll der herrschenden Klassen abhängig. Die großen militärischen Mächte stoßen zusammen, und das Proletariat ist nicht imstande, mit seiner mächtigen Hand die beginnenden Feindseligkeiten zu verhindern. Allein das Proletariat weiß, daß sein revolutionärer Standpunkt unverändert bleiben, daß seine revolutionäre Aktion sich weiter entwickeln und immer kräftiger werden muß.

Die politischen Forderungen des Proletariats sind unabhängig von den wechselnden Kriegsereignissen und vom Sieg der einen oder anderen Partei. Das Proletariat unseres Landes wird im Einklang mit jenem Rußlands und Europas seine revolutionäre Aktion durchführen, denn diese wird dem revolutionären Streben entspringen nach Beseitigung der heutigen politischen Ordnung und nach Einführung der Volksherrschaft.

In seinem Kampfe um nationale Rechte wird das polnische Proletariat seine Forderungen aus der Gesamtheit der proletarischen Klassenpolitik herleiten. Von jedem Nationalismus frei, wird es diese Forderungen durch revolutionären Kampf gegen alle Intriguen und Abmachungen der Diplomaten unterstützen.

Im Kampfe der sozialen Kräfte, der als Folge des Krieges und der ökonomischen Lage des Landes entbrennen wird, muß das Proletariat der Bourgeoisie und den Großgrundbesitzern sein Klassenbewußtsein entgegenstellen.

Zbrodnicza polityka rządów obecnych krwią i żelazem znaczy drogi kapitału, chciwie szukającego nowych pól wyzysku. Egoistyczne interesy klas posiadających, rabunkowe dążenia do rozpostarcia panowania kapitału na nowe ziemie wywołują okrutne zmagania się o podział łupów. Krew przelana przez setki tysięcy synów ludu, ma być przetopiona na złoto dla ciemiężycieli.

Niedawna wojna między państwami bałkańskiemi taiła w sobie wybuch czekających świat zapasów morderczych. Przez czas ten szał zbrojeń zaostrzył jeszcze przeciwieństwa między państwami. Miljardowe wydatki, czynione na armię i flotę w tym czasie, gdy robotnicy o każde drobne polepszenie bytu muszą walczyć lata całe, stanowiły „pokój zbrojny". Ten „pokój zbrojny" jest obecnie złamany. Pożoga wojenna obejmuje panowanie.

Nie obrona interesów ludowych, nie walka o swobody ludowe i narodowe, nie przeciwieństwa rasowe są przyczynami tego wybuchu wojennego. Sprzeczne interesy kapitalistów krajów europejskich, zaborcza polityka imperjalistyczna rządów burżuazyjnych-oto te siły zgubne, które pchają ludy do wzajemnego niszczenia się.

Ne straży pokoju, na straży ocalenia świata kulturalnego od zniszczenia stoi międzynarodowa klasa robotnicza. Proletarjat całego świata rozumie; że ruina, która grozi przy obecnej katastrofie wojennej, jego szeregów przedewszystkiem dotyczy, że rozpacz i nędza przedewszystkiem na rodziny ludu pracują-

---

Als eine organisierte Kraft, als der einzige Freiheitskämpfer, muß es auf der Wacht der Zukunft stehen und in den kommenden historischen Ereignissen seinem Willen Geltung verschaffen.

Genossen! Arbeiter! Die revolutionäre Politik, die revolutionäre Aktion des Proletariats muß mit aller Kraft und Deutlichkeit hervortreten. — Das Proletariat muß auch fernerhin als selbständige Macht dastehen im Kampfe gegen Regierungen, gegen Kapital, gegen Nationalismus. — Es muß das Bestreben des Proletariats sein, seine Klasseninteressen gegen alle feindlichen Mächte zu verteidigen. Zur Verwirklichung seiner Forderungen muß es die politische Gewalt erobern und sie in seine Hände nehmen.

Genossen! Arbeiter! Schließet die Reihen! Kein einziger Proletarier darf im Kreis der Kämpfer fehlen. Der internationale Sozialismus soll uns zum Kampf und Sieg führen!

Nieder mit dem Krieg! Es lebe die Brüderlichkeit der Völker!

Nieder mit der Unterdrückung und Ausbeutung! Es lebe der Sozialismus!

Nieder mit dem Zarismus! Es lebe die Revolution!

Der Landesvorstand d. Soz.-Dem. Polens u. Litauens.
Der Hauptvorstand d. Soz.-Dem. Polens u. Litauens.
Warschau, 2. VIII. 1914.

Das Zentrale Arbeiterkomitee d. Poln. Soz. Partei.
Das Zentralkomitee d. „Bund".

cego padnie. Klasa robotnicza uświadamia sobie, że wojna rozbija potężny gmach jej organizacyi, która jest najsilniejszą bronią proletarjatu, że wojna burzy plony jej wytrwałej a niezmordowanej pracy budownictwa lepszego ustroju społecznego.

Precz z wojną — oto okrzyk, który wyrywa się z piersi miljonów demonstrujących rewolucyjnie robotników wszystkich krajów i narodowości. Polityce wojny wszystkich przeciwko wszystkim, proletarjat przeciwstawia swą solidarność międzynarodową, opartą na braterstwie ducha rewolucyjnego, na wspólności dążeń do zniesienia obecnego ustroju wyzysku i ucisku, do wprowadzenia ustroju socjalistycznego. Proletarjat wypowiada walkę swym rządom, swym ciemiężycielom, a zbliża się groźny-podmuch rewolucyi robotniczej, rozlegnie się potężny marsz rewolucyjnych bataljonów robotniczych na okopy obecnego ustroju kapitalistycznego.

Robotnicy! Tworzycie jedno z ogniw wielkiej rodziny proletarjackiej. W chwili dziejowej, jaka obecnie nastąpiła, musimy zdać sobie sprawę z naszego obowiązku rewolucyjnego, aby z całą mocą wystąpić jako oddział rewolucyjnej armji międzynarodowej.

Rozpoczynająca się wojna caratu z Niemcami i Austrją wciąga kraj nasz przedewszystkiem w wir zawieruchy wojennej. Już setki tysięcy ludu pracującego zostały oderwane od warsztatów, już zamarło wiele ognisk pracy, już widmo głodu zagląda w oczy warstw nieposiadających, już klęska głodu dotkliwie się zapowiada.

Nie jest w mocy proletarjatu zapobiec wybuchowi wojny. W obecnych państwach losy wojny i pokoju, bytu milionowych mas zależą od garści warstw panujących. Uderzają na siebie wielkie potęgi militarne i nie jest mocen proletarjat władną dłonią zdusić starć wojennych.

Ale wie proletarjat, że jego stanowisko rewolucyjne musi pozostać niezmienne, że jego akcja rewolucyjna musi rozwijać się dalej, musi nabrać jaknajwiększego spotęgowania.

Żądania polityczne proletarjatu w okresie zmieniających się wypadków wojennychsą niezależne od przechylania się zwycięstwa w tę lub inną stronę. Swe rewolucyjne wystąpienia proletarjat naszego kraju będzie uzgadniał z wystąpieniami Rosji i Europy, albowiem będą one wypływały z rewolucyjnego dążenia do obalenia rządów obecnych i do wprowadzenia rządów ludowych.

Walcząc o prawa narodowościowe, proletarjat polski będzie swe żądania wyprowadzał z całokształtu robotniczej polityki klasowej i wolny od nacjonalizmu, żądania te będzie popierał walką rewolucyjną, przeciwstawiając się wszelkim konszachtom i targom dyplomatycznym.

Wśród walki sił społecznych, jaką wybuch wojny i położenie ekonomiczne kraju wywoła, proletarjat musi przeciwstawić sferom burżuazyjnym i obszarniczym, swą swiadomość klasową. Jako siła zorganizowana, jako

jedyny bojownik o wolność, musi on stać na straży przyszłosci i wolę swą uczynić przodującą w przyszłych wypadkach dziejowych.

Towarzysze-Robotnicy! Rewolucyjna polityka, rewolucyjna akcja proletarjatu musi przejawic się z całą mocą i wyrazistością.

Proletarjat musi stać i nadal jako siła samodzielna w walce przeciwko rządom, przeciwko kapitałowi, przeciwko nacjonalizmowi.

Proletarjat musi dążyć do tego, by jego interesy klasowe bronione były przeciwko wszystkim siłom wrogim, musi dla zwycięskiego przeprowadzenia swych żądań zdobyć władzę i ująć rządy w swe ręce.

Towarzysze- Robotnicy! Stańmyż ramię przy ramieniu. Niechaj każdy proletarjusz znajdzie się w szeregach walczących.

Niechaj socjalizm międzynarodowy prowadzi nas do walki i zwycię-stwa.

Precz z wojną!
Niech żyje braterstwo ludów!
Precz z uciskiem i wyzyskiem! Niech żyje socjalizm!
Precz z caratem! Niech żyje rewolucja!

Zarząd Krajowy Socjaldemokracji
Królestwa Polskiego i Litwy.
Zarząd Główny Socjaldemokracji
Królestwa Polskiego i Litwy.
Centralny Komitet Robotniczy
Polskiej Partji Socjalistycznej.
Centralny Komitet „Bundu".

Warszawa, 2 sierpnia 1914r.

Nr. 159.

Międzypartyjna rada robotnicza[1]).

Zawiadomienie.

Organizacje, reprezentowane przez: Centralny Komitet Robotniczy Polskiej Partji Socjalistycznej, Zarząd Główny Socjal-

---

1) Zwischenparteilicher Arbeiterrat. Kundmachung.

Die vom zentralen Arbeiterkomitee der Polnischen Sozialistischen Partei, vom Hauptvorstand der Sozialdemokratie Polens und Litauens, vom Landesvorstand der Sozialdemokratie Polens und Litauens, vom Zentralkomitee des Jüdischen Arbeiterbundes vertretenen Organisationen erklären, daß die gegenwärtige Situation die Koordinierung der revolutionären Kräfte, zum Zweck

demokracji Królestwa Polskiego i Litwy, Zarząd Krajowy Socjaldemokracji Królestwa Polskiego i Litwy, Centralny Komitet „Bundu“, deklarują, że sytuacja obecna wymaga skoordynowania sił rewolucyjnych w celu ustalenia jednolitości frontu politycznego i nadania spoistości akcji politycznej i społecznej proletarjatu.

Na podstawie niniejszej deklaracji została utworzona Międzypartyjna Rada Robotnicza, w ktorej skład wchodzą przedstawiciele wszystkich wyżej wymienionych organizacji.

Warszawa, 5 sierpnia 1914 r.

Nr. 160.

Rezolucja[1])[2]).

Zebrani w ... sierpnia członkowie kół kierowniczych PPS i SDKPiL, po wszechstronnym rozważeniu sytuacji, stworzonej przez wojnę, doszli

---

einer Vereinheitlichung des politischen Standpunktes sowie der politischen und sozialen Aktion des Proletariats erfordert. Auf Grund dieser Deklaration wurde der interparteiliche Arbeiterrat ins Leben gerufen, an dem die Vertreter aller genannten Organisationen teilnehmen.

Warschau, 5. VIII. 1914.

1) Interner Beschluß.

2) Resolution.

Die in ... im August 1914 versammelten Mitglieder der leitenden Instanzen der Poln. Sozialistischen Partei und der Sozialdemokratie Polens und Litauens sind nach eingehender Erörterung der durch den Krieg geschaffene Lage im Hinblick auf die taktische Stellungnahme der Arbeiterklasse Polens zu den nachfolgenden Schlußfolgerungen gelangt und haben beschlossen, dieselben auf allen möglichen Wegen zur Kenntnis aller Genossen zu bringen.

1. Die Arbeiterklasse Polens verharrt in ihrem grundsätzlichen Antagonismus gegen den Krieg. Aus uns fremden oder feindlichen imperialistischen oder dynastischen Interessen hervorgegangen, wird dieser Krieg unserem Lande unsägliches Unglück bereiten, ungeheure Menschenopfer fordern, Städte und Dörfer in Trümmerhaufen verwandeln, die Bevölkerung dem Hunger, der Arbeitslosigkeit, Epidemien ausliefern.

2. Die Arbeiterklasse Polens kann und darf in diesem Krieg für keine der kriegführenden Mächte Partei ergreifen. Denn: die freiwillige Teilnahme der weiten Schichten der Bevölkerung Polens am Krieg würde, wenn sie überhaupt möglich wäre, die Zahl der Kriegsopfer noch vermehren, und die Beteiligung der opferwilligsten Elemente der Arbeiterklasse wird dieser ihre Vorhut rauben, die für ihre künftigen Kämpfe, für ihre eigenen Interessen, für die Interessen und die Zukunft des ganzen polnischen Volkes notwendig ist; dieser Krieg ist, obschon auf polnischem Boden geführt, kein Krieg für Polen, und nach dem Kriege werden die kriegführenden Mächte ihre Beute und Kompensationen eher in der Richtung ihrer natürlichen imperialistischen

do następujących wniosków w sprawie stanowiska taktycznego klasy robotniczej w Królestwie Polskim i wnioski te postanowili wszelkiemi dostępnemi drogami podać do wiadomości ogółu towarzyszy:

1. Klasa robotnicza Królestwa trwa w swym zasadniczym antagoniźmie do wojny; wszczęta w obcych nam lub wrogich interesach imperjalistycznych

---

Expansion suchen (auf dem Balkan, an der Nordsee- und Kanalküste, in den Kolonien, in Mittelasien usw.). Dafür, daß in den Plänen der kriegführenden Mächte polnisches Gebiet keine wesentliche Rolle spielt, spricht die Tatsache, daß bis jetzt keine einzige Macht bestimmte Versprechungen in bezug auf Polen gemacht hat. Sollten solche Versprechungen später erfolgen, so ist es von vornherein gewiß, daß man sie nicht halten wird.

Die bürgerlichen Parteien in Polen und insbesondere der polnische Klub in der Duma befolgen seit Jahren eine Politik des Ausgleiches mit dem Zarismus. Sollten diese Parteien im gegenwärtigen Augenblick diese Politik fortsetzen, so wird sie die Arbeiterklasse mit allen Kräften bekämpfen, als einen Beweis von Sehnsucht nach dem Zarismus.

Die sog. österreichische Orientierung läuft unter den gegenwärtigen Bedingungen auf eine Parteinahme zugunsten Deutschlands hinaus. Die Arbeiterklasse wird sie bekämpfen als Unterstützung des Hortes der mitteleuropäischen Reaktion und des Brennpunktes der raffinierten Germanisierung der nichtdeutschen Nationalitäten.

3. Im Zusammenhang mit dem Krieg und insbesondere mit seinen Folgen wird Europa zum Schauplatz großer Volksbewegungen werden. Die Volksmassen werden auf den Schauplatz treten zur Abrechnung mit den militaristischen Regierungen und dem hinter ihnen stehenden imperialistischen Bürgertum. An diesem die Grundlagen der kapitalistischen Ordnung bedrohenden Kampf wird die Arbeiterklasse Polens teilnehmen unter der Losung sozialer Errungenschaften, vollständiger Demokratie, nationaler Freiheit. In der ersten Kriegsperiode, insbesondere im Gebiet der kriegerischen Operationen, sind die Bedingungen der revolutionären Aktion der Volksmassen nicht günstig. Sobald aber im weiteren Verlauf der Kriegsereignisse ein breiterer Revolutionskampf möglich werden wird, werden die polnischen Arbeiter, sowohl die ihrer Heimstätte durch den Krieg entrissenen als die daheimgebliebenen, zusammen mit den Genossen aller Nationalitäten Rußlands den Kampf gegen den Zarismus für ihre unverjährten Forderungen aufnehmen.

4. Zu den wichtigsten Aufgaben des heutigen Moments gehört die Teilnahme der Arbeiter an allen Vertretungskörperschaften, Bürgerkomitees usw. In diesen Körperschaften müssen die Arbeiter auftreten als eine selbständige Repräsentation zum Schutz ihrer Klasseninteressen gegen die Anschläge der herrschenden Klassen: mag es sich nun um Verproviantierung der Städte handeln oder um Arbeitslosenunterstützung oder um die sog. öffentliche Sicherheit. Die Arbeiter müssen nicht nur in solche in Entstehung begriffene oder schon vorhandene Körperschaften eindringen, sondern auch die Gründung von solchen veranlassen.

lub dynastycznych wojna ta sprowadzi na kraj nasz nieobliczalne klęski, pochłonie olbrzymie ofiary w ludziach, miasta i wsie obróci w perzynę, na ludność miejscową zwali głód, bezrobocie, epidemje.

2. Klasa robotnicza Królestwa nie może i nie powinna stanąć w tej wojnie po żadnej ze stron wojujących, gdyż:

dobrowolny udział w wojnie szerszych mas ludności Królestwa, gdyby wogóle był możliwy, rozszerzyłby jeszcze bardziej koło ofiar wojny, a udział w niej najofiarniejszych żywiołów z pośród klasy robotniczej, pozbawiłby proletarjat jego straży przedniej, niezbędnej dla przyszłych jego walk o jego własne interesy, o interesy i przyszłość ludu polskiego;

wojna ta, chociaż toczy się na ziemiach polskich, nie jest wojną o Polskę i po wojnie uczestniczące w niej państwa dzielić będą łupy i brać kompensaty raczej na terenach swej naturalnej imperjalistycznej ekspansji (Bałkan, brzegi morza północnego i kanału, kolonje, Azja Środkowa etc.); objawem tego, że w celach państw wojujących ziemie polskie nie stanowią istotnego przedmiotu pożądań jest fakt, że dotychczas żadne z tych państw nie ogłosiło żadnych określonych obietnic co do Polski, gdyby zaś w następstwie obietnice takie były dane, to będą one zgóry skazane na to, że się je zdradzi.

Stronnictwa burżuazyjne Królestwa, a w szczególności Koło Polskie w Dumie uprawiały od lat politykę ugody z caratem, popierania rządu carskiego. Jeżeliby w obecnym okresie wojny stronnictwa te politykę tę dalej szerzyły, klasa robotnicza będzie ją z całej siły zwalczała jako objaw tęsknoty do caratu.

T. zw. orjentacja austrjacka, sprowadza się w warunkach obecnych do stanięcia po stronie Niemiec — klasa robotnicza polska będzie ją zwalczała, jako popieranie ostoji środkowo-europejskiej reakcji, ogniska wyrafinowanej giermanizacji narodowości nie niemieckich.

3. W związku z wojną a zwłaszcza w jej następstwie Europa będzie widownią olbrzymiego poruszenia mas ludowych, które wystąpią do obrachunku z militarystycznemi rządami i stojącą za niemi imperjalistyczną burżuazją. W walce tej, która zagrozi samym podstawom kapitalistycznego panowania, klasa robotnicza Królestwa weźmie, udział pod hasłami zdobyczy społecznych, całkowitej demokracji, wolności narodowej. W pierwszym okresie wojny, zwłaszcza na samym terenie wojny, warunki nie sprzyjają rewolucyjnym wystąpieniom mas ludowych. Skoro wszakże w dalszym rozwoju wypadków wojennych szersza walka rewolucyjna stanie się możliwa, robotnicy polscy zarówno ci, których wojna wyr-

---

Der Anteil der Arbeiter an den erwähnten Körperschaften wird, abgesehen vom unmittelbaren Schutz ihrer Interessen, zu einem mächtigen Mittel werden, um die Arbeiter als Klasse zusammenzuhalten, was dem Proletariat unschätzbare Dienste erweisen kann, sobald erst der Moment gekommen ist, einen breiteren Kampf aufzunehmen.

5. Die Versammelten sind der Ansicht, daß die Aktion im Sinne der oben formulierten taktischen Weisungen von den Mitgliedern aller Organisationen gemeinsam und einheitlich durchgeführt werden muß.

wała z ognisk domowych jak i pozostali w kraju podejmą wraz z towarzyszami rosyjskimi i innych narodowości państwa walkę z caratem o nieprzedawnione swe hasła.

4. Jednym z najważniejszych zadań chwili obecnej jest udział robotników we wszystkich instytucjach przedstawicielskich, komitetach obywatelskich. Robotnicy powinni wchodzić do nich jako samodzielne przedstawicielstwo klasowe dla obrony interesów swojej klasy przed krzywdzącemi ich zakusami klas posiadających, zarówno jeśli idzie o zaprowiantowanie miast, jak o pomoc bezrobotnym, tzw. bezpieczeństwo publiczne itd. Robotnicy powinni nietylko wdzierać się do powstających lub już istniejących takich instytucji, ale występować z inicjatywą ich zakładania.

Udział robotników w pomienionych instytucjach, oprócz obrony ich bezpośrednich interesów, będzie potężnym środkiem organizacji, utrzymania robotników w skupieniu klasowym, co oddać może proletarjatowi nieocenione usługi, gdy przyjdzie moment podjęcia akcji w szerszym zakresie.

5. Zebrani uważają, że akcja w duchu wyżej sformułowanych wskazań taktycznych powinna być toczona przez członków wszystkich organizacji łącznie i jednolicie.

Nr. 161 [1]).

Towarzysze, Robotnicy! Wre wojna wszechświatowa! Leje się krew ludu.

Rządy każdego z zaborów zwróciły się do Polaków, obiecując im wolność i nawołując do wstępowania w szeregi swoich armji.

---

1) Genossen, Arbeiter! Der Weltkrieg tobt! Es fließt das Blut des Volkes.

Die Regierungen aller drei Teilungsmächte wenden sich an die Polen, indem sie ihnen die Freiheit versprechen und sie zum Eintritt in die Reihen ihrer Armeen auffordern.

Die Bourgeoisie hat in keinem der Trennstücke die auf sie gesetzten Hoffnungen der Regierung, unter deren schützenden Fittigen sie gewachsen und erzogen ist, getäuscht. — Jede der drei Bourgeoisien beeilt sich, ihrer Regierung die treuuntertänigen Gefühle zu Füßen zu legen. Ein bisher noch nicht dagewesenes Schauspiel! Die Bourgeoisie jeder Teilungsmacht ist bemüht, die Bourgeoisie der anderen Anteile Polens zu überzeugen, daß nur ihr Standpunkt der wirklich polnische und nationale sei, daß die ganze Nation wie ein Mann sich unbedingt nur unter die Fahnen des Staates, dem sie einverleibt ist, zu stellen habe, daß ein anderer Standpunkt Verrat sei. Dmowski wird vom Fürsten Czartoryski und vom Erzbischof Likowski Verräter genannt, da er Rußland unterstützt; Verräter sind anderseits nach Dmowski alle Polen, die Rußland nicht unterstützen. Die Vertretung der polnischen besitzenden Klassen in der Petersburger Duma — die polnische

Burżuazja wyrosła i wychowana pod opiekuńczemi skrzydłami rządu swego zaboru nie zawiodła pokładanych w niej nadziei.

Każda z nich spieszy złożyć swemu rządowi swe wiernopoddańcze uczucia. Mamy przed sobą niebywałe widowisko: Burżuazja każdego zaboru przekonywuje burżuazję pozostałych zaborów, że jedynie jej stanowisko jest prawdziwie polskiem i narodowem, że bezwarunkowo tylko pod sztandarem rządu tego państwa, do którego ona jest wcielona, cały naród jak jeden

---

Fraktion — spricht sich für Rußland aus; die Wiener polnische Fraktion für Österreich; die Berliner für Deutschland. Solcherart zögert die polnische Bourgeoisie nicht, die für die ganze Nation heiligen Lösungen im Namen ihrer egoistischen Klasseninteressen auszubeuten.

Die sich demokratisch oder gar sozialistisch nennenden Unabhängigkeitsgruppen sind auf den Leim der galizischen Bourgeoisie gegangen.

Arbeiter! Auch Euch suchen die Vertreter der polnischen Bourgeoisie zu beeinflussen. Die Vertreter der Bourgeoisie des österreichischen Teils von Polen fordern Euch auf, in die Reihen der polnischen Legionen, die bei der österreichischen Armee gebildet werden, einzutreten. Die Vertretung der polnischen besitzenden Klassen Russisch-Polens verlangen, Ihr sollet die russische Armee, die Armee Eures Henkers, des Zaren NIKOLAUS, fördern. Endlich ruft Euch der Posener Erzbischof LIKOWSKI auf, Eure Hoffnungen mit dem Siege der deutschen Armee zu verbinden.

Arbeiter! Denkt daran, daß der Krieg nicht darum begonnen worden ist, um das Schicksal Polens zu entscheiden. Bildet auch das Königreich Polen den Kriegsschauplatz, so wird doch nicht das Schicksal des polnischen Arbeiters auf dem Schlachtfeld entschieden werden. Entscheiden wird sich dort in erster Linie die Frage nach dem Einflusse und den Eroberungen der kapitalistischen Staaten auf dem Balkan, im fernen Osten und in Afrika, denn dort liegen die Gebiete, um die der nach neuem Ausbeutungsgelände stets lüsterne europäische Kapitalismus kämpft. — Der Krieg wird um die wesentlichsten Bedürfnisse der kapitalistischen Staaten geführt, er ist die logische Konsequenz der seit Jahren betriebenen Rüstungspolitik, er ist das echte Kind der kapitalistischen Gesellschaftsform. — Arbeiter! Nicht um die Arbeitersache wird der gegenwärtige Krieg geführt und es ist Schade um jeden Tropfen Blut von polnischen Arbeitern, der in diesem Krieg vergossen wird.

Die Vertreterin des polnischen Arbeitervolkes, die Sozialdemokratie, weist daher das Volk wie früher so auch jetzt darauf hin, daß die Erlösung des polnischen Volkes von der nationalen, religiösen und ökonomischen Bedrückung nicht durch den Krieg, nicht durch Hilfsdienste an Bourgeoisie und Regierungen erreicht werden wird, sondern nur durch Eroberung politischer Rechte, durch die Demokratisierung der Gesellschaft. — Unsere Kräfte dürfen wir an die Unterstützung dieser oder jener Pläne der besitzenden Klassen nicht verlieren. Seien wir bemüht, in dieser schweren Epoche Einigkeit zu bewahren, im Bewußtsein, daß — wenn die entscheidende Stunde

mąż stanąć winien, że inne stanowisko jest zdradą. Zdrajcą nazywa książe Czartoryski i arcybiskup Likowski Dmowskiego, bo popiera on Rosję. Zdrajcami są według Dmowskiego wszyscy Polacy, którzy nie popierają Rosji. Przedstawicielstwo polskich klas posiadających w Dumie Petersburskiej — Koło Polskie — wypowiada się za Rosją, Wiedenskie za Austrją, Berlińskie — za Niemcami. W ten sposób nie waha się burżuazja polska wyzyskiwać święte dla całego Narodu hasła w imię swych egoistycznych klasowych interesów.

Mianując się demokratycznemi lub nawet socjalistjcznemi, grupy niepodległościowe dały się wziąć na lep burżuazji galicyjskiej.

Robotnicy! na was starają się wpłynąć przedstawiciele burżuazji polskiej. Wzywają was przedstawiciele burżuazji polskiej zaboru austrjackiego do wstępowania w szeregi polskich legjonów tworzonych przy armji austrjackiej. Wzywa was przedstawicielstwo polskich klas posiadajacych zaboru rosyjskiego do popierania armji rosyjskiej, armji kata waszego, cara Mikołaja. Wzywa was wreszcie ksiądz Likowski, arcybiskup poznański, byście pokładali nadzeję w zwycięstwie armji niemieckiej.

Robotnicy! pamiętajcie o tem, że wojnę rozpoczęto nie po to, by decydować o sprawie Polski. Choć teren wojny jest Królestwo Polskie, ale nie los polskiego robotnika zdecydowanym będzie na placu boju. Rozstrzygnie się tam przedewszystkiem kwestja wpływów i zdobyczy państw kapitalistycznych na Bałkanach, na Dalekim Wschodzie i w Afryce, bo tam leżą tereny, o które walczy żądny ciągle nowych obszarów do eksploatacyi i wyzysku kapitał europejski.

Wojna toczy się o najistotniejsze potrzeby państw kapitalistycznych jest logicznym wynikiem uprawianej od lat polityki zbrojeń, jest najrodzeńszem dzieckiem ustroju kapitalistycznego.

Robotnicy! nie o sprawę robotniczą toczy się obecna wojna i szkoda każdej kropli krwi robotnika polskiego w wojnie tej przelanej.

Przedstawicielka pracujacego ludu polskiego, socjaldemokracya, jak gawniej tak i teraz wskazuje ludowi, że nie przez wojnę, nie przez wysługiwanie się burżuazji i rządom wyzwolić się może lud polski z pod ucisku narodowego, wyznaniowego i ekonomicznego, a jedynie przez zdobycie praw politycznych, przez zdemokratyzowanie ustroju społecznego.

---

schlägt — wir alle zusammen, wie ein Mann, zur Verteidigung unserer Rechte und unserer Ideale hervortreten werden.

Nieder mit der Politik der Bourgeoisie! Hoch die Arbeitersache! Es lebe der Sozialismus!

Das Bezirks-Arbeiter-Komitee des Dombrowaer Industriereviers der Poln. Soz. Partei.

Das Komitee des Dombrowaer Industriereviers der Soz.-Dem. Polens und Litauens.

Im August 1914.

Nie wolno nam tracić sił naszych na poparcie tych lub innych planów klas posiadających. Starajmy się przetrwać ten ciężki okres skupieni i silni jednością i świadomi tego, że gdy przyjdzie moment decydujący, wystąpimy wszyscy razem jak jeden mąż w obronie naszych praw i naszych ideałów.

Precz z polityka burżuazji! Niech żyje sprawa robotnicza! Niech żyje socjalizm!

Okręg. Komitet Robotniczy Zagłębia Dąbrows. Polskiej Partji Socjalistycznej.

Komitet Załębia Dąbrows. Socjaldemokracji Król.-Pol. i Litwy.

W sierpniu 1914.

Nr. 162 [1]).

Międzypartyjna Rada Robotnicza.

Towarzysze-Robotnicy! Wśród masy robotniczej rozlegać się poczęły z nową mocą nikczemne podszepty nienawiści narodowościowej, to wrogowie ludu

---

1) Zwischenparteilicher Arbeiterrat.

Genossen! Arbeiter! Man versucht neuerdings, die Arbeitermassen zu nationalem Haß zu verleiten. Die Feinde des Arbeitervolkes griffen wieder zum bewährten Mittel der Verdunklung des proletarischen Klassenbewußtseins, zu Hetzen gegen die Juden. Und welche Zeit haben sie für dieses schändliche Beginnen gewählt? Die Zeit, da auf den Schlachtfeldern das Stöhnen unserer verwundeten und sterbenden Brüder und Väter ertönt, die der blutige Zar NIKOLAUS ihren Familien entrissen und in den Tod geschickt hat, da vor den geschlossenen Fabriken Massen von Arbeitslosen stehen, da Not und Seuchen die Arbeiterwohnungen heimsuchen. In solcher Zeit werden die zarischen Kriegsmanifeste mit Begeisterung aufgenommen von der Bourgeoisie und ihrer servilen Presse und von Pfaffen wie P. GODLEWSKI, die die Pläne der Henker der Arbeiterklasse segnen.

Unter dem Schutz des Kriegszustandes, der verhängt wurde, um jeden revolutionären Protest der Arbeiter mit Kugel und Bajonett zu beantworten, sind die zarischen Schergen und die Diener der Bourgeoisie bestrebt, in die Reihen der Arbeiter das Gift der Judenhetze zu bringen.

Sie fürchten den Tag, an dem die von Hunger getriebenen Arbeiterreihen zum Kampf um Brot gegen ihre Ausbeuter ausrücken, und, um die Volksmassen zu betören, um sie nicht zur Erkenntnis der wirklichen Schuldtragenden gelangen zu lassen, rufen sie: der Jude ist am Kriege schuld! der Jude hat die Volksnot verschuldet!

roboczego znów sięgnęli do znanego oręża tumanienia świadomości robotniczej, do podszczuwania przeciw żydom.

Alte Ausflüchte, alte provokatorische Praktiken! Wir sahen und erlebten sie im Jahr 1905, als die zarische Regierung als Waffe gegen das revolutionäre Auftreten des Proletariats Judenpogrome und armenisch-tatarische Metzeleien organisierte. Das Volk darf nicht wissen, von wem und zu welchem Zweck der Krieg hervorgerufen wurde, wessen Interessen der Krieg dient, wer den Eltern die Kinder, den Frauen ihre Männer geraubt, die Volksmassen in einen Abgrund von Blut und Not gestoßen hat! Den schäumenden Zorn des Volkes, die Erbitterung der Arbeiter auf die Juden zu lenken, das ist die Aufgabe, an der die „nationalen" Agitatoren, die käufliche Zweigroschenpresse, die Spitzel und Provokatoren arbeiten.

Arbeiter! Genossen! Es mögen in eurem Gedächtnis die Heldenjahre der Revolution wieder aufleben, da in gemeinsamen Reihen polnische, russische und jüdische Arbeiter einig gegen Zarismus und Kapital kämpften, da das polnische Proletariat entschieden jeder Aufhetzung zu Pogromen widerstand.

Erinnert Euch, wie nur wenige Tage vor Kriegsausbruch polnische und jüdische Proletarier in den Straßen Warschaus gegen die Erschießung von „slavischen" Arbeitern in den Straßen Petersburgs durch die Truppen des Zaren protestierten, desselben Zaren, der jetzt angeblich im Namen der „slavischen Idee" Krieg führt. Und dieselben russischen Truppen, die — wie unsere bürgerlichen Lakaien dem Ukas des zarischen Söldners nachreden — Polen die gute Botschaft bringen sollen, richteten damals ihre Gewehre gegen polnische und jüdische Arbeiter.

Mögen der Zorn und die Entrüstung des Volkes auf das elende Treiben der Bourgeoisie antworten, die, aller nationalen Würde bar, vor dem Zaren auf den Knieen, jeden zum Feind Polens stempelt, der dieser sklavischen Politik sich widersetzt!

Arbeiter! Genossen! In dem Augenblick, in dem das Proletariat alle seine Kräfte zur Abwehr der ihm drohenden Not sammeln und die Feste seiner Feinde stürmen muß, versucht die Agitation der Schwarzen Hundert die Arbeitermassen in den Sumpf der Pogromhetze hineinzuzerren. — Möge das Klassenbewußtsein dem Arbeiter ein Schutzwall gegen diese Hetze, gegen die Gelüste unserer Unterdrücker werden, möge als Antwort auf die antisemitische Agitation ein einstimmiger mächtiger Ruf der einträchtig einherschreitenden polnischen und jüdischen Proletarier ertönen!

Nieder mit der nationalistischen Hetze! Es lebe die Verbrüderung des Proletariats aller Nationalitäten! Es lebe die Revolution! Es lebe der Sozialismus!

Das Zentrale Arbeiter-Komitee d. Poln. Soz. Partei.
Das Zentral-Komitee des „Bundes".
Der Landesvorstand der Soz.-Dem. Polens u. Litauens.

Warschau, 27. August 1914.

I jakiż to czas wybrali oni do tej potwornej roboty? Oto kiedy na polach bitew słychać jęki rannych i konających braci i ojców naszych, których krwawy car Mikołaj oderwał od rodzin i posłał na rzeź, kiedy przed zamkniętemi wrotami fabryk stoją masy bezrobotnych, kiedy nędza i zaraza cisną się do izb robotniczych. A w tym czasie carskie ukazy wojenne krzykami radości witane są przez burżuazję, i jej prasę służalczą, przez księży Godlewskih, błogosławiących zamiarom katów klasy robotniczej.

Pod osłoną stanu wojennego, wprowadzonego, by na wszelki rewolucyjny protest robotniczy odpowiedzieć kulą i bagnetem, siepacze carscy i sługusy burżuazyjne chcą w szeregi proletarjackie wnieść jad hecy antysemickiej. Boją się oni tej chwili, gdy szeregi robotnicze, znękane głodem, ruszą w walce o chleb przeciw swym wyzyskiwaczom i, aby ogłuszyć masy ludowe, aby nie dać im dojść do myśli o prawdziwych winowajcach, wołają: żyd winien jest wojny, żyd winien jest nędzy ludowej.

Stare sposoby, stare praktyki prowokacyjne! Widzieliśmy je i przeżyliśmy w r. 1905, gdy rząd carski w odpowiedzi na rewolucyjne wystąpienie proletarjatu, organizował pogromy żydowskie, urządzał rzezie ormiańsko-tatarskie. Niechaj nie wie lud, kto i po co wywołał wojnę, czyim interesom wojna odpowiada, kto zabrał rodzicom dzieci, żonom mężów, kto wtrącił masy ludowe w otchłań krwi i niedoli! Trzeba kipiący gniew ludowy, wezbraną gorycz robotniczą skierować przeciw żydom — oto zadanie, jakie mają do wypełnienia agitatorzy „narodowi", dwugroszowa prasa sprzedajna, szpicle i prowokatorzy.

Towarzysze-Robotnicy! Niechaj odżyją w pamięci Waszej bohaterskie lata rewolucyjne, gdy ławą walczyli w wspólnych szeregach robotnicy polscy, rosyjscy i żydowscy przeciw caratowi i kapitałowi, cdy proletarjat polski oparł się stanowczo wszelkim podszczuwaniom dogromowym.

Przypomnijce sobie, jak zaledwie na dni kilka przed wojną, proletarjusze polscy i żydowscy protestowali na ulicach Warszawy przeciw rozstrzeliwaniu robotników „słowian" na ulicach Petersburga przez wojska cara, który prowadzi teraz wojnę, jakoby „w imię ideji słowiańskiej". I te „hufce rosyjskie", które, jak za ukazem żołdaka carskiego powtarzają nasi lokaje burżuazyjni, mają Polsce „nieść wieść radosną" te hufce wówczas kierowały lufy karabinów przeciw piersiom robotnikow polskich i żydowskich.

Niechaj gniew oburzenia ludowego odpowie na nędzne praktyki burżuazji, która schylając się do stóp cara, wyzbywszy się wszelkiej godności narodowej, wrogiem Polski probuje okrzyczeć każdego, kto się tej niewolniczej polityce sprzeciwia.

Towarzysze-Robotnicy! W dobie, gdy proletarjat ma skupić wszystkie swe siły do obrony przeciw grożącej mu klęsce nędzy ostatecznej, gdy jednym murem piersi robotniczych musi uderzać w twierdze swych wrogów, chuligańska agitacja usiłuje wciągnąć tłum robotniczy w bagno hecy pogromowej.

Niechaj swiadomość robotnicza będzie pancerzem przeciw podszeptom i zakusom ciemiężycieli naszych, niechaj odpowiedzią na agitację antysemicką będzie jednogłośny potężny okrzyk solidarnie idących proletarjuszy polskich i żydowskich.

Precz z hecą nacjonalistyczną!

Niech żyje braterstwo proletarjatu wszystkich narodowości! Niech żyje rewolucja!

Niech żyje socjalizm!

Centralny Komitet Robotniczy
Polskiej Partji Socjalistycznej.
Zarząd Krajowy
Socjaldemokracji Król-Polsk. i Litwy.
Centralny Komitet „Bundu".

Warszawa, 27 sierpnia 1914 r.

§ 3. Die übrigen sozialistischen Organisationen Rußlands.

Wird nachgetragen.

Achtes Kapitel.

Serbien.

§ 1. Erklärungen aus den Jahren 1912—1913.

Vgl. Nr. 11.

Als Antwort auf eine kurz von Ausbruch des zweiten Balkankrieges in der Skuptschina gehaltene Rede des Ministerpräsidenten Paschitsch veröffentlichte die serbische Sozialdemokratie am 29. V. 1913 nachfolgende Erklärung:

Nr. 163 [1]).

Maintenant comme auparavant, le Parti s.-d. demande énergiquement la conclusion immédiate de la paix et la démobilisation de toute l'armée, afin que les soldats puissent retourner au travail et à la culture.

Le Parti s.-d. de Serbie combat résolument tous les différends, conflits et hostilités qui, en excitant les peuples balkaniques les uns contre les autres, conduiraient à une catastrophe. Il se déclare pour la pleine liberté et indépendance nationales de toutes les nations et proteste contre toute tentative tendant à supprimer l'autonomie de n'importe quelle nation et d'imposer à celle-ci un régime étranger.

Il constate en même temps que la péninsule balkanique représente un mélange de nations et que, par le partage de son territoire entre plusieurs Etats, l'unité nationale ne peut se faire; au contraire, car chacun de ces Etats assujettirait nationalement une bonne partie de la nation étrangère. Pour ce motif, le Parti s.-d. de Serbie combat énergiquement toute politique ayant en vue le partage des Balkans. Il préconise avec énergie une union de tous les peuples des Balkans et il est convaincu que c'est seulement de cette manière, c'est-à-dire par la création d'une confédération balcanique, que chaque nation réussira à se constituer nationalement et à progresser économiquement et au point de vue de la culture. Le Congrès voit également là le seul moyen puissant de préservation contre les désirs de conquête, impérialistes et coloniaux, des grandes puissances européennes.

---

1) Bulletin du B. S. I. XI, 67.

Le Parti s.-d. de Serbie exprime son horreur pour une guerre fratricide entre Serbes et Bulgares, surtout que les deux nations s'expriment en deux dialectes apparentés d'une même langue, que leurs habitudes et leurs inclinations pour la paix et le travail en bon accord sont identiques, que leur culture est semblable, que leur économie est analogue et que leurs intérêts sont les mêmes. Les partis s.-d. de Serbie et de Bulgarie élèvent énergiquement la voix contre toute excitation des classes dirigeantes qui ne peut que conduire à des conflits armés et à l'extermination des peuples.

En opposition aux aspirations périlleuses des dynasties, des cliques capitalistes, de la soldatesque et de la bureaucratie ambitieuse, aspirations qui sont dangereuses pour les peuples balkaniques, le Parti s.-d. de Serbie demande — de même que les partis s.-d. de Bulgarie, Roumanie, Turquie, Grèce, Bosnie et Herzégovine, Croatie et Slavonie, et que les masses s.-d. et progressistes du Monténégro et de l'Albanie, — l'union de tous les pays balkaniques pour le plein développement économique et culturel.

Les partis s.-d. se déclarent en faveur de la paix et de l'amitié entre les peuples. D'avance ils déclarent les gouvernements responsables si leur politique conduit à des démêlés et à la guerre.

En solidarité avec les partis s.-d. de tous les Etats balkaniques, le Parti s.-d. de Serbie envoie de cette tribune — la tribune du Parlement — son salut fraternel et l'expression de sa volonté de paix aux masses populaires prolétariennes de Bulgarie et de tous les autres pays balkaniques et leur crie avec le prolétariat de Serbie et de tous les Balcans:

Guerre à la guerre! Paix entre les peuples! Union des peuples balkaniques en la fédération des républiques balkaniques!

In der Skuptschina-Sitzung[1]) vom 13. VI./31. V. 1913 erklärte der Abgeordnete DR. LAPTSCHEWITSCH im eigenen und im Namen des zweiten soz.-dem. Abg. T. KAZLEROWITSCH:

Nr. 164.

Déjà l'automne dernier, le Parti s.-d. s'est prononcé au Parlement contre la guerre projetée contre la Turquie et qui fut déclarée dix jours plus tard.

La guerre est une méthode impérialiste des classes dominantes. La S.-D. recommandait de suivre une autre voie pour l'affranchissement, l'unification et le développement progressif des nations balkaniques. Cette voie, c'était la révolution démocratique qui conduirait à une fédération des républiques balkaniques.

La S.-D. montra alors également que la guerre contre la Turquie, guerre faite dans l'intention de partager les territoires de ce pays entre

1) Ebenda S. 68.

les belligérants, aurait pour conséquence de nouveaux conflits et une calamité immense.

La prévision du Parti s.-d. s'est maintenant complètement réalisée: l'affranchissement national et l'unification dans les Balkans ne sont point accomplis, une domination étrangère est imposée aux diverses nations et, à cause de la question du partage des territoires conquis, les gouvernements des alliés belligérants sont prêts à lancer les peuples balkaniques dans une guerre fratricide. Contre pareille politique, qui est un forfait sans égal, le Parti s.-d. élève encore sa protestation la plus énergique et il inculpe le gouvernement, dont la politique pousse à une nouvelle guerre.

Ce n'est pas seulement le gouvernement et son parti que le P. s.-d. considère comme les fauteurs de la guerre, mais aussi tous les partis d'opposition bourgeois qui approuvèrent la guerre, qui aidèrent le gouvernement, qui le poussèrent à la guerre et qui votèrent pour que le peuple soit conduit à l'abattoir.

Le P. s.-d. accuse le gouvernement de pousser maintenant aussi à un désaccord sanglant. Mais il accuse également les partis d'opposition bourgeois qui veulent encore du sang comme si la calamité que nous avons eue et les sacrifices faits jusqu'à présent n'étaient pas suffisants.

Le P. s.-d. ne remplit pas seulement son devoir prolétarien et il ne se conforme pas seulement à son programme, mais il traduit le sentiment du peuple tout entier en demandant que tous les peuples des Balkans forment une communauté complète aux points de vue économique, politique et culturel, une république fédérative des Balkans garantissant à toutes les nations la liberté et l'autonomie nationales absolues et leur apportant toutes les conditions de progrès et de développement dans la mesure où ceci est possible dans une société basée sur le système de la propriété privée.

Etant adversaire de toute intervention étrangère dans les Balkans et spécialement d'une intervention venant de la pire réaction, le Parti s.-d. demande que les peuples balkaniques eux-mêmes prennent une initiative libre, indépendante, démocratique et commune pour réaliser la paix et l'unification, et il demande expressément la démobilisation de l'armée. Il est plus que temps que les ateliers et les champs abandonnés reprennent vie, que les nourriciers retournent auprès des enfants affamés et que la si précieuse vie humaine soit épargnée!

Und am 27./14. VI. 1913 gaben die beiden soz.-dem. Abgeordneten neuerdings die Erklärung ab [1]):

Nr. 165.

Au nom du P. s.-d. nous déclarons nous en tenir à la déclaration que nous avons faite il y a un mois lors du débat sur l'exposé Paschitsch.

1) Ebenda S. 68/69.

Quand arrivera le moment du vote sur les ordres du jour proposés, nous nous prononcerons contre le gouvernement, parce que sa politique ne nous garantit pas la paix dans les Balkans. Mais nous voterons également contre la proposition de l'opposition, parce que celle-ci a poussé le pays dans la misère, dans des conflits sanglants et dans une nouvelle guerre.

Nous demandons la paix, la démobilisation dans le plus bref délai, l'entente des peuples balkaniques et leur union dans une république fédérative des Balkans.

Im August 1914 versendete das Exekutivkomitee des I. S. B. einen Bericht der serbischen soz.-dem. Partei an das letztere[1]) über ihre Tätigkeit vor Ausbruch des ersten und zweiten Balkankrieges und während dieser Kriege. Zum Schluß desselben heißt es:

Nr. 166.

A la manière dont les événements se déroulent nous n'avons presque plus d'espoir de voir la paix régner bientôt dans les Balkans.

Si la paix est signée à Bucarest, cette paix ne sera, à notre avis, que nominale. Si l'on ne crée pas de relations plus étroites, c'est-à-dire, si la fédération des républiques balkaniques n'est pas réalisée, nous allons vers de nouvelles luttes, car toutes les dynasties et toutes les cliques militaristes, bureaucratiques et capitalistes, veulent l'hégémonie, et ces luttes et guerres nous laisseront totalement épuisés et nous mèneront à la ruine, de manière que nous finirons par être conquis par, et partagés entre les grandes puissances européennes.

Pour les mêmes motifs qui amenèrent la guerre contre la Turquie et la guerre entre les ex-alliés il est impossible que la paix dure longtemps. Tous les États aspirent à l'hégémonie, c'est-à-dire à régner absolument et sans être troublés, sur les Balkans tout entiers. Mais cette aspiration entraînera les États balkaniques dans des luttes et dans des guerres.

Seules les révolutions simultanées dans tous les États balkaniques, révolutions qui chasseraient les dynasties et les cliques dominantes, qui instaureraient le régime démocratique, qui supprimeraient les frontières existantes, qui uniraient les Etats balkaniques économiquement, culturellement et politiquement, qui garantiraient à toutes les nations leur liberté et leur développement national ultérieur, pourraient mettre un terme aux scènes sanglantes dans les Balkans, aux scènes qui sont un scandale pour la civilisation, qui font le plus grand dommage au travail de l'humanité, c'est-à-dire du prolétariat, et à la disparition desquelles la S.-D. travaille énergiquement.

1) Ebenda S. 69/71.

§ 2. Bei Ausbruch des Weltkrieges.

Während der Debatte über die Thronrede in der Skuptschina-Sitzung in Nisch vom 18./31. VII. 1914 hielt der Abgeordnete LAPTSCHEWITSCH folgende Rede:

Nr. 167.

Der serbische Text wird nachgetragen [1] [2].

---

1) Das serbische Original ist mir bisher nicht zugänglich geworden. Die nachstehende Übersetzung ist von mir nach der in der România muncitoare vom 5./18. VIII. 1914 erschienenen rumänischen Übersetzung angefertigt, die, wie mir versichert wurde, vollständig genau ist.

2) Seit der Überreichung der bekannten öst.-ung. Note an unsere Regierung war uns klar, daß wir in eine heftige internationale Krise geraten sind. Wir harrten der Antwort unserer Regierung, die uns die nötige Beruhigung bringen sollte. Vor der Beantwortung der öst.-ung. Note durch sie hat jedoch in denkbar treffendster Weise die Wiener „Arbeiter-Zeitung" geantwortet.

Die Haltung Öst.-Ung.s Serbien gegenüber ist bekannt. Sie ist für uns sehr schwer und streng. Niemand aber hat diese Haltung Serbien und dem serbischen Volk gegenüber so zutreffend und entschieden kritisiert, wie es die öst. Sozialdemokratie getan hat und tut. Unser bekannter Genosse, der Abgeordnete VIKTOR ADLER ebensowohl im Wiener Reichstage, wie der nicht minder bekannte Vertreter der soz.-dem. Partei in den Delegationen WILHELM ELLENBOGEN haben stets das Recht des serb. Volkes und Serb.s auf ein unabhängiges Dasein verteidigt und die Politik Öst.-Ung.s angegriffen. Und heute hat sich die öst. Sozialdemokratie wie ein Mann auch gegen die Politik Öst.-Ung.s gegen unser Land und gegen den Krieg erhoben, den uns Öst.-Ung. erklärt hat. Stolz und voll Lobes für das Proletariat Öst.-Ung.s können wir serb. Sozialdemokraten hier sagen, daß das Proletariat und die Sozialdemokratie Öst.-Ung.s den gleichen Gesichtspunkt haben wie wir: daß es keinen Krieg geben dürfe zwischen den Völkern Öst.-Ung.s und dem serb. Volke.

Die öst. Soz.-Dem. fordert die Verhinderung des Krieges, den Friedensschluß und die Herstellung stabiler, normaler, freundlicher Beziehungen zwischen den beiden Nachbarvölkern. Uns serb. Sozialdemokraten unserseits obliegt gegenüber den Völkern Öst.-Ung.s die gleiche Pflicht! Wir verlangen ebenfalls die Aufhebung des Kriegszustandes zwischen den beiden Ländern, den Friedensschluß und die Schaffung fester, normaler, freundschaftlicher Beziehungen zwischen den Völkern dies- und jenseits von Save und Donau.

Wir wollen den Krieg nicht, ebensowenig wie ihn unsere öst. Genossen wollen. Wir wollen auch den gegenwärtigen Krieg nicht. Wir wollen ihn nicht: im Interesse des Fortschrittes Serb.s, der Völker Öst.-Ung.s,

der Völker Gesamteuropas, der Völker der ganzen Erde. Wir fordern die Schlichtung der Völkerkonflikte auf friedlichem Wege, durch gewählte Schiedsgerichte, aber nicht durch Blut und Tod von Millionen.

Heute sind wir alle im Kriegszustande. Der Krieg hat denn auch bereits begonnen. Aber auch jetzt noch fordern wir von der Regierung Rechenschaft für die Geld- und Menschenopfer der Unglücksjahre 1912 und 1913. Aber noch vor Ablegung dieser Rechenschaft sollen wir neuerdings Opfer für den neuen Krieg bringen. Man ruft uns zum Krieg auf, ohne daß unsere Regierung das Nötige zu seiner Vermeidung getan hätte. Nun aber der Krieg ausgebrochen, ist die Regierung durchaus verpflichtet, alles zu tun, um zu einem für beide Völker ehrenvollen Frieden zu gelangen.

Diese Pflicht haben wir gleichermaßen im Interesse der Völker Serb.s und Öst.-Ung.s wie des Friedens auf dem Balkan zu erfüllen. Denn dieser Krieg mag sich leicht über die ganze Balkanhalbinsel ausdehnen und seine Flammen mögen alle unglücklichen Balkanvölker erfassen. Das müssen wir auch im Interesse Europas tun; denn es darf nicht im Gefolge eines auch friedlich lösbaren und auch durch ein Schiedsgericht zu schlichtenden Konflikts zwischen Öst.-Ung. und Serb. Gesamteuropa in einen blutigen Krieg hineingezogen und die tragische Geschichtsperiode eröffnet werden, welche sich kennzeichnen wird durch die Opferung von Millionen Leben, durch die Vernichtung der Kultur des Jahrhunderts, durch die Zerstörung des Reichtums und der Zivilisation der gesamten Menschheit.

Ich spreche so, weil ich fürchte, daß die serb. Regierung gegenwärtig durch einige Großmächte als Schachfigur ausgespielt worden ist. Daß diese meine Furcht nicht grundlos, daß meine Überzeugung nicht sachlich unmotiviert ist, beweist eine Stelle der königlichen Botschaft, in der es heißt: der gegenwärtige Konflikt betreffe nicht Serb. allein, sondern berühre auch die Lebensinteressen der Großmächte. Haben die Großmächte gegensätzliche Interessen, geraten sie in Streit, so ist es nicht an den Kleinstaaten und Kleinvölkern, ihnen bei deren Austragung dienstbar zu sein; diese haben vielmehr die Pflicht, sich davor zu hüten, weil die Kleinvölker bei dieser Liquidation der Großstaaten nur verlieren können.

Die Großmächte verfolgen seit langem eine koloniale und imperialistische Politik. Diese drängt sie zu einem maßlos kostspieligen Militarismus, zu dessen Befriedigung sie ihre Länder überverschuldet und die letzterreichbaren Objekte sowie die letzten Reichtumsquellen mit Steuern belastet haben. Eine wahnsinnige Gier nach Kolonien und Eroberungen hat sie an die Schwelle des Krieges geführt. Die Kriegführung jedoch wird nicht im Interesse der Kleinvölker erfolgen, sondern zu deren Schaden. An uns wird weder Dreibund noch Dreiverband denken; weder die eine noch die andere Mächtegruppe wird uns Nutzen bringen. Und sollten sie beide sich in einen allgemeinen Krieg stürzen, so wird das um kolonialer Eroberungen willen geschehen, wobei das ganze Gebiet zwischen Save und Donau sowie dem Stillen Ozean das Ziel dieser Kolonialpolitik bildet. Die Großstaaten konkurrieren und sind in den Krieg geraten wegen der Teilung Kleinasiens,

wegen ihrer Interessen in Zentralasien, dem äußersten Osten, dem Mittelmeer, dem Suezkanal, dem Pazifik und den Dardanellen. Kommt es zur Liquidierung der Kriegskosten, so werden selbstverständlich die balkanländischen und asiatischen Kleinvölker und -Staaten von den Großmächten als Kompensationsobjekte verhandelt werden.

Sollte der europäische Krieg ausbrechen, so wäre das nicht nur ein Unglück für alle Völker Europas, würde es nicht nur die Zivilisation für Jahrzehnte hemmen, sondern möglicherweise eine Katastrophe für die Balkanhalbinsel, also natürlich auch für Serb. bedeuten. Und dürfen wir wohl gegründete Hoffnung hegen, uns zu erhalten, wenn die Unterdrückungspolitik die Balkanvölker erfaßte? Nur durch einen Balkanbund, nur durch den Widerstand, die Macht und die Unabhängigkeit der Balkanstaaten vermöchte das serb. Volk auch seine Selbständigkeit zu bewahren.

Daran daß wir soweit gekommen, daß heute Serb. sich zu einem Waffengang mit Öst. gezwungen sieht, trägt die Regierung mit ihrer verkehrten Politik die Schuld. — Sie hat sich auf den Standpunkt gestellt, daß die Balkanhalbinsel geteilt werden müsse. Hierdurch aber hat sie den Gesichtspunkt der Großmächte angenommen: nämlich, daß die Balkanhalbinsel unter sie aufzuteilen sei. — Der zweite Fehler unserer Regierung: um dieser Teilung willen, die Türkei mit Krieg zu überziehen, hat sie das Balkanproblem aufgerollt, ohne es jedoch durch diesen Krieg lösen zu können. — Der dritte Fehler war, daß sie in Verfolgung einer derartigen Politik notwendig in den brudermörderischen Krieg zwischen Serb. und Bulg. geraten mußte, zwischen zwei Völkern gleichen Stammes, beinahe gleicher Sprache und gemeinsamer Interessen. — Der vierte Fehler der Regierung war die Politik des Angriffs und der Unterdrückung gegen das alban. Volk, mit dem wir aufrichtige und dauernde Freundschaft hätten schließen sollen. — Der fünfte Fehler war die Politik sklavischer Abhängigkeit von der St. Petersburger Diplomatie und der Pariser Börse. Diese und jene mögen nun um die Interessen des Zarismus und der französischen Kapitalisten Sorge tragen, sicherlich aber nicht um die des Serbenvolkes.

Von einer solchen Politik ist kein Heil zu erhoffen. Die Rettung des serb. Volkes sowohl wie aller Balkanvölker beruht einzig in einer Balkanunion, in einer starken Föderation der Balkanrepubliken. Hätten wir heute diese, die Einigkeit zwischen Serbien, Bulgarien, Rumänien, Griechenland, Albanien und Montenegro, so hätte sicherlich Öst.-Ung. nicht den Krieg erklärt. Denn es hätte gewußt, daß der Widerstand Serb.s, Bulg.s, Rum.s, Griechenlands, Alb.s und Montenegros einig und mächtig sein würde. Dann wäre auch in Alb. keine internationale Gendarmerie erschienen, hätte nicht der Krieg um die Inseln Griechenlands gedroht, wäre Bulg. nicht vor der Möglichkeit der Vernichtung gestanden, Rum. und Montenegro nicht gefährdet gewesen und Serb. nicht der Krieg erklärt worden. Ihre vollständige Einigung hätte vollkommen ausgereicht, sie vor England, Rußland und Ungarn zu schützen.

Serb. muß seine Politik ändern; es muß aufhören, das Werkzeug der Großmächte zu sein; es muß den Weg der Balkanpolitik mit dem Ziel einer Balkanföderation einschlagen. Zu diesem Zweck muß es die nötigen Schritte tun zur Herstellung einer Zoll- und Münzunion, sowie eines gemeinsamen Parlaments, der Auflösung des stehenden Heeres und der Schaffung einer Nationalmiliz zur Verteidigung der Union.

Die Regierung darf die Agitationen der chauvinistischen Kreise nicht gestatten. Alle Geheimorganisationen, die nach außen intriguieren und auch den inneren Frieden gefährden, müssen aufgelöst werden. Diese Organisationen sind verantwortungslos; die innere und Außenpolitik des Staates darf aber nur von der aus dem Parlament hervorgegangenen verantwortlichen Regierung geführt und muß vor dem Parlament verantwortet werden. Diese Organisationen sind eine Gefahr für unsere auswärtigen Beziehungen; nicht minder aber auch für unsere innere Entwicklung. Sie gefährden zugleich — wie sich vor einigen Monaten gezeigt hat — selbst das parlamentarische Regime in Serb.*). Keine Organisation, die eine Geheimtätigkeit entfaltet, darf daher geduldet werden.

Gestützt auf diese Ausführungen fordert die serb. Soz.-Dem. von der Regierung und den bürgerlichen Parteien die Sicherung des Friedens für das serb. Volk. Solidarisch mit den soz.-dem. Parteien des Balkans fordert sie dieselbe auch für die Balkanvölker. Als Glied der sozialistischen Internationale schließlich fordert sie sie zugleich im Interesse des internationalen Friedens, des internationalen Proletariats und friedlicher Kulturentwicklung aller Völker. Möge der Krieg aufhören! Ist die Privateigentums-Gesellschaft, weil unlogisch, unmöglich geworden, so ist sie zu beseitigen und nicht auch fernerhin um den Preis von Blutströmen und Menschengemetzel aufrechtzuerhalten. Wir verlangen von der Regierung eine Politik mit dem Ziele schnellster Wiederherstellung des Friedens zwischen Serb. und Öst.-Ung. an Stelle des eben sich entwickelnden Krieges, eine Politik, die nicht das Unglück Serb.s und des Balkans nach sich zieht, eine Politik, die die allgemeine europäische Konflagration und den Ruin der menschheitlichen Zivilisation vermeidet.

---

*) Anspielung auf die geheime Militärliga, die ihren Willen der serb. Regierung aufdrängte und in Serb. allmächtig ward. Sie hat mehrmals hintereinander Ministerkrisen hervorgerufen und Serb. erst in den zweiten Balkankrieg und nun in den Krieg mit Öst. getrieben. (Anm. der România muncitoare).

Neuntes Kapitel.

Italien.

§ 1. Die Kongresse von 1912 und 1914.

XIII. Congresso nazionale del P(artito) S(ocialista) I(taliano). (Reggio Emilia, 7–8–9–10 Luglio 1912)[1]).

Auf dem Kongress von Modena (15.—18. X. 1911) schon hatte sich ein starkes Vordringen der gegen die „reformistische" Taktik der damaligen Parteimehrheit gerichteten „revolutionären" Strömung gezeigt[2]). Auf dem Kongress von Reggio Emilia setzte sie sich sodann siegreich durch. Gegen die Reformisten wurde insbesondere ihre kolonialkriegsfreundliche und nationalistische Haltung anläßlich der Eroberung von Tripolis geltend gemacht; gegen die Abgeordneten BISSOLATI, BONOMI und CABRINI, deren erster bereits 1911 vom König wegen Lösung der damaligen Kabinettkrise zu Rate gezogen und dem ein Ministerposten angeboten worden war, insbesondere auch noch: ihre Beteiligung an einem, von der Kammer(mehrheit) als Protest gegen das Attentat ALBA auf den König beschlossenen, Zug in den Quirinal. Es wurden gegen die Rechtsreformisten drei Resolutionen eingebracht: eine von BENITO MUSSOLINI im Namen der Revolutionären, und zwei von linksreformistischer Seite durch G. E. MODIGLIANI und ETTORE REINA. Die Anträge lauteten:

Nr. 168a.

a) Mussolini.

Il congresso,

presa visione della povera schelettrica relazione del gruppo parlamentare constata e deplora l'inazione politica del gruppo stesso che ha contribuito

1) Resoconto stenografico del XIII Congresso . . . Roma, Ediz. della Direzione del P. S. I. 1913.

2) Vgl. die Beschlüsse des Modeneser Parteitages in diesem „Archiv" IV, 181/187.

a demoralizzare le masse; e riferendosi agli atti specifici compiuti dai deputati Bissolati, Cabrini, Bonomi dopo l'attentato del 14 marzo;

ritiene tali atti costituire gravissima offesa allo spirito della dottrina e alla tradizione socialista;

e dichiara espulsi i deputati Bissolati, Bonomi, Cabrini; la stessa misura colpisce il deputato Podrecca per i suoi atteggiamenti guerrafondai.

Nr. 168b.

b) Modigliani.

Il congresso,

riservata a suo luogo ogni concreta decisione sulla tattica, e senza rinnegare la tradizione del P. S. I. secondo la quale hanno diritto di coesistere nella compagine di questo così la tendenza rivoluzionaria che quella riformista;

afferma che questa tradizione non si oppone a che siano sconfessati come già altre volte avvenne, le degenerazioni aberranti dell' una o dell' altra tendenza;

constata che alcuni deputati si sono posti fuori di ogni direttiva socialista a) col rendere omaggio alle istituzioni monarchiche, b) col partecipare e l'indulgere a manifestazioni pattriotiche e nazionaliste, c) coll' informare, confessatamente, la loro condotta a una sistematica collaborazione di classe, adottata per una pretesa infecondità di ogni politica autonoma della classe lavoratrice, d) col preferire accordi ed abilità dei maggiorenti all' effettiva progrediente partecipazione delle masse alla direzione della propria battaglia;

e dichiara, che con tale complesso di fatti questi deputati si sono posti fuori della compagine del P.

Nr. 168c).

c) Reina

unterschied sich von Modiglianis Antrag nur dadurch, daß Abs. 4 des letzteren ganz entfiel und in Abs. 3 der I. Satz ersetzt war durch die Worte:

constata che costituiscono una deplorevole deviazione della direttiva socialista gli atti compiuti da alcuni socialisti.

Die Rechtsreformisten hatten angesichts der von Vornherein offenkundigen Stimmung des Kongresses auf die Einbringung einer eigenen Resolution verzichtet.

Nach einer lebhaften Debatte, an der außer den Antragstellern und den Vieren, deren Ausschließung aus der Partei beantragt war, sich auch noch beteiligten: Altobelli, Balabanoff, Cicotti, Fasulo, Turati, und von der rechtsreformistischen Seite Bere-

NINI, CHIESA, ZIBORDI, entfielen von 23511 bei der Abstimmung vertretenen Stimmen (von denen 2072 sich enthielten) auf die Anträge:

MUSSOLINI (Ausschließung der Vier aus der Partei) . 12556;
MODIGLIANI (Erklärung, daß die Rechtsreformisten sich selbst außerhalb der Partei gestellt hätten) . . 3250;
REINA (Mißbilligung) . . . . . 5633.

Die ausgeschlossenen Abgeordneten: BISSOLATI, BONOMI, CABRINI, PODRECCA, begründeten sofort eine selbständige Partei: P(artito) S(ocialisto)-R(iformista) I(taliano), der kurz darnach weitere 8 Abgeordnete beitraten.

XIV. Congresso nazionale del P. S. I.
(Ancona, 26–27–28–29. IV. 1914[1].)

Der Kongress beschloß einhellig folgende von CLAUDIO, TREVES und SILVANO FASULO eingebrachte Resolution:

Nr. 169.

Contro il militarismo.

Il congresso afferma:

che l'antagonismo tra il socialismo e il militarismo è un' espressione correlativa dell' antagonismo stesso che è tra il proletariato e la borghesia capitalistica;

che il militarismo, indipendentemente dall' essere un sistema di coercizione del proletariato, e di difesa del regime capitalistico, risponde alle vedute dell' accumulazione capitalistica; la quale, in questo periodo dell' evoluzione sociale, o cerca nuove terre coloniali da sfruttare, oppure cerca di investirsi in facili e lucrosi prestiti di Stato, secondo il noto parallelismo fra l'aumento delle spese militari e l'aumento dei debiti pubblici;

che il proletariato, specialmente nei paesi più poveri di capitale, come l'Italia, ha interesse di vita nell' avversare il militarismo, e per sè, e per i dispendi capitalistici che cagiona, sia espressi in forma di fiscalità che aumentano il rincaro della vita, sia espressi in forma di rarefazione del capitale applicato negli investimenti produttivi dell' industria e del commercio,

---

1) Resoconto stengrafico del XIV Congresso Roma, Ediz. della Direzione del P. S. I. 1914. 2) Resoconto stenografico del XIV Congresso . . . Roma, Ediz. della Direzione dell P. S. I. 1914.

donde le crisi economiche, la disoccupazione e l'emigrazione dei lavoratori;

Mentre si propone all' interno:

di intensificare la propaganda e l'educazione delle masse e specialmente della gioventù, intorno ai suesposti principî, opponendo costantemente gli interessi solidali della internazionale del lavoro agli aizzamenti nazionalistici delle borghesie patriottarde;

e mentre rinnova al Gruppo socialista parlamentare l'impegno di continuare la più strenua opposizione ai crediti militari, coadiuvandolo con l'azione attiva e diretta del proletariato organizzato, Delibera;

di portare al Congresso internazionale di Vienna un voto speciale per una riorganizzazione del B. S. Internazionale diretta a dare a questo la funzione specifica:

a) di promuovere una propaganda speciale tra le grandi Federazioni Internazionali di mestiere per guadagnarle all' idea internazionale, pacifista e antimilitarista e di agguerirle par tutte le intese pratiche, efficaci a rendere impossibili le guerre;

b) di effettuare un sistema rapido, suggestivo di informazioni reciproche nella stampa internazionale sia borghese che socialista, e volta a mostrare luminosamente la simultaneità e la contemporaneità del movimento proletario internazionale antimilitarista nei diversi paesi, in guisa da eliminare ogni apprensione che il movimento possa indebolire alcuno Stato a favore di alcun altro, e da dare al mondo l'idea sensibile della cospirazione attiva, imponente, del proletariato organizzato contro la guerra e contro il militarismo.

* * *

Eine weitaus radikalere, nach Abschluß der Debatte jedoch zurückgezogene Resolution hatten Caiani und Canciulli eingebracht. In derselben lauteten Abs. 1 und 2 wie im Text; Abs. 3 fehlte; in Abs. 4 ff. waren die im Text durchschossen gesetzten Worte ersetzt durch die folgenden:

Nr. 170.

nella sua funzione aggressiva per diminuire i dispendi, frenare la fiscalità che aumentano il rincaro della vita, tarpare la manía dei debiti che sottraggono il capitale all' industria ed ai commerci generando le crisi commerciali, la disoccupazione e la emigrazione dei lavoratori, e per restaurare il senso morale turbato come nella infausta impresa libica, dall' aggressione politica e militare sull' estero;

che quindi persegue sempre e più ancora di prima la necessità affermata al primo capoverso del programma delle ultime elezioni politiche, cioè la necessità di ‚una ferma e sistematica opposizione alla politica di avventure ed ai bilanci militari';

e delibera

di intensificare la propaganda e l'educazione antimilitarista nelle masse e segnatamente nelle organizzazioni politiche ed economiche e nella gioventù avvertendo di curare nei giovani la continuità solidale con mezzi acconci come sarobbe il ‚soldo del soldato', opportuno e punto illegale per mantenere il collegamento fra organizzazioni proletari e compagni. Le quali organizzazioni intende il congresso di richiamarle sopra queste direttive essenziali — di combattere con ardore la politica estera di espansione e imperialismo inaugurata or ora con la impresa libica, e di restringere gli ordinamenti militari di terra e di mare al loro solo ufficio che non è di aggressione ma di efficace difesa, nella quale consiste una delle caratteristiche proprie del socialismo, giusta il pensiero espresso pure da Jaurès e Bebel;

e più segnatamente di combattere ed impedire con qualunque mezzo il seriamente minacciato ritorno alla ferma triennale;

di combattere la istituzione delle odiose compagnie di disciplina, luoghi di abbassamento morale;

di propugnare il servizio militare territoriale e regionale. Infine il congresso raccomanda con particolarissima sollecitudine di portare al congresso internazionale di Vienna la nota più vivace contro il militarismo, e votare tutte quelle deliberazioni di preparazione e di esecuzione che nella unanimità di tutti sieno giudicate più atte ad imporre la diminuzione degli armamenti, ad impedire o a troncare la guerra, ad educare, amalgamare e guidare il proletariato di tutte le nazioni in un pensiero e, occorendo, in una azione di liberazione dell' incubo militarista.

---

§ 2. Unmittelbar vor und nach Ausbruch des Weltkrieges.

Am 26. VII. 1914, nach erfolgtem Abbruch der diplomatischen Beziehungen zwischen Österreich-Ungarn und Serbien, äußerte sich das Zentralorgan des P. S. I. in einem Artikel: *Abbasso la guerra* [1]), nachdem es sich die Kennzeichnung des österreich.-ungar. Ultimatums durch die Wiener „Arbeiterzeitung" [2]) zu eigen gemacht, folgendermaßen:

Nr. 171.

. . . E L'Italia? Nel caso deprecato di una conflagrazione europea, qual' è il suo posto? Accanto all' Austria, contro la Francia? Noi non

1) Avanti, Giornale del Partito Socialista. Milano, 26. VII. 1914.
2) Vgl. Nr. 68.

sappiamo quali siano i «patti» segreti di quella Triplice che fù così precipitosamente rinnovata dai monarchici all' insaputa e contro la volontà dei popoli, sappiamo solo e sentiamo di poterlo dichiarare altamente, che il proletariato italiano straccerà i patti della Triplice s'essi lo costringessero a versare una sola goccia di sangue per una causa che non è sua. — Anche nel caso di una conflagrazione europea, l'Italia, se non vuole precipitare la sua estrema rovina — ha un solo attegiamento da prendere: neutralità assoluta. O il governo accetta questa necessità o il proletariato saprà imporgliela con tutti i mezzi.

É giunta l'ora delle grandi responsabilità. Il proletariato d'Italia permettera dunque che lo si conduca al macello un'altra volta? Noi non lo pensiamo nemmeno. Ma occorre muoversi, agire, non perdere tempo. Mobilitare le nostre forze.

Sorga, dunque, dai circoli politici, dalle organizzazioni politiche economiche, dai communi e dalle provincie dove il nostro Partito ha i suoi rappresentanti, sorga dalle moltitudini profonde del Proletariato un grido solo, e sia ripetuto per le piazze e le strade d'Italia: Abbasso la guerra! E venuto il giorno per il Proletariato italiano di tener fede alla vecchia parola di ordine: Non un uomo! Nè un soldo! A qualunque caso!

Am 27. VII. 1914 traten auf die Initiative von MORGARI, TREVES und TURATI [1]) in Mailand die sozialistische Parlamentsfraktion und der Parteivorstand unter MORGARIS Vorsitz zu einer gemeinsamen Sitzung zusammen. Erschienen waren 28 Abgeordnete und für den Parteivorstand der Direktor des „Avanti", MUSSOLINI, und RATTI. 18 Abgeordnete fehlten — meist entschuldigt. Beschlossen wurde einhellig folgende

Nr. 172.

Ordine del giorno [2]).

Il Gruppo Parlamentare Socialista et la Direzione del Partito:

in vista del nuovo macello di popoli che si prepara dalle diplomazie dei governi borghesi;

ritenuto che i precedenti eloquentissimi, e il mistero in cui si persiste a tenere avvolto — contro la lettera e lo spirito dell'articolo 5 dello Statuto — il trattato di alleanza coll'Austria, stato rinnovato con precipitosa inesplicabile anticipazione sulla scadenza, autorizzano il dubbio che il Governo italiano, cedendo come già avvenne, alle camarille affaristiche, militariste e

---

1) Avanti, 26. u. 27. VII. 1914. 2) Ebenda 28. VII. 1914.

vaticanesche, camuffate in arnese patriottardo e nazionalistico, possa quandochessia travolgere il paese in una o più disastrosa avventura di guerra;

Ammoniscono:

che nessun patto segreto di coronati potrebbe trascinare il proletariato italiano ad impugnare le armi al servizio dell' alleata per sopraffare un popolo libero;

ritenuto che è dovere e interesse supremo del proletariato italiano, in concordia di sentimenti col proletariato di tutte le nazioni, non esclusa la Serbia, la Germania e la stessa Austria-Ungheria, prevedere e prevenire in tempo una simile eventualità, e cooperare a scongiurare, loccalizzare, abbreviare al possibile il conflitto sanguinoso;

che infine è doveroso e necessario, sia di fronte al Paese tutto quanto, sia di fronte alle altre nazioni, che lo Stato italiano dica apertamente e fin d'ora, in cospetto ed in contradittorio colla rappresentanza elettiva del popolo, quali siano i suoi impegni e quali i suoi propositi nelle varie ipotesi di fatto che sgorgano dalla presente situazione,

Reclamano:

la immediata convocazione della Camera dei deputati, per provocare dal Governo dichiarazioni impegnative e rassicuranti, nel senso che l'Italia non uscirà in nessun caso e per nessun motivo dall' attegiamento di neutralità assoluta, invitano l'Ufficio Internazionale di Bruxelles a convocare una conferenza internazionale colla maggiore sollecitudine possibile, invitando frattanto i lavoratori d'Italia a unire la propria voce a quella del P. S. per deprecare la jattura della guerra e a tenersi pronti per quelle più energiche risoluzioni che il Partito intendesse di adottare in vista degli avvenimenti.

* * *

Nach diesem Beschlusse wurde der weitere gefaßt und ausgeführt: sofort brieflich vom Ministerpräsidenten die Einberufung der Kammer zu fordern und deshalb auch beim — gerade in Mailand anwesenden — Kammerpräsidenten MARCORA zu intervenieren:

Am 28. VII. teilte das politische Sekretariat des P. S. mit, daß der Parteivorstand und die Parlamentsfraktion sich bei der Sitzung des I. S. B. in Brüssel (vom 29. VII.) durch ANGELICA BALABANOFF und MORGARI vertreten ließen,

Nr. 173.

delegati ad accordarsi coi rappresentanti dell' Austria che interveranno a Bruxelles per un più stretto consegno dèi rappresentanti dei due partiti da tenersi entro la fine della settimana a Venezia[1]).

1) Avanti, 29. VII. 1914.

Nach Bekanntwerden der Kriegserklärung Österreich-Ungarns an Serbien erließ der Parteivorstand folgenden

Nr. 174.

Aufruf[1]).

Partito Socialista Italiano.

Lavoratori italiani.

Un nuovo, più orrendo turbine di violenza minaccia la pace e la civiltà europea. Le correnti reazionarie e militaresche dell'impero austro-ungarico si sono scatenate contro l'indipendenza della nazionalità serba e noi non possiamo prevedere quale sarà la estensione nè la durata nè le ripercussioni di siffatta aggressione. L'Italia in questo turbine può essere travolta per i suoi trattati con l'Austria e la Germania. Ma non per misteriosi trattati di alleanza, di cui il Paese ignora la portata e le condizioni, non vogliamo assumere la responsabilità, nè tollerare connivenze di carneficine internazionali. Pensate o lavoratori che è in forza di questi trattati che domani voi, i vostri figli, i vostri fratelli, le ricchezze e la civiltà d'Italia possono essere sacrificati in una orribile guerra di interessi dinastici. Di fronte a questo pericolo voi dovete reclamare ed imporre al Governo la più assoluta neutralità. E'interesse del proletariato di tutte le nazioni di impedire, circoscrivere e limitare più che sia possibile un conflitto armato, utile solo al trionfo del militarismo e dell'affarismo parassitario della borghesia. Voi, proletari di Italia, che pure in pieno periodo di crisi e di disoccupazione (tristi conseguenze dell'impresa libica) già nel recente sciopero generale sapeste dar prova della vostra forza, della vostra coscienza di classe, del vostro spirito di sacrificio, dovete ora essere pronti a non lasciar trascinare l'Italia nel baratro della spaventosa avventura.

Mentre i lavoratori delle altre nazioni si adunano in solenni manifestazioni ed agitano la bandiera dell'Internazionale per opporsi all'immane pericolo di una guerra europea, noi crediamo nostro dovere di gettare fra voi l'allarme, affinchè siate preparati a rintuzzare i criminali propositi dei Governi borghesi con tutti i mezzi ed in tutte le forme di azione che gli avvenimenti ci detteranno.

Compagni lavoratori! Raccoglietevi nei vostri circoli, adunate il proletariato in liberi comizi, ovunque il nostro partito ha la sua voce, in Parlamento, nelle Provincie, nei Comuni, alzate forte ed alto il vostro grido: Abbasso la guerra! Viva l'Internazionale proletaria! Viva il socialismo!

Roma 29 luglio 1914.

La Direzione Del P. S. I.

Bacci, Balabanoff, Barberis, Della Seta, Marabini, Prampolini, Mussolini, Ratti, Sangiorgi, Serrati, Smorti, Vella, Zerbini.

Costantino Lazzari, segr.

---

1) Avanti, 30. VII. 1914.

Seinerseits versendete das Exekutivkomitee der C(onfederazione) G(enerale) del L(avoro) am gleichen Tage nachfolgendes

Nr. 175.

Circolare[1]).

Cari compagni, La pace europea è seriamente minacciata dalla guerra scoppiata trà l'Austria-Ungheria e la Serbia. Trattandosi di questione eminentemente politica, la nostra condotta deve uniformarsi alle decisioni del Partito Socialista Internazionale, al quale siamo uniti da vincoli di soliedarità. La Sezione Italiana si è già pronunziata con l'ordine del giorno del 27 corr., che vi sarà indubbiamente noto. Noi quindi vi invitiamo ad assecondare con tutte le forze l'azione indicata in detto ordine del giorno. Dobbiamo intanto far pressione sul nostro governo, perchè si mantenga neutrale di fronto al conflitto austro-serbo e dobbiamo pure creare nello spirito pubblico uno stato di profonda avversione alla guerra, facendo presente quali immensi danni deriverebbero dalla minacciata conflagrazione europea. Questo per ora.

Ci riserviamo di darvi nuove istruzioni al momento opportuno. Per intanto fate la massima propaganda possibile contro la guerra e contro un eventuale intervento dell'Italia in appoggio all'Austria.

Saluti e solidarietà.

* * *

Schließlich trat, ebenfalls am 29. VII. 1914, die Unione Sindacale Italiana mit dem nachstehenden Aufruf hervor[2]).

Nr. 176.

Lavoratori! Non mai, dal 1870 in poi, si è presentata ai popoli d'Europa una situazione fosca di terribili incognite, di spaventose probabilità pari a quella presente. A meno che non si verifichi un miracolo nel quale sarebbe suprema stoltezza sperare, si può ritener certo che domani il conflitto austro-serbo si trasformerà in una più vasta conflagrazione, le cui conseguenze non è possibile neppure lontanamente prevedere.

E la guerra preparata nella gara degli armamenti e pur temuta con assurde contradizioni dai Governi che si sono sempre affermati pacifisti, la guerra destinata a scagliare una metà dell' Europa contro l'altra metà in un reciproco macello immane, folle e delittuoso di cui i popoli, come sempre dovranno fare le spese di sangue e di denaro.

---

1) La Confederazione del Lavoro. Monitore ufficiale della Confederazione generale del Lavoro. Milano, 1. VIII. 1914.

2) Avanti, 29. VII. 1914.

Compagni! In quest' ora torbida, annunziatrice di una delle più grandi tragedie che abbia mai visto la storia, noi vogliamo dirvi una parola degna di uomini: parola di fermezza e di rivolta.

Se tutte le guerre sono, dal punto di vista proletario, ugualmente infami, questa che sta per aprirsi è più d'ogni altra abbominevole. Essa dovrebbe esser la conseguenza di una imposizione brigantesca fatta esclusivamente in nome della forza brutale per rivalorizzare uno dei più odiosi anacronismi politici che ingombrino la storia contemporanea.

L'Austria pretende di continuare anche oggi la funzione già compiuta il secolo scorso di negatrice violenta dell' indeprecabile necessità che spinge i popoli a raggrupparsi logicamente a seconda delle razze, delle tradizioni e delle lingue, ripetendo nei Balcani quello che ha fatto in Italia fino al 1866.

Vi è dunque una triplice ragione per insorgere contro l'enorme crimine che sta per compiersi: la nostra avversione di classe contro tutte le guerre fra le nazioni, il fatto che si tratta d'una aggressione premeditata e vile d'un forte contro un debole, il carattere fondamentalmente reazionario dell' aggressione stessa.

E tuttavia evidente che noi non dovremmo mantenere la nostra insurrezione nell' ambito morale, qualora si trattasse di un conflitto svolgentesi all' infuori della nostra vita di popolo e senza diretto influsso su di essa. Ma, pur troppo, ciò non è, può darsi inveca che — in nome di patti dinastici e di parassitari interessi che ci sono estranei — si pretenda di trascinare anche l'Italia nella criminale contesa, per sostenere la prepotenza ribalda contro il diritto, sacrificando migliaia di vite proletarie alla bieca ragion di Stato che non vogliamo riconoscere altrimenti che come nemica di tutti i principii che formano il nostro patrimonio ideale.

Lavoratori! Non sappiamo se coloro i quali parlano in nome della patria ed hanno ancor sulle carni le lividure lasciate pur ieri dal bastone austriaco, avranno la suprema impudenza di volervi spingere alla guerra per appoggiare il nuovo brigantaggio asburghese, ma se intanto pensassero di arrivare i nostri governanti, dobbiamo dire alto e forte fin d'ora che è passato il tempo in cui il popolo lavoratore poteva esser mandato al macello come un branco di pecore imbelli a libito dei potenti. — Sappiano i responsabili che noi la guerra non la vogliamo „a nessun costo": che delle loro alleanze — stipulate senza il nostro intervento e senza il nostro consenso — non sappiamo che farcene; che la nostra pelle vogliamo rischiarla per il nostro interesse materiale e morale non già per fare il giuoco dei ribaldi parassiti contro i quali siamo in lotta ogni giorno. — Sappia tutta la banda dei predatori anelante a nuove stragi di popoli, che se il sangue dei lavoratori dovrà esser sparso lo sarà per la loro liberazione e non per ribadire altri e più duri giuoghi sul collo dell proletariato.

In alto le fronti ed i cuori! Noi non vi predichiamo un pacifismo imbelle ed inutilmente piagnone. Noi vi diciamo invece di tenervi pronti a trasformare l'odiosa guerra fra le nazioni, nella liberatrice guerra civile, servendovi delle armi che vi daranno in mano pel fratricidio ai fini della

vostra redenzione di classe. — A voi cittadini nelle strade, soldati nella caserma e negli accampamenti, sta il dimostrare che non siete più delle mandre di schiavi, ma delle collettività umane consapevoli e decise a conquistarvi l'uguaglianza e la libertà. — I governanti diano pur fuoco alle polveri! L'esplosione dovrà far saltare essi soltanti.

Abbasso la guerra! Viva la rivoluzione!

Il Comitato Centrale.

Am 29. VII. setzten zahlreiche Kundgebungen gegen den Krieg, für den Frieden und jedenfalls für die Neutralität Italiens in — Versammlungen und durch interne Beschlüsse der Organisationen — ein. Zunächst einer großen Versammlung in Mailand, wo der Bürgermeister der Stadt, CALDARA, ferner MUSSOLINI, MORANGONI u. a. sprachen, sodann in zahlreichen anderen Städten[1]).

Das Zentralorgan der Gewerkschaften insbesondere begleitete die Tagesordnung des Vorstandes und der Parlamentsfraktion des P. S. vom 27. VII.[2]) mit folgendem Artikel:

Nr. 177.

La parola d'ordine[3]).

Col solito favoloso pretesto dell'intorbidamento dell'acqua, l'aquila bicipite è piombata inopinatamente sul colombo serbo e si accinge a sbranarlo tra le grida di orrore dell'Europa esterrefatta che vede quale spaventevole tragedia si delinei dietro questo prologo di violenza e di sanque. O la Russia interviene in difesa della Serbia debole e sopraffatta, ed in tal caso è dato il segnale di una conflagrazione europea che ci riporterà allo stadio prenapoleonico, distruggendo i benefizi di un secolo di lavoro e di progresso; o si lascia la Serbia sola, alle prese con la feroce sua nemica, ed allora è facile prevedere che essa soccomberà nell'impari duello e che con la vittoria aumenterà la baldanza austriaca convertendosi in elemento di permanente perturbazione dell'equilibrio e della pace europea.

La situazione è terribile e va affrontata con coraggio. E' venuto il momento per l'Internazionale operaia e socialista di rendere un grande servizio, non pure alla classe proletaria, ma all'umanità intera, ed alla causa della civiltà. Come organizzazione internazionale noi dobbiamo, nei nostri Stati rispettivi, esercitare tutta l'influenza possibile per costringere i governi

---

1) Avanti, 30. VII.—12. VIII. 1914. 2) Vgl. Nr. 172. 3) La Confederazione del lavoro, 1. VIII. 1914.

a circoscrivere il conflitto armato esplicando un'azione che suoni aperta condanna del brigantaggio austriaco e viva simpatia per la Serbia in quanto essa afferma il suo diritto di vivere come nazione.

Come italiani noi abbiamo e vogliamo impedire al nostro governo — quali che siano i patti segreti che ci legano all'Austria — di coadiuvarla nella sua ignobibe e delittuosa impresa. Inoltre, noi dobbiamo tenere in freno il nazionalismo ed il militarismo nostrani, ai quali l'odore della guerra non può a meno di far dilatare le narici e accendere l'occhio nella frenetica attesa di gettarsi all'arrembaggio.

Socialisti e internazionalisti dobbiamo essere. Ma perchè l'azione riesca efficace occorre il massimo di concordia così nei riguardi nazionali, che in quelli internazionali. Noi diamo per i primi il buon esempio ponendoci sulla linea d'azione tracciata dal Gruppo Parlamentare socialista con l'ordine del giorno. Frattanto agiranno gli organi internazionali e coordineranno i movimenti a seconda delle necessità.

Per ora la parola d'ordine sia: abbasso la guerra! L'Italia non intervenga nel conflitto austro-serbo se non per far opera di pronta e durevole pacificazione!

Angesichts der raschen Entwicklung der Ereignisse beschloß der Parteivorstand am 30. VII., am 2. VIII. in Mailand zu einer außerordentlichen Sitzung zusammenzutreten und zu dieser — *data la gravità dell' ora e la necessità di tener informato e solidale tutto il movimento proletario italiano* — auch die Vertreter zu laden der Confederazione generale del lavoro, des Sindicato ferrovieri, der Federazione dei lavoratori del mare und der Federazione dei lavoratori della terra[1]).

An der — vormittägigen — Sitzung[2]) zunächst des Parteivorstandes allein nahmen teil: Lazzari, Vella, Della Seta, Zerbini, Sangiorgio, Prampolini, Smorti, Barberis, Balabanoff, Bacci, Marabini, Mussolini, Morgari. Serrati fehlte entschuldigt. Beschlossen wurde die nachstehende:

Nr. 178.

Ordine del giorno.

La Direzione del Partito, mentre si compiace altamente dello slancio meraviglioso con cui il proletariato italiano ha risposto all'appello per la

1) Avanti, 31. VII. 1914. 2) Der Bericht über die Sitzung im Avanti, 4. VIII. 1914.

campagna contro la guerra e per la neutralità dell'Italia nel conflitto europeo scatenato dalle cupidigie balcaniche dell'imperialismo austro-ungarico, spalleggiato dal militarismo germanico;

riafferma le ragioni di principio e di fatto che giustificano l'atteggiamento assunto — fin dai primi giorni della crisi — dagli organi direttivi del Partito;

invita i socialisti e i proletari a vigilare intensamente e ad intervenire con tutti i mezzi perchè tale neutralità non sia — con qualche specioso pretesto — violata dal Governo italiano, ma sia rigorosamente mantenuta, sino all'epilogo della guerra, in nome dei supremi interessi materiali e morali del popolo italiano;

e dato il caso che l'Italia uscisse dalla dichiarata neutralità la Direzione del Partito lancerà al proletariato la parola d'ordine per un'azione immediata.

Bei der Nachmittagssitzung waren auch anwesend Namens der Confederazione generale del lavoro: RIGOLA, BUOZZI, AMATEIS GALLIADI und GALLI;

des Sindicato ferrovieri: CIARDI;

des Sindicato dei lavoratori della terra: MAZZONI und ARGENTINA ALTOBELLI;

der Sindicati dei lavoratori del mare und dei lavoratori dei porti: GIULIETTI.

Diese erklärten zunächst:

Nr. 179.

L'ordine del giorno della Direzione del P. S. è stato confortato dal consenso unanime dei rappresentanti delle organizzazioni intervenute.

und beschlossen sodann die Hinzuziehung der Unione sindicale Italiana, zu welchem Zwecke die Sitzung auf den 5. VIII. vertagt wurde.

* * *

Inzwischen hatte die italienische Regierung am 3. VIII. eine Neutralitätserklärung abgegeben und am 4. und 5. wurde das deutsche Ultimatum an Belgien und der Einmarsch deutscher Truppen nach Verwerfung desselben bekannt.

Der Avanti äußerte sich hierüber, nach Würdigung der militärischen Rückwirkungen dieser Ereignisse, wie folgt[1]):

1) Avanti, 5. VIII. 1914.

Nr. 180.

Ma prescindendo da queste considerazioni . . . resta il procedere inaudito e brigantesco della Germania, procedere che non sarà mai abbastanza stigmatizzato. — Si comprende come davanti a questa improvvisa e ingiustificata invasione, il Partito operaio socialista belga abbia lanciato il (suo) proclama[1]*. — Coll'aggressione al Belgio la Germania ha rivelato le sue tendenze, i suoi obbiettivi, la sua anima. — Solidarizzare direttamente o indirettamente colla Germania significa — in questo momento — servire la causa del militarismo nella sua espressione più forsenata e criminale.*

* * *

In der am 5. VIII. fortgesetzten Sitzung des Vorstandes des P. S. und der erwähnten Gewerkschaftsorganisationen — einschl. der Unione sindicale italiana, die durch Masotti und Amilcare d'Ambris vertreten war[2]) — faßte zunächst der Parteivorstand einhellig folgenden Beschluß:

Nr. 181.

La Direzione del Partito di fronte alla situazione attuale, dichiara di assumersi piena ed intera la responsabilità del movimento, con facoltà di aggregarsi quelle singole persone o rappresentanti organismi proletari e politici che crederà opportuno per il coordinamento dell'azione che sarà per deliberarsi.

Hierauf gab Rigola im Namen der Confederazione Generale del Lavoro folgende Erklärung ab:

Nr. 182 a.

Stamane si è adunato il Consiglio Direttivo della Confederazione del lavoro, presenti quasi tutti i consiglieri. Esaminata la situazione nei riguardi di una eventuale azione del proletariato per impedire che l'Italia esca dalla neutralità, ha deliberato quanto in appresso:

1° *Ratifica l'operato della delegazione che ha partecipato alla riunione colla Direzione del Partito Socialista ed altri organismi economici in data* 3 *corrente approvando pienamente l'ordine del giorno ieri votato;*

2° *di conseguenza, nel caso che il Governo corra in aiuto dei due imperi formanti parte della Triplice, non per avversione di razza o per sentimento irredentista, ma per la brutale aggressione compiuta dall'Austria-Ungheria, spallegiata dalla Germania, dichiara di essere disposto a ricorrere a tutti i mezzi per impedire che ciò avvenga;*

3° *riconoscendo il carattere eminentemente politico del problema, dichiara di lasciare unicamente alla Direzione del P. S. l'incarico di dirigere l'azione,*

1) Siehe Nr. 127. 2) Avanti, 6. VIII. 1915.

dal principio alla fine, mettendosi a sua disposizione per gli ordini che dovesse impartire allo scopo di raggiungere l'intento infradescritto: colla viva raccomandazione che la Direzione, a sua volta, procuri di agire di concerto col Gruppo Parlamentare affinchè sia mantenuta la massima coesione delle forze, coefficenza indispensabile di successo.

Ihrerseits erklärte die U. S. I.:

Nr. 182 b.

I rappresentanti dell'Unione Sindacale, Tullio Masotti e Amilcare De Ambris . . . constatano la perfetta identità dei loro criteri con quelli della Direzione del P. S. e delle altre organizzazioni nazionali circa la azione da svolgersi dal proletariato italiano nel caso di violazione della neutralità da parte del Governo. Ciardi per l'organizzazione dei ferrovieri. Giulietti per quella dei Lavoratori del Mare e dei Porti, richiamandosi alla deliberazione fatta nella seduta precedente si associano.

* * *

Das Zentralorgan des P. S. faßte seinerseits das Ergebnis dieser Beratungen in den Worten zusammen[1]):

Nr. 183.

Ciò significa che il proletariato italiano ha un solo ed unico punto di vista . . . Punto di vista che si esprime così: 1. L'Italia deve mantenere sino all'epilogo della guerra il suo atteggiamento di neutralità; 2. L'Italia non deve uscire dalla neutralità per appoggiare il blocco austro-tedesco. In ciò, il proletariato italiano si è affermato meravigliosamente concorde, al di sopra dei parziali dissensi teorici e tattici. Questa unità di proposti e di forze peserà nel gioco della politica italiana.

Ora, i proletari siano vigilanti. Qualora l'Italia intendesse rompere la neutralità per aiutare gli imperi centrali, il dovere dei proletari italiani — lo diciamo forte sin da questo momento — è un solo: insorgere!

Auch der Partito Socialista-Riformista Italiano faßte Ende Juli 1914 folgenden Beschluß:

Nr. 184[2]).

Il Comitato esecutivo della Direzione del P. S. R. I.; — di fronte al conflitto austro-serbo, che minaccia di travolgere tutta l'Europa in una guerra spaventosa, che per le sue conseguenze potrebbe gravemente compro-

1) Ebenda. 2) Nach Sempre avanti. Roma 1914, S. 1199.

metterre le sorti delle classi lavoratrici e della civiltà; — riaffermando i tenaci sentimenti pacifisti del proletariato, che vede negli accordi internazionali la fine degli antagonismi di razza eccitati dal militarismo, dall'affarismo, dal sopravvivente spirito reazionario delle classi dirigenti; — confida che i partiti socialisti e i lavoratori dei vari paesi manifestino, in modo pronto e reciso, la loro avversione alla guerra e spingano i governi rispettivi a far opera per il mantenimento della pace; — ritiene che solo il diffondersi dell'organizzazione proletaria e la conquista del potere da parte di una sincera democrazia sociale porrà fine ai pericoli di conflitti desiderati dai ceti parassitari per conservare i loro privilegi; e invita tutti gli organi del Partito ad agire in conformità del presente ordine del giorno.

Am 7. VIII. 1914 erschien im „Avanti" der redaktionelle Artikel

Nr. 185.

Accuse e accusatori.

Accanto alla speculazione materiale sui disastri e sulle vittime della guerra europea, fiorisce, in subordine, ma non meno ignobile e canagliesca, la speculazione politica degli anti-socialisti. Costoro — anime di sciacalli — non sanno nascondere la loro intima soddisfazione per il fatto che l'Internazionale socialista non ha potuto impedire la guerra. Ogni giorno l'esempio di ciò che si fa all'estero da parte dei socialisti ci viene gettato in faccia, come un rimprovero, una esecrazione, o una condanna. Ieri, si bruciavano incensi a Hervè che va alla frontiera, oggi si citano le parole pronunciate dal dott. Haase al Reichstag. Poche parole che sono senza importanza, poichè non ci vuol molta intelligenza a capire che la censura militare prussiana — ripetiamo queste parole terribile: la censura «militare» prussiana — ha purgato il discorso Haase o lo ha alterato o lo ha ridotto a un troncone irriconoscibile. Noi non ci occuperemo, invero, di tutte le favole e le infamie che i giornali borghesi italiani stampano sul nostro conto e su quello dei socialisti dell'estero. Noi ce ne infischiamo. La piccola stampa borghese — quella maggiore è un po' più prudente — si diverta, si diverta pure sino alla imbecillità. Riderà bene, chi riderà l'ultimo.

Ma il proletariato non deve essere e non sarà ingannato. Carte in tavola e parole chiare.

I socialisti tedeschi vengono accusati di non aver impedito la guerra europea. Gli accusatori dimenticano di chiedersi come il più elementare senso di probità consiglierebbe: i socialisti tedeschi potevano impedire la guerra che si è scatenata così improvvisamente? Si citano le forze del socialismo tedesco: i quotidiani, i deputati, i sindacati. E sta bene. Ma — noi ridomandiamo — bastavano queste forze per impedire la guerra? No. Non bastavano.

Per impedire una guerra bisogna abbattere — rivoluzionarmente — i poteri dello Stato. Delle due l'una: o il Partito ha in sè la capacità per questo sforzo e allora non ha bisogno di aspettare la guerra per fare la rivoluzione o tale capacità non ha e allora non è la guerra che può improvvisarla. Tutti i rivoluzionari di tutte le scuole concordano anzi e appunto nel ritenere che un moto rivoluzionario — alla vigilia di una guerra — ha scarsissima probabilità di successo e per ragioni universalemente note.

Il problema va posto nei suoi veri termini: hanno o non hanno i socialisti tedeschi protestato contro la guerra? Si sono o non si sono opposti alla guerra? La risposta è nella cronaca. Faremo a suo tempo un'ampia ed esauriente documentazione. Ma ecco il Vorwaerts che ci è giunto, oggi, finalmente. E' un numero storico. Reca la data del 1 agosto. Per sabato primo agosto i socialisti berlinesi avevano convocato 39 comizi, che all'ultimo momento furono proibiti dall'autorità militare; così pure fu vietata, la grande adunata della classe lavoratrice berlinese convocata per l'indomani 2 agosto al parco immenso di Treptow. — Il Vorwaerts di cui ci occupiamo, reca in prima pagina questi manifesti che vale la pena di far conoscere.

(Folgen die Aufrufe der Vorwärts-Redaktion und des Deutschen Parteivorstandes vom 31. VII. resp. 1. VIII. 1914 (vgl. Nr. 51, 52)).

Questi documenti sono una smentita a molte calunnie. Da essi risulta che sino all'ultimo momento, i socialisti tedeschi hanno fatto il loro dovere: hanno lavorato per la pace, hanno protestato contro la guerra. Poi è cominciato il regno della sciabola e della sciabola prussiana: il regno del terrore.

Potevano fare di più?

Forse; ma abbiamo noi sufficienti elementi di fatto per emettere in quest'ora tempestosa un giudizio . . . che non sia superficiale e avventato? Dovevano dunque i socialisti tedeschi rispondere alla dichiarazione di guerra collo sciopero generale?

Si dimentica una cosa: che i socialisti tedeschi — in tutti i congressi internazionali — si sono rifiutati energicamente di aderire a tale mezzo di lotta.

Ma — in fin dei conti — che cosa hanno fatto di più e di meglio i socialisti degli altri paesi? Che cosa ha fatto di più e di meglio il Partito Socialista francese che conta 101 deputati? E la C. G. del Lavoro che pure aveva nel suo programma lo «sciopero generale» insurrezionale in caso di guerra?

Dei comizi, niente altro che dei comizi. E quando i comizi sono stati proibiti, si è accettato il divieto. Poi sono venuti gli abbracciamenti fra Viviani e Jouhaux.

Accuseremo, dunque, di tradimento i socialisti e i sindacalisti francesi?

Mai più. Constatiamo.

La Repubblica è stata «aggredita». Verissimo. Ma non si era sempre detto — dai sindacalisti di Francia — che il proletariato non aveva patrie da difendere e nulla da difendere dentro la patria e che — dati i metodi sleali dei governi e delle loro diplomazie — il proletariato non poteva distinguere fra guerre di difesa e guerre di conquista? O allora perchè votare lo sciopero generale «in caso di guerra»? E se il proletariato di Francia non si è «disinteressato» della difesa dell'integrità nazionale, con quale diritto si pretende tale «disinteressamento» da parte del proletariato tedesco?

I francesi temono i prussiani a Parigi, ma i tedeschi temono i cosacchi a Berlino... E non solo i tedeschi. I polacchi, ad esempio, tanto dei partiti nazionali come dei partiti socialisti dichiarano la loro avversione alla Russia e simpatizzano per l'Austria e la Germania. La verità è che la civiltà più avanzata, contrasta il passo a quella ritardataria. Ora la Russia è — certamente — in ritardo sulla Germania, come la Germania è in ritardo paragonata alla Francia.

Questo spiega come, a un dato momento, la classe proletaria possa identificarsi — provvissoriamente — per amore o per forza, e senza rinunciare alle sue ideologie specifiche — colla nazione. E' il fenomeno che si svolge oggi — sotto agli occhi nostri — in questo che sembra il crepuscolo sanguinoso di tutta una civiltà.

Stolto chi crede che l'internazionalismo socialista sia finito, solo perchè non ha potuto impedire la guerra. L'internazionalismo socialista ha appena mezzo secolo di vita, nè da lui si può pretendere ciò che non è capace di fare il cristianesimo coi suoi venti secoli di esistenza e di predicazione della fratellanza umana.

* * *

La piccola stampa borghese sa tutto ciò, ma finge di ignorarlo. Sappiamo bene: quei signori vorrebbero vederci a ballare il trescone patriottardo, vorrebbero vederci deliranti da quando l'alcool patriottico e bellicoso ha comminciato a ubbriacare molta gente. Ma noi siamo... astemi. Noi siamo e restiamo, più che mai, socialisti e internazionalisti. Oggi e domani.

* * *

Fünf Tage später reproduzierte das Zentralorgan[1]) die Erklärung Haases vom 4. VIII. (s. Nr. 62) und bemerkte dazu:

Nr. 186.

Come si vede l'on. Haase, con questa dichiarazione, ha agitato il pericolo russo e cosacco. Ma pare che non tutti i socialisti tedeschi condividano le opinioni dell'on. Haase. Nella Leipziger Volkszeitung del

1) Avanti, 12. VIII. 1914.

31. VII. c'è un articolo[1]) *in cui si denunciano le manovre del Governo e dei nazionalisti tedeschi i quali hanno prospettato al popolo tedesco la necessità suprema della guerra per combattere la tirannide dello czarismo e la barbaria slava. Molti giornali borghesi hanno riportato brani di articoli e discorsi di Marx, Engels, Liebknecht e altri, per dimostrare al prolatariato che la guerra contro la Russia è una guerra di liberazione .... La „Leipz. Volksztg." (socialista rivoluzionaria) scrive: „Una guerra dell'Europa centrale ed*[2]) *occidentale contro la Russia non è più una guerra per la Rivoluzione, ma una guerra contro la Rivoluzione"* [3]).

---

1) Gemeint ist der Artikel in der „Leipziger Volkszeitung. Organ für die Interessen des gesamten werktätigen Volkes", vom 31. VII. 1914: „Verdächtige Tyrannentödter"!

2) Im Original heißt es nicht und (ed), sondern oder (o).

3) Die fraglichen Stellen des Artikels lauten:

Nr. 187.

Just die Motive, die Bismarcks Vorliebe für Russland bestimmten, orientierten die auswärtige Politik der Demokraten im verflossenen Jahrhundert in der entgegengesetzten Richtung. Russland erschien als der Hort der europäischen Reaktion, sein Sturz als der Triumph der europäischen Revolution. Der Krieg der Westmächte gegen Russland wird, so hoffte mit den Demokraten jener Zeit auch Karl Marx, Europa von dem russischen Schwergewicht befreien und der Demokratie neue Bahnen in dem in jahrhunderte langem Schlafe schlummernden Osteuropa eröffnen.

Aber gilt die Theorie von damals noch heute? Darf man sich auf einen Satz Karl Marx' berufen als auf ein Dogma, wenn es sich um Zeitereignisse handelt, die stets aus der besonderen Perspektive ihrer Zeit beurteilt werden müssen?

Vor 50 Jahren stürzte das Bürgertum Throne und Altäre, war es der Träger freiheitlicher Ideale und gewährte es dem Proletariat, wenn nicht umfassende, doch primitive politische Rechte. Wie hat sich seit jenen Tagen die Welt verändert! Die Söhne derer, die auf den Barrikaden standen, stützen die Altäre und Throne, die ihre Väter und Grossväter ins Wanken brachten. Der bürgerliche Staat hat seine obrigkeitlichen Funktionen erweitert, die Mittel zur Ausübung seiner Herrschgewalt verstärkt. Das Bürgertum kämpft nicht mehr für die Freiheit in der Politik und für Freiheit in der Wirtschaft; es begeistert sich für Pluralwahlrechte, für die Kommandogewalt des Kaisers, für den brutalen Machtmissbrauch der Kartelle.

Wer wollte behaupten, dass ein west- oder mitteleuropäischer Staat, der gegen Russland Krieg führt, heute die Revolution nach Russland trägt? Oder glaubt jemand, dass die Verteidiger des preussischen Landtagswahlrechts in den Gefilden der schwarzen Erde vom heiligen Geist erfüllt, für Gleichheit, Freiheit, Brüderlichkeit zu schwärmen beginnen werden? Ein

Gegenüber der Agitation für den Anschluß an den Dreiverband, die sofort einzusetzen begann, nachdem Italien kaum erst seine Neutralität und sich aus dem Dreibunds-Vertrage zur Teilnahme am Krieg nicht für verpflichtet erklärt hatte, erschien folgende Kundgebung:

Nr. 188.

Partito Socialista Italiano[1]).

Il Segretariato del Partito,
constatato l'unanime consenso dei socialisti nel concetto, affermato dalla Direzione nelle sue precedenti deliberazioni per la neutralità italiana durante il presente conflitto dei grandi stati europei; rilevata la completa preparazione spirituale della volontà socialista manifestatasi sia coi numerosi comizi, sia colle pubbliche deliberazioni dei consessi amministrativi pronunciate anche in onta ai divieti delle autorità governative;

Krieg West- oder Mitteleuropas gegen Russland ist nicht mehr ein Krieg für die Revolution, er ist ein Krieg gegen die Revolution.

Kaum war die österreichische Note an Serbien bekannt, als die russische Regierung den Ausnahmezustand verhängte und durch seine Anwendung die streikenden Arbeiter wenigstens zum Teil zwang, die Arbeit wieder aufzunehmen. Die letzten Wochen haben Russland in voller Auflösung gezeigt. Die Duma, auf deren Zusammensetzung die Regierung soviel Einfluss hat, schwankte trotzdem zwischen scharfer Opposition und missvergnügter Bewilligung der verlangten Kredite. Aus mehr als einer Stadt wird gemeldet, dass die Industriellen den Streiks nicht feindlich, da und dort sogar freundlich gegenüberstanden. Man erinnert sich an die lebhaften Proteste des Kongresses der russischen Industriellen gegen die Regierung, die das sich mächtig entfaltende Russland in die Fesseln des Feudalismus schlagen und den ökonomischen Fortschritt hemmen will. Und all das wird mit einem Krieg vernichtet .... Alle oppositionellen Klassen mit Ausnahme der revolutionären Arbeiterklasse werden sich hinter der Regierung sammeln und allen inneren Hader vergessen, um dem äusseren Feind mit aller Macht entgegentreten zu können.

Diese unzweifelhaften Wahrheiten müssen in diesen ernsten Tagen aller Welt verkündet werden. Denn es ist die Absicht der deutschen Regierung, unter Berufung auf eine veraltete Ideologie das deutsche Proletariat in einen Krieg mit Russland zu hetzen. Die deutsche Regierung hofft mit diesem Trick die Arbeiter einzufangen; sie appelliert an das revolutionäre Empfinden des deutschen Proletariats und an seinen Hass gegen den Henkerzaren. Der Schwindel liegt zu klar zutage, als dass man ihn allzulange beschreiben brauchte.

1) Avanti, 15. VIII. 1914.

mette in guardia il Partito contro tutte le correnti che il nazionalismo e il militarismo, col pretesto di rettifica di confini, rivendicazioni od altro, tentano di esaltare con evidente pericolo dello stato di pace che l'Italia socialista intende difendere e mantenere; e confida che tutti gli organi del Partito vorranno opporre a questi tentazioni una efficace propaganda dei principi dell' Internazionalismo operaio affinchè il popolo non sia ancora sacrificato agli interessi statali e dinastici del presente regime politico.

Constantino Lazzari, segr.

* * *

Und das Exekutiv-Komitee der Parlamentsfraktion seinerseits beschloß in einer Sitzung in Mailand, an der MORGARI, TREVES, MODIGLIANI, MUSSATTI, LAZZARI sowie MUSSOLINI teilnahmen, nach eingehender Erörterung der Lage folgende

Nr. 189.

Ordine del giorno[1]).

Il Gruppo Parlamentare Socialista ieri[2]) *adunato, riaffermando il proposito del P. S. e del proletariato italiano, di ottenere che l'Italia conservasse la più assoluta neutralità nel conflitto europeo, ha deliberato di insistere presso il Presidente del Consiglio per la pronta convocazione del Parlamento all'effetto che la situazione internazionale quale si è ultimamente delineata, sia chiarita davanti alla Rappresentanza del Paese e questa sia messa in grado di pronunciarsi — e all'effetto anche che i provvedimenti finanziari, economici e sociali resi necessari dalla situazione interna del Paese e in particolare dalle disastrose condizioni delle classi lavoratrici, siano deliberate nelle forme costituzionalmente più adatte a garantire che gli interessi del proletariato siano tenuti presenti e tutelati quanto e come meritano. Il Gruppo Parlamentare ha anche deliberato di far presente al capo del Governo il dovere giuridico e politico di promulgare senz'altro indugio un'ampia amnistia che suoni riconoscimento delle profonde ragioni degli ultimi avvenimenti interni*[3]) *e valga a lenire il senso di disagio morale e politico da cui è travagliata la classe lavoratrice italiana in questo gravissimo momento storico.*

---

1) Ebenda.
2) 14. VIII. 1914.
3) Gemeint ist der große Eisenbahnerstreik im Juni 1914.

Zehntes Kapitel.

Die Schweiz.

Nr. 190 [1]).

An die Arbeiterschaft der Schweiz.

Arbeiter, Parteigenossen!

Am Balkan lohte die Kriegsfackel auf — nun sind die Funken auf Europa übergesprungen und ein Brand droht zu entstehen, der Gut und Blut von Millionen vernichtet.

Jetzt nehmen die Ereignisse den Gang, auf den die internationale Sozialdemokratie seit Jahren warnend hingewiesen hat. Alle ihre Proteste sind von den Patrioten mit der Phrase beantwortet worden: „Die Rüstungen sichern uns den Frieden, die Millionen, die wir dem Militarismus opfern, sind der Preis, um den wir uns den Frieden erkaufen". Und nun fängt auch der Unverstand an zu begreifen, was die Sozialdemokratie bislang vergeblich tauben Ohren gepredigt hat: dass eben diese Rüstungen uns dem Kriege entgegentrieben und den Völkermord zu einer Notwendigkeit machten.

Dass der Rüstungswahnsinn diesen Umfang hat erreichen können, dazu haben freilich mancherlei Faktoren mitgewirkt. Zunächst die Treibereien aller derjenigen, welche als Lieferanten des Militarismus an den Rüstungen mit ihrem Profite interessiert sind. Dann der Übermut der Chauvinisten hüben und drüben, welcher dem berechtigten Drange nach nationaler Staatenbildung hindernd in den Weg trat.

Allein diesen und anderen Bestrebungen wäre der Erfolg versagt geblieben, wenn nicht der Kapitalismus zwischen den Nationen Feindschaft gesät hätte. Wie er die einzelnen Völker in feindliche Klassen spaltete, so schuf er auch Gegensätze zwischen den Nationen und drängt denjenigen die Waffen in die Hand, die berufen sind, gemeinsam an den grossen Kulturaufgaben der Menschheit zu arbeiten. So ist es der Kapitalismus, der die Verantwortung trägt für den Krieg und das Unheil, das er im Gefolge hat.

Das Unheil, unter dem vor allem das Proletariat wird leiden müssen. Heute schon, bevor auch nur die Mobilisierung durchgeführt ist, klopft die Not an die Türe des Lohnarbeiters und des kleinen Mannes und Grauen packt uns bei dem Gedanken an das Leid, welches die Zukunft in ihrem Schosse birgt.

---

1) Berner Tagwacht. Offizielles Publikationsorgan der Soz.-Dem. Partei der Schweiz. 3. VIII. 1914. — Volksrecht, Sozialdem. Tagblatt. Offiz. Publik.-Org. d. Soz.-Dem. P. d. Schweiz. Zürich 4. VIII. 1914.

Auch der schweizerische Arbeiter leistet dem Ruf an die Grenze Folge. Wir vermögen zwar das Verhängnis nicht aufzuhalten, aber die geschichtliche Situation von heute macht es uns zur Pflicht, alles aufzubieten, um den Krieg von den Grenzen unseres Landes fernzuhalten. Wir haben nie das Milizheer an sich bekämpft, sondern nur Front gemacht gegen Aufwendungen, die entweder nutzlos waren oder mit den finanziellen Kräften des Bundes nicht im Einklang standen und die uns an der Lösung dringender sozialpolitischer Aufgaben hinderten. Was heute möglicherweise auf dem Spiele steht, das sind die spärlichen Ansätze einer demokratischen Entwicklung in Europa, ist die Niederwerfung des russischen Despotismus, der wie ein Fluch auf Europa lastet, und allen reaktionären Mächten, vorab dem preussischen Junkertum, als Rückhalt dient.

Aber daneben harren unser, wie der internationalen Sozialdemokratie, noch andere bedeutsame Aufgaben.

Welches Bild Europa am Ende des Krieges darbieten wird, wie sich die Kräfteverhältnisse verschieben — wer weiss es? Noch alle grossen Kriege hatten politische Umgestaltungen zur Folge. Vor welche Aufgaben wir und unsere Bruderparteien uns alsdann gestellt sehen, vermag niemand vorauszusagen. Darum heisst es für uns: Reif sein ist alles!

Was in diesem Augenblicke neben der Betätigung der allgemeinen Solidarität vor allem nottut, ist, dass die gewerkschaftliche und politische Arbeiterbewegung keinen Schaden leidet. Das Aufgebot reisst klaffende Lücken in unsere Reihen. Tausende, die in den vordersten Reihen kämpften, haben uns verlassen. Umso arbeitsfreudiger und opferwilliger werden sich diejenigen bewähren, welche nicht unter die Fahnen gerufen worden sind.

Vorab muss uns das Schicksal der sozialdemokratischen Presse am Herzen liegen. Wir wollen alles aufbieten, um die Zahl unserer Leser und den Einfluss unserer Presse ungeschmälert zu erhalten. Geloben wir uns, keine Gelegenheit unbenützt zu lassen, für unsere Organe neue Abonnenten zu gewinnen, neue Kämpfer unseren Organisationen einzureihen. Und wenn wir in die Lage kommen, unseren Bruderparteien Dienste zu erweisen, so sollen auch sie uns gerüstet finden. Darum noch einmal: Reif sein, bereit sein ist alles.

Arbeiter, Parteigenossen! Düster, verderbenschwanger liegt die Zukunft vor uns. Die Donner rollen über das waffenstarrende Europa hin. Wen die Blitze treffen, wissen wir nicht. Aber eine Sicherheit bleibt uns: So grauenhaft die Geschicke sein mögen, sie werden die Herrschaft des Kapitalismus und Militarismus ihrem Ende näher bringen. Sieger in dem blutigen Ringen wird letzten Endes der Sozialismus sein. Er wird uns die Erfüllung alles dessen bringen, was die edelsten Geister in ihren besten Stunden erträumt haben, wonach die Menschheit seit Jahrhunderten sich sehnt: Friede und Völkerglück.

Zürich, den 2. August 1914.

Die Sozialdemokratische Partei der Schweiz.

Bei der Beratung der bundesrätlichen Anträge über die durch den Krieg notwendig gewordenen Mobilisierungsmaßnahmen zur Wahrung der Neutralität in der Sitzung der Bundesversammlung vom 3. VIII. 1914 hielt H. GREULICH im Namen der soz.-dem. Nationalrats-Fraktion folgende Rede:

Nr. 191 [1]).

Unsere Fraktion stimmt den Anträgen der Kommission zu, um so mehr, als in deren Beratungen beruhigende Zusicherungen gegeben worden sind in bezug auf die Fürsorge und Hilfe für alle, die in Not geraten werden. Wir stehen doppelt bewegt da, nicht nur bewegt vom Ernst dieser Stunden, sondern auch erschüttert von der Nachricht des Meuchelmordes an einem unserer besten Vorkämpfer, an Jean Jaurès in Paris, einem Manne, der gerade in der jetzigen Zeit hätte seine laute Stimme im französischen Parlament erheben sollen, um vielleicht das äusserste wenigstens noch einigermassen mildern zu können.

Wir haben geglaubt, es dürfte in diesem Saale der teure Name ausgesprochen werden, der wohl mehr als jeder andere dahin getrachtet hat, den Krieg von Mittel- und Westeuropa fernzuhalten.

Namens meiner einstimmigen Fraktion habe ich sodann folgende Erklärung abzugeben:

„Die sozialdemokratische Nationalratsfraktion stellt mit Bedauern fest, dass die Herrschaft der unbegrenzten Rüstungen die Kulturwelt in einen Abgrund von Leiden und Verzweiflung stürzt.

Die internationalen Arbeiterorganisationen, die von der kapitalistischen Welt hartnäckig bekämpft werden, haben leider trotz aller ihrer Anstrengungen nicht vermocht, die Katastrophe zu verhindern.

Im Namen der schweizerischen Arbeiterklasse protestieren die sozialdemokratischen Vertreter im Nationalrat gegen ein internationales Rüstungssystem, das so unermessliches Unheil über die Völker bringt. Sie werden den Kampf gegen dieses System auch fernerhin mit aller Energie weiterführen.

Der Not der Stunde gehorchend, die das ganze Volk zu einigem Handeln aufruft, stimmt die sozialdemokratische Nationalratsfraktion den vorliegenden Anträgen des Bundesrates zu, in der Hoffnung, dass die vorgeschlagenen Massnahmen dazu beitragen werden, den Kriegsbrand von unserem Lande fernzuhalten und den durch den Krieg der ausländischen Staaten heraufbeschworenen Notstand zu lindern.

Die sozialdemokratische Fraktion erwartet, dass die den Militärbehörden übertragene Gewalt auf die militärischen Notwendigkeiten beschränkt bleibt und ausserhalb dieser Notwendigkeiten die persönlichen Freiheiten in keiner Weise angetastet werden“.

---

1) Berner Tagwacht, 4. VIII. 1914.

Mit sämtlichen 171 abgegebenen Stimmen wurde hierauf debattelos der Bundesbeschluß gefaßt.

Am 6. VIII. erließ sodann der Bundesrat eine Neutralitätserklärung unter ausdrücklicher Betonung, „daß die Eidgenossenschaft während des bevorstehenden Krieges mit allen ihr zu Gebote stehenden Mitteln ihre Neutralität und die Unverletzbarkeit ihres Gebietes, so wie sie durch die Verträge vom Jahre 1815 anerkannt worden sind, aufrechterhalten und wahren wird [1]).

1) Ebenda, 7. VIII. 1914.

Elftes Kapitel.

Holland.

§ 1. Die S(ociaal)-D(emokratische) A(rbeiders)-P(artij)[1].

Am 31. VII. 1914 fanden Demonstrationsversammlungen für den Frieden in Amsterdam und Rotterdam statt; am 2. VIII. im Haag; desgleichen in zahlreichen anderen Städten[2].

* * *

In der Kammersitzung vom 3. VIII. 1914 stimmte auch die sozialistische Fraktion, in deren Namen P.-J. Troelstra das Wort ergriff, den von der Regierung — zu wirksamer Handhabung der Neutralität — geforderten Mobilisierungskrediten zu. Der Inhalt der Rede Troelstras findet sich wieder im nachstehenden, tags darauf vom Parteivorstand erlassenen

Nr. 192.

Aufruf[3][4].

Aan de Nederlandsche Arbeidersklasse.

Kameraden! De toenemende bewapening der groote mogendheden — hun onderlinge naijver in de zucht, om voor de kapitalistische belangen

---

1) Die S. D. A. P. ist im August 1894 gegründet worden. Von ihr splitterte sich nach dem Parteitage von Utrecht (Ostern 1906) die S(ociaal)-D(emokratische) P(artij) ab.

Das Zentralorgan der S. D. A. P. ist: Het Volk. Dagblad voor de Arbeiderspartij. Amsterdam; das Organ der S. D. P.: De Tribune, die unter der Redaktion von J. C. Ceton, M. Gorter, W. van Ravesteijn und D. J. Wijnkoop 2mal wöchentlich in Amsterdam erscheint.

2) Het Volk, 29. VII.—6. VIII. 1914.

3) Het Volk, 4. VIII. 1914. Auch abgedruckt in Verslag van het 21. Congres der S. D. A. P. te Arnheim. 4.—6. IV. 1915. Amsterdam, Brochurenhandel der S. D. A. P. 1915: Jaarverslag van den Partijsecretaris over 1914/15. S. 4.

4) An die Niederländische Arbeiterklasse. Genossen! Die wachsenden Rüstungen der Großmächte — ihre stete Rivalität und ihr Bestreben, zur

steeds weer nieuwe deelen der wereld onder hun invloed te brengen — hebben Europa thans gestort in een oorlog, waarvan de omvang en de verschrikkingen in de geschiedenis der wereld hun wedergade niet vinden.

Wahrung der kapitalistischen Interessen, immer neue Teile der Welt ihrem Einfluß zu unterwerfen — haben nun Europa in einen Krieg gestürzt, dessen Umfang und Schrecken in der Weltgeschichte nicht ihres gleichen finden. Der Kapitalismus hat jetzt der Welt seine Unhaltbarkeit erwiesen und damit den Kampf des internationalen Proletariats, dessen erster Vorkämpfer JAURÈS als erstes Opfer gefallen ist, so klar als nur möglich gerechtfertigt. — Nun steht das Niederländische Volk, stehen auch wir, Genossen, vor den unerbittlichen Folgen des Krieges.

Die Mobilisierung des Heeres und der Flotte durch die Regierung ist die erste Folge. Da sie zeigen soll, daß unser Volk alles tun will, um nicht in den Streit der Großmächte hineingezogen zu werden, so hat die soz.dem. Kammerfraktion ihr zugestimmt. — Sie hat ferner von der Regierung Maßregeln gefordert, wie sie notwendig sind, um einer Ausbreitung der zu erwartenden wirtschaftlichen Not so entgegenzuarbeiten, daß niemand Hunger leide oder obdachlos werde. Und sie hat die Erwartung ausgesprochen, daß die Organisationen des kämpfenden Proletariats gleichermaßen wie die gewerkschaftlichen und kooporativen bei der Ausführung der Maßnahmen zum Schutze des Proletariats gegen Not mitwirken werden. Schließlich hat sie auf eine Feststellung der Arbeitslosen gedrungen und auf deren Dirigierung dorthin, wo die Ernte eingebracht werden muß.

Der P. V. der S. D. A. P. hat sich mit dieser Haltung solidarisch erklärt und vertraut darauf, daß sie auch von euch zustimmend begrüßt werden wird.

Die Zeiten, denen wir jetzt entgegengehen, sind einer regelmäßigen Wirksamkeit unserer Kampftätigkeit nicht günstig. Die Organisationen verlieren viele ihrer besten Kräfte durch die Mobilisierung; nicht minder dürfte auch die Störung im Geldwesen einige zeitliche Hemmung der Anstalten der Arbeiterbewegung an der Erfüllung ihrer Pflichten zur Folge haben — mit einem Wort: die Krisis im ganzen Wirtschaftsleben wird sich vor allem auch uns fühlbar machen.

Augenblicklich wird die Aufmerksamkeit des Volkes vollständig durch die mit schrecklicher Schnelligkeit aufeinander folgenden internationalen Geschehnisse in Anspruch genommen und fordert Vorkehrungen gegen die Not des Augenblicks und gleichermaßen Sorge und Mitwirkung auch unserseits. Unter diesen Umständen legen wir euch tiefernst ans Herz, eurer Organisation treu zu bleiben, der einzigen Waffe des Proletariats zu seiner Hebung.

Was aus dem gegenwärtigen Chaos in Europa hervorgehen wird, ist jetzt nicht zu sagen. Möglicherweise wird das vom Kapitalismus jetzt über die Menschheit gebrachte Elend Millionen, die bisher auf seiner Seite gegen uns standen, die Augen über seine Unhaltbarkeit öffnen und so die Segel der proletarischen Bewegung ungeheuer schwellen. Namentlich mag dies geschehen, wenn die Bewegung während der Krise ihre Machtmittel intakt zu erhalten versteht. Und eure Sache ist es, hierauf all euer Streben zu

Het kapitalisme heeft thans aan de wereld zijne onhoudbaarheid getoond en daarmede den strijd van het internationale proletariaat, waarvan zijn eerste voorvechter Jaurès als eerste offer is gevallen, zoo duidelijk mogelijk gerechtvaardigd.

Thans staat het Nederlandsche volk, staan ook wij, kameraden, voor de onverbiddelijke gevolgen van den oorlog.

De mobilisatie van leger en vloot door de regeering is het eerste gevolg. Daar deze moet dienen, om te toonen, dat ons volk alles wil doen, om niet in den strijd der groote mogendheden te worden betrokken, heeft de soc.-dem. Kamerfraktie daarvoor haar steun verleend.

Zij heeft verder aan de Regeering den eisch gesteld, de reeds genomen matregelen ter voorziening in den te verwachten ekonomischen nood zoodanig uit te breiden, dat gedurende den oorlogstoestand niemand uit gebrek honger behoeft te lijden of van woning wordt beroofd. En zij heeft de verwachting uitgesproken, dat van de uitvoering van maatregelen, om de arbeidersklasse voor gebrek te behoeden, de organisaties van het strijdende proletariaat, dus ook die van vakbeweging en kooperatie, hunne medewerking zullen verleenen. Ten slotte heeft zij aangedrongen op uitstel van betaiing en op het zenden van werkloozen naar streken, waar de oogst moet worden binnengehaald.

Het Partijbestuur der S. D. A. P. verklaarde zich met dit optreden solidair en vertrouwt, dat het ook onder u met instemming zal worden begroet.

De tijden, die ons thans wachten, zijn voor de geregelde werking onzer strijdaktie niet gunstig. De organisatie moest vele van hare beste krachten afstaan aan de mobilisatie; de storing in het geldwezen zal misschien ook eenige instellingen der arbeidersbeweging tijdelijk verhinderen aan hare verplichtingen te voldoen — in één woord: de krisis die het gansche bedrijtsleven treft, zal vooral ook door ons worden gevoeld.

Bovendien is de aandacht des volks thans geheel ingenomen door de internationale gebeurtenissen, die elkander in verbijsterende snelheid opvolgen, en eischt de voorziening in de nooden van het oogenblik bovenal onze zorg en medewerking.

In deze omstandigheden drukken wij u met diepen ernst op het hart, trouw te blijven aan uwe organisaties, het eenig wapen, dat het proletariaat in den strijd om zijne verheffing ten dienste staat.

Wat uit den chaos, die thans in Europa heerscht, zal voortkomen, is thans niet te zeggen. Het kan zijn, dat de ellende, die het kapitalisme thans

---

richten. Hieran vor Allem setzt eure Kraft und tut unterdes alles das, was der Kriegszustand — den nicht die Niederländische Regierung, sondern die fremden Großmächte verursacht haben — nun einmal von uns heischt.

Könnt ihr auch in dieser Zeit der Desorganisation die Waffen gegen den Kapitalismus nicht handhaben, so bewahrt und schirmt sie, um sie in dem Augenblick zu gebrauchen, wenn die Krise weicht und die Zeit für uns gekommen ist, die nötigen Konsequenzen zur Hebung unserer Klasse zu ziehen.

Vereinigt euch mit uns in dem Rufe: Treu der roten Fahne!

over de menschheid brengt, millioenen die tot heden tegenover ons zijne zijde kozen, de oogen zal openen voor zijne onhoudbaarheid en dat daardoor de kansen der proletarische beweging enorm zullen worden versterkt.

Dit echter zal alleen kunnen gebeuren, als tijdens deze krisis die beweging hare machts- en strijdmiddelen intakt weet te houden. En, kameraden, het is uwe taak, hierop boven alles uw streven te richten.

Zoekt dus uwe kracht vooral daarin en doet onderwijl al datgene, wat de oorlogstoestand, dien niet de Nederlandsche Regeering, doch de buitenlandsche groote mogendheden hebben veroorzaakt, nu eenmaal van ons eischt.

Kunt gij de wapenen tegen het kapitalisme in dezen tijd van désorganisatie niet hanteeren, bewaart ze en beschermt ze, opdat, zoodra de krisis wijkt en de tijd voor ons gekomen is om daaruit voor de verheffing onzer klasse de noodige konsekwenties te trekken, zij ons ten dienste zullen staan.

Vereenigt u met ons in den oproep: Trouw aan de Roode Vaan.

Kleerekoper, Bergmeijer, Hoejenbos, Hermans, Schaper, Troelstra, Vliegen, Wibaut, Loopuit, v. d. Goes.

Am selben Tag erschien in „Het Volk" ein — redaktioneller — Artikel *„Voor't onafhankelijk volksbestaan"* [1]) (für den unabhängigen Volksbestand), in dem — im Hinblick auf Hollands geographische Lage und die hieraus sich ergebenden Gefahren eines Überspringens des Krieges auf sein Gebiet und des Verlustes seiner Unabhängigkeit — das (einhellig beschlossene) Votum der Kammerfraktion gerechtfertigt und sodann ausgeführt wird:

Nr. 193 [2]).

Vreemde heerschappij is door alle geschiedenis heen als 't grootste onheil beschouwd dat een volk kon treffen. Past het onderworpen volk er zich bij aan, duldt het ze, dan gaat dat ten koste van het beste wat het is en heeft:

---

1) Het Volk, 4. VIII. 1914.

2) „... Fremdherrschaft ist stets in der Geschichte als größtes Unheil erschienen, das ein Volk treffen kann. Paßt das unterworfene Volk sich ihr an, duldet es sie, so geht das auf Kosten seines Besten: seines nationalen und intellektuellen Eigenlebens. Ein Volk, das sich in Fremdherrschaft schickt, verfällt und geht unter. Zum Glück für die Menschheit kommt das jedoch selten vor. Meist paßt das unterdrückte Volk sich nicht an und dann wird der alle Kräfte aufsaugende nationale Kampf es jedem anderen hohen Streben, auch dem sozialistischen, unzugänglich machen. Ein derartiger nationaler Streit und die Gegenwehr in seinem Gefolge ist in der Regel ein Stück Barbarei, unheilvoll für beide betroffene Völker.

het eigen nationale en intellektueele leven. Een volk dat zich onder vreemde heerschappij schikt, zinkt in, vervalt.

Gelukkig voor het aanzien der menschheid, komt dat weinig voor. Meestal past het onderdrukte volk zich niet aan en dan wordt het den nationalen strijd die alle krachten opslurpt, en het volk onvatbaar maakt voor elk ander hooger streven, ook voor het socialistische. Zoo'n nationale strijd en de tegenweer die hij uitlokt, is in den regel een stuk barbaarschheid, voor beide betrokken volkeren rampzalig.

Voor de bevrijding der arbeidersklasse is het onafhankelijk volksbestaan, de eenig gezonde en duurzame basis. En daarom moeten wij dat volksbestaan behouden, en is het sociaaldemokratische plicht in dagen als deze, de houding aan te nemen die de Kamerfraktie gisteren aannam.

Daarbij kwam dat gister juist het bericht was gekomen van het ultimatum van Duitschland aan België. Reeds met de bezetting van Luxemburg,

---

Für die Befreiung der Arbeiterklasse ist der unabhängige Volksbestand die einzig gesunde und haltbare Grundlage. Und darum müssen wir an diesem festhalten, und in Tagen wie die jetzigen ist es sozialdemokratische Pflicht, die Haltung einzunehmen wie gestern die Kammerfraktion.

Dazu kam gerade gestern der Bericht von Deutschlands Ultimatum an Belgien. Schon mit der Besetzung Luxemburgs, noch viel mehr aber mit seinen Forderungen an Belgien hat Deutschland gezeigt, daß es sich um die Selbständigkeit anderer Völker nicht kümmert und daß es sich nicht scheut, die Rechte anderer Völker unter seinem imperialistischen Tritt niederzutrappen. Nur der Verzicht auf den Durchzug durch Belgien kann es hindern, daß der Eindruck überall in der Welt sich festsetzt, daß Deutschland als die Macht anzusehen ist, die eine Bedrohung bildet für die Freiheit der kleinen Nationen.

Denn dies steht fest: Siegt Deutschland, schlägt es die belgischen und französischen Heere, so daß es zum Schluß Belgien und einen Teil Frankreichs besetzt hält, dann ist es mit Niederlands Unabhängigkeit vorbei. Dann mag den Niederlanden immerhin Selbstverwaltung gelassen werden, wie Bayern und Sachsen sie haben, von wirklicher Selbstbestimmung wäre fürderhin keine Rede. Das zu hindern, liegt nicht bloß im Interesse einer Klasse, das ist im Interesse des gesamten niederländischen Volkes — auch im Interesse des neuen einigen Deutschland, das andere Mittel zur Größe sucht denn die Zertretung der Freiheit anderer. — Wird aber Deutschland besiegt, weil England sein Schwergewicht auf die andere Wagschale wirft, dann erschiene unsere Unabhängigkeit wieder dadurch geschädigt, weil sie nicht mehr das Ergebnis eigener Kraft wäre. — Darum mußten wir, Antimilitaristen, in diesem Falle der Ergreifung militärischer Maßregeln zustimmen, damit die Behauptung der Unabhängigkeit die Frucht eigener Betätigung sei. Sich in diesem Falle von der Regierung zu trennen, die ganz in diesem Geiste handelt, und die nötigen Maßregeln zu verweigern, wäre eines Sozialdemokraten unwürdig gewesen und im Widerspruch mit dem schrecklichen Ernst der Stunde.

maar in veel grootere mate met de aan België gestelde eischen, heeft Duitschland getoond zich om het zelfstandig bestaan van andere volkeren niet te bekreunen, en er niet tegen op ziet de rechten van andere volkeren onder zijn imperialistischen hiel kapot te trappen.

Alleen het afzien van den doortocht door België kan dien indruck verhinderen zich vast te zetten over heel de wereld, en moet men Duitschland wel gaan beschouwen als de macht die de groote bedreiging vormt voor de vrijheid der kleine naties.

Want dit ééne staat vast: wint Duitschland den strijd, verslaat het de Belgische en Fransche legers, zoodat het na afloop België en een deel van Frankrijk bezet houdt, dan bestaat er geen de minste kans, dat Nederland onafhankelijk blijft. Dan kan man misschien aan Nederland een zeker zelfbestuur worden geladen, zooals Beieren en Saksen dat hebben, maar van een werkelijke zelfbeschikking zal geen sprake meer zijn. Dàt te verhinderen ist niet een belang van een klasse, dàt is een belang van heel het Nederlandsche volk, en . . . ook een belang voor het nieuwe een Duitschland, dat andere middelen van grootheid zoekt dan te vuur en te zwaard de vrijheid van anderen te vertrappen.

En verliest Duitschland den strijd, doordien Engeland aan den anderen kant zijn groote macht in de weegschaal werpt, dan eveneens zal onze onafhankelijkheid schade hebben geleden, wijl ze dan niet meer het gevolg is van eigen kracht en toedoen.

Daarom moesten wij, anti-militaristen, in dit geval toestemmen, dat militaire maatregelen worden genomen, opdat het behoud van de onafhankelijkheid wèl vrucht van eigen optreden zijn zal.

Zich in dit geval af te scheiden van de regeering die geheel in dezen geest handelt, en de maatregelen die noodzakelijk zijn, te weigeren, ware een houding geweest, sociaaldemokraten onwaardig, en staande beneden den verschrikkelijken ernst van het oogenblik.

Inzwischen wurde der Einmarsch deutscher Truppen in Belgien bekannt und darauf veröffentlichte das Zentralorgan den Artikel

Nr. 194[1])[2]).

Hollands positie.

De oorlogswaanzin werpt van dag tot dag het ongelukkige Europa al dieper in den afgrond. Duitschland treedt op als de groote démon, die den fakkel des verderfs als in den blinde om zich heen slingert.

---

1) Het Volk, 5. VIII. 1914.

2) Der Kriegswahnsinn schleudert das unglückliche Europa täglich tiefer in den Abgrund. Deutschland tritt als der große Dämon auf, der wie ein Blinder mit der Fackel des Verderbens um sich schlägt.

De oorlogsverklaring aan België, omdat dit land weigerde zijn gebied te laten schenden, omdat het weigerde en weigeren moest, den Duitschers de poort naar Frankrijk te openen, wat verraad zou zijn geweest tegenover Frankrijk, is een daad van zulke niets ontziende willekeur, dat ze ten eeuwigen dage een schande zal blijven voor het Rijk dat ze pleegde. Het is

---

Die Kriegserklärung an Belgien, weil dieses Land die Verletzung seines Gebietes nicht zuließ, weil es sich weigerte und weigern mußte, den Deutschen das Tor nach Frankreich zu öffnen — was ein Verrat an Frankreich gewesen wäre —, ist eine Tat so unbegreiflicher Willkür, daß sie dem Reich, das sie beging, zu ewiger Schande gereicht. Sie ist ein Brandmal, das Deutschland sich selbst aufgedrückt hat und das es für immer zu einem Staat barbarischen Handelns stempelt.

Mit Wehmut gedenken wir des herrlichen Maaslandes und des Landes von Herve, wo nun die Kanonen donnern und Verwundete stöhnen. Vor zwei Monaten noch waren wir in Fléron bei einem Meeting im Freien, wo sozialistische Redner ihre Stimme, auch gegen den Militarismus und für den Frieden, erhoben. Visé, jetzt eine rauchende Schuttstätte, lag idyllisch am Fuß der Maashügel, die Maas selbst glänzte wie ein silberner Spiegel. Die Beziehungen zwischen Deutschland und Belgien hatten Jahrzehnte hindurch auch keine kleinste Störung erfahren; der König von Preußen ist einer von den Fürsten, die Belgiens Neutralität verbürgt haben; vor vier Tagen noch schien keine Spur einer Differenz vorhanden; und nun überströmen und zertreten deutsche Soldaten das friedliche Land, um aus dem fleißigen Belgien eine Wüstenei zu machen.

Die vom Kanzler im Reichstag und vom Kaiser in seinen Telegrammen geltend gemachten Vorwände für dieses Auftreten erwecken Widerwillen durch ihre Unaufrichtigkeit. Das französische Heer, heißt es, soll bereit stehen, um durch Belgien nach Deutschland einzufallen. Man kann sich aber an den Fingern abzählen, daß, wenn dies wahr wäre, Deutschland ruhig abgewartet hätte, daß Belgien nicht mit Deutschland, sondern mit Frankreich in Krieg gerate, und dann hätte England nicht gegen Deutschland, sondern gegen Frankreich die belgische Neutralität schützen müssen. Frankreich hätte durch ein derartiges Auftreten seine Stellung so verschlechtert, daß die französische Regierung aus dreifachen Eseln hätte bestehen müssen, um solches zu planen.

Tatsache ist, daß Deutschland aus rein militärischen Offensivgründen durch Belgien ziehen will, und daß das französische Heer in seiner starken Position an der deutsch-französischen Grenze nicht schnell genug seine Basis zu ändern imstande ist. Und darum muß Belgien unter den Schuhabsatz getreten, darum muß eines der größten imperialistischen Verbrechen, die je geschehen, vollbracht werden, darum muß ein Volk, das in einer langen Friedenszeit durch seine Arbeit und sein Können auf schlechthin allen Gebieten, die Bewunderung der ganzen Welt erweckt hat, in seiner Freiheit und Unabhängigkeit zertreten und zerbrochen werden. Denn Hohn, ge-

een brandmerk, dat Duitschland zich op 't eigen voorhoofd heeft gedrukt, en dat hem eeuwen lang tot een Staat van barbaarsche beginselen zal stempelen.

Wij denken met weemoed aan de heerlijke Maasvallei en het land van Herve, waar nu het kanon buldert en de gewonden kermen. Nog maar twee maanden geleden waren wij in Fléron, waar een openlucht-meeting

---

schmackloser Hohn war das Anbot, ihm — wenn es sich den deutschen Forderungen unterwerfen würde — nach dem Kriege alles wieder zu ersetzen und seine Unabhängigkeit wieder herzustellen. Eine schöne Unabhängigkeit wäre das! Darum warten wir mit Spannung auf Nachrichten aus dem Südosten unseres Landes, in feuriger Hoffnung, daß das belgische Heer die Pforte geschlossen halten kann, bis französische und englische Hilfe anlangt.

Was unsere eigene, Hollands, Stellung betrifft, so ist sie durch die Invasion Belgiens und den Ausbruch des englisch-deutschen Krieges mehr als peinlich geworden. Sie ist so, daß sie uns die Belgiens beneiden lassen könnte. Belgien befindet sich — wie immer es sein mag — kraft des Verlaufs der Dinge wenigstens auf der guten Seite. Es weiß, wo es steht, während wir der Spielball sind von Verhältnissen, die wir selbst nicht schaffen, auf die wir selbst keinen Einfluß haben. — Gibt unsere Regierung keine Neutralitätserklärung im Kampf zwischen Deutschland und Belgien ab, so erscheint ein deutsches Ultimatum als Frage von Stunden. Die große Gefahr besteht aber dann darin, daß England auf die eine oder andere Weise unsere Neutralität verletzt und wir dadurch auf jene Seite gedrängt werden, auf welcher so ziemlich einhellig das Niederländische Volk nicht stehen will. Die Abneigung vor Deutschlands barbarischem Vorgehen ist tief und sicher würde es das Niederländische Volk als das größte aller möglichen Übel ansehen, an Deutschlands Seite gedrängt zu werden.

Das deutsche Heer ist offensichtlich angewiesen, den holländischen Boden strikt zu vermeiden. Auf holländisches Gebiet geratene Ulanen zogen sich sofort zurück, als sie erfuhren, wo sie waren. „Sie sind unsere Freunde", meinten sie. Freunde, ach ja, der Soldaten, warum nicht? Aber im politischen Sinn sind die Deutschen im Augenblick für die kleinen Nationen gar sonderbare Freunde. Freunde, die man lieber recht fern sieht.

Höchst ernster Art ist noch dies, daß ein Konflikt mit England unmittelbar unsere Kolonien gefährdet, so daß dieser Konflikt, wie die Sachen stehen, vor allem zu vermeiden ist. Deutschland betreibt eine Politik, die keines Opfers unsererseits wert ist.

Und dabei der niederschlagende Gedanke, daß, wenn Deutschland gewinnt, die Unabhängigkeit unseres Landes nur ein Stück Glas in der Hand eines Athleten ist. Ein Verbrechen wäre es, auch nur das Geringste beizutragen, um uns in eine solche Lage zu bringen. Und es kann vielmehr gefragt werden, ob nicht unter dem Gesichtspunkt der Selbstbehauptung ein Eingreifen unsererseits zur Verstärkung Frankreich-Belgiens ein Gebot weiser Politik ist.

Durch unser Volk geht ein starkes Gefühl der Solidarität mit dem überfallenen Nachbarland, dessen Bewohner größtenteils niederländischen Stammes

plaats had en socialistische sprekers hun stem, ook hun stem voor den vrede en tegen het militarisme, deden hooren. Visé, thans nog een rookende puinhoop, lag idyllisch aan den voet van de Maasheuvels, de Maas zelf leek een spiegel van zilver.

Terwijl de betrekkingen tusschen Duitschland en België gedurende tientallen van jaren door niet het kleinste geschil gestoord werden, terwijl de koning van Pruissen een van de vorsten is die de neutraliteit van België hebben gewaarborgd, terwijl vier dagen geleden schijn nog schaduw van een geschil aanwezig was, komen thans Duitsche soldaten het vreedzame land overstroomen en vertrappen om van het nijvere België een woestenij maken.

Weerzinwekkend van onoprechtheid zijn de voorwendsels die in den Rijksdag door den kanselier en in de telegrammen door den keizer, voor dit optreden gegeven worden. Het heet dat een Fransch leger klaar zou staan om door België in Duitschland te vallen. Men kan op zijn vingers narekenen dat, àls dat waar was, de Duitschers het rustig afgewacht zouden hebben, want dan was België niet met Duitschland, doch met Frankrijk in oorlog geraakt, dan had Engeland niet tegen Duitschland doch tegen Frankrijk de Belgische neutraliteit moeten handhaven. Frankrijk had door zulk optreden zijn positie zóó enorm verzwakt dat de Fransche staatsleiding wel uit driedubbele ezels zou moeten bestaan, als ze dergelijke plannen had.

Het feit is dat Duitschland uit puur militaire aanvalsredenen door België wil trekken en het Fransche leger in zijn versterkingen aan de Duitsch-Fransche grens niet snel genoeg de baas denkt te worden. En daarom moet België onder den voet worden geloopen, daarom moet een der grootste imperialistische misdaden worden gepleegd die ooit gepleegd werden, daarom moet een volk dat in driekwart eeuw van vrede steeds de bewondering van heel de wereld heeft gewekt door zijn werkzaamheid en zijn kunnen op letterlijk alle gebied, worden gehoond en vertrapt in zijn vrijheid en onafhankelijkheid. Want hoon, laffe hoon was het aanbod om, als het zich onderwierp aan de Duitsche eischen, nà den oorlog alles weer goed te maken, en de onafhankelijkheid weer te herstellen. Fraaie onafhankelijkheid zou dàt wezen!

En daarom wachten wij met spanning af de berichten die ons heden uit den Zuid-Oosthoek van ons land zullen bereiken, vurig hopend dat het Belgische leger de poort dicht kan houden tot Fransche en Engelsche hulp opdaagt.

Wat ons eigen, Hollandsche, positie betreft, ze is door den inval in België en dor het uitbreken van den Engelsch-Duitsche oorlog, meer dan akelig geworden. Het is een positie die ons er toe kan brengen de Belgische te benijden. Want, 't moge dan zijn zoo 't wil, België staat door den loop van zaken ten minste aan den goeden kant. Het weet waar het staat

---

sind, und es wäre für das ganze nationale Leben unseres Landes ein Zusammenbruch, wenn wir nicht eine Position in Übereinstimmung mit diesem Solidaritätsgefühl wählten. Vertrauen wir darauf, daß die Regierung den Herzschlag der Nation vernimmt.

terwijl wij de speelbal zijn van omstandigheden die wij zelf niet maken, waarop wij zelfs geen invloed hebben.

Als onze regeering geen neutraliteitsverklaring afgeeft tusschen Duitschland en België, is een Duitsch ultimatum een kwestie van uren. Maar het groote gevaar is hierin gelegen dat Engeland thans op de een of andere wijze onze neutraliteit schendt, en wij daardoor in de noodzakelijkheid zouden komen te gaan staan aan den kant waar ongeveer de unanimiteit van het Nederlandsche volk niet staan wil. De afkeer die het barbaarsche bedrijf van Duitschland wekt is diep en wat het Nederlandsche volk als de grootste van alle mogelijke rampen zou beschouwen is zeker door de gebeurtenissen aan den kant van Duitschland te worden gedrongen.

Het Duitsche leger heeft blijkbaar in opdracht den Hollandschen bodem strikt te mijden. Op Hollandsch grondgebied verdwaalde uhlanen, trokken zich terstond terug toen zij vernamen waar zij waren. „Sie sind unsere Freunde", meenden zij. Vrienden, och ja, van die soldaten, waarom niet? Maar in politieken zin zijn de Duitschers op 't oogenblik wat zonderlinge vrienden voor de kleine naties. Vrienden die men liever op wat grooten afstand ziet.

Een bijkomstigheid van hoogst ernstigen aard is nog deze dat een botsing met Engeland onmiddellijk onze koloniën in het geding brengt, zoodat deze botsing, zooals de zaken thans staan, vóór alles te vermijden is. Duitschland voert een politiek van een aard dat het onzerzijds geen enkel offer waard is.

En bij dit alles komt de benauwende gedachte dat, wint Duitschland den strijd tegen Frankrijk en België, de onafhankelijkheid van ons land niets meer is dan een stuk glas in handen van een athleet. Ook maar het geringste bij te dragen ons in die positie te brengen, ware misdaad. En de vraag kan opkomen of een ingrijpen onzerzijds om de Fransch-Belgische kansen te versterken, uit een oogpunt van zelfbehoud geen wijze politiek is.

Er gaat door ons volk een sterk gevoel van solidariteit met het aangerande naburige land welks bewoners voor het grootste deel zijn van Nederlandschen stam, en het ware voor heel het nationale leven van ons land een debâcle als wij niet een positie kozen die met dat gevoel van solidariteit in overeenstemming is. Vertrouwen wij dat de regeering haar oor te luisteren legt waar het hart van de natie klopt.

Gleichzeitig behandelte „Het Volk" in einem Artikel: *„Onbegrijpelijk"* die Meldung von der Zustimmung der deutschen soz.-dem. Reichstagsfraktion zu den Kriegskrediten folgendermaßen:

Nr. 195 [1] [2].

Dit is het schaarsche nieuws, dat omtrent de houding onzer Duitsche partij ons bereikt. Wij moeten aannemen, dat de Duitsche partij niet heeft

1) Het Volk, 5. VIII. 1914. 2) Dies ist die überraschende Meldung über die Haltung der deutschen Partei, die uns erreicht. Wir müssen an-

geprotesteerd tegen de oorlogsverklaringen door de Duitsche regeering aan Rusland en Frankrijk gedaan, niet geprotesteerd uit alle macht tegen de schending van Luxemburg's neutraliteit, van België's onafhankelijkheid.

In 1870, toen de Fransch-Duitsche oorlog uitbrak, hebben Bebel en Liebknecht in den Rijksdag zich van stemming over het oorlogskrediet onthouden. Tegen stemmen wilden zij niet, omdat Duitschland was aangevallen, vóór niet, omdat de oorlog was veroorzaakt door Bismarck's politiek. De andere sociaal-demokratische leden van den Rijksdag, o. a. Hasenclever, stemden voor.

De weinige berichten die ons omtrent de houding onzer Duitsche partijgenooten bereikt, wijzen erheen dat ook thans in Duitschland algemeen de overtuiging heerscht, dat Rusland, niet Duitschland de aanvaller is. In

---

nehmen, daß (diese) nicht protestiert hat gegen die Kriegserklärungen der deutschen Regierungen Rußland und Frankreich, nicht aus aller Macht protestiert hat gegen die Verletzung der Neutralität Luxemburgs und von Belgiens Unabhängigkeit.

1870, beim Ausbruch des französisch-deutschen Krieges haben sich Bebel und Liebknecht im Reichstag der Abstimmung über die Kriegskredite enthalten. Gegen sie wollten sie nicht stimmen, weil Deutschland angegriffen war, für sie nicht, weil der Krieg durch Bismarcks Politik verursacht war. Die anderen soz.-dem. Reichstagsmitglieder, darunter Hasenclever stimmten den Krediten zu. — Die vorliegenden spärlichen Meldungen über die Haltung unserer deutschen Parteigenossen zeigen, daß auch jetzt in Deutschland die allgemeine Überzeugung herrscht, daß Rußland und nicht Deutschland der Angreifer ist. In gewissem Sinn wiederholt sich, was 1870 geschehen ist. War aber damals die Verblendung des deutschen Volkes begreiflich, weil Bismarcks Betrug nicht leicht zu durchschauen war, so ist der Betrug der deutschen Regierung gegenwärtig viel gröber, viel unanständiger. Im Reichstag hat der Kanzler erklärt: Rußland legt die Brandfackel an unser Haus. Dies ist die Losung, unter der die Deutschen ihren Anfallskrieg führen. Ein Anfallskrieg, der ein folgerichtiges Ergebnis ist all der nationalistischen und kapitalistischen Sünden, die Deutschlands herrschende Klassen auf dem Gewissen haben. Ein Anfallskrieg gegen Frankreich, wo die letzte Tat von Jaurès die Regierung im Banne des Friedens hielt. Ein Krieg, in dem das zugunsten der luxemburgischen Neutralität gegebene Wort ohne eine Spur von Bedenken verletzt wird und ohne die geringste Scheu Belgiens Selbständigkeit niedergetreten wird.

Unsere deutschen Parteigenossen scheinen der Meinung, daß es in diesem Krieg für oder gegen den russischen Zarismus geht. So allein nur können wir ihre Haltung erklären. Eines Urteils über die Partei, die über einen solchen Reichtum an intelligenten und mutigen Männern verfügt und die die überzeugendsten Beweise ihres Zugehörigkeitsgefühls zur proletarischen Internationale gegeben hat, enthalten wir uns, bis wir ihre Beweggründe kennen. Eines aber müssen wir aussprechen: die Haltung der Deutschen Partei ist uns unbegreiflich.

zekeren zin herhaalt zich dus de geschiedenis van 1870. Maar terwijl toen de vergissing van het Duitsche volk begrijpelijk was, terwijl toen het bedrog van Bismarck niet was te doorzien, is thans het bedrog der Duitsche regeering veel grover; veel lomper. In den Rijksdag heeft de kanselier verklaard: Rusland legt de fakkel aan onzen deur. Dit is de leus, waaronder de Duitschers hun aanvalsoorlog voeren. Een aanvalsoorlog, die het rechtstreeksche gevolg is van al wat Duitschland's heerschende klassen voor nationalistische en kapitalistische zonden os hun geweten hebben. Een aanvalsoorlog tegen Frankrijk, waar de laatste daad van Jaurès de regeering hield in de baan van den vrede. Een oorlog, waarbij het gegeven woord voor Luxemburg's neutratiteit zonder een spoor van aarzeling werd geschonden, en waarbij België's zelfstandigheid zonder den geringsten schroom onder den voet wordt geloopen.

Onze Duitsche partijgenooten schijnen mede in de meening te verkeeren, dat het in dezen oorlog gaat voor of tegen het Russische tsarisme. Dit is de eenige verklaring, die wij vinden voor hun houding. Van een oordeel over de partij, die over zulk een rijkdom van intelligente en moedige figuren beschikt, en die van haar internationaal proletariërsbesef zoo dikwijls de schitterendste blijken gaf, onthouden wij ons, tot wij de beweegredenen kennen voor haar gedrag. Maar één woord moet ons heden uit het hart: de houding der Duitsche partij is ons onbegrijpelijk.

Mit Bezug auf den Artikel „*Hollands Positie*“ erschien zwei Tage später die nachfolgende Mitteilung des Parteivorstands:

Nr. 196[1]).

Het Partijbestuur vergaderde gister avond[2]) *met de redactie van „Het Volk“ ter beraadslaging over den internationalen toestand. Uitvoerige besprekingen werden gehouden, mede naar aanleiding van het artikel „Hollands positie“ in „Het Volk“ van Woesdagavond. Hoewel waardeerend de wijze, waarop overigens in deze buitengewoon moeilijke omstandigheden ons partijorgan werd geredigeerd, verklaarde, in aansluiting met de verklaring gisteren door Troelstra namens de Kammerfraktie gegeven, het Partijbestuur zich zoo goed als eenstemmig tegen de slotbeschouwing van bedoeld artikel en vóór de handhaving zonder meer, van Nederlands strikte neutraliteit, om den door het internationaal kapitalisme aangestichten oorlog buiten onze grenzen te houden. Het bleek trouwens, dat ook een belangrijk deel van de redaktie het niet met het artikel eens was, terwijl de schrijver*

---

1) Het Volk, 7. VIII. 1914. 2) Das ist: 6. VIII. 1914. Vgl. auch Verslag van het Congres der S. D. A. P. 1915: Jaarverslag van den Partijsecretaris, S. 4 f.

zelf verklaarde, dat zijn beschouwing volstrekt niet de strekking had om aan te sporen het standpunt van de neutraliteit te verlaten[1])

In der Kammersitzung vom 6. VIII. gab dann TROELSTRA im Namen der sozialistischen Fraktion folgende Erklärung ab:

Nr. 197[2])[3]).

Ik heb het woord gevraagd om hulde te brengen aan regeering wegens de maatregelen door haar genomen tot handhaving van de meest volstrekte neutraliteit. Ik ben overtuigd, dat de regeering daarmede geheel in den geest handelt van de groote massa des volks. Ik druk de verwachting uit, dat de regeering dat standpunt onverzwakt zal blijven innemen. Zeer zeker gaan in deze omstandigheiden onze sympathiën uit naar het heldhaftige volk van België; maar lat ons niet vergeten, dat wij die sympathie niet beter kunnen bewijzen dan door ook zelf met de handhaving van onze neutraliteit te stan of te vallen.

Am 9. VIII. 1914 traten die Hauptvorstände der dem N(ationale) V(ak) V(erband) (Nat. Gewerkschaftsverband), der mit der

1) Der Parteivorstand hielt gestern Abend mit der Redaktion des „Het Volk" eine Beratung über die internationale Lage ab. Ausführliche Besprechung fand der Artikel von Mittwoch Abend: „Hollands Stellung". Bei voller Würdigung der außergewöhnlichen Umstände, unter denen unser Parteiorgan redigiert wird, erklärte sich — im Anschluß an die gestern von TROELSTRA Namens der Kammerfraktion abgegebene Erklärung — der P. V. so gut wie einstimmig gegen die Schlußbetrachtung des fraglichen Artikels und für die Handhabung strikter Neutralität, um den durch den internationalen Kapitalismus hervorgerufenen Krieg außerhalb unserer Grenzen zu halten. Vertrauensvoll wird festgestellt, daß auch ein belangreicher Teil der Redaktion nicht mit dem Artikel übereinstimmte, während sein Verfasser selbst erklärte, daß seine Darlegungen nicht zum Verlassen des Neutralitätsstandpunktes anspornen sollen.

2) Het Volk, 7. VIII. 1914. 3) Ich habe das Wort erbeten, um der Regierung für die von ihr ergriffenen Maßregeln zur Handhabung vollständigster Neutralität zu danken. Sie hat meiner Überzeugung nach damit ganz im Geiste der großen Masse des Volkes gehandelt. Ich erwarte, daß sie an diesem Standpunkt unverrückt festhalten wird. Sicherlich ziehen uns unter diesen Umständen unsere Sympathien zum heldenhaften belgischen Volk; vergessen wir aber nicht, daß wir diese Sympathie nicht besser erweisen können, als indem auch wir selbst mit der Behauptung unserer Neutralität stehen und fallen.

S. D. A. P. in enger Verbindung steht, angeschlossenen Organisationen zusammen und erließen ein Manifest *Aan de Bestuuren en leden onzer Organisaties,* in dem die durch die Mobilisation und die Reflexwirkungen des Weltkrieges notwendig gewordenen Maßregeln und Instruktionen zur Aufrechthaltung der Organisationen und ihrer Funktionen sowie zur Unterstützung der Familien der unter die Waffen Gerufenen festgelegt erscheinen [1]).

---

§ 2. Die S(ocial)-D(emokratische) P(artij).

5e Jaarcongres der S. D. P. te Leiden 6.—7. VI. 1914 [2]).

Der Kongress beschloß einstimmig innerhalb der Partei ein Referendum über nachfolgenden, dem Intern. Soz. Kongr. in Wien zu unterbreitenden Antrag einzuleiten.

Nr. 198 [3])[4])[5]).

Het congres, in aanmerking nemende, dat imperialisme en militarisme in alle landen steeds driester optreden, protesteert tegen de Haag'sche z. g. Vredensconferenties, die slechts leugen en bedrog zijn, besluit dat het de plicht van het proletariaat van elk land is en blijft om zich tegen militarisme en koloniale politiek met verdubbelde kracht en energie te verzetten, dat de meest practische middelen dartoe zijn de middelen reeds op het congres van Parijs in 1900 aangegeven en wel:

Folgt Absatz II der Pariser Resolution, s. Nr. 8.

Angesichts der sich überstürzenden Ereignisse seit dem 25. VII. 1914 erschien folgendes Manifest:

---

1) Het Volk, 10. VIII. 1914.

2) Der Kongreßbericht in: De Tribune vom 6.—23. VI., 8. VII. 1914.

3) Ebenda, 23. VI. 1914. 4) Der Kongr. protestiert, im Hinblick auf das immer dreistere Auftreten des Imperialismus und Militarismus in allen Ländern, gegen die sog. Friedenskonferenzen im Haag, die schlechthin Lügen und Betrug sind, und spricht aus: daß es Pflicht des Proletariats in jedem Land ist, sich mit doppelter Kraft und Energie gegen den Militarismus und die Kolonialpolitik einzusetzen, und daß hierbei die vom Pariser Kongreß von 1900 empfohlenen Mittel die tauglichsten sind, nämlich: . . .

5) („Das Referendum ergab 237 Stimmen für diesen Antrag (De Tribune, 18. VII. 1914).

Nr. 199.

Oorlog an den Oorlog![1])[2])

Jets ontzettends hangt het proletariaat van Europa boven het hoofd. Wellicht zullen, als dit Manifest verschijnt, de kanonnen dood en verderf uitbraken en zullen reeds duizenden en tienduizenden door het moordend lood zijn getroffen.

---

1) De Tribune, 1. VIII. 1914. 2) Krieg dem Kriege! Entsetzensvoll senkt das Proletariat Europas das Haupt! Vielleicht speien beim Erscheinen dieses Aufrufs die Kanonen bereits Tod und Verderben und sind Tausende und Zehntausende vom mörderischen Blei getroffen. — Mit Schrecken und Angst, mit Entsetzen vernahm man die Kriegserklärung Österreich-Ungarns an Serbien. Was ihre Folgen sein werden, lässt sich nicht mit Sicherheit sagen. Jedenfalls aber kann man feststellen, daß der Krieg der Balkanstaaten gegen die Türkei ein Kinderspiel gewesen ist im Vergleich mit dem, der Europa droht, wenn der Konflikt zwischen Öst.-Ung. und Serb. zu Tat und Wahrheit wird. Denn er wird kein Krieg zwischen den genannten Ländern allein sein, sondern ganz Europa wird in blutigen Kampf hineingerissen. Bricht der Konflikt aus, so müssen die Bundesgenossen einander beistehen. Serb.s Bundesgenossen sind Griechenland und Montenegro. Wahrscheinlich wird Rußland Serbien beispringen. Erwachsen hieraus Schwierigkeiten für Öst.-Ung. so dürften Italien oder Deutschland an seine Seite treten. Dann können auch Frankreich und England nicht Zuschauer bleiben und müssen Serbien und Rußland die „helfende Hand“ bieten. So ist es denn nicht unmöglich, daß der allgemeine europäische Krieg im Anzuge ist.

Man verstehe wohl, was das bedeutet! Alle jungen Männer werden vor allem, wie dies bereits in Öst., Serb. und Italien geschieht, unter die Waffen gerufen werden, um einander auf den Schlachtfeldern „für die Ehre des Vaterlandes“ zu erschlagen. Den aus diesen Jungmannen gebildeten Korps nach werden die älteren, von Haus und Herd, aus ihrer Berufstätigkeit gerissen, aufs Schlachtfeld gesendet werden, um den Platz der Zehntausende oder gar Hunderttausende gefallener junger Männer auszufüllen. Familien und Hausgenossen werden in unbeschreiblichem Elend zurückbleiben. Tod und Verderben wird die reichsten Gebiete heimsuchen. Nicht minder werden die Hinterbliebenen leiden, als die im Kampf eines jammervollen Todes sterben. Städte und Dörfer werden in Feuer aufgehen, fruchtbare Äcker zerstampft werden. Die Folgen werden entsetzlich sein, u. zw. vornehmlich für die Masse des Volkes, das Proletariat. Die Herrscher und Tyrannen, die das Volk ausbeuten und unterdrücken, die werden sich möglichst fernhalten — aber unter dem arbeitenden Volk werden sie gründlich aufräumen. Ein Krieg wird nicht nur materiell viel Armut und Elend zeitigen, er wird auch finanziell die Völker schwerst belasten. Für notwendige Ausgaben im Interesse der Volkswohlfahrt und -Entwicklung freilich kann kein Geld aufgebracht werden. Wohl aber werden jährlich Millionen für den Militarismus aufge-

Met schrik en angst, met ontzetting is het bericht vernomen dat Oostenrijk-Hongarije den oorlog an Servië heefd verklaart. Wat darvan de gevolgen zullen zijn, is niet met zekerheid te zeggen. Maar wat wel is te zeggen dat is, dat de oorlog der Balkanstaten tegen Tukije nog maar kinderspel is geweest bij den oorlog die komen zal over Europa, indien het

---

bracht und in so manchem Staat wird jahraus jahrein 1/3 der Einnahmen dem Kriegsgott Mars geopfert.

Und warum werden die Milliarden dem Moloch Militarismus in den Rachen geworfen? Um die Völker unterdrücken und ausbeuten zu können. Der heute drohende Krieg, der die gesamte Welt in Schrecken hält, ist, sagt man, dadurch verursacht, daß ein paar junge Serben den österreichischen Thronfolger Franz Ferdinand und seine Gemahlin ermordet haben. Die wahre Ursache liegt aber tiefer. Landhunger treibt unterschiedslos alle Mächte. Sie wollen ihr Herrschaftsgebiet ausdehnen und wo dies zu langsam geht, ergreifen sie jede Gelegenheit zu solchen Grenzverschiebungen.

So auch diesmal. Öst.-Ung. hat vor einigen Jahren mit Waffengewalt sich zweier Provinzen, Bosnien und Herzegowina, am Adriatischen Meer bemächtigt. Das machte unter den Balkanvölkern und vor allem in Serbien böses Blut. Seither bestand zwischen den Herrschern dieser Länder ein Zwiespalt, und zwar umsomehr, als die Bewohner der genannten Gebiete durch die österr. Regierung tyrannisiert und unterdrückt wurden. Einer dieser Tyrannen und Unterdrücker war der Thronfolger Franz Ferdinand. Die Ermordung dieses herrschsüchtigen Prinzen durch einen der Unterdrückten benützt Öst., um sein Gebiet zu vergrößern: denn es geht darum, Serb. aus der Reihe der Staaten zu streichen und es Öst.-Ung. anzugliedern.

Für solche Raubzüge rufen die Herrscher das Volk zu Krieg auf.

Die mit dem Geld von Bankiers und Großkapitalisten, Werftenbesitzern, Kanonen-, Pulver- und Dynamitfabrikanten bezahlte Presse bearbeitet das Volk und bringt es so lange zum Wahnsinn, bis es auch nach dem Krieg ruft, der ihm den Untergang bringen soll. Die Bourgeoisie spielt mit ihm ein böses Spiel. Doch wehe, wenn das Volk aufwacht und die Listen seiner Herrscher und Unterdrücker durchschaut. Dann wird die rächende Nemesis walten. Und dann — an wem die Schuld? An denen, die das Volk irregeleitet und betrogen haben.

Ein grauenvolles Schlachten droht unter den Völkern Europas auszubrechen, ein Blutbad, wie es die Geschichte der Menschheit bisher nicht kennt. In den Zeiten dunkelster Barbarei haben die Menschen einander nicht so bekämpft wie jetzt in unserer Zeit der „Erleuchtung und Kultur". Dagegen hat die Arbeiterklasse Front zu machen. Alle Mittel zur Hintertreibung dieser abscheulichen Menschenschlächterei sind gestattet. Die „Friedensapostel", die eben daran sind, eine internationale Friedenskomödie zu organisieren, führen das Volk, das darauf seine Hoffnung setzt, hinters Licht. Dem Proletariat bleibt nur Selbsthilfe übrig — nämlich die Weigerung, den Befehlen seiner Mörder zu gehorchen. Um zu verhindern, was

conflict tusschen Oostenrijk-Hongarije en Servie daadwerkelijkheid wordt. Dit conflict zal dan niet meer beteekenen een oorlog tusschen genoemde landen, doch geheel Europa zal in een bloedigen krijg gewikkelt worden. De bondgenooten zullen elkander bijstaaen indien het conflict werkelijkheid wordt. Servië heft zijn boondgenooten Griekenland en Montenegro. Wellicht zal Rusland Servië bijstaan. Dat zal bezwaarlijk worden vor Oostenrijk-Hongarije, zoodat al heel spoedig Italië of Duitschland zich zal interesseeren voor Oostenrijk-Hongarije. Dan zullen Frankrijk en England evenmin lijdelijk blijven toezien en de „helpende hand" bieden an Servië en Rusland. — Het is daaron volstrekt niet onmogelijk dat den algemeene Europeesche oorlog op handen is.

---

sich auf Befehl der Herrscher und Mächtigen dieser Erde vollziehen soll, ist jedes Mittel erlaubt.

Wir ziehen den Bürgerkrieg einem Blutbad mit unseren Brüdern in Deutschland, Belgien, Frankreich, England vor. Die Soldaten dort sind ebenso in einen blauen Rock gesteckte Proletarier wie die unsern. Dort wie hier wird das Volk durch die Hochmögenden beraubt und bestohlen. Sich auch noch auf ihren Befehl tödten lassen, das darf und kann nicht geduldet werden. Die Soldaten, die einander gegenüberstehen, sind keine Feinde; sie sind Brüder, die für ihre gegenseitigen Interessen aufzukommen und einander in dem für sie schweren Kampf ums Leben beizustehen haben.

Wenn je, so ist heute die Zeit angebrochen, in der das internationale Proletariat von seinem Wünschen und Streben Zeugnis abzulegen hat. Das Volk will keinen Krieg, es will den Frieden. Nicht nach Krieg, nicht nach Menschenschlächterei im großen steht der internationalen Volksklasse der Sinn, sondern für das Glück und die Wohlfahrt der Völker über die ganze Welt hin zu wirken. Dieses Streben wird gehemmt und der Weg dahin verlegt durch jene, die ihren Blick auf das Schlachtfeld gerichtet halten, und daneben jene, deren Hab- und Herrschsucht keine Grenzen kennt.

Krieg dem Krieg! Das sei heute unsere internationale Losung. Die Arbeiterklasse aller Länder muß alles anwenden, um den Ausbruch des europäischen Krieges zu verhindern. Alles soll verweigert werden, was zur Führung und zum Beginn des Krieges nötig ist. Es ist nun geboten, vom Generalstreik zu sprechen. Weigern sich die Eisenbahnarbeiter, Soldaten und Kriegsmaterial zu befördern, die Bergwerkarbeiter, in den Schooß der Erde hinabzusteigen, die Telegraphisten, die Apparate zu bedienen, die Seeleute und Hafenarbeiter, auszufahren oder irgend eine Arbeit in den Häfen zu verrichten, die Fabriks- und Bauarbeiter, ihre Tätigkeit fortzusetzen, dann stehen jene, die nach dem Blut des Volkes gieren, machtlos da.

Fort mit dem Krieg! Wir wollen den Frieden, der Wohlfahrt und Glück bringt, während der Krieg die Menschheit ruiniert und verwildert. Volk von Niederland, von Europa, erkenne deine Pflicht und vergiß nicht, daß wir alle Brüder, daß unsere Feinde aber jene sind, die uns ausbeuten und den Frieden stören. Arbeiter, protestiert, haltet Versammlungen ab, tut alles zur Bewahrung des Friedens. Krieg dem Kriege!

Wat dat zeggen wil zullen onze legers begrijpen. Alle jonge mannen zullen in de eerste plaats onder de wapens worden geroepen zoals nu reeds in Oostenrijken en Servië gebeurt evenals en Italië. Deze zullen elkander slachten op het oorlogsveld, zoogenaand voor „de eer van het vaderland". Naar mate de gelederen gedund worden die gevormd zijn door deze jonge mannen, zullen de ouderen van huis en haard, uit hun werking gerukt, naar het slagveld gezonden worden om de plaats in te nemen der tienduizenden of misschien honderdduizenden gevallene jonge mannen. In onbeschrijfelijke ellende zullen familie en huisgenooten achter blijven. — Dood en verderf zal worden gebracht over de welvarendste streken. Ontzettend zal er worden geleden zoowel door hen die achter blijven als door hen die op het oorlogsveld een ellendigen en wanhopigen dood sterven. Steden en dorpen zullen worden plat gebrand, vruchtbare akkers vertreden. — Ontzetlend zullen de gevolgen zijn. En deze ontzettende gevolgen zullen en hoofdzarak neerkomen op de volksklasse, op het proletariaat. De heerschers en tyrannen die het volk bestelen en onderdrukken zullen sich zooveel mogelijk op en afstand houden. Onder het werkende volk willen deze wel gaarne eens een opruiming houden. Niet alleen zal een oorlog stoffelijk veel armoede en ellende brengen, ook financieel zullen de volkeren daardoor uitgeput worden. Voor nood zakelijke verbeteringen die moeten worden aangebracht voor de welvaart en ontwikkeling van een volk, kan man geen geld besteden. — Maar wel worden er jaarlijks millioenen besteed voor het militarisme. Het is waar dat in elken staat jaarlijks 1/3 van de belastingen worden geofferd aan Mars, den good van den oorlog.

En waarvoor werden die milliarden geworpen in den muil van den Moloch militarisme? Om de volkeren te kunnen onderdrukken en deze uit te buiten. Den oorlog die op heden dreigt en geheel die beschaafde wereld zal doen opschrikken, vindt zijn oorzaak, zegt men, hierin, dat een paar jonge Serviërs den Oostenrijkschen troonopvolger, Frans Ferdinand en zijn vrouw hebben vermoord. De ware oorzaak zit echter dieper. De mogendheden hebben allen zonder onderscheid landhonger. Zij willen het gebied waar over ze heerschen uitbreiden. En als hun het uitzetten der grenzen te moilijk wordt, dan grijpen ze elke gelegenheid aan om grensverschuivingen te doen plaats vinden.

Dat is ook heden het geval geweest. Oostenrijk-Hongarije heeft vor eenige jaren met wapengeweld zich meester gemaakt van een paar provinciën, Bosnië en Herzegowina, aan de Adriatische zee. Dat zette kwaad bloed onder de Balkanbevolking en vooral in Servië. Sedertheeft een wrok bestaan tusschen de heerschers dezer landen, temeer nog omdat door de Oostenrijksche regeering de bewoners der genoemde provinciën werden getyranniseerd en onderdrukt. Een dier tyrannen en onderdrukkers was Frans Ferdinand, de troonopvolger van Oostenrijk. Dat deze heerschzuchtige prins gevallen is door het moordend lood van een der onderdrukten, grijpt Oostenrijk aan om nog meer grond aan zijn gebied toe te voegen. Want het is er om te doen Servië uit de rij der staten weg te vagen en het in te lijven bij Oostenrijk-Hongarije.

Voor zulke roof-en strooptochten roepen de heerschers het volk ten oorlog. Het is de pers, welke betaald wordt met het geld der bankiers en grootkapitalisten, scheepswervenbezitters, kanonnenfabrikanten, buskruit- en dynamietfabrikanten, die het arme onnoozele volk opzwepen en het tot waanzin brengen, zóólang, tot het ook roept om oorlog, waarin het zelf verpletterd zal worden. De bourgeoisie speeld misdadig spel met het volk. Doch wee, als dat volk eenmaal ontwaakt en de listen zijner overheerschers en onderdrukkers doorziet. Dan zal de wrekende Nemesis haar werk doen. En dan — aan wien de schuld? De schuld aan hen, die het volk hebben misleid en bedrogen.

* * *

Een afgrijselijke schlachting dreigt er uit te breken onder de volken van Europa. De geschiedenis der menschheid zal de weerga van zoo'n bloedbad niet kennen. In de meest barbaarsche tijden hebben de menschen elkander nooit zóó bevochten als thans geschiedt in onzen tijd van „verlichting en beschawing". Daartegen heeft de arbeidersklasse front te maken. Alle middelen zijn geoorloofd om te voorkomen dat deze afschuwelijke menschenslachting woordt doorgedreven. De „vredesapostelen", die weer op het punt staan om een internationale vredescomedie te organiseeren, leiden het onooozele volk, dat daarop zijn hoop gevestigd heeft, om den tuin. — Er blijft niets anders over voor het proletariaat dan om zich zelf te helpen. Deze zelf-hulp is, dat het volk weigert te gehoorzamen aan de bevelen zijner moordenaars. Tegen hetgeen heden op het punt staat te gebeuren op bevel van de heerschers en machtigen der aarde, is elk middel om dat te verhinderen geoorloofd.

Wij verkiezen den burgeroorlog boven een bloedbad med onze broeders in Duitschland, België, Frankrijk, Engeland of elders. — De soldaten aldaar zijn proletariërs gestoken in een blauwen rok, evenals de soldaten ten onzent. Ook dáár wordt, evenals hier, het volk beroofd en bestolen door het hooge gespuis. En zich dan ook nog op bevel van die laten slachten, dat kàn, dat màg niet worden toegelaten. — De soldaten, die tegen elkander vechten, zijn geen vijanden; dat zijn broeders, die hebben op te komen voor elkaars belangen en elkander hebben te steunen in den voor hen zoo zwaren strijd om het leven.

Indien ooit de tijd is aangebroken voor het internationale proletariaat, om getuigenis af te leggen van hun wenschen en streven, dan is het op heden. Het volk wil geen oorlog, het wil den vrede. Niet de oorlog, de menschenslachting op groote schaal, is het streven der internationale volksklasse; doch werkzaam te zijn aan het geluk en de welvaart van de volkeren over gansch de wereld. Dit streven wordt ons belet en de weg daarheen wordt ons versperd door hen, die hun oog gevestigd hebben op lauweren, behaald op het slagveld, benevens door hen wier heben heerschzucht geen grenzen kent.

Oorlog aan den oorlog! Dat zij heden internationaal onze leuze. De arbeidersklasse van alle landen moet alles aanwenden om het uitbreken van

een Europeeschen krijg zu beletten. Alles behoort te worden geweigerd wat het oorlogvoeren of het uitbreken daarvan kan bevorderen. Zoo ooit, dan is het hier geboden om te spreken over de algemeene arbeidsweigering. Indien de spoorwegarbeiders weigeren soldaten en oorlogsmateriaal te vervoeren, de mijnwerkers weigeren af te dalen in den schoot der aarde, de telegraafbeambten weigeren de toestellen te bedienen, de zeelieden en havenarbeiders weigeren uit te voeren of een slag arbeid in de haven te verrichten, de fabrieks- en bouwvakarbeiders hun arbeid staken, dan staan de gieren, die azen op het bloed van het volk, machteloos.

Weg mit den oorlog! Wij willen den vrede, die welvaart en geluk brengt, terwijl de oorlog het menschdom ruïneert en verwildert. Volk van Nederland, van Europa, kent uw plicht en vergeet niet dat wij allen broeders zijn, doch onze vijanden zijn onze belagers, die azen op ons en die den vrede verstoren. Arbeiders, protesteert, belegt vergaderingen, doet alles wat de vrede kan bewaren. Oorlog aan den oorlog.

Sociaaldemokratische Partij (S. D. P.).
Nationaal Arbeidssekretariaat (N. A. S.).
Ned. Fed. Bd. v. Gemeente-Werklieden.
Ned. Scheeps- en Bootwerkersbond.
Alg. Ned. Zeeliedenbond.
Landelijke Fed. v. Bouwvakarbeiders.
I. A. M. V. Landelijk Komitee.

Amsterdam, eind Juli 1914.

Außerdem forderte die S. D. P. im Verein mit denselben „freien Gewerkschaftsorganisationen" für den 1. VIII. zu Straßendemonstrationen und für den 3. VIII. zu zwei Versammlungen auf[1]). In diesen letzteren sprachen B. LANSINK, DOMELA NIEUWENHUIS und WIJNKOOP. An die Versammlungen schloßen sich neuerdings Straßendemonstrationen[2]).

In den nächstfolgenden Tagen verbreiteten „De Samenwerkende Arbeiders-Vereeningen[3]) nachfolgendes

Nr. 200.

Manifest[4])[5]).

Een hoogst ernstige tijd is aangebroken, zoals men er sinds menschenheugenis niet heeft gekend. — De hartstochten zijn ontketend, maar in

1) Het Volk, 30. VII. 1914; De Tribune, 1. VIII. 1914. 2) Het Volk, 4. VIII. 1914; De Tribune, 5. VIII. 1914. 3) Aufgezählt unter dem Manifest Nr. 194. 4) De Tribune, 8. VIII. 1914. 5) Eine höchst

zulke tijden bovenal moet blijken of wij trouw blijven aan ons socialistisch beginsel.

Het socialisme is internationaal, d. w. z., zet de nationale gedachte op den achtergrond ter wille van de internationale broederschap. Helaas! Het blijkt dat S. D. A. P. officieel inplaats van trouw te blijven aan de roode vaan, deze omlaag haalt en zich schaart om de nationale.

---

ernste Zeit ist angebrochen, wie man sie seit Menschengedenken nicht gekannt hat. Die Leidenschaften sind entfesselt, aber in solchen Zeiten vor allem muß sich zeigen, ob wir unserem sozialistischen Programm treu bleiben.

Der Sozialismus ist international, d. h. er stellt den nationalen Gedanken hinter den Willen zu internationaler Brüderlichkeit. Aber ach, nun zeigt sich, daß die S. D. A. P. statt der roten Fahne treu zu bleiben, diese verhüllt und sich um die nationale schaart. TROELSTRA erklärte in der Zweiten Kammer, daß „der nationale Gedanke den Parteigedanken verdrängen muß", d. h. in diesen sehr ernsten Zeiten, da unsere Überzeugungen sich bewähren sollen, läßt man sie jämmerlich im Stich und übergeht mit Sack und Pack zur besitzenden Klasse, um sie, durch Annahme aller Regierungsvorlagen, zu stützen. Denn unsere gegenwärtige Regierung ist für den gegenwärtigen Zustand ebenfalls verantwortlich und ebenfalls vertrauensunwürdig.

In Deutschland tat man dasselbe. Einstimmig wurden die Kriegskredite im Reichstag angenommen. Nein, dann BEBEL und LIEBKNECHT alle Ehr, die 1870 im Krieg zwischen Deutschland und Frankreich sich der Abstimmung über die Kriegskredite enthielten. Gegen sie wollten sie nicht, für sie konnten sie nicht stimmen, so entzogen sie sich der Abstimmung. Das war eine Tat! Und in seinen „Erinnerungen" sagt BEBEL selbst: Wir hätten uns bei der ersten Kreditforderung nicht enthalten, sondern direkt gegen sie stimmen müssen. Davor scheint man nun zurückzuschrecken. Man solidarisiert sich mit einer Regierung, die die Repräsentantin der besitzenden Klassen ist, und wirft das Programm des Klassenstreits über Bord. Kein Wunder dann, daß man von der Bourgeoisie Lob erntet.

Dürfen die Sozialisten das zulassen? Keinesfalls! Wir müssen unser Programm über alle Vaterländer stellen; und hätte das internationale Proletariat, vorab in Deutschland, mit seinen mehr als 4¼ Mill. Wahlstimmen, den Fürsten zugerufen: Ihr wisset, was ihr tut, aber auch wir müssen wissen, was uns zu tun zukommt, so hätten sich die Fürsten wohl sechsmal bedacht, bevor sie zum verbrecherischen, menschenschänderischen Krieg sich entschlossen. — Wir müssen betonen, wer und was wir sind; und in der Stunde der Gefahr werden die Menschen am besten erprobt. In ihr muß sich zeigen, daß unser Programm uns über alles lieb und teuer ist.

Nun sieht die Arbeiterklasse deutlichst, daß die offiziellen Sozialdemokraten keine Sozialisten sind, und wenn diese die Frechheit haben zu sagen: „Hoch die rote Fahne", so müssen wir ihnen zurufen: „Entehrt die Fahne nicht, ihr sind keine Sozialisten"!

Stellt die deutsche, französische, englische, österreichische, belgische Sozialdemokratie, jede in ihrem Land, den nationalen Gedanken über alles,

Het was Mr. Troelstra, die in de Tweede Kamer zei, dat „de nationale gedachte de Partij-gedachte moet verdringen". Dat will zeggen: in dezen zeer ernstigen tijd, waarin onze beginselen op den vuurproef worden gesteld, laat men deze jammerlijk in den steek en gaat met pak en zak over tot de bezittende klasse, om hen te steunen en te schragen, door aanneming van alle regeeringsvoorstellen. Want onze regeering is eveneens mede verantwoordelijk voor den tegenwoordigen toestand, en dus evennim te vertrouwen.

In Duitschland deed man het zelfde. Het oorlogskrediet werd in den Rijksdag aangenomen met algemeene stemmen. Neen, dan alle eer aan Bebel en Liebknecht, die in 1870 bij den oorlog tuschen Duitschland en Frankrijk buiten stemming zijn gebleven ten opzichte van het oorlogskrediet. Tegen wilden zij niet stemmen, vóór konden zij niet stemmen en dus bleven zij buiten stemming. — Dat was een daad! En in zijn memoires zagt Bebel zelfs: wij hadden niet, zooals gebeurd is, bij den ersten eisch om geld voor

---

dann ist das Gerede über Internationalismus leer und wertlos. Einzig der Engländer MAC DONALD hat den Mut, sich im englischen Parlament dagegen auszusprechen, und ebenso hielten sich die englischen Bergarbeiter, die mit Streik drohten, und die italienischen abseits. Wo der internationale Gedanke vornansteht, ist für den nationalen kein Platz.

Arbeiter! Wisset, daß ihr zu allererst an eure eigene Lage denken müßt, daß ihr unter allen Umständen dem uns theuren sozialist. Prinzip treu bleiben müßt und nicht mithelfen dürft, um es in der heraufziehenden entscheidungsvollen Stunde zu verläugnen. Denn jetzt muß es sich zeigen, ob man es mit aufrechten Männern und Frauen zu tun hat, die zum Schluß Ehrfurcht abzwingen, weil sie trotz allem fest bleiben.

Frauen Niederlands! Auch ihr durchlebt mühevolle Zeiten, da eure Männer und Söhne von euch weg sind, um euch in Elend zurückzulassen. Wir sagen euch, daß ihr nicht auf die Regierung rechnen könnt und müßt, die wohl für die Interessen der besitzenden Klasse und des Mittelstandes sorgt, die Proletarier aber ihrem Schicksal überläßt. Man zögert mit sofortiger Einführung eines Moratoriums wie in England. Aufschub der Bezahlung von Miete, Steuer und all dgl. ist notwendig. Eure 17jährigen sogar ruft man jedoch zu freiwilligem Dienst auf. Wo bleibt die Regierung nun? Darum rechnet nicht auf sie, sondern helft euch selbst. Ihr braucht nicht Hunger leiden, die Vorräte sind groß genug. Wären sie aber auch spärlich, dann setze man alle auf Rationen, denn der Magen der Arbeiter brummt ebenso laut wie der von Reichen. Frauen! Sagt es, daß ihr das einseht und laßt eure Stimme erklingen: Wir wollen nicht Hunger leiden.

Die Regierungen mögen vorsichtig sein und keine Hungeraufstände verursachen, denn ist das Schwert aus Stahl scharf, so das Schwert des Hungers noch schärfer! — Alle Verantwortung komme auf das Haupt der Besitzenden, und eine unendlich größere Missetat, als nicht den vollen Geldwert für Banknoten zu geben, ist es, Frauen und Kinder Hunger leiden zu lassen, während man die Männer an die Grenzen zu ziehen zwingt.

den oorlog, ons van stemming moeten onthouden, maar we hadden direct daartegen moeten stemmen. — Maar daarvoor schijnt men nu terug te deinzen. Men verklaart zich solidair met een regeering, die de vertegenwoordigster is van de bezittende klasse en gooit dus het beginsel van den klassenstrijd over boord. Geen wonder, dat men den lof inoogst van de bourgeoisie.

Mogen de socialisten dat toelaten? Geenszins! Wij moeten ons beginsel stellen boven alle vaderlanden en als het internationaal proletariaat, te beginnen met Duitschland, dat beschikte over 41/4 millioen stemmen, den vorsten had toegeroepen: weet wat gij doet, maar wij zullen ook weten wat ons te doen staat — de loop van zaken zou'n heel andere zijn geweest, de vorsten zouden zich wel zes malen bedacht hebben vóórdat zij waren overgegaan tot den misdadigen, mensch-onteerenden oorlog. — Wij moeten toonen wie en wat wij zijn en in de ure des gevaars worden de menschen het best beproefd. Dan moet het blijken of ons beginsel ons lief en dierbaar is trots alles.

De arbeidersklasse ziet nu ten duidelijkste, dat de officieele sociaaldemokraten geen socialisten zijn en als deze de brutaliteit hebben te zeggen: „Hoog de roode vaan!" dan moeten wij hun toezroepen: onteert dien vaan niet, gij zijt geen socialisten!

Als de Duitsche, Fransche, Engelsche, Oostenrijksche, Belgische soc.-dem., elk in zijn land, de nationale gedachte boven alles stelt, dan is het geschetter, over Internationalisme van nul en geener warde. Alleen de Engelschman Mac Donald hat den moed zich in het Engelsche parlement tegen te verklaren, evenals de Engelsche mijnwerkers, die dreigden met staking, en de Italianen hielten zich uitstekend. Waar de internationale verbroedering voorzit, daar is geen plaats voor de nationale gedachte.

Arbeiders! Weet, dat gij allereerst denken moet aan uw eigen positie, dat gij onder alle omstandigheden trouw moet blijven aan het ons dierbare socialistische beginsel en niet moet mede helpen, om het in de plechtige ure, waarin het erop aankomt, te verloochenen. Dan juist moet het blijken of men te doen heeft met mannen en vrouwen van stavast, die ten slotte eerbied afdwingen, omdat zij pal staan, ondanks alles.

Vrouwen van Nederland! Gij ook beleeft moeilijke tijdsomstandigheden, nu uw mannen en zonen zijn weggerukt van uw zijde, om u in kommer en ellende achter te laten. Weer ziet gij, dat ge niet moet of kunt rekenen op de regeering, die wel zorgt voor de belangen der bezittende klasse en van den middenstand, maar die de proletariers aan hun loot overlaat. — Inplaats van het moratorium dadelijk in te voeren zooals in Engeland, blijft men in gebreke dit te doen. Opschorting van de betaling van huishuur, van belasting, van al dergelijke dingen is noodzakelijk. Zelfs roept men uw jongens van 17 jaar op om als vrijwilligers dienst te nemen. Waar blijft de regeering nu?

Daarom, rekent niet op har, maar helpt u zelven. — Gij behoeft geen honger te lijden, de voorraden zijn groot genoeg. En zelfs wanneer ze beperkt zijn, dan allen op rantsoen, want de maag van den arbeider vraagt

evenzeer voldoening als die van een rijkaard. Vrouwen, toont dat ge er zijt en laat uw stem weerklinken: wij willen geen honger lijden!

Laat de regeeringen voorzichtig zijn en geen hongeroproeren veroorzaken, want 't zwaard van staal moge scherp zijn, maar het zwaard van den honger is nóg scherper. — Alle verantwoording kome neer op de hoofden van hen die hebben, en als het misdadig wordt geacht om voor bankpapier niet de volle waarde in geld te geven, het is oneindig veel misdadiger om de vrouwen an kinderen honger te laten lijden, terwijl men har mannen noodzaakt naar de grenzen te gaan.

Zwölftes Kapitel.

Rumänien [1].

§ 1. Während des Balkankrieges 1913.

Vgl. Nr. 11.

Am Vorabend der militärischen Intervention Rumäniens in dem zweiten Balkankrieg veröffentlichte die soz.-dem. Partei — nachdem sie auch schon während des ersten Balkankrieges eine lebhafte Tätigkeit gegen eine Beteiligung ihres Landes am Kriege entfaltet hatte (Manifest vom 30. IX. 1912, Demonstrationsmeetings in Bukarest vom 14. X. und 18. XI. 1912 sowie Versammlungen in anderen Städten, Manifest vom XII. 1912, Demonstrationsversammlungen vom 2., 16., 20. VI. 1913) [2]) — das nachfolgende Manifest:

Nr. 201 [3]).

A bas la guerre! Vive la paix!

Citoyens! La folie belliqueuse a atteint nos classes gouvernantes. L'ordre de mobilisation est signé et lorsque ces lignes seront portées à la connaissance du public, notre armée sera concentrée à la frontière bulgare et les contingents de milice, arrachés à leur besogne féconde, seront entraînés aussi vers la guerre meurtrière.

Quand nous pensons au malheur que notre oligarchie inconsciente, aveugle, sans scrupule, va déchaîner demain sur le peuple et le pays, nous sommes saisis d'horreur et nous ne trouvons pas de mots assez forts pour stigmatiser ce crime qui fera périr des milliers d'hommes et qui fera reculer de dizaines d'années la civilisation et le progrès.

Pourquoi la guerre et contre qui?

---

1) Romînia muncitoare (Das arbeitende Rumänien). Organul partidului socialdemocrat şi al uniunei sindicale din Romînia. Bucarest. 3mal wöchentl. — Seit. 11. (24.) IX. 1914 u. d. T. Lupta Tageblatt.

2) Bulletin périodique du B.S.I. XI, 76/78, 81/84. 3) Ebenda, 79/80.

Avons-nous dans la péninsule balkanique des intérêts politiques et sociaux dont dépendrait notre existence et au sujet desquels nous serions en désaccord avec les peuples qui sont engagés dans la guerre? Y a-t-il un territoire à revendiquer qui soit une condition de vie pour le peuple roumain? Avons-nous là des frères souffrant de l'esclavage et qui doivent être délivrés par la guerre que nous voulons entreprendre? Il n'existe pas un de ces motifs sérieux qui pourraient justifier, en partie au moins, une guerre, et pas même l'ombre d'un intérêt vital. Nos classes dominantes ne furent même pas capables de démontrer le droit de revendiquer le «Quadrilatère» [1]. *Le «Quadrilataire» n'est pas pour nous une condition de vie, d'existence, et sa possession ne pourra nous apporter que la menace, l'hostilité, la haine continue des Bulgares et faire échec au principe sacré du «droit de nationalité», principe au nom duquel nous aurions à revendiquer des territoires et des droits pour les contrées peuplées vraiment par des Roumains.*

La Question des Roumains de Macédoine.

Par l'hostilité et la haine que nous déchaînerons, en commençant la guerre, nous aggraverons, au contraire, encore le sort des Roumains de Macédoine, que nous ne pouvons espérer voir incorporés à la Roumanie, tandis que par une politique pacifiste et neutre, basée sur le principe des libertés ethniques des peuples, nous pourrions leur assurer une vie culturelle autonome, là où ils sont jetés par le hasard au milieu des peuples des Balkans.

Le Péril bulgare.

On nous parle beaucoup du péril d'une «grande Bulgarie». — Dans quelle mesure pourrions-nous empêcher l'agrandissement de la Bulgarie? Même si, par la guerre que nous irions commencer, nous réussissions à empêcher la Bulgarie d'accaparer toutes les régions qu'elle revendique; ou si la Bulgarie s'emparait seulement des trois quarts ou de la moitié de la Macédoine, qu'elle revendique entièrement, nous ne l'aurions point encore empêchée de sortir agrandie par la guerre balkanique. Seulement, au lieu d'avoir à côté de nous une Bulgarie grande, mais calme, sans haine contre nous, et peut-être alliée à nous dans un moment critique, nous aurions toujours une Bulgarie grande, mais ennemie, prête à s'élancer sur nous à la première occasion, une Bulgarie qui guetterait le moment de s'opposer à son tour à nos intérêts et à nos aspirations nationales.

Comment il faut lutter contre le «péril» bulgare.

L'oligarchie roumaine menace, avec le péril bulgare, un peuple qu'elle sait opprimé et exclu de la vie publique où il vit. Mais pour un peuple libre, pour un peuple qui vivrait dans un pays démocratique, où il jouirait de toutes les libertés politiques et civiles, pour un peuple sur lequel ne pèserait pas le joug d'une oligarchie avide, pour pareil peuple il n'est aucune puissance pouvant le détruire. Il trouvera toujours assez d'énergie pour

---

1) Das dann im Bukarester Frieden vom 10. VIII. 1913 Bulgarien abgenommene Gebiet von 7600 km mit rund 1/4 Mill. Einwohner.

défendre son existence et pour lui le péril d'une grande Bulgarie n'existe pas. — Non! La menace agitée d'un péril bulgare, sert à l'orgueilleuse, incapable et ignominieuse oligarchie roumaine pour remplacer les motifs sérieux qui lui manquent.

Ignorante, incapable de faire une politique nette, intelligente, dictée par les intérêts du pays, l'oligarchie roumaine se jette aujourd'hui dans les bras de la Russie, — comme hier dans les bras de l'Autriche, — traînant après elle le pays vers le malheur d'une guerre, avec la même inconscience avec laquelle on jette une somme d'argent sur une carte à jouer ou à la roulette de Monte-Carlo. — Aveuglée ou hypocrite, la presse oligarchique roumaine s'émerveille de «l'entrain belliqueux de l'opinion publique» et du «patriotisme ressuscité» du peuple roumain. En réalité, ce n'est que l'enthousiasme d'une infime minorité d'hommes sans convictions, sans connaissance approfondie des choses, sans volonté ferme, circonvenue par la phraséologie de la «presse de revolver», hypnotisée par des phrases ampoulées et vaines, surexcitée par un péril imaginaire. Mais, à côté de cette minorité nerveuse, excitée, ignorante et aveugle, se trouve tout un peuple qui est loin même de soupçonner ce qu'on lui prépare, se trouvent les travailleurs des villes et des campagnes qui, exploités physiquement et moralement, ignorent le but, l'importance ou la possibilité même d'une guerre.

Comment voulez-vous enthousiasmer pour pareille guerre ce peuple qui n'a rien à gagner pour lui-même sur l'autre rive du Danube? — Non, la guerre dans laquelle il va être entrainé, est un non-sens, une monstruosité, un malheur, un crime. — Au lieu de se révolter contre les calamités déchaînées par la guerre fratricide des alliés sur leurs peuples, notre oligarchie est prête à nous exposer aveuglément aux mêmes calamités, aux mêmes désastres.

Malheureusement, la presse qui revendiquait jusqu'à ce jour le nom de «démocratique» a passé tout à fait du côté de l'oligarchie roumaine, ignorante et odieuse, qui nous mène tous au malheur. Le peuple ne peut plus compter sur cette presse. C'est seulement sur nous, seulement sur le Parti s.-d., qui conserve toute sa clairvoyance et ses principes, qu'il peut compter, car il est seul à se lever contre le péril et à inviter le peuple clairvoyant à s'y opposer. — A côté de nous, les s.-d., doivent se ranger toutes les énergies honnêtes, démocratiques et courageuses, tous ceux qui aiment vraiment et consciemment le pays. Tant qu'il est encore temps, il faut nous soulever comme un mur en face du malheur qu'on nous prépare et qui approche à pas gigantesques. — Au nom de l'humanité et de la paix; Au nom de la civilisation et du progrès menacés par cette nouvelle conflagration; Au nom des vrais et réels intérêts du peuple roumain; Au nom des milliers de jeunes gens qui seront sacrifiés, des mères, des épouses et des enfants qui resteront sans soutien; Le Parti Socialdémocrate se dresse de toute son énergie contre l'infamie que l'oligarchie est prête à accomplir.

Pour nous il n'existe qu'une seule guerre justifiée, c'est celle consistant à défendre notre intégrité territoriale. — Mais une guerre de conquête, une

guerre pour des intérêts étrangers au peuple et à notre existence comme nation, est un crime, est une infamie contre laquelle le Parti Socialdémocrate et le prolétariat des villes et des campagnes protestent de toute leur force en stigmatisant l'oligarchie inconsciente et odieuse qui veut la déchaîner.

A bas la guerre infâme et criminelle! Nous voulons la paix! Nous voulons un pays libre et démocratique, qui saurait maintenir assez haut sa dignité, son intégrité et poursuivre sa marche vers le progrès! Vive la paix!

Le Comité Exécutif du Parti Soc.-Dem. de Roumanie.

Bucarest, 30 juin/13 juillet 1913.

---

§ 2. Unmittelbar vor und nach Ausbruch des Weltkrieges.

Am 31. VII. und 1. VIII. fanden in Bukarest Demonstrationsversammlungen gegen den Krieg sowie die mannigfachen Treibereien in der Presse zu gunsten eines Anschlusses sei es an Österreich-Ungarn, sei es an Rußland, sowie für die Neutralität statt [1]). Am 4. VIII. erschien sodann nachfolgendes Parteimanifest.

Nr. 202 [2]) [3]).

Partidul socialdemocrat și razboiul. Catre toți Salariații, catre intreg poporul Romin.

Cetățeni, Balcanii nu s-au recules încă depe urma celor doă războaie, sîngele sutelor de mii de oameni măcelăriți se exală încă depe cîmpurile de bătaie, gemătul înăduşit al deznădejdei se desprinde încă tînguitor din tîr-

---

1) Romînia muncitoare 22. VII. (4. VIII.) 1914. 2) Ebenda.

3) Die soz.dem. Partei und der Krieg. — An alle Lohnarbeiter, an das gesamte rumänische Volk. Bürger! Der Balkan hat sich noch nicht von den Folgen der beiden Kriege erholt, das Blut von hunderttausenden niedergemetzelter Menschen dampft noch auf den Schlachtfeldern, noch erschallt trostlos und herzzerreißend das Gestöhne aus den verwüsteten und entvölkerten Städten, aus zerstörten Dörfern, aus der Mitte verarmter und arbeitsloser Menschenmassen, noch durchziehen Witwen und Waisen Stadt und Land auf der Suche nach Obdach und Linderung ihrer unheilbaren Wunden — da entfesseln der österreichische Imperialismus und der serbische Chauvinismus einen neuen Krieg, während der kapitalistische Imperialismus Europas den Erdteil mit einer noch nie erlebten Katastrophe bedroht.

Wir erheben uns entschieden gegen die verbrecherischen Treibereien des panserbischen Nationalismus, der durch seine Politik der Verhetzung, der Provokation, des Mordes und der Eroberung dem österreichischen Militarismus den Vorwand für die Mobilisierung und die Kriegserklärung geliefert hat.

gurile ruinate şi despopulate, din satele pustiite, din mijlocul turmelor de oameni săraciţi şi fără lucru; văduvele şi orfanii cutreieră încă satele şi oraşele căutînd adăpost şi tămăduirea rănilor nevindecabile; — şi iată că acum imperializmul austriac şi şovinizmul sîrbesc au dezlănţuit un nou război, iar imperializmul capitalist european ameninţă să prăvălească asupra Europei cea mai mare catastrofă ce s-a văzut vreodată pe pămînt.

Gleich entschieden aber protestieren wir auch gegen die außerordentlichen und brutalen Ansprüche der österr.-ung. Regierung, die einzig in der Welt dastehen, und die wegen der Ermordung des Thronfolgers die Vernichtung der Unabhängigkeit Serbiens und tausende von Menschenopfern bezwecken. Allein der öst.-serb. Konflikt und Krieg enthielten im Keim die Ursachen eines Weltkonflikts und internationalen Krieges. — Angesichts der öst.-russischen Intriguen und Konkurrenz auf dem Balkan, angesichts des jahrhunderte langen Kampfes der beiden großen Nachbarmächte um die Hegemonie auf der Balkanhalbinsel und deren wirtschaftliche und politische Beherrschung, war eine Lokalisierung des österreichisch-serbischen Krieges unmöglich. Rußland mußte diese Gelegenheit benützen und durch ihr Eingreifen die Ruhe ebensowohl des Balkans wie ganz Europas stören. Seit Langem strebt die russische Reaktion diesem Ziele zu wie zugleich dem andern einer Eindämmung der demokratischen Strömung in Europa. — Ebensowenig mochte der kriegerische und drohende Imperialismus Deutschlands zurückbleiben. Er seinerseits hat das Übrige bewirkt: die Bewaffnung ganz Europas und die Gefahr eines allgemeinen Krieges.

So hat die Anarchie, die das Wesen der modernen Gesellschaft ausmacht — die wilde Konkurrenz der kapitalistischen Gruppen in jedem Lande, das Ansichreißen von Kolonien unter Ausschluß der anderen, die Intriguen und Gewalttaten des Imperialismus, die Beutepolitik der Einen und die Prestigepolitik der anderen, die seit einem Jahrzehnt in ganz Europa eine Spannung erzeugte, einen „bewaffneten Frieden", der immer mehr und immer häufiger in den Kriegszustand sich zu verwandeln drohte, sowie ein labiles Gleichgewicht, das durch die geringste Bewegung durch einen unglücklichen Schritt irgend einer der Großmächte schwinden mußte — nunmehr unheilvolle Früchte gezeitigt. Sie erweist nun vor der ganzen Welt das kapitalistische System als ausbeuterisch, als die Arbeiterklasse knechtend, als Streben nach ungerechter und räuberischer Herrschaft, als stete Gefährdung der gesamten Gesellschaft, als Verschwendung ihres Reichtums, als Hinschlachtung der Völker, als Ruin der Zivilisation und als Rückkehr zur Barbarei.

Die rum. soz.-dem. Partei als Repräsentant der Arbeiterklasse und des Proletariats Rum.s erhebt sich, solidarisch mit allen sozialistischen Parteien der Welt, gegen diese kriegerischen Hetzereien und erklärt absolut an dem Friedensgedanken festzuhalten: im Interesse gleichermaßen des rumänischen Volkes wie der gesamten Menschheit.

Nieder mit dem Kriege!

Ne ridicăm cu putere împotriva uneltirilor criminale şi fatale ale naţionalizmului pansîrb, care prin politica lui de aţîţare, de provocare, de omor şi de cucerire a prilejit militarizmului austro-ungar mobilizarea şi declaraţia de război. Dar cu aceeaş putere protestăm şi împotriva pretenţiunilor ex-

---

Bürger! Heute ist ganz Europa unter Waffen. Die europäische Reaktion, deren Hort das Rußland des Zarismus und der Knute ist, hat die Hand ans Schwert gelegt. Sie zieht nicht nur gegen einen imaginären Feind, gegen unschuldige Völker, zu Felde, sondern auch gegen die breite demokratische und sozialistische Strömung, die seit einigen Jahren immer heftiger, volkstümlicher, den Unterdrückten und nach einem besseren Dasein Lechzenden immer willkommener wird und die die Reaktion und den übermütigen und wilden Militarismus für immer zu beseitigen sich anschickt. Um so heftigeren Widerstand aller demokratischen und volkstümlichen Kräfte muß der von den Zentralmächten Europas, in denen die Reaktion am mächtigsten ist — Österreich, Deutschland und Rußland — entfesselte Krieg herausfordern. Nicht wir Sozialisten allein, mit uns müssen alle, rechtlich und demokratisch Gesinnten in den Ruf einstimmen: Nieder mit dem Kriege!

Aber wir, Bürger, haben noch im Hinblick auf unser Land besondere Gründe, für den Frieden einzutreten.

Wie ist die Lage Rum.s hier im Orient?

Im Norden von der öst.-russ. Zange aus Feuer und Eisen umfaßt, die während unserer ganzen Existenz als unabhängiges Volk uns eingeengt und uns den Athem geraubt hat, winkt Rumänien das Loos, eines Tages unter die Krallen eines dieser Kolosse zu geraten, wenn es eine aggressive, chauvinistische, herausfordernde und Eroberungspolitik verfolgt. Das Beispiel Serb.s lehrt es. Unsere Politik muß daher auf vollständige Neutralität des Landes gegenüber diesen beiden Großmächten und auf Annäherung und möglichst enge Allianz mit den kleinen Balkanvölkern gerichtet sein, deren Lage und Interessen mit den unseren gleich sind. Nun erweist es sich, wie verfehlt und dem Lande schädlich die Politik der Oligarchie in den letzten Jahren war, vor allem die unglückselige Balkan-Intervention von 1913, die uns von denen entfernt und mit denen verfeindet hat, mit denen wir uns zur Balkan-Federation vereinigen und gemeinsam gegen die öst.-russ. Gefahr verteidigen sollten. Wäre an der Gründung dieses Bundes gearbeitet worden, so wäre es vielleicht nicht zu den gegenwärtigen schweren Ereignissen gekommen und hätte jedenfalls Serb. seine Unabhängigkeit nicht bedroht gesehen, noch wären wir isoliert und genötigt, wie Schiffbrüchige nach dem moskowitischen oder österreichisch-ungarischen Rettungsseil zu greifen, um nicht zu ertrinken.

So machen wir denn, so lange es noch geht, den Fehler der Vergangenheit wieder gut! Tun wir alles, um ihn gutzumachen! Bewahren wir mitten im Sturm des Wahnsinns, der allüberall die Ausbeuterklasse fortreißt, kaltes Blut und sehen wir zum Rechten. Keine größere Torheit und kein größeres Verbrechen, als die Beteiligung Rum.s am Kriege. Sie hätte seine Zerschmetterung zur Folge, vielleicht auch den

traordinare şi brutale ale guvernului austro-ungar, unice în istoria lumei, şi care, pentru asasinarea moştenitorului tronului, vrea să răpească independenţa Serbiei şi cere mii şi mii de jertfe omeneşti.

Dar conflictul şi războiul austro-sîrb cuprindeau în germen cauzele unui conflict şi război internaţional. — Din cauza intrigilor şi concurenţei austro-ruse în Balcani, din cauza luptei seculare dintre cele doă mari împărăţii vecine pentru heghemonia în Peninsula Balcanică, pentru dominarea ei economică şi politică, războiul austro-sîrb nu se putea localiza. Rusia trebuia

---

Verlust seiner Unabhängigkeit und sicherlich würde es das Abenteuer neuerdings mit der Abtrennung einer Bukowina oder eines Bessarabiens zu bezahlen haben. Das rum. Volk bedarf aber der Sammlung und des Aufstieges im Frieden. Die Milliarden, die der Krieg kostete, die Zehntausende Unschuldiger, die auf den Schlachtfeldern hingerafft würden, der Nationalreichtum, der in wenigen Augenblicken in Rauch aufginge, sollen zur ökonomischen, sittlichen und geistigen Hebung des Volkes, zur Befreiung von Bauern- und Arbeiterschaft, zur Umwandlung des Landes der Neuhörigkeit, Tyrannei und Gesetzlosigkeit in ein Land der Freiheit, des Wohlstandes, der Gleichheit und der Gerechtigkeit für alle nutzbar gemacht werden. Statt des Kampfes mit anderen und für die Freiheit anderer, gilt es den Kampf gegen die Überlebsel aus der Vergangenheit und die Kräfte der inneren Reaktion, sowie die Eroberung unserer eigenen Freiheit und Wohlfahrt. Deshalb fordern wir: Rum. solle im gegenwärtigen Konflikt absolute Neutralität bewahren. — Diese wäre um so leichter festzuhalten, zu verteidigen und von anderen geachtet, wenn unser Militär-Programm verwirklicht wäre, das die Volksbewaffnung fordert. Diese hätte dem Lande, wohl nicht für den Krieg, aber zur Inkraftsetzung der Neutralität, zur Verteidigung des Territoriums und des Friedens 1 700 000 Bajonette, 1 700 000 freie, selbstbewußte und demokratische Bürger zur Verfügung gestellt.

Bürger! Arbeiter! In dieser großen und tragischen Stunde, während von jenseits des Eisernen Tores Kanonendonner, Tod und Jammer verbreitend, ertönt, gereicht es uns zu größtem Trost, daß wir unter der Fahne des Friedens und der Zivilisation kämpfen und daß mit uns sämtliche Parteien aller Länder vom gleichen Friedenswillen erfüllt, nach Kräften für die Hintanhaltung des Gemetzels und der Sicherung des Friedens eintreten.

Der Sozialismus, die edelste Bewegung, die je die Menschheit gekannt, verficht heute allein die Lebensinteressen der Völker und der Gesamtkultur, und sein genialer Repräsentant ist in tapferer Verteidigung des sozialistischen und Friedensgedankens der Kugel des Mörders erlegen.

Wir entsenden den Proletariern aller Länder den Gruß internationaler Brüderlichkeit, wir erklären uns auf Tod und Leben mit ihnen in ihren Bemühungen um die Erhaltung des Friedens unter der Fahne des Sozialismus solidarisch und wir rufen aus voller Brust: Nieder mit dem Krieg! Wir wollen Neutralität! Es lebe der Friede!

Das Exekutiv-Komitee.

să profite de acest prilej și, prin intervenția ei, să tulbure liniștea nu numai a Balcanilor, dar a întregii Europe. Reacțiunea rusească urmărește de mult ținta aceasta, care are și scopul de a înăbuși curentul democratic european. — Imperializmul războinic și amenințător al Germaniei nu putea nici el sta liniștit. — Iar aceasta a adus restul: înarmarea întregii Europe și primejdia unui război general.

Astfel anarhia fundamentală a regimului social modern, concurența sălbatecă dintre grupele capitaliste ale fiecărei țări, întrecerea în acaparare a coloniilor, intrigile și violentele imperializmului, politica de pradă a unora, politica de mîndrie și de prestigiu a altora, care a creat de zece ani în toată Europa o încordare permanentă, o „pace armată" care amenința tot mai mult și tot mai des să se prefacă întro stare de război, un echilibru nestabil gata să se năruie la cea dintîi mișcare, la cel dintîi pas nenorocit al vreuneia din marile puteri, — astfel, zicem, anarhia aceasta fundamentală și-a dat azi roadele funeste. Ea se arată azi în fața lumei întregi ca întregul regim capitalist, nunumai ca un regim de exploatare, de robire a clasei muncitoare, de dominare nedreaptă și prădalnică ci și ca un regim de primejduire permanentă a societății întregi, de risipire a avutului ei, de măcelărire a popoarelor, de ruinare a civilizației, de întoarcere spre barbarie.

Partidul socialdemocrat din Romînia, reprezentant al clasei muncitoare, al proletariatului romîn, solidar cu toate Partidele socialiste din lume, se ridică împotriva acestor uneltitori de războaie, se declară neseparat de ideea de pace, singura binefăcătoare atît poporului romîn cît și omenirei întregi.

Jos războiul!

Cetățeni, Astăzi Europa întreagă este sub arme. Reacțiunea europeană, al cărei cuib este Rusia țarizmului și cnutului, a pus mîna pe sabie. Ea pornește nu numai contra unui dușman imaginar popoarele nevinovate—ci și împotriva largului curent democratic și socialist, care de cîțiva ani devine tot mai impetuos, mai popular, mai îmbrățișat de cei asupriți și insetați de o viață mai bună, și care amenință să surpe pentru todeauna reacționarizmul și militarizmul apărător și sălbatic.

Cu atît mai mult războiul pus la cale de puterile centrale ale Europei, în cari reacțiunea este mai puternică—Austria, Germania și Rusia—trebuie să ridice toate forțele democratice și populare împotriva lui.

Nu numai noi socialiștii, dar toată lumea drept și democratic cugetătoare, trebuie să strige împreună cu noi:

Jos războiul!

Dar, cetățeni, noi avem și motive speciale țării noastre, cari ne îndeamnă să fim pentru pace.

Care este situațiunea Romîniei aci în Orient?

Prinsă la nord în cleștele de fier și de foc austro-rus, care în tot lungul existenței noastre de popor neatîrnat ni-a strîns, ni-a istovit, și ni-a ciopîrțit, Romînia este sortită să cadă întro zi în ghiarele unuia din acești doi coloși, dacă va duce o politică de agresiune, de șovinizm, de provocare

și de cucerire. Exemplu Serbiei este hotărîtor. Politica noastră trebue să tindă spre o neutralizare complectă a țării față de aceste doă mari puteri și o apropriere, o alianță cît mai strînsă cu micile popoare balcanice, de cari ne leagă aceeaș situațiune și aceleași interese.

Aci se vede cît de greșită și compromițătoare pentru țară a fost politica din ultimii ani ai oligarhiei noastre, nenorocita intervenție din 1913 in Balcani, care ni-a depărtat și ni-a înduș mănit cu aceia cu cari trebuie să constituim Confederația balcanică, să mergem și să ne apărăm împreună împotriva primejdiei austro-ruse. Dacă lucrau la intemeierea acestei confederațiuni, nici gravele evenimente actuale poate că nu s-ar fi produs și, înorce caz, nici Serbia nu și ar fi văzut independența amenințată, nici noi nu ni-am fi găsit singuri, și nevoiți să ne apucăm, ca niște naufragiați, spre a nu neîneca, de pulpana moscovită sau austroungară.

Să reparăm, cît mai e timp, greșala din trecut. Să facem totul spre a o repara.

Iar în mijlocul vîntului de nebunie ce cuprinde clasele asupritoare ale tuturor țărilor, să nepăstrăm sîngele rece și să ne vedem de nevoi.

N-ar fi nebunie și crimă mai mare decît aceea ca Romînia să intre în război.

Ea ar eși zdrobită. Poate că însăș independența ei ar fi pierdută. Și desigur că va plăti aventura cu vre o noă Basarabie sau Bucovină.

Poporul romîn are nevoie să se reculeagă și să se înalțe în pace. Miliardele ce s-ar irosi în război, zecile de mii de nevinovați ce ar cădea ciopîrțiți pe cîmpul de bătaie, avuția națională ce s-ar nimici în cîteva clipe, trebuesc folosite pentru ridicarea economica, morală, intelectuală a poporului, pentru liberarea țărănimei și muncitorimei, pentru prefacerea țărei de neoiobăgie, tiranie și fărădelege întro țară de libertate, de bunăstare, de egalitate și de dreptate pentru toți.

Inainte de a ne război cu alții și pentru liberarea altora, să nerăzboim cu rămășițile trecutului, cu forțele reacționare dinlăuntru și să cucerim propria noastră libertate și bunăstare.

Iată de ce cerem ca Romînia să păstreze în actualul conflict o neutralitate desăvîrșită.

Neutralitatea aceasta ar fi fost și mai ușor de realizat, de apărat și de impus, asigurînd și mai bine pacea pentru poporul romîn, dacă s-ar fi realizat punctul din programul nostru privitor la armata, care, cerînd înarmarea poporului, ar fi pus la dispoziția țărei, pentru înfăptuirea acestei neutralități, pentru apărarea teritoriului și a păcii — nu pentru război — un milion și șapte sute de mii de baionete, un milion șapte sute de mii de cetățeni liberi, conștienți și democrați.

Cetățeni! Muncitori! In ceasurile acestea mari și tragice, cînd dincolo de Porțile de Fier bubuie tunul, împrăștiind jalea și omorul, este o mîngîere fără pereche pentru noi de a ne gîndi că luptăm sub un steag care reprezintă pacea și civilizația și că în acelaș timp cu noi, toate partidele socia-

liste, din toate țările, îș afirmă acelaș voință pacifică și luptă din răsputeri pentru înlăturarea măcelului, pentru asigurarea păcii.

Socializmul apare azi singurul reprezentant al interesului de viață și civilizație a popoarelor și omenirei, cea mai nobilă și generoasă mișcare din cîte au fost pe lume, al cărui uriaș și genial reprezentant, Jean Jaurès, a căzut pătruns de gloanțe în timpul luptei pentru apărarea ideei socialiste și a păcei.

Trimițînd un salut de infrățire internațională proletarilor din toate țările și declarîndu-ne solidari cu dînșii, în sforțările lor pentru pace, sub pavăza socializmului, atît în viață cît și în moarte, strigăm din toate puterile noastre:

Jos războiul! Vrem neutralitatea! Trăiască paceă!

Comitetul executiv
Dr. Ecaterina Arbore, M. Gh. Bujor, Al. Constantinescu, Gh. Cristescu, D. Marinescu.

Am 9. VIII. geißelte das soz.-dem. Blatt in einem Artikel „Minciuni patriotice“ (Patriotische Lügen) die von den europäischen Regierungen durch ihre Telegraphenbureaus verbreiteten falschen Nachrichten über die Haltung der Sozialisten zum Kriege und fahrt dann fort:

Nr. 203 a [1]) [2]).

Pe ziua de eri s'a spus enorma minciună că deputatul socialist Haase ar fi declarat in camera germana, după discursul bătăios si războinic al cancelarului, că socialiștii, cu toate principiele lor contra războiului... votează, creditele de 5 miliarde cerute. — Din însuși modul cum e redactată această parte a telegramei se poate vedea, că Haase, care e președintele

1) Romînia muncitoare, 27. VII. (9. VIII.) 1914.

2) Gestern wurde die enorme Lüge mitgeteilt: der soz. Abgeordnete HAASE habe nach der Kriegsrede des Kanzlers im deutschen Reichstag erklärt, daß die Sozialisten trotz ihrer prinzipiellen Stellung zum Kriege ... den 5 Milliardenkredit bewilligen. Schon die Fassung dieses Teils des Telegramms zeigt, daß HAASE, der Nachfolger Bebels im Präsidium der soz. Reichstagsfraktion der 110, gerade das Gegenteil gesagt und daß die Zensur den Bericht nach dem Bedürfnis der Regierung zugestutzt hat. Zu noch sichererem Beweise und um zu zeigen, daß ein HAASE — und ebensowenig irgend ein anderer Soz.-Dem. — so sprechen konnte, reproduzieren wir nach der Humanité seine Rede als Vertreter des soz. Deutschlands auf dem internationalen Meeting zu Brüssel, wo er mit lautem Beifall empfangen worden war.

grupului parlamentar al celor 110 deputați socialdemocrați, in locul lui Bebel, a spus tocmai contrarul, și că cenzură a fabricat o relație după cum convine guvernului. Dară pentru mai multă convingere, și spre a dovedi că un Haase nu putea vorbi astfel — nici el și niciun alt socialdemocrat — redăm după L'Humanité ce a spus el la Bruxelles, la mitingul internațional, unde a fost primit cu lungi aclamațiuni, si unde reprezinta Germania socialistă.

[Folgt HAASES Rede; vgl. Nr. 62.]

* * *

Wenige Tage darauf widersprach das Blatt neuerdings einem Bericht des Bukarester Blattes Adevărul über die Abstimmung der deutschen Soz.-Dem. vom 4. VIII., der sich seinerseits auf den Artikel der Wiener Arbeiter-Zeitung: „Der Tag der deutschen Nation" (vgl. Nr. 73) stützte. Zu dieser Zitierung durch Adevărul heißt es:

Nr. 203 b [1]) [2]).

Fragmentul este de un militarizm stupid, de o lăudoroșie goțoasă la adresa „onoarei naționale germane" pe care niciun socialdemocrat nu l'ar fi putut scrie vreodatu. — Cît despre ziarul Wiener Arbeiter-Zeitung (?), dacă esistă, el trebue să fie scos acum de oficialitatea austriacă, spre a respandi minciunile guvernului cu privire la socialiști. — E regretabil că „Adevărul" se pretează acestui joc.

* * *

Auch in den Nr. vom 3./16. und 7./20. VIII. 1914 ist das Blatt, unter Berufung auf Mitteilungen russischer und englischer Blätter über revolutionäre Ausbrüche in Deutschland sowie die Erschießung K. LIEBKNECHTS und ROSA LUXEMBURGS, bemüht, die Unmöglichkeit einer Zustimmung der deutschen Soz.-Dem. zu den Kriegskrediten zu erweisen. Und erst im letzten Augustviertel veröffentlicht es den Wortlaut der Erklärung HAASES mit dem Bemerken: es werde demnächst „einige Betrachtungen und Kommentare folgen lassen" [3]).

---

1) Romînia muncitoare, 31. VII. (13. VIII.) 1914.

2) Das zit. Fragment zeugt von so stupidem Militarismus und ist von solcher Lobhudelei an die Adresse der „nationalen deutschen Ehre" erfüllt, daß kein Soz.-Dem. es je hätte schreiben können. — Was aber die „Arb.-Ztg." betrifft, so muß sie, wenn sie noch existiert, ins Lager der österr. Offiziösen übergegangen sein, um die Regierungslügen über die Sozialisten zu verbreiten. — Es ist zu bedauern, daß sich Adevărul zu diesem Spiel hergibt.

3) Romînia muncitoare, 10. (23.) VIII. 1914.

Am 6. VIII. 1914 hatte ein Kronrat stattgefunden, in dem (mit allen gegen die Stimme des ehemaligen Ministerpräsidenten PETRU CARP, der die Teilnahme am Kriege an der Seite der Zentralmächte befürwortete) beschlossen worden war: Rum. habe „die notwendigen Maßregeln zur Bewachung seiner Grenzen zu ergreifen“ [1]). Im Hinblick auf diese nicht ganz klare Haltung und deren Rückwirkungen auf das Land wurde auf den 10. (23.) VIII. 1914 ein außerordentlicher Parteitag — mit der Tagesordnung: I. Der europäische Krieg und der rum. Sozialismus; II. Die Neutralität; III. Die Arbeitslosigkeit — nach Bukarest einberufen [2]). Derselbe beschloß nachstehende

Nr. 204.

Resoluțiune [3]) [4]).

In privința neutralității și socializmului față de războiul european.

Congresul extraordinar al Partidului Socialdemocrat și al Sindicatelor Unite din România, dela 10 august 1914:

1. Considerând că războiul general, prevăzut și denunțat de Socialdemocrația internațională, în neîncetata sa propagandă antimilitaristă, este rezultatul inevitabil nu numai al intereselor dinastice, al castelor militare biurocratice și feudale, a fabricanților de armamente, a presei care

---

1) Ebenda 7. (20.) VIII. 1914. 2) Ebenda 7. (20.) 1914.

3) Ebenda 12. (25.) VIII. 1914. 4) Der außerordentliche Kongreß.

1. In Erwägung, daß der von der internationalen Soz.-Dem. in ihrer steten antimilitaristischen Propaganda vorhergesehene und angekündigte allgemeine Krieg das unvermeidliche Ergebnis nicht bloß der dynastischen Interessen, der militärischen, bürokratischen und feudalen Kasten, der Waffenfabrikanten, der hetzerischen Presse, sondern auch das letze Mittel ist, das den Kapitalismus durch Eroberung neuer Territorien und Absatzgebiete aus den ökonomischen und sozialen Krisen retten soll, die der kapitalistischen Produktionsweise und insbesondere der Überproduktion von Waaren, Kapitalien und Menschenmassen anhaften;

Erklärt in Übereinstimmung mit den soz. Parteien aller Länder, daß die Menschheit nur durch Beseitigung der kapitalistischen Gesellschaft und deren Ersetzung durch eine sozialistische, vor den Katastrophen gerettet werden kann, die sie entehren, ruinieren und in Trauer stürzen.

2. Der Kongreß lädt die Arbeiterklasse Rum.s ein, in diesem tragischen Augenblick möglichst starken Zusammenschlusses eingedenk zu sein, im Hinblick auf die Höchstanstrengung, die ihrer harrt, um den vom Kapitalismus entfesselten Krieg zu ihrer eigenen Kräftigung zu benützen, und durch

speculează toate patimile și este mijlocul suprem prin care capitalizmul caută să scape din crizele economice și sociale inerente producțiunei capitaliste și mai ales supraproducția de mărfuri, capitaluri și populație, prin cucerire de noui teritorii și debușeuri;

Declară, în unire cu partidele socialiste din toate țările, că numai prin desființarea societății capitaliste și înlocuirea ei printr'o societate socialistă, omenirea va fi ferită de aceste catastrofe, care o dezonorează, o ruinează și învăluie în jale;

2. Congresul invită clasa muncitoare din România, să se gândească în aceste momente tragice la organizarea ei cât mai puternică, în vederea sforțărei supreme pe care va trebui s-o facă, profitând de războiul deslăn-

---

entschiedenste Fortsetzung des Kampfes für das allgemeine Wahlrecht und die vollständige Enteignung ihre endgültige Befreiung vorzubereiten.

3. In Erwägung, daß die Bourgeoisiepresse durch ihre Verläumdungen gegen die Sozialisten in den kriegführenden Ländern, den revolutionären Fortschritt des rumänischen Proletariats aufzuhalten gedenkt, brandmarkt der Kongreß die Haltung dieser Presse und erklärt sich neuerdings mit den Sozialisten aller Länder solidarisch, die ihre Pflicht getan haben und sie bis zum Ende tun werden.

4. Der Kongreß stellt fest, daß in dem gegenwärtigen allgemeinen Zusammenstoß die kleinen Staaten im Westen und Osten Europas bedroht erscheinen, den kriegführenden Großmächten für deren Opfer an Menschen und Geld als Kompensationsobjekte zu dienen, und klagt neuerlich vor der Arbeiterklasse und der öffentlichen Meinung des Landes die verbrecherische Politik unserer Oligarchie an, die es nicht verstanden hat, die uns durch die Ereignisse des Vorjahres zugefallene moralische Hegemonie anders auszunutzen, als um die Schwierigkeiten der Balkanvölker zu vergrößern und im Süden unseres Landes einen neuen Feind zu schaffen.

5. Der Kongreß verwahrt sich gegen jegliches kriegerische Abenteuer und erklärt als einzig mit den Lebensinteressen des Landes verträgliche Politik, die aufrichtige und endgültige Neutralität, für deren Aufrechthaltung die rum. Arbeiterklasse selbst um den Preis ihres Blutes kämpfen wird, indem sie die territoriale Integrität gegen jeglichen Vergewaltigungsversuch verteidigen wird.

6. In Erwägung, daß wir aus eigener Kraft einem Einfall russ. oder öst. Heere nicht genügend erfolgreich zu widerstehen vermöchten, proklamiert der Kongreß die sofortige Verständigung aller Balkanvölker als gebieterische Notwendigkeit. Hierzu ist die radikale Revision des Bukarester Vertrages erforderlich sowie der Abschluß eines Balkanbundes auf der Grundlage der Billigkeit und der Achtung des Nationalitätenprinzips, wobei es dann Aufgabe des Proletariats sein wird, diese Allianz durch seine Anstrengungen in eine föderative Balkanrepublik umzugestalten.

Nieder mit dem Krieg! Es lebe die föderative Balkanrepublik! Es lebe die soziale Revolution.

ţuit de capitalizm pentru întărirea lui, să împingă mai departe lupta pentru Votul Universal şi exproprierea totală, pregătind astfel dezrobirea definitivă;

3. Considerând că, calomniind socialiştii din ţările în război, presa burgheză urmăreşte scopul de a înfrînge avîntul revoluţionar al proletariatului român, congresul înfierează atitudinea acestei prese, şi încăodată se declară solidară cu socialiştii din toate ţările cari şi-au făcut şi-şi vor face datoria până la capăt;

4. Constatând că în actuala învălmăşeală generală, statele mici din apusul şi orientul Europei sînt ameniţate de a servi drept compensaţii pentru sacrificiile de oameni şi bani pe cari le fac marile State beligerante, Congresul denunţă încă odată în faţa clasei muncitoare şi a opiniei publice din ţară, politica criminală a oligarhiei noastre, care n-a ştiut să se servească de eghemonia morală pe care au dat-o evenimentele din anul trecut, de cît să mărească învrăjbirile popoarelor balcanice şi să creieze la graniţa sudică a ţărei noastre încă un duşman;

5. Congresul se ridică împotriva orcăror aventuri războinice şi declară că singura politică compatibilă cu interesele vitale ale ţărei, este neutralitatea sinceră şi definitivă pentru a cărei menţinere muncitorimea română se va lupta chiar cu preţul sîngeluî său, apărînd integritatea teritorială a ţărei împotriva oricărei încercări de violare;

6. Considerînd că prin propriile noastre forţe nu am putea rezista cu destul succes unei eventuale invazii din partea armatelor ruse sau austriace, Congresul proclamă înţelegerea tuturor popoarelor balcanice, ca o necesitate imperioasă şi imediată.

Pentru realizarea acestui scop se impune revizuirea radicală a tratatului dela Bucureşti şi alcătuirea alianţei balcanice pe baze de echitate şi respectarea principiului naţionalităţei, rămănând ca proletariatul, prin sfortările sale, să transforme această alianţă întro republică federală balcanică.

Jos războiul! Trăiască Republica Federativă Balcanică! Trăiască Revoluţia Socială.

Wenige Tage nach dem Kongreß veröffentlichte der leitende Führer der rum. Soz.-Dem. und deren Vertreter im I. S. B., Dr. C. RACOVSKI, einen Artikel:

Nr. 205.

Tactica Socialdemocrată şi războiul[1][2]).

Intre tactica noastră înainte de decretarea mobilizării şi între aceea după mobilizare, şi mai ales după declararea războiului, trebue să facem o deosebire. Trebue să facem iarăşi deosebire între tactica ce trebue să o avem faţă de războiul defensiv şi faţă de cel ofensiv.

---

1) Romînia muncitoare, 14. (27.) VIII. 1914. 2) Die soz.-dem. Taktik und der Krieg.

Este o axiomă repetată de toţi socialiştii, pe care am afirmat-o şi noi singuri, în mai multe rînduri, că socializmul este apărător al independenţei popoarelor şi că socialiştii se vor lupta cu înverşunare împotriva agresorului care calcă neatîrnarea ţării lor.

Es ist wohl zu unterscheiden zwischen unserer Taktik vor und nach der Mobilisierung und vornehmlich nach der Kriegserklärung; desgleichen zwischen der Taktik angesichts eines Defensiv- oder eines Offensivkrieges.

Bei allen Soz. gilt als Axiom, und auch wir haben es mehrmals wiederholt, daß der Soz. die Unabhängigkeit der Völker verteidigt und daß die Soz. den Angreifer, der die Unabhängigkeit des Landes niedertritt, erbittert bekämpfen werden. Solange eine solche Gefahr besteht, d. h. bis zur Beseitigung des kapitalistischen Staates, wird keine soz. Partei dem Vaterland die zu seiner Verteidigung nötigen Mittel verweigern. Und wenn die Soz. die stehenden Heere verwerfen und die Zustimmung zu den Heeresetats verweigern, so, weil sie im Heer nicht bloß ein Mittel zur Verteidigung ihrer Länder erblicken, sondern vielmehr ein fügsames Werkzeug gegen den inneren Feind und zu Außeneroberung. Das Ideal des Soz. besteht, wie man weiß, in der Ersetzung der stehenden Heere durch nationale Milizen — die die geeignetste Heeresform zur Verteidigung des Landes darstellen, weil sie in stärkstem Maße von staatsbürgerlichem Bewußtsein getragen sind.

An dieser Stelle ist jedoch eine Bemerkung erforderlich. Die Einteilung der Kriege in defensive und offensive ist zu größerem Teil theoretischer Natur. Oft war, wer den Krieg erklärte, vielleicht der in Wirklichkeit Angegriffene. So war 1870 im deutsch-französischen Kriege, trotzdem die Kriegserklärung von Frankreich ausging, Deutschland der Angreifer, der bewußt den Krieg provozierte. Im Balkenkrieg von 1912 erklärte formell die Türkei den Krieg, die Angreifer aber waren in Wahrheit die Balkanstaaten mit Bulgarien an der Spitze. Die Kriegserklärung ist etwas so odioses, daß ihre Urheber um der Verringerung ihrer moralischen Verantwortlichkeit willen, die Dinge so zu gestalten pflegen, daß ihre Gegner sich gezwungen sehen, den Krieg zu erklären. Die Frage: wer Angreifer und wer angegriffen ist, ist demnach bloß formaler Art. So auch im gegenwärtigen Weltkrieg, in dem der Mechanismus der Allianzen in Funktion getreten ist.

Abgesehen von dem direkt aggressiven Öst.-Ung. haben alle übrigen Staaten nur kraft vertragsmäßiger Bindung die Kriegsbühne betreten. Rußland ist Serb. zu Hilfe geeilt, indem es seine Heere gegen Öst. sendete und zugleich „Vorsichtsmaßregeln“ gegen Deutschland ergriff, dessen Einmischung als Verbündeten Öst.s es erwartete. Deutschland begann mit Mobilisierungsmaßnahmen gegen Rußland und „Vorsichtsmaßregeln“ gegen Frankreichs Einmischung, die es angesichts dessen Bündnisses mit Rußland ebenfalls erwartete. Schließlich intervenierte England dank seiner Entente mit Frankreich. So wurden sie insgesamt nacheinander in den Wirbel des Krieges gezogen.

Atît timp cît asemenea pericol există, şi el va exista pînă la desfiinţarea statului capitalist, nici un partid socialist din lume n-ar refuza patriei sale mijloacele necesare pentru apărarea ei.

Şi dacă socialiştii se ridică împotriva armatelor permanente, refuzînd să voteze budgetele militare, aceasta o fac pentrucă ei văd în armată nu un mijloc de apărare a ţărilor lor, ci un instrument docil de apărare în

---

Rußland betrachtet sich als angegriffen, weil Serb. angegriffen wurde, und war bewußt daran, Öst. anzugreifen, zu welchem Zweck es mobilisierte. Deutschland sieht sich als von Rußland, Frankreich und Belgien aber als von Deutschland angegriffen an.

Die Serben, Belgier und Franzosen befinden sich in gerechter Notwehr und die Rolle der dortigen Sozialisten erscheint daher gegeben: sie haben an der Verteidigung ihrer Länder mitzuwirken. Man mag die Kundgebung HERVÉS, der in den Blättern seine Einreihung in das erste zur Grenze marschierende Regiment fordert, übertrieben finden, denn Sozialisten sollten stets eine gewisse Reserve beobachten, auch wo ein Verteidigungskrieg in Frage steht, weil auch in solchem Falle die nationale Bourgeoisie nicht schuldlos ist; im Grunde aber stimmen wir alle HERVÉS Geste zu. Wäre Rum. von Invasion bedroht, würden wir rumänische Sozialisten unsere Pflicht tun, nicht mit Bitterkeit, sondern in der ruhigen Überzeugung, in keiner Art unsere Grundsätze zu verläugnen.

Ein verwickelter Krieg wie der gegenwärtige schafft unter den Soz. eine ebenso komplexe Psychologie. Die öst. Soz. waren verpflichtet, die öst. Regierung daran zu verhindern, Serb. den Krieg zu erklären. Die Einmischung Rußlands in diesen Krieg rief jedoch in ihnen begreiflicherweise eine seelische Spaltung hervor; nun ist nicht mehr von Angriffs-, sondern auch von Verteidigungskrieg die Rede.

Nehmen wir aber einen komplexeren Fall, den der Soz. eines angreifenden Landes: den Fall der öst. Sozialisten. Da dürfen wir die Kampagne der öst. Soz. gegen die Eroberungspolitik ihrer Diplomaten nicht vergessen. Vor dem Kriege haben sie ihre Schuldigkeit getan. Was aber hätten sie im Augenblick der Kriegserklärung oder auch nur Mobilisierung tun sollen? Es blieb ihnen nur ein Mittel: der Aufstand. Dieser aber wäre nur unter einer Bedingung tunlich gewesen: wenn die öst. Soz.-Demokratie stark genug gewesen wäre, sich durch einen Handstreich der Regierung zu bemächtigen und die Republik zu proklamieren. Herrin des Heeres hätte dann die öst. Soz.-Dem. auf die Aktion gegen Serb. verzichtet; hätte dann Serb. mit Hilfe Rußlands versucht, diese Wendung zu einem Angriff auf Öst. auszunützen, so hätte sich die Soz.Dem. im Verteidigungszustand befunden. Fehlte aber die Gewißheit des Erfolges einer insurrektionellen Bewegung, so mußte eine nach der Kriegserklärung unternommene Aktion welcher Art immer — Insurrektion oder Generalstreik — den Bürgerkrieg hervorrufen, die Regierungsmaschine desorganisieren und so nicht das Interesse der öst. Soz., sondern nur das der serb. und russ. Chauvinisten befördern.

înnăuntru şi de cucerire în afară. Idealul socializmului este, cum se ştie, a înlocui armatele permanente cu milițiile naționale — armata cea mai potrivită pentru apărarea țării, fiind armata care îngădue, in sînul ei, dezvoltarea celei mai mari doze de conştiință cetățenească.

Aci se impune însă o observație.

Impărțirera războaelor în războae defensive şi ofensive—este mai mult, teoretică. De fapt adese ori acel care declară războiul a fost poate de

---

Keine soz.-dem. Partei in der Welt wird daher, wenn nicht des Erfolges seiner revolutionären Aktion sicher, die Verantwortung für ein solches Beginnen in dem Augenblick auf sich nehmen, wenn feindliche Heere an der Grenze stehen. Die Anhänger des Generalstreiks zur Verhinderung des Krieges erklären ihn denn auch nur für den Fall als zulässig, daß er in den kriegführenden Ländern gleichzeitig sich durchführen ließe. Andernfalls bleibt den Arbeitern, ist einmal die Mobilisierung angeordnet oder gar der Krieg erklärt, nichts übrig, als den Fluch gegen den Krieg auf den Lippen und mit dem Schwure, gegen ihn nach wiedergekehrtem Frieden zu kämpfen, auf das Schlachtfeld zu ziehen und mit zerrissenem Herzen ihre Soldatenpflicht zu erfüllen. Noch hat die Bourgeoisie die Macht, uns gegen einander zu werfen und uns in die tragische Lage zu bringen, daß der Soz. gezwungen ist, auf den Soz., der Bruder auf den Bruder zu schießen. Vom Kriegsgott in den Strom geschleudert, bleibt uns nur übrig, möglichst schleunig dem Ufer zuzustreben. So suchen wir denn den Krieg raschestens durch einen ehrenvollen Frieden zu beenden. Darnach wird auch die Stunde der Abrechnung mit den herrschenden Klassen kommen.

Im Lichte dieser Ausführungen betrachtet, erscheint der Sinn von Haases Erklärung klar:

„Bis zum letzten Augenblick haben wir unsere Schuldigkeit getan. Nun aber durch den verbrecherischen Willen der herrschenden Klassen Deutschlands der barbarische Zarismus an unseren Grenzen steht, vermögen wir den deutschen Proletariern im Soldatenrock die zur Verteidigung unseres Landes nötigen Kredite nicht zu weigern. Wir bleiben nach wie vor unversöhnliche Feinde des Krieges. Wir wünschen sein schleunigstes Ende und behalten uns vor, für die Katastrophe, die großenteils auch durch eure Schuld, die ihr Deutschland regiert, hereingebrochen ist, Rechenschaft zu fordern“.

Darüber, wie lobenswert die Haltung der serb. soz. Abgeordneten, welche die Zustimmung zu den Kriegskrediten verweigert haben, ist kein Wort zu verlieren. Sie mußten — in Nachahmung des Beispiels der deutschen Sozialisten von 1870 — als Vertreter einer jungen, jetzt auf das serbische Proletariat erzieherisch wirkenden Partei mehr die Leitprinzipien der Bewegung betonen. Für die deutsche Soz.-Dem. aber galt es, neben einer grundsätzlichen, auch eine praktische Frage zu beantworten. Von der Reserve des deutschen Heeres stehen 30, vielleicht noch mehr Prozent unter dem Einfluß der soz. Bewegung. Die Handlungen der Partei wirken also in einem oder anderem Sinn auf die Schlagkraft dieser Reservisten zurück. Nun konnte nach der Kriegserklärung die deutsche Soz.-Dem. es nicht

fapt cel atacat. Agresorul în 1870, în războiul dintre Franța și Germania, a fost Germania — care a provocat întradins războiul — cu toate că Franța era aceia care a declarat războiul.

In războiul turco-balcanic dela 1912, Turcia a declarat formal războiul dar adevărații agresori erau Statele balcanice cu Bulgaria în frunte.

Declarația războiului este așa de odioasă încît autorii lui, ca să-și micșoreze răspunderea morală, împing lucrurile așa ca adversarii lor să fie forțați a-l declara.

Așa că chestiunea de a se ști cine este agresorul și cine e cel atacat este o chestiune de formă.

Acest lucru s-a întîmplat acum, cu războiul general, unde a intrat în funcție mecanizmul alianțelor.

Dacă exceptăm acțiunea Austro-Ungariei care a fost direct agresoare, toate celelalte state au intrat în joc tîrîte prin tratatele cari le leagă.

Rusia a sărit în ajutorul Serbiei, trimițîndu-și armatele impotriva Austriei, și totdeodată luînd „măsuri de precauțiune" împotriva Germaniei al cărei amestec, în urma alianței ei cu Austria, se aștepta. Germania a mobilizat începînd acțiunea contra Rusiei, si luînd „măsuri de precauțiuni" împotriva Franței, al cărei amestec tot așa era așteptat, dată fiind alianța ei cu Rusia. In sfîrșit a intervenit și Anglia în vigoarea înțelegerei, care o leagă cu Franța. Astfel, toți, au fost atrași în vîrtejul războinic, unul după altul.

Rusia se consideră ca atacată prin faptul că a fost atacată Serbia și cu siguranță era să atace Austria pentru care scop își mobilizase armata.

Germania se considera atacată de Rusia, iar Franța și Belgia de Germania.

Sîrbii, belgienii și francezii, se găsesc în cazul unei apărări legitime și rolul socialiștilor din aceste țări este evident: a contribui la apărarea țărilor lor. Putem găsi exagerată manifestația lui Hervé, cerînd prin ziare

---

auf sich nehmen, durch eine ihrer Handlungen — wie die Ablehnung der Kriegskredite — eine Entmutigung oder Demoralisation der soz. Soldaten hervorzurufen. Endlich hat die Abstimmung für den Krieg auch aus einer sehr praktischen Erwägung stattgefunden. Vom 5 Milliardenkredit waren 2 Milliarden für den Unterhalt der Familien von Mobilisierten bestimmt. Wollte die soz.-dem. Partei diese Unterstützung votieren, so mußte sie auch die Kriegskredite bewilligen. Wesentlich ist, daß die deutsche Soz.-Dem. die Politik der deutschen Regierung heftigst bekämpft hat und daß sie nun, mehr als je, ihre Abneigung gegen den Krieg und ihre feste Entschlossenheit kundgibt, nach dessen Beendigung den Kampf gegen ihn fortzusetzen. Als Bedingung zur Vermeidung künftiger Kriege fordert die deutsche Soz.-Dem., daß der zu schließende Frieden ein ehrenvoller sei, der für die Zukunft freundschaftliche Beziehungen zu den Nachbarvölkern ermöglicht. Deshalb verwahrt sich die deutsche Soz.-Dem. gegen territoriale Eroberungen, die Deutschland etwa auf Kosten seiner Nachbarn anstrebte.

să fie înscris în primul regiment care aleargă la graniță, socialiștii niciodată nu trebue să se depărteze de o anume rezervă, chiar cînd este vorba de un război de apărare, dat fiindcă nici atunci burghezia națională nu este fără vină—dar în fond toți sîntem deacord în privința gestului lui Hervé. In caz cînd Romînia ar fi amenințată de o agresiune străină, noi socialiștii romîni ne vom face datoria, nu cu resemnare, ci cu o conștiință liniștită de a nu comite nicio călcare a principiilor noastre.

Un război complicat, cum e acel de astăzi, crează o psihologie tot așa de complexă printre socialiști. Socialiștii austriaci aveau datoria de a împiedica guvernul austriac de a declara război Serbiei, dar cînd in acest război s-a amestecat și Rusia se înțelege că în sufletul lor a intrat o dedublare. Nu mai e vorba de un război de agresiune, dar și de unul de apărare.

Să luăm însă un caz mai complex, acela al socialiștilor dintro țară care atacă.

Să luăm cazul socialiștilor austriaci.

Nu trebue să uităm campania dusă de socialiștii austriaci împotriva politicei de cucerire a diplomației lor. Inainte de război ei și-au făcut toată datoria. Ce putea să facă dînșii în momentul cînd războiul era declarat — sau chiar cînd s-a declarat mobilizarea?

Nu le rămînea decît un singur mijloc: insurecțiunea.

Aceasta s-ar putea face dar cu o singură condițiune: dacă Socialdemocrația austriacă era destul de tare ca să pună mîna, prin o lovitură grabnică, pe guvern proclamînd republica. Avînd armata în mîinele ei, Socialdemocrația austriacă ar fi renunțat la acțiunea împotriva Serbiei, iar dacă Serbia cu ajutorul Rusiei, ar fi încercat să profite de această împrejurare ca s-o atace pe Austria, atunci Socialdemocrația era să se apere.

Dacă însă nu există siguranța în reușita unei mișcări insurecționale atunci orice acțiune — greva generală sau insurecțiune — a Socialdemocrației, întreprinsă după declararea războiului, care ar fi adus numai un război civil, o dezorganizare a guvernului austriac, va servi nu pe socialiștii austriaci, ci pe șoviniștii sîrbi și ruși.

De aceea nici o Socialdemocrație din lume, cînd nu poate să fie sigură în izbînda acțiunei sale revoluționare, nu și va lua răspunderea unei asemeni acțiuni în momentul cînd armatele inamice sînt la frontieră.

Partizanii grevei generale pentru împiedicarea războiului o admit numai cînd ea s-ar putea face simultan în țările beligerante.

Din ziua declarării mobilizării și mai ales din ziua declarării războiului, muncitorii n-au altceva de făcut decît blestemînd războiul, și jurîndu-se a lupta împotriva-i după terminarea lui, să se ducă pe cîmpul de luptă și cu inima sfîșiată să-și facă datoria de soldați. Burghezia mai are încă puterea de a ne arunca unii împotriva altora, de a ne pune în situația tragică, ca socialistul să fie nevoit să tragă împotriva altui socialist, fratele împotriva fratelui. Aruncați în rîu, prin voința zeului războiului, nouă nu ne rămîne decît să căutăm a ajunge cît mai repede la mal — deci

să căutăm a termina mai repede războiul prin o pace onorabilă. După aceasta va veni și ora răfuelei cu clasele stăpînitoare.

Declarația lui Haase, citită în lumina acestor explicații, apare clară.

„Pînă în ultimul moment neam făcut datoria, acum însă dupăce, prin voința criminală a claselor stăpînitoare germane, țarizmul barbar este la granițele noastre, nu putem refuza proletarilor germani, îmbrăcați în uniformă, mijloacele necesare ca să apere țara noastră. Rămînînd adversari neîmpăcați ai războiului, vrem ca el să se termine mai repede păstrîndu-ne dreptul a cere socoteală pentru catastrofa ce a venit, în mare parte, și din cauza voastră—guvernanți ai Germaniei".

Iată sensul declarației lui Haase.

Nici vorbă că atitudinea socialiștilor sîrbi, deputați în Parlament, cari au refuzat să voteze creditele militare, a fost demnă și de toată lauda.

Ei însă, — repetînd atitudinea socialiștilor germani din 1870 — ca un partid tînăr, care face acum educația proletariatului sîrb, avea nevoie să accentueze mai mult asupra principiilor conducătoare ale mișcărei noastre. Pentru socialdemocrația germană alături de chestia principală a venit și o considerație practică.

In armata de rezervă germană 30 la sută, poate și mai mult, sînt sub influența mișcarei socialiste. Actele partidului înrîurează, întrun sens sau întrun altul, puterea de combatanți a acestor rezerviști.

Acum, dupăce războiul a fost declarat, socialdemocrația germană nu putea să-și ia răspunderea ca prin un act al ei — cum ar fi refuzul de a vota creditele — să provoace o descurajare sau o demoralizare a soldaților socialiști.

Insfîrșit este și un considerent de ordine practică foarte însemnată, ca au votat pentru război. Din creditul de cinci miliarde, o sumă de două miliarde, erau destinate pentru întreținerea familiilor mobilizaților. Ca să poată vota aceste ajutoare, partidul socialdemocrat a fost nevoit să voteze și creditele pentru război.

Faptul esențial este că socialdemocrația germană s-a luptat cu înverșunare împotriva politicei guvernului german, și că acum, mai mult decît orcînd, își manifestă aversiunea pentru război și ferma hotărîre de a continua, după terminarea lui, campania antirăzboinică. Ca o condiție pentru evitarea războaelor viitoare, socialdemocrația germană cere ca pacea, care va fi încheiată să fie o pace onorabilă: „care să dea pentru viitor putința unei prietenii cu popoarele vecine".

Deci spcialdemocrația germană se ridică împotriva orcărei cuceriri teritoriale pe care Germania ar dori să le facă pe socoteala vecinilor săi.

Dreizehntes Kapitel.

Schweden.

a) Socialdemokratiska Arbetareparti.

Am 3. VIII. 1914 trat der IX. Parteitag der Soz.-Dem. Arbeiterpartei zusammen. Nach 2tägiger Dauer wurde er auf den 23. XI—1. XII. 1914 vertagt, da die schwedische Regierung zu nachdrücklicher Wahrung ihrer Neutralität die Mobilisierung anordnete, von der auch eine große Anzahl der P.T.-Delegierten betroffen wurde. Vorher jedoch beschloß er die Erlassung des nachfolgenden — von einer aus Hj. Branting, Jvar Neuman, Rich. Sandler, Fr. Ström und Jvar Vennerström zusammengesetzten Kommission ausgearbeiteten [1]) —

Nr. 206.

Manifest till Sverges folk[2])[3])*!*

Antaget av Socialdemokratiska arbetarepartiets nionde kongress.

Sverges Soc.-dem. arbetareparti, samlat till sin nionde kongress i den ödesdigra stund, då Europa står i brand, förenar sin flammande protest med klassbrödernas världen runt.

---

1) Social-Demokraten. Organ för Sveriges socialdemokratiska arbetareparti. Huvudredaktör: Hjalmar Banting. Stockholm, 4—5 VIII. 1914. Vgl. auch Socialdemokratiskas Partistyrelsens Berättelse för år 1914. Göteborg 1915. S. 54.

2) Social-Demokraten, 5. VIII. 1914, auch abgedr. in Socialdem. Partistyrelsens Berätelse för 1914. S. 52/54. Die Übersetzung ist durch freundliche Vermittlung des Herrn G. Tschudnowsky in Kopenhagen angefertigt worden.

3) Manifest an das schwedische Volk. In der verhängnisvollen Stunde, da ganz Europa vom Brande erfaßt ist, schliesst sich die Soz.-Dem. Arbeiterpartei Schwedens auf ihrem IX. Parteitage dem flammenden Proteste ihrer Klassenbrüder der ganzen Welt an.

Katastrofen är över oss.

Den är förberedd av mäktiga kretsars ekonomiska vinstintressen. Den är påskyndad genom militarismens allt mer olidliga tryck över folken. Den är framdriven både av otämda nationalistiska stämningar och av verkliga

---

Nun stehen wir vor der Katastrophe. Von den ökonomischen Profitinteressen mächtiger Kreise vorbereitet, durch den auf den Völkern immer unerträglicher lastenden Militarismus beschleunigt, sowohl durch die nationalistischen Stimmungen wie durch wirkliche — neue und alte — Kränkungen nationaler Rechte herbeigeführt, ist sie schließlich durch die rücksichtslose und brutale Großmachtspolitik weniger Machthaber zum Ausbruch gebracht worden.

Eine nationalistische Untat ließ zunächst im Südosten den Brand auflodern. Eine andere Schandtat — ein trauriger Vorbote der Epoche von Brutalität, die wir nun durchleben — brachte die mächtigste Friedensstimme unseres Weltteils zum Schweigen. Mächtige, einander entgegengesetzte kapitalistische Interessen haben jene stetig wachsende Spannung geschaffen, die uns schon wiederholt an den Abgrund des Weltkrieges gebracht hat. Das Wettrüsten der Großmächte hat jahraus jahrein neues Brennmaterial für den Weltbrand angehäuft. Nun ist die Katastrophe da, obwohl die Welt immer noch von den Friedensversicherungen der Regierungen widerhallt.

Schwere, ungeheure Verantwortlichkeit wird jene Großmächte treffen, die dem unerhörten Verbrechen nicht vorgebeugt und kaltblütig die Kriegsfurie über die nach Frieden sich sehnenden Völker losgelassen haben. In diesen blutigen Tagen wird das endgültige Urteil gefällt über das System des Wettrüstens, über jene Rüstungen, die angeblich den Frieden sichern sollten, über die Rüstungen, die in allen Ländern stetigen und konsequenten Widerstand nur bei der Sozialdemokratie gefunden haben. Hat sich denn Europa nicht gerüstet, ja so weit gerüstet, daß die Völker unter der 10 Milliardenlast erschöpft sind! Und wo bleibt nun Europas Ruhe? Das Wettrüsten konnte nur eine Folge haben: daß die Opfer der Kriegsfurie unzählbar werden und daß die ganze Zivilisation bis in ihre Tiefen erschüttert wird.

Nach der Katastrophe wird aber der Tag der Abrechnung kommen. Die Friedensmacht der internationalen Soz.-Dem., die sich leider als zur Verhinderung des Verbrechens am Volk nicht stark genug erwiesen hat, wird unwiderstehlich wachsen, wenn erst der Kriegsrausch zu Ende ist. Die fürchterliche, opferreiche Wirklichkeit des Weltkrieges wird die breiten Massen zur klaren Einsicht bringen, daß Sicherheit für die Nationen unmöglich auf dem Wege des Militarismus zu erreichen ist. Dann wird — und das ist der Trost, der uns in der schweren Dämmerung der Gegenwart leuchtet — was jetzt als größter Triumph des modernen Militarismus erscheint, zu seinem letzten Triumphe werden.

Der verhängnisvolle Ernst in der Welt da draußen findet in ganz Schweden sein Echo im Geläute der Mobilisierungsglocken. Doch dürfen wir hoffen, daß die schwersten Opfer des Weltkrieges dem schwedischen

nationella rättskränkningar, äldre och nyare. Den är nu till sist bragt till utbrott genom en hänsynslös och brutal stormaktspolitik i några få maktthavares händer.

Volke erspart bleiben, da Schweden abseits der gefährlichsten Kampflinie liegt. Dennoch sind die Opfer wahrlich schwer genug. Harte ökonomische Wirkungen hat der Weltkrieg bereits gezeitigt; noch härtere stehen vielleicht in nächster Zeit bevor. Schwedens Verkehr mit anderen Staaten ist im wesentlichen abgeschnitten. Eine allgemeine Stockung des Wirtschaftslebens ist eingetreten. Durch die Mobilisierung werden zahlreiche Familienväter der Arbeit entrissen, die den ihrigen daheim Brot verschafften; Fabriken werden geschlossen; der Verkehr ruht; die Arbeitslosigkeit nimmt plötzlich im ganzen Lande in drohendem Maße zu.

Die Soz.-Dem. Arb.-Partei ist sich vollkommen bewußt, daß unvermeidliche Lasten zu tragen sind, und läßt angesichts dieser Lage an die Regierung die ernste Mahnung ergehen: sie möge darnach trachten, keine anderen als die für die Sicherheit des Landes unentbehrlichen Opfer zu bringen. Zugleich richtet sie an die Staatsgewalt den dringenden Appell, vor allem durch hinreichende Unterstützung die Familien der Mobilisierten vor Not zu schützen und auch die erforderlichen Maßnahmen zu erwägen, um den Opfern der Arbeitslosigkeit Hilfe zu bringen.

In dieser kritischen Zeit sollte man erwarten, daß der Ernst der Stunde wenigstens die rücksichtsloseste Profitsucht dämpfen werde. Nichtdestoweniger sehen wir, daß die Preise vieler Lebensmittel gewaltig in die Höhe getrieben werden. Die Gewinnsucht der Zwischenhändler und Spekulanten verschmäht es nicht, eine künstliche Teuerung hervorzurufen, die für tausende von Familien den Hungertod bedeutet. Die Regierung hat ausdrücklich erklärt, daß ein Mangel an Lebensmitteln nicht zu befürchten sei. Daher ist sie unbedingt zu Vorkehrungen verpflichtet, die einem schändlichen Raub, dem die ärmsten Schichten des schwedischen Volkes vieler Orte zum Opfer fallen, ein Ende bereiten.

Eine unverbrüchliche Neutralität fremden Staaten gegenüber soll, wie sämtliche Regierungen, ob sie nun der Rechten oder Linken angehören, erklärt haben, der Leitstern unserer auswärtigen Politik sein. In dieser Stunde sehen wir klarer als je, in welchen Abgrund unser Land gestürzt wäre, wenn die verantwortlichen Staatsmänner sich von der Agitation vereinzelter wahnsinniger Stimmen hätten mitreißen lassen, die Schweden durch eine Allianz mit einer gewissen Großmachtsgruppe zu verbinden strebten. Jeder Gedanke, daß Schweden seine völlige und strenge Neutralität aufgeben solle, um sich der einen oder anderen Mächtekoalition anzuschließen, wäre für die Sicherheit unseres Landes so verhängnisvoll, daß er auf das entschiedenste zurückgewiesen werden muß. Die Soz.-Dem. Arb.-Partei meint der vollbegründeten Überzeugung sein zu können, daß die gegenwärtige Regierung ohne mindestes Schwanken an diesem proklamierten Standpunkt festhalten und bis zum

Ett nationalistiskt illdåd tände branden nere i sydost. Ett annat nationalistiskt illdåd tystade fredens mäktigaste stämma i vår världsdel, ett dystert varsel om den brutalitetens epok, som vi nu genomleva. Mäktiga, varandra korsande kapitalistiska intressen hade skapat en tilltagande spänning, som redan flere gånger ställt oss inför världskrigets avgrund. Makternas kapprustande hade år efter år hopat nytt bränsle till världsbranden. Nu är katastrofen över oss, medan världen ännu genljuder av regeringarnas fredsförsäkringar.

äußersten Schwedens Neutralität zu bewahren bemüht sein wird. Die Regierung kann versichert sein, daß sie sich in diesem Bestreben auf ein einmütiges Volk stützen kann.

Bei der alltäglichen Sorge um die Wahrung unserer Neutralität darf die schwedische Arbeiterklasse ihre Pflichten als Partei der Demokratie und der sozialen Reformen keinen Augenblick vergessen. Mit klarem Blick und kalten Blutes muß sie unablässig ihre schaffende Arbeit zugunsten der friedlichen Entwicklung fortsetzen. Keine durch die Ereignisse hervorgerufene Panik darf das schwedische Arbeitervolk verhindern, bei der bevorstehenden Wahlagitation sich energisch um die soz.-dem. Reformpolitik zu sammeln. Wir müssen darnach trachten, daß keine nationalistische und militaristische Welle auf unserem Boden ihre verheerenden Fortschritte macht. Werden doch die Wahlen, die vielleicht unter dem Kanonendonner der europäischen Schlachtfelder und Meere sich vollziehen, auf lange Jahre hin für die schwedische Sozialpolitik grundlegend bleiben. Wenn einst die drohende finstere Sturmwolke vorübergezogen sein wird, werden wir mit verdoppelter Kraft, in voller Übereinstimmung mit den Bedürfnissen des Volkes und den soz.-dem. Richtlinien für die Erhöhung des materiellen und geistigen Wohlstandes des schwedischen Volkes arbeiten müssen.

Nicht ein einziger dieser Tage darf daher für die soz.-dem. Agitation verloren gehen. In dem Maße, in dem wir bei den bevorstehenden Wahlen einen stärkeren Anschluß der Massen an die soz.-dem. Ideen bewirken, werden wir zugleich, was von uns abhängt, getan haben, um die Zeit der Volksfreiheit, der Brüderlichkeit und des Friedens näher zu bringen.

Der Kongreß gibt schließlich seiner Überzeugung Ausdruck, daß die schwedische Arbeiterklasse auch in diesen kritischen Stunden zeigen wird, daß sie sich von ihren Bestrebungen und Idealen nicht ablenken läßt. Gehört doch diesen die Zukunft.

Und indem unsere schwedische Arbeiterklasse in dieser finsteren und unheilvollen Stunde ihren schwerwiegenden Tribut zahlt, um die Verbreitung des Weltbrandes auf unser Volk zu verhindern, blickt sie unerschrocken vorwärts, in jene Zeit, die trotz allem kommen wird, in eine Zeit, in der der Weltbund der Arbeiter den Weltfrieden endgültig sichern wird.

Tungt, förkrossande tungt, skall ansvaret drabba dem i de skilda stormaktslägren, som icke skytt den oerhörda förbrytelsen att kallblodigt släppa lös krigsfurien över folken, vilka överallt vilja freden.

I dessa blodiga dagar beseglas definitivt domen över kapprustningarnas system, dessa rustningar som alltid hettes skola betrygga freden, dessa rustningar mot vilka socialdemokratin ensamt i alla länder alltid och konsekvent protesterat. Har icke Europa rustat, rustat, så att folken digna under sin 10 miljarders börda! Men var är nu Europas trygghet? Kapprustandet har ju blott kunnat åstadkomma, att offren för krigets furie bli tallösa och hela civilisationen skakas i sina grundvalar som aldrig förr.

Men efter katastrofen stundar en räkenskapens dag. Den internationella socialdemokratins fredsmakt, ännu tyvärr ej tillräckligt stark att kunna hindra förbrytelsen mot folken, skall när krigsyran är över oemotståndligt växa. Världskrigets fruktansvärda verklighet skall väcka nya massor till klar insikt om att trygghet för nationerna aldrig vinnes på militarismens vägar. Sålunda skall, det är den förtröstan som lyser i stundens tunga mörker, vad i dag ter sig som den nutida militarismens största triumf, också bliva dess sista.

* * *

Det ödesdigra allvaret ute i världen ringes med mobiliseringsklockornas ljud ut över allt Sverges land. Dock kunna vi hoppas, att världskrigets allra tyngsta offer icke behöva bäras av Sverges folk, ty Sverge ligger dock avsevärt på sidan om den farligaste skottlinjen. Offren bli sannerligen tunga nog ändå. Hårda ekonomiska konsekvenser har världskriget redan här medfört. Än hårdare kanske stunda under den närmaste tiden. Sverges samfärdsel med andra stater är i det väsentligaste avskuren. En allmän stockning har inträtt inom det ekonomiska livet. Mobiliseringen rycker bort massor av familjefäder från det arbete som givit bröd åt hemmen. Fabrikerna stängas, rörelsen avtynar, arbetslösheten stiger med ens över hela landet fram inför oss i hotande utsträckning.

Det socialdemokratiska arbetarpartiet, som tillfullo inser att oundvikliga bördor måste bäras, uttalar inför denna situation sin allvarliga maning till regeringen att alltid noga beakta att inga andra offer utkrävas än de för landets trygghet oundgängligen nödvändiga samt riktar till statsmakterna en trängande vädjan att först och främst genom tillräckligt understöd skydda de mobiliserades familjer från nöden samt därjämte tillse vilka åtgärder som kunna vidtagas till hjälp för arbetslöshetens offer.

I denna prövande tid hade man haft rätt att vänta, att stundens allvar lagt en dämpare åtminstone på den hänsynslösaste profithungern. Icke desto mindre ser man att priserna på en mängd nödvändighetsvaror våldsamt pressas i höjden. Vinsthungriga mellanhänder och spekulanter akta icke för rov att skapa en konstlad dyrtid, som betyder svält för tusentals familjer. Landets regering har uttryckligen förklarat, att ingen som helst fara för livsmedelsbrins föreligger. Därför är det regeringens ofrånkomliga skyldighet att vidtaga sådana åtgärder, som effektivt förhindra den skam-

liga plundring, för vilken Sverges fattigaste folklager nu mångenstädes äro utsatta.

* * *

En obrottslig neutralitet gentemot främmande stater ha alla landets regeringar, vänster som höger, städse förklarat vara ledstjärnan för vår utrikespolitik. I denna stund se vi klarare än någonsin i vilken avgrund vårt land skulle ha störtats, om de ansvariga statsmännen låtit sig ryckas med av enstaka stämmors vettvilliga agitation att knyta Sverge fast med allians vid en viss stormaktsgrupp.

Varje tanke på att Sverge skulle lämna sin fullt opartiska neutralitet för anslutning till den ena eller andra koalitionen vore för landets trygghet så farlig, så ödesdiger att den måste med all makt visas tillbaka. Det socialdemokratiska arbetarepartiet anser sig ha fullt skäl att antaga, att den nuvarande regeringen skall utan ett ögonblicks tvekan vidhålla sin tillkännagivna ståndpunkt att söka till det yttersta bevara Sverges neutralitet. Regeringen kan vara förvissad om att den vid denna strävan har bakom sig stödet av ett enigt folk.

* * *

Under dagens bekymmer för vår neutralitets värn får dock den svenska arbetareklassen icke ett ögonblick glömma sina förpliktelser som ett demokratiens och de sociala reformernas parti. Med klara hjärnor och kallt blod måste den oavlåtligt fortsätta sitt uppbyggande arbete i den fredliga utvecklingens tjänst. Ingen av händelserna uppjagad panik får förhindra Sverges arbetande folk att under den stundande valrörelsen energiskt slå vakt kring den socialdemokratiska reformpolitiken. Må vi se till att ingen nationalistisk och militaristisk flodvåg går förhärjande fram över vårt land! De val, som komma att förrättas kanske mitt under det kanonerna spela ute på de europeiska slagfälten och haven, bli dock grundläggande för åratals framtida svensk socialpolitik. När de hotande mörka stormmolnen efter längre eller kortare tid dragit förbi, måste arbetet på det svenska folkets höjande i materiellt och andligt välstånd tas upp med fördubblad kraft i enlighet med folkets behov och socialdemokratiska riktlinjer.

Inte ens i dessa dagar får därför socialdemokratiens agitation mattas. I den mån vi söka vinna en starkare anslutning för de socialdemokratiska idéerna vid de förestående valen göra vi också vad på oss ankommer för att folkfrihetens, förbrödringens och fredens tid skall komma oss närmare.

* * *

Kongressen uttalar till sist sin förvissning, att den svenska arbetarklassen även i dessa prövande stunder skall visa, att den icke låter sig jagas bort från sina strävanden och ideal. De höra dock framtiden till. Och allt under det vår svenska arbetarklass i en mörk och hotande nutid ger sin tunga gärd för att hindra världsbrandens utbredning över även vårt folk, ser den oförskräckt framåt, fram mot den tid, som komma skall trots allt, den tid då arbetarnas världsförbund definitivt betryggar världsfreden.

Die — außerhalb der soz.-dem. Arbeiterpartei stehenden und dem I. S. B. nicht angeschlossenen — Jungsozialisten ihrerseits veröffentlichten nachfolgenden Aufruf:

Nr. 207.

Manifest till Sverges arbetande folk[1][2][3].

Vi ämnar inte slunga ut upprorets och generalsträjkens paroll till eder, Sverges arbetare, nej, den skulle nu ohörd förklinga, och, om ej det, är vi

1) Brand. Ungsocialistiska partiets organ. Redaktör HINKE BERGEGREN (Wochenblatt). Stockholm 15. VIII. 1914.

2) Die Übersetzung verdanke ich der Güte des Herrn Dr. EUGEN ANTOINE, Universitätsbibliothekars in Wien.

3) Manifest an das arbeitende Volk Schwedens. Wir beabsichigen nicht, die Parole des Aufruhrs und Generalstreiks unter euch zu schleudern, Arbeiter Schwedens! Nein, die würde jetzt ungehört verhallen, und wenn auch das nicht, so sind wir doch in unserem kleinen Lande ohnmächtig, die Blutwoge aufzuhalten, die jetzt über Europas grosse Länder braust. Nein, wir wollen nur unser Wort sagen, denn unsere pochenden Herzen lassen uns ahnen, daß unsere arbeitenden Brüder jetzt sich fragen: Wo sind Schwedens Verteidigungs-Nihilisten? Deswegen wollen wir sprechen.

So planmässig angelegt war das Verbrechen des Kapitalismus und der Diplomatie, so hart diszipliniert und stark organisiert die Militärmacht, daß wenige Tage nur hinreichten, um die Völker der Großmächte gegeneinander zum Morde zu treiben. Wir hatten uns kaum vom ersten Schrecken erholt, als der Weltkrieg schon eine unverhüllte Tatsache war und der Boden bereits von Blut dampfte. Wie ein Orkan, die blutige Geißel des Krieges schwingend, stürmte die zivilisierte Barbarei über die Kultur der alten Welt hin, und die Arbeiter wurden in den Wirbel gezogen, überrumpelt und übermannt. Vergeblich wurde das Signal der Revolution gegen das geplante Verbrechen von den Arbeitern der großen Länder Frankreich und Deutschland erwartet. Es ist ausgeblieben! und wo es vielleicht gegeben wurde, ist es zu schwach gewesen und in Blut erstickt worden. Die internationale Arbeiterbewegung hatte die Zeit versessen, war schlecht vorbereitet und deswegen außerstande, die gewaltige Kraft, über die sie tatsächlich verfügt, zum Gegenanlauf auszunützen.

Was hätte geschehen, wie hätte der Weltkrieg verhindert werden können? fragen sich jetzt sicherlich Tausende, die mit gebeugtem Nacken den Tod erwarten. Hierauf gibt es nur eine, tausendmal von uns verkündete Antwort: Generalstreik! Warum haben die Arbeiter nicht auf uns, warum nicht auf die revolutionären Sozialisten der ganzen Welt gehört, die wir beständig den Generalstreik gegen den Krieg gefordert haben? Jetzt ist die Lawine über uns — und gibt uns recht. Warum habt ihr nicht gehört, bevor es zu spät war?

i vårt lilla land vanmäktiga att hindra den blodvåg, som nu brusar fram över Europas stora länder. Nej, vi ill endast säga vårt ord, ty våra klappande hjärtan låter oss ana, att våra arbetande bröder nu frågar sig: Var är Sverges försvarsnihilister? Därför vill vi tala.

Niemals wäre Europa in Brand geraten, wenn die Arbeiter einig und bereit gewesen wären, wenn es eine heilige Pflicht gewesen wäre, jede Mobilisierung als Generalstreiks-Proklamation zu betrachten. Niemals wären die Millionenheere zu verheerenden Schlachten gegeneinander gesendet worden, wo ganz unschuldige arme Arbeiter massenweise von den teuflischen Maschinenwaffen der neuen Zeit für kapitalistische Interessen niedergemäht werden, wenn die internationale Arbeiterbewegung in der Militärfrage eine bestimmte Auffassung gehabt hätte. Stark und fest organisiert hätten wir uns dann erhoben, rasch und präzis hätten wir dann gehandelt, die Gesellschaftsmaschinerie außer Funktion gesetzt und so den blutigen Krieg verhindert. Die Proletarier der Welt hätten dann unter begeistertem Anschluß und stürmischem Jubel Frieden erklärt, da die Regierungen Krieg ansagten. Denn wir wissen, daß in der Seele des Volkes ein unauslöschliches Zusammengehörigkeitsgefühl lebt. Das wäre geschehen, wenn die Generalstreiks-Idee mit Sympathie und Zustimmung aufgenommen worden wäre.

Sagt nicht, daß es unmöglich gewesen ist, den fürchterlichen Krieg abzuwenden, der uns alle zu Boden zu werfen droht! Das ist nur ein schlechter Trost für die bitter-heftige Reue, die nun eure blutenden Herzen zerreißt. Nein, war es möglich, einen Weltteil in Brand zu setzen und mit Blut zu überschwemmen, so gab es dagegen tausend Möglichkeiten, den Frieden zu erhalten. Die Menschen wollen nicht gewaltsam und qualvoll im herrlichen Alter sterben, in dem das Leben am kräftigsten sprudelt!

Eine fürchterliche Lektion ward Europas Arbeitern, und brutal sind ihre Augen aus dem früheren Schlafe aufgerissen worden. Vom Schlachtfeld her schreit es laut über das Verbrechen und den tierischen Kaltsinn des Kapitalismus. Mit dem Blutdampf und Pulverrauch steigt auch die donnernde Anklage gen Himmel, daß die einzige Klasse, die imstande gewesen wäre, die teuflische internationale Missetat zu verhindern, nichts tun konnte, weil sie — eingelullt von ihrer Führerschaft — die Zeit versessen und verschlafen hat, taub für den warnenden Zuruf ihrer Brüder. Fürchterlich ist die Lehre, die die Arbeiter erhalten haben. Nun merkt sie euch! Nehmet vom Blut des Proletariats und zeichnet sie in flammendroten Lettern auf!

Einmal richten sich doch wohl noch die Arbeiter der ganzen Welt aus Blut und Tränen empor, aufs Neue gedenken wir aus dem Chaos uns zu erheben, das die Gewaltpolitik geschaffen hat, und dann bringen wir eine teuer erkaufte, aus dem Schlunde der Hölle selbst geholte Erfahrung mit, eine Erfahrung, Genossen, die mit donnernder Stimme, doppelt gewaltig uns ruft zum Kampf wider die verbrecherische kapitalistische Gesellschaftsordnung, die erste und letzte Ursache dieses Weltunglücks ist. Mögen wir dann zeigen, was wir gelernt haben und daß das Blut nicht vergebens ge-

Så väl planlagd var kapitalismens och diplomatins förbrytelse, så hårt displinerad och starkt organiserad militärmakten, att blott några få dagar var tillräckliga för att vräka stormakternas folk emot varandra till mord. Vi hann ej hämta oss från den första förskräckelsen, förrän världskriget var ett naket faktum och marken redan ångade av blod. Som en orkan stormade det civiliserade barbariet in över den gamla världens kultur, svängande krigets blodiga gissel. Och arbetarna drages in i virveln, överrumplade och övermannade. Förgäves väntades signalen till revolt mot den planlagda förbrytelsen från de stora ländernas, Tysklands och Frankrikes arbetare. Den uteblev, och där den möjligen yppats, har den varit för svag och dränkts i blod. Den internationella arbetarrörelsen hade försuttit tiden, var dåligt förberedd och därför oförmögen att utnyttja den väldiga kraft till motanlopp, som den faktiskt besitter.

Vad skulle ha gjorts, hur skulle världskriget förhindrats? fragår sig nu säkerligen tusenden som med böjda nackar vänta dödshugget. Svaret är endast ett, och tusende gånger ha vi ropat ut det: Generalsträjk! Varför har inte arbetarna lyssnat till oss och till all världens revolutionära socialister, som ständigt påkallat generalsträjk mot kriget? Nu är lavinen över oss — och ger oss rätt. Varför lyssnade ni inte, innan det blev för sent?

Aldrig hade Europa råkat i brand om arbetarna stått eniga och beredda, om det varit en helig plikt att betrakta varje mobiliseringsorder som en generalsträjksproklamation. Aldrig hade miljonhärar sänts mot varandra till ödeläggande slakt, där totalt oskyldiga, fattiga arbetare nedmejas massvis av nutidens diaboliska maskinvapen för kapitalistiska intressen, om den internationella arbetarrörelsen haft en bestämd uppfattning i militärfrågan. Starkt och fast organiserade hade vi rest oss, snabbt och precist hade vi handlat, satt samhällsmaskineriet fullständigt ur funktion, så förhindrat det blodiga kriget. Världens proletärer, hade under hänförd anslutning och stormande jubel förklarat fred, när regeringarna sagt krig, ty vi vet att på djupet i folkens själar bor en outsläcklig samhörighetskänsla. Det hade skett, om generalsträjksidéen mötts med sympati och anslutning.

Säg inte att det varit omöjligt att avvända det hemska keig som hotar att slå oss alla till marken! Det är endast en dålig tröst för den bittra, häftiga ånger, som nu sargar era blödande hjärtan. Nej, när det är möjligt att sticka en världsdel i brand och översköljа den med blod, så svarar däremot tusende möjligheter att bibehålla freden. Människorna vill inte våldsamt och plågsamt dö i den härliga ålder, då livet sprudlar kraftigast!

---

flossen ist. Mögen wir alle ohne Schonung und ohne jegliche Rücksicht revolutionär und unverbrüchlich solidarisch, das Bestehende angreifen und zum Glück der ganzen Menschheit unsern Traum vom Sozialismus verwirklichen.

Das sei unsere Hoffnung in diesen dunklen Tagen!

En förfärlig läxa har Europas arbetare fått och brutalt har ögonen öppnats på förut såvande. Från slagfälten skriar det högt om kapitalismens brottslighet och djuriska kallsinnighet, med blodångorna och krutröken stiger även den dånande anklagelsen mot himmelen, att den enda klass, som varit mäktig att förekomma den djävulska internationella förbrytelsen, den klassen kunde intet göra, enär den försuttit och försåvit tiden under ledareväldets hägn, ej lyssnande på sina bröders varnande tillrop. Hemsk är läxan arbetarna fått. Men lägg den på minnet! Tag av proletariatets blod och skriv den i flammande skrift!

En gång reser sig likväl arbetarna världen runt ur blod och tårar, på nytt ämnar vi stiga ur det kaos, våldspolitiken skapat, och då för vi med oss en dyrköpt erfarenhet, hämtad upp ur själva hälvetets avgrund, en erfarenhet, kamrater, som med tordönsstämma talar till oss att dubbelt energiskt och dubbelt brutalt bekämpa den brottsliga kapitalistiska samhällsordning, som ensamt ör första och sista orsak till denna världsolycka. Må vi då visa vad vi lärt, att ej blod spillts förgäves, må vi alla utan förskoning och utan ringaste hänsyn revolutionärt och obrottsligt solidariskt angripa det bestående och till hela mänsklighetens lycka realisera vår dröm om socialismen.

Detta vare vårt hopp i dessa mörka tider.

Ungsocialistiska partiets Centralkommitté.

Vierzehntes Kapitel.

Amerika.

Am 8. VIII. 1914 erließ die Socialist Party folgenden Aufruf:

Nr. 208 [1]).

Protest Against Senseless Slaughter, Decrees American Socialist Party Proclamation.

Proclamation.

The Socialist party of the United States hereby extends its sympathy to the workers of Europe in their hour of trial, when they have been plunged into bloody and senseless conflict by ambition-crazed monarchs, designing politicians and scheming capitalists.

We bid them to consider that the workers of the various nations involved have no quarrel with each other, and that the evils from which they suffer—poverty, want, unemployment, oppression—are inflicted upon them not by the workers of some other country, but by the ruling classes of their own country.

We bid them to take thought before they allow themselves to be used blindly by heartless and inhuman despots who would spill the blood of thousands, inflict pain and sorrow upon millions, devastate the land and set back civilization in order to further their own wretched plots and schemes.

The Socialist party of the United States, in conformity with the declarations of the international Socialist movement, hereby reiterates its opposition to this and all other wars, waged upon any pretext whatsoever; war being a crude, savage and unsatisfactory method of settling real or imaginary differences between nations, and destructive of the ideals of brotherhood and humanity to which the international Socialist movement is dedicated.

The Socialist party of the United States hereby expresses its condemnation of the ruling classes of Europe and points out to the world that by their action in this crisis they have conclusively proven that they are unfit to administer the affairs of nations in such a manner that the lives and happiness of the people may be safeguarded.

The Socialist party of the United States hereby calls upon all foreign-born workingmen residing in this country, particularly upon those whose

1) Ich verdanke die beiden Nr. 208 und 209 der Freundlichkeit des Executive Secretary der Socialist Party in Chicago.

home governments are engaged in the present strife, to hold joint mass meetings for the purpose of emphasizing the fraternity and solidarity of all working people, irrespective of color, creed, race or nationality. We call upon the Socialist locals throughout the country to promote such meetings and to give all possible assistance.

The Socialist party of the United States hereby pledges its loyal support to the Socialist parties of Europe in any measures they might think it necessary to undertake to advance the cause of peace and of good-will among men.

The Socialist party of the United States hereby calls upon the national administration to prove the genuineness of its policy of peace by opening immediate negotiations for mediation and extending every effort to bring about the speedy termination of this disastrous conflict.

By order of

The committee on immediate action.
Walter Lanfersiek,
Executive Secretary Socialist Party of America.

Gleichzeitig fanden zahlreiche Versammlungen statt, auf denen die folgende Resolution vorgelegt und beschlossen wurde:

Nr. 209.

Whereas, War is always against the interests of the working class; and Whereas, The ruling classes of Europe have plunged the workers into needless bloodshed in order to bolster up their own tottering fortunes; and Whereas, The capitalist class of America is now taking every advantage of the poor by increasing food prices, although our own crops are large and we cannot export them as usual: therefore, be it

Resolved, 1. That we demand that the government maintain a strict neutrality by forbidding the exportation of all foodstuffs to any nation at war, in order that the war may be starved to death, thus showing a new way to bring about peace; 2. That the government at once seize the stores of food supplies, the packing plants, the cold storage houses, the grain elevators, the flour mills, the railroads, and all else necessary to supply the needs of the nation, in order that our own people may not be made to suffer from a war in which they are not involved; 3. That the government forbid the lending of money to any nation now at war, such loans providing the best means of prolonging war. Further Resolved, That these resolutions be sent to the president and members of Congress.

Nachträge.

Erstes Kapitel.

Die Internationale.

Über die Aussprache zwischen der deutschen und französischen Partei vom 1. VIII. 1914 und die Vorgeschichte dieser Aussprache (vgl. Nr. 34, 35, 36, 36a) ist inzwischen noch einiges mitgeteilt worden.

In seiner Rede auf dem außerordentlichen Kongreß der holländischen S. D. A. P. von Arnhem berichtete CAMILLE HUYSMANS am 9. I. 1916 hierüber[1]):

Nr. 210[2]).

In den namiddag van 31 Juli ontving ik een telegram uit Berlijn, dat Müller, in naam van den Parteivorstand, wenschte te confereeren, 's Avonds te 11 uur werd mij getelefoneerd, dat Jaurès vermoord was. —

1) Verslag van het buitengewoon congres der S. D. A. P. gehouden op 8 en 9 Januari 1916 te Arnhem. Amsterdam, Boekhandel „Ontwikkeling". S. 29.

2) Am Nm. des 30. VII. (1914) empfing ich ein Telegramm aus Berlin, daß MÜLLER im Namen des Parteivorstandes mit mir zu konferieren wünsche, 11 Uhr nachts wurde mir telephoniert, daß JAURÈS ermordet sei. — Andern-tags, am 1. VIII., um 5 Uhr morgens war MÜLLER bei mir und nach einer Besprechung am Vormittag mit dem Exekutivkomitee reisten MÜLLER und ich, mit DE MAN als Dolmetsch, nach Paris.

1/27 abends hatten wir im Palais Bourbon eine Zusammenkunft mit der Parlamentsfraktion und 1/210 sodann mit dem Zentralvorstand der Partei. Was MÜLLER da erklärte, wißt ihr aus den jüngst erschienenen Artikeln der französischen und deutschen Presse. Er gab zu verstehen, daß für den Augenblick noch die deutsche Fraktion wahrscheinlich nicht für die Kriegskredite stimmen werde. Die französischen Genossen erklärten, die Kriegskredite annehmen zu müssen, falls Frankreich angegriffen werde. Mein persönliches Urteil war — und das wurde am selben Abend zweimal ausdrücklich geäußert — daß für den Augenblick die Deutschen sich enthalten müßten. Meine persönliche Überzeugung war, daß Frankreich keinen Angriff machen

Op 1 Augustus, 's anderen daags, te 5 uur 's morgens, was Müller ten mijnent en na een onderhoud met de Executieve in den voormiddag, reisden Müller en ik naar Paris, met De Man als verslaggever. — Te half zeven 's avonds hadden wij een vergadering met de parlementaire fractie in het Palais Bourbon en 's avonds te half tien met het centraal bestuur van de Partij.

Wat Müller daar verklaarde weet u uit de artikelen laatst verschenen in de Fransche en Duitsche pers. Hij gaf den indruk dat, op dat oogenblik nog, de Duitsche fractie waarschijnlijk niet voor de oorlogscredieten zou stemmen. De Fransche partijgenooten verklaarden dat, werd Frankrijk aangevallen, zij de oorlogscredieten zouden moeten aannemen. Mijn persoondijk ordeel was — en dat werd tweemaal dienzelfden avond uitdrukkelijk geuit — dat, op dat ooggenblik, de Duitsche partij zich moest onthouden. Mijn overtuiging was dat Frankrijk niet zou aanvallen, maar ik gevoelde de moeilijkheid van de positie der Duitschers, die ook nog laater door Vandervelde werd erkend. Aan den eenen kant Frankrijk, het democratische Frankrijk. Aan den anderen kant Rusland, het czaristische Rusland! Ik dacht over den toestand wat Bebel in 1870 dacht: „Stem ik voor de credieten," zei hij, „dan keur ik de Pruisische politiek goed. Stem ik tegen de credieten, dan geef ik den schijn de politiek van Bonaparte aan te kleven." Dat scheen mij ook de positie van de Duitsche sociaaldemocratie in 1914.

Der deutsche Reichstagsabgeordnete GEORG LEDEBOUR seinerseits erzählte in einem — am 20. I. 1916 im Sozialdemokratischen Ortsverein für Groß-Kiel gehaltenen — Vortrage über „Die Stellung der soz.-dem. Partei während des Krieges":

Nr. 211 [1]).

Die Fraktion und der Parteivorstand hielten am 30. VII. (1914) eine kombinierte Sitzung ab. In dieser Sitzung herrschte einmütig die Ansicht vor, dass den Kriegskrediten, wie sie die Regierung verlangen würde, nicht

---

werde, aber ich fühlte die Schwierigkeit in der Stellung der Deutschen. Auf der einen Seite Frankreich, das demokratische Frankreich, auf der anderen Rußland, das zaristische Rußland. Ich dachte über den Zustand, wie BEBEL 1870: „Stimme ich für die Kredite, so heiße ich die preußische Politik gut. Stimme ich gegen die Kredite, so erwecke ich den Anschein, die Politik BONAPARTES zu billigen". Das schien mir auch die Stellung der Deutschen Sozialdemokratie 1914.

1) Schleswig-Holsteinische Volkszeitung. Organ für das arbeitende Volk. Kiel, 21. I. 1916.

zugestimmt werden könnte. Um den Krieg zu verhindern, wurde in dieser Sitzung beschlossen, eine gleichlautende internationale Kundmachung in den verschiedenen Parlamenten durch die sozialistischen Abgeordneten verlesen zu lassen. Das war ein Vorschlag des Genossen Ledebour, vom Genossen Haase wurde dazu ein Zusatzantrag gestellt, der dahin ging, sofort ein Mitglied des Parteivorstandes nach Paris zu entsenden. Dem wurde zugestimmt, und der Gen. Müller reiste über Brüssel nach Paris, von Brüssel aus begleiteten ihn die Gen. Huysmans und De Man. Als sie in Paris ankamen, war am selben Morgen der Mord an dem Gen. Jaurès erfolgt. Das war ein furchtbarer Schlag gegen die Friedenstätigkeit und besonders gegen die französischen Sozialisten. Es gelang dem Gen. Müller nicht, die französischen Abgeordneten, von denen nur wenige in diesem Augenblick versammelt waren, für den deutschen Plan einer gemeinsamen Friedenskundgebung in den Parlamenten zu gewinnen, sie glaubten nicht befugt zu sein, zu einem solchen Vorgehen. Diese Haltung der betreffenden französischen Genossen war verkehrt. In dieser gespannten Situation hätten sie die Verpflichtung gehabt, auf den Plan sofort einzugehen und die Angelegenheit der Fraktion vorzutragen. Die Meinung darüber, wie die Fraktion zu handeln habe, war in Paris ebenso geteilt wie in Berlin, man war sich über die Frage der Bewilligung oder Ablehnung der Kriegskredite hier wie dort nicht einig. In der Fraktionssitzung in Berlin war es der Gen. Kautsky, der der Sitzung beiwohnte, allein, der für Stimmenthaltung eintrat. Ledebour und 13 weitere Abgeordnete stimmten für Ablehnung der Kriegskredite und legten eine Resolution vor, die auch von Liebknecht und Lensch unterzeichnet war. Diese Resolution sollte die Ablehnung der Kriegskredite rechtfertigen. Die Entscheidung über die Haltung der Fraktion wurde jedem einzelnen Mitgliede ausserordentlich schwer, leicht konnte sie nur für den sein, der gewohnt ist, immer ja zu sagen zu allem, was die Regierung fordert. Leicht konnten sich ferner auch nur solche entscheiden, die einfach sagen, die Sozialdemokratie darf für Kriegszwecke überhaupt nichts bewilligen. Dieser Standpunkt wäre falsch, denn auf den Sozialisten-Kongressen in Kopenhagen und Stuttgart, wo viel über diese Frage verhandelt wurde, ist auch zum Ausdruck gekommen, dass jedes Volk seine Freiheit und Unabhängigkeit zu verteidigen das Recht und die Pflicht hat. Es handelte sich nun um die Frage: Führt Deutschland einen Angriffs- oder einen Verteidigungskrieg? Die Mehrheit der Fraktion vertrat den Standpunkt, dass Deutschland zu einem Verteidigungskrieg gezwungen sei, wir müssten also die Kredite bewilligen . . . . . .
. . . . . . [1])
In letzter Linie war es das österreichische Ultimatum, das den Krieg herbeiführte. Es stimmten in der betreffenden Fraktionssitzung 14 Genossen gegen den Vorschlag der Kreditbewilligung. Weil aber die Frage, ob Ver-

1) Die zwei leeren Zeilen im Original.

teidigungs- oder Angriffskrieg, nicht völlig geklärt war, folgte die Minderheit[1]) *der Mehrheit und stimmte im Plenum für den Kriegskredit.*

Zu diesen Mitteilungen LEDEBOURS veröffentlichte das Mitglied des Parteivorstandes HERMANN MÜLLER nachfolgende Zuschrift[2]):

Nr. 212.

Die betreffende gemeinsame Sitzung des Fraktionsvorstandes (und nicht der Fraktion) und des Parteivorstandes fand am 31. VII. statt (nicht am 30. VII.). In dieser Sitzung herrschte nicht einmütig (wie der Bericht den Gen. Ledebour sagen lässt) die Ansicht vor, dass den Kriegskrediten, wie sie die Regierung verlangen würde, nicht zugestimmt werden könnte. Richtig ist vielmehr, dass in der betreffenden gemeinsamen Sitzung sowohl für Zustimmung zu den zu erwartenden Kriegskrediten als auch für Ablehnung und andererseits auch unter Hinweis auf die Vorgänge im Jahre 1870 für Enthaltung gesprochen wurde. Ein Teil der Vorstandsmitglieder wollte vor einer endgültigen Stellungnahme die weiteren Ereignisse abwarten. Als die Sitzung stattfand, war der Kriegszustand noch nicht über Deutschland verhängt und von der die Sicherheit des Reiches bedrohenden Mobilmachung Russlands war noch nichts bekannt. Die Besprechung wurde abgebrochen, ohne dass eine Abstimmung über die Stellungnahme zu den zu erwartenden Kriegskrediten stattfand.

Es ist weiter falsch, dass in dieser Sitzung beschlossen wurde, eine gleichlautende internationale Kundmachung[3]) *in den verschiedenen Parlamenten durch die sozialistischen Abgeordneten verlesen zu lassen. Genosse Ledebour machte allerdings in seiner Rede unter anderem einen solchen Vorschlag. Er fand aber Widerspruch. Ein Beschluss wurde hierüber nicht gefasst. In der Debatte war mehrfach betont worden, dass es wichtig sei, zu erfahren, wie die französischen Genossen sich zu den zu erwartenden Kriegskrediten verhielten. Es wurde sodann beschlossen, mich nach Brüssel und nach Paris zu entsenden. Ich sollte dem Exekutivkomitee des Intern. Soz.-Bureaus in Brüssel mitteilen: nach Auffassung des deutschen Parteivorstandes habe die internationale Situation sich so verschärft, dass zu dem auf den 9. August nach Paris einberufenen internationalen Sozialistenkongress deutsche Delegierte in grösserer Anzahl nicht erscheinen könnten, weil ihre Anwesenheit im Reiche erforderlich sei. Ich sollte weiter in Paris mit den französischen Genossen darüber sprechen, ob nicht für den Fall, dass der Krieg ausbrechen würde, die sozialistischen Fraktionen der französischen Kammer und des Deutschen Reichstages bei den zu erwartenden Kriegskrediten eine einheitliche Haltung einnehmen könnten*[4]). *Es*

---

1) Vgl. Nr. 59. 2) Vorwärts, 28. I. 1916, nach Schleswig-Holsteinische Volkszeitung. 3) Soll wohl heißen: Kundgebung. 4) Vgl. zu dieser Mitteilung über den Zweck des Pariser Besuches: Nr. 36, Abs. II.

handelte sich also um eine Aussprache, der eine Bindung schon deshalb nicht folgen konnte, weil in Paris die sozialistische Kammerfraktion ebensowenig versammelt war als in Berlin die sozialistische Reichstagsfraktion. Zur Vereinbarung einer gleichlautenden Erklärung, die in beiden Parlamenten verlesen werden sollte, hatte ich weder den Auftrag noch die Vollmacht. Als von französischer Seite in der Besprechung in Paris die Frage der Abgabe einer gemeinsamen gleichlautenden Erklärung angeregt wurde, wendeten sowohl französische Parteifreunde als auch ich dagegen ein, dass schon in Anbetracht der Sperrung des Telegramm- und Telephonverkehrs eine Vereinbarung über eine solche gleichlautende Erklärung praktisch ganz unmöglich sei. Da die Dinge damals so lagen, kann den französischen Genossen aus ihrer Haltung meines Erachtens kein Vorwurf gemacht werden. Mit den französischen Genossen kam ich überein, dass in beiden Fraktionen der Vorschlag auf Stimmenthaltung gemacht werden sollte, jedoch wurde von Marcel Sembat, der am 1. VIII. 1914 jenen Besprechungen im Palais Bourbon und in der Redaktion der „Humanité" präsidierte, zum Schluss ausdrücklich festgestellt, dass dies keine Bindung bedeuten dürfe, und dass die Fraktionen in beiden Ländern ihre Entscheidung in voller Selbständigkeit zu treffen haben würden, wie es dann auch in Wirklichkeit geschehen ist.

Zweites Kapitel.

Deutsches Reich.

Vgl. Nr. 211—212.

Über die Sitzung der Sozialdemokratischen Reichstagsfraktion vom 3. VIII. 1914 sind neuerdings noch weitere Einzelheiten mitgeteilt worden.

Im Verlaufe einer Polemik zwischen Karl Kautsky und dem Reichstagsabgeordneten Eduard David erzählt der letztere:

Nr. 213[1]).

Als Kautsky in der Fraktionssitzung erschien, zu der man ihn als historisch-theoretische Autorität geladen, war er ... für die Stimmenthaltung. Als er damit keinen Anklang fand, befürwortete er die Zustimmung unter Bedingungen. Aber auch damit fand er auf keiner Seite Anklang, weil offenbar auch seine Freunde ganz anderer Meinung waren, wie er, über die machtsteigernde Wirkung einer solchen Pressionspolitik in einer solchen Situation. Man wählte ihn dann in die Unterkommission, die die

1) Vgl. David, Kritisches zu Kautskys Kritik. (Die Neue Zeit. 23. VII. 1915, S. 532/33.)

von der Fraktionsmehrheit vorgelegte Resolution einer Schlussbearbeitung unterziehen sollte. In dieser Kommission wurde einigen Abänderungsvorschlägen Kautskys Rechnung getragen, worauf (er) dem ganzen seine Zustimmung gab und einstimmig mit uns beschloss, sie nunmehr der Fraktion zur en bloc-Annahme zu empfehlen.

Hierauf erwidert KAUTSKY:

Nr. 214 [1]).

Ich kam in jenen Beratungen nur einmal zum Wort und bekannte mich zur Stimmenthaltung. Weil diese aber bereits allseitig zurückgewiesen worden war, machte ich in der gleichen Rede den Vorschlag der Pressionspolitik ... Kurz nach meiner Rede wurde die Diskussion zu Ende gebracht und die bedingungslose Bewilligung beschlossen .... (Nun) entstand die Streitfrage, ob man mit oder ohne begründende Erklärung abstimmen solle. Es gab Genossen ..., die das letztere empfahlen. Das wurde abgelehnt und eine Kommission gewählt, mit dem Auftrag, eine Erklärung auszuarbeiten, die unsere Abstimmung motivierte. Ich nahm die Wahl in diese Kommission an mit der Absicht, wenn schon die Kredite bewilligt wurden, dabei doch den oppositionellen Standpunkt der Partei zur Geltung zu bringen. Nur darüber wurde in der Kommission diskutiert, nicht über die bereits festgelegte Frage der Bewilligung. Es gelang mir und einem anderen Genossen in der Tat, obwohl wir die Mehrheit gegen uns hatten und die meisten unserer Anträge von ihr abgelehnt wurden, dennoch in den von der Mehrheit angenommenen Entwurf einige Verschärfungen hineinzubringen, die ihn einigermassen akzeptabel machten. Der Satz auf dessen Aufnahme ich den meisten Wert legte, und dessen Einfügung mich schliesslich den Widerspruch gegen den Entwurf aufgeben liess, ist, nachdem das Plenum die von der Kommission vorgeschlagene Resolution angenommen hatte, in einer späteren Plenarsitzung, der ich nicht mehr beiwohnte, an eine andere Stelle versetzt und erheblich abgeschwächt worden. Derartiges hatte ich befürchtet und darum dem Antrag auf En bloc-Beratung zugestimmt. Die Erklärung in der von der Kommission beschlossenen Fassung schien mir das Minimum dessen zu sein, was wir auszusprechen hatten, wenn wir die Kredite bewilligten, um unseren Standpunkt zu wahren, jede Schwäche ein grosses Unglück .... Den energischsten Widerstand bei allen Anträgen, die eine schärfere Betonung unserer oppositionellen Stellung bezweckten, fanden wir in der Kommission bei David.

* * *

Und in einer späteren Erklärung gegen Wilhelm Blos — der in der „Schwäbischen Tagwacht" vom 10. XII. 1915 erzählt hatte: Kautsky

---

1) Vgl. KAUTSKY, Ein Schlußwort. (Die Neue Zeit, 30. VII. 1915, S. 567/68.

habe am 3. VIII. vorgeschlagen, „die Kriegskredite zu bewilligen, aber vom Reichskanzler dafür Zugeständnisse zu verlangen. Also „Kanonen gegen Volksrechte“ — stellte Kautsky neuerdings fest[1]):

Nr. 215.

Die Gewährung von Volksrechten, etwa einer preussischen Wahlreform, als Vorbedingung unserer Zustimmung zu den Kriegskrediten zu verlangen, ist mir nie eingefallen. Was ich forderte, waren nicht Zugeständnisse, sondern Klarheit. Was ich ablehnte, war blindes Vertrauen. Das ist auch heute noch meine Auffassung. Nur meine ich, dass die Undurchsichtigkeit der Situation, die am 3. VIII. v. J. bestand, längst gewichen ist und die Verhältnisse jetzt klar genug liegen, durch die unsere Haltung zu den Kriegskrediten bestimmt wird.

Im Anschluß hieran schreibt Homo (S. Grumbach) u. d. T. „Un épisode saisissant“ [2]):

Nr. 216.

Kautsky aurait pu ajouter un „detail“ très important et inédit jusqu'à ce jour. Je veux le faire à sa place, parce que ce détail entre bien dans toutes les discussions qui se sont produites autour de l'interpellation au Reichstag. On sait que le texte de la célèbre déclaration, lue le 4 août 1914 au Reichstag, avait été soumis avant la lecture au chancelier, M. von Bethmann-Hollweg, mais ce que l'on ne sait pas encore, c'est que M. von Bethmann-Hollweg avait demandé l'élimination d'une phrase qui considérée du point de vue socialiste, avait une grande importance. On ne sait pas que cette phrase fut effectivement rayée de la déclaration. Cette phrase la voici:

„Aussitôt que la guerre deviendra une guerre de conquête, nous nous dresserons contre elle par les moyens les plus energiques“.

... La phrase qui avait été si longuement discutée à la commission nommée par le groupe social-démocrate pour rédiger la déclaration — la phrase qui avait été ensuite adoptée à l'unanimité par le groupe — la phrase qui constituait un programme, une sorte de cri suprême de la conscience socialiste troublée et tourmentée du groupe — avait vecu! Bethmann-Hollweg l'avait emporté sans trop de difficultés.

---

1) Berliner Tagblatt, 15. XII. 1915 („Kautsky gegen Blos“).
2) L'Humanité, 24. XII. 1915.

Die Londoner „Justice“ bringt über diese Vorgänge noch folgende Einzelheiten [1]).

Nr. 217.

Two or three days before the sitting comrade Haase had an interview with the Imperial Chancellor, in the course of which he told him that the Social-Democratic section would not be able to vote the war credits; to which Herr von Bethmann-Hollweg replied „that it was very unfortunate, but he perfectly understood the difficult position of the Socialist Group“.

In the course of the long and heated deliberations which took place, three tendencies revealed themselves in the Social-Democratic Reichstag Group:

1. That of the 14 irreconcibliables who considered it impossible for the Socialist Group to vote the credits, and who declined all responsability for everything concerning the war and its consequences. These included Lensch, of the „Leipziger Volkszeitung“, Ledebour, Peirotes, Geyer, Stolle, Haase, Liebknecht and others. — 2. Another group, fairly numerous, considered war as capitalist in essence, but did not think that the Socialists had the right to separate themselves from the mass of the nation whose development and very existence where threatened in the case of a defeat by Russian absolutism. — 3. Another section, of about equal importance, led by Dr. David, took the view that when the country was at war there could no longer be parties, and that the Socialists must unreservedly associate their action with that of Government.

Zur Abstimmung in der Sitzung vom 4. VIII. 1914 selbst erklärt der Reichstagsabgeordnete FRITZ KUNERT:

Nr. 218 [2 3])).

(Die) schön klingende Behauptung von der absoluten Fraktionseinheit, die vielfach legendär im In- und Auslande gutgläubig verbreitet wird, ist unzutreffend. Denn ich selbst entzog mich der entscheidenden Abstimmung in dem Moment, als sie der Reichstagspräsident ankündigte. Unmittelbar

---

1) Justice, 31. XII. 1914: The Belgian and German Socialists.
2) Der Kampf. Soz.-Dem. Monatsschrift. Wien IX. (Februar 1916) S. 79.
3) Außerdem stellt KUNERT („Mehr Licht“, in Lichtstrahlen vom 6. II. 1916, S. 99) fest:

Nr. 218 a.

... Am 4. VIII. 1914 stand ich mit der Entziehung von der Abstimmung noch völlig allein (Liebknecht und Rühle nicht ausgeschlossen). Am 2. XII. 1914 machten von der Entziehung ausser mir noch 6, am 20. III. 1915 mehr als 30 Reichstagsabgeordnete Gebrauch, am 20. VIII. war es eine noch grössere Anzahl.

nach dem Abstimmungsakt, der wenige Sekunden beanspruchte, nahm ich an der Plenarverhandlung weiter teil. Diese Abweichung entstand bei mir aus schwerwiegenden grundsätzlichen Bedenken, die eng mit dem Programm, der Geschichtsauffassung sowie den nationalen und internationalen Entschliessungen Zusammenhang haben. Das war es, was mich auch am 2. XII. 1914, sowie am 20. III. und 20. VIII. 1915 zur gleichen Handlung veranlasste; was schliesslich auch am 21. XII. 1915, als ich direkt und öffentlich gegen die Kriegskredite stimmte, in der Hauptsache für mich massgebend blieb.

Über die Stellung des Zentralorgans der Partei zum Fraktionsbeschluß vom 3. VIII. 1914, für die Kriegskredite zu stimmen, und zur Abstimmung am darauffolgenden Tage ist bisher im Verlaufe einer Polemik zwischen der „Vorwärts"-Redaktion und H. Cunow folgendes mitgeteilt worden:

Nr. 219 [1]).

Zu Beginn des Krieges stand Gen. Cunow vollständig auf dem Boden der Anschauungen der Gesamtredaktion, er war es sogar, der am 4. VIII. 1914 eine dementsprechende Erklärung der Redaktion zu der Abstimmung der Reichstagsfraktion formulierte. Bis Mitte Oktober 1914 hat dann Gen. Cunow auf unserer Seite gestanden.

* * *

Hierzu bemerkt Cunow:

Nr. 220 [2]).

Nachdem die Redaktion am Abend des 3. VIII. 1914 erfahren hatte, in der Fraktionssitzung sei die Zustimmung zu den geforderten Krediten bewilligt worden, habe ich freilich auf Ersuchen der Redaktion am Vm. des 4. VIII. eine Erklärung der Redaktion zur Kreditabstimmung im Reichstage niedergeschrieben und des Nm. mit in die Redaktion gebracht; aber damals handelte es sich noch lediglich um einen Krieg Deutschlands und Österreich-Ungarns gegen Russland, Frankreich und Serbien. Die Beteiligung Englands am Kriege, die englische Aufstachelung Japans, das Intriguenspiel Englands mit Belgien waren noch nicht bekannt. Der Krieg erschien noch als ein blosser Rivalitätskampf zwischen Österreich-Ungarn und Russland um ihre Machtstellung auf dem Balkan .... Sobald England den Krieg erklärt hatte, erhielt jedoch die Kriegslage ein ganz anderes Ansehen .... Es ist denn auch völlig unrichtig, wenn die „Vorwärts"-Redaktion behauptet, ich hätte bis Mitte Oktober 1914 auf dem Boden der Anschauungen der Gesamtredaktion gestanden. Das ist schon deshalb ausgeschlossen, weil zunächst gar keine einheitliche Meinung in der Redaktion

---

1) Vorwärts, 9. IV. 1916, S. 2. 2) Ebenda, 11. IV. 1916: Zur Abwehr.

bestand, wie denn auch zwei oder drei Redakteure sich gar nicht der Erklärung in allen Teilen angeschlossen, sondern bestimmte Einwendungen gemacht haben.

* * *

Die Vorwärts-Redaktion erwidert hierauf[1]):

Nr. 221.

Die Redaktionserklärung zur Kreditabstimmung ist zwar bereits am 4. VIII. vom Kollegen Cunow verfasst worden. Sie wurde aber erst mehrere Tage später endgültig formuliert und von sämtlichen Kollegen einzeln unterzeichnet, d. h. zu einer Zeit, als die Kriegserklärung Englands bereits vorlag. Wenn also nach Cunows Auffassung die ganze Kriegslage durch die Beteiligung Englands ein ganz anderes Aussehen erfuhr, dann hätte Gen. Cunow ja auch schon damals seine Unterschrift verweigern können oder müssen .... Die erwähnte Erklärung geht ja auch von einer allgemeinen Auffassung über den Charakter des Krieges aus, der durch das Eingreifen Englands nur noch deutlicher geworden, aber keineswegs geändert worden ist. Die Übereinstimmung Cunows mit der Redaktion bezog sich also nicht allein auf die Kreditfrage, sondern auf die gesamte Auffassung über den Charakter des Krieges und über die Aufgaben der Arbeiterklasse im Kriege. — Wenn Gen. Cunow weiter behauptet, dass in der Redaktion selbst keine einheitliche Meinung bestand, so hat er darin recht und unrecht. Alle Kollegen waren im August 1914 mit der Fraktionshaltung nicht einverstanden, wobei zwei oder drei Kollegen in ihrer Begründung dieser Kritik von den übrigen Redaktionskollegen etwas abwichen.

Drittes Kapitel.

Österreich-Ungarn.

Zu § 6. **Die polnische Sozialdemokratie**[1]).

a) Österreich.

Nr. 222[2])[3]).

Komisja Skonfederowanych Stronnictw Niepodległościowych.
Udezwa do Narodu Polskiego w zaborze rosyjskim.

Obywatele! Austrja wypowiedziała formalnie wojnę Serbji. Nikt nie wątpi, że małe państewko bałkańskie nie odważyłoby się ściągać na siebie

1) Ebenda S. 2, Sp. 2. 2) Die Materialien Nr. 222/24 sowie deren Übersetzung verdanke ich der Güte einiger Mitglieder der Poln. Sozialdemokratie. Sie werden in dieser Abteilung der Sammlung wiedergegeben, weil sie sich ebenso gut auf Österreich, wie auf Russisch-Polen beziehen.

3) Kommission der konföderierten Unabhängigkeitsparteien. Ein Aufruf an die polnische Nation in Russisch-Polen.

klęski zatargu zbrojnego z potężnym państwem Habsburgów, gdyby nie nadzieja na pomoc Rosji. Za plecami Serbji stoi carat rosyjski — i wojna austrjacko — serbska może sprowadzić wystąpienie zbrojne Rosji przeciw Austrji ze wszystkiemi jego skutkami międzynarodowemi. Możliwość ta jest dziś prawdopodobniejsza niż kiedykolwiek w ciągu ostatnich lat kilkudziesięciu.

Bürger! Österreich hat Serbien formell den Krieg erklärt. Niemand zweifelt, daß der kleine Balkanstaat ohne die Hoffnung auf Rußlands Hilfe nicht gewagt hätte, die Katastrophe eines bewaffneten Konflikts mit dem mächtigen Habsburgerstaat heraufzubeschwören. Hinter Serbien steht der russische Zarismus und der österreichisch-serbische Krieg kann zu einem bewaffneten Auftreten Rußlands mit allen seinen internationalen Folgen führen. Diese Möglichkeit ist jetzt wahrscheinlicher als je in den letzten Jahrzehnten.

Der österreichisch-russische Krieg wird auf unserem Boden geführt werden; unser Land und unser Volk werden zunächst seine Opfer werden; auf uns wird seine Last fallen; wir werden am stärksten seine Schrecken empfinden. Aber gleichzeitig kann dieser Krieg der Ausgangspunkt unserer Wiedergeburt, die Gewähr einer besseren Zukunft der polnischen Nation werden. Und dies hängt nur von uns ab.

Bleiben wir passiv, machtlos, sind wir nicht zu männlichen, opfervollen Taten fähig, werfen wir nicht auf die Wagschale der herannahenden Ereignisse unsere Waffentaten, so sind wir einer besseren Zukunft einfach unwürdig. Im Ringen der Nationen werden wir dann zu jenem „Kanonenfutter", das fremden Zielen dient, mit dem aber niemand rechnet; nach vollendetem Kampf wird dann unsere Stimme nirgends einen Widerhall finden, als die Stimme einer Nation, die zu selbständiger Tat unfähig ist, die es also nicht verdient, daß man mit ihr rechne.

Von uns hängt unsere Zukunft ab. Wir müssen den geschichtlichen Augenblick ausnützen, um mit der Vergangenheit der Sklaven zu brechen und in den Kampf um die Befreiung der Nation zu ziehen. Es naht die Stunde, da unser größter Feind, das zarische Rußland, sich in einer Lage finden wird, die uns die Zerreißung unserer Ketten ermöglichen wird. Die ganze polnische Nation muß sich wie ein Mann gegen Rußland wenden und das Jahrhunderte lange Unrecht rächend, jede Spur der russischen Herrschaft auf polnischem Boden austilgen.

Heute sind wir nicht mehr das, was wir während der bosnischen Krise oder zur Zeit der letzten internationalen Spannung waren. Das Verständnis für die Notwendigkeit eines Kampfes auf Tod und Leben mit der Russenherrschaft ist tief in die Massen gedrungen. Heute haben wir bereits zahlreiche Scharen von Kämpfern, die das Werk der Schaffung einer polnischen Revolutionsarmee in ihre Hände nehmen werden. Mit dem Ausbruch des russisch-österreichischen Krieges ist der entscheidende Augenblick für die Sache der Freiheit Polens gegeben und wir müssen ihn benützen. Möge also jeder, in dem die Sehnsucht nach Freiheit lebendig ist, der an die bessere Zukunft der Nation glaubt, sich schleunigst zum Kampf

Wojna austrjacko-rosyjska toczyć się będzie na naszej ziemi. Nasz kraj i lud pszedewszystkiem padnie jej ofiarą. Na nas zwalą się jej ciężary, my najsilniej odczujemy jej straszną grozę. Ale wojna ta może się stać jednocześnie źródłem naszego odrodzenia, rękojmią lepszej doli Narodu Polskiego. To zaś tylko od nas zależy.

Jeśli pozostaniemy bierni, bezwładni, jesli nie potrafimy zdobyć się na czyn męski, ofiarny, jeśli nie rzucimy na szalę nadchodzących wypadków naszego wysiłku zbrojnego, nie zasłużymy poprostu na lepszą przyszłość. W walce narodów będziemy tym „mięsem armatnim" które służy do obcych celów, a z którym nikt się nie liczy. Po skończonej walce głos nasz nigdzie nie znajdzie oddzwięku, jako głos narodu, niezdolnego do czynu samodzielnego, a więc nie zasługującego na to, aby się z nim liczono.

Od nas zależy przyszłość nasza. Musimy wyzyskać chwilę dziejową, aby zerwać z przeszłością niewolników i stanąć do walki o wyjarzmienie Narodu. Zbliża się chwila, kiedy największy wróg nasz, carska Rosja, znajdzie się w położeniu, umozliwiającym nam skruszenie więzów. Cały naród polski jak jeden mąż musi zwrócić się przeciwko Rosji i, mszcząc się za wiekowe krzywdy, zetrzeć wszelki ślad panowania najazdu rosyjskiego na ziemi polskiej.

Dziś już nie jesteśmy tem czem byliśmy podczas zawieruchy bośniackiej, ani nawet w dobie ostatniego naprężenia międzynarodowego. Dziś świa-

---

gegen Rußland vorbereiten, damit das Volk zur allgemeinen Erhebung bereit sei, sobald im Lande die ersten polnischen aufständischen Scharen erscheinen.

In dem wir zum Kampf rüsten, müssen wir zugleich mit allen Mitteln jeglichen Versuche einer rußlandfreundlichen Politik in Polen ausrotten und vernichten. Mit größter Energie ist den Illusionen entgegenzutreten, als ob für die Unterstützung Rußlands der Zarismus bereit wäre, den Polen Zugeständnisse zu machen. Man muß den breiten Massen die Überzeugung beibringen, daß nur die eigene, im entscheidenden Moment auf die Wagschale geworfene bewaffnete Macht Polen eine bessere Zukunft sichern kann.

Zur Fahne des Aufstands in Rußland rufen wir alle, die die Schande der Sklaverei fühlen und sich nach Freiheit sehnen. Wir fordern die Arbeiter und Bauern, die Intelligenz und das Bürgertum auf, Kriegsbereitschaft zu halten. Möge ein großes, von dem einen Befreiungsgedanken beherrschtes Volksheer entstehen, und der Feind wird nicht imstande sein, ihm zu widerstehen.

Im Namen der Polnischen Sozialistischen Partei, des Bauernbundes und des Patriotenbundes in Russisch-Polen, sowie der Polnischen Volkspartei, der Polnischen Sozial-Demokratischen Partei und der Polnischen Fortschrittlichen Partei in Österreichisch-Polen.

Juli 1914.

Die Kommission der Konföderierten Unabhängigkeitsparteien.

Druckerei „Dziennik Robotniczy" Kattowitz O. S.

domość konieczności walki na śmierć i życie z najazdem rosyjskim przeniknęła głęboko w masy. Dziś mamy już liczne zastępy bojowników, którzy ujmą w swe ręce sprawę stworzenia polskiej armji rewolucyjnej.

Gdy wojna rosyjsko-austrjacka wybuchnie, nadejdzie moment roztrzygający dla sprawy wolnosci Polski, który musimy wyzyskać. Niech że każdy, w kim tętni żywo pragnienie wolności, kto wierzy w lepszą przyszłość Narodu, przygotowuje się jaknajspieszniej do walki z Rosją — aby z chwilą zjawienia się w kraju pierwszych polskich oddziałów powstańczych ogół był gotów do powszechnego wystąpienia.

Gotując się do walki należy jednocześnie wszelkiemi sposobami tępić i niszczyć próby polityki prowadzonej w społeczeństwie polskim na rzecz Rosji. Trzeba wypleniać, jaknajenergiczniej złudzenia co do wrzekomych ustępstw caratu na rzecz Polaków za cenę ich opowiedzenia się po stronie Rosji. Należy wpajać w jaknajszersze masy przekonanie, że tylko zbrojna siła własna, rzucona w chwili roztrzygającej na szalę wypadków zapewni lepszą przyszłość Polsce.

Wzywamy do skupienia się pod sztandarem walki powstańczej w Rosji wszystkich, kto odczuwa hańbę niewoli a pragnie wolności. Wzywamy robotników i chłopów, inteligencję i mieszczaństwo do stworzenia pogotowia wojennego. Niech powstanie wielka, ogarnięta jedną myślą wyzwolenia armja ludowa, a wróg nie zdoła jej się oprzeć.

W imieniu: Polskiej Partji Socjalistycznej, Związku Chłopskiego i Związku Patrjotów w Zaborze rosyjskim, oraz Polskiego stronnictwa Ludowego, Polskiej Partji Socjalno-demokratycznej i Polskiego Stronnictwa Postępowego w zaborze austrjackim.

Wlipcu 1914.

Komisja Skonfederowanych Stronnictw Niepodległościowych.

Drukarnia „Dziennika Robotniczego“ Kattowitz O. S.

Nr. 223[1]).

Polacy!

Podajemy do wiadomości następujące odezwy Rządu Narodowego:

Polacy! W Warszawie utworzył się Rząd Narodowy. Obowiązkiem wszystkich Polaków jest skupić się solidarnie pod Jego Władzę. Komen-

1) Polen! Wir bringen euch die folgenden Aufrufe der Nationalregierung zur Kenntnis:

Polen! In Warschau wurde eine Nationalregierung gebildet. Es ist die Pflicht aller Polen sich solidarisch unter ihrer Führung zu sammeln. Zum Kommandanten der polnischen Wehrmacht wurde der Bürger Józef Piłsudzki ernannt, dessen Verordnungen jeder Folge zu leisten hat.

Warschau, den 3. Aug. 1914.

Die Nationalregierung.

dantem polskich sił wojskowych mianowany został ob. Józef Piłsudzki, którego rozporządzeniom wszyscy ulegać winni.

Warszawa 3 sierpnia 1914.

Rząd Narodowy[1]).

Rząd Narodowy.

Die Nationalregierung.

Die Stunde der Entscheidung hat geschlagen. Polen hat aufgehört, Sklave zu sein und will selbst sein Schicksal bestimmen, seine Zukunft bauen, in dem es seine eigene bewaffnete Macht auf die Wagschale der Ereignisse wirft. Die Kadres des polnischen Heeres haben den Boden des Königreiches Polen betreten und von ihm zugunsten des eigentlichen, einzigen Eigentümers — des polnischen Volkes, das ihn mit seinem Blute und seiner Arbeit fruchtbar und reich gemacht hat, Besitz ergriffen; sie besetzen das Land im Namen der Obersten Gewalt der Nationalregierung. Wir bringen der ganzen Nation die Befreiung von den Ketten und ihren einzelnen Schichten die Bedingungen einer normalen Entwicklung.

Von nun an muß sich die ganze Nation in einem Lager unter der Leitung der Nationalregierung sammeln. Außerhalb dieses Lagers werden nur Verräter bleiben, denen gegenüber wir es verstehen werden, rücksichtslos zu sein.

Der Oberkommandant des polnischen Heeres
Józef Piłsudzki.

Den polnischen Boden unter russischer Herrschaft, das Land der Knechtschaft und der schrecklichsten Gewalttaten, hat der polnische Soldat betreten. — Die Schützen haben Miechów und die benachbarten Ortschaften erobert und marschieren im vollen Einvernehmen mit der österreichischen Armee auf Jędrzejów, Kielce nach Warschau. — Die Bevölkerung begrüßt mit Begeisterung das Emblem des weißen Adlers. Bei den Schützenkadres melden sich scharenweise Bauern und Arbeiter aus dem Königreich Polen, glücklich, daß sie zum Kampfe gegen Rußland gerufen wurden. Lebensmittel sowie alle notwendigen Sachen werden mit Begeisterung beigestellt. Das Kommando des polnischen Heeres organisiert die Zivilverwaltung, hat die hervorragendsten Bürger aufgefordert, alle Gebiete der Selbstverwaltung zu besetzen, und bildet eine Miliz. Auf den Mauern der Marktflecken und Städte sind Aufrufe der Nationalregierung und des Oberkommandanten zu sehen.

Brüder! Die Seele der Nation hat den Zweifel an die eigene Kraft abgestreift, der kühne Einmarsch der polnischen Schützen im Königreich hat die polnische Frage aufgestellt. — Der unbeugsame Drang nach Unabhängigkeit wird zur Tat, zur Wirklichkeit! Die gegen Warschau vorrückenden Schützenregimenter haben ein neues Blatt der polnischen Geschichte aufgeschlagen. Noch nie waren die Umstände günstiger für den Kampf gegen Rußland. Wir sind die Verbündeten Österreichs. Unter solchen Umständen ist es für uns um so besser, je mehr polnische Gebiete die österreichischen

Wybiła godzina roztrzygająca! Polska przestała być niewolnicą isama chce stanowić o swoim losie, sama chce budować swą przyszsłość, rzucając na szalę wypadków własną siłę orężną. Kadry armji polskiej wkroczyły na ziemię Królestwa Polskiego, zajmując ją na rzecz jej właściwego, istotnego, jedynego gospodarza — Ludu Polskiego, który ją swą krwawicą uzyż-

Truppen besetzen, weil Österreich in seinem Kampf für seine Großmachtinteressen gleichzeitig die polnische Sache unterstützt.

Von uns selbst, von unserer Opferwilligkeit, unserer Organisationskraft und unserer Entschlossenheit hängt die Zukunft der Nation ab. — Im Angesicht der Unabhängigkeit ist kein Platz für soziale und Parteizwiste. Es existiert nur eine Frage: Ob wir fähig sind, die nationale Pflicht zu erfüllen? Laßt uns keine Opfer an Blut und Gut scheuen, unterstützen wir mit der ganzen Kraft der Nation die im Königreiche kämpfenden Brüder!

Die Kommission der Konföderierten Unabhängigkeitsparteien hat mit dem heutigen Tage die Vertretung der in Warschau gebildeten Nationalregierung übernommen. Die Kommission wird zwischen Galizien und der Nationalregierung vermitteln, über den Gang der Ereignisse berichten, Hilfe für den Kampf gegen Rußland organisieren.

Der Finanzausschuß (der polnische Kriegsschatz) wird in den nächsten Tagen bekannt gegeben werden.

Krakau, 10. August 1914.

Kommission der Konföderierten
Unabhängigkeitsparteien
als Vertretung der Nationalregierung
in Warschau.

1) Die Nationalregierung in Warschau, von der vorstehend die Rede ist, hat überhaupt nicht existiert. In dem Erscheinungstermin nach späteren Publikationen, wie im „Robotnik“ Nr. 264 und 266, sowie in „Wiadomosci Polskie“, Nr. 62, die beide die Richtung der „Kommiss. d. Konföd. Unabhäng. Parteien“ vertreten, wird betont, daß sich Anfang August 1914 in Warschau keine solche leitende Körperschaft befand. Vollends bestätigt dies der österreichische soz.-dem. Reichstagsabgeordnete Jędrzej Moraczewski in seiner Schrift: „Zarys sprawy Polskiej w obecnej wojnie“ (Grundriß der poln. Frage im gegenwärtigen Kriege), Lausanne 1915, S. 62 wo es heißt:

„Piłsudzki, genjalny polityk czynu, przewidujący i stwarzający warunki konieczne dla przeprowadzenia śmiałych planów, równocześnie z wkroczeniem do Królestwa stworzył fikcję rządu narodowego w Warszawie, przedstawił Galicji swą, dyktaturę, aby mieć możność polityczną do przeprowadzenia rekrutacji“.

(Piłsudski, der geniale Politiker der Tat, der die Bedingungen der Durchführung kühner Pläne voraussah und schuf, hat gleichzeitig mit dem Einmarsch in Russisch-Polen die Fiktion einer Nationalregierung in Warschau geschaffen und Galizien seine Diktatur präsentiert, um die politische Möglichkeit zur Durchführung von Rekrutierungen zu haben.)

nił i wzbogacił. Zajmując ją w imieniu Władzy Naczelnej Rządu Narodowego, niesiemy całemu Narodowi rozkucie kajdan, poszczególnym zaś jego warstwom warunki normalnego rozwoju.

Z dniem daisiejszym Cały Naród skupić się winien w jednym obozie pod kierownictwem Rządu Narodowego. Po za tym obozem zostaną tylko zdrajcy, dla których potrafimy być bezwzględni.

Komendant Główny Wojska Polskiego
Józef Piłsudzki.

Na ziemię polską zaboru rosyjskiego, do kraju niewoli i najokrutniejszego gwałtu wszedł polski żołnierz.

Strzelcy zdobyli Miechów i okoliczne miejscowości i w zupełnym porozumieniu z armją austryjacką maszerpją na Jędrzejów-Kielce ku Warszawie.

Ludność wita z entuzjazmem znak Orła Białego. W kadry strzeleckie garną się tłumnie chłopi i robotnicy królestwa, szczęźliwi, że ich powołano do walki z Rosją. Żywność i wszelkie potrzeby dostarczane są z zapałem. Komenda wojsk polskich organizuje władzę cywilną ipowołała najwybitniejszych obywateli miejscowych do objęcia wszystkich dniałów samorządnej administracji, tworzy milicję. Na murach osad i miasteczek widnieją odezwy Rządu Narodowego i Komendanta Głównego. Bracia! Wyzwoliła się dusza Narodu z niewiary we własne siły.

Śmiały marsz strzelców polskich do królestwa postawił sprawę polską.

Nieugięta dążność do Niepodległości przetwarza się w czyn, w rzeczywistość! Pułki strzeleckie posuwające się ku Warszawie stworzyły w dniejach Polski nową kartę. Nigdy okoliczności nie składały się bardziej pomyślnie do walki z Rosją. Jesteśmy sprzymierzeńcami Austrji — w dzisiejszym układzie stosunków im więcej ziem polskich zajmą wojska austryjackie, tem dla nas lepiej, gdyż walcząc o swoje interesy mocarstwowe, Austrja popiera równocześnie sprawę polską

Od nas samych, od naszej ofiarności, siły organizacyjnej i zdecydowania zależy przyszłość narodu.

W obliczu Niepodległoci niema miejsca na waśnie społeczne i partyjne: istnieje jedno tylko pytanie — czy jesteśmy zdolni spełnić obowiązek narodowy? — Nie ulęknijmy się daniny krwi i mienia — całą mocą narodu wesprzyjmy braci walczących w Królestwie.

Komisya Skonfederowanych Stronnictw Niepodległościowych obięła w dniu dzisiejszym zastępstwo Rządu Narodowego, utworzonego w Warszawie. K. S. S. N. będzie pośredniczyła pomiędzy Galicyą a Rządem Narodowym, informowała o biegu wypadków, organizowała pomoc w walce przeciw Rosyi.

Wydział Skarbowy (Polski Skarb wojskowy) zostanie w najbliższych dniach ujawniony.

Kraków, 10 sierpnia 1914r.

Komisya skonfederowanych Stronnictw
Niepodległościowych jako zastępstwo Rządu
Narodowego w Warszawie.

Nr. 224 [1]).

Do Robotników w Królestwie Polskiem!

Towarzysze!

Godzina czynu polskiego wybiła! Wojna europejska rozpętała swoje moce straszliwe. Na wschodzie Europy toczy się ona na naszej, na polskiej

---

1) An die Arbeiter im Königreich Polen!

Genossen! Die Stunde der polnischen Tat hat geschlagen! Der europäische Krieg hat seine schrecklichen Gewalten entfesselt. Im Osten Europas spielt er sich auf unserem, dem polnischen Boden ab. Und geschlagen muß er werden auch um unsere Rechte, um unsere Freiheit, um die Möglichkeit freier Entwicklung der ganzen polnischen Nation.

Die polnische Tat sind heute

die polnischen Legionen,

die sich in West- und Ostgalizien bilden. Sämtliche polnische Parteien haben sich vereinigt, um diesen Legionen Leute, die zum Kampf mit dem Feinde fähig sind, zuzuführen, um die Mittel für die Uniformierung und Bewaffnung der Tausende von Polen zu sammeln, die den polnischen Boden von der nichtswürdigen moskowitischen Herrschaft reinigen wollen, die den polnischen Boden befreien wollen von Schande und moskowitischer Fäulnis, von Fesseln und Kerkern, von Bestechung und Barbarei.

Die österreichisch-ungarische Armee fördert die Bildung der Legionen, indem sie Kanonen, Maschinengewehre und technische Waffen beistellt.

Unsere, des arbeitenden Volkes Stunde hat geschlagen! Von neun polnischen sozialistischen Abgeordneten sind vier in die Reihen der Legion eingetreten, und fünf sind in der Organisationsarbeit zur Bildung der Legion tätig. Als von polnischen Arbeitern gewählte Abgeordnete fordern wir auch Euch, Genossen, im ganzen Königreiche Polen auf, in die Reihen der Legionen zu eilen.

Unseren Namen, die Arbeiten unseres ganzen Lebens geben wir als Pfand, daß die Waffentat gerade jetzt absolut notwendig ist, daß sie heute eine Pflicht ist, der sich keiner — der nicht zum Verräter an der Nation werden will — entziehen darf.

Die heuchlerischen, in der ganzen zivilisierten Welt Gelächter auslösenden Aufrufe der fliehenden russischen Kommandos zeigen nur, daß die Moskowiter die polnische Kraft fürchten, daß sie die polnische Kraft einschläfern und betrügen wollen, indem sie das Blaue vom Himmel denselben Polen versprechen, die sie geknechtet und eingekerkert haben, denen sie die bürgerlichen und menschlichen Rechte vorenthielten, die sie ein ganzes Jahrhundert niedergehalten haben! ... Die Kugel aus dem polnischen Gewehr, der Stoß des polnischen Bajonetts — das ist die einzige Antwort auf diese moskowitischen Liebesanträge.

Genossen! Denkt daran, daß es in diesem Riesenkrieg unserer Opfer, unserer bewaffneten Arme bedarf, damit unsere Freiheit, unsere

ziemi. A toczyć się musi i o nasze prawa, o naszą wolność, o możliwość swobodnego rozwoju całego narodu polskiego!

Czynem polskim dzisiaj to

Legiony Polskie

które się tworzą w Galicji Zachodniej i Wschodniej. Wszystkie stronnictwa polskie połączyły się, aby do tych Legionów dać ludzi zdolnych do walki z wrogiem, aby zebrać pieniądze na umundurowanie i uzbrojenie tych kilkudziesięciu tysięcy Polaków co pragną oczyścić ziemię polską z podłych rządów moskiewskich, zwolnić ją od hańby, od zgnilizny moskiewskiej, od kajdan i turm, od łapówki i barbarzyństwa.

Armia austro-węgierska dopomaga w tworzeniu Legionów, dając armaty i karabiny maszynowe i dostarczając technicznej broni.

Pora na nas! Na Lud roboczy! Z dziewięciu polskich posłów socyalistycznych poszli czterej do szeregów Legionu, a pięciu pracuje w organizacyjnej robocie dla tworzenia Legionu! Jako posłowie wysłani przez robotników polskich wzywamy i Was Towarzysze w całem Królestwie Polskiem, abyście spieszyli do szeregów Legionu!

Nazwiska nasze, pracę całego życia naszego dajemy jako rękojmię, że czyn zbrojny jest teraz własnie konieczny, że jest on dziś obowiązkiem, z pod którego nie wolno wyłamać się nikomu pod grozą zostania zdrajcą narodu.

Obłudne, śmiech w całym cywilizowanym świecie wzbudzające odezwy uciekających komend rosyjskich, pokazują tylko, ze Moskale boją się siły polskiej, że chcą siłę polską uśpić i oszukać, obiecując gruszki na wierzbie tym samym Polakom, których gnębili i więzili, którym odmawiali praw ludzkich i obywatelskich, których trzymali w niewoli przez całe stulecie!... Kula z polskiego karabinu, pchnięcie polskiego bagnetu jest jedyną odpowiedzią na te moskiewskie zalecanki.

Towarzysze! Pamiętajcie, że w tej wojnie olbrzymiej trzeba ofiar naszych, trzeba naszych dłoni zbrojnych, aby wyrosła nasza wolność, nasze zjednoczenie i nasza siła!

Nie pora na czcze gadaniny, nie pora na wahanie się! Kto się czuje Polakiem, ten pospieszy do szeregu i stanie się polskim żołnierzem!

Do broni! Do szeregu! Do Legionów polskich!

Kraków, 22 sierpnia 1914.

Ignacy Daszyński,

Przewodniczący klubu polskich posłów socyalno-demokratycznych.

Vereinigung und unsere Macht emporblühen! Zu leerem Gerede, zu Schwanken — ist jetzt nicht die Zeit! Wer sich als Pole fühlt, der wird in die Reihen eilen und wird ein polnischer Soldat!

Zu den Waffen! Schließt die Reihen! Zu den polnischen Legionen!

Krakau, 22. August 1914.

Ignatz Daszyński

Vorsitzender des Klubs der Polnischen sozial-demokratischen Abgeordneten.

Zu § 7. Die tschechische Sozialdemokratie[1][2].

a) Die tschecho-slavische Arbeiterpartei.

Nach dem Bekanntwerden des Ultimatums an Serbien erschien im Zentralorgan der Partei nachfolgender (redaktioneller) Aufruf[3][4]:

Nr. 225.

Svolejte parlament!

Přes noc ocitli jsme se v nejvýš důležité situaci. Rakousko-Uhersko předložilo srbské vládě řadu podmínek, vztahujících se k výsledkům vyše-

---

1) Die tschecho-slavische soz.-dem. Arbeiterpartei in Österreich (Československá sociálně demokratické strana dělnická v Rakousku) bildete seit der 1897 durchgeführten Organisation der „Sozialdem. Arbeiterpartei Österreichs" nach sechs selbständigen nationalen Gruppen ein Glied der „Gesamtorganisation der Sozialdemokratie Österreichs". Ihre Bestrebungen, der politischen Organisation auch die gewerkschaftliche anzugliedern, und die im Gefolge dieses Separatismus sich vollziehende Sprengung der auf internationaler Grundlage aufgebauten gewerkschaftlichen Zentralverbände zeitigten erst Meinungsverschiedenheiten innerhalb der tschechoslav. Partei zwischen „Separatisten" und „Zentralisten", sodann den Ausschluß der letzteren im Oktober 1910, endlich deren Konstituierung als selbständige „zentralistische" Partei u. d. Namen Česká sociálně dem. strana dělnická v Rakousku (tschechische soz.-dem. Arb.-Partei in Österr.) (13.—14. V. 1911), die auf dem Innsbrucker Parteitag der „Deutschen soz.-dem. Arbeiterpartei in Österreich" (1911) „als proletarische Bruderpartei" anerkannt wurde und deren Anspruch, in die Gesamtpartei und in die Internationale als gleichberechtigte politische Organisation aufgenommen zu werden", dieser Parteitag zu unterstützen beschloß. (Vgl. Archiv II, 191/198, 214/233; III, 371/405.)

2) Die Übersetzung der Materialien Nr. 225/26 verdanke ich Frau E. E-g.

3) Právo Lidu. Ústredni orgán česko-slovanské socialné demokratické strany dělnické. (Täglich 2mal.) Prag, 24. VII. 1914. Abendblatt.

4) Berufet das Parlament! Über Nacht sind wir in eine entscheidende Lage geraten. Österreich-Ungarn hat im Hinblick auf die Ergebnisse der Untersuchung wegen des Sarajewoer Attentats der serbischen Regierung eine Reihe von Bedingungen auferlegt und fordert Antwort bis zum Abend des 25. VII. Das ist ein Schritt von höchster Wichtigkeit, vor dem heute alle Fragen der inneren Politik zurücktreten müssen: so auch die der Teilung des böhmischen Landtages und des böhmisch-deutschen Ausgleichs. Die politischen Parteien dürfen in diesem Augenblick der Forderung des Arbeitervolkes nach Einberufung des Parlaments nichts in den Weg

třování o sarajevském atentátu, a žádá odnověď do soboty 25. července večer. Je to krok dalekosáhlého významu, před nímž ustupují dnes do stínu všecky otázky vnitřní politiky, i otázka dělnosti českého sněmu a problém českoněmeckého vyrovnání. Nic nesmí dnes stavět politické strany v cestu volání pracujícího lidu, aby v době této svolán byl parlament, aby zástupci národů na říšské radě ve Vídni byli povoláni na místa, která jim zaručuje ústava a na která je poslalo voličstvo.

V Uhrách parlament zasedá až do posledních dnů. Poslanci různých stran uherských vznášejí na ministerského předsedu dotazy, týkající se poměru k Srbsku, uherský ministerský předseda odpovídá na ně v obsáhlých bečech, podává sněmovně uherské informace, slibuje podati vysvětleni a sdělení další, jakmile budou k tomu dány věcné podmínky. Kde je co takového u nás v Rakousku?

Poslanci a obyvatelé uherských zemi nejsou přece vyvýšeni nad poslance a obyvatele zemí předlitavských. My v Rakousku máme prejná ústavní práva, jako občané uherští, a tedy také stejné právo, projevit mínění své ústy členů poslanecké sněmovny a žádat sděleni a vysvětlení z úst ministerského předcedy rakouského.

Proto žádáme bezodkladné svolání poslanecké sněmovny rady říšské. Dosud přes všesku vážnost doby odmítala vláda rakouská tento požadavek poukazem na českou nacionální obstrukci. Dnes pokládáme ca vyloučeno,

---

legen, die Vertreter der Nationen im Wiener Reichsrat mögen an ihren Platz gerufen werden, den ihnen die Verfassung verbürgt und auf den ihre Wähler sie entsendet haben. — In Ungarn ist der Reichstag bis in die letzten Tage versammelt. Die Abgeordneten der verschiedenen ungarischen Parteien stellen an den Ministerpräsidenten Fragen über das Verhältnis zu Serbien. Der ungarische Ministerpräsident beantwortet sie in umfangreichen Reden, erteilt dem ungarischen Parlament Aufklärungen und verspricht auch weitere, sobald die sachlichen Voraussetzungen für sie vorliegen werden. Wo findet man Ähnliches bei uns in Österrreich? Die Abgeordneten und Bewohner der ungarischen Länder stehen doch nicht höher als jene unserer Reichshälfte! Wir in Österreich haben doch dieselben staatlichen Rechte wie die ungarischen Staatsbürger, also auch dasselbe Recht, unsere Meinung durch unsere Reichstagsvertreter auszusprechen und Mitteilungen und Aufklärungen aus dem Munde des österreichischen Ministerpräsidenten zu verlangen! — Deshalb fordern wir auch die unverzügliche Einberufung des Parlaments. Bis jetzt hat die österreichische Regierung, trotz des Ernstes der Zeit, diese Forderung unter Hinweis auf die tschechisch-nationale Obstruktion abgelehnt. Heute aber halten wir es für ausgeschlossen, daß irgend eine tschechisch-nationale Partei es wagen sollte, die Beratungen des Reichsrates über die letzten Ereignisse zu stören. Sie würde sonst, in den Augen des ganzen Volkes sich selbst das Grab graben. Berufet das Parlament! Wir wollen, daß ihr uns hört! Wir wollen euch hören!

že by kterákoli česká nationální strana odvážila se mařiti jednání poslanecké sněmovny vídeňské o posledních událostech. Vykopala by si tím hrob v očích všeho lidu!

Svolejte parlament! Chceme, abyste nás slyšeli! Chceme slyšeti vás!

Nach Abbruch der Beziehungen mit Serbien erließ die Partei den nachfolgenden Aufruf:

Nr. 226 [1] [2]).

Slovo v těžké chvíli.

Soudruzi a soudružky!

V době, kdy všechen ústavní život u nás byl zastaven, parlament odročen a absolutismus ujal se vlády nad národy Rakouska, byli jsme jakoby úderem blesku postaveni před události rázu nezměrného.

---

1) Právo Lidu, 25. VII. 1914. Abdblatt.

2) Ein Wort in schwerer Zeit. Genossen und Genossinnen! In einer Zeit, da bei uns das öffentliche Leben unterbunden, das Parlament vertagt und der Absolutismus im Besitz der Herrschaft über Österreichs Nationen ist, werden wir wie durch einen Blitzschlag vor Ereignisse von unübersehbarer Tragweite gestellt. Heute zu euch und zu den Millionen des tschechischen Proletariats zu sprechen, ist uns weder von der Parlamentstribüne aus noch in der Presse möglich — aber der Absolutismus und die Konfiskationen haben uns und unsere Überzeugung nicht erschüttert. Genossen und Genossinnen! Unser Standpunkt ist bekannt und wir stehen für ihn auch heute und bis zum letzten Atemzuge ein. Wir haben alles getan, was in unseren Kräften stand. Wir haben uns in einer jeden Zweifel ausschließenden Weise entschieden und klar über unser Verhältnis zum Staat, zu seiner Mission und seiner Zukunft, wir haben unzählige Male den einzig möglichen Weg zu gesunder Entwicklung der großen Völkerfamilie der ganzen österreichisch-ungarischen Monarchie ausgesprochen; wir haben auf die nicht nur einzig möglichen, sondern auch geradezu unausweichlichen Bedingungen ihres freundschaftlichen Zusammenlebens mit den Balkanvölkern hingewiesen; wir haben auf rasche und gerechte Lösung des großen und brennenden südslavischen Problems innerhalb dieses Staates und jenseits seiner Grenzen gedrängt; wir haben es immer wieder getan: im Parlament, auf den Parteitagen, in der Presse und in Volksversammlungen. Allein unsere Stimme wurde nicht beachtet. Das böhmische und auch das Proletariat aller anderen Nationen Österreich-Ungarns steht plötzlich wider alles Erwarten im Mittelpunkt lawinenartig hereingebrochener Ereignisse. Niemand weiß, wo er landen wird, keine Phantasie vermag das Ende des vor unseren Augen

Nemůžeme dnes mluviti k vám a nemůžeme mluvit k milionům českého proletariátu ani s tribuny parlamentu, ani s tribuny veřejného tisku — ale absolutismus a konfiskace nás a naše přesvědčení nepochovaly.

Soudruzi a soudružky!

Naše stanovisko jest známo a my při něm stojíme i dnes do posledního dechu. My vykonali vše, co bylo v lidských silách našich. My nade všechnu pochybnost určitě a jasně vyslovili svůj poměr ke státu, jeho poslání a jeho budoucnosti — my nesčetněkráte zdůraznili jedině možnou cestu zdravého vývoje veliké rodiny národů celé rakousko-uherské říše — my poukázali na stejně možné, jako nezbytné podmínky jich přátelského soužití s národy Balkánu — my naléhali na rychlé a spravedlivé řešení velikého a palčivého problému jihoslovanského uvnitř tohoto státu i za jeho hranicemi — my to činili v parlamentě, na sjezdech, ve veřejném tisku, ve shromážděních lidu, všude. Ale hlasu našeho nebylo dbáno ....

Proletariát český, stejně jako proletariát všech ostatních národů Rakousko-Uherska je najednou kromě všeho očekávání ve středu událostí, jež se valí přes jeho hlavu jako lavina. Nikdo neví, kam dopadne. Žádná fantasie nemůže dokresliti konců dramatu před našimi zraky rozevřeného. My víme jen, že nebudeme mezi těmi, kteří před dějinami budou za věci tyto zodpovídati.

---

sich entwickelnden Dramas auszumalen. Nur das eine wissen wir, daß wir nicht zu denen gehören, die vor der Geschichte diese Ereignisse werden verantworten müssen. — Genossen und Genossinnen! Wir haben alles im gegebenen Augenblick Mögliche getan. Wir haben den Ruf erhoben: es möge unverzüglich das Parlament einberufen werden, damit es sich über die Entscheidung äußere, die auch für uns ohne uns erfolgt ist, und damit die wahre Überzeugung der Nationen Österreichs nicht geheim bleibe, namentlich nachdem das Parlament der anderen Reichshälfte gesprochen hat. Wir haben den Wunsch ausgesprochen: es möchten die sozialdemokratischen Abgeordneten aller Nationen in Österreich schleunigst eine gemeinsame Aktion versuchen. Und in dieser schweren Stunde, da wir heute nicht wissen, was uns das Morgen bringt, wenden wir uns an euch alle, die treue Gefolg- und Anhängerschaft unserer Partei: Eins ist die Bürgschaft des Sieges und höchstes Gesetz über uns, die unerschütterliche und schrankenlose Solidarität des gesamten organisierten Proletariats! Schließt euch an einander in eurer Organisation, verfolget sorgsam die Entwicklung der Dinge, wachet und seid bereit! Was immer geschehen möge, die organisierte Arbeiterschaft bleibt ihren Traditionen treu, treu ihren Überzeugungen und ihrer Mission; sie wird über ihr Schicksal in jedem Fall selbst so entscheiden, wie es die Sache des Sozialismus, der Kultur und der Zivilisation unerläßlich fordert.

Es lebe die tschecho-slavische und internationale Sozialdemokratie!

Der Ausschuss und Klub der tschechisch-slavischen sozialdemokratischen Arbeiterpartei in Österreich.

Soudruzi a soudružky! My učinili vše, co bylo v daném okamžiku možno. My vznesli apel, aby neprodleně byl svolán parlament a vyslovil se o opatřeních, jež se stala i o nás bez nás, a aby skutečné přesvědčení národů Rakouska nezůstalo utajeno zejména tam, kde promluvil parlament druhé poloviny říše. My vyslovili přání, aby s největším urychlením shromáždili se ke společnému jednání sociálně demokratičtí poslanci všech národů Rakouska. A v této hodině nejtěžší, kdy nevíme přes, co nám přinese zítřek, obracíme se k vám všem, věrným stoupencům a příslušníkům strany: Jedna jest záruka vítězství a jeden nejvyšší zákon nad námi: Nezdolná a nezměrná solidarita všeho organisovaného proletariátu. Semkněte se všichni ve svých organisacích! Sledujte pečlivě vývoj věcí, bděte a buďte pohotově! At se stane cokoli, organisované dělnictvo zůstane věrno svým radicím, svému přesvědčení a svému poslání, a o svém stanovisku rozhodne v každém případě samo, jak toho bude věc socialismu, kultury a civilisace nezbytně vyžadovat.

Nechť žije československá a mezinárodni sociální demokracie!

Výkonný výbor a klub poslanců československé sociálně demokratické strany dělnické v Rakousku.

Gleichzeitig werden zahlreiche Demonstrationsversammlungen „gegen den Absolutismus“ (proti absolutismu) für den 26. VII. 1914 in Prag und Umgebung, in drei Wiener Bezirken, sowie in zahlreichen böhmischen Städten, und für den 27. VII. in weiteren Orten einberufen; desgleichen in Mähren. Bei dieser Gelegenheit wurde vom Právo Lidu auch mitgeteilt, daß eine Reihe von Versammlungen in Böhmen und Mähren verboten worden sei[1]). Auch die übrigen Versammlungen unterblieben dann infolge des eingetretenen Kriegszustandes.

---

b) Die tschechische Arbeiterpartei (Zentralisten).

Am 4. VIII. 1914 erließ die Exekutive der Partei das nachfolgende — mit dem der deutschen soz.-dem. Arbeiterpartei vom 28. VII. 1914 identische[2]) — Manifest[3]). Dasselbe war

1) Právo Lidu, 25. VII. 1914. Abendblatt.

2) Vgl. Nr. 70.

3) Ich verdanke den tschechischen Text des Manifests, das im Dělnicki Dennik, dem Brünner Parteiorgan, vom 4. VIII. 1914 erschien, dem Redakteur dieses Blattes und Mitglied der Parteiexekutive, Herrn Edmund Burian.

das Ergebnis einer Beratung der gemeinsamen Parteiexekutive der österreichischen Sozialdemokratie, welche die volle Übereinstimmung aller ihr zugehörigen Parteien ergab. Jeder autonomen Teilorganisation wurde es hierbei freigestellt, den jeweiligen Verhältnissen nach selbständig zu handeln. Die tschechische soz.-dem. Arb.-Partei ihrerseits legte Gewicht darauf, ihre Übereinstimmung mit der Kundgebung der deutschen Partei zu bekunden [1]).

Nr. 227.

Cešti délnici! Soudruzi!

Přes noc přikvapily pro naši řisi sučtodějné události. Z pohnutych srdcí posíláme vroucí přání a pozdrawy rakouským vojákům, jež volá těžká povinnosť na bojiště. K Vám ale, přátelé a soudruzi, k Vám take soudružky, již jste osvědcily tolikrát svoji věrnosť, máme jedinou vyzvou, jediné přání: Nezapomínejte, že organisace všeho druhu byla a bude záštitou Vaší. Vy, kteří zůstáváte doma, nezapomínejte své povinnosti, střežiti tento klenot svůj. Nedávejte se nikým a ničím strhnouti k jakýmkoli projevům, abyste sobě nepřipravovali nepříjemnosti a nevydávali se v nebezpečí. Sražme v přátelské věrnosti ještě pevněji své řady, čerpejte poučení o událostech z tisku své strany, neboť on, ve Vašem zájmu potřebuje nyní největší měrou Vaší péče, Vaší lásky. Buďte klidnymi! Dokažte důstojným chováním a věcným pojímáním všeho, co se odehraje, zě jste svůj úkol v této době pochopili, a spoléhejte na to, že povolané instance učiní, co jen bude možno, k uhájení Vašich proletářských zájmů. Spoléhejme na své organisace, na svůj tisk, na svůj výkonný výbor! Klid udržovati považujeme za první povinnost zvláště všech důvěrniků, odjejichž důvtipu, rozvahy a důstojnosti závisí velicé mnoho. Důvěrniky povolané k vojenseslužbě nutno okamžitě nahraditi nově jmenovanými důvěmiky, od nichž vykonný vybor očekává stejný rozhled a klid jako od jich předchudců. Tiskneme Vám, soudruzi a soudružky ruce, opakujeme svoji výzou: Budite klidmjmi a vernými sobě a svému hnutí.

Výkonný výbor české sociálně demokratické strany dělnické v Rakousku.

1) Mitteilung des Herrn BURIAN.

ACHEVE D'IMPRIMER
SUR LES PRESSES DE L'IMPRIMERIE
m+h
A GENEVE (SUISSE)
MARS 1976